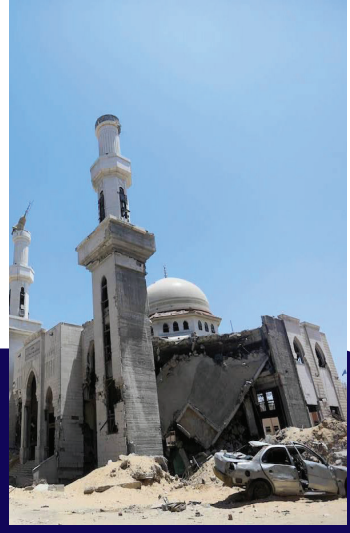
منظمة التعاون الإسلامي
ORGANISATION OF ISLAMIC COOPERATION
ORGANISATION DE COOPÉRATION ISLAMIQUE



DIX-HUITIEME RAPPORT DE L'OCI SUR

# L'ISLAMOPHOBIE

PRESENTE

A la 52ème Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères

JANVIER - DÉCEMBRE 2025

# A PROPOS

L'Observatoire de l'Islamophobie de l'OCI est une unité spécialisée relevant du Département des Affaires politiques du Secrétariat général de l'OCI. Créé en 2007 lors de la 34ème Session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères à Islamabad, l'Observatoire suit et traite activement les questions liées à l'islamophobie depuis plus de 18 ans.

La création de l'Observatoire a été motivée par trois événements critiques : la recrudescence du sentiment anti-islamique dans les pays occidentaux à la suite des événements du 11 septembre ; l'escalade du phénomène de l'islamophobie qui se manifeste par une déformation et une dénaturation délibérées des principes islamiques ; et l'émergence d'une législation discriminatoire dans divers pays non islamiques ciblant spécifiquement les minorités musulmanes. Ces préoccupations pressantes ont conduit le monde musulman à prendre des mesures qui ont abouti à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au Sommet à Makkah al Mukarammah (2005), durant laquelle a été soulignée l'urgence de lutter contre l'islamophobie. La création de l'Observatoire constitue une réponse directe aux recommandations formulées par les dirigeants du monde musulman lors de ce sommet extraordinaire.

L'Observatoire s'acquitte de son mandat principal en remplissant trois fonctions essentielles : assurer le suivi de toutes les manifestations de l'Islamophobie, en présenter un rapport détaillé aux États membres et relever les défis y afférents à travers des efforts de collaboration avec les gouvernements et les ONG. En remplissant ces responsabilités, l'Observatoire suit quotidiennement les incidents d'Islamophobie, analyse les tendances émergentes et cartographie le paysage évolutif du sentiment anti-islamique. Sur la base de ces observations, l'unité élabore des rapports détaillés, formule des recommandations politiques et initie des mesures ciblées destinées à faire face, efficacement, aux différentes manifestations de l'Islamophobie.

# TABLE DES MATIERES


## Avant-propos du Secrétaire général de l'OCI

## TENDANCE SUR L'ISLAMOPHOBIE

## POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE

## RECOMMANDATIONS

## MANIFESTAIONS DE L'ISLAMOPHOBIE

**Discrimination**

**Politique islamophobe**

**Extrême droite**

**Attaques physiques et verbales**

**Discours de haine et haine en ligne**

**Diffamation du Voile, du Hidjab et de la Burqa**

## ENQUÊTE ET RAPPORT

## DEVELOPPEMENTS POSITIFS

*Contrepoids à l'extrême-droite*

*Politiques publiques*

*Décisions de justice et procès*

*Enquêtes et arrestations*

*Développements positifs sur l'inter-confessionnalité*

## LISTE DES INCIDENETS :

*I. Incidents ciblant les Mosquées et Centres islamiques*

*II. Incidents visant des personnes de confession musulmane*

*III. Incidents ciblant des exemplaires du Saint Coran*

*IV. Incidents visant la personnalité la plus respectée de l'islam*

*V. Incidents liés au hidjab*

# AVANT-PROPOS DU SECRETAIRE GENERAL




**Alors** que nous nous réunissons pour la 52ème session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères (CMAE), j'ai l'honneur de présenter le 18ème rapport annuel sur l'islamophobie. Ce document essentiel reflète les recherches approfondies et le suivi attentif menés par l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI, qui opère au sein de notre Département des Affaires politiques au Secrétariat général. À une époque marquée par une intolérance religieuse allant crescendo et l'utilisation de l'intelligence artificielle comme arme pour amplifier la haine, le travail de l'Observatoire, qui consiste à documenter les incidents liés aux préjugés, à la discrimination et à la violence à l'encontre des musulmans, est devenu plus essentiel que jamais. L'OCI reste fermement déterminée à utiliser ces conclusions comme un puissant catalyseur pour défendre et soutenir les communautés musulmanes confrontées à des défis sans précédent dans le monde entier.

**La production** de cette analyse approfondie répond à l'un des mandats fondamentaux de notre Organisation, à savoir le suivi systématique et le signalement des incidents islamophobes à nos États membres. Le rapport de cette année relate et analyse minutieusement les défis multiformes auxquels sont confrontées les communautés musulmanes depuis notre dernière réunion, et examine en détail la manière dont les sentiments antimusulmans se manifestent dans divers contextes sociaux. Nous envisageons ce document

comme un mécanisme d'alerte précoce et un guide pratique pour les décideurs politiques, les défenseurs et les dirigeants engagés en faveur de la promotion de la compréhension interconfessionnelle et de la protection de la liberté religieuse.

**Les récents** développements survenus sur la scène internationale ont fait de l'islamophobie un défi de plus en plus complexe qui menace la cohésion sociale et la dignité humaine. La convergence de tensions géopolitiques accrues, d'incertitudes économiques persistantes et de la croissance explosive de la désinformation générée par l'IA via les plateformes numériques a créé un terrain fertile pour que les préjugés antimusulmans se développent et se propagent à grande échelle. Nous avons été témoins de la tendance profondément alarmante des acteurs politiques à exploiter systématiquement la rhétorique islamophobe à des fins électorales, tandis que les mouvements d'extrême droite déploient des technologies de pointe, notamment des images générées par l'IA et de fausses vidéos, pour propager la haine par le biais de campagnes en ligne coordonnées qui touchent des millions de personnes en quelques heures.

**Le coût** humain de ces événements continue d'augmenter de manière remarquable. Nos communautés ont subi une vague croissante d'attaques contre des mosquées, de législations discriminatoires déguisées en laïcité, de harcèlement systématique sur le lieu de travail et d'obstacles à l'éducation. La montée en puissance de l'islamophobie sexiste est particulièrement préoccupante ; les femmes musulmanes étant confrontées à une discrimination accrue dans le domaine de l'emploi, dans les espaces publics et dans les établissements d'enseignement. La normalisation du discours antimusulman dans le discours politique dominant a encouragé les actes de violence, favorisant des environnements où même les enfants sont victimes de harcèlement et d'exclusion à l'école uniquement en raison de leur identité religieuse.

**Face à pareils** défis en constante évolution, une stratégie globale et multidimensionnelle adaptée aux réalités contemporaines s'impose. Celle-ci doit comprendre le renforcement de la législation sur les crimes haineux avec des mécanismes d'application améliorés, des programmes solides d'alphabétisation numérique pour lutter contre la désinformation générée par l'IA et l'extrémisme en ligne, ainsi que des initiatives éducatives innovantes favorisant le dialogue et la compréhension entre les religions. La communauté internationale doit reconnaître que la lutte contre l'islamophobie est inextricablement liée à la lutte globale pour les droits humains universels, la dignité et la protection de toutes les minorités religieuses contre la persécution.

**L'OCI** est déterminée à élargir son réseau de partenariats et d'initiatives stratégiques dans le cadre de cette entreprise cruciale. Nous souhaitons nouer des relations avec des entreprises technologiques afin de lutter contre les biais algorithmiques et les contenus haineux générés par l'IA, collaborer avec des établissements d'enseignement afin d'élaborer des programmes scolaires anti-biais, fondés sur des données probantes, et travailler aux côtés des gouvernements afin de renforcer la législation protectrice et son application. Ces efforts reflètent notre conviction que la lutte efficace contre l'islamophobie nécessite une approche globale de l'ensemble de la société, impliquant la société civile, les médias, les plateformes technologiques et les gouvernements à tous les niveaux.

**Nos conclusions** cette année révèlent un paysage complexe de défis persistants et de menaces technologiques émergentes. Au-delà des formes conventionnelles de discrimination, nous avons documenté des tentatives sophistiquées visant à institutionnaliser les préjugés antimusulmans par le biais de mesures législatives et administratives, particulièrement évidentes en Asie et en Europe, où la fermeture systématique de mosquées et d'organisations islamiques se poursuit sous des prétextes juridiques douteux. L'instrumentalisation de la laïcité comme arme pour réprimer l'expression religieuse musulmane est de plus en plus répandue, tandis que l'intersection de l'islamophobie avec d'autres formes de discrimination crée des vulnérabilités aiguës pour nos communautés, en particulier pour les femmes, les jeunes et les minorités visibles.

**Les attaques** recensées contre l'islam et les symboles islamiques ont évolué vers des campagnes coordonnées visant à provoquer, diviser et terroriser les communautés. Ces incidents, souvent diffusés en direct et amplifiés par des algorithmes sur les réseaux sociaux, montrent comment la haine religieuse traditionnelle s'est adaptée à l'ère numérique, exigeant des réponses tout aussi sophistiquées de la part de nos États membres et de nos partenaires internationaux. L'émergence de contenus antimusulmans générés par l'IA – qu'il s'agisse d'images fabriquées représentant les musulmans comme des menaces pour la sécurité ou de fausses vidéos diffusant des théories du complot – représente une nouvelle frontière dangereuse qui nécessite une attention urgente et une action coordonnée.

**Ce rapport** va au-delà de la simple documentation des défis : il fournit un plan d'action stratégique. En analysant les interventions réussies et en identifiant les menaces émergentes, nous offrons aux décideurs politiques et aux responsables communautaires des données empiriques et des outils pratiques pour contrer

efficacement l'islamophobie. Les recommandations soulignent l'importance cruciale de construire des communautés résilientes tout en promouvant activement le dialogue interconfessionnel, les échanges culturels et la protection des droits fondamentaux pour tous.

**C'est** avec un sentiment d'urgence profonde et un espoir inébranlable que je présente ce 18ème rapport annuel sur l'islamophobie. Si les défis auxquels nous sommes confrontés sont redoutables et en constante évolution, notre détermination collective à lutter contre l'islamophobie n'a jamais été aussi forte. J'invite tous les États membres à examiner minutieusement ces conclusions et à mettre en œuvre des mesures efficaces, fondées sur des preuves, afin de protéger la liberté de religion, de lutter contre les discours haineux et de promouvoir des sociétés inclusives respectueuses de la dignité humaine. La voie à suivre exige un engagement politique soutenu, des solutions innovantes tirant parti de la technologie à des fins positives et un dévouement sans faille à nos valeurs communes de justice, d'égalité et de dignité inhérente à chaque être humain.

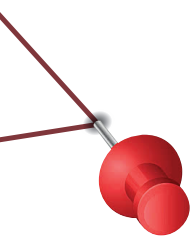
**Hissein Brahim Taha**




**TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE**
(Janvier – décembre 2025)

# TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE

## (Janvier – décembre 2025)



# TENDANCE DE L'ISLAMOPHOBIE

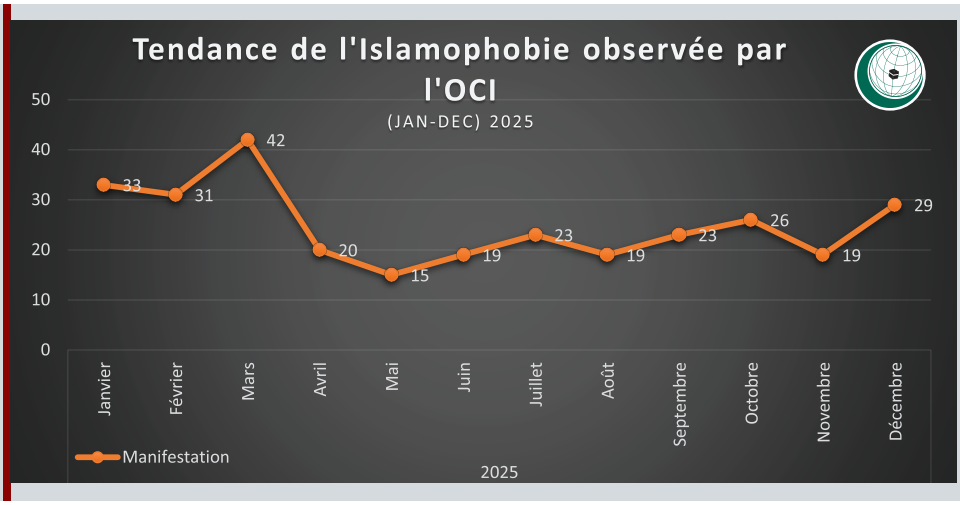
## (Janvier – décembre 2025)

**L'islamophobie** se caractérise par des préjugés et une discrimination à multiples facettes qui dépassent le cadre des musulmans en tant qu'individus pour englober l'ensemble de la foi, des pratiques et des symboles islamiques. Ce phénomène se manifeste par diverses formes de stigmatisation et d'intolérance, allant de la discrimination subtile sur le lieu de travail et dans les médias à des expressions plus extrêmes, telles que le vandalisme de biens religieux et le harcèlement physique des musulmans. Bien que particulièrement prononcée dans les sociétés où les musulmans constituent une minorité, l'islamophobie peut trouver son origine dans divers catalyseurs, notamment la dynamique politique, les facteurs socio-économiques, les préoccupations liées à l'immigration et les événements mondiaux qui ont des répercussions dans notre monde interconnecté.

**L'Observatoire** de l'islamophobie de l'OCI a méticuleusement suivi les incidents et les sentiments islamophobes dans le monde entier. Grâce à une analyse minutieuse des reportages, des discours sur les réseaux sociaux, des politiques gouvernementales et des déclarations publiques, l'Observatoire a documenté les schémas de discrimination et de préjugés à l'encontre des musulmans et des pratiques islamiques dans diverses régions. Le présent rapport présente ces conclusions afin de dresser un tableau de la situation actuelle en matière d'islamophobie.

### Voici un résumé des tendances en matière d'islamophobie pour la période de 12 mois allant de janvier à décembre 2025 :

**La tendance** des incidents islamophobes au cours de l'année 2025 révèle un schéma profondément inquiétant caractérisé par des fluctuantes volatiles, des escalades spectaculaires et une tendance générale à la baisse qui, paradoxalement, masque la gravité et la létalité croissantes des manifestations individuelles. L'année a débuté par une recrudescence des incidents antimusulmans, reflétant une islamophobie institutionnalisée profondément enracinée qui opère indépendamment d'événements déclencheurs spécifiques, ancrée dans les structures sociales, le discours politique et les récits médiatiques dans plusieurs points chauds à travers le monde.




**Le mois** de février a connu un léger déclin, ce qui ne laisse présager ni amélioration ni détérioration significative, mais plutôt la persistance d'un niveau d'hostilité antimusulmane désormais normalisé. Ce bref plateau s'est avéré trompeur, car mars 2025 a connu le pic le plus grave de l'année, avec le total mensuel le plus élevé jamais enregistré. Cette hausse spectaculaire en mars a coïncidé avec plusieurs catalyseurs dans différentes régions : en Inde, l'intensification des discours haineux pendant les campagnes électorales régionales a vu les dirigeants du BJP tenir des propos incendiaires à l'encontre des musulmans ; en France, le premier trimestre a connu une augmentation de 72% des actes antimusulmans par rapport à la même période en 2024 ; et au Royaume-Uni, les répercussions des émeutes de Southport de l'été 2024 ont continué à se faire sentir à travers une recrudescence de la violence dans les rues visant les personnes visiblement musulmanes.

**Le pic enregistré** en mars reflète également l'effet cumulatif du ramadan, qui déclenche traditionnellement une montée des réactions islamophobes. Dans les territoires palestiniens occupés, les autorités ont refusé de transférer l'administration de la mosquée Ibrahimi au Ministère palestinien des Affaires religieuses pendant le Ramadan, rompant ainsi avec une tradition vieille de plusieurs décennies.

**Aux États**-Unis, les établissements scolaires ont signalé une augmentation des cas d'intimidation à l'encontre des élèves musulmans, tandis que le discours politique s'intensifiait autour des thèmes de « l'incompatibilité culturelle ». La convergence entre la pratique religieuse et les tensions géopolitiques actuelles a créé les conditions propices à ce que les données révèlent comme étant la période la plus concentrée de manifestations antimusulmanes de l'année.

**Le mois** d'avril a été marqué par une forte baisse, suivie d'une chute spectaculaire en mai, qui a atteint son point le plus bas de toute l'année. Cette forte baisse n'a toutefois pas signalé une véritable amélioration de la situation des communautés musulmanes. Elle reflétait plutôt la relation complexe entre la documentation, les mécanismes de signalement et l'incidence réelle de la discrimination et de la violence. Cette accalmie relative a coïncidé avec un changement d'attention politique dans plusieurs zones sensibles clefs : l'Inde s'est temporairement concentrée sur les annonces de politique économique ; le Royaume-Uni a connu une brève période de mobilisation réduite de l'extrême droite ; et les États-Unis sont entrés dans une phase plus calme du cycle de la campagne présidentielle avant son intensification.

**Il est important** de noter que le niveau le plus bas du mois de mai aura été atteint alors même que des violences meurtrières ont coûté la vie à des musulmans en France, où Aboubakar Cissé a été poignardé à mort dans une mosquée en avril et Hichem Miraoui a été abattu par son voisin en mai — des meurtres qui illustrent la manière dont la baisse du nombre d'incidents documentés masque la gravité et la létalité croissantes des attaques individuelles. L'écart entre les tendances statistiques et la réalité vécue a mis en évidence les limites des mesures quantitatives pour saisir toute l'ampleur de la violence islamophobe lorsque les incidents individuels deviennent plus extrêmes alors même que leur nombre total diminue temporairement.

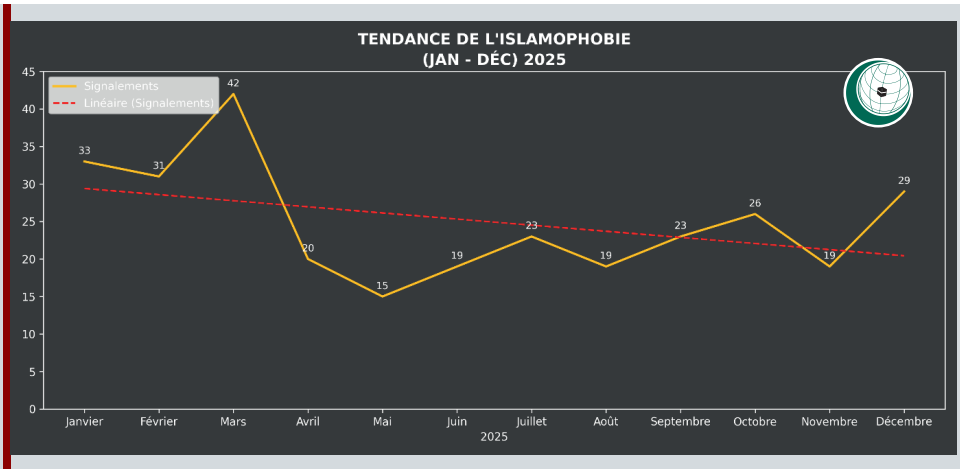
**De juin à août,** le nombre d'incidents s'est progressivement accrue, avec une hausse en juin, une même tendance en juillet et une légère baisse en août. Cette période a été marquée par la saisie administrative de la mosquée Ibrahimi à Al-Khalil, où les autorités israéliennes ont, le 15 juillet, retiré ses pouvoirs à la municipalité palestinienne pour les transférer à un conseil religieux de colons, ce qui constitue une appropriation historique de l'un des sites les plus sacrés de l'islam. Au Royaume-Uni, l'influence de l'activiste d'extrême droite Tommy Robinson a continué de s'étendre grâce à des réseaux de financement internationaux, tandis qu'aux États-Unis, l'islamophobie en ligne a connu un pic après la victoire de Zohran Mamdani à la primaire démocrate pour la mairie de New York, avec des publications générant 419,2 millions d'engagements au total et des propos explicitement antimusulmans apparaissant dans 39,4% des contenus examinés.

**Les mois** de septembre et octobre ont été le théâtre d'une résurgence inquiétante, avec une augmentation du nombre d'incidents en septembre et en octobre,

le deuxième total mensuel le plus élevé de l'année. Cette escalade automnale traduit on ne peut mieux la convergence de plusieurs facteurs. Au Royaume-Uni, le rassemblement « Unite the Kingdom » organisé par Tommy Robinson, le 13 septembre, a attiré 110 000 manifestants dans les rues de Londres, et les organisations de surveillance ont recensé 157 cas de haine antimusulmane dans les sept jours qui ont suivi l'événement. En France, neuf têtes de porc coupées ont été dispersées devant les portes de mosquées à travers Paris, le 8 septembre, tandis que le rapport controversé du gouvernement sur les Frères musulmans, publié en mai, a continué d'alimenter la stigmatisation, contribuant à une hausse de 75% des incidents antimusulmans, au cours des cinq premiers mois de l'année.

**La flambée** d'octobre a également coïncidé avec une escalade de la violence dans les territoires palestiniens occupés, où le Ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a violé l'accord sur le statu quo d'Al-Aqsa, le 3 août, en dirigeant une prière juive dans l'enceinte, et où des milliers d'Israéliens ont participé à des marches financées par l'État dans le quartier musulman d'Al-Qods, en scandant « mort aux Arabes » et « que leurs villages brûlent. » La conjonction entre l'intensification des politiques d'occupation et la destruction continue de 1 109 mosquées à Gaza a eu des répercussions internationales qui se sont traduites par une augmentation des incidents antimusulmans dans les pays occidentaux, visant en particulier les personnes exprimant leur solidarité avec les Palestiniens.

**Le mois** de novembre a connu une baisse avant la forte augmentation de fin d'année en décembre, qui a presque égalé les niveaux élevés enregistrés en début d'année. L'escalade de décembre reflète plusieurs dynamiques de fin d'année : en Inde, les colons israéliens illégaux ont mené 22 incursions dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa en décembre, tandis que les observations ont montré que 2024 avait connu un nombre record de 58 000 incursions de colons, soit une hausse de 13% par rapport à 2023. Aux États-Unis, les contenus haineux générés par l'IA et visant les musulmans ont « fortement augmenté » au cours du second semestre ; des recherches ayant recensé 1 326 images et vidéos générées par l'IA présentant des représentations sexualisées de femmes musulmanes, des discours d'exclusion, des récits conspirationnistes et une violence esthétisée.




**La courbe** linéaire superposée aux données de 2025 révèle une trajectoire en baisse progressive tout au long de l'année. Toutefois, cette baisse statistique masque trois réalités critiques qui méritent notre attention. Premièrement, la réduction globale du nombre d'incidents documentés a coïncidé avec un accroissement spectaculaire de certaines catégories de violence, en particulier les agressions mortelles et les agressions physiques. Au Royaume-Uni, les cas survenus dans la rue ont augmenté de 120% depuis 2022 ; les comportements menaçants ayant augmenté de 715% entre 2023 et 2024. Une tendance qui s'est poursuivie en 2025. En France, les violences visant des individus ont plus que triplé, au début de l'année 2025 ; les agressions directes représentant 99 des 145 cas recensés jusqu'en mai, soit plus des deux tiers de tous les actes islamophobes.

**Deuxièmement,** cette tendance à la baisse relate davantage les difficultés rencontrées en matière de signalement et de documentation qu'une réelle amélioration de la situation. Plusieurs organismes de surveillance ont constaté que les victimes ne portent souvent pas plainte par crainte, par méfiance envers les autorités ou parce qu'elles pensent que le signalement ne donnera lieu à aucune mesure significative. Au Royaume-Uni, une étude a révélé que seuls 12,5% des cas de harcèlement sexuel à l'encontre de femmes musulmanes dans les transports publics étaient signalés, et que 69% des personnes qui avaient osé parler n'étaient pas convaincues que leur cas serait pris au sérieux. Aux États-Unis, les données d'une enquête ont fait ressortir que 67% des élèves musulmans victimes d'intimidation n'avaient pas signalé leur expérience au personnel scolaire parce qu'ils se sentaient dévalorisés, avaient peur ou étaient confrontés à des procédures de signalement peu claires.

**Troisièmement,** et plus important encore, cette année a montré à quel point l'islamophobie mondiale est de plus en plus caractérisée par des politiques et des

discours sanctionnés par l'État plutôt que par de simples incidents isolés perpétrés par des acteurs non étatiques. En Inde, le projet de loi Waqf (amendement) adopté en avril 2025 a menacé 872 324 biens immobiliers Waqf, tandis que des expulsions massives ont conduit 1 880 musulmans d'origine bengalie au Bangladesh, entre mai et juillet, sans procédure régulière. Dans les territoires palestiniens occupés, le transfert administratif de la mosquée Ibrahimi sous le contrôle des colons et la destruction systématique de plus de 1 100 mosquées à Gaza auront représenté des politiques étatiques d'effacement religieux opérant à une échelle que le décompte des incidents individuels ne peut rendre compte de manière adéquate.

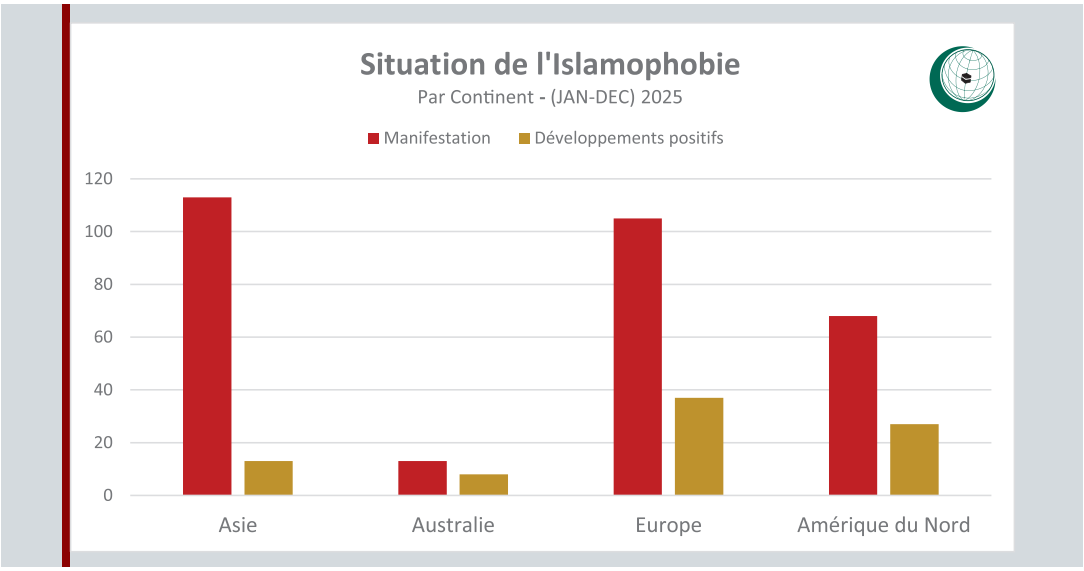
**Le schéma** comparatif entre le premier et le second semestre 2025 montre une évolution inquiétante dans la nature des manifestations islamophobes. Alors que le premier semestre a connu un pic spectaculaire en mars, suivi d'une forte baisse jusqu'au creux de mai, le second semestre a connu une hausse plus soutenue après la flambée d'octobre ; les incidents de décembre atteignant presque le niveau initial de janvier. Cette tendance suggère que, malgré les fluctuations quantitatives, une transformation qualitative s'est produite ; chaque cycle d'escalade renforçant et enracinant le sentiment antimusulman, établissant ainsi de nouveaux niveaux de référence élevés qui résistent à une désescalade complète.

**La distribution** bimodale, avec des pics importants en mars et en octobre, reflète la manière dont l'islamophobie opère à la fois par le biais tant de catalyseurs liés à des événements que d'un ancrage structurel. Des événements déclencheurs spécifiques – campagnes électorales, pratiques religieuses, conflits géopolitiques, mobilisations d'extrême droite – peuvent rapidement attiser les sentiments antimusulmans, provoquant une forte escalade. Cependant, la persistance de niveaux élevés au cours des mois suivants démontre comment ces déclencheurs interagissent avec des facteurs structurels : une législation discriminatoire normalisant les politiques antimusulmanes ; l'amplification algorithmique diffusant des théories du complot ; la rhétorique politique des élus légitimant la haine ; et des mécanismes de reddition de comptes inadéquats permettant aux auteurs de ces actes d'agir en toute impunité.

**En examinant** l'ensemble de la trajectoire jusqu'en 2025, les données révèlent une crise qui a transcendé les explosions épisodiques pour s'ancrer systématiquement dans de multiples dimensions de la vie sociale, politique et institutionnelle dans des zones sensibles clefs. Le fait que l'Inde, le Royaume-Uni, les États-Unis, les territoires palestiniens occupés et la France représentent

ensemble la grande majorité des incidents documentés (l'Inde à elle seule représentant 34%, le Royaume-Uni 23% et les États-Unis 20%) démontre une concentration géographique qui permet une intervention ciblée. Cependant, la convergence des politiques étatiques (expulsions, restrictions législatives, saisies administratives), de la rhétorique politique (des Premiers Ministres, des Ministres et des candidats à la présidence), de l'amplification algorithmique (contenu généré par l'IA, monétisation de la haine sur les réseaux sociaux) et des manifestations violentes (meurtres, agressions, destruction de mosquées) génère des cycles auto-renforçant de plus en plus difficiles à démanteler.

**La tendance** linéaire à la baisse observée tout au long de l'année 2025, loin d'être rassurante, souligne la nécessité impérieuse d'adopter des approches globales qui s'attaquent à la fois aux manifestations immédiates et aux fondements structurels avant que ces schémas ne s'ancrent davantage dans la conscience publique et les pratiques institutionnelles. La trajectoire de l'année suggère que sans interventions fondamentales (cadres juridiques solides appliqués de manière cohérente ; dirigeants politiques rejetant plutôt qu'exploitant les sentiments antimusulmans ; reddition de comptes des plateformes pour la haine algorithmique et pression internationale sur la discrimination sanctionnée par l'État), les manifestations fluctuantes mais persistantes documentées tout au long de l'année 2025 continueront d'afficher des niveaux de référence toujours plus élevés d'islamophobie normalisée qui menacent la sécurité, la dignité et les droits fondamentaux des communautés musulmanes à l'échelle mondiale.




**La répartition** géographique de l'islamophobie à travers les continents en 2025 révèle que l'Asie est sans conteste l'épicentre des incidents antimusulmans,

dont les manifestations dépassent largement les développements positifs dans la région. Cette domination troublante reflète l'intensification du nationalisme religieux et de la discrimination prônée par l'État. La disparité flagrante entre les manifestations et les développements positifs en Asie indique une institutionnalisation alarmante de l'islamophobie, ancrée dans les politiques gouvernementales, la complicité judiciaire, les préjugés des forces de l'ordre et les structures sociales qui fonctionnent avec une efficacité coordonnée pour marginaliser les communautés musulmanes.

**La domination** de l'Inde dans la catégorie Asie, qui représente 34% des manifestations mondiales, a propulsé les totaux continentaux à des niveaux sans précédent. La convergence de mesures législatives telles que le projet de loi Waqf (amendement), la discrimination systématique dans l'éducation avec 52 madrasas fermées dans le seul État d'Uttarakhand, les discours haineux tenus par les plus hautes instances politiques, notamment les Ministres en chef et les Ministres du gouvernement, l'augmentation de 84% des émeutes communautaires violentes au cours de l'année précédente, avec des tendances qui persistent en 2025, et l'utilisation de l'appareil administratif comme arme à travers des démolitions au bulldozer ont créé une architecture globale de persécution. Les avancées positives relativement modestes observées en Asie, principalement des interventions judiciaires visant à tenir certains auteurs responsables, et des efforts de documentation de la société civile, se sont avérées insuffisantes pour contrebalancer l'ampleur et la nature systématique de la discrimination soutenue par l'État.

**L'inclusion** du territoire palestinien occupé dans le contexte asiatique plus large, quoique discutable sur le plan géographique, aura contribué de manière significative à la disparité continentale. Le transfert administratif de la mosquée Ibrahimi du contrôle palestinien à celui des colons israéliens, la violation de l'accord sur le statu quo d'Al-Aqsa par un Ministre du gouvernement qui a conduit la prière juive dans l'enceinte de ladite Mosquée et la destruction massive de plus de 1 100 mosquées à Gaza, entre octobre 2023 et janvier 2025, ont représenté des politiques étatiques d'effacement religieux opérant à des échelles que les mesures individuelles des incidents ont du mal à saisir. Le fait que cette destruction systématique des infrastructures religieuses islamiques se soit déroulée en toute impunité au niveau international, tout en étant sanctionnée, financée et exécutée par les autorités étatiques, a distingué l'expérience asiatique de l'islamophobie comme étant qualitativement différente des manifestations observées sur d'autres continents.

**L'Europe** apparaît comme le deuxième foyer le plus important d'incidents islamophobes, même si les données révèlent un ratio plus important d'évolutions positives que de manifestations négatives par rapport à l'Asie. Ce taux d'incidence élevé peut être attribué à la résurgence et à la banalisation des mouvements politiques d'extrême droite à travers le Continent ; le Royaume-Uni représentant 23% des manifestations mondiales et la France 10%. Au Royaume-Uni, l'année a été marquée par des niveaux records de crimes haineux, notamment des attaques contre 27 mosquées, entre juillet et octobre, le rassemblement de Tommy Robinson qui a attiré 110 000 manifestants et la discrimination systématique dans les prisons, où les détenus musulmans ont été victimes d'un usage disproportionné de la force. La France a connu une augmentation de 75% des incidents antimusulmans, au cours des cinq premiers mois de 2025 ; les violences visant des individus ayant plus que triplé et culminé avec deux meurtres à quelques semaines d'intervalle.

**Cependant,** les progrès considérables réalisés en Europe – qui représentent 37% du total mondial selon les données de l'Observatoire ; le Royaume-Uni représentant à lui seul la plus grande part – reflètent la solidité des organisations de la société civile de la région, le bon fonctionnement des systèmes judiciaires prêts à intervenir contre la discrimination, les organismes de régulation des médias qui demandent des comptes aux diffuseurs et les personnalités politiques qui s'opposent parfois aux propositions islamophobes. Les condamnations judiciaires au Royaume-Uni d'extrémistes d'extrême droite qui planifiaient des attentats contre des mosquées, la suppression par Meta des comptes incitant à la haine, l'interdiction par la police des manifestations provocatrices dans les zones à majorité musulmane et la solidarité interconfessionnelle à la base, ont démontré que les forces institutionnelles et sociales compensatoires restaient opérationnelles malgré un environnement globalement hostile.

**Les développements** probants en France, bien que plus modestes, ont notamment été le rejet public par le Premier Ministre Bayrou des propositions visant à interdire le port du Hijab aux mineures de moins de 15 ans, déclarant en substance : « Je ne veux pas faire de l'islam un sujet de fixation de la société française », et la protection judiciaire du collège islamique Ibn Sina contre les tentatives de fermeture du gouvernement. Ces forces contraires suggèrent que, si l'islamophobie reste profondément ancrée dans les sociétés européennes et de plus en plus normalisée dans le discours politique, le Continent a développé des mécanismes institutionnels et des traditions civiques susceptibles d'être mobilisés

pour résister aux manifestations les plus extrêmes lorsque la volonté politique existe et que la pression de la société civile s'accentue.

**L'Amérique** du Nord présente un paysage complexe avec des manifestations représentant une part importante des incidents mondiaux (les États-Unis représentant à eux seuls 20%), tout en affichant la plus forte proportion d'évolutions positives, soit 31% du total mondial. Cette tendance reflète une société profondément polarisée où la discrimination et la violence systématiques persistent parallèlement à des protections juridiques solides, à la défense des droits par la société civile et à des mécanismes institutionnels de reddition de comptes. Les États-Unis ont enregistré un nombre record de violations des droits civils, avec des plaintes atteignant leur plus haut niveau depuis le début du suivi systématique en 1996, des cas fréquents d'intimidation à l'école, où la moitié des élèves musulmans ont été victimes de harcèlement, une recrudescence des contenus haineux générés par l'IA au cours du second semestre, et des discours politiques toxiques de la part d'élus, notamment des propositions visant à « expulser tous les sales musulmans du Texas » et des accusations selon lesquelles l'USAID finançait des « organisations terroristes » simplement parce que leur nom comprenait les mots « islam » ou « Palestine ».

**Pourtant,** les développements positifs survenus en Amérique du Nord se sont révélés tout aussi importants : responsabilisation judiciaire grâce à des condamnations pour terrorisme et à des poursuites pour crimes haineux, initiatives législatives globales, notamment la réintroduction de la loi sur la lutte contre l'islamophobie internationale, aménagements scolaires avec la reconnaissance de l'Aïd comme jour férié officiel par certains districts scolaires, reddition de comptes des entreprises avec la suppression par Meta des contenus incitant à la haine, et solidarité interconfessionnelle dynamique avec les dirigeants chrétiens et juifs condamnant les attaques islamophobes. L'équilibre relatif entre les manifestations négatives et les développements positifs suggère une société engagée dans une contestation active du traitement réservé aux communautés musulmanes, où ni les forces islamophobes ni leurs opposants ne parviennent à prendre définitivement le dessus, mais où des cycles d'escalade se heurtent à une résistance qui empêche la normalisation complète de la discrimination.

**L'Australie** se distingue par un nombre nettement inférieur d'incidents islamophobes et d'évolutions positives par rapport aux autres continents. Cette tendance s'explique par la population musulmane relativement peu nombreuse de l'Australie et par son éloignement géographique des principaux foyers

géopolitiques qui suscitent des sentiments antimusulmans ailleurs. Cependant, le nombre minime d'évolutions positives (qui ne représentent que 9% du total mondial) suggère une absence préoccupante de mesures institutionnelles proactives visant à lutter contre l'islamophobie existante ou à mettre en place des cadres inclusifs pour l'intégration de la communauté musulmane. L'absence de crise visible n'indique pas nécessairement une véritable cohésion sociale. Elle peut plutôt refléter une infrastructure de suivi limitée, des mécanismes de signalement inadéquats permettant aux communautés musulmanes de documenter la discrimination, ou le fonctionnement de pratiques d'exclusion plus subtiles qui restent invisibles pour les systèmes de documentation actuels. La présence modeste de l'Australie dans ces deux catégories souligne à quel point l'absence de statistiques peut masquer des tensions sous-jacentes qui nécessitent une attention particulière avant qu'elles ne s'intensifient pour atteindre les niveaux recensés dans d'autres régions.

**L'analyse** comparative entre les continents révèle de profondes disparités tant dans l'intensité de l'islamophobie que dans la vigueur des réactions sociétales. La concentration écrasante des incidents en Asie, principalement due à la persécution systématique soutenue par l'État indien et aux politiques d'effacement religieux menées dans les territoires palestiniens occupés, combinée à des évolutions positives relativement modestes, crée le déséquilibre le plus flagrant à l'échelle mondiale. Cela contraste fortement avec l'Europe et l'Amérique du Nord, où des contre-mesures substantielles permettent d'équilibrer de manière plus significative les tendances négatives, malgré les crises que connaissent ces régions du fait de la montée de la haine antimusulmane.

**Ces tendances** continentales démontrent que l'islamophobie, bien qu'il s'agisse d'un phénomène mondial, se manifeste par le biais de mécanismes radicalement différents et suscite des réponses institutionnelles très variées selon les contextes régionaux. En Asie, l'islamophobie s'exerce principalement à travers les politiques et les actions des États ; les gouvernements encourageant, légiférant et appliquant activement la discrimination à l'encontre des populations musulmanes. La confiscation législative des biens religieux, le contrôle administratif des mosquées, la destruction systématique des infrastructures islamiques, les expulsions massives et la complicité judiciaire créent des architectures globales de persécution auxquelles les initiatives positives isolées, principalement issues de la société civile et parfois même des tribunaux inférieurs, ne peuvent efficacement s'opposer.

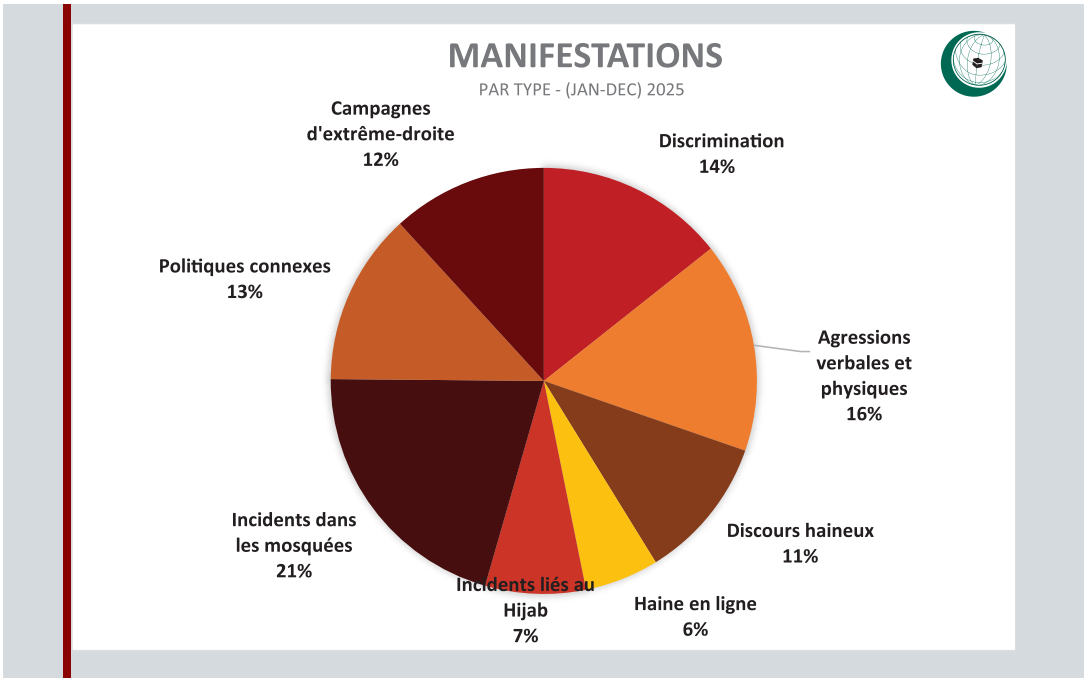
En Europe, l'islamophobie se manifeste par une combinaison de mobilisation d'extrême droite, de rhétorique politique normalisant les sentiments antimusulmans et de propositions politiques ciblant les pratiques religieuses, opérant au sein de systèmes démocratiques qui conservent (bien que de manière de plus en plus tendue) des freins et contrepoids institutionnels. Les développements positifs substantiels reflètent le bon fonctionnement de l'indépendance judiciaire et la capacité de la société civile et le courage politique occasionnel qui peuvent résister aux propositions les plus extrêmes, même si la trajectoire globale reste préoccupante.

**En Amérique** du Nord, l'islamophobie traduit une profonde polarisation sociale, avec une discrimination systématique et des crimes haineux qui coexistent avec des cadres juridiques solides et des réseaux de défense des droits qui permettent de demander des comptes à certains auteurs de ces crimes et d'assurer une protection institutionnelle d'au moins certains droits des musulmans. Le débat reste vif et l'issue incertaine, sans normalisation complète de la haine ni protection totale.

**Les disparités** régionales soulignent le fait que les réponses efficaces à l'islamophobie ne peuvent suivre une approche unique. L'Asie a besoin d'une pression internationale sur les acteurs étatiques qui se livrent à une discrimination systématique, de sanctions à l'encontre des gouvernements qui violent la liberté religieuse et d'un soutien aux organisations de la société civile en difficulté qui documentent les abus dans des conditions hostiles. L'Europe doit renforcer les protections institutionnelles existantes contre l'érosion par les forces politiques d'extrême droite, appliquer les réglementations relatives aux discours haineux, y compris sur les plateformes numériques, et faire preuve d'un leadership politique prêt à résister plutôt qu'à exploiter les sentiments antimusulmans à des fins électorales. L'Amérique du Nord doit appliquer de manière cohérente les protections juridiques existantes, mettre en place des interventions éducatives pour lutter contre le harcèlement systématique, responsabiliser les plateformes quant à l'amplification algorithmique de la haine et faire preuve du courage politique nécessaire pour rejeter plutôt que normaliser les discours islamophobes.

**L'analyse** continentale révèle une tendance mondiale selon laquelle, si l'islamophobie menace les communautés musulmanes partout dans le monde, ses causes spécifiques, ses manifestations et les points d'intervention potentiels varient considérablement d'une région à l'autre. Le renforcement des réseaux de solidarité transnationaux capables de partager des stratégies efficaces

(interventions judiciaires en Europe, cadres législatifs en Amérique du Nord, méthodologies de documentation de la société civile, création de coalitions interconfessionnelles), tout en adaptant les approches aux contextes régionaux, offre la voie la plus prometteuse pour inverser les tendances qui, en 2025, ont vu la haine antimusulmane s'accentuer sur plusieurs continents, sans réponse mondiale coordonnée adéquate.




**Les incidents** liés aux mosquées sont apparus comme la catégorie la plus importante de manifestations islamophobes en 2025, représentant environ le un cinquième de tous les cas documentés. Cette prééminence reflète le ciblage systématique des lieux sacrés islamiques, allant des attaques violentes et du vandalisme aux saisies administratives et à la profanation. Au Royaume-Uni, les attaques vérifiées ont visé des mosquées ; les incidents passant du vandalisme à des intimidations symboliques coordonnées et à des tentatives d'incendie criminel, dont notamment un engin explosif lancé à travers la fenêtre d'un bâtiment où des fidèles accomplissaient la prière.

**Les territoires** palestiniens occupés ont été le théâtre des manifestations les plus extrêmes ; les forces militaires israéliennes détruisant plus de 1 100 mosquées à Gaza, soit en moyenne plus de deux mosquées par jour, tout en achevant la saisie administrative de la mosquée Ibrahimi à Al-Khalil, transférant le contrôle des autorités palestiniennes à un conseil religieux de colons. La France a connu des attaques, notamment des actes de vandalisme contre des mosquées, en plus de l'incident de septembre lors duquel neuf têtes de porc coupées avaient été

dispersées sur le seuil de mosquées à travers Paris. La concentration des incidents liés aux mosquées dans des contextes géographiques aussi divers montre à quel point les lieux sacrés islamiques sont devenus des cibles privilégiées pour ceux qui cherchent à terroriser les communautés musulmanes et à affirmer symboliquement leur exclusion de l'appartenance sociale.

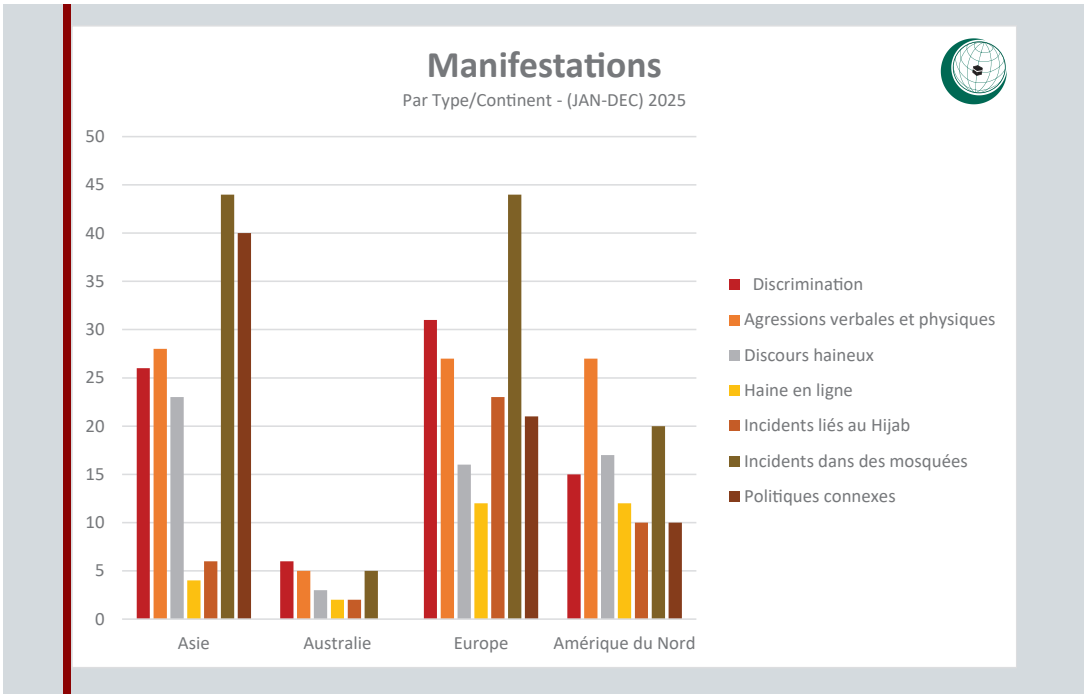
**Les agressions** verbales et physiques constituaient la deuxième catégorie la plus saillante, représentant des dommages physiques immédiats et des traumatismes psychologiques infligés à des personnes musulmanes. En France, deux meurtres ont représenté le point culminant tragique de cette violence, tandis qu'au Royaume-Uni, les actes de violence visant des personnes ont plus que triplé, au début de l'année 2025 ; les comportements menaçants dans la rue ayant considérablement augmenté. Dans les territoires palestiniens occupés, des milliers de personnes ont participé à des marches financées par l'État, en scandant « Mort aux Arabes » et « Que leurs villages brûlent. » Le fait que les agressions verbales et physiques aient constitué une proportion si importante, avec une violence de plus en plus meurtrière, démontre que l'islamophobie en 2025 impliquait des menaces directes pour la vie et la sécurité physique des musulmans.

**La discrimination** se traduisait par une exclusion systématique et un traitement inégal dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des soins de santé et des services publics. La discrimination dans le secteur de l'éducation s'est avérée particulièrement répandue ; la moitié des élèves musulmans de certaines régions étant victimes d'intimidation de la part de leurs camarades en raison de leur identité religieuse, ce qui a conduit nombre d'entre eux à déserter les bancs de l'école et un pourcentage considérable à modifier leur apparence ou leur comportement afin de dissimuler leur identité musulmane. Les données d'enquête ont révélé que les musulmans déclaraient être victimes de discrimination fondée sur la religion à des taux bien supérieurs à ceux des autres groupes religieux. Cette discrimination systémique, opérant dans les sphères éducative, professionnelle, sanitaire et civique, a engendré des entraves structurelles à la participation et à l'ascension sociale des musulmans.

**Les manifestations** liées aux politiques publiques se traduisaient par une discrimination sanctionnée par l'État et codifiée tant dans la législation, que dans les mesures administratives et les pratiques institutionnelles. Le projet de loi indien sur la modification du Waqf menaçait des centaines de milliers de biens religieux, tandis que les expulsions massives, les fermetures de madrasas et la nouvelle législation pénale visaient spécifiquement les communautés

musulmanes. Le rapport gouvernemental français stigmatisant les organisations musulmanes, associé aux propositions d'interdiction du Hijab pour les jeunes filles et d'interdiction du jeûne du mois de Ramadan pour les athlètes, témoignait d'une discrimination fondée sur les politiques publiques. La concentration des incidents liés aux politiques – sous forme de mesures législatives, de décisions administratives et de règles institutionnelles – a démontré à quel point l'islamophobie s'était ancrée dans les structures gouvernementales plutôt que de rester confinée aux préjugés individuels.

Les campagnes d'extrême droite constituaient une catégorie organisée importante, témoignant d'une mobilisation coordonnée plutôt que d'incidents isolés. Le rassemblement de Tommy Robinson au Royaume-Uni a attiré plus de 100 000 manifestants, financé par des réseaux internationaux, tandis qu'aux États-Unis, des candidats se sont présentés explicitement sur des programmes visant à expulser les musulmans, avec des vidéos de campagne montrant des autodafés du Coran et des discours génocidaires. Les campagnes organisées se caractérisaient par un ciblage systématique, avec des drapeaux et des symboles chrétiens utilisés comme outils d'intimidation. Ces efforts coordonnés, comprenant des rassemblements organisés, un financement international et des candidats politiques sur des programmes explicitement antimusulmans, ont mis en évidence qu'une proportion partie significative de l'islamophobie procédait d'une mobilisation intentionnelle.



**Les discours** haineux comprenaient des propos incendiaires tenus par des personnalités politiques et des discours publics qui déshumanisaient les musulmans et incitaient à l'hostilité. Les dirigeants politiques utilisaient des termes péjoratifs pour désigner les musulmans, affirmaient qu'ils devaient être détruits, qualifiaient les organisations caritatives de « terroristes » simplement parce qu'elles portaient des noms islamiques et déclaraient que l'islam était un « culte de la mort », tout en n'ayant que très peu de comptes à rendre et en recevant souvent des récompenses politiques pour ces incitations. La concentration des discours haineux provenant d'élus, de Ministres et de personnalités judiciaires démontrait à quel point la rhétorique incendiaire antimusulmane s'était normalisée dans le discours public.

**Les incidents** liés au hijab constituaient des attaques spécifiques contre la tenue religieuse des femmes musulmanes, fonctionnant à la fois comme une agression symbolique contre la pratique islamique et comme une islamophobie sexiste. Des propositions législatives visaient à interdire le port du Hijab aux mineures, sous peine de sanctions pénales pour les parents, tandis que le harcèlement à l'école et sur le lieu de travail ciblait les jeunes filles et les femmes qui portaient des vêtements religieux. La nature sexiste des incidents liés au hijab – ciblant les signes visibles de l'identité des femmes musulmanes par le biais de restrictions législatives, de harcèlement institutionnel et d'agressions physiques – a démontré comment l'islamophobie se croisait avec la misogynie pour créer des vulnérabilités particulières.

**La haine** en ligne, bien qu'elle semble être une catégorie moins documentée, ne représente que la partie visible d'un phénomène numérique beaucoup plus vaste. Les publications concernant les candidats politiques musulmans ont généré des centaines de millions d'interactions, dont une grande partie contenait des propos explicitement antimusulmans, tandis que les contenus haineux générés par l'IA ont « fortement augmenté », avec des représentations sexualisées, des discours déshumanisants et des théories du complot. Les enquêtes menées par les plateformes ont révélé que de nombreux comptes antimusulmans étaient gérés depuis d'autres pays, monétisant l'islamophobie à des fins lucratives. La proportion relativement faible de haine en ligne documentée reflétait davantage les difficultés de suivi que la prévalence réelle ; les violations signalées sur les principales plateformes n'ayant donné lieu à aucun retrait de contenu, ce qui suggère que les chiffres ne représentaient qu'une fraction de l'islamophobie numérique réelle.

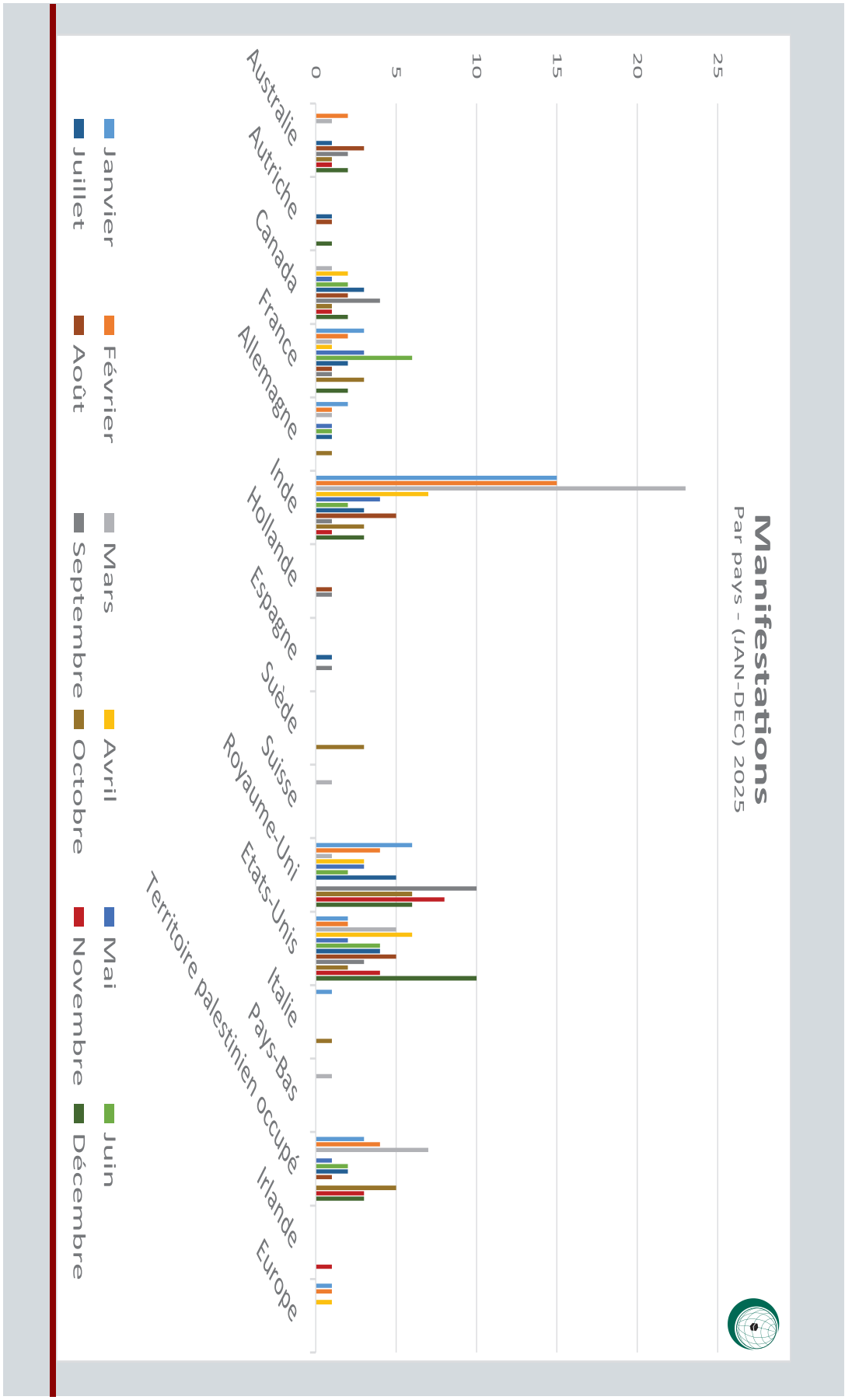
**La répartition** entre ces catégories révèle une diversification préoccupante des expressions islamophobes dans plusieurs domaines. La prévalence des incidents liés aux mosquées et des agressions verbales/physiques témoigne d'une menace immédiate pour la sécurité des musulmans et leurs lieux sacrés. La part importante des manifestations liées à la discrimination et aux politiques publiques montre l'ancrage systématique des préjugés antimusulmans dans les institutions et les structures gouvernementales. L'importance des campagnes d'extrême droite et des discours haineux tenus par des personnalités politiques révèle une mobilisation coordonnée et une incitation à la haine normalisée.

**Globalement,** cette répartition montre la manière dont l'islamophobie en 2025 fonctionnait à travers des systèmes interdépendants : des mouvements politiques organisés financés par des réseaux internationaux aux politiques institutionnelles codifiant la discrimination, des discours publics haineux tenus par des élus aux actes privés de violence meurtrière, de la saisie administrative de mosquées aux contenus générés par l'IA monétisant la haine. Cette architecture multidimensionnelle a créé des environnements hostiles qui ont affecté les musulmans dans de nombreux aspects de leur vie : leur sécurité dans les espaces publics, leur accès à l'éducation et à l'emploi, leur capacité à pratiquer librement leur religion, leur participation à la vie civique et leur sentiment d'appartenance à des sociétés qui considèrent de plus en plus l'identité musulmane comme incompatible avec la citoyenneté nationale. Pour lutter contre cette islamophobie systématisée, des réponses tout aussi diverses et coordonnées doivent être apportées, ciblant non seulement les manifestations individuelles, mais aussi les facteurs structurels (incitations politiques récompensant les discours antimusulmans, systèmes algorithmiques amplifiant la haine, application insuffisante de la loi, réseaux de financement internationaux et politiques gouvernementales) qui favorisent et normalisent le sectarisme antimusulman dans les sociétés contemporaines.

## Répartition géographique des manifestations islamophobes

**La répartition** des manifestations islamophobes dans les différents pays tout au long de l'année 2025 met en évidence des tendances indéniables qui exigent une attention immédiate. L'Inde se distingue nettement avec un taux d'incidents dépassant largement celui de tous les autres pays pendant la période observée. La concentration a atteint un pic spectaculaire en mars, en corrélation avec les campagnes électorales nationales marquées par des discours antimusulmans incendiaires, l'intensification des attaques législatives contre les biens Waqf et l'escalade de la violence communautaire qui caractérisera une grande partie

de l'année. Cela correspond à la discrimination systématique documentée et soutenue par l'État ; le parti au pouvoir ayant promu des idéologies qui marginalisent les communautés musulmanes par des mesures législatives, des saisies administratives, des expulsions massives et des discours haineux normalisés émanant des plus hautes instances politiques. La hausse soutenue au cours des mois suivants a démontré que les pics initiaux établissent de nouvelles bases de référence d'hostilité normalisée plutôt que de représenter des aberrations temporaires.


Manifestations
Par pays - (JAN-DEC) 2025
0
5
10
15
20
25
Australie
Autriche
Canada
France
Allemagne
Inde
Hollande
Espagne
Suède
Suisse
Royaume-Uni
Etats-Unis
Italie
Pays-Bas
Territoire palestinien occupé
Irlande
Europe
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre

**Le Royaume**-Uni et les États-Unis présentent également des tendances marquées, quoiqu'à des niveaux absolus nettement inférieurs à ceux de l'Inde. La répartition au Royaume-Uni révèle une activité persistante tout au long de l'année, avec une concentration notable à la fin de l'été et à l'automne, reflétant les conséquences des émeutes de Southport en 2024, le rassemblement de septembre qui a attiré plus de 100 000 manifestants et le ciblage systématique des mosquées, qui a vu les attaques passer du vandalisme à des tentatives d'incendie criminel. La concentration temporelle, en particulier autour des mobilisations d'extrême droite, montre comment des campagnes organisées peuvent rapidement accroître le nombre d'incidents. De même, les données américaines reflètent des tendances selon lesquelles les musulmans restent parmi les groupes religieux les plus ciblés ; les incidents se concentrant autour de l'intensification des campagnes politiques, du pic qui a suivi la victoire d'un candidat musulman aux primaires municipales et du harcèlement scolaire systématique qui persiste l'année scolaire durant. La régularité des signalements au fil des mois montre à quel point l'islamophobie s'est ancrée dans le discours politique des deux pays, se manifestant à la fois par des escalades épisodiques et une persistance structurelle.

**Le territoire** palestinien occupé présente une tendance toute particulière, avec une activité soutenue tout au long de l'année, mais une concentration notable pendant certains mois coïncidant avec des fêtes religieuses et l'intensification des politiques d'occupation. Cette répartition temporelle reflète le refus, en février, de céder l'administration de la mosquée Ibrahimi pendant le Ramadan, le transfert administratif en juillet au contrôle des colons, la violation en août du statu quo d'Al-Aqsa par un Ministre du Gouvernement et la destruction systématique des mosquées à Gaza pendant toute la période considérée. Contrairement à d'autres pays où les incidents atteignent leur paroxysme autour d'événements déclencheurs avant de s'atténuer, le territoire palestinien occupé montre comment les politiques sanctionnées par l'État créent des niveaux élevés et soutenus qui reflètent une persécution continue plutôt qu'épisodique. Ce schéma illustre que l'islamophobie ne se manifeste pas par des incidents isolés, mais par l'effacement systématique et continu de la présence et des droits religieux des musulmans.

**La France** affiche une activité concentrée, en particulier au printemps et à la fin de l'année, avec un pic en mars qui coïncide avec l'accroissement de 72% des actes antimusulmans enregistrés durant le premier trimestre, les meurtres de musulmans en avril et mai, et la publication du rapport controversé des Frères musulmans stigmatisant les organisations musulmanes. Cette concentration

temporelle montre comment la rhétorique et les politiques gouvernementales peuvent catalyser la violence ; les attaques meurtrières se produisant dans un contexte de stigmatisation soutenue par l'État. Les pays européens présentent dans l'ensemble des schémas variés : certains affichent une activité sporadique de faible intensité reflétant les tensions persistantes autour des politiques d'immigration et d'intégration, tandis que d'autres enregistrent un nombre minime d'incidents documentés, ce qui peut indiquer soit des taux d'incidence réels plus faibles, soit un dialogue communautaire et des protections juridiques plus efficaces empêchant l'escalade, voire des limites en termes de capacités de surveillance et de mécanismes de signalement.

**Le Canada** présente une activité modérée mais persistante, tandis que l'Australie semble connaître relativement peu d'incidents documentés, malgré une population musulmane confrontée à des difficultés qui ne sont pas toujours prises en considération dans les cadres documentaires disponibles. Le caractère limité des données reflète soit des taux d'incidence réellement plus faibles, soit des manifestations différentes de discrimination opérant à travers des mécanismes institutionnels plus subtils, soit encore l'éloignement géographique des principaux foyers géopolitiques qui déclenchent des sentiments antimusulmans ailleurs. Plusieurs autres pays ne présentent pratiquement aucune activité documentée, ce qui peut indiquer des politiques d'intégration efficaces, une cohésion sociale plus forte ou des zones où les infrastructures de surveillance restent sous-développées.

**La dimension** temporelle révèle des variations mensuelles significatives ; certaines périodes étant marquées par une activité accrue dans plusieurs pays simultanément. Le schéma le plus frappant apparaît en mars, lorsque l'Inde a connu sa plus forte augmentation, coïncidant avec une activité accrue en France, au Royaume-Uni et dans les territoires palestiniens occupés. Ce regroupement temporel suggère l'existence d'événements déclencheurs transnationaux qui activent simultanément les sentiments islamophobes dans différents contextes nationaux, que ce soit par le biais de calendriers religieux communs comme le Ramadan, de campagnes coordonnées d'extrême droite opérant au-delà des frontières grâce à des réseaux de financement internationaux, de l'amplification algorithmique de théories du complot se propageant instantanément sur les plateformes, ou d'événements géopolitiques qui font écho dans le monde entier. La hausse observée en octobre dans plusieurs pays montre comment des événements commémoratifs et la reprise de conflits peuvent entraîner des escalades synchronisées malgré des contextes locaux très différents.

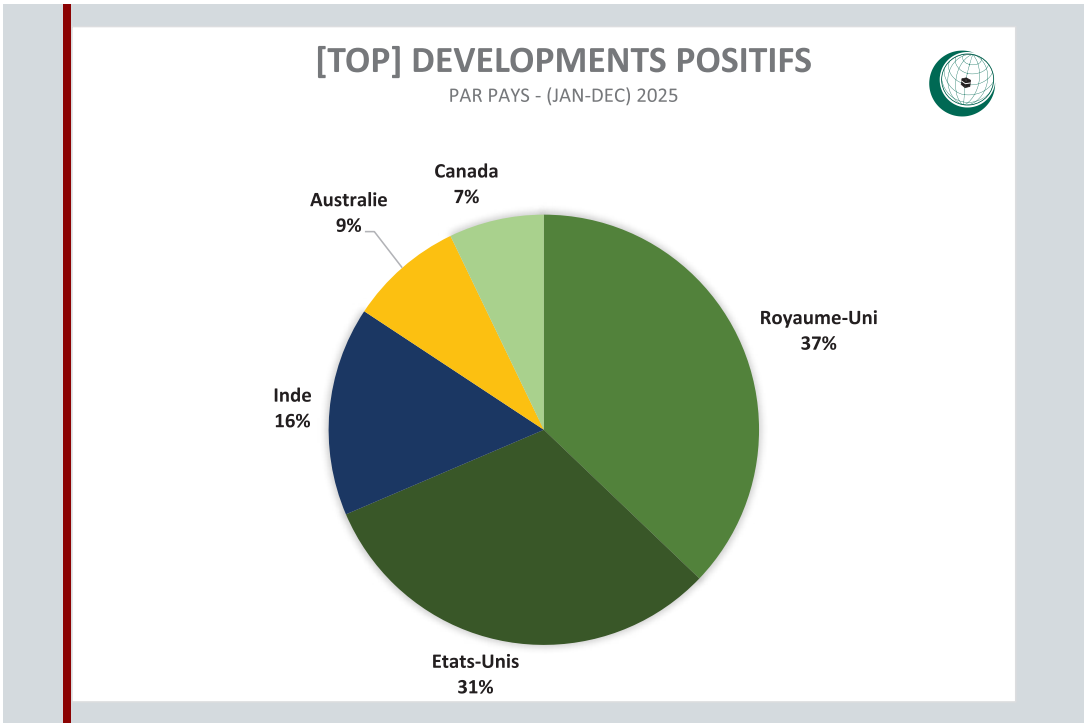
**Cette** interconnexion met en évidence la nature de plus en plus mondialisée de la rhétorique antimusulmane, où des incidents dans une région peuvent rapidement catalyser des manifestations similaires ailleurs grâce aux réseaux de médias numériques et au discours politique international. Le fait que des personnalités d'extrême droite voyagent d'un pays à l'autre pour prendre la parole lors de rassemblements, que des milliardaires américains financent des militants antimusulmans britanniques, que des Ministres du gouvernement israélien accueillent des islamophobes britanniques condamnés et que des contenus haineux générés par l'IA produits sur un Continent ciblent des publics sur un autre, montre à quel point l'islamophobie a développé une infrastructure transnationale qui transcende les frontières nationales. Pourtant, ces courants mondiaux se manifestent à travers des expressions locales spécifiques, façonnées par l'histoire, la structure politique, la composition démographique et le cadre juridique spécifiques à chaque nation.

**Le contraste** frappant entre la concentration écrasante en Inde et les chiffres relativement modestes dans d'autres pays illustre la manière dont l'islamophobie se manifeste à travers différents mécanismes dans divers contextes sociopolitiques. Les niveaux dramatiques observés en Inde reflètent une discrimination systématique appuyée par l'État, qui s'exerce à travers des saisies législatives, des mesures administratives et des expulsions massives, outre la complicité judiciaire et l'incitation politique normalisée, créant ainsi une architecture globale de persécution. Le Royaume-Uni et les États-Unis montrent comment l'islamophobie opère dans les systèmes démocratiques à travers la mobilisation de l'extrême droite, l'amplification algorithmique, l'exploitation politique et une reddition de comptes insuffisante, la résistance importante de la société civile créant des trajectoires contestées plutôt qu'unidirectionnelles. Les territoires palestiniens occupés révèlent que l'islamophobie fonctionne comme un instrument d'occupation et de contrôle territorial à travers la saisie administrative des mosquées, la destruction systématique des infrastructures religieuses et l'incitation financée par l'État. La France montre quant à elle la manière dont la laïcité républicaine pourrait être utilisée comme une arme contre la pratique religieuse musulmane à travers des restrictions législatives, des rapports gouvernementaux stigmatisants et une réponse inadéquate à la violence meurtrière.

**La répartition** géographique fournit des informations cruciales pour les stratégies d'intervention. Des pays comme l'Inde requièrent une pression internationale sur les acteurs étatiques, des sanctions pour discrimination systématique et un

soutien à la société civile en difficulté. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont besoin d'une application cohérente de la loi, d'une reddition de comptes des plateformes pour la haine algorithmique et d'un leadership politique qui rejette plutôt qu'il n'exploite les sentiments antimusulmans. Les territoires palestiniens occupés exigent une intervention internationale pour protéger les sites religieux et empêcher la destruction continue. La France doit faire preuve de courage politique pour rejeter la « fixation sur l'islam » et mettre en place une protection judiciaire contre l'application discriminatoire des principes laïques. L'Australie et les pays disposant d'une documentation minimale doivent renforcer leurs infrastructures de surveillance afin de déterminer si les faibles chiffres reflètent une véritable inclusion ou une discrimination invisible.

**Il révèle** également que pour lutter contre l'islamophobie en 2025, il faut à la fois des interventions adaptées au contexte, tenant compte des manifestations particulières de chaque nation, et des réponses internationales coordonnées reconnaissant l'infrastructure mondiale (réseaux de financement, plateformes numériques, alliances politiques, mouvements idéologiques) qui relie ces incidents apparemment disparates en un phénomène mondial menaçant la sécurité, la dignité et les droits fondamentaux des communautés musulmanes dans divers contextes.




**En dépit** des tendances inquiétantes à l'islamophobie observées tout au long de l'année 2025, il est réconfortant de constater que des efforts considérables ont été

déployés dans diverses régions du monde afin de promouvoir l'harmonie et la tolérance et de lutter contre les sentiments et les activités hostiles à l'islam. Ces initiatives, prises par les gouvernements, les systèmes judiciaires, les organisations de la société civile et les dirigeants communautaires, constituent des signes cruciaux de résistance dans la lutte permanente contre la normalisation de la haine et de la violence à l'égard des musulmans. La répartition révèle que les développements positifs se sont concentrés principalement au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Inde, pays qui représentent ensemble la grande majorité des actions constructives documentées. Cette tendance laisse entrevoir une relation complexe où les pays qui connaissent les taux les plus élevés d'incidents islamophobes sont simultanément ceux où les contre-mesures les plus significatives sont mises en œuvre, reflétant peut-être à la fois l'urgence créée par les conditions de crise et l'existence de mécanismes institutionnels, de capacités de la société civile et de traditions démocratiques qui peuvent être mobilisés pour y remédier.

**Le Royaume**-Uni apparaît comme le leader mondial en termes d'évolutions positives, représentant plus d'un tiers de toutes les initiatives documentées dans le monde. Les efforts britanniques ont porté sur la responsabilité judiciaire, avec la condamnation pour terrorisme d'extrémistes d'extrême droite qui planifiaient des attentats contre des mosquées, les interventions des forces de l'ordre, notamment l'arrestation d'activistes antimusulmans et l'interdiction de manifestations provocatrices dans les zones à majorité musulmane ; les initiatives de politique publique accordant de nouveaux pouvoirs pour gérer les manifestations à proximité des sites religieux, la réglementation des médias avec la suppression par les plateformes des comptes incitant à la haine, et les réformes institutionnelles, en particulier le licenciement des policiers exprimant des opinions discriminatoires. L'ampleur des développements positifs au Royaume-Uni – des décisions de justice condamnant les auteurs à la condamnation par le Premier Ministre de la mobilisation d'extrême droite comme « le combat de notre époque », en passant par la suppression par Meta de comptes touchant des millions de personnes et la solidarité interconfessionnelle locale qui recouvre les graffitis islamophobes – démontre comment de multiples secteurs de la société britannique ont mobilisé des réponses compensatoires malgré un environnement globalement hostile. Ces approches multifacettes reflètent les tentatives visant à lutter contre l'islamophobie à la fois par des réformes structurelles et par l'engagement populaire, même si leur adéquation par rapport à l'ampleur de la crise reste contestée.

**Les États**-Unis suivent avec près d'un tiers des évolutions positives mondiales, démontrant une capacité institutionnelle substantielle de résistance malgré des violations record des droits civils. Les initiatives américaines ont notamment porté sur la responsabilité judiciaire par le biais de poursuites pénales et d'accusations de crimes haineux, sur des efforts législatifs globaux avec la réintroduction de projets de loi visant à créer un poste d'envoyé spécial chargé de surveiller et de lutter contre l'islamophobie et de prévenir de futures interdictions discriminatoires, des aménagements éducatifs avec des districts scolaires reconnaissant les fêtes islamiques et fournissant une aide alimentaire pendant le Ramadan, des mesures disciplinaires à l'encontre des éducateurs ayant commis des actes discriminatoires, la reddition de comptes des entreprises avec des plateformes présentant des excuses pour leurs manquements, et une solidarité interconfessionnelle dynamique avec des dirigeants chrétiens et juifs condamnant les attaques et s'opposant aux discours islamophobes de personnalités politiques. La reconnaissance du Mois de la sensibilisation à l'islamophobie, la mise en place de lignes téléphoniques pour signaler les crimes haineux et le rejet public par des personnalités politiques des propositions visant à interdire le port du Hijab démontrent que même dans des environnements profondément polarisés, il existe des mécanismes permettant de faire valoir les droits et la dignité des communautés musulmanes. L'équilibre relatif entre l'ampleur des manifestations négatives et les réponses positives suggère une contestation continue plutôt qu'une trajectoire unidirectionnelle, sans normalisation complète de la haine ni protection globale.

**La part** importante des développements positifs en Inde constitue un contrepoids notable à son rôle de principal point chaud mondial en termes de manifestations islamophobes. Ces efforts constructifs ont inclus des interventions significatives de la Cour suprême suspendant des lois discriminatoires, la poursuite de personnalités politiques pour incitation à la violence communautaire, ainsi que l'octroi de soutien aux établissements éducatifs, parallèlement à la responsabilisation des forces de l'ordre par l'arrestation des auteurs et la mise au jour d'opérations sous faux drapeau visant à incriminer les musulmans. La reconnaissance culturelle, à travers la préservation interconfessionnelle des sites patrimoniaux, les excuses publiques pour le harcèlement et la documentation par la société civile créant des archives probantes pour le plaidoyer, a démontré une résistance à la persécution systématique. Cependant, l'écart entre ces développements positifs et l'architecture globale de la discrimination parrainée

par l'État — saisies législatives, expulsions massives, discours de haine normalisé depuis les plus hautes instances, violences systématiques — mettent en évidence le fait que ces contre-mesures, bien que significatives, restent insuffisantes pour inverser la trajectoire générale menaçant la population musulmane de l'Inde.

**La contribution** modeste mais significative du Canada souligne comment des nations avec des antécédents plus solides de multiculturalisme continuent de développer et d'affiner leurs approches, même lorsqu'elles sont confrontées à des crises moins aiguës. Les développements positifs en Australie, bien qu'ils représentent une part plus réduite, montrent un engagement à travers des contextes géographiques divers. La représentation de différents pays européens reflète les approches nationales variées en matière de lutte contre l'islamophobie, façonnées par des traditions juridiques, des cultures politiques et des histoires d'intégration distinctes. Certaines nations ont été pionnières dans des approches fondées sur la recherche pour traiter la discrimination religieuse, tandis que d'autres ont mis en œuvre des réformes à la suite d'événements déclencheurs spécifiques, démontrant ainsi à quel point une tragédie peut catalyser un engagement durable lorsqu'elle est soutenue par une volonté politique constante et un suivi institutionnel.

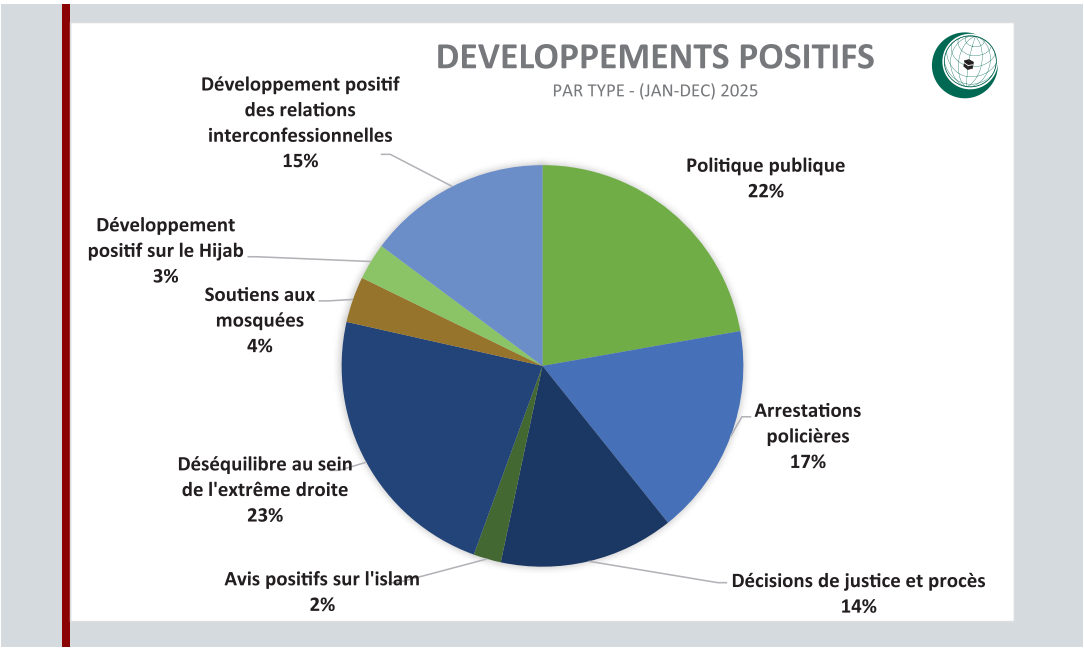
**Un aspect** particulièrement encourageant des conclusions de l'Observatoire réside dans la nature diverse des évolutions positives observées selon les pays, suggérant une réponse mondiale multidimensionnelle à l'islamophobie, opérant simultanément par le biais de multiples canaux. Les interventions judiciaires ont permis d'assurer une reddition de comptes face aux crimes haineux et aux infractions terroristes, tout en protégeant les institutions musulmanes contre des fermetures discriminatoires. Les initiatives législatives ont cherché à instaurer des mécanismes internationaux de suivi, à prévenir de futures interdictions discriminatoires et à reconnaître que l'islamophobie requiert une attention spécifique. Parmi les mesures de politique publique figurent des financements pour la sécurité des institutions religieuses, la mise en place de mécanismes de signalement et la reconnaissance officielle de fêtes et d'observances musulmanes. Les actions des forces de l'ordre ont varié, allant de l'arrestation des auteurs à des enquêtes qualifiant juridiquement certaines violences antimusulmanes de terrorisme lorsque cela était approprié. L'obligation redditionnelle des entreprises s'est parfois traduite par le retrait de contenus sur les plateformes et par des excuses concernant des défaillances systémiques. Les responsables politiques ont, dans certains cas, opposé une résistance à des propositions discriminatoires

et condamné la mobilisation de l'extrême droite. Enfin, la solidarité interconfessionnelle s'est manifestée par des déclarations de coalition, un plaidoyer conjoint et une organisation communautaire au-delà des frontières religieuses.

**Cette diversité** d'approches témoigne d'une compréhension croissante — du moins au sein de certains secteurs et institutions — du fait que la lutte efficace contre l'islamophobie exige des stratégies globales s'attaquant à la fois aux facteurs structurels et aux attitudes sociales. La combinaison de changements politiques descendants et d'un engagement communautaire ascendant, observable dans plusieurs pays, offre des modèles prometteurs, même si leur efficacité face à l'aggravation de la crise reste incertaine. Les interventions judiciaires ne sont véritablement significatives que lorsqu'elles sont appliquées de manière cohérente plutôt que sporadique ; les initiatives législatives nécessitant une adoption et une mise en œuvre effectives, plutôt qu'une réintroduction répétée sans promulgation ; les mesures de politique publique requérant un financement adéquat et une volonté politique réelle ; la responsabilisation des forces de l'ordre supposant de surmonter les biais systémiques au sein des institutions policières ; la reddition de comptes des entreprises exigeant des réformes algorithmiques fondamentales plutôt qu'un simple retrait réactif de contenus ; et le leadership politique devant s'inscrire dans la durée plutôt que se manifester de façon ponctuelle.

**La concentration** géographique des développements positifs survenus au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Inde — les mêmes pays connaissant les manifestations les plus sévères — révèle une dynamique essentielle. Ces nations disposent de mécanismes institutionnels (systèmes judiciaires indépendants, organisations de la société civile, réseaux de plaidoyer, instances de régulation des médias) et de traditions démocratiques — malgré des tensions croissantes — qui permettent une résistance à l'islamophobie même à mesure que celle-ci s'intensifie. Les Territoires palestiniens occupés, bien qu'ils représentent une part significative des manifestations, présentent très peu d'évolutions positives, ce qui reflète la manière dont un effacement religieux systématique parrainé par l'État pourrait opérer au-delà de la portée des contre-mesures internes, nécessitant une intervention internationale. La France, au regard du niveau de crise qu'elle traverse, affiche des développements positifs limités, ce qui suggère une mobilisation insuffisante des résistances par rapport aux besoins. Les pays présentant à la fois peu de manifestations et peu d'évolutions positives peuvent soit indiquer une intégration réussie rendant des interventions spécifiques moins nécessaires, soit traduire une occultation des expériences musulmanes dans le discours régional, masquant ainsi des tensions sous-jacentes.

**Ce constat** montre que, si l'islamophobie menace les communautés musulmanes à l'échelle mondiale, la capacité et la volonté d'organiser une résistance institutionnelle, juridique et sociale varient considérablement selon les contextes. Les nations disposant d'une indépendance judiciaire effective, d'une société civile robuste, de traditions de coopération interconfessionnelle et, à l'occasion, d'un certain courage politique, peuvent mettre en place des contre-mesures significatives même en période de crise aiguë. À l'inverse, là où l'islamophobie s'exprime principalement à travers des politiques étatiques appuyées par une complicité judiciaire, une répression de la société civile et une quasi-unanimité politique dans les discours antimusulmans, la résistance devient bien plus difficile et périlleuse. Le défi pour la Communauté internationale consiste à renforcer les avancées positives là où elles existent, à reproduire les stratégies efficaces dans d'autres contextes, à exercer une pression et à fournir un soutien extérieur lorsque la résistance interne s'avère insuffisante pour protéger les communautés musulmanes contre la persécution systématique, la violence et l'effacement de leurs droits fondamentaux à la sécurité, à la dignité et à la liberté religieuse.




**Les contrepoids** à l'extrémisme d'extrême droite apparaissent comme la catégorie la plus significative en termes d'évolutions positives, tout au long de l'année 2025, reflétant une prise de conscience croissante du fait que les mouvements organisés anti-islamiques nécessitent des réponses stratégiques spécifiques, au-delà des mesures générales de lutte contre la discrimination. Ces contre-mesures ont inclus des actions des forces de l'ordre, notamment l'arrestation d'activistes d'extrême droite ayant planifié des attentats terroristes contre des mosquées,

l'interdiction par la police de manifestations provocatrices dans des zones à majorité musulmane afin de prévenir de graves troubles à l'ordre public, ainsi que des enquêtes qualifiant de terrorisme les violences antimusulmanes commises par des individus qui cherchaient à « perturber l'ordre public par la terreur. » Les interventions des médias et des plateformes ont compris la suppression de comptes diffusant des contenus haineux touchant des millions d'abonnés. Toutefois, le fait que les violations signalées des règles communautaires sur les principales plateformes n'aient entraîné aucune suppression de contenu sous-entend des insuffisances persistantes dans l'application des règles. Une réaction politique s'est parfois manifestée ; certains dirigeants condamnant les rassemblements d'extrême droite comme représentant « le combat de notre époque » et critiquant l'accueil, par des Ministres, d'islamophobes condamnés, en le qualifiant de « comportement irresponsable et profondément dangereux. » La formation de coalitions au sein de la société civile a rassemblé diverses communautés — y compris des responsables religieux chrétiens et juifs dénonçant publiquement les attaques contre des représentants musulmans et affichant leur solidarité face à l'intolérance — afin de contrer les discours extrémistes cherchant à normaliser la haine antimusulmane.

**La proportion** significative des efforts visant spécifiquement les mouvements d'extrême droite correspond directement aux données montrant que les campagnes organisées constituent une catégorie majeure de manifestations, ce qui laisse entendre une adaptation des stratégies de riposte. Cependant, l'adéquation de ces réponses par rapport à l'ampleur de la mobilisation d'extrême droite — incluant des rassemblements financés à l'international et attirant un grand nombre de participants, des candidats politiques se présentant avec des programmes explicitement antimusulmans et des réseaux transatlantiques reliant des activistes à travers les continents — reste discutable. Le fait que les contrepoids représentent la catégorie la plus remarquable de développements positifs démontre que l'extrémisme d'extrême droite a été reconnu comme étant le principal vecteur organisationnel de l'islamophobie contemporaine, nécessitant une intervention concentrée.

**Les améliorations** en matière de politiques publiques représentent une autre catégorie importante, montrant comment les systèmes gouvernementaux à différents niveaux ont intégré des protections et des considérations spécifiques pour les communautés musulmanes dans leurs cadres opérationnels. Ces initiatives vont de la reconnaissance parlementaire des meurtres islamophobes

par des minutes de silence à la mise en place de lignes d'assistance pour signaler les crimes de haine, et à l'allocation de financements pour la sécurité des mosquées et institutions religieuses à des propositions législatives créant des envoyés spécialisés chargés de surveiller et de combattre l'islamophobie à l'échelle internationale. Les mesures éducatives, qui comprennent la reconnaissance des fêtes islamiques dans les calendriers académiques, le soutien pour les repas d'Iftar pendant le mois de Ramadan et les sanctions disciplinaires contre les enseignants harcelant des élèves, constituent des engagements au niveau des politiques pour favoriser l'inclusion. Certains dirigeants politiques ont apporté un appui crucial contre des propositions discriminatoires, à l'instar de celles avancées par le Premier ministre français qui a publiquement rejeté l'interdiction du hijab pour les mineurs, en déclarant son refus de « faire de l'islam un objet de fixation » et en remettant en question la faisabilité de l'application de telles mesures. Cependant, l'écart entre les propositions de politiques et leur mise en œuvre réelle, entre initiatives individuelles et cadres globaux, ainsi qu'entre gestes symboliques et protections concrètes, suggère que, bien que les développements positifs en matière de politiques publiques soient nombreux, leur impact transformateur reste limité par rapport aux défis systémiques.

**Les arrestations** policières et les interventions des forces de l'ordre comptent parmi les catégories les plus importantes, indiquant une responsabilité accrue dans certains cas pour les auteurs de crimes de haine antimusulmans. Ces arrestations ont concerné des auteurs de meurtres qualifiés à juste titre de motivés par la haine religieuse, des individus planifiant des fusillades de masse dans des mosquées, des suspects d'incendies criminels mettant la vie en péril, ainsi que des participants à des agressions violentes. La volonté de certains procureurs d'ouvrir des enquêtes pour terrorisme lorsque la violence antimusulmane remplit les définitions légales, de qualifier correctement certains actes de crimes de haine, et de poursuivre des accusations aggravées, représente une reconnaissance importante, au sein des systèmes judiciaires, de la gravité des infractions islamophobes. Néanmoins, la persistance de l'impunité dans de nombreux cas — y compris des émeutes où aucune arrestation n'a été effectuée malgré des preuves vidéo ; des personnalités politiques n'encourant aucune sanction pour des discours génocidaires, et des schémas systématiques de partialité policière documentés au sein même des institutions — montre que les arrestations reflètent une reddition de comptes sélective plutôt que cohérente. Le fait que les développements positifs liés aux forces de l'ordre constituent une catégorie substantielle alors que les institutions policières continuent de manifester des

discriminations systématiques à l'encontre des communautés musulmanes révèle le caractère contradictoire et contesté de ces réponses.

**Les décisions** de justice et les procès représentent des interventions judiciaires cruciales, assurant à la fois la responsabilité des auteurs et la protection des institutions et individus musulmans. Les condamnations ont inclus des peines pour terrorisme à l'encontre d'extrémistes planifiant des attaques contre des mosquées et fabriquant des armes, ainsi que des poursuites pour crimes de haine contre des individus brûlant des textes sacrés tout en proférant des insultes, des procédures contre tous ceux qui ont créé des chaînes en ligne incitant à la violence contre des mosquées et des peines infligées aux auteurs de meurtres motivés par la haine antimusulmane. La protection judiciaire s'est également manifestée par des tribunaux annulant des décisions gouvernementales discriminatoires visant à fermer des établissements éducatifs musulmans, en suspendant la mise en œuvre de législations menaçant les propriétés religieuses, et en offrant des recours contre des démolitions par bulldozer. Ces réponses judiciaires vont des poursuites établissant la responsabilité pénale aux jugements protégeant les libertés religieuses et les droits institutionnels. La représentation importante des développements positifs liés aux tribunaux indique une certaine institutionnalisation des protections au sein des cadres légaux, bien que leur efficacité dépende entièrement d'une application cohérente, de ressources adéquates, de l'indépendance judiciaire face aux pressions politiques et de l'exécution effective des décisions — conditions qui varient considérablement selon les juridictions.

**Aussi,** les initiatives interreligieuses constituent-elles une catégorie significative, quoique plus restreinte, montrant comment la création de coalitions entre communautés religieuses peut offrir solidarité et résistance à la haine antimusulmane. Des responsables religieux issus des traditions chrétiennes et juives ont publiquement condamné les attaques islamophobes, adressé des lettres de demande aux élus pour qu'ils dénoncent les discours haineux, et qualifié la profanation de textes sacrés de déformation des messages de leurs propres religions. La coopération à la base s'est manifestée par des opérations soutenues de banques alimentaires réunissant bénévoles musulmans et juifs, par l'organisation communautaire pour effacer des graffitis haineux, et par des déclarations publiques d'organisations progressistes s'opposant aux attaques racistes, même lorsqu'elles sont perpétrées par des institutions prétendant représenter leurs communautés. Des reconnaissances culturelles historiques, telles que des

célébrations interreligieuses dans des lieux comme le Château de Windsor et des nominations de femmes musulmanes portant le hijab à des postes municipaux, marquent des progrès symboliques. Cependant, la proportion relativement limitée des initiatives interreligieuses par rapport aux réponses institutionnelles suggère que cette approche — qui s'attaque aux préjugés sous-jacents et favorise la cohésion sociale avant l'émergence de crises — demeure sous-utilisée par rapport à son impact potentiel.

**Les initiatives** de soutien aux mosquées, bien que modestes en proportion globale, représentent des réponses ciblées au fait que les incidents impliquant des mosquées constituent la plus grande catégorie de manifestations. Ce soutien a inclus le financement de la sécurité, des annonces de protection policière après des attaques, des démonstrations de solidarité communautaire lorsque des mosquées ont été vandalisées, et des enquêtes prenant la profanation au sérieux. La part relativement faible des développements positifs liés au soutien des mosquées, comparée à l'ampleur des attaques — de la destruction massive à Gaza aux attaques coordonnées au Royaume-Uni, en passant par des profanations provocatrices en France — montre que la réponse demeure insuffisante face à ce vecteur principal de violence antimusulmane.

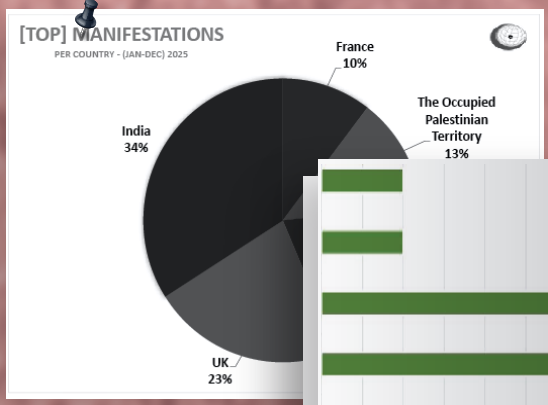
**Pour** ce qui est des développements positifs liés au hijab, ils représentent la plus petite catégorie documentée, bien que les incidents concernant le hijab constituent un type de manifestation significatif, allant des propositions législatives de restriction aux harcèlements en milieu professionnel et scolaire, en passant par des agressions physiques visant le vêtement religieux des femmes musulmanes. Les rares développements positifs — principalement des mesures disciplinaires contre des enseignants ayant harcelé des élèves et des réactions politiques contre les propositions d'interdiction — se révèlent largement insuffisants par rapport au ciblage systématique du hijab dans de multiples domaines. De même, les représentations positives de l'islam dans les médias et le discours public constituent une catégorie minimale, reflétant la réalité selon laquelle la rhétorique incendiaire des personnalités politiques, les récits complotistes sur les plateformes et le contenu déshumanisant généré par l'IA surpassent largement les représentations constructives.

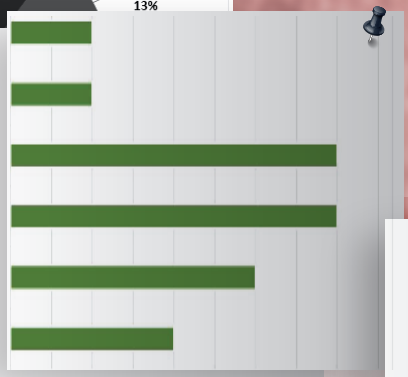
**Pareille** répartition révèle que les réponses institutionnelles formelles — contrepoids à l'extrémisme d'extrême droite, mesures de politique publique, arrestations policières et décisions judiciaires — dominent actuellement le paysage des développements positifs, surpassant les approches culturelles et

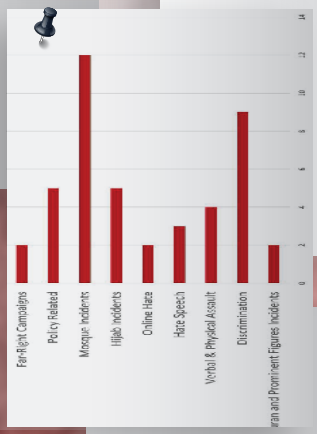
sociales, telles que le dialogue interreligieux, les représentations positives dans les médias et les initiatives de renforcement communautaire. Ce schéma suggère que les réponses tendent à être réactives plutôt que préventives, s'attaquant aux manifestations après qu'elles se produisent plutôt que de transformer les attitudes et structures sous-jacentes qui génèrent l'islamophobie. La représentation relativement limitée des approches traitant des causes profondes — préjugés, idées fausses, récits déshumanisants, divisions sociales — met en évidence des lacunes critiques dans les stratégies globales de lutte contre l'islamophobie.

**L'analyse** de 2025 montre que, si les développements positifs sont significatifs dans certaines catégories, ils restent insuffisants au regard de l'aggravation de la crise. Les contrepoids à l'extrémisme d'extrême droite, bien qu'étant la catégorie la plus saillante, n'ont pas empêché les mouvements d'extrême droite d'atteindre une mobilisation et une normalisation politique sans précédent. Les améliorations des politiques publiques, quoique pertinentes, n'ont pas inversé les trajectoires législatives visant à restreindre davantage la pratique religieuse musulmane. Les arrestations policières assurent une reddition de comptes sélective mais coexistent avec des biais systémiques au sein des institutions chargées de l'application de la loi. Les décisions de justice offrent des protections cruciales, mais leur efficacité dépend d'une application cohérente souvent absente. Les initiatives interreligieuses renforcent la solidarité, mais atteignent un public limité comparé à la diffusion massive de la haine. Les initiatives de soutien aux mosquées et celles liées au hijab restent largement insuffisantes par rapport au ciblage de ces vecteurs essentiels.

**Cette** distribution typologique montre que, même si des mécanismes de résistance existent et sont déployés dans plusieurs domaines — judiciaire, politique, forces de l'ordre, société civile, interreligieux — leur impact collectif s'est avéré insuffisant pour inverser la trajectoire d'une islamophobie qui s'intensifie en gravité, en létalité et en enracinement systématique au sein des structures institutionnelles et du discours politique. Pour combler cette lacune, il ne suffit pas de poursuivre le développement positif des catégories existantes, mais il faut fondamentalement intensifier les mesures prises, assurer une application cohérente plutôt que sélective, transformer les interventions réactives en stratégies préventives et mobiliser la volonté politique pour contrecarrer, plutôt qu'exploiter, le sentiment antimusulman à des fins électorales ou géopolitiques.






**HOT SPOTS OF ISLAMOPHOBIA**
(JANUARY-DECEMBER 2025)

# POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE

## (JANVIER – DECEMBRE 2025)

# POINTS CHAUDS DE L'ISLAMOPHOBIE

## (JANVIER – DECEMBRE 2025)

**L'islamophobie** – c'est-à-dire la peur, la haine ou les préjugés envers l'islam et les musulmans, reste un phénomène mondial très préoccupant, qui se manifeste à des degrés divers selon les régions. Dans certaines zones considérées comme des « points chauds », les attitudes et les incidents islamophobes sont particulièrement prononcés, ce qui pose des défis importants aux communautés musulmanes et porte atteinte aux valeurs fondamentales de tolérance, de dignité et de coexistence pacifique.

L'expression « points chauds » désigne les zones ou régions qui connaissent des niveaux élevés d'activités anti-islamiques, de discrimination ou d'hostilité par rapport à leur environnement. Ces points chauds représentent des points focaux où des facteurs sociopolitiques complexes s'entrecroisent, générant des situations intenses qui exigent une attention particulière et une action rapide de la part de la communauté internationale. Il peut s'agir de pays où la discrimination institutionnelle à l'égard de l'islam et des musulmans est devenue la norme, voire codifiée dans la loi, de régions connaissant une recrudescence des crimes haineux ciblant les musulmans et les communautés musulmanes, de zones où les discours incendiaires contre l'islam ont pris une place prépondérante dans le discours public et les campagnes politiques, ou de territoires où les populations musulmanes sont systématiquement exclues de la vie civique et des opportunités économiques.

Alors que nous examinons le paysage de 2025, il est essentiel de reconnaître à la fois les schémas persistants et les tendances émergentes dans les incidents islamophobes à travers le monde. Le rapport de cette année documente non seulement la persistance des points chauds précédemment identifiés, mais aussi l'émergence de nouveaux domaines préoccupants, reflétant la nature dynamique et évolutive des préjugés antimusulmans dans notre monde interconnecté. Il est par conséquent impératif d'appréhender ces évolutions pour élaborer des stratégies efficaces de lutte contre l'islamophobie et de protection des droits et de la sécurité des communautés musulmanes à l'échelle mondiale.

## MANDAT CONFERE PAR LES ETATS MEMBRES DE L'OCI

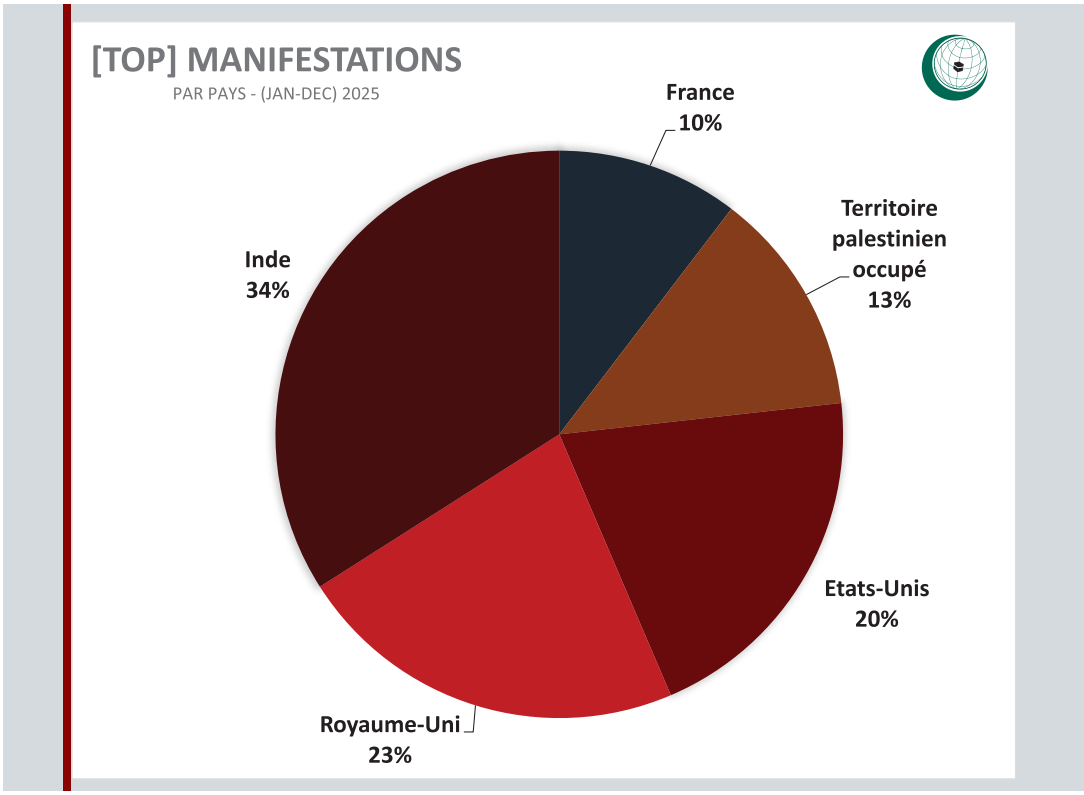
**L'importance** d'identifier et de faire face aux points chauds a été explicitement reconnue par les États membres de l'OCI à travers la Résolution n°31/51-POL sur la lutte contre l'Islamophobie et l'élimination de la haine et des préjugés à l'encontre l'Islam.

**Dans** le paragraphe 43, les Etats membres de l'OCI ont « Demandé en outre à l'Observatoire de l'Islamophobie de l'OCI de dresser une liste des « pays préoccupants » où les politiques et les actes islamophobes sont répandus, mettant en danger en particulier la sécurité des sites religieux, comme également prévu dans le Plan d'action du Groupe de contact sur la paix et le dialogue. »

**Ce mandat** clair souligne l'importance cruciale de ce chapitre dans le cadre du rapport plus large, en confirmant la détermination collective des États membres de l'OCI à lutter contre l'islamophobie par le biais d'un suivi, d'une documentation et d'une réponse systématiques. En confiant à l'Observatoire de l'islamophobie la tâche spécifique d'identifier les pays préoccupants, les États membres ont établi un mécanisme formel pour attirer l'attention internationale sur les domaines dans lesquels les musulmans sont confrontés à une discrimination et à un danger accrus.

## POINTS CHAUDS ACTUELS

**Dans** le cadre de ce mandat, l'Observatoire a mené des recherches et des analyses approfondies couvrant la période de janvier à décembre 2025 afin d'identifier les pays présentant les indicateurs d'islamophobie les plus répandus. Cette évaluation a révélé une concentration inquiétante de manifestations islamophobes dans cinq principaux pays, avec un changement notable dans la répartition des incidents par rapport à l'année précédente :




• **Inde (34%) :** Bien qu'il reste le pays où la concentration d'incidents islamophobes est la plus élevée au monde, l'Inde représente désormais environ un tiers de toutes les manifestations documentées. Cela représente une baisse significative par rapport aux 64% de l'année précédente, même si l'ampleur absolue des incidents demeure profondément préoccupante et requiert une attention internationale soutenue.

• **Royaume-Uni (23%) :** Devenu un point chaud majeur en 2025, le Royaume-Uni a connu une augmentation spectaculaire des manifestations islamophobes, qui représentent désormais près d'un quart de tous les incidents recensés dans le monde. Cette forte augmentation reflète l'intensification des sentiments antimusulmans et des pratiques discriminatoires, qui imposent une intervention urgente.

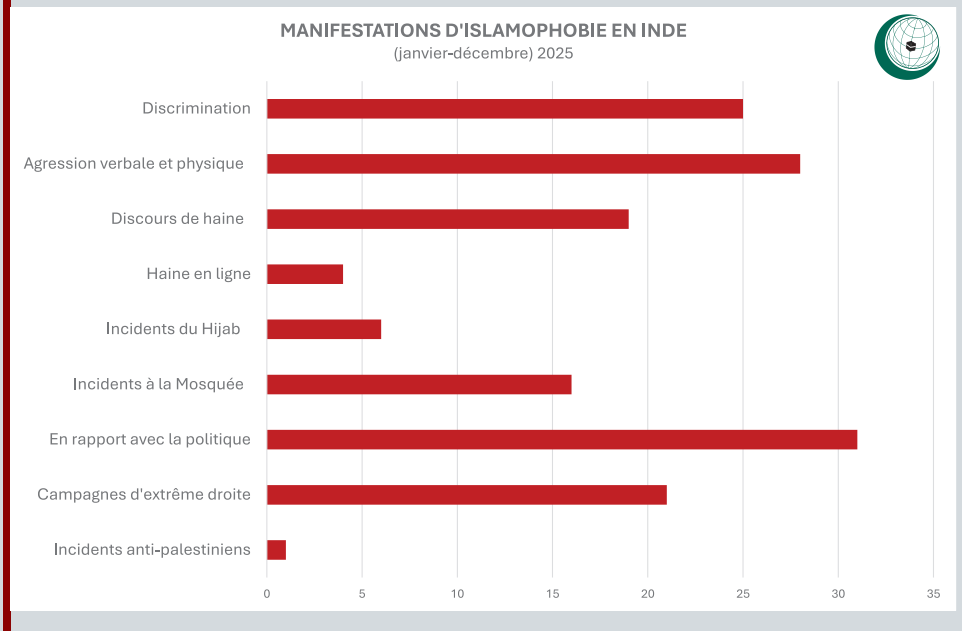
• **États-Unis (20%) :** Conservant leur position de point chaud important, les États-Unis représentent un cinquième des incidents enregistrés. La persistance d'attitudes et d'actions islamophobes dans la société américaine continue de poser de sérieux défis aux communautés musulmanes.

• **Territoire palestinien occupé (13%) :** Cette région reste un sujet de préoccupation majeur, où l'islamophobie se conjugue à des tensions géopolitiques plus larges, à des politiques d'occupation et à un conflit persistant. La situation dans cette région demeure particulièrement complexe et nécessite une compréhension nuancée.

• **France (10%) :** Affichant une hausse substantielle par rapport aux périodes de surveillance précédentes, la France représente désormais un dixième des manifestations islamophobes mondiales. Cette hausse traduit la persistance et peut-être l'intensification des politiques, des discours et des attitudes sociétales antimusulmans, qui justifient une surveillance accrue.

**Ces cinq** pays représentent ensemble la grande majorité des incidents islamophobes recensés dans le monde, ce qui confirme la nécessité impérieuse d'interventions ciblées, de réformes politiques et d'efforts de sensibilisation accrus dans ces régions critiques. Les sections suivantes fournissent une analyse détaillée de la situation dans chacun de ces points chauds, en examinant les tendances, les incidents, les politiques et leurs implications pour les communautés musulmanes et l'objectif plus large de promouvoir le respect et la compréhension mutuels.

## INDE




**L'Inde** a conservé sa position en tant qu'épicentre mondial d'incidents islamophobes, représentant 34% de toutes les manifestations documentées dans le monde en 2025, selon les statistiques de l'Observatoire. Bien que cela représente une diminution par rapport aux 64% de l'année écoulée, l'ampleur absolue, la nature systématique et le caractère sanctionné par l'État de la persécution antimusulmane restent profondément alarmants et exigent une attention et une intervention internationales urgentes.

**L'Inde** a connu une recrudescence accélérée des discours anti-islamiques, des politiques discriminatoires et des attaques violentes ciblant sa population minoritaire musulmane, qui compte environ 200 millions de citoyens. Cette tendance inquiétante, qui s'est intensifiée au cours des six dernières années, a été alimentée par un mélange puissant de nationalisme hindou, de politique majoritaire, de discrimination soutenue par l'État et de préjugés sociétaux profondément enracinés qui ont fondamentalement sapé l'engagement constitutionnel de l'Inde en faveur du pluralisme et de la tolérance religieuse.

**Au cœur** de cette crise se trouve la montée de l'idéologie Hindutva – un système de croyances considérant l'Inde comme une nation exclusivement hindoue – qui cherche de plus en plus à marginaliser, à intimider et détruire économiquement les communautés musulmanes en les dépeignant comme des menaces existentielles pour l'identité culturelle et religieuse de l'Inde. Ce discours a été activement promu non seulement par les dirigeants politiques cherchant à consolider le soutien des électeurs hindous, mais il a également été codifié dans la loi, intégré dans les organismes chargés de l'application de la loi et normalisé par les institutions étatiques.

## Persecution Legislative Et Institutionnelle

**L'année** 2025 a été marquée par des attaques législatives sans précédent contre l'autonomie religieuse des musulmans. Le projet de loi Waqf (amendement), adopté en avril 2025, a profondément modifié la gouvernance des 872 324 biens immobiliers Waqf de l'Inde, couvrant plus de 940 000 acres. Les amendements ont imposé la représentation des non-musulmans au sein des conseils d'administration des Waqfs, transféré le pouvoir de règlement des litiges des tribunaux Waqfs aux fonctionnaires gouvernementaux, limité la cession des biens aux musulmans pratiquant l'islam depuis au moins cinq ans et supprimé la disposition « Waqf par utilisateur » qui protégeait historiquement les mosquées et les sanctuaires centenaires. Les détracteurs ont qualifié ces changements de prise de pouvoir systématique permettant à l'État de saisir les biens religieux musulmans sous des prétextes administratifs, violant ainsi les garanties constitutionnelles de liberté religieuse prévues aux articles 25 et 26.

**Les gouvernements** de l'État ont intensifié leurs mesures contre les établissements d'enseignement musulmans. Dans l'Uttarakhand seulement, 52 madrasas ont été fermées en seulement 15 jours sur ordre du Ministre en chef Pushkar Singh Dhami ; les organisations musulmanes dénonçant ces fermetures comme étant inconstitutionnelles et discriminatoires. Dans l'Assam, l'éminent pédagogue

Mahbubul Hoque, chancelier de l'Université des sciences et technologies (USTM) – un établissement accrédité « A » par la NAAC et reconnu comme la meilleure université privée du nord-est de l'Inde – a été arrêté par la Force spéciale d'intervention à la suite des accusations incendiaires du Ministre en chef Himanta Biswa Sarma, qui affirmait que l'université encourageait la « marée du jihad » et présentait une « structure semblable à celle de La Mecque » comme un signe du « jihad. » Sarma avait menacé les diplômés de l'USTM de les soumettre à un examen minutieux et de leur refuser tout emploi en Assam.

**Dans** l'État d'Assam, l'Assemblée législative a adopté le projet de loi 2025 interdisant la polygamie, criminalisant cette pratique et prévoyant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et l'interdiction pour les contrevenants d'occuper un emploi dans la fonction publique et de se présenter aux élections. Les détracteurs de cette loi ont fait valoir qu'elle visait délibérément la minorité musulmane, alors que la polygamie est pratiquée dans toutes les communautés religieuses.

## Expulsions Massives Et Violations Du Droit A La Citoyennete

**L'un des événements** les plus choquants de 2025 aura été la campagne de déportation massive visant les musulmans d'origine bengalie. Entre le 7 mai et le 3 juillet, les autorités indiennes ont expulsé 1 880 personnes vers le Bangladesh sans procédure régulière, selon les données officielles du Gouvernement bangladais. Human Rights Watch a documenté des violations systématiques ; les autorités des États gouvernés par le BJP (Assam, Uttar Pradesh, Maharashtra, Gujarat, Odisha et Rajasthan) rassemblant les musulmans, principalement des travailleurs migrants démunis, et les remettant aux gardes-frontières qui auraient menacé et battu les détenus pour les forcer à traverser la frontière.

**Il est important** de noter que bon nombre des personnes expulsées étaient des citoyens indiens originaires d'États limitrophes du Bangladesh. Onze personnes interrogées ont confirmé avoir été détenues sans avoir eu la possibilité de fournir la preuve de leur statut légal ; leurs documents d'identité originaux ayant été confisqués et leurs copies rejetées comme étant des faux. Les autorités bangladaises ont enregistré 110 cas d'Indiens expulsés à tort qui ont ensuite été renvoyés dans leur pays après avoir prouvé leur citoyenneté, mais le nombre réel d'expulsions abusives dépasse probablement de loin les cas documentés. Le Gouvernement indien n'a fourni aucune donnée officielle sur les expulsions et les autorités ont dû réadmettre des dizaines de personnes qui ont finalement prouvé leur citoyenneté indienne.

## Escalade De La Violence Communautaire Et Des Crimes Haineux

**Les émeutes** communautaires se sont accrues de 84% en 2024 ; le Centre for Study of Society and Secularism ayant recensé 59 émeutes contre 32 en 2023, faisant 13 morts, dont 10 musulmans et 3 hindous. Le Maharashtra est apparu comme l'épicentre avec 12 émeutes, suivi de l'Uttar Pradesh et du Bihar avec sept chacun. Il est significatif de noter que 49 des 59 émeutes se sont produites dans des États où le BJP gouverne seul ou en coalition. Les fêtes religieuses sont devenues de plus en plus des points chauds, avec 26 émeutes déclenchées lors de processions et de célébrations religieuses, notamment des violences à l'occasion des fêtes de Ram Mandir Pran Pratishthan, Saraswati Puja, Ganesh et Bakri Eid. Six émeutes ont éclaté autour de lieux de culte contestés, déclenchées par des groupes d'extrême droite exigeant la démolition de mosquées et de dargahs qui auraient été construits sur des sites hindous.

**L'année** 2025 a également été marquée par 13 incidents de lynchage collectif qui ont fait 11 morts : neuf musulmans, un hindou et un chrétien. Sept incidents étaient liés à des actes d'autodéfense contre l'abattage des vaches ou à des accusations d'abattage de vaches, tandis que d'autres concernaient des allégations de « jihad de l'amour » et des agressions visant des musulmans en raison de leur identité religieuse.

**L'attentat terroriste de Pahalgam,** perpétré en avril 2025, a déclenché une vague de violences coordonnées à l'échelle nationale contre les musulmans. Entre le 22 avril et le 8 mai, l'Association pour la protection des droits civils a recensé 184 crimes haineux, dont 84 discours haineux, 39 agressions, 19 actes de vandalisme et 3 meurtres. À Agra, des membres du Kshatriya Gau Raksha Dal auraient tué un musulman et blessé son cousin en signe de représailles. À Mangaluru, dans l'État du Karnataka, un musulman a été lynché pour avoir prétendument scandé un « slogan pakistanais », tandis qu'un autre a été tué par une foule hindoue à Bokaro, dans l'État du Jharkhand. Des femmes et des étudiants cachemiris ont été agressés à Chandigarh et dans l'Himachal Pradesh, sans que les forces de sécurité n'interviennent, tandis que des membres du Bajrang Dal ont brutalement agressé des vendeurs de châles musulmans à Mussoorie, dans l'Uttarakhand ; la police ayant ensuite demandé aux victimes de quitter la région.

**India Hate Lab a recensé,** entre le 22 avril et le 2 mai, 64 incidents de discours haineux dans neuf États, organisés principalement par des groupes nationalistes hindous, notamment Vishwa Hindu Parishad, Bajrang Dal, Antarrashtriya Hindu Parishad, Rashtriya Bajrang Dal, Hindu Janajagruti Samiti et Hindu Raksha Dal.

Les orateurs ont régulièrement utilisé un langage déshumanisant, qualifiant les musulmans de « serpents verts », de « porcelets », de « keede » (insectes) et de « chiens enragés », tout en appelant explicitement à la violence. Lors d'un événement à Kondagaon, dans l'État du Chhattisgarh, l'influenceur d'extrême droite Pushpendra Kulshrestha a déclaré : « Ne parlez pas aux djihadistes enragés de votre ville ; on ne peut pas leur parler, il faut leur tirer une balle dans la tête. »

**En 2025,** le Maharashtra avait à lui seul connu 823 incidents de troubles communautaires depuis janvier, alimentés par les demandes de démolition du tombeau d'Aurangzeb et les récits déformés diffusés sur les réseaux sociaux. L'État a enregistré 156 affaires pénales en janvier, 99 en février et 78 à la mi-mars liées à des troubles communautaires, dont 102 ont été classées comme des crimes reconnaissables pour des raisons religieuses.

## Persecution Economique Et Exclusion Sociale

**Les boycotts** économiques visant les musulmans se sont intensifiés de manière systématique dans plusieurs États. Dans l'État du Gujarat, la State Road Transport Corporation a annulé les licences de 27 hôtels appartenant à des musulmans mais enregistrés sous des noms hindous, empêchant ainsi les bus publics de s'arrêter à ces établissements. Cette décision a été largement condamnée comme étant un profilage religieux flagrant visant à marginaliser les entreprises musulmanes.

**À Indore,** dans l'État du Madhya Pradesh, plus de 120 vendeurs musulmans ont été expulsés du marché aux tissus de Sheetla Mata, sur ordre présumé du fils d'un législateur local, tandis que des groupes brandissant des drapeaux safran du BJP défilaient dans les ruelles pour faire respecter cette expulsion. Des partenariats commerciaux entre hindous et musulmans qui fonctionnaient avec succès depuis plus d'une décennie ont été détruits de force. L'homme d'affaires hindou Balwant Rathore, qui avait investi 51 lakhs (58 000 dollars) dans une coentreprise avec son partenaire musulman Mohammad Harun, a reçu l'ordre de quitter les lieux uniquement en raison de la religion de son partenaire, au motif du « jihad de l'amour. » Rathore a défié cet ordre, déclarant : « Nous pensions comme des frères : ouvrons un magasin ensemble... Les affaires marchaient bien, puis soudain, on nous a dit de partir parce que mon partenaire est musulman... Ne mêlez pas la religion à la politique. »

**À Samastipur,** dans l'État du Bihar, pendant les célébrations du Maha Shivratri, un groupe de 20 à 25 personnes a pris d'assaut le marché et s'en est pris de manière sélective aux boucheries appartenant à des musulmans parmi les 16

établissements, pour la plupart détenus par des hindous, les forçant à fermer leurs portes tout en enregistrant des vidéos destinées à être diffusées sur les réseaux sociaux.

## Explosion Des Discours Haineux Et Rhetorique Politique

**Les discours** haineux à l'encontre des minorités religieuses sont restés à un niveau critique tout au long de l'année 2025 ; la grande majorité des incidents visant les musulmans. Le BJP a continué d'être impliqué dans une grande partie des cas ; les dirigeants du parti maintenant le discours incendiaire antimusulman qui avait caractérisé les années précédentes, en particulier pendant les périodes électorales.

**Un rapport** complet recensant les crimes haineux commis pendant le troisième mandat du Premier ministre Modi a enregistré 602 incidents en seulement un an, Modi lui-même ayant prononcé cinq discours haineux, 63 par des ministres en chef du BJP et 71 par d'autres élus. L'Association pour la protection des droits civils a souligné que malgré l'intensité et la fréquence croissantes des attaques ciblées, « aucun effort systématique ou institutionnel n'est fait pour enregistrer ou documenter les crimes haineux. »

**De hauts** responsables gouvernementaux ont largement contribué à créer ce climat toxique. Le Ministre en chef Yogi Adityanath a déclaré, le 10 janvier 2025, que « toute structure contestée ne devrait pas être qualifiée de mosquée », ajoutant que le culte pratiqué dans des lieux construits au détriment de la foi d'autrui « n'est pas acceptable aux yeux de Dieu » et affirmant que « l'islam n'impose pas la construction d'un lieu de culte, contrairement au Sanatan Dharma ». Le 25 février, il a déclaré : « Nous voulons faire de nos enfants des scientifiques, pas des mollahs et des maulvis », tout en rejetant l'enseignement de la langue ourdou comme favorisant le « kathmulla-pan » (orthodoxie).

**Le juge** Shekhar Kumar Yadav de la Haute Cour d'Allahabad, convoqué devant la Cour suprême pour avoir pris pour cible des musulmans lors d'un événement organisé par le Vishwa Hindu Parishad, a refusé de retirer ses déclarations. Dans son discours controversé, le juge Yadav a utilisé le terme péjoratif « kathmulla », affirmant que l'on ne pouvait pas attendre des enfants musulmans qu'ils soient « tolérants » ou « généreux » car ils sont exposés dès leur plus jeune âge au « massacre des animaux », et déclarant que l'Inde ne fonctionnerait que selon les souhaits de « la majorité. »

**Cette année-là,** Sadhvi Rithambara s'est vu décerner le Prix Padma, l'une des plus hautes distinctions civiles indiennes, alors que ses propos génocidaires à l'encontre des musulmans entre 1989 et 1992 avaient été consignés par la commission Liberhan chargée d'enquêter sur la démolition de la mosquée Babri. Des cassettes enregistrant ses discours haineux ont été largement circulées et diffusées dans les temples et lors de rassemblements publics à travers l'Inde pendant la période ayant précédé la destruction de la mosquée.

**Malgré** les ordonnances de la Cour suprême lui enjoignant de ne tenir aucun discours haineux, Yati Narsinghanand a poursuivi sa campagne virulente. Lors du Parlement mondial des religions qui s'est tenu, à Haridwar en décembre 2024, il a appelé à la « destruction » de ceux qui entravent les programmes hindous, exigé une « nation védique sanatan » où « il n'y aurait pas de place pour une seule mosquée, une seule madrasa ou un seul djihadiste », et proféré des menaces voilées de violence. En janvier 2025, il a déclaré que « les musulmans se reproduisent comme des porcs » et a qualifié l'islam de « plus grande menace pour l'Inde et le monde. » Il a ensuite appelé les hindous à former des organisations terroristes comme Daech, déclarant : « Prenez les armes. Si nécessaire, formez votre propre organisation, comme le font les musulmans, comme Daech. »

**Dans l'État du Maharashtra,** le nouveau ministre Nitesh Rane, contre lequel 20 plaintes (First Information Report, FIR) ont été déposées en deux ans pour avoir traité les musulmans de « proxénètes pakistanais », de « cochons verts » et de « serpents verts », et pour avoir menacé de les déshabiller et de les battre, n'a fait l'objet d'aucun interrogatoire ni d'aucune mesure de la part de la police, confirmant ainsi la tendance du BJP à récompenser les discours haineux antimusulmans. Le député BJP T. Raja Singh a menacé les musulmans en faisant référence à la déclaration controversée d'Akbaruddin Owaisi, déclarant que si les Naga Sadhus étaient envoyés à Hyderabad, « ceux qui parlent de 15 minutes iront au Pakistan. »

**La sortie** du film « Chhaava » en février 2025 a involontairement déclenché une campagne massive de haine antimusulmane sur les réseaux sociaux. Des politiciens d'extrême droite, des membres du mouvement Hindutva et leurs partisans ont diffusé des Mèmes et des Publications qualifiant les musulmans indiens d'« Aurangzeb ki aulad » (enfants d'Aurangzeb), tandis que des factions extrémistes promettaient de « venger » les atrocités historiques décrites dans le film. Cette campagne s'est amplifiée grâce à des partages sur WhatsApp, des fils de discussion sur X, des publications sur Facebook et des Reels sur Instagram,

démontrant ainsi comment les produits culturels sont utilisés comme armes pour alimenter la haine contemporaine.

**Dans** l'État d'Assam, la section régionale du BJP a publié une vidéo générée par l'IA présentant les musulmans comme des immigrants illégaux s'emparant des terres publiques dans tout l'État, les montrant dans des aéroports, des plantations de thé, des sites patrimoniaux et des stades. La vidéo affirmait à tort que la population musulmane allait atteindre 90% — un clin d'œil à la « théorie du remplacement » selon laquelle les musulmans remplaceraient les hindous en tant que majorité en Inde — et alléguait un « lien » non spécifié entre le parti d'opposition, le Congrès et le Pakistan.

**À la suite** de l'attaque de Pahalgam, au moins 20 chansons qualifiées de « pop hindutva » ont vu le jour, en quelques heures, appelant à des représailles violentes. Avec des titres tels que «Pehle Dharam Pocha» (Ils ont d'abord posé des questions sur la religion), ces morceaux, qui ont été visionnés des centaines de milliers de fois, qualifiaient les musulmans indiens de «traîtres», prônaient leur boycott et appelaient à la violence, accompagnant leurs rythmes endiablés d'appels au carnage communautaire.

## Prejuge Systemique Et Torture Au Sein De La Police

**Le rapport** 2025 sur l'état des forces de police en Inde, qui a interrogé 8 276 membres des forces de l'ordre dans 17 États, a révélé une islamophobie profondément enracinée au sein des forces de l'ordre. Près de 28% des agents ont déclaré préférer les mesures extrajudiciaires à une procédure régulière, tandis qu'une proportion importante d'entre eux estimaient que les musulmans étaient « naturellement enclins à commettre des crimes », une opinion particulièrement répandue à Delhi, au Rajasthan, au Maharashtra, au Bengale occidental, au Gujarat et au Jharkhand. À Delhi, les agents de police étaient les plus susceptibles de partager cette opinion « dans une large mesure. »

**Le rapport** montre que les musulmans sont souvent victimes de tortures policières, avec des tactiques qui visent délibérément leur identité religieuse et leur masculinité pour humilier toute la communauté. Les policiers interrogés dans les États où les lois sur l'abattage des vaches sont sévères (Gujarat, Odisha, Rajasthan et Maharashtra) se sont montrés très favorables aux punitions collectives dans de tels cas. Bien que le personnel estime que les musulmans sont prédisposés à la criminalité, beaucoup considèrent simultanément que les musulmans bénéficient « dans une large mesure » de la justice, une contradiction

que le rapport attribue à des préjugés préexistants contraires à la réalité vécue par les musulmans. Des statistiques pénitentiaires indépendantes indiquent une incarcération excessive des musulmans, confirmant ainsi l'existence d'un préjugé systémique.

**Des cas absurdes** ont illustré ce préjugé : un sous-inspecteur a été suspendu pour avoir organisé une fête d'iftar dans un commissariat de police nouvellement inauguré à Meerut, en mars 2025 ; les autorités invoquant une « violation du protocole de service. » Une semaine plus tôt, une directrice d'école publique, à Bulandshahr, a été suspendue pour avoir autorisé une fête d'iftar dans une salle de classe, accusée de « négligence grave et d'avoir agi contrairement au règlement scolaire. »

**À Saharanpur,** dans l'Uttar Pradesh, des jeunes musulmans ont été arrêtés pour avoir brandi des drapeaux palestiniens après les prières de l'Aïd, en avril 2025 ; la police ayant ouvert une enquête sur la base de vidéos virales diffusées sur les réseaux sociaux. À Sambhal, le haut responsable de la police Anuj Kumar Chaudhary a exhorté les musulmans à rester chez eux pendant Holi, car « cette fête n'a lieu qu'une fois par an, alors que le vendredi revient 52 fois», des propos soutenus par le Ministre en chef Adityanath. Le leader du BJP, Raghuraj Singh, a suggéré aux hommes musulmans de porter des « hijabs en bâche » pour éviter tout désagrément pendant les célébrations de Holi.

## Conversions Forcees Et Agressions Physiques

**Des incidents** isolés ont révélé l'ampleur de la persécution. À Sitapur, dans l'Uttar Pradesh, Fateh Uddin, un musulman, a affirmé avoir été converti de force à l'hindouisme alors qu'il était en garde à vue, sous la contrainte du commissaire de police et d'un dirigeant hindouiste qui l'ont menacé de fausses accusations de port d'armes, et de la destruction de sa famille.

**À Nuh,** dans l'Haryana, des groupes d'autodéfense de vaches ont brutalement attaqué Arman Khan, un chauffeur routier musulman qui transportait des taureaux, le forçant à s'agenouiller, le frappant, le traînant par les cheveux et le contraignant à répéter en boucle « gau hamari mata hai » (la vache est notre mère) et « bail hamara baap hai » (le taureau est notre père).

**À Kanpur,** un garçon musulman de 13 ans a été agressé par trois mineurs qui lui ont demandé de s'incliner, de toucher leurs pieds et de scander « Jai Shri Ram ». Lorsqu'il a refusé, ils lui ont entaillé la jambe avec un morceau de verre brisé.

**Dans** le district de Bhiwaar, au Rajasthan, à la suite de l'arrestation de dix jeunes musulmans (dont trois mineurs) pour chantage et agression sexuelle présumés, des organisations hindouistes ont organisé des manifestations et des bandhs dans plusieurs villes. L'administration a lancé une opération de démolition contre la commune où résidaient les familles des accusés, délivrant des avis de démolition, notamment à la famille de Hakeem Qureshi, conseiller municipal local.

## Ciblage Culturel Et Religieux

**Le hijab** et la Burqa sont devenus la cible d'une discrimination officielle. Le Ministre du Maharashtra, Nitesh Rane, a exigé l'interdiction des burqas dans les centres d'examen, invoquant des craintes de tricherie et déclarant : « Ceux qui veulent porter une burqa ou un hijab peuvent le faire chez eux, mais dans les centres d'examen, ils doivent passer leurs examens comme les autres étudiants. »

**Au Rajasthan,** une gynécologue aurait refusé de soigner une femme musulmane enceinte de sept mois après avoir vu son nom de famille « Khatun » à la suite de l'attaque de Pahalgam, déclarant qu'elle ne soignait pas les patientes musulmanes et faisant référence à l'attaque.

**L'Assemblée** de l'Assam a mis fin à une tradition vieille de plusieurs décennies consistant à accorder une pause de deux heures le vendredi aux législateurs musulmans pour leur permettre d'accomplir la namaz, une décision que le président Biswajit Daimary a justifiée comme un moyen de se débarrasser du « fardeau colonial » introduit par la Ligue musulmane en 1937. Le Ministre en chef Sarma s'est félicité de cette décision, privilégiant la « productivité » plutôt que les accommodements religieux pour les quelque 30 députés musulmans.

**Dans le Maharashtra,** la députée du BJP Medha Kulkarni a conduit des militants hindous au fort Shaiwarwada de Pune, en octobre 2025, après que des vidéos de femmes musulmanes priant à cet endroit soient devenues virales. Ils ont « purifié » le site en le « nettoyant » avec de l'urine et des excréments de vache, tout en chantant des prières aux divinités hindoues, déclarant que ce site était « un symbole de la fierté marathe » où aucun acte portant atteinte aux « sentiments hindous » ne devait avoir lieu.

## Marginalisation Et Ghettoïsation

**Un rapport** publié en février 2025 par la Fondation SPECT a mis en évidence la négligence systématique dont font l'objet les quartiers à majorité musulmane de Delhi, notamment Jamia Nagar, Zakir Nagar et Abul Fazal Enclave. Ces

quartiers souffrent d'un manque d'écoles, de cliniques Mohalla et d'hôpitaux publics, et les infrastructures existantes sont gravement sous-financées. Ces quartiers se caractérisaient par une mauvaise gestion des déchets, des conditions insalubres et des problèmes persistants liés aux routes, aux égouts à ciel ouvert, à l'eau et à l'électricité.

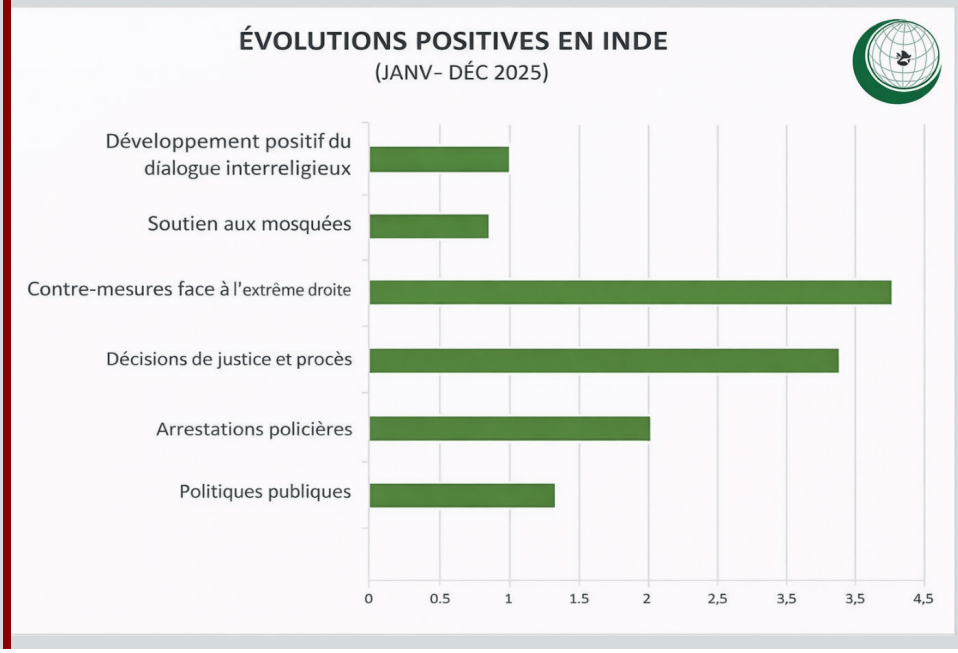
**La militante** sociale Syeda Hameed, qui réside dans ces quartiers depuis 1969, a fait remarquer que la région était auparavant diversifiée, mais qu'elle s'était transformée en ghetto, à la suite de la démolition de Babri, des émeutes du Gujarat et des violences à Delhi ; les habitants étant victimes d'isolement, d'une surveillance policière accrue et de pressions. Le rapport a qualifié cette situation de transformation délibérée en « ghettos musulmans », avec un boom rapide de la population sans aucun développement des infrastructures, ce qui constitue un problème civique et politique reflétant une marginalisation systématique.

## Constat De L'observatoire De L'islamophobie

**Pour rappel,** la détérioration de la situation en Inde depuis six ans a suscité de vives inquiétudes de la part de l'OCI et des Organisations internationales de défense des droits humains.

**La situation** en Inde en 2025 se caractérise par une atteinte généralisée et orchestrée par l'État aux droits des musulmans, qui touche les mesures législatives, l'application de la loi, la vie économique, les procédures judiciaires, l'accès à l'éducation et l'inclusion sociale. La nature systématique de la discrimination – depuis les plus hauts niveaux du gouvernement, y compris le Premier Ministre, les Ministres en chef et les juges en exercice, jusqu'aux forces de l'ordre locales et aux groupes d'autodéfense – combinée à la montée de la violence, aux expulsions massives de citoyens et à la participation active des institutions étatiques à la perpétuation de la haine antimusulmane, fait de l'Inde l'un des points chauds les plus alarmants au monde en matière d'islamophobie. Cette persécution menace non seulement la sécurité, la dignité et les droits constitutionnels de 200 millions de citoyens musulmans, mais elle sape aussi fondamentalement le caractère laïc et démocratique de l'État indien lui-même, ce qui exige une intervention internationale immédiate et décisive.

# DEVELOPPEMENTS POSITIFS EN INDE




**Malgré** les tendances alarmantes de l'islamophobie en Inde, en 2025, il est réconfortant de constater que des efforts considérables ont été déployés en faveur de la promotion de l'harmonie, de la tolérance et de la lutte contre les sentiments anti-islamiques. La part importante de l'Inde dans les développements positifs, avec 16% des cas documentés dans le monde, représente un contrepoids notable à la forte incidence des manifestations islamophobes dans ce pays. Ces efforts constructifs comprennent des interventions judiciaires importantes, des mesures de reddition de comptes des forces de l'ordre, des actions réglementaires contre les discours de haine, des initiatives législatives au niveau des États et des expressions populaires de solidarité interconfessionnelle qui démontrent la persistance des valeurs pluralistes au sein de certains segments de la société et des institutions indiennes.

## Decisions Historiques De La Cour Supreme Et Actions Judiciaires

**La Cour** suprême a fait preuve d'un contrôle judiciaire critique à travers plusieurs décisions historiques protégeant les droits des musulmans et contestant les mesures discriminatoires prises par l'État. Plus important encore, dans une décision qui a apporté un soulagement à plus de 25 000 écoles musulmanes accueillant 2,7 millions d'élèves, la Cour a abrogé un décret interdisant les madrasas islamiques dans l'Uttar Pradesh, reconnaissant l'importance de ces institutions et déclarant qu'elles remplissaient « l'obligation positive de l'État de garantir aux enfants une éducation adéquate. » Cette décision a représenté

une réaffirmation forte des droits à l'éducation des communautés musulmanes et de l'obligation constitutionnelle de l'État de protéger les établissements d'enseignement des minorités plutôt que de les affaiblir.

**La position** ferme de la Cour contre la « justice bulldozer » a marqué une étape importante dans la protection des propriétés musulmanes contre les démolitions illégales, une pratique qui était de plus en plus utilisée comme une arme contre les communautés musulmanes dans les États gouvernés par le BJP. En septembre 2025, la Cour suprême a suspendu les dispositions clefs de la loi controversée Waqf (Amendment) Act 2025, répondant ainsi aux requêtes des groupes musulmans et des partis d'opposition qui estimaient que cette législation portait atteinte au droit des musulmans de gérer leurs propres dotations religieuses. Cette suspension a mis fin à la mise en œuvre de dispositions qui auraient fondamentalement modifié la manière dont les biens offerts par les musulmans, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, à des mosquées, des madrasas, des cimetières et des orphelinats, étaient détenus et gérés, empêchant ainsi ce que les détracteurs qualifiaient d'appropriation systématique par l'État des biens religieux musulmans.

**Les experts** indépendants des droits de l'homme des Nations unies ont renforcé cette position judiciaire, le 23 juin 2025, en émettant un avertissement sévère contre la pratique indienne des démolitions arbitraires et en demandant instamment la cessation immédiate des actions affectant les minorités, les migrants et les familles à faible revenu. Les experts, parmi lesquels Balakrishna Rajagopal, rapporteur spécial sur le logement convenable ; Nazila Ghanea, rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction ; Nicolas Levrat, rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, et plusieurs autres encore, ont souligné que les démolitions arbitraires constituaient des « violations graves des droits humains », particulièrement « scandaleuses lorsqu'elles visent des minorités ou des communautés marginalisées. » Ils ont souligné que « les démolitions ne doivent jamais conduire à l'itinérance et au déplacement et que les personnes expulsées doivent avoir accès à un logement de remplacement adéquat », notant que ces pratiques se poursuivaient malgré la décision cruciale de la Cour suprême dans l'affaire Jamiat Ulema-e-Hind, qui impose des garanties procédurales contre les démolitions arbitraires.

**Au niveau de l'État,** un tribunal spécial MP-MLA, à Muzaffarnagar, dans l'Uttar Pradesh, a pris des mesures juridiques importantes, le 3 janvier 2025, en formulant des accusations graves contre 19 personnalités politiques, dont

des dirigeants du BJP, en lien avec les émeutes de Muzaffarnagar en 2013, au cours desquelles environ 42 musulmans ont été tués. Parmi les accusés figuraient des personnalités politiques de premier rang, telles que le Ministre de l'Uttar Pradesh Kapil Dev Aggarwal, l'ancien Ministre de l'Union Sanjeev Balyan, l'ancien Ministre de l'Uttar Pradesh Suresh Rana, le député du parti Samajwadi Harender Malik, le dirigeant du VHP Sadhvi Prachi, l'ancien député du BJP Bhartendu Singh, le prêtre controversé Yati Narsinghanand, les anciens députés du BJP Ashok Kansal et Umesh Malik, et l'ancien Ministre de l'Uttar Pradesh Ashok Katari. Tous les accusés étaient présents au tribunal lors de l'audience. Les chefs d'accusation comprenaient la violation d'ordonnances d'interdiction et l'incitation à la violence communautaire par des discours haineux prononcés lors d'une réunion du panchayat, dans le village de Nagla Madore, le 30 août 2013, où ils auraient utilisé des haut-parleurs pour cibler une communauté particulière. Cette action en justice, entreprise plus de dix ans après les émeutes, a démontré que la responsabilité judiciaire, même tardive, restait possible, même pour des personnalités politiques de haut rang.

## Reddition De Comptes Des Forces De L'ordre Et Justice Penale

**Les forces** de l'ordre partout en Inde ont fait montre d'une volonté accrue de tenir pour responsables tous ceux qui se livrent à des actes de violence, de torture et de discrimination à l'encontre des musulmans, même si ces mesures sont restées incohérentes et souvent tardives. Dans le cadre d'une évolution importante, un tribunal de Delhi a ordonné l'enregistrement d'un FIR contre un ancien officier de police du poste de police de Jyoti Nagar pour son rôle présumé lors des émeutes de février 2020 à Delhi, au cours desquelles des policiers ont été filmés en train d'agresser des hommes musulmans et de les forcer à chanter l'hymne national, Vande Mataram, et à scander « Jai Shri Ram. » Les infractions comprenaient la séquestration illégale, l'intimidation criminelle, les blessures et l'insulte religieuse en vertu du Code pénal indien. Selon la plainte déposée par Mohammad Waseem, il avait été témoin du leader du BJP, Kapil Mishra, menant un rassemblement illégal et tirant sur des personnes, avec le soutien de policiers. Cette directive judiciaire ordonnant l'enregistrement d'un FIR a représenté la reconnaissance de la complicité de la police dans les violences communautaires et a ouvert la voie à la reddition de comptes.

**Dans** l'État d'Haryana, l'inspecteur de police Radheshyam Sharma, chef du commissariat de la ville de Palwal, a été arrêté, le 19 avril 2025, après qu'une

enquête interne l'ait reconnu coupable d'avoir torturé Abid, un musulman placé en détention provisoire en décembre 2024. L'enquête, qui s'est appuyée sur des images de vidéosurveillance et des déclarations de professionnels de santé, a confirmé les allégations selon lesquelles Sharma avait emmené Abid dans des toilettes, lui avait retiré son pantalon, lui avait attaché les mains et les jambes, l'avait brutalement battu, l'avait forcé à boire une solution à base de piment vert et lui avait injecté cette même solution dans les parties intimes. Cette arrestation intervenue près de quatre mois après le dépôt de la plainte, a démontré que les mécanismes de reddition de comptes, bien que lents et nécessitant des preuves substantielles, pouvaient finalement fonctionner pour tenir les agents individuels responsables de violations flagrantes.

**Au moins** cinq membres du groupe peu connu Kali Sena ont été arrêtés, le 9 février 2025, à Dehradun, pour avoir prétendument tenu des discours provocateurs incitant les habitants à expulser les locataires musulmans et agressé des commerçants. Selon le rapport de police, le 4 février 2025, un groupe de 50 à 60 personnes s'est réuni dans la localité de Nathuwala, officiellement pour protester contre les abus sexuels commis sur un mineur, mais a plutôt incité la population à la violence par des discours communautaristes, prononcé des discours provocateurs exhortant les habitants à agresser et à expulser les locataires d'autres communautés, défilé dans les quartiers en vandalisant les enseignes et les banderoles des magasins appartenant à des musulmans, expulsé de force les vendeurs musulmans du marché hebdomadaire près de l'école primaire de Lower Tunwala, le lendemain, insulté et agressé verbalement les vendeurs tout en les avertissant de ne plus installer de commerces à l'avenir, et menacé de les tuer s'ils revenaient. Le rapport d'enquête préliminaire a noté que « plusieurs vidéos ont été réalisées dans lesquelles des discours incendiaires ont été enregistrés », fournissant ainsi des preuves documentaires de la campagne de haine. Cette action de la police a démontré sa volonté d'intervenir contre les tentatives organisées d'exclusion économique et sociale des musulmans.

-**Dans** une révélation capitale démontrant l'engagement de la police à découvrir la vérité et à prévenir les opérations sous faux pavillon, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté quatre militants hindouistes — Zeeshanth Singh, Akash Saraswat, Dilip Sharma et Abhishek Saraswat — pour avoir écrit « J'aime Mahomet » sur les murs d'un temple à Aligarh afin de piéger délibérément des musulmans et d'attiser les troubles communautaires. Selon les rapports de police, les graffitis sont apparus sur plusieurs temples, provoquant l'indignation du public et

déclenchant des tensions. L'enquête qui a suivi a révélé que cet acte était une tentative délibérée de créer un sentiment antimusulman dans le contexte d'un conflit foncier entre des groupes locaux. Le commissaire principal de police Neeraj Kumar Jadaun a confirmé que les accusés avaient mené cette campagne de graffitis afin de faire porter le chapeau aux musulmans et d'attiser l'hostilité dans la région. Cette enquête et ces arrestations ont démontré la volonté cruciale de la police de dénoncer les provocations orchestrées visant à attiser les tensions communautaires et ont prouvé que les forces de l'ordre n'étaient pas toutes complices des campagnes antimusulmanes.

**Plusieurs** plaintes ont été déposées contre des dirigeants hindous et des politiciens du BJP pour des propos haineux présumés à l'encontre des musulmans. Au Kerala, le dirigeant du BJP PC George a fait l'objet de poursuites judiciaires dans le district de Kottayam après que le Comité municipal de la Ligue de la jeunesse musulmane ait déposé une plainte l'accusant d'avoir tenu des propos communautaristes contre les musulmans lors d'un débat télévisé. Dans sa déclaration controversée, George aurait déclaré : « Sur les 40000 habitants de cette région, 38600 sont musulmans. Il n'existe nulle part ailleurs dans le monde des forces communautaires sans aucune conscience comme vous... Si vous êtes musulman, alors vous êtes communautaire. C'est devenu comme ça. Vous ne voulez pas de l'Inde, mais du Pakistan. Allez au Pakistan. » L'enregistrement de cette affaire a démontré que dans certains États, en particulier ceux qui ne sont pas gouvernés par le BJP, des mécanismes juridiques restaient disponibles pour contester les discours haineux tenus par des personnalités politiques.

## Reglementation Des Medias Et Des Reseaux Sociaux

**Les organismes** de régulation des médias ont pris des mesures significatives pour lutter contre les discours haineux et les tensions communautaires sur les plateformes traditionnelles et numériques. L'Autorité de régulation de l'audiovisuel et des normes numériques (NBDSA) a sanctionné plusieurs chaînes de télévision et ordonné le retrait de programmes incitant à la haine contre les musulmans, démontrant ainsi une résistance institutionnelle croissante à l'islamophobie normalisée dans les principaux médias. Parmi les mesures notables, TimesNow Navbharat et News18 India ont été condamnés à une amende pour avoir diffusé des contenus sur le « love jihad » que la NBDSA a jugés préjudiciables à l'harmonie communautaire. Les décisions de l'organisme de régulation ont souligné que les stéréotypes religieux violent le code d'éthique et les normes

de diffusion et peuvent « corrompre le tissu laïc du pays », établissant ainsi des précédents importants pour tenir les médias responsables des contenus qui encouragent la haine antimusulmane et les théories du complot.

**Le 20 février 2025,** Meta a pris des mesures décisives en supprimant plusieurs comptes et pages liés au législateur du BJP T. Raja Singh, à la suite d'un rapport complet publié par India Hate Lab révélant comment Singh et ses partisans continuaient à amplifier les discours haineux contre les musulmans sur les réseaux sociaux, en dépit d'une interdiction officielle. L'action de Meta a permis de supprimer deux pages Facebook comptant plus d'un million d'abonnés et trois comptes Instagram, totalisant plus de 155 000 utilisateurs. Un porte-parole de Facebook a confirmé : « Nous avons banni Raja Singh de Facebook pour avoir enfreint notre politique interdisant à ceux qui encouragent ou se livrent à la violence et à la haine d'être présents sur notre plateforme. Le processus d'évaluation des contrevenants potentiels est très complet et c'est ce qui nous a amenés à prendre la décision de supprimer son compte. » Il s'agit là d'une mesure coercitive importante à l'encontre d'un législateur en exercice dont les propos incendiaires contre les musulmans avaient largement contribué à créer un environnement toxique en ligne, démontrant ainsi que les plateformes technologiques internationales peuvent jouer un rôle dans la limitation de la portée des discours haineux lorsqu'ils sont correctement documentés et signalés par les organisations de la société civile.

## Initiatives Legislatives Et Politiques

**Le gouvernement** du Karnataka a démontré un engagement proactif dans la lutte contre les crimes et les discours de haine, en envisageant l'introduction d'un projet de loi global, intitulé « Hate Speech and Hate Crime Prohibition Bill. » La législation proposée visait à interdire les discours de haine lors des rassemblements publics, en garantissant qu'aucun individu ni groupe ne soit ciblé en raison de sa caste, de sa religion ou de son genre. En outre, le projet de loi cherchait à instaurer un contrôle plus strict des contenus incitant à la haine sur les réseaux sociaux et à interdire les propos incendiaires dans les pièces de théâtre, les réunions publiques ou les événements. En vertu de la loi proposée, les contrevenants s'exposeraient à des peines allant de trois à cinq ans d'emprisonnement ; les récidivistes pouvant faire l'objet d'une interdiction permanente d'accès aux plateformes publiques. Le gouvernement devait finaliser le projet de texte et solliciter un avis juridique avant de le présenter lors d'une

session de l'assemblée. Cette initiative législative représentait un effort important pour mettre en place un cadre juridique complet spécifiquement destiné à traiter les crimes et discours de haine — des domaines où les lois existantes s'étaient révélées insuffisantes ou appliquées de manière inégale — et démontrait que les gouvernements au niveau des États pouvaient prendre des mesures proactives pour protéger les communautés minoritaires, même en l'absence d'une volonté politique claire au niveau national.

## Documentation Et Plaidoyer De La Societe Civile

**Les organisations** de la société civile ont poursuivi leur travail crucial de documentation des crimes de haine, de plaidoyer pour la justice et d'assistance juridique aux victimes, malgré un environnement de plus en plus hostile et le risque de représailles gouvernementales. L'Association for Protection of Civil Rights (APCR), India Hate Lab, le Centre for Study of Society and Secularism (CSSS), ainsi que d'autres organisations, ont compilé des données exhaustives sur les violences communautaires, les incidents de discours de haine et les politiques discriminatoires. Autant d'informations qui ont fourni des éléments de preuve essentiels pour les recours judiciaires, les reportages médiatiques et les actions de plaidoyer au niveau international. Les rapports de ces organisations — documentant notamment une hausse de 84% des émeutes communautaires et une augmentation de 74% des discours de haine visant les minorités — ont constitué un socle probatoire permettant des interventions judiciaires, des mesures réglementaires et une attention accrue de la Communauté internationale. Leur action n'est qu'une forme de résistance face aux tentatives de normalisation de l'islamophobie et illustre la vitalité persistante du secteur de la société civile en Inde, malgré l'hostilité gouvernementale envers les organisations de défense des droits humains.

## Solidarite Interreligieuse Locale Et Resistance Culturelle

**Les expressions** de solidarité interreligieuse à la base ont sans doute été parmi les évolutions les plus encourageantes, démontrant le potentiel durable de coexistence et la persistance des valeurs pluralistes parmi les citoyens ordinaires, malgré l'intensification de la polarisation politique. La préservation et la restauration de la mosquée séculaire Amanati par la famille hindoue Basu, dans le district de Barasat au Bengale, illustrent comment des citoyens peuvent transcender les frontières religieuses par des actes personnels de respect, d'attention et d'attachement à un patrimoine commun. L'engagement

de Partha Sarathi Basu à entretenir la mosquée située sur la propriété familiale et à accueillir les fidèles musulmans pour la prière du vendredi — perpétuant ainsi une tradition initiée par sa grand-mère plusieurs décennies auparavant — témoigne des fondements résilients du pluralisme et du respect mutuel qui subsistent dans la société indienne, malgré les défis politiques. De telles initiatives — souvent peu relayées par les médias traditionnels davantage centrés sur les conflits — montrent que la coopération interreligieuse, le respect mutuel et le partage d'espaces sacrés demeurent non seulement possibles, mais continuent de prospérer dans les communautés où les individus choisissent la solidarité plutôt que la division.

**Les partenariats** commerciaux entre hindous et musulmans, bien que de plus en plus ciblés par des campagnes d'extrême droite, ont également fait preuve de résistance. Le cas de Balwant Rathore à Indore, dans l'État du Madhya Pradesh, qui a refusé d'abandonner son partenaire commercial musulman Mohammad Harun malgré la pression et les menaces, déclarant : « Mon entreprise fonctionne avec mon partenaire. Il n'y a jamais eu de problème entre nous. Ne mêlez pas la religion à la politique », représente des actes individuels de courage qui ont défié les campagnes de boycott économique. De telles prises de position personnelles, bien qu'elles soient souvent coûteuses en termes de viabilité commerciale et de pression sociale, ont permis de maintenir des exemples vivants de la possibilité d'une coopération hindoue-musulmane.

## Constat De L'observatoire De L'islamophobie

**Ces développements positifs** — interventions judiciaires, reddition de comptes pour application sélective des lois, régulation des médias, initiatives législatives au niveau des États, documentation par la société civile et solidarité interreligieuse locale — représentent des contrepoids essentiels à l'islamophobie systémique documentée tout au long de ce rapport. Ils montrent que, bien que la haine antimusulmans soit de plus en plus institutionnalisée au niveau national et dans les États gouvernés par le BJP, des forces contraires au sein de la justice, de certains gouvernements étatiques, des instances de régulation, de la société civile et parmi les citoyens ordinaires continuent de résister et de contester la normalisation de la discrimination et de la violence.

**Cependant,** ces développements positifs, qui représentent seulement 16% des cas mondiaux contre 34% des incidents islamophobes en Inde, restent insuffisants pour inverser la trajectoire générale de marginalisation, de persécution et de

violence à laquelle sont confrontés les 200 millions de musulmans en Inde. L'efficacité des interventions judiciaires est limitée par une mise en œuvre lente, des ingérences politiques et la réalité selon laquelle les auteurs de discours de haine et de violences — en particulier lorsqu'ils sont affiliés au parti au pouvoir — ne subissent souvent aucune conséquence significative. La reddition de comptes des forces de l'ordre demeure sporadique et dépend fortement de la documentation effectuée par les organisations de la société civile, de la couverture médiatique et du contexte politique des États concernés. Les initiatives législatives, comme le projet de loi sur les discours de haine dans le Karnataka, font face à un avenir incertain et à d'éventuels recours judiciaires.

**Néanmoins,** ces développements montrent que la lutte pour l'égalité, la justice et la liberté religieuse reste active et que les valeurs constitutionnelles de laïcité, de pluralisme et de citoyenneté égale conservent des défenseurs significatifs au sein de la société et des institutions indiennes. Ils constituent la preuve que des récits alternatifs et des pratiques de coexistence persistent malgré les tentatives politiques de définir l'Inde exclusivement selon des critères hindous majoritaires. Ces évolutions positives offrent l'espoir que, grâce à une pression continue de la société civile, à l'attention internationale, à la vigilance judiciaire et au courage d'individus qui choisissent la solidarité plutôt que le sectarisme, la vague d'islamophobie puisse finalement être contestée et renversée, réaffirmant l'engagement constitutionnel de l'Inde envers la liberté religieuse et la citoyenneté égale pour toutes les communautés.

# ROYAUME-UNI

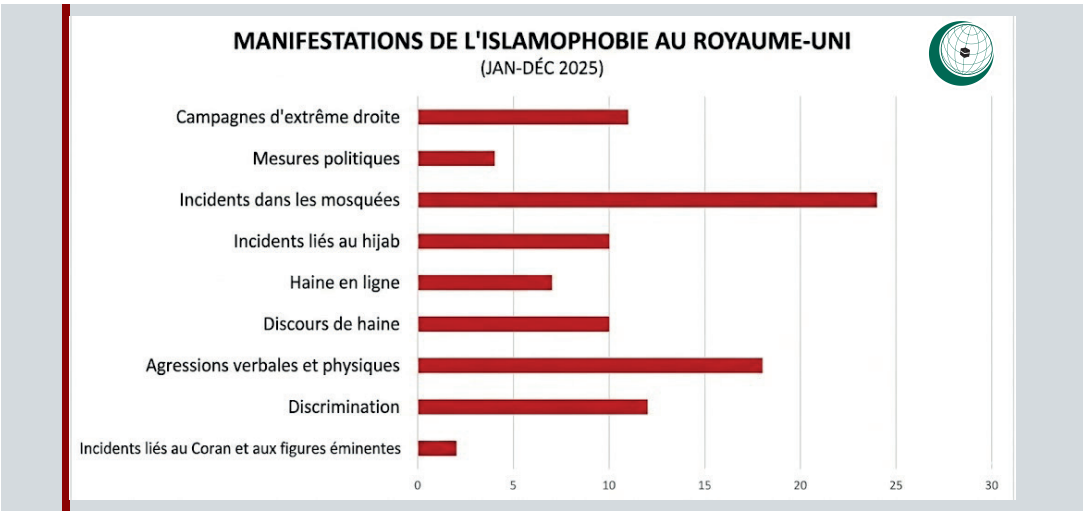
**Le Royaume**-Uni est devenu le deuxième point chaud le plus important pour l'islamophobie dans le monde en 2025, représentant 23% de toutes les manifestations documentées à l'échelle mondiale — une augmentation spectaculaire par rapport aux 10% de l'année précédente. Cette forte escalade reflète une crise multiforme caractérisée par des niveaux records de crimes de haine, une mobilisation coordonnée de l'extrême droite, une discrimination institutionnelle et un discours politique toxique qui ont fondamentalement sapé la sécurité et le sentiment d'appartenance des communautés musulmanes britanniques.

## Une Hausse Sans Precedent Des Crimes De Haine Anti-Musulmans

**La crise** s'était accumulée tout au long de 2024 et s'est intensifiée en 2025. Tell

MAMA (Measuring Anti-Muslim Attacks) a rapporté que 2024 avait enregistré le plus grand nombre de cas de haine antimusulmans depuis la création de l'organisation en 2011/2012, avec 6 313 signalements — soit une hausse de 43% par rapport aux 4 406 cas de 2023 et une augmentation spectaculaire de 165% par rapport à 2022. Après vérification, 5 837 cas ont été confirmés comme incidents antimusulmans en 2024, contre 3 767 en 2023 et 2 201 en 2022. Cette trajectoire ascendante s'est poursuivie en 2025.

**Tell MAMA** a averti qu'il s'agissait de la période « la plus dangereuse » pour être musulman au Royaume-Uni, citant une hausse de 73% des agressions islamophobes documentées en 2024, une tendance qui s'est poursuivie en 2025. L'Organisation a identifié la normalisation d'une rhétorique islamophobe dans le discours politique ainsi que la diffusion, sur les réseaux sociaux, de la théorie complotiste d'extrême droite du « Grand Remplacement » comme des facteurs ayant engendré des niveaux sans précédent de haine antimusulmans. Atta a révélé que des extrémistes de droite « partageaient des conseils sur la manière de cibler les communautés musulmanes, d'attaquer des mosquées, d'échapper à la police, d'éviter de laisser des preuves médico-légales — et allaient même jusqu'à offrir des incitations financières pour mener des attaques. »




**Les données** de 2024 ont révélé des tendances alarmantes qui se sont poursuivies en 2025. Les cas survenus dans la rue se sont accrus de 120% entre 2022 et 2024, avec 3 680 incidents hors ligne signalés en 2024 — soit une hausse de 72% sur deux ans. Les actes de haine ciblant des personnes visiblement musulmanes ont augmenté de 103% lorsque l'on compare les données de 2023 et de 2024. Plus inquiétant encore, les « comportements menaçants » dans les cas survenus dans la rue ont augmenté de 715% entre 2023 et 2024. Pour la première fois depuis la création de Tell MAMA, les hommes ont été davantage ciblés que les femmes

en 2024, reflétant l'aggravation de stéréotypes nuisibles qui présentent à tort les hommes musulmans comme des terroristes ou des sympathisants terroristes — une tendance qui s'est poursuivie tout au long de 2025.

**Les statistiques** officielles de la police ont confirmé ces conclusions. Les chiffres du Home Office pour l'année se terminant en mars 2025 ont montré que les crimes de haine à caractère religieux ciblant les musulmans ont augmenté de 19%, avec des pics importants à la suite des meurtres de Southport et des émeutes qui en ont suivi durant l'été 2024. Plusieurs des plus grandes forces de police du Royaume-Uni ont signalé une hausse des crimes de haine à caractère religieux. La police du Grand Manchester a enregistré une moyenne de 39 infractions islamophobes par mois entre janvier et juillet 2024, avant une forte augmentation à 85 en août 2024. La police du West Yorkshire a observé des tendances similaires, avec une moyenne mensuelle de 39 cas avant de grimper à 94 en août 2024. La police métropolitaine a également documenté des augmentations substantielles, bien que les changements dans les méthodes d'enregistrement des crimes aient compliqué les comparaisons d'une année à l'autre.

## Attaques Coordonnees Contre Des Mosquees Et Des Institutions Islamiques

**Le British** Muslim Trust (BMT) a documenté une « recrudescence nationale » des actes de haine antimusulmane, entre juillet et octobre 2025, avec au moins 27 attaques vérifiées ciblant 25 mosquées dans 23 lieux à travers le pays. Cela représente une escalade spectaculaire par rapport au premier semestre 2025, une période durant laquelle le BMT n'avait trouvé des preuves que pour seulement quatre attaques contre des mosquées à partir de données accessibles au public.

**La nature** des attaques est passée du simple vandalisme à des « intimidations symboliques coordonnées et à des attaques violentes », culminant avec des incendies criminels et des cibles répétées. Plus de 26% des attaques documentées ont impliqué des actes de violence ou de destruction, notamment des vitrines brisées, des agressions et des tentatives d'incendie. Un incendie criminel à Peacehaven visait spécifiquement à mettre des vies en danger. Le South Essex Islamic Centre a été vandalisé, le 28 août 2025 — la veille des prières du vendredi — avec des croix rouges peintes sur les murs, accompagnées des inscriptions « Christ est Roi » et « Ceci est l'Angleterre. » Le timing semblait délibérément choisi pour intimider les fidèles. À Belfast, un engin explosif a été lancé à travers la fenêtre du Belfast Islamic Centre, le 20 juin 2025, où priaient environ 30 personnes.

**Plus** de 40% des attaques contre les mosquées ont impliqué des drapeaux britanniques ou anglais, des symboles chrétiens ou des slogans tels que « Christ est Roi », « Jésus est Roi » et « Démon(s) » accompagnés de crucifix inversés. Les évêques locaux ont dénoncé cette utilisation abusive de l'imagerie chrétienne, publiant des déclarations conjointes, qualifiant le vandalisme de « scandaleux et profondément erroné » et affirmant que l'invocation du christianisme pour justifier le racisme est « théologiquement fausse et moralement dangereuse.»

**À Londres,** des graffitis antimusulmans ont été découverts sur sept bâtiments en janvier 2025, comprenant des mosquées, des centres communautaires et l'école primaire Noor Ul Islam Primary School. La police métropolitaine a confirmé que ces incidents étaient alimentés par un groupe de haine sur Telegram, offrant 100 £ à toute personne commettant des actes de vandalisme. Les sites ciblés comprenaient : West Norwood Mosque (6 janvier) ; South Norwood Islamic Community Centre (6 janvier) ; Thornton Heath Islamic Centre (16 janvier) ; la mosquée de Stratford (23 janvier) ; Leyton Jamia Masjid (23 janvier) ; la mosquée de la Albirr Foundation (23 janvier) et Noor Ul Islam Primary School (25 janvier). Un cabinet de médecin généraliste londonien, le Queens Road Medical Centre, a également été ciblée fin janvier 2025 avec des graffitis « obscènes et islamophobes » ainsi que des actes de vandalisme, notamment sur les serrures, les boîtes aux lettres, les systèmes d'interphone et l'éclairage extérieur. Des sites funéraires musulmans ont été profanés au cimetière Carpenders Park Lawn le 12 avril 2025, avec des tombes arrachées du sol ou détruites — toutes situées dans la section réservée aux enterrements musulmans.

## Mobilisation D'extreme Droite Et Extremisme Politique

**L'année** 2025 aura été marquée par une mobilisation d'extrême droite sans précédent, culminant avec le rassemblement Unite the Kingdom (Unir le Royaume), organisé par Tommy Robinson, le 13 septembre 2025, qui a attiré 110 000 manifestants dans les rues de Londres. Le Tell MAMA a reçu 157 signalements de haine antimusulmane au cours des sept jours suivant le rassemblement ; les victimes rapportant qu'on leur avait dit de « quitter le Royaume-Uni » et de « retourner dans votre pays » — un langage que l'organisation a relié au discours politique autour de la migration. Entre juin et septembre 2025, Tell MAMA a documenté 913 cas ciblant les musulmans, avec 17 mosquées et institutions islamiques attaquées au cours de cette période, soit en moyenne quatre institutions ciblées chaque mois.

**La transformation** de Tommy Robinson, passant d'agitateur d'extrême droite à « journaliste citoyen » autoproclamé, a été financée par le milliardaire américain de la tech Robert Shillman, qui a fourni environ 85 000 £ via une « bourse Shillman » au site canadien d'extrême droite Rebel Media en 2017. Shillman, principale figure du mouvement transatlantique « Contrer le jihad », a investi dans une vingtaine de bourses travaillant avec des organisations dont l'objectif déclaré est « de promouvoir la liberté et de dénoncer les mensonges de l'extrême gauche radicale, du mouvement islamiste et de leurs alliés dans les médias ». Shillman a également payé plus de 200 000 dollars américains pour les frais juridiques du politicien d'extrême droite néerlandais Geert Wilders dans sa défense victorieuse contre des accusations de discours de haine, dirigées contre les musulmans et les Marocains. Ce réseau international a produit des vidéos soignées et développé d'importantes audiences sur les réseaux sociaux, amplifiant l'attention de Robinson sur les musulmans prétendument impliqués dans des abus sexuels à l'égard des enfants.

**Les émeutes** de Southport survenues durant l'été 2024 ont illustré les conséquences meurtrières de la désinformation de l'extrême droite, avec des répercussions s'étendant jusqu'en 2025. Après qu'un homme d'origine britannique et de parents rwandais a mortellement poignardé trois jeunes filles (Bebe King, Elsie Dot Stancombe et Alice Dasilva Aguiar) dans un studio de danse, en juillet 2024, de fausses informations se sont rapidement répandues en ligne selon lesquelles l'agresseur était un migrant musulman sans papiers. Un faux nom, « Ali Al-Shakati », a circulé pendant un jour avant que les autorités ne précisent qu'Axel Rudakubana était né en Grande-Bretagne. Entre-temps, les informations erronées avaient atteint des millions de personnes, déclenchant des émeutes à Southport puis dans plusieurs villes et localités à travers l'Angleterre. La violence a entraîné des attaques contre des mosquées, des tentatives d'incendie d'un hôtel accueillant des demandeurs d'asile tout en scandant « Faites-les sortir », et plus de 50 policiers blessés.

**Un rapport** d'une commission parlementaire sur les émeutes a conclu que les restrictions sur les divulgations policières n'étaient « pas adaptées à l'ère des médias sociaux. » Lorsqu'un incident similaire s'est produit, à Liverpool, le 27 mai 2025 — un véhicule percutant une foule lors d'un défilé sportif — la police a publié des informations dans les deux heures, selon lesquelles le conducteur était un Britannique blanc, semblant calculer que cette divulgation désamorcerait les rumeurs et la désinformation qui s'étaient répandues après Southport. Trois

extrémistes d'extrême droite qui ont amassé des centaines d'armes et planifié des attaques contre des cibles, dont une mosquée, ont été reconnus coupables d'infractions terroristes, le 14 mai 2025. Brogan Stewart, Christopher Ringrose et Marco Pitzettu faisaient partie d'un groupe en ligne qui « idolâtrait le régime nazi », le Tribunal de la Couronne de Sheffield ayant entendu comment Stewart avait détaillé la torture d'un dirigeant musulman à l'aide d'un « kit d'extraction d'informations. » Tous les trois devaient être condamnés, le 17 juillet 2025.

## Rhetorique Politique Toxique Et Complicite Institutionnelle

**Le discours** politique tout au long de 2025 a largement contribué à l'environnement hostile auquel étaient confrontés les musulmans britanniques. L'ancienne Ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, a déclaré à une délégation de Washington que la Grande-Bretagne pourrait devenir « la première nation islamiste à posséder des armes nucléaires », avertissant que le Royaume-Uni pourrait « tomber entre les mains du fondamentalisme musulman » et devenir un ennemi de l'Amérique à la manière de l'Iran dans les 20 ans à venir. Elle a fait référence au commentaire du vice-président JD Vance lors de la conférence sur le conservatisme national, ajoutant : « Que se passerait-il si le Royaume-Uni tombait entre les mains du fondamentalisme musulman, que notre système juridique était remplacé par la charia et que nos capacités nucléaires étaient transférées à un régime pas très différent de celui de l'Iran aujourd'hui ? »

**Lors** d'un rassemblement à Birmingham, le 28 mars 2025, le député Reform Lee Anderson a affirmé qu'il n'existait « aucune chose appelée islamophobie » et que c'était un « mot inventé. » Le conseiller conservateur écossais Gordon Lang a de manière similaire déclaré que l'islamophobie était « inventée », la qualifiant de « terme inventé » qui « offre une protection à un groupe au détriment des autres. » Dans un Tweet concernant des projets d'accueillir des étudiants de Gaza au Royaume-Uni, Lang écrivait : « Père = Hamas Oncle = Hamas Frère aîné = Hamas Frère cadet = Hamas Mère = nourrit le père, l'oncle et les deux frères. »

**La contributrice de GB News,** Lucy White, a été l'objet d'appels à son renvoi après avoir affirmé, le 26 novembre 2025, que la vice-présidente de la Chambre des communes, Nusrat Ghani, ne devrait pas être autorisée à siéger à la Chambre parce qu'elle était née au Pakistan, déclarant : « Il ne devrait y avoir aucune personne née au Pakistan à la Chambre des communes du Royaume-Uni. » Ces commentaires ont suscité des critiques dans l'ensemble du spectre politique, accompagnées de mises en garde sur le fait que le langage explicitement raciste devenait de plus en plus normalisé dans la vie britannique.

**La nouvelle** maire de Rotherham, la conseillère Rukhsana Ismail, qui porte le Hijab islamique et est d'origine pakistanaise, a été victime de campagnes de désinformation raciste sur les réseaux sociaux menées par des comptes d'extrême droite, le 16 mai 2025. On l'accusait d'être « fanatique de l'islam », « incapable » de parler anglais, et on réclamait « une nouvelle législation pour s'assurer que seuls les 'Anglais' occupent de tels postes. »

## Discrimination Dans Les Soins De Sante, L'emploi Et Les Institutions

**Le secteur** de la santé a connu des niveaux de peur et de discrimination sans précédent tout au long de l'année 2025. Une enquête de la British Islamic Medical Association (BIMA) menée à l'été 2025 auprès d'un peu plus de 100 médecins musulmans a révélé que 44% d'entre eux avaient été régulièrement victimes de discrimination depuis l'école de médecine, tandis que 38% en subissaient sur leur lieu de travail actuel. Environ 40% ont identifié la religion comme l'aspect le plus fréquemment ciblé de leur identité. La Dr. Hina Shahid, présidente de la Muslim Doctors Association, a qualifié ces expériences « de peu surprenantes » et « d'une partie d'un schéma » au sein du NHS, exhortant le service à donner la priorité à la lutte contre l'islamophobie et le racisme.

**Le Dr. Salman Waqar de BIMA a,** quant à lui, décrit le personnel musulman du NHS comme vivant une peur « inédite », recevant des menaces de mort, se retrouvant piégé dans leurs cabinets et évitant les visites à domicile pour des raisons de sécurité. Un médecin qui s'était accidentellement enregistré en train de tenir des propos désobligeants sur deux patients musulmans dans un message vocal — incluant des affirmations selon lesquelles « ces musulmans sont très mauvais » et des références à l'inceste — n'a reçu qu'un simple avertissement d'un tribunal médical, ce qui met en évidence le manque de reddition de comptes adéquate face aux manquements professionnels.

**Deux** professionnels du NHS ont été enquêtés et exclus de leur lieu de travail, au début de 2025, simplement pour avoir exprimé leur intérêt à organiser une manifestation pacifique en soutien à la Palestine pendant leur pause déjeuner. La thérapeute et l'infirmier, travaillant au Kensington and Chelsea Child and Adolescent Mental Health Service, ont été accusés de représenter une menace pour la « sécurité personnelle » du personnel et de « discréditer le trust ou la confiance. » Après avoir été affectés à de nouveaux postes, une enquête de trois mois a conclu qu'ils n'avaient rien à se reprocher et que le trust avait enfreint sa propre politique disciplinaire.

**Dans** le système pénitentiaire, des demandes d'accès à l'information portant sur les données de 2023 (la dernière année complète disponible lors de la demande en 2025) ont révélé une discrimination systématique. Dans huit des neuf prisons à forte population musulmane, les hommes musulmans étaient plus susceptibles que la moyenne des détenus de se voir confrontés à des matraques, à des menottes rigides ou à des techniques provoquant la douleur. Dans la prison de Belmarsh, les musulmans représentaient 32% des détenus en 2023, mais ont été concernés par 43% des incidents impliquant des menottes rigides et 61% des incidents impliquant des techniques de douleur. À HMP Whitemoor, les musulmans constituaient 43% de la population mais ont subi plus de 55% de ces interventions coercitives. Des disparités similaires existaient à HMP Isis, HMP/YOI Feltham B et HMP Woodhill.

## Haine En Ligne Et Intelligence Artificielle

**L'environnement** en ligne s'est avéré particulièrement toxique tout au long de 2025 ; X (anciennement Twitter) étant identifié comme « la plateforme en ligne la plus toxique pour la diffusion de la haine antimusulmane », dépassant largement les autres réseaux sociaux en termes de volume, de langage agressif et de ciblage de la haine. Après le 7 octobre 2023, les organismes de surveillance ont documenté des schémas de haine en ligne antimusulmane qui ont perduré jusqu'en 2025, restant à des niveaux élevés. Les données de 2024 ont révélé 2 307 cas vérifiés de haine en ligne antimusulmane, représentant une augmentation de 34% par rapport à 2023 ; la majorité ayant été signalée après le 29 juillet 2024, à la suite des meurtres de Southport — une tendance qui s'est poursuivie tout au long de 2025.

**Une profonde** inquiétude a émergé concernant la circulation en ligne de contenus antimusulmans générés par l'intelligence artificielle, un phénomène devenu de plus en plus marqué tout au long de 2025. Une recherche de la London School of Economics analysant 622 publications provenant de sources d'extrême droite a révélé que les visualisations de conspirations racistes obtenaient environ 30% d'amplification supplémentaire par rapport aux autres contenus. L'étude détaillait la manière dont les images générées par l'IA représentaient les hommes musulmans comme sales et armés, en contraste avec des hommes blancs « héroïques » et des femmes blanches « vulnérables » menacées par des migrants racialement stéréotypés — des images influencées par des biais algorithmiques. Une des recommandations préconisait que Ofcom crée une unité spécialisée

pour surveiller l'extrémisme lié à l'IA et lutter contre la désinformation.

**Un Dessin** animé publié par The Times, le 16 juin 2025, réalisé par Peter Brookes et représentant des missiles lancés depuis des mosquées, a suscité une large condamnation de la part des organisations de défense des musulmans, qui l'ont qualifié de recours à des clichés antimusulmans rappelant la campagne du référendum de 2009 du Parti populaire suisse, qui associait les minarets des mosquées à des lance-missiles. Les critiques ont souligné un point fondamental : « Les mosquées et les minarets ne sont pas des lance-missiles, ni des lieux dangereux. Ce sont des espaces religieux légitimes où les fidèles ont le droit de prier en paix. »

## Impact Sur Les Femmes Et Les Filles Musulmanes

**Les femmes** musulmanes ont supporté des charges disproportionnées de haine antimusulmane tout au long de 2025. La baronne Shaista Gohir, responsable du Muslim Women's Network UK, a déclaré, le 15 janvier 2025, qu'une femme musulmane sur cinq avait signalé avoir été victime de crimes haineux en 2024, identifiant une « islamophobie genrée » croissante résultant de la rhétorique politique négative et des espaces de médias sociaux en ligne. Une étude menée par Survation a révélé que près de la moitié des femmes musulmanes britanniques se sentaient moins en sécurité qu'un an auparavant ; 30 % déclarant ne pas se sentir en sécurité pour sortir la nuit, et plus de la moitié affirmant que les politiques leur avaient fait sentir qu'elles étaient moins les bienvenues.

**Une étude** menée par le Centre for Media Monitoring, intitulée « Muslim Women in the Media: Breaking Barriers, Bearing the Burden », publiée en 2025, a mis en lumière une discrimination profondément enracinée dans l'industrie médiatique britannique, 92% des répondantes déclarant que des attitudes négatives envers l'islam et les musulmans étaient ancrées au sein des organisations médiatiques. Environ 72% ont signalé avoir subi une discrimination directe liée à leur identité musulmane, tandis que 85% ont indiqué que la couverture de la guerre à Gaza avait nui à leur santé mentale. Près de 60% avaient envisagé de quitter complètement le journalisme ; une personne interrogée déclarant : « Je n'ai jamais eu aussi honte de me dire journaliste. »

**Les femmes** musulmanes étaient particulièrement vulnérables dans les transports publics. Une recherche menée en septembre 2025 par Muslim Census et Muslims in Rail auprès de 1 155 personnes interrogées a révélé que 45,3% des femmes musulmanes ne se sentaient en sécurité durant leurs déplacements,

contre 8% des femmes au niveau national. Plus d'un tiers (34,3%) ont signalé avoir subi des abus islamophobes ou racistes. Une femme, Marwa, a raconté qu'un homme se masturbait tout en regardant son reflet dans la vitre du wagon alors qu'elle portait son uniforme scolaire, sans qu'aucun témoin n'intervienne. On estime que seulement 12,5% des incidents ont été signalés, et 69% de celles qui l'ont fait ont déclaré ne pas être confiantes que leurs cas seraient pris au sérieux. Une pétition demandant au maire de Londres de consacrer des wagons aux femmes a recueilli plus de 13 000 signatures après son lancement le 30 septembre 2025.

**En 2025,** Rabina Khan a rapporté que, lors d'une promenade de routine sur Chatham High Street un après-midi d'été, elle avait été victime d'insultes islamophobes lorsqu'un groupe d'enfants lui a lancé une remarque raciste. Bien qu'elle ait été choquée, elle n'a pas réagi, expliquant que les femmes musulmanes visibles évitaient souvent la confrontation par crainte pour leur sécurité. Les passants semblaient inconscients ou indifférents, ce qui l'a amenée à s'inquiéter que de tels incidents soient devenus normalisés dans les espaces publics.

**À Norwich,** Elvis Vickers, un ancien soldat accusé d'avoir tué son voisin Abdulkadar Chadli d'un seul coup de couteau à la poitrine en novembre 2024, a été jugé en 2025. Il a déclaré que la société « s'inclinait devant les musulmans » et a décrit la victime comme étant un « mauvais type » qui avait « tenté sa chance. » Le jury a entendu qu'il avait précédemment dit qu'il ne « laisserait pas ces terroristes diriger ma rue. » Les images de la caméra corporelle ont montré Vickers, qui « sentait l'alcool », disant à la police : « Je sais que je vais payer pour meurtre » et que la victime était « un mauvais type, comme tous les autres ». Le procureur a décrit Vickers comme « un homme consumé par la colère et la haine. »

## Recits Antimusulmans Dominants

**L'analyse** des incidents haineux survenus tout au long de 2024 et 2025 a identifié des clichés antimusulmans constants tant dans les cas de haine de rue que dans ceux en ligne, incluant des récits de « prise de contrôle musulmane » de l'Europe, des croissances démographiques du « nombre de musulmans » avec un prétendu plan préconçu pour islamiser le Royaume-Uni et « surproduire » la population locale « indigène. » La documentation a montré une « forte augmentation de l'intensification du langage appelant à l'interdiction et à l'exclusion des musulmans britanniques de la vie politique du Royaume-Uni. »

**Ces théories** du complot ont été amplifiées par la campagne sur les réseaux sociaux « Raise the Colors » et les manifestations associées à l'été 2025, que le rapport du BMT a notées comme « coïncidant avec des incidents où le drapeau lui-même est devenu un outil d'intimidation ethno-nationaliste… Pour de nombreux musulmans, il ne s'agissait pas d'actes aléatoires mais de signaux indiquant que leur appartenance à la société britannique était contestée à cause de leur foi. »

## Initiatives Communautaires Et Resistance

**Malgré** un environnement hostile, des organisations communautaires ont lancé des initiatives pour lutter contre l'islamophobie. Better Communities Bradford (BCB) a lancé en 2025 le Project Unity, une initiative ambitieuse visant à sensibiliser contre l'islamophobie, à déconstruire les mythes nuisibles et à construire des communautés plus inclusives. Le projet est arrivé à un moment crucial ; l'organisation soulignant que les musulmans représentent seulement 6,5% de la population britannique mais constituent 42% de toutes les victimes de crimes de haine à caractère religieux, et que les agressions islamophobes ont augmenté de manière stupéfiante de 74 % en 2024. L'analyse a également montré que les médias produisaient 400% plus de couvertures négatives sur les musulmans que sur d'autres groupes. Sur une période de 12 mois, Project Unity s'est engagé à proposer des ateliers interactifs gratuits et des dialogues interreligieux à travers l'Angleterre, touchant les écoles, les universités, les lieux communautaires, les organisations du secteur public et les lieux de travail afin de déconstruire les mythes nuisibles et de contester les récits médiatiques.

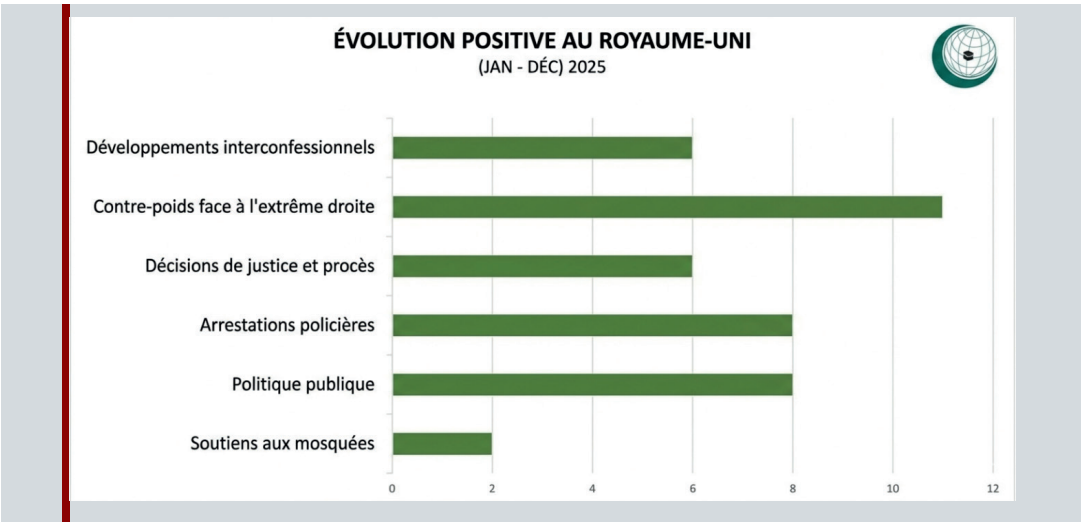
## Constat De L'observatoire De L'islamophobie

**La part** de 23% des manifestations islamophobes mondiales enregistrée au Royaume-Uni en 2025 représente une crise profonde menaçant la sécurité, la dignité et le sentiment d'appartenance des communautés musulmanes britanniques. La convergence de crimes de haine records, se poursuivant de 2024 à 2025, de mobilisations coordonnées d'extrême droite financées par des réseaux internationaux, d'une rhétorique politique toxique émanant de responsables élus et d'anciens ministres, d'une discrimination institutionnelle dans la santé, l'emploi, les prisons et les médias, de l'amplification algorithmique de théories du complot, et du ciblage systématique des mosquées et institutions islamiques, a marqué une période particulièrement dangereuse pour les musulmans au Royaume-Uni.

**La fuite** des cerveaux de musulmans talentueux issus de la classe moyenne, le fait que des professionnels reconsidèrent leur avenir au Royaume-Uni malgré des racines profondes et la peur omniprésente exprimée par les femmes musulmanes, les travailleurs de la santé et les citoyens ordinaires démontrent que l'islamophobie a fondamentalement ébranlé les valeurs fondamentales du Royaume-Uni que sont l'égalité, la tolérance et la cohésion sociale. La normalisation d'un langage explicitement raciste et islamophobe dans le discours politique, le manque de reddition de comptes adéquate face aux discours de haine et à la violence, et le détournement des symboles patriotiques pour intimider les musulmans signalent une phase critique pour la démocratie et le pluralisme britannique, exigeant une intervention urgente et globale pour inverser ces tendances alarmantes qui se sont intensifiées tout au long de 2025.

## DÉVELOPPEMENTS POSITIFS AU ROYAUME-UNI

**En dépit** de la hausse alarmante des incidents islamophobes tout au long de 2025, le Royaume-Uni a montré des développements positifs significatifs en termes de lutte contre la haine antimusulmane, représentant 37% des progrès positifs mondiaux selon les conclusions de l'Observatoire — la proportion la plus élevée de tous les pays suivis. Ces efforts constructifs englobent une responsabilisation judiciaire substantielle, une action proactive des forces de l'ordre, des initiatives solides de politique publique, une représentation politique significative, des réformes institutionnelles et une solidarité interreligieuse dynamique, démontrant collectivement une résilience face aux forces de haine et de division.




## Responsabilite Judiciaire Et Poursuites Penales

**Les progrès** les plus substantiels ont été réalisés dans le système judiciaire, avec

de nombreuses décisions de justice et procès aboutissant à des condamnations et des peines importantes pour ceux qui ont commis des actes islamophobes et des infractions terroristes ciblant les communautés musulmanes. Ces poursuites démontrent que le cadre juridique du Royaume-Uni, lorsqu'il est correctement appliqué, peut demander des comptes aux auteurs et envoyer des messages clairs selon lesquels la haine antimusulmane ne sera pas tolérée.

**Le 5 mars 2025,** trois extrémistes d'extrême droite qui « idolâtraient le régime nazi » et préparaient des attaques terroristes contre des mosquées et des synagogues ont été jugés par la Sheffield Crown Court. Christopher Ringrose, Marco Pitzettu et Brogan Stewart avaient acquis ou tentaient d'acquérir une « grande variété d'armes », notamment des épées, des couteaux, des haches, des lances, des arbalètes, des explosifs, et achevaient la fabrication d'une arme à feu semi-automatique imprimée en 3D. Tous les trois ont été reconnus coupables d'infractions terroristes, le 14 mai 2025, et devaient être condamnés le 17 juillet 2025. Un adolescent néonazi âgé de 17 ans qui prévoyait de commettre un attentat terroriste au Centre musulman Inverclyde à Greenock a été condamné à 10 ans de prison, le 21 août 2025. Le jeune, inspiré par Adolf Hitler, s'était lié d'amitié avec l'Imam et avait cartographié l'intérieur du bâtiment sur son téléphone avant de tenter d'y accéder en janvier 2025 avec un sac à dos camouflage de style militaire contenant un pistolet à air comprimé de type Glock, des munitions, des roulements à billes, des cartouches à gaz et des bombes aérosol. Son arrestation avant qu'il puisse exécuter l'attaque et sa condamnation ultérieure pour deux chefs d'accusation de terrorisme représentaient une intervention cruciale des services de sécurité.

**Le néonazi Andrew McIntyre,** décrit au tribunal comme l'un des principaux organisateurs des émeutes de l'été 2024 après les attaques au couteau de Southport, a été condamné à une peine de prison de plus de sept ans. Le chauffeur de taxi a créé la chaîne de télégrammes « Southport Wake Up », encourageant d'autres personnes à commettre des actes de violence et de désordre à Southport, le 30 juillet 2024, notamment en ciblant la mosquée locale. Il a plaidé coupable d'incitation à la violence, de dommages criminels et de possession d'un article à lame en public. Le juge Flewitt a déclaré lors de la détermination de la peine que le racisme était le principal facteur de motivation de McIntyre, et « Je ne doute pas que vos actions aient encouragé de nombreuses personnes à planifier puis à commettre des infractions à la fois de désordre violent et de dommages criminels. »

**Le 2 juin 2025,** Hamit Coskun a été reconnu coupable d'un trouble à l'ordre public aggravé sur le plan religieux après avoir crié « putain d'Islam », « l'Islam est la religion du terrorisme » et « Le Coran brûle », tout en tenant un texte islamique enflammé en l'air à Knightsbridge, le 13 février 2025. Le juge de district John McGarva a déclaré Coskun coupable d'avoir eu un comportement désordonné motivé par « l'hostilité envers les membres d'un groupe religieux, à savoir les adeptes de l'islam. » Le juge a déclaré : « Après avoir examiné les preuves, je constate que vous avez une haine profonde envers l'Islam et ses adeptes... Vos actions en brûlant un exemplaire du Coran, là où vous l'avez fait, étaient hautement provocantes, et étaient accompagnées de mauvais langage dans certains cas dirigés contre la religion et motivées au moins en partie par la haine des adeptes de la religion. »

**Un prêtre** catholique qui a admis avoir discuté de bombardements de mosquées et de tirs à la tête sur des Noirs dans des forums de discussion en ligne néonazis a reçu une ordonnance communautaire de 12 mois, le 30 octobre 2025. Le père Mark Rowles, qui a utilisé le pseudonyme de « skinheadlad1488 » dans un salon de discussion appelé Aryan Reich Killers, a écrit des messages comprenant des « mosquées bombardées » et « ils devraient tous être pendus ou abattus. » Il effectuera 150 heures de travaux d'intérêt général, paiera 199 £ de frais et sera lié par une ordonnance de comportement criminel pendant trois ans.

**Un adolescent** a été inculpé après que de la peinture a été jetée sur la mosquée et le Centre islamique d'Aberdeen et qu'une pierre a brisé une fenêtre alors que les fidèles étaient à l'intérieur, le 16 mars 2025. La police a traité les incidents comme des crimes de haine et a inculpé un garçon de 17 ans, démontrant une réponse rapide aux attaques contre des lieux de culte.

## Mesures D'application De La Loi Et Arrestations

**Les forces** de l'ordre ont fait preuve d'une volonté accrue d'intervenir contre les militants d'extrême droite et les auteurs de crimes de haine, bien que les réponses soient restées incohérentes. Tommy Robinson, le militant antimusulman et anti-immigrant de son vrai nom Stephen Yaxley-Lennon, a été arrêté, le 4 août 2025, à l'aéroport de Luton, soupçonné d'agression après une attaque à la gare londonienne de St Pancras. L'arrestation est intervenue après que Robinson se soit enfui à Tenerife aux premières heures du 29 juillet, à la suite de l'incident. La police des transports britannique a déclaré que l'autre homme avait été transporté à l'hôpital avec des blessures graves. Cela représentait une reddition de comptes

pour la violence perpétrée par une personnalité qui a longtemps promu la haine antimusulmane avec une relative impunité.

**Le 1er février 2025,** six personnes ont été arrêtées après que des milliers de partisans de Tommy Robinson ont défilé dans le centre de Londres sous la bannière « Arrêtez l'isolement » ou « Unissez le Royaume. » Des centaines de policiers ont été déployés en réponse à la fois à la manifestation d'extrême droite et à une contre-manifestation organisée par Stand Up To Racism qui a marché jusqu'à Whitehall en scandant : « Ensemble pour lutter contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme et pour dire que nous ne laisserons pas l'extrême droite nous diviser. »

**La police** du Sussex enquêtant sur l'incendie criminel d'une mosquée à Peacehaven, le 4 octobre 2025, a arrêté trois personnes en plus de quatre personnes précédemment arrêtées, avec deux hommes de Seaford, détenus pour suspicion d'incendie criminel avec intention de mettre la vie en danger. Cette arrestation de plusieurs suspects a démontré un sérieux engagement d'enquête dans une attaque particulièrement dangereuse qui, selon le Conseil musulman de Grande-Bretagne, suivait un « schéma inquiétant de violence et d'intimidation. » Un garçon de 16 ans arrêté devant le Centre islamique d'Inver Clyde, le 23 janvier 2025, a été inculpé d'infractions terroristes, ce qui représente une intervention proactive avant qu'une attaque puisse être perpétrée.

**Un officier** de la police métropolitaine est devenu le septième limogé pour un documentaire d'infiltration de BBC Panorama qui a révélé un comportement inacceptable. Le PC Sean Park, basé au poste de police de Charing Cross, a exprimé des opinions « effroyables » discriminatoires et irrespectueuses à l'égard des musulmans et s'est vanté de faire semblant de ne pas voir un prétendu usage excessif de la force par un autre agent. Le commandant Simon Messinger a déclaré : « La conduite de PC Park était très en deçà des normes élevées que nous attendons de tous nos officiers. Ses commentaires étaient consternants, de même que son apparente tolérance pour l'usage inapproprié de la force contre un détenu, et il est tout à fait normal qu'il ait maintenant perdu son emploi. » Cette reddition de comptes interne, bien que de portée limitée, a démontré que certains mécanismes existaient pour lutter contre l'islamophobie au sein des services de police.

## Initiatives De Politiques Publiques Et Actions Gouvernementales

**Le gouvernement** britannique et les autorités locales ont mis en œuvre plusieurs mesures de politique publique pour protéger les communautés musulmanes et lutter contre l'extrémisme. Le 25 avril 2025, le maire de Londres, Sadiq Khan, a annoncé un nouvel investissement de 875000 £ pour soutenir des projets communautaires de lutte contre l'extrémisme, la haine, l'intolérance et la radicalisation à Londres. Cela faisait partie de l'investissement record de 15,9 millions de livres sterling du maire pour lutter contre la haine, l'intolérance et l'extrémisme sous toutes leurs formes, et soutenir les groupes communautaires de base pour contrecarrer la haine.

**Les forces** de police ont reçu de nouveaux pouvoirs en termes de gestion des manifestations à proximité des lieux de culte en réponse à une série de « manifestations intimidantes » près des synagogues et des mosquées, au cours des derniers mois. Le Ministère de l'Intérieur a déclaré que les nouvelles mesures permettraient à la police d'imposer plus facilement des conditions aux manifestations — y compris sur l'itinéraire et le calendrier des marches — qui pourraient perturber les fidèles qui tentent de visiter des sites religieux.

**Le 21 octobre 2025,** la Police métropolitaine a imposé des conditions de la Loi sur l'ordre public interdisant une manifestation de l'UKIP à Whitechapel ou ailleurs dans l'arrondissement de Tower Hamlets. L'événement faisait partie d'une série présentée comme une « tournée de déportations massives » ; les organisateurs appelant les participants à « récupérer Whitechapel des islamistes. » Le commandant Nick John a déclaré : « Tower Hamlets compte le plus grand pourcentage de résidents musulmans du Royaume-Uni et la perspective que cette manifestation se déroule au cœur de l'arrondissement a été la cause d'une préoccupation importante au niveau local. Nous estimons qu'il existe une perspective réaliste de troubles graves si cela devait se dérouler à l'emplacement proposé. » Cela représentait une utilisation proactive des pouvoirs légaux pour empêcher l'intimidation des communautés musulmanes.

**Le Secrétaire à la Santé,** Wes Streeting, a averti que le langage incendiaire sur les gangs de toilettage risquait de diffamer des communautés entières et pourrait conduire à des atrocités telles que le massacre de la mosquée de Christchurch lors duquel plus de 50 personnes avaient péri. Tout en critiquant le politiquement correct pour avoir laissé tomber les enfants, il a souligné : « En même temps,

il y a des gens dans ma communauté qui ont des origines pakistanaises ou qui ont l'air différents, qui ont maintenant plus peur aujourd'hui qu'ils ne l'étaient auparavant. » Cette reconnaissance par un haut Ministre du gouvernement des dangers de la rhétorique incendiaire représentait une reconnaissance importante des conséquences réelles du discours de haine.

**Le Premier** Ministre Keir Starmer a déclaré à son cabinet, le 16 septembre 2025, que le Royaume-Uni était confronté à « la lutte de notre temps » contre la division illustrée par la marche d'extrême droite, dirigée par Tommy Robinson, à Londres, qualifiant les scènes de « choquantes » et affirmant qu'elles « ont fait frissonner les gens partout dans le pays, et tout particulièrement plusieurs Britanniques appartenant à des minorités ethniques. » Downing Street a critiqué Elon Musk, affirmant que de nombreux Britanniques, notamment issus de minorités, se serait senti intimidé par « les appels à la violence d'un milliardaire étranger » après que Musk ait déclaré à la foule lors du rassemblement de Robinson que « la violence arrive » et que « soit vous ripostez, soit vous mourez. » Le Directeur sortant de la BBC, Tim Davie, a ordonné, le 3 décembre 2025, que le personnel de la BBC suive des cours sur l'antisémitisme et les préjugés antimusulmans dans les six mois. « La BBC Academy a passé les derniers mois à développer une nouvelle formation anti-discrimination. Nous commençons par des modules d'apprentissage en ligne sur l'antisémitisme et l'islamophobie, que nous attendons du personnel de la BBC », a-t-il écrit au personnel. Cet engagement institutionnel à lutter contre les préjugés au sein de l'une des organisations médiatiques les plus influentes au monde représentait une reconnaissance significative du problème.

## Representation Politique Et Leadership

**Les nominations** historiques et les positions politiques ont apporté la preuve inéluctable de la réalisation de progrès en termes de représentation musulmane et de volonté de défier l'islamophobie au sein des institutions politiques. Le 19 mai 2025, Safiya Saeed du Parti travailliste est entrée dans l'histoire en tant que première femme noire portant un hijab à être nommée Maire de Sheffield, le 128$^{ème}$ de la ville. Saeed a déclaré : « Je suis honorée d'être la première femme noire portant un hijab à assumer ce rôle. Je suis arrivé à Sheffield en 1985, et cette ville est vraiment devenue ma maison, un endroit où j'ai toujours senti que j'appartenais. » La mère célibataire de cinq enfants, élue pour la première fois Conseillère de Burngreave, en 2021, a fondé Reach Up Youth, un projet communautaire soutenant les jeunes, en particulier ceux issus de minorités noires et ethniques.

**Le 28 janvier 2025,** le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB), a appelé le Parti conservateur à démettre Robert Jenrick de ses fonctions de Ministre de la Justice fantôme à la suite de fuites de messages montrant son admiration pour un compte de médias sociaux d'extrême droite. La Secrétaire générale du MCB, Zara Mohammed, a déclaré qu'il semblait « impossible » pour le Ministre de la Justice de l'ombre de ne pas avoir vu les publications régulières de haine islamophobe et d'extrême droite du compte. Bien que le Parti conservateur n'ait pas destitué Jenrick, la position publique du MCB représentait un plaidoyer important demandant des comptes aux personnalités politiques. Zia Yusuf, Président musulman de Reform UK, a démissionné, le 5 juin 2025, après avoir dénoncé un appel de l'intérieur des rangs du parti à interdire le port de la burqa comme « stupide. » Sa démission à la suite de la question posée par la législatrice réformiste britannique Sarah Pochin au Premier ministre Keir Starmer sur l'interdiction de la burqa « dans l'intérêt de la sécurité publique » aura constitué une position de principe contre les propositions politiques islamophobes, même au sein de son propre parti. Yusuf a déclaré : « Je pense qu'il est stupide pour un parti de demander au Premier Ministre s'il ferait quelque chose que le parti lui-même ne ferait jamais. »

## Initiatives Interconfessionnelles Et Solidarite Communautaire

**Les initiatives** interconfessionnelles ont joué un rôle crucial dans la lutte contre l'islamophobie et le renforcement de la cohésion communautaire, tout au long de 2025. Pour la première fois dans les 1000 ans d'histoire du château de Windsor, un événement « Open Iftar » a été organisé dans les State Apartments, le 2 mars 2025. Plus de 350 personnes se sont rassemblées à St George's Hall pour rompre leur jeûne du Ramadan. Simon Maples, Directeur des opérations des visiteurs au château de Windsor, a déclaré que le Roi Charles III « défendait la diversité religieuse et encourageait les conversations interconfessionnelles » depuis de nombreuses années. L'appel à la prière a résonné dans tout le bâtiment pour signaler le moment de rupture du jeûne — un geste fort symbolique d'inclusion et de respect.

**Aussi,** le Roi Charles III et la Reine Camilla ont-ils aidé à marquer le mois sacré musulman en emballant des boîtes de dons alimentaires dans un restaurant de Soho, démontrant ainsi l'engagement de la famille royale envers les communautés musulmanes. Pour la troisième année consécutive, des lumières du Ramadan ont été installées à Piccadilly Circus dans le centre de Londres, organisées par la

Fondation Aziz et allumées par le Maire Sadiq Khan, le 26 février 2025.

**La Cuisine** Salaam Shalom, une commission caritative, créée en 2016 en collaboration entre Tanya Sakhnovich, rabbin de la Synagogue libérale de Nottingham, et Sajid Mohammed, directeur de l'Association caritative musulmane pour la justice sociale « Himmah », a célébré son 10ème anniversaire en juin 2025. La banque alimentaire, qui dessert maintenant environ 150 personnes par semaine contre 30 à son ouverture, représente une coopération durable entre musulmans et juifs pour lutter contre la pauvreté et l'isolement. Des bénévoles du Réseau des femmes musulmanes de Nottingham, dont Zainab Asghar, Ferda Ozcan et Shanaz Din, ont travaillé aux côtés de bénévoles juifs pour fournir des repas. « Nous devons renforcer la compréhension », a déclaré Asghar, ajoutant que le projet restait vital car le Nottinghamshire était devenu plus effrayant pour les musulmans depuis que le parti réformiste a pris le contrôle du conseil de comté en mai.

**Des résidents** de Swindon, organisés par « Stand-up to Racism », ont peint des graffitis islamophobes, antisémites et d'extrême droite, y compris une croix gammée, dans une ruelle, en septembre 2025. L'avocate Repi Begum, l'une des 12 volontaires qui ont participé au nettoyage desdits graffitis, a déclaré qu'elle était « étonnée que la société ait encore ce genre de haine », la qualifiant d'« odieuse. » Cette action communautaire de base a démontré la solidarité locale contre la haine.

## Initiatives D'éducation Et De Sensibilisation Communautaires

**Better** Communities Bradford (BCB) a lancé le projet « Unity », en 2025, une initiative audacieuse visant à éduquer contre l'islamophobie, à remettre en question les mythes néfastes et à créer des communautés plus inclusives. Le projet est arrivé à un moment critique ; l'organisation notant que les musulmans ne représentent que 6,5% de la population britannique, mais comptent 42% de toutes les victimes de crimes haineux religieux, et que les agressions islamophobes ont augmenté de 74% en 2024, tandis que l'analyse a révélé une couverture négative de 400% de plus sur les musulmans dans les médias que sur les autres groupes. Pendant 12 mois, le projet « Unity » s'est engagé à organiser des ateliers interactifs gratuits et des dialogues interreligieux à travers l'Angleterre, atteignant les écoles, les universités, les lieux communautaires, les organisations du secteur public et les lieux de travail pour démystifier les mythes néfastes, remettre en question les récits médiatiques et doter les gens d'outils leur permettant de s'engager de manière réfléchie et honnête.

**Le Newham** Council de Londres a présenté « Flip the Script » marquant le mois de sensibilisation à l'islamophobie avec des comédies, des ateliers, des contes et des événements artistiques promouvant le dialogue, l'unité et le respect dans tout l'arrondissement. Le programme à l'échelle de l'arrondissement a réuni des artistes, des interprètes, des dirigeants communautaires et des résidents pour réfléchir à l'impact de l'islamophobie, célébrer l'héritage musulman et créer des espaces de dialogue, de créativité et de solidarité. La Conseillère Charlene McLean a déclaré : « Les événements de l'année écoulée ont tragiquement mis en évidence les conséquences horribles de la haine. Le Mois de sensibilisation à l'islamophobie offre une occasion propice de faire preuve de solidarité avec nos communautés musulmanes, à Newham. »

## Constat De L'observatoire De L'islamophobie

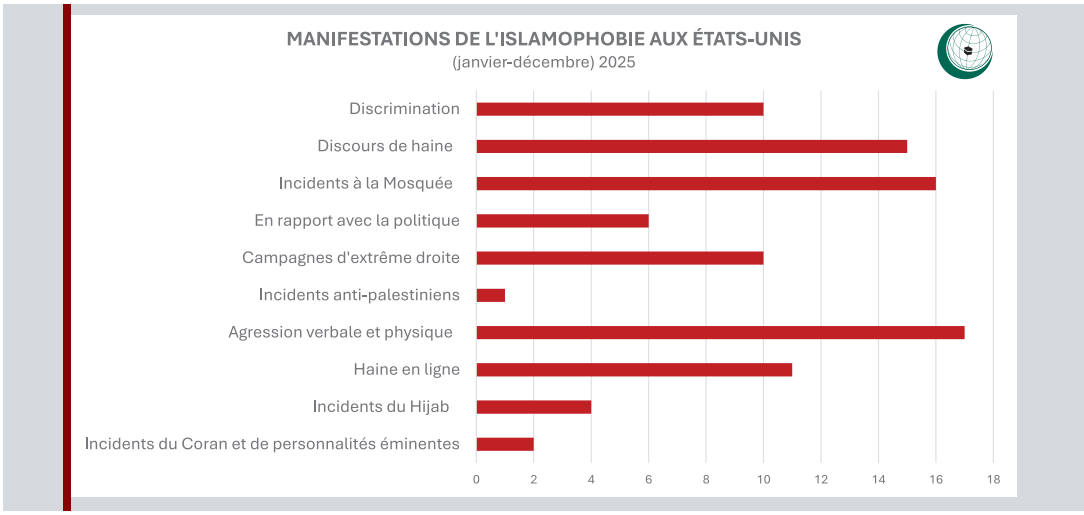
**La part** de 37% du Royaume-Uni dans les développements positifs mondiaux – la plus élevée de tous les pays surveillés – démontre qu'en dépit de la montée sans précédent des incidents islamophobes, des forces compensatoires importantes existent au sein de la société et des institutions britanniques. La responsabilisation judiciaire à travers des condamnations pour terrorisme et des poursuites pour crimes de haine, des mesures d'application de la loi contre les militants d'extrême droite et les auteurs de crimes de haine, des initiatives de politique publique protégeant les communautés musulmanes, une représentation politique historique, des réformes institutionnelles au sein de la BBC et de la police et une solidarité interreligieuse dynamique représentent collectivement une résistance significative à la normalisation de la haine antimusulmane.

**Cependant,** ces développements positifs doivent être contextualisés par rapport à la part de 23% du Royaume-Uni dans les manifestations islamophobes mondiales. L'écart entre les initiatives positives (37%) et les incidents négatifs (23%) suggère que si la Grande-Bretagne dispose de mécanismes robustes pour lutter contre l'islamophobie, l'ampleur et l'intensité de la haine antimusulmane restent profondément troublantes. L'efficacité des réponses judiciaires et policières dépend d'une application cohérente, de ressources adéquates et d'une volonté politique qui peut fluctuer. Les initiatives interconfessionnelles, bien qu'inspirantes, atteignent un public limité par rapport à l'amplification massive de la haine à travers les plateformes de médias sociaux et les réseaux d'extrême droite financés par des acteurs internationaux.

**Néanmoins,** ces développements positifs démontrent que des récits et des pratiques alternatifs d'inclusion, de reddition de comptes et de solidarité persistent malgré les tentatives politiques d'intégrer l'islamophobie. Ils prouvent qu'avec une pression soutenue de la société civile, un leadership politique, une vigilance judiciaire, une responsabilisation des forces de l'ordre, des réformes institutionnelles et une organisation communautaire à la base, la trajectoire de la haine antimusulmane peut être remise en question et les engagements fondamentaux du Royaume-Uni en faveur de l'égalité, de la diversité et de la dignité humaine peuvent être défendus et renforcés. La proportion substantielle de développements positifs mondiaux originaires du Royaume-Uni nourrit l'espoir que la nation conserve les ressources institutionnelles, politiques et sociales nécessaires pour affronter et finalement surmonter la crise de l'islamophobie qui menace ses communautés musulmanes et ses valeurs démocratiques.

# LES ÉTATS-UNIS

**En 2025,** les États-Unis sont apparus comme un foyer majeur d'islamophobie en 2025, représentant 20% des cas documentés dans le monde – une augmentation significative par rapport aux 14% de l'année précédente. Cela a positionné les États-Unis comme le deuxième lieu le plus répandu pour les incidents antimusulmans dans le monde, derrière seulement l'Inde (34%) et devant le Royaume-Uni (23%). La forte augmentation reflète une normalisation alarmante de la haine antimusulmane dans de multiples secteurs de la société américaine, du discours politique et des établissements d'enseignement aux plateformes de médias sociaux et à la violence de rue.



## Augmentation Sans Precedent Des Violations Des Droits Civils

**Les organisations** de défense des droits civiques ont documenté un nombre record de plaintes tout au long de 2024 et en 2025. La surveillance nationale a révélé 8 658 plaintes relatives aux droits civils en 2024 – le nombre le plus élevé jamais enregistré depuis le début du signalement systématique en 1996, soit une augmentation de 7,4% par rapport à 2023. L'État de Floride a connu des développements particulièrement troublants ; les plaintes ayant augmenté de 22%, soit près de trois fois le taux national. Pour la première fois en plus de deux décennies de surveillance, la discrimination des points de vue est devenue la principale cause de plaintes ; les personnes qui critiquaient les politiques du gouvernement israélien, exprimaient leur solidarité avec les Palestiniens ou condamnaient les crimes de guerre présumés à Gaza, étant accusées d'antisémitisme ou même de terrorisme.

**Ces accusations** se sont avérées non seulement diffamatoires mais dangereuses, contribuant à une atmosphère où les Américains musulmans et leurs alliés faisaient face à des représailles professionnelles, à des sanctions éducatives et à des menaces physiques pour avoir exercé un discours protégé par la Constitution. L'accroissement du nombre de plaintes à la suite des attaques du Hamas, du 7 octobre 2023, contre Israël et de l'assaut ultérieur d'Israël contre Gaza a démontré comment les conflits internationaux se traduisaient directement par une persécution intérieure des musulmans américains.

## Discrimination Dans Les Établissements D'enseignement

**Les milieux** éducatifs sont apparus comme des environnements particulièrement hostiles pour les étudiants et les professeurs musulmans durant l'année 2025. Un rapport de l'Université de Harvard, publié le 29 avril 2025, a révélé que les étudiants et le personnel étaient confrontés à d'importants préjugés antimusulmans ainsi qu'à des préjugés anti-israéliens et antisémites. Les résultats, produits par un groupe de travail sur la lutte contre « les préjugés antimusulmans, anti-arabes et anti-palestiniens », ont fait ressortir que « les membres des communautés musulmanes, arabes, palestiniennes et pro-palestiniennes ont déclaré se sentir jugés, mal représentés et réduits au silence. » Des femmes musulmanes portant le hijab et des étudiantes pro-palestiniennes portant des keffiehs ont parlé de harcèlement verbal et d'être traitées de « terroristes », voire même de se faire cracher dessus.

**Près** de la moitié des étudiants et du personnel musulmans interrogés ont déclaré se sentir physiquement en danger sur le campus, tandis que 92% pensaient qu'ils s'exposeraient à des sanctions professionnelles ou académiques pour avoir exprimé des opinions politiques. Un étudiant anonyme a décrit le climat de manière catégorique : « En tant qu'étudiants musulmans, nous vivons constamment dans la peur... Des camions circulent sur le campus depuis des mois, affichant les visages d'étudiants musulmans... mes pairs qui ont perdu leur emploi simplement parce qu'ils dirigeaient des organisations confessionnelles musulmanes ont été laissés de côté une fois leurs offres révoquées... S'il y avait des camions antisémites circulant sur le campus et des avions survolant des slogans antisémites, je ne puis m'empêcher de croire que Harvard aurait fait plus pour l'arrêter. »

**Le cas** d'Umaymah Mohammad illustre les représailles institutionnelles contre les étudiants musulmans. Peut-être le seul étudiant aux États-Unis suspendu de l'école de médecine pour des remarques sur Israël et Gaza, Mohammad a intenté une action en justice fédérale, le 4 août 2025 contre l'Université Emory d'Atlanta, alléguant une discrimination en vertu du titre VI de la Loi sur les droits civils. Le procès était centré sur « la discrimination intentionnelle et les représailles » d'Emory au cours de la procédure disciplinaire après que Mohammad eut parlé de Democracy Now ! en avril 2024 sur le climat, sur le campus pour les manifestants et a exprimé son inquiétude au sujet d'un professeur de la faculté de médecine Emory qui s'était porté volontaire comme médecin dans l'armée israélienne. Emory a conclu que Mohammad « avait violé » les normes et les attentes de la profession médicale » et l'a suspendue de l'école de médecine pendant un an, repoussant son diplôme à 2029. Son appel a été rejeté.

**L'intimidation** systématique a tourmenté les étudiants musulmans à travers le pays. Une enquête menée au Tennessee auprès de 201 élèves et membres de leur famille a révélé que plus d'un tiers des élèves avaient été victimes d'intimidation ; les adultes à l'école faisant des commentaires causant de l'inconfort. Les élèves du primaire ont signalé des taux d'intimidation islamophobe plus élevés que les élèves plus âgés, y compris des événements impliquant des coups ou des poussées. Plus alarmant encore, 47% des élèves du primaire et 13% des collégiens et lycéens ont changé leur apparence, leur comportement ou d'autres qualités pour cacher qu'ils étaient musulmans, tandis que seulement 26% des soignants savaient que leurs enfants avaient été victimes d'intimidation ou de harcèlement. Lorsque les élèves ont signalé des incidents aux adultes, 28% ont déclaré que rien

n'avait changé dans les écoles élémentaires et 16% ont indiqué que la situation s'était aggravée.

**Les données** californiennes publiées le 31 octobre 2025 ont révélé que la moitié des élèves musulmans âgés de 11 à 18 ans ont été victimes d'intimidation à l'école de la part de leurs pairs, en raison de leur identité religieuse – deux fois plus que la moyenne nationale. L'enquête complète menée auprès 1802 élèves de 48 comtés a révélé que 67% des élèves victimes d'intimidation n'ont pas signalé leurs expériences au personnel de l'école parce qu'ils se sentaient sous-évalués, effrayés ou confrontés à des processus de signalement peu clairs. De plus, 43% des élèves interrogés ont déclaré avoir manqué l'école en raison de l'intimidation, dépassant largement la moyenne nationale d'absentéisme.

## Impacts A Long Terme Des Politiques Discriminatoires Sur La Sante

**Des recherches** publiées en 2025 ont documenté les effets néfastes durables des politiques discriminatoires sur les communautés musulmanes. Une étude évaluant l'impact de « l'interdiction musulmane » de 2017 sur l'utilisation des soins préventifs chez les enfants d'ascendance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) a révélé une diminution des visites médicales de routine et des vaccinations associées. Avant la mise en place de cette politique, les enfants MENA bénéficiaient de taux de visites de routine plus élevés que les enfants blancs non hispaniques. La fréquence mensuelle de ces visites a diminué de 20% après janvier 2017, entraînant une baisse cumulative de 6%. L'étude a également montré une diminution de 12,5% du nombre total de vaccinations chez les enfants MENA par rapport aux enfants blancs non hispaniques après l'application de la politique.

**Les chercheurs** ont constaté des résultats étonnamment nuancés : plutôt que d'éviter complètement les rendez-vous, les familles emmenaient leurs enfants chez les professionnels de santé, mais étaient plus susceptibles de refuser la vaccination — une manifestation d'une méfiance accrue envers l'autorité, façonnée par la surveillance gouvernementale sous les administrations Bush et Obama, qui avait renforcé la défiance envers les autorités civiles et les professionnels de santé. Cela montre comment les politiques discriminatoires peuvent engendrer des conséquences durables sur la santé publique, s'étendant bien au-delà de leur mise en œuvre initiale.

## Rhetorique Politique Toxique Et Mobilisation Extremiste

**Durant l'année 2025,** le discours politique a largement contribué à l'environnement hostile auquel sont confrontés les musulmans américains, avec des élus et des candidats promouvant ouvertement des récits islamophobes. Le représentant de la Floride, Randy Fine, a été désigné comme « extrémiste antimusulman » et fut inscrit sur une « liste de haine contre l'islamophobie », le 10 juin 2025, après avoir utilisé un « langage violemment incessant dirigé contre les musulmans et les Palestiniens. » Interrogé au sujet de ses commentaires sur Fox News, que certains ont interprétés comme un soutien à l'utilisation d'armes nucléaires à Gaza, Fine a répondu : « Cela montre la sophistication des médias musulmans-terroristes qui sont capables de convaincre des gens comme vous d'interpréter (les choses de cette façon)… Maintenant je reconnais que la moitié des habitants de Gaza sont mariés à leurs cousins, donc vous allez trouver beaucoup de personnes avec des déficiences mentales. » Des organisations ont qualifié ces propos sur les Gazaouis de « racistes et déshumanisants », notant que Fine avait « invoqué des stéréotypes islamophobes et anti-palestiniens et incité à la violence contre les musulmans et les Palestiniens, tant dans le pays qu'à l'étranger, en toute impunité » pendant des années.

**Le 6 décembre 2025,** lors d'une audition au Congrès, Fine a suggéré que les « musulmans modérés » devraient être détruits, se vantant de ne pas avoir peur d'être qualifié d'islamophobe. Il a évoqué le mythe selon lequel les israéliens étaient interdits de certaines zones de la Cisjordanie occupée en raison d'un « apartheid » imposé aux colons israéliens, déformant la réalité selon laquelle des panneaux militaires israéliens avertissaient les colons de ne pas pénétrer dans les villes palestiniennes pour des raisons de sécurité — alors que les colons, souvent armés et protégés par les forces israéliennes, envahissaient et pillaient régulièrement des villages palestiniens, tuant au moins deux citoyens américains lors d'attaques de colons en 2025.

**Le représentant** républicain de l'Utah, Burgess Owens, a provoqué une controverse, le 25 juillet 2025, après avoir partagé une vidéo antimusulmane provenant d'un compte sur X/Twitter qui publiait fréquemment du contenu haineux suprématiste blanc. La vidéo incendiaire, restée sur le profil d'Owens pendant plus de 14 heures avant d'être supprimée, montrait une femme faisant de fausses affirmations xénophobes, notamment que l'islam « ne considère même pas le viol comme un crime » et que « le Royaume-Uni et maintenant l'Amérique sacrifient leurs épouses et leurs filles pour obtenir des points de diversité ». La

vidéo affirmait que les immigrés musulmans « détestent les femmes, les enfants, les Blancs, l'Amérique et la civilisation occidentale. »

**Chandler Langevin,** Conseiller municipal républicain à Palm Bay, en Floride, a refusé de présenter des excuses en janvier 2025 après avoir écrit sur X que l'islam « existe dans le seul but de conquérir la chrétienté et d'anéantir le peuple juif » et que, par conséquent, « ils » n'ont pas leur place en Amérique. Le Commissaire à l'Agriculture du Texas, Sid Miller, a enfoncé le clou avec un message islamophobe sur les réseaux sociaux représentant l'islam comme un serpent serrant la jambe d'un cow-boy, avec un couteau étiqueté « solution » utilisé pour tuer le serpent, sous-titré « Il est temps… », provoquant l'indignation des musulmans texans.

**Les campagnes** politiques d'extrême droite ont atteint des niveaux sans précédent. Valentina Gomez Noriega, ancienne candidate du Missouri au poste de Secrétaire d'État, arrivée sixième lors des primaires, s'est présentée à la Chambre des Représentants des États-Unis dans le 31ème district du Texas avec un programme axé sur l'expulsion des musulmans de l'État. Dans une vidéo annonçant sa campagne, elle déclarait : « Votez pour moi afin que nous puissions chasser tous les musulmans sales du Texas… Je ferai du Texas le pire endroit pour les musulmans terroristes et les immigrés illégaux, que Dieu m'aide. » Elle a rendu publique une publicité de campagne anti-islamique dans laquelle elle mettait le Coran en feu avec un lance-flammes, déclarant : « Vos filles seront violées et vos fils décapités, à moins que nous arrêtions l'islam une bonne fois pour toutes. » Noriega affirmait que New York avait « cédé à l'islam », faisant probablement référence à la victoire électorale de Zohran Mamdani, et que le Michigan et le Minnesota avaient également « cédé », avertissant que si le Texas « cédait à l'islam », ce serait parce que les électeurs n'avaient pas voté correctement.

**Le candidat** républicain au poste de gouverneur, Anthony Hudson, a appelé à une marche de protestation, à Dearborn, le 18 novembre 2025, sous le slogan d'une « Croisade américaine » visant à interdire la loi islamique et à « protéger les chrétiens. » Hudson a accusé à tort la ville d'appliquer la loi de la Charia et a promis de déployer la Garde nationale du Michigan à Dearborn « pour protéger les habitants contre la loi de la charia et contre toutes les absurdités qui s'y passent. ». Le 18 novembre, des nationalistes blancs et des militants d'extrême droite sont descendus à Dearborn pour organiser un rassemblement anti-islam, au cours duquel ils ont tenté de bruler un exemplaire du Coran ; des influenceurs conservateurs populaires proférant des insultes racistes, déployant

une banderole sur laquelle on pouvait lire « Américains contre l'islamisation », et frappant un Coran avec une tranche de bacon. Un participant s'est ensuite rendu à une réunion du conseil municipal et, en direct, a crié aux conseillers : « Fichez le camp de mon pays. Nous ne vous voulons pas ici. »

## Attaques Violentes Et Crimes Haineux

**La violence** physique a représenté la manifestation la plus inquiétante de l'islamophobie tout au long de 2025. Trois femmes musulmanes ont été violemment agressées verbalement alors qu'elles priaient dans un parking à Alpharetta, en Géorgie, au Avalon Shopping Pavilion. Les femmes ont déclaré qu'un homme s'était donné la peine de les insulter et de lancer des remarques racistes, les suivant malgré leurs tentatives de s'éloigner. On pouvait l'entendre dire sur des enregistrements : « Vous adorez un faux dieu. Allez retourner dans votre pays. »

**Le 20 mars 2025,** une femme musulmane somalienne a été agressée par quatre personnes à 8 heures du matin aux Southpark Apartments à Franklinton, dans l'Ohio, alors qu'elle revenait chez elle après avoir déposé ses enfants à l'arrêt de bus pour l'école. Une vidéo montrait la femme entourée de deux femmes et d'un homme ; l'une des femmes se ruant sur elle et la frappant, tandis qu'une seconde femme commençait à l'attaquer par derrière. L'homme a également participé à l'agression et les images montrent trois agresseurs battant la femme musulmane allongée au sol. Des organisations de défense ont appelé à une enquête et à des poursuites pénales pour ce qu'elles ont qualifié de possible crime de haine.

**Des accusations** de terrorisme ont été portées contre Joseph Fisher, un adolescent du Comté de Stewart, arrêté fin décembre 2024, pour avoir communiqué des menaces de violence de masse. L'enquête a commencé lorsque Meta Platforms a alerté le FBI au sujet d'un compte Instagram envoyant des messages concernant la planification d'une fusillade de masse. Fisher était animé par la haine des Juifs, des Afro-Américains et des musulmans, croyant qu'il était « destiné à tuer. » Comme d'autres auteurs de fusillades de masse qu'il admirait, Fisher a posé pour une photo avec une arme longue, préparé une vidéo de témoignage et commencé à rédiger son manifeste. Début décembre 2024, Fisher a choisi comme cible une mosquée à Nashville, déclarant : « J'ai changé pour une mosquée comme Brenton », en référence au terroriste de Christchurch, Brenton Tarrant.

**Un homme** de Floride, accusé de tentative de meurtre pour avoir tiré sur deux visiteurs israéliens, croyait que les victimes étaient des Palestiniens. Mordechai

Brafman a été inculpé pour deux chefs de tentative de meurtre après la fusillade à Miami Beach ; la police affirmant qu'il « avait déclaré spontanément qu'alors qu'il conduisait son camion, il avait vu deux Palestiniens et les avait abattus tous les deux. » Les deux victimes, un père et son fils juifs venus d'Israël, ont survécu. Cette affaire illustre comment la haine anti-palestinienne et antimusulmane peut conduire à la violence contre toute personne perçue comme appartenant aux groupes ciblés.

**Après** une série de vandalisme impliquant des graffitis sur des mosquées au Texas et en Californie, les dirigeants musulmans ont redoublé d'efforts pour protéger les lieux sacrés et les membres de la communauté. Les vidéos de sécurité de la mosquée Nueces, à Austin, ont montré une personne en train de peindre au spray ce qui semblait être des symboles de l'étoile de David sur la propriété. Des graffitis ont également été réalisés au Centre islamique du sud de la Californie à Los Angeles, y compris une étoile de David sur un mur extérieur. Le porte-parole Omar Ricci, également officier réserviste du département de police de Los Angeles, a déclaré: « À la lumière de ce qui se passe en Palestine et du génocide à Gaza, cela ressemblait à une attaque. »

## Haine en ligne et amplification algorithmique

**Les plateformes** de réseaux sociaux, en particulier X (anciennement Twitter), ont joué un rôle central dans l'amplification des discours islamophobes tout au long de l'année 2025. Le milliardaire Elon Musk, qui dirige le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) sous la présidence de Donald Trump, a accusé l'USAID de soutenir le terrorisme en finançant 18 organisations caritatives, fondations et institutions liées à l'islam, aux Arabes ou dont le nom sonne arabe. Musk a republié un tweet affirmant que l'USAID avait alloué 165 millions de dollars à des organisations faussement accusées d'être des « organisations terroristes », ajoutant : « Comme beaucoup l'ont dit, pourquoi payons-nous des organisations terroristes et certains pays pour qu'ils nous haïssent ? » Le message a été vu par environ 13 millions de personnes et retweeté environ 48 000 fois. Musk a qualifié ces organisations de « terroristes » simplement parce que leurs noms comprenaient les mots « islam », « islamique » ou « Palestine », ainsi que celles dont les noms étaient arabes - aucun n'avait jamais été lié à des activités terroristes ni fait l'objet d'une enquête à ce sujet.

**Une étude** analysant 1 365 publications ayant suscité plus de 1,5 milliard d'interactions a révélé que les interventions personnelles de Musk, parallèlement à celles des chaînes d'extrême droite, ont joué un rôle déterminant dans la «

militarisation » du discours sur les gangs de proxénètes afin de faire des musulmans du Royaume-Uni, en particulier les hommes britanniques d'origine pakistanaise, des boucs émissaires, alors que les chefs de police affirmaient que la plupart des délits commis par ces gangs étaient le fait d'hommes blancs. L'analyse du code source ouvert de X a révélé que son système de recommandation donnait systématiquement la priorité aux contenus qui suscitaient l'indignation et provoquaient des échanges houleux, sans mesures de protection adéquates pour prévenir les préjudices.

**À la suite** du meurtre tragique de trois jeunes filles à Southport, au Royaume-Uni, un compte appelé « Europe Invasion », connu pour publier des contenus anti-immigrés et islamophobes, a publié que le suspect était « présumé être un immigrant musulman », recueillant plus de quatre millions de vues. En 24 heures, tous les messages X spéculant que l›auteur était musulman, réfugié, étranger ou arrivé par bateau ont été suivis et ont généré environ 27 millions d›impressions. Tommy Robinson a déclaré à ses 840 000 abonnés X qu›il y avait « davantage de preuves suggérant que l›islam est un problème de santé mentale plutôt qu›une religion de paix ». Dans les deux semaines qui ont suivi l›attaque de Southport, les publications de Robinson ont été vues plus de 580 millions de fois, une portée sans précédent pour une personnalité bannie de la plupart des plateformes grand public pour avoir enfreint les règles relatives aux discours haineux.

**L'islamophobie** en ligne a fortement augmenté après la victoire de Zohran Mamdani aux primaires démocrates pour la mairie de New York. Une étude a recensé 6 669 publications mentionnant Mamdani et des thèmes connexes entre le 13 et le 30 juin, générant au total 419,2 millions d'interactions. Du 13 au 23 juin, le nombre moyen de publications haineuses était compris entre 56 et 264 par jour. Le 24 juin, jour des primaires, ce nombre est passé à 899 publications. Le 25 juin, il a explosé pour atteindre 2 173 publications en une seule journée. Sur les 1 933 publications examinées de plus près, 39,4 % contenaient des propos explicitement antimusulmans visant soit Mamdani en particulier, soit les musulmans en général, présentant souvent l'islam comme incompatible avec la fonction publique avec des expressions telles que « candidat musulman radical » et des avertissements sur la « prise de pouvoir de la charia ». Les publications évoquaient les images du 11 septembre, décrivaient Mamdani comme un « djihadiste », un « musulman radical » ou un « sympathisant terroriste » et appelaient à son expulsion avec des expressions telles que « renvoyez-le ».

**Les révélations** sur les réseaux sociaux ont montré comment la haine antimusulmane était fabriquée, monétisée et délibérément diffusée dans les flux d'information des publics occidentaux. La mise à jour du panneau « À propos de ce compte » de X a révélé que de nombreux comptes antimusulmans très actifs se prétendant patriotes britanniques ou américains étaient en réalité gérés depuis des pays d'Asie et d'Afrique. Les opérateurs ont appris à tirer profit des peurs et des préjugés des gens en publiant des contenus islamophobes qui devenaient systématiquement viraux, et les publications virales étaient synonymes de revenus. Une enquête a révélé qu'un créateur de contenu sri-lankais aurait gagné 300 000 dollars en produisant des publications antiimmigré et islamophobes destinées à plaire au public, admettant ouvertement cibler les Britanniques plus âgés parce qu'« ils n'aiment pas les immigrés ». Son réseau de pages comptait plus d'un million d'abonnés qui promouvaient des discours anti-travaillistes et antimusulmans tout en soutenant des personnalités telles que Nigel Farage.

**Les contenus** haineux générés par l'IA ont « fortement augmenté » depuis mi 2024, une étude ayant recensé 1 326 images et vidéos générées par l'IA et accessibles au public, provenant de 297 comptes sur trois plateformes et publiées entre mai 2023 et mai 2025. Près de 187 publications sur X, Facebook et Instagram considérées comme violant les règles communautaires ont été signalées, mais aucune n'a été supprimée, ce qui souligne l'incapacité persistante des plateformes à appliquer leurs politiques. Les contenus haineux générés par l'IA tournaient principalement autour de quatre thèmes : la sexualisation des femmes musulmanes, les discours d'exclusion et de déshumanisation, les récits conspirationnistes et l'esthétisation de la violence. Les publications présentant une représentation sexualisée des femmes musulmanes ont suscité le plus d'engagements (6,7 millions), représentant souvent des femmes musulmanes en burqa entourées de groupes d'hommes, avec des légendes insinuant des liens familiaux incestueux.

**Même** les plateformes de jeux vidéo sont devenues des vecteurs d'islamophobie. Une enquête menée sur Roblox, qui compte en moyenne plus de 100 millions d'utilisateurs quotidiens, a révélé l'existence de discours haineux et discriminatoires exposant les enfants à des propos racistes et blasphématoires dans les chats des jeux et les contenus générés par les utilisateurs. Les contenus se moquant de Dieu et glorifiant la violence contre les Palestiniens provenaient de mèmes viraux « Italian brain rot » (pourriture cérébrale italienne) représentant des images absurdes générées par l'IA avec une narration pseudo-italienne,

notamment Bombardiro Crocodilo, un bombardier militaire à tête de crocodile qui a suscité l'indignation pour s'être moqué du massacre d'enfants à Gaza. Les organisations de défense des droits ont fait remarquer : « Cela normalise cette pratique en la présentant comme amusante, tendance et cool, mais cela finit par nuire aux communautés marginalisées et créer un environnement dangereux pour elles. »

## Normalisation de l'extrémisme

**Paradoxalement,** alors que le nombre de groupes haineux et extrémistes recensés est passé de 1 430 en 2023 à 1 371 en 2024, soit une baisse de 5 %, les recherches attribuent cette diminution non pas à un déclin de leur influence, mais au fait que de nombreux partisans ont estimé que leurs convictions s'étaient normalisées au sein du gouvernement et de la société en général. Ces groupes utilisent « des tactiques politiques, communicationnelles, violentes et en ligne pour élaborer des stratégies et mettre en place des infrastructures de formation afin de diviser le pays, démoraliser la population et démanteler la démocratie ». La baisse du nombre de groupes organisés reflète un sentiment d'urgence moindre à s'organiser séparément, car les croyances extrémistes se sont infiltrées dans la politique, l'éducation et la société en général.

**La chroniqueuse** britannique Melanie Phillips a déclaré lors d'une conférence « Rage Against the Hate » (Rage contre la haine) à New York, une semaine avant que la ville n'élise son premier maire musulman de l'histoire, que « l'Occident est confronté à un culte de la mort dans les forces de l'islam ». Cette remarque, reprise par des voix britanniques, européennes, américaines et israéliennes, a suscité des hochements de tête approbateurs sans nécessiter de preuves, bien qu'elle soit historiquement infondée. Cela a démontré que de telles déclarations étaient compréhensibles et même réconfortantes pour un public qui ne voyait aucun problème à qualifier une religion mondiale d'intrinsèquement meurtrière.

## Constats de l'Observatoire de l'islamophobie

**La part** de 20 % des manifestations islamophobes mondiales aux États-Unis en 2025 représente une crise profonde qui menace les droits constitutionnels, la sécurité physique et le sentiment d'appartenance des musulmans américains. La convergence de violations record des droits civils, de discrimination et d'intimidation systématiques dans l'éducation, de rhétorique politique toxique de la part d'élus et de candidats, de crimes haineux violents, d'amplification algorithmique des théories du complot sur les plateformes de médias sociaux,

de contenus déshumanisants générés par l'IA et de normalisation des croyances extrémistes dans le discours dominant a créé un environnement où la haine antimusulmane opère avec une ampleur et une impunité sans précédent.

**L'utilisation** des accusations de terrorisme ou d'antisémitisme comme arme pour faire taire les critiques à l'égard des politiques du gouvernement israélien, la suspension d'étudiants et le licenciement de professeurs pour avoir défendu la cause palestinienne, la cible mise sur des organisations caritatives musulmanes, les répercussions à long terme des politiques discriminatoires sur la santé et la création de contenus islamophobes à des fins lucratives démontrent que la haine antimusulmane s'est systématiquement ancrée dans de multiples secteurs de la société américaine. Le fait que le nombre de groupes haineux ait diminué non pas parce que l'extrémisme a reculé, mais parce que les croyances extrémistes se sont normalisées au sein du gouvernement et de la société, marque un tournant critique pour la démocratie américaine, le pluralisme et le principe fondamental selon lequel tous les citoyens, quelle que soit leur religion, méritent une protection égale, la dignité et la liberté de participer pleinement à la vie civique sans crainte de persécution ou de violence.

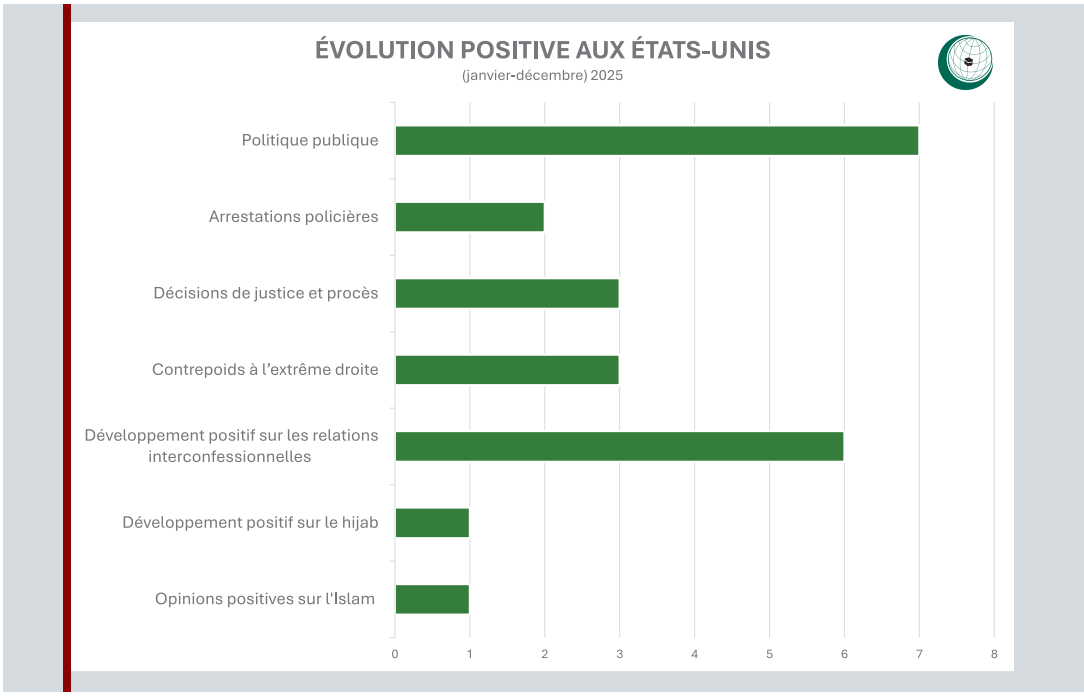
## ÉVOLUTIONS POSITIVES AUX ÉTATS-UNIS

**Malgré** la recrudescence alarmante des incidents islamophobes tout au long de l'année 2025, les États-Unis ont réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre la haine antimusulmane, représentant 31 % des évolutions positives mondiales selon les conclusions de l'Observatoire. Cette proportion importante met en évidence l'approche multiforme adoptée par le pays pour lutter contre les sentiments antimusulmans à travers des initiatives institutionnelles, juridiques, communautaires et politiques. Ces développements sont particulièrement remarquables compte tenu des tensions qui ont émergé à la suite des attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et de l'assaut israélien sur Gaza qui a suivi, qui ont déclenché une hostilité accrue envers les communautés musulmanes et arabes à travers le pays.

### Responsabilité judiciaire et poursuites pénales

**Le système** judiciaire s'est révélé être un rempart essentiel contre l'islamophobie, avec plusieurs affaires importantes qui ont abouti à la condamnation des auteurs de crimes haineux antimusulmans tout au long de l'année 2025. Le 11 février

2025, un adolescent californien qui avait menacé de commettre une fusillade de masse dans une mosquée de Sanford a été condamné à quatre ans de prison par un tribunal d'Orlando. Alan Winston Filion, de Lancaster, en Californie, a reconnu devant un tribunal fédéral avoir proféré des menaces contre la mosquée Masjid Al Hayy en mai 2023. Filion avait contacté le bureau du shérif du comté de Seminole, affirmant qu'il allait commettre une fusillade de masse au nom de Satan, déclarant qu'il possédait un AR-15 et des bombes artisanales, et diffusant un enregistrement de coups de feu en arrière-plan.




**Le 21 mars 2025,** une élève de 12 ans a été accusée de crime haineux devant un tribunal pour mineurs après avoir prétendument fait partie d'un groupe qui a agressé deux jumelles musulmanes de cinquième dans leur collège de Waterbury, dans le Connecticut. La jeune fille a été accusée d'intimidation fondée sur le sectarisme et les préjugés au premier et au deuxième degré. Les enquêteurs ont déterminé que l'altercation, au cours de laquelle les jumelles de 13 ans ont eu leur hijab arraché et ont été frappées à coups de pied et de poing dans le vestiaire des filles pendant le cours de gymnastique, était motivée par la religion et/ou l'origine ethnique, ce qui correspond à la définition juridique d'un crime haineux.

**Le bureau** du procureur du comté de Santa Clara a inculpé un homme de Morgan Hill pour crime haineux après qu'il ait agressé verbalement et physiquement un groupe de fidèles musulmans pendant le ramadan. Les organisations de défense des droits civiques ont noté que, bien que la région de la baie de San Francisco soit l'une des communautés les plus diversifiées culturellement du pays, la haine

restait très présente, conduisant à des agressions contre des personnes de races et de religions différentes. La volonté des autorités judiciaires de poursuivre ces affaires en tant que crimes haineux a envoyé un message important en matière de responsabilité.

**Les forces** de l'ordre ont également fait preuve d'une intervention proactive. Le 24 mars 2025, Michael Hanson, un ancien combattant, a été arrêté après avoir prétendument menacé de tuer des musulmans au West Valley Islamic Center. Selon les documents de la police, Hanson a déclaré qu'il regardait le film « American Sniper » lorsqu'il a décidé de chercher le centre musulman le plus proche « pour montrer sa force ». Les agents ont trouvé Hanson, qui semblait en état d'ébriété, en train de chahuter les fidèles avant de partir, puis de revenir pour tenter de se cacher près d'une benne à ordures. Son arrestation avant qu'il ne puisse mettre à exécution ses menaces de violence a constitué une mesure préventive cruciale.

## Initiatives publiques globales

**Tout** au long de l'année 2025, des initiatives publiques à différents niveaux du gouvernement ont permis de mettre en place des protections structurelles pour les communautés musulmanes. La poursuite des efforts engagés depuis la toute première stratégie nationale de lutte contre l'islamophobie, lancée en décembre 2024 et décrivant plus de 100 mesures pour combattre la haine, la violence, les préjugés et la discrimination à l'encontre des musulmans et des Américains d'origine arabe a fourni un cadre global abordant la sensibilisation, la sécurité, les aménagements religieux et la solidarité entre les communautés.

**Les initiatives** législatives ont démontré un soutien institutionnel croissant en faveur des droits civils des musulmans. Le 1er février 2025, la représentante Ilhan Omar a annoncé que le sénateur Cory Booker, la représentante Jan Schakowsky et elle-même « réintroduisaient le projet de loi Combating International Islamophobia Act visant à créer un poste d'envoyé spécial au département d'État dédié à la lutte contre cette haine dangereuse ». Le projet de loi, qui avait été adopté par la Chambre des représentants en décembre 2021 par 219 voix contre 212, mais qui avait été bloqué au Sénat, prévoyait la création d'un poste d'envoyé spécial chargé de surveiller et de lutter contre l'islamophobie au sein du département d'État américain. Le sénateur Booker a souligné : « En créant un poste d'envoyé spécial au département d'État, nous pouvons élaborer un plan global pour lutter contre l'islamophobie et aider à combattre la haine où et

quand elle se manifeste... Garantir que les gens puissent pratiquer leur foi sans craindre la discrimination ou la violence est l'une des valeurs fondamentales de notre nation. »

**La représentante** Judy Chu et le sénateur Chris Coons ont réintroduit en 2025 le projet de loi NO BAN (National Origin-Based Antidiscrimination for Nonimmigrants), qui empêcherait à l'avenir toute interdiction visant les personnes de confession islamique ou tout autre groupe religieux en renforçant la loi sur l'immigration et la nationalité afin d'interdire la discrimination fondée sur la religion. Le projet de loi exigerait que toute suspension d'entrée aux États-Unis soit strictement adaptée, étayée par des preuves crédibles et soumise à une consultation appropriée avec le Congrès.

**Le 23 janvier 2025,** le bureau du procureur général du Nevada, Aaron Ford, a annoncé le lancement d'une ligne d'assistance téléphonique pour signaler les crimes haineux à l'échelle de l'État, après avoir reçu un financement fédéral de 1 164 424 dollars. Le Nevada était le seul État à bénéficier de cette subvention pour mettre en place ce type de programme. Les victimes pouvaient signaler les crimes haineux et s'informer sur les services d'aide disponibles, ce qui constituait une infrastructure importante pour documenter les incidents haineux et y répondre.

## Reconnaissance et aménagements dans le domaine de l'éducation

**Les établissements** d'enseignement ont pris des mesures importantes pour reconnaître les besoins religieux des Américains musulmans. Le conseil scolaire du comté de Prince William a apporté des modifications importantes à son calendrier scolaire 2025-2026 afin de refléter la diversité croissante de sa communauté. Le 22 janvier 2025, le conseil a voté à l'unanimité l'ajout de l'Aïd al-Adha comme jour férié scolaire officiel et a avancé d'un jour le début de l'année scolaire. L'Aïd al-Adha pour l'année scolaire 2025-2026 tombe le 27 mai 2026.

**Le district** scolaire Anaheim Union High School District (AUHSD) a annoncé le 27 février 2025 une initiative visant à fournir des kits repas gratuits à emporter aux élèves musulmans qui jeûnent pendant le ramadan. Ces kits de repas gratuits ont été mis à la disposition des élèves du 3 au 21 mars 2025. Ils ne contenaient pas de viande et comprenaient des composants pour le petit-déjeuner et le déjeuner. Dans son communiqué de presse, l'AUHSD a déclaré : « Offrir des repas aux élèves qui observent le ramadan est un geste de respect et de soutien, tout en leur permettant de maintenir leur niveau d'énergie et de participer activement à leur vie scolaire et sociale. »

**L'université** de Toronto a annoncé le 29 novembre 2025 qu'elle allait mettre en place un groupe de travail composé du président, du vice-recteur et du vice-président, le Muslim, Arab, and Palestinian Discrimination Working Group (MAP DWG). Ce groupe examinerait les programmes, les activités, les processus et les pratiques de l'université et formulerait des recommandations pour soutenir la réponse de l'université à la discrimination antimusulmane, anti-arabe et anti-palestinienne.

**Des mesures** disciplinaires ont été prises lorsque des enseignants ont violé les droits des élèves. Un enseignant du secteur public de Pennsylvanie a été mis en congé administratif le 25 janvier 2025 après avoir qualifié un élève palestino-américain du collège d'extrémiste. Le district scolaire de Central Dauphin a déclaré avoir pris connaissance des allégations selon lesquelles l'enseignant aurait tenu des propos désobligeants la semaine précédente dans le cadre d'un programme parascolaire, affirmant qu'il ne tolérerait aucun discours raciste. De même, un enseignant d'une école primaire du Maryland a fait l'objet de mesures disciplinaires après avoir été accusé d'avoir maltraité une élève musulmane de 8 ans à l'école primaire Cabin Branch de Clarksburg. Les écoles publiques du comté de Montgomery auraient retiré l'enseignant de sa classe et veillé à ce qu'il n'ait plus aucun contact avec l'élève après avoir reçu des informations selon lesquelles il aurait humilié, menacé et intimidé l'enfant au sujet de son hijab, l'aurait exhortée à « retirer son hijab » et lui aurait imposé des mesures disciplinaires plus sévères, ce qui a entraîné une anxiété importante, notamment de multiples crises de panique nécessitant des soins médicaux.

## Reconnaissance culturelle et gestes symboliques

**Les initiatives** de reconnaissance culturelle ont démontré une reconnaissance croissante de la place des musulmans américains dans la société. Le 29 janvier 2025, le Sénat de l'État de New York a adopté une résolution reconnaissant officiellement le 1er février 2025 comme Journée mondiale du hijab. La résolution, présentée par la sénatrice Roxanne Persaud, visait à « encourager la tolérance religieuse, la compréhension culturelle et la solidarité internationale ». Les organisations de défense des droits ont souligné que « la Journée mondiale du hijab, qui en est à sa 12e édition, est une plateforme visant à promouvoir la compréhension, à démanteler les stéréotypes et à célébrer l'autonomisation des femmes qui choisissent de porter le hijab ».

**Le représentant** de la Chambre du Texas, Salman Bhojani, a déposé la résolution 85 de la Chambre, reconnaissant le 15 mars comme Journée internationale de lutte contre l'islamophobie au Texas. Le 15 mars marque l'anniversaire des attentats de 2019 contre les mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande, au cours desquels 51 fidèles musulmans ont été assassinés dans un acte terroriste. Cette reconnaissance officielle a démontré l'engagement de l'État à reconnaître et à combattre l'islamophobie.

## Responsabilité en cas d'incidents motivés par la haine

**Lorsque** des incidents islamophobes se sont produits, les mécanismes de responsabilité ont parfois fonctionné efficacement. Perry Greene, ex-mari de la représentante américaine Marjorie Taylor Greene, a présenté ses excuses publiques le 4 avril 2025 à trois femmes musulmanes qu'il avait agressées verbalement lors d'une conférence de presse organisée par la section géorgienne d'organisations de défense des droits. La confrontation avait eu lieu le 30 mars 2025 au centre commercial Avalon à Alpharetta, lorsque trois femmes portant le hijab se sont arrêtées dans un parking tranquille pour prier. Une vidéo montrait l'homme se penchant hors d'un Tesla Cybertruck pour adresser des propos haineux aux femmes. Après la diffusion de la vidéo sur Internet, qui a suscité l'indignation de la communauté, les excuses ont été présentées au lieu de culte des femmes à Johns Creek pendant la prière du vendredi. Greene a déclaré : « Je voulais simplement leur faire savoir que je leur présente mes excuses les plus sincères, car personne ne devrait être traité de cette manière, et ce n'est pas ainsi qu'il faut traiter les personnes différentes... J'espère qu'elles trouveront dans leur cœur la force de me pardonner et que nous ne devrions pas tolérer cela dans notre société. »

**Meta** a imputé la responsabilité à un problème technique après qu'une personne ayant signalé une menace présumée contre une mosquée de Sydney sur Instagram ait reçu une notification indiquant que celle-ci n'avait pas enfreint les normes communautaires en matière de violence. Après l'arrestation d'un adolescent de 16 ans à Bunbury à la suite d'une menace présumée faisant référence à « Christchurch 2.0 », une référence apparente au massacre de 51 fidèles en 2019 —, Meta a envoyé une notification à la personne qui avait signalé le contenu, indiquant que son équipe avait conclu que celui-ci « n'enfreignait pas les normes communautaires ». Le 7 mars 2025, Meta a présenté ses excuses en déclarant : « Le commentaire menaçant Christchurch 2.0 a été supprimé dès que nous en avons pris connaissance... Nous savons qu'un utilisateur a reçu par erreur

une réponse automatique incorrecte un jour après que le contenu ait déjà été traité, très probablement en raison d'une erreur technique. » Bien que la réponse initiale ait été inadéquate, la reconnaissance et la correction finales de Meta ont représenté un certain niveau de responsabilité.

## Solidarité interconfessionnelle et formation d'une coalition

**La solidarité** interconfessionnelle est apparue comme une puissante force d'opposition à l'islamophobie tout au long de l'année 2025. Plus d'une douzaine de chefs religieux chrétiens et juifs ont envoyé des lettres de mise en demeure le 22 août 2025 aux élus locaux, les exhortant à dénoncer la « rhétorique haineuse » du président du Parti républicain du comté de Tarrant, Bo French, à l'égard du représentant musulman Salman Bhojani. French avait appelé les autorités fédérales à « dénaturaliser et expulser » Bhojani, qui est musulman et pakistanais. Les chefs religieux ont écrit qu'ils étaient profondément troublés par les commentaires de French et ont demandé aux élus de dénoncer « l'islamophobie et toutes les formes de sectarisme ».

**Lorsque Valentina Gomez,** candidate républicaine au Congrès du Texas, a suscité l'indignation après avoir brûlé un Coran avec un lance-flammes dans une publicité électorale affirmant que cet acte était « inspiré par Jésus-Christ », le pasteur chrétien Michael Woolf, de la Lake Street Church d'Evanston, a condamné cette profanation comme une déformation du message de Jésus. Le pasteur a souligné que l'islam vénère Jésus et partage de nombreux récits avec la Bible, avertissant que de tels actes reflètent une montée de la haine antimusulmane et peuvent alimenter la violence dans le monde réel. S'appuyant sur son expérience en tant que cofondateur d'une initiative interconfessionnelle, il a exhorté les chrétiens à lutter contre les préjugés en renforçant la solidarité avec les musulmans et en favorisant la compréhension par le dialogue, soulignant que la véritable foi chrétienne ne réside pas dans la destruction, mais dans l'amour, le respect et le soutien à ceux qui sont confrontés à la haine.

**Une coalition** d'organisations juives progressistes a condamné l'Anti-Defamation League en 2025 pour ce qu'elle a qualifié d'attaques « islamophobes et racistes » contre le maire élu de New York, Zohran Mamdani. Des organisations telles que New York Jewish Agenda, Bend the Arc: Jewish Action, IfNotNow, J Street NYC, Jews for Racial & Economic Justice et T'ruah: The Rabbinic Call for Human Rights ont critiqué la création par l'ADL d'un « Mamdani Monitor » chargé de suivre les politiques et les nominations de personnel. Les signataires

ont déclaré : « Indépendamment de notre vote ou de notre opinion sur Israël et la Palestine, nous nous opposons fermement aux attaques islamophobes et racistes des institutions qui prétendent représenter nos communautés. » Les groupes ont déclaré leur intention de collaborer avec Mamdani dans sa lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de haine, déclarant : « Ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir une ville fondée sur la justice, la dignité et l'attention portée à chaque New-Yorkais. »

**Des personnalités** médiatiques de premier plan ont également réagi contre la rhétorique antimusulmane. Piers Morgan et Tucker Carlson ont discuté de religion et d'identité culturelle lors d'une récente conversation, Morgan soulignant que le débat public autour des musulmans en Grande-Bretagne avait souvent été déformé, déclarant : « Il y a près de 4 millions de musulmans dans le pays, ce qui représente environ 6 % de la population... L'amplification excessive du problème de l'islam, comme le disent les gens, ou du problème musulman, a été largement exagérée. » Carlson a approuvé, affirmant que les discours hostiles à l'égard des musulmans étaient fabriqués de toutes pièces : « C'est une opération évidente. Détester les musulmans. Non, nous savons d'où cela vient. » Lorsque Morgan a déclaré qu'il n'aimait pas cette façon de présenter les choses en rejetant la faute sur les musulmans, Carlson a répondu : « Je déteste ça. » Carlson a fait valoir que l'hostilité envers tout groupe religieux était mauvaise, affirmant que la haine des musulmans était « la même » que la haine des chrétiens ou des juifs.

## Constats de l'Observatoire de l'islamophobie

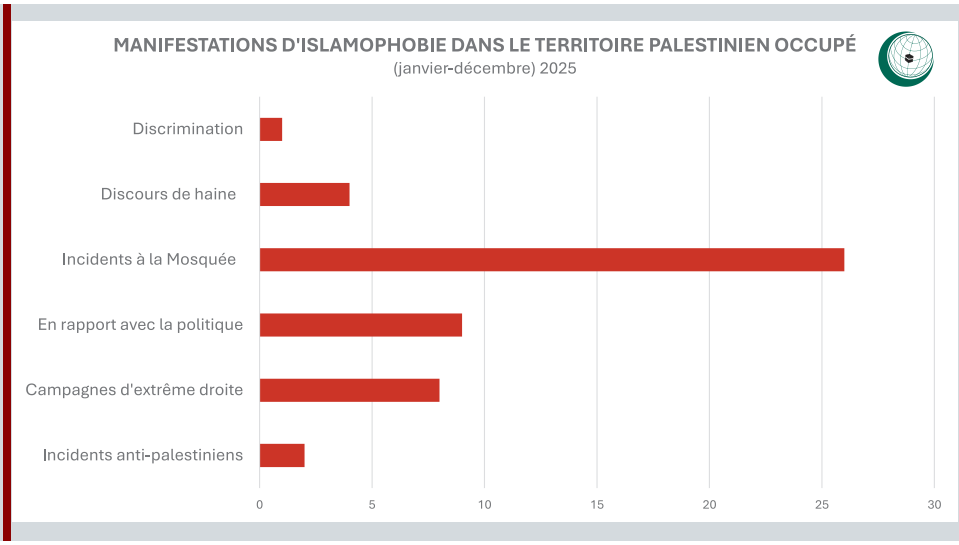
**La part** de 31 % des États-Unis dans les développements positifs mondiaux démontre que, malgré la forte augmentation des incidents islamophobes (passant de 14 % à 20 % des manifestations mondiales), il existe des forces compensatoires importantes au sein de la société et des institutions américaines. La responsabilité judiciaire par le biais de poursuites pénales et d'accusations de crimes haineux, les initiatives législatives globales visant à lutter contre l'islamophobie au niveau national et international, les aménagements scolaires et la reconnaissance des fêtes musulmanes, les mesures disciplinaires à l'encontre des enseignants qui pratiquent la discrimination, la reconnaissance culturelle par le biais de résolutions officielles, la responsabilité des entreprises en cas de défaillance de leurs plateformes et la solidarité interconfessionnelle dynamique représentent collectivement une résistance significative à la normalisation de la haine antimusulmane.

**Cependant,** ces développements positifs doivent être replacés dans le contexte d'une augmentation sans précédent des violations des droits civils, du harcèlement scolaire systématique, des discours politiques toxiques tenus par des élus, des crimes haineux violents, ainsi que de l'amplification algorithmique des théories du complot. L'efficacité des réponses judiciaires et législatives dépend d'une mise en œuvre cohérente, de ressources adéquates et d'une volonté politique soutenue. Les initiatives interconfessionnelles et les actes individuels de responsabilité, bien qu'inspirants, touchent un public limité par rapport à l'amplification massive de la haine par les plateformes de médias sociaux et les campagnes politiques.

**Néanmoins,** ces développements démontrent que des discours et des pratiques alternatifs d'inclusion, de responsabilité et de solidarité persistent malgré les tentatives de banalisation de l'islamophobie à des fins politiques et financières. Ils prouvent qu'avec un plaidoyer soutenu, du courage politique, une vigilance judiciaire, un leadership éducatif, une responsabilité des entreprises et une organisation communautaire à travers les communautés religieuses, la trajectoire de la haine antimusulmane peut être remise en question et les engagements constitutionnels des États-Unis en matière de liberté religieuse, d'égalité de protection et de dignité humaine peuvent être défendus et renforcés. La proportion importante de développements positifs mondiaux provenant des États-Unis laisse espérer que le pays conserve les ressources institutionnelles, politiques et sociales nécessaires pour faire face à la crise de l'islamophobie qui menace ses communautés musulmanes et ses valeurs démocratiques fondamentales

## Territoire palestinien occupé

**Le territoire** palestinien occupé représentait 13 % des manifestations d'islamophobie dans le monde en 2025, soit une augmentation spectaculaire par rapport aux 6 % de l'année précédente. Cette forte escalade a placé le territoire au quatrième rang mondial des points les plus chauds, derrière l'Inde (34 %), le Royaume-Uni (23 %) et les États-Unis (20 %). La situation mérite une attention internationale urgente en raison de son caractère systématique et sanctionné par l'État, ainsi que de l'intensification des politiques et des pratiques visant spécifiquement les sites religieux islamiques, les pratiques religieuses et les fidèles tout au long de l'année 2025.




## Appropriation systématique de la mosquée d'Ibrahim

**La mosquée** d'Ibrahim à Hébron, au sud de la Cisjordanie occupée, est devenue le point central d'une campagne croissante d'appropriation religieuse et de saisie administrative tout au long de l'année 2025. Le 26 février 2025, les autorités d'occupation israéliennes ont informé l'administration de la mosquée que sa gestion avait été transférée du ministère des waqfs de l'Autorité palestinienne à l'Autorité israélienne de planification civile. Cela a représenté un changement fondamental dans le contrôle de l'un des sites les plus sacrés de l'islam, où le patriarche biblique Abraham (Ibrahim en arabe) serait enterré.

**Ce transfert** d'autorité faisait suite à des années d'empiétements progressifs. Vingt ans plus tôt, des colons avaient installé une tente dans la cour de la mosquée, la désignant comme lieu de culte, et elle y était restée depuis. Les colons réclamaient que l'endroit soit couvert de manière permanente afin de le transformer en un espace dédié à la prière. Les forces israéliennes ont commencé à construire un toit au-dessus de la cour le 9 juillet 2024, mais ont interrompu les travaux deux jours plus tard à la suite de protestations publiques à Hébron, notamment des sit-in et des manifestations. Le ministère palestinien des waqfs a rejeté la décision israélienne, affirmant son autorité sur la mosquée d'Ibrahim.

**La saisie** administrative s'est intensifiée tout au long de l'année 2025. Les autorités d'occupation israéliennes ont refusé de céder l'administration de la mosquée d'Ibrahim au ministère palestinien des waqfs pendant le ramadan, rompant ainsi d'avec la coutume établie chaque année. Le ministère des waqfs et des Affaires religieuses a annoncé que les autorités d'occupation israéliennes avaient refusé de céder l'autorité sur la mosquée de la vieille ville d'Hébron, y compris ses salles, ses places et ses installations, à l'administration des Affaires religieuses,

comme cela avait toujours été le cas les vendredis du mois béni du ramadan chaque année. Le ministère a déclaré : « Il s'agit d'une mesure dangereuse et sans précédent, compte tenu du moment où elle intervient, à savoir pendant le mois béni du ramadan, dans le cadre d'un plan systématique israélien visant à empêcher l'ouverture de l'ensemble de la mosquée aux musulmans. »

**Selon** les nouveaux chiffres publiés par le ministère palestinien des waqfs et des Affaires religieuses, Israël a empêché 44 fois l'appel à la prière musulmane depuis la mosquée d'Ibrahim rien qu'en février 2025. Le 2 mars 2025, le ministère a expliqué que les forces d'occupation israéliennes et les colons avaient intensifié leurs attaques contre les lieux saints islamiques sous prétexte de tourisme. Les forces d'occupation ont expulsé sans raison un certain nombre d'employés du ministère de la mosquée d'Ibrahim et leur ont interdit d'y entrer, soulignant que ces mesures s'inscrivaient dans le cadre des tentatives israéliennes de vider la mosquée de ses fidèles et de ses employés, après que son directeur en ait été expulsé la semaine précédente.

**Le 15 juillet 2025,** les autorités israéliennes ont achevé la saisie administrative en retirant à la municipalité palestinienne d'Hébron ses pouvoirs administratifs sur la mosquée d'Ibrahim et en les transférant à un conseil religieux de colons. Selon certaines informations, l'administration civile israélienne a réattribué l'autorité sur le site sacré au conseil religieux de la colonie de Kiryat Arba, adjacente à Hébron, en Cisjordanie occupée. L'étendue des pouvoirs transférés visait à faciliter des « changements structurels » sur le site, marquant le premier changement majeur dans le statut de la mosquée depuis les recommandations de 1994 de la commission Shamgar, qui avait divisé l'accès, attribuant 63 % du site aux fidèles juifs et 37 % aux musulmans. Cette division faisait suite au massacre perpétré en 1994 par le colon extrémiste Baruch Goldstein, qui avait tué 29 fidèles palestiniens pendant la prière de l'aube. Le transfert administratif de 2025 a effectivement achevé la transformation de la mosquée d'Ibrahim, qui est passée d'un lieu saint musulman avec un accès partiel pour les juifs à un site sous le contrôle du conseil religieux des colons.

## Escalade des violations dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa

**L'enceinte** de la mosquée Al-Aqsa, à Al-Qods-Est occupée, a connu un nombre record d'intrusions de colons et de violations systématiques tout au long de l'année 2024 et jusqu'en 2025. Selon les autorités palestiniennes, les colons israéliens hors la loi ont organisé 22 intrusions dans ce complexe sensible rien qu'en décembre

2024. Les observations ont montré qu'en 2024, 58 000 colons ont pénétré dans la mosquée Al-Aqsa, soit une augmentation de 13 % par rapport au précédent record établi en 2023, où 51 483 colons avaient mené des incursions similaires.

**Tout** au long de l'année 2024 et jusqu'en 2025, les cours de la mosquée Al-Aqsa ont été le théâtre d'une série de violations commises par des responsables israéliens extrémistes et des groupes de colons, qui ont rapidement répondu aux appels des organisations du « Mont du Temple » incitant à des assauts massifs, en particulier pendant les fêtes juives et sionistes. Ces incursions ont eu lieu dans le contexte de l'assaut continu d'Israël contre Gaza et des opérations militaires en Cisjordanie occupée depuis le 7 octobre 2023. Les autorités ont expliqué que les forces d'occupation israéliennes et les colons ont intensifié leurs attaques contre la mosquée, avec des intrusions visant à créer une nouvelle réalité en permettant aux colons d'accomplir des rituels religieux juifs. La police israélienne a assuré la protection des raids des colons, a entravé le travail des gardes de la mosquée et a restreint les fidèles musulmans par des arrestations et des fouilles.

**La violation** la plus provocatrice s'est produite le 3 août 2025, lorsque le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, déjà condamné pour avoir soutenu le terrorisme et incité au racisme anti-arabe en Israël, a suscité l'indignation après avoir conduit un groupe de fidèles à prier sur le site sacré le plus sensible d'Al-Qods, malgré un accord vieux de plusieurs décennies qui interdit aux Juifs d'y pratiquer leur culte. Ben Gvir a commémoré Tisha B'Av, un jour de deuil juif, dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa, connue des Juifs sous le nom de Mont du Temple. À cette occasion, il a appelé son pays à « conquérir » Gaza et à « encourager » les Palestiniens à quitter l'enclave.

**Si tout** le monde peut visiter le site, seuls les musulmans sont autorisés à y prier, conformément à un accord connu sous le nom d'« accord du statu quo », qui existe depuis qu'Israël a pris la vieille ville d'Al-Qods à la Jordanie en 1967. Ben Gvir s'était déjà rendu à plusieurs reprises dans ce complexe, notamment lors des précédentes commémorations de Tisha Beav, mais il n'y avait jamais dirigé de prière collective auparavant. Cette violation de l'accord sur le statu quo représentait une escalade dangereuse qui risquait de déclencher un conflit religieux bien au-delà du site immédiat.

## Incitation anti-arabe et antimusulmane soutenue par l'État

**L'incitation** anti-arabe et antimusulmane soutenue par l'État a atteint des niveaux alarmants tout au long de l'année 2025, les responsables gouvernementaux

et les événements financés par l'État normalisant la haine antimusulmane. Des milliers d'Israéliens ont participé à une marche financée par l'État dans le quartier musulman de la vieille ville d'Al-Qods, où de grands groupes ont scandé des slogans racistes tels que « Gaza est à nous », « Mort aux Arabes » et « Que leurs villages brûlent ». Cette marche annuelle, financée et promue par la municipalité d'Al-Qods, célèbre la prise et l'occupation par Israël d'Al-Qods -Est et de ses lieux saints lors de la guerre de 1967. La prise de contrôle israélienne n'a pas été reconnue au niveau international. La municipalité d'Al-Qods présente cet événement, connu sous le nom de « marche des drapeaux », comme une « procession festive » s'inscrivant dans un programme plus large d'événements célébrant la « libération » de la ville.

**Le 19 juillet 2025,** des dizaines de jeunes Juifs ont été filmés en train de saccager un cinéma d'Al-Qods tout en scandant « Mort aux Arabes » et en jetant des objets sur les employés arabes derrière le comptoir de la buvette. Les images montrent des groupes de jeunes hommes jetant des panneaux au sol, des gobelets jetables et ce qui semble être un casque de moto sur les employés arabes du Cinema City Theater d'Al-Qods. La police a déclaré n'avoir arrêté personne en lien avec cette émeute anti-arabe, démontrant ainsi l'impunité systémique dont bénéficient les auteurs de violences anti-arabes.

**Les responsables** du gouvernement israélien ont légitimé l'activisme d'extrême droite antimusulmane. À la mi-octobre 2025, Amichai Chikli, ministre israélien chargé de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme, s'est dit « fier d'accueillir le patriote britannique » Tommy Robinson après l'attaque terroriste perpétrée dans une synagogue de Manchester. Il a salué l'activiste d'extrême droite comme un « leader courageux en première ligne contre l'islam radical ». L'ancienne ministre conservatrice Sayeeda Warsi a critiqué le « comportement irresponsable et profondément dangereux » d'Israël qui a invité « un homme condamné à plusieurs reprises pour violence et fraude ». Cette adhésion officielle à un islamophobe de renommée internationale a démontré que le gouvernement israélien était à l'aise avec l'extrémisme antimusulman lorsqu'il s'alignait sur des positions politiques pro-israéliennes.

## Destruction systématique des infrastructures religieuses islamiques à Gaza

**L'assaut** de l'armée israélienne sur Gaza a entraîné une destruction sans précédent des infrastructures religieuses islamiques. Entre le 7 octobre 2023 et le 19 janvier 2025, l'armée israélienne a détruit 1 109 mosquées et 3 églises à

Gaza, selon le ministère des waqfs et des Affaires religieuses de Gaza. Parmi les mosquées visées, 834 ont été complètement détruites et 275 ont subi des dommages partiels ou graves. Les trois églises, toutes situées dans la ville de Gaza, ont également été démolies.

**Le ministère** a rapporté qu'au moins 315 responsables et employés de mosquées ont été tués, tandis que 27 autres ont été arrêtés. La destruction s'est étendue au-delà des lieux de culte à l'ensemble des infrastructures religieuses. Le ministère a affirmé que les forces israéliennes avaient pris pour cible 40 des 60 cimetières de Gaza, dont 21 ont été complètement détruits, accusant les soldats d'avoir exhumé et mutilé des corps dans ce qu'il a qualifié d'actes « barbares ». En outre, 643 propriétés religieuses auraient été détruites, ainsi que 30 institutions juridiques et 30 bâtiments administratifs, dont le siège du ministère et la radio Holy Quran. Le ministère a également déclaré que les forces israéliennes avaient endommagé ou détruit 20 véhicules appartenant au ministère.

**L'ampleur** et la nature systématique de la destruction, 1 109 mosquées détruites en environ 15 mois, représentent une moyenne de plus de deux mosquées détruites chaque jour. Ce schéma de destruction, combiné au ciblage des cimetières et des responsables religieux, suggère une destruction délibérée des infrastructures religieuses et culturelles islamiques plutôt que des dommages collatéraux résultant d'opérations militaires.

**En réponse** à ces destructions, le ministère a lancé la Minarets Coalition, une initiative visant à reconstruire les mosquées et les institutions religieuses à Gaza. La coalition regroupe des responsables religieux et caritatifs de plus de 30 pays, qui s'efforceront de soutenir les efforts de reconstruction et les projets de dotation dans la région. Cependant, la nature persistante du conflit et la destruction continue rendent la reconstruction impossible tant que les hostilités persistent.

## Intersection avec des schémas plus larges d'occupation et de colonialisme de peuplement

**Les manifestations** islamophobes dans les territoires palestiniens occupés ne peuvent être dissociées du contexte plus large de l'occupation militaire et du colonialisme de peuplement. La saisie administrative de la mosquée d'Ibrahim, les violations systématiques à Al-Aqsa, l'incitation à la haine soutenue par l'État lors de la marche du drapeau et la destruction massive de mosquées à Gaza ne sont pas des incidents isolés de préjugés religieux, mais des politiques systématiques visant à affirmer la souveraineté exclusive des Juifs sur des sites, des villes et des territoires qui abritent des populations musulmanes depuis des siècles.

**Le transfert** de la mosquée d'Ibrahim du contrôle palestinien au contrôle des colons israéliens, la violation de l'accord sur le statu quo d'Al-Aqsa par un ministre du gouvernement et la destruction de plus de 1100 mosquées à Gaza servent tous le même objectif politique : l'effacement ou la subordination de la présence religieuse musulmane dans les territoires qu'Israël cherche à contrôler. Le fait que ces actions soient menées ou cautionnées par les autorités étatiques, financées par les budgets gouvernementaux et impunies par les forces de l'ordre distingue les territoires palestiniens occupés d'autres foyers d'islamophobie où de tels actes sont généralement perpétrés par des acteurs non étatiques et condamnés (au moins nominalement) par les gouvernements.

## Normalisation de la haine antimusulmane par les canaux officiels

**Le financement** et la promotion par la municipalité d'Al-Qods de la marche des drapeaux dans le quartier musulman, où les participants scandent « Mort aux Arabes » et « Que leurs villages brûlent », représentent la normalisation officielle de la haine antimusulmane. Le fait de décrire un événement où l'on scande de tels slogans comme une « procession festive » célébrant la « libération » montre à quel point le sentiment antimusulman est profondément ancré dans le discours et la politique officiels israéliens.

**De même,** le fait que le ministre chargé de la lutte contre l'antisémitisme reçoive Tommy Robinson et le loue comme un « leader courageux en première ligne contre l'islam radical » montre que la haine antimusulmane est non seulement tolérée, mais aussi activement célébrée par certains éléments du gouvernement israélien lorsqu'elle s'aligne sur des positions politiques pro-israéliennes. Cela crée des réseaux internationaux reliant des responsables israéliens à des militants d'extrême droite antimusulmane en Europe et en Amérique du Nord, légitimant l'islamophobie comme une cause commune.

## Constats de l'Observatoire de l'islamophobie

**La part** de 13 % des manifestations islamophobes mondiales dans les territoires palestiniens occupés en 2025, soit plus du double de la proportion de l'année précédente, représente un phénomène qualitativement différent de l'islamophobie dans d'autres zones sensibles. Alors que l'Inde, le Royaume-Uni et les États-Unis connaissent principalement l'islamophobie par le biais d'acteurs non étatiques (bien que souvent encouragés par la rhétorique politique et les réponses inadéquates des gouvernements), les territoires palestiniens occupés connaissent l'islamophobie comme une politique délibérée de l'État mise en œuvre par la

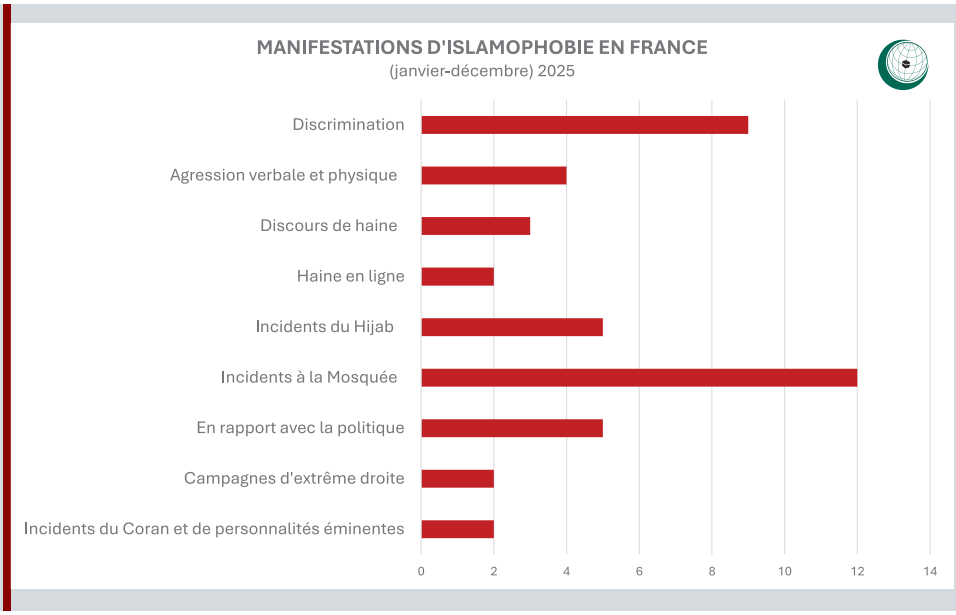
force militaire, la saisie administrative, l'action législative et l'incitation officielle.

**Le transfert** administratif de la mosquée d'Ibrahim au contrôle du conseil religieux des colons, la violation de l'accord sur le statu quo d'Al-Aqsa par un ministre du gouvernement dirigeant la prière juive sur le site, la marche aux drapeaux financée par l'État et accompagnée de chants génocidaires, la destruction systématique de 1109 mosquées à Gaza, le meurtre de 315 responsables religieux, la profanation de cimetières et l'adhésion officielle aux extrémistes antimusulmans internationaux démontrent collectivement que l'islamophobie dans les territoires palestiniens occupés fonctionne comme un instrument de contrôle territorial et d'ingénierie démographique plutôt que comme un simple préjugé ou une simple discrimination.

**Cette** nature systématique et cautionnée par l'État, combinée à l'ampleur de la destruction des infrastructures religieuses à Gaza et à la saisie progressive des lieux saints islamiques historiques en Cisjordanie et à Al-Qods-Est, fait des territoires palestiniens occupés un foyer d'islamophobie unique et particulièrement alarmant. Une intervention internationale urgente est nécessaire pour protéger à la fois les sites religieux musulmans d'importance mondiale et la population musulmane palestinienne vivant sous occupation.

## France

**La France** a représenté 10 % des manifestations islamophobes mondiales en 2025, soit une augmentation spectaculaire par rapport aux 2 % de l'année précédente. Cette multiplication par cinq a placé la France parmi les points chauds les plus préoccupants au monde en matière de sentiment antimusulman, reflétant à la fois une augmentation réelle des incidents et l'amélioration des mécanismes de signalement. La nature de ces événements révèle des préoccupations systémiques enracinées dans les politiques publiques, le discours politique et les attitudes sociétales qui ont créé un environnement de plus en plus hostile pour la population musulmane de France, la plus importante d'Europe occidentale.




## Augmentation spectaculaire des incidents antimusulmans

**Les données** officielles de la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT) ont fait état d'une augmentation spectaculaire de 72 % des actes antimusulmans au cours du premier trimestre 2025 par rapport à la même période en 2024. Le ministère a enregistré 79 actes antimusulmans entre janvier et mars 2025 : 26 en janvier, 17 en février et 36 en mars, contre 46 incidents au cours de la même période en 2024 (14 en janvier, 11 en février et 21 en mars). En mai 2025, les autorités avaient enregistré 145 actes antimusulmans au cours des cinq premiers mois de l'année, soit une augmentation de 75 % par rapport aux 83 incidents survenus au cours de la même période en 2024.

**Plus alarmant encore,** les violences visant des individus ont plus que triplé. Les agressions directes contre des personnes ont représenté 99 cas au cours des cinq premiers mois de 2025, contre seulement 32 en 2024, soit plus des deux tiers de tous les actes islamophobes. Les données ont confirmé une forte escalade des attaques, qui ne se limitaient plus à des dommages matériels ou à des insultes, mais devenaient de plus en plus violentes et meurtrières.

**Le ministère** de l'Intérieur a reconnu que ces chiffres étaient probablement sous-estimés, car les victimes ne portent pas nécessairement plainte. Un partenariat entre les services de renseignement et les organisations de défense des droits a été progressivement mis en place afin d'améliorer le signalement des actes islamophobes. Sur l'ensemble de l'année 2024, 173 incidents antimusulmans ont été enregistrés, soit une baisse de 29 % par rapport aux 242 incidents de 2023, mais cette baisse s'est avérée temporaire, comme l'a démontré la forte augmentation observée au début de l'année 2025.

## Violence meurtrière et réponse inadéquate du gouvernement

**Deux** meurtres commis au printemps 2025 ont démontré les conséquences mortelles du climat toxique qui règne en France à l'égard des musulmans et ont révélé l'indifférence troublante du gouvernement. Le 25 avril 2025, Aboubakar Cissé, un ressortissant malien, a été poignardé à mort dans une mosquée de La Grand-Combe par un citoyen français. L'attaque a été filmée, montrant une islamophobie odieuse en action. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, également chargé des affaires religieuses, a publié un bref message de solidarité avec la communauté musulmane le jour du meurtre, mais n'a annulé aucun de ses nombreux engagements publics - il faisait campagne pour la présidence du parti conservateur, Les Républicains - pour se rendre immédiatement dans la ville comme il l'avait fait après d'autres incidents violents.

**Il a fallu** 24 heures au Premier ministre François Bayrou pour condamner « l'islamophobie ignoble [...] montrée dans la vidéo », et un jour de plus au président Emmanuel Macron pour s'exprimer publiquement, condamnant le « racisme » et la « haine religieuse » en France. Macron a été plus rapide à exprimer sa solidarité après une attaque à Vancouver, où un conducteur a foncé dans la foule lors d'un événement culturel philippin, même si cette tragédie s'est produite un jour après l'attaque de la mosquée en France.

**Aucun** membre du gouvernement ni aucun représentant de l'État n'a participé à la marche silencieuse à La Grand-Combe. Lorsque Retailleau s'est finalement rendu dans la ville le 27 avril, un retard critiqué même au sein de son propre parti, il s'est contenté de participer à des discussions à huis clos à la sous-préfecture et d'annoncer la mise en place d'une protection sécuritaire pour les mosquées. Il ne s'est pas rendu à la mosquée et n'a pas rencontré la famille de la victime. Interrogé lors d'une interview télévisée sur ce retard, Retailleau a justifié sa prudence par l'incertitude quant au mobile du crime, malgré la vidéo et les propos antimusulmans que le suspect aurait publiés en ligne. Tout au long de l'interview, Retailleau a simplement fait référence à la victime en tant qu'« individu », sans jamais mentionner son nom, et a ensuite imputé le meurtre à la « société multiculturelle » française.

**Les dirigeants** de la communauté musulmane ont critiqué la stigmatisation des musulmans en France et se sont dits choqués par la lenteur de la réaction des autorités après le meurtre du jeune homme. Le recteur de la mosquée Sud-Nîmes et vice-président de l'organisme représentatif des musulmans a souligné le contraste frappant avec les réactions du gouvernement face à d'autres incidents violents.

**Le 31 mai 2025,** Hichem Miraoui, un coiffeur tunisien vivant dans le village de Puget-sur-Argents près de Fréjus, a été abattu de cinq balles près de son domicile et est décédé sur place. Le meurtrier présumé, un Français qui serait le voisin de Miraoui et un passionné de tir sportif, s'est enfui en voiture et a été arrêté à proximité après que sa compagne ait alerté la police. Il avait également blessé un Turc à la main. Le procureur régional Pierre Couttenier a déclaré que le meurtrier présumé « avait publié deux vidéos sur son compte de réseau social contenant des propos racistes et haineux avant et après son attaque ». Les médias français ont rapporté que l'homme avait prêté allégeance au drapeau français et appelé les Français à rechercher et à abattre les personnes d'origine étrangère.

**Les procureurs** spécialisés ont ouvert une enquête sur un « complot terroriste » motivé par la race ou la religion des victimes, estimant que le suspect voulait « troubler l'ordre public par la terreur ». L'avocat de la famille de Miraoui a déclaré : « La mort d'Hichem est la conséquence directe d'un climat alimenté par la stigmatisation... et la banalisation de la violence raciste. » Le meurtre a eu lieu quelques jours seulement après la publication par le gouvernement français d'un rapport controversé sur les Frères musulmans et « l'islamisme politique » en France.

## Stigmatisation soutenue par l'État à travers le rapport sur les Frères musulmans

**En mai 2025,** le gouvernement français a publié un rapport intitulé « Les Frères musulmans et l'islamisme politique en France », qui affirmait que les Frères musulmans et « l'islamisme politique » infiltraient les institutions françaises et menaçaient la cohésion sociale. Le rapport citait plusieurs organisations musulmanes et mosquées comme ayant des liens avec le groupe et affirmait que la campagne contre l'islamophobie était en soi un outil des Frères musulmans. Selon le rapport, l'activisme anti-islamophobie était utilisé pour discréditer les politiques laïques et présenter l'État comme raciste.

**Ce cadre** était conçu pour invalider les critiques légitimes des lois et pratiques discriminatoires et présenter toute reconnaissance publique du racisme antimusulman comme un programme islamiste caché. L'implication était claire : la visibilité et la dissidence des musulmans n'étaient pas seulement suspectes, elles étaient dangereuses. Le rapport a été commandité par l'ancien ministre de l'Intérieur et actuel ministre de la Justice Gérald Darmanin de l'ail dur, qui a accusé en 2021 la leader d'extrême droite Marine Le Pen d'être « trop laxiste » envers l'islam.

**Le Conseil** français du culte musulman (CFCM) a averti le 21 mai 2025 que les citoyens musulmans de France se sentaient de plus en plus exposés à une « suspicion constante » après la publication d'extraits du rapport. « De nombreux citoyens musulmans ont aujourd'hui le sentiment qu'ils ne sont plus à l'abri d'une suspicion constante », a déclaré le CFCM, s'alarmant des conséquences potentielles. Le Conseil a critiqué le rapport pour « alimenter une suspicion généralisée » et a appelé à une approche plus nuancée et fondée sur des données pour évaluer les menaces liées à l'extrémisme.

**Le rapport** a été publié quelques jours avant que Miraoui ne soit abattu et deux semaines après que les autorités françaises aient perquisitionné les domiciles de plusieurs membres fondateurs du Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE), basé à Bruxelles et vivant en France. Avec la recrudescence des attaques et des discriminations antimusulmanes, il est devenu de plus en plus difficile de croire que l'obsession de l'État français pour le « séparatisme islamiste » n'incitait pas à la violence contre la population musulmane française.

**L'analyse** du rapport a révélé qu'il ne visait pas à clarifier la politique ou à garantir la précision juridique, mais à politiser l'identité musulmane, à délégitimer la dissidence politique et à faciliter une nouvelle vague d'attaques de l'État contre la société civile musulmane. Comme de nombreuses déclarations et initiatives officielles, il servait à présenter la visibilité et la défense des musulmans comme des menaces existentielles pour la République française.

## Attaques contre des mosquées et des sites religieux

**Les attaques** physiques contre des mosquées se sont intensifiées tout au long de l'année 2025. Le 27 juin 2025, la mosquée El Hidaya à Roussillon, dans le sud de la France, a été attaquée et vandalisée : les fenêtres ont été brisées, le mobilier renversé et les murs recouverts de tracts racistes. Plus tôt dans le même mois, un exemplaire du Coran brûlé a été déposé à l'entrée d'une mosquée à Villeurbanne, près de Lyon.

**Le 8 septembre 2025,** neuf têtes de porc coupées ont été dispersées sur le pas des portes de mosquées à Paris et dans sa banlieue, dans ce qui a fait l'objet d'enquêtes des autorités françaises pour acte d'ingérence étrangère. Selon le parquet de Paris, deux individus au volant d'une voiture immatriculée en Serbie ont approché un agriculteur en Normandie pour acheter auprès de lui « une dizaine » de têtes de porc. Les images de vidéosurveillance les ont montrés arrivant dans le quartier d'Oberkampf à Paris. Après avoir déposé les têtes de

porc devant neuf mosquées, le véhicule a traversé la frontière franco-belge le 9 septembre 2025.

**Le parquet** de Paris a déclaré : « Les têtes de porc laissées devant des mosquées de la région parisienne ont été placées là par des ressortissants étrangers qui ont immédiatement quitté le pays, avec l'intention claire de semer le trouble au sein de la nation. » La procureure de Paris, Laure Beccuau, a expliqué : « L'objectif est de déstabiliser nos concitoyens, pour finalement les amener à s'interroger sur le pays dans lequel ils vivent, sur leur sécurité, puis, bien sûr, de créer des divisions entre les communautés. » Même si cet incident particulier impliquait des acteurs étrangers, il s'est produit dans un contexte plus large d'hostilité antimusulmane au niveau national, ce qui rendait ces provocations particulièrement dangereuses.

## Politiques discriminatoires et propositions législatives

**L'islamophobie** liée aux politiques s'est manifestée par de multiples mesures et propositions discriminatoires tout au long de l'année 2025. La Fédération française de football (FFF) a interdit aux joueurs musulmans de jeûner pendant le ramadan lorsqu'ils s'entraînent avec l'équipe nationale, ce qui a suscité des accusations de discrimination et divisé l'équipe. Les joueurs observant le ramadan ont été informés qu'ils ne pouvaient pas jeûner au centre d'entraînement de Clairefontaine et qu'ils ne pourraient rattraper les jours de jeûne manqués qu'après la fin des rencontres internationales.

**Le ministre** de l'Intérieur Bruno Retailleau a demandé que les femmes musulmanes soient interdites de porter le hijab lorsqu'elles accompagnent des enfants lors de sorties scolaires afin de contribuer à endiguer ce qu'il a qualifié de volonté islamiste d'imposer la charia en France. Cette mesure a été proposée alors que la France commémorait le dixième anniversaire de l'attentat terroriste contre Charlie Hebdo en 2015. Au cours de la dernière décennie, des voix se sont élevées pour réclamer une telle interdiction du port du voile par les mères qui accompagnent bénévolement les enfants lors des sorties scolaires organisées par les écoles publiques, au-delà de l'interdiction existante du port de couvre-chefs religieux dans les écoles publiques, elles-mêmes. En 2019, le Sénat a approuvé un projet de loi obligeant les femmes à retirer leur foulard lors de ces sorties, mais celui-ci n'est pas devenu une loi.

**En mai 2025,** avant une réunion gouvernementale de haut niveau pour discuter de ce qu'il a appelé « l'islamisme politique » en France, Gabriel Attal, ancien Premier ministre et chef du parti de Macron, Renaissance, a proposé d'interdire

« aux mineurs de moins de 15 ans de porter le voile dans les espaces publics ». Il a déclaré que le voile musulman porté par les jeunes filles « porte gravement atteinte à l'égalité des sexes et à la protection des enfants ». Attal a déclaré au Parisien qu'il souhaitait également introduire une infraction pénale de coercition pour les parents qui obligent leurs filles de moins de 18 ans à porter le voile.

**Les propositions** d'Attal ont été critiquées par certains membres de la gauche. Le député socialiste Jérôme Guedj a déclaré que M. Attal « courait après l'extrême droite » et tournait la laïcité française contre les musulmans. Ces propositions législatives ont montré à quel point les politiques antimusulmanes étaient de plus en plus normalisées dans tout le spectre politique, du centre à l'extrême droite

## Discrimination croissante et hostilité sociale

**Une enquête** publiée par un groupe français de défense des droits le 4 décembre 2025 a révélé une augmentation de la discrimination fondée sur la religion, en particulier à l'encontre des musulmans. Selon l'édition 2024 de l'enquête « Accès aux droits », 7 % des plus de 5 000 personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes de discrimination fondée sur la religion au cours des cinq dernières années, contre 5 % en 2016. L'enquête a révélé que 31 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été témoins de discrimination fondée sur la religion en 2024, contre 21 % en 2016.

**Plus significatif encore,** 34 % des musulmans ont déclaré avoir été victimes de discrimination fondée sur la religion, contre 27 % en 2016. En comparaison, 19 % des personnes se réclamant d'une autre religion et seulement 4 % des chrétiens ont déclaré avoir été victimes de discrimination en raison de leurs croyances religieuses. Lors des élections législatives de 2024, le défenseur des droits a également observé une augmentation de 53 % entre mai et juin des appels à la permanence téléphonique dédiée à la lutte contre la discrimination.

**Le 20 novembre 2025,** le Conseil français du culte musulman a critiqué un nouveau sondage sur les musulmans en France, l'accusant de renforcer la « stigmatisation » et de contribuer à un climat d'islamophobie croissante. Le conseil a déclaré que l'enquête était présentée comme « un instantané des relations entre les musulmans de France, l'islam et l'islamisme », mais qu'elle constituait en réalité « une nouvelle tentative de stigmatisation des citoyens français de confession musulmane et de leurs pratiques religieuses ».

**Le Conseil** a averti que certaines conclusions et interprétations du sondage étaient « discutables », soulignant qu'elles avaient été « largement adoptées et

exploitées par les milieux islamophobes » pour présenter les musulmans comme une « menace interne et existentielle » pour la société française. Le Conseil a souligné que le sondage lui-même contredisait les discours promus par les groupes d'extrême droite : « D'autres données, notamment le fait que les musulmans ne représentent pas plus de 7 % de la population française, sapent particulièrement la théorie du « grand remplacement ».

## Dimension internationale : l'extrême droite française s'en prend à un éducateur musulman britannique

**Des politiciens** d'extrême droite et des commentateurs médiatiques français se sont joints de manière inattendue aux attaques contre Sir Hamid Patel, un éminent dirigeant scolaire britannique fait chevalier en 2021 pour ses services rendus à l'éducation, lorsqu'il a été nommé président par intérim de l'Ofsted, l'organisme britannique de réglementation scolaire, en mars 2025. M. Patel est directeur général de Star Academies, un trust multi-académique très prospère qui gère 36 écoles à travers le Royaume-Uni, principalement dans des zones défavorisées.

**François**-Xavier Bellamy, membre du Parlement européen et vice-président du parti de droite Les Républicains, a relayé le 15 mars 2025 une fausse théorie du complot selon laquelle Patel faisait partie d'un « projet islamiste » visant à prendre le contrôle des institutions britanniques, écrivant : « Le projet islamiste consiste à prendre le contrôle des institutions, à commencer par les écoles. » Rien ne prouve que Patel ait jamais défendu une idéologie religieuse ou politique.

**Jean Messiha,** figure de proue de l'extrême droite française et ancien porte-parole du parti Reconquête du candidat à la présidentielle de 2022 Éric Zemmour, a publié une photo de Patel avec près de 300 000 abonnés sur X, accompagnée de la légende : « Je vous présente l'inspecteur général de l'éducation nationale de Grande-Bretagne. » Cette dimension internationale de l'islamophobie française a démontré comment les acteurs d'extrême droite française ont cherché à exporter leur politique antimusulmane particulière au-delà des frontières nationales.

## Constat de l'Observatoire de l'islamophobie

**La part** de 10 % de la France dans les manifestations islamophobes mondiales en 2025, soit cinq fois plus que l'année précédente, représente une crise profonde alimentée par les politiques publiques, la rhétorique politique et les attitudes sociétales qui ont créé un environnement de plus en plus dangereux pour les musulmans français. Les violences meurtrières qui ont coûté la vie à Aboubakar

Cissé et Hichem Miraoui, la réponse inadéquate du gouvernement à ces meurtres, la stigmatisation soutenue par l'État à travers le rapport sur les Frères musulmans, la hausse de 75 % des incidents antimusulmans avec un triplement des violences, les politiques discriminatoires visant les pratiques religieuses, du jeûne du ramadan au port du hijab, et la discrimination sociale croissante documentée dans les enquêtes démontrent collectivement que l'islamophobie en France opère avec l'aval de l'État et la normalisation politique.

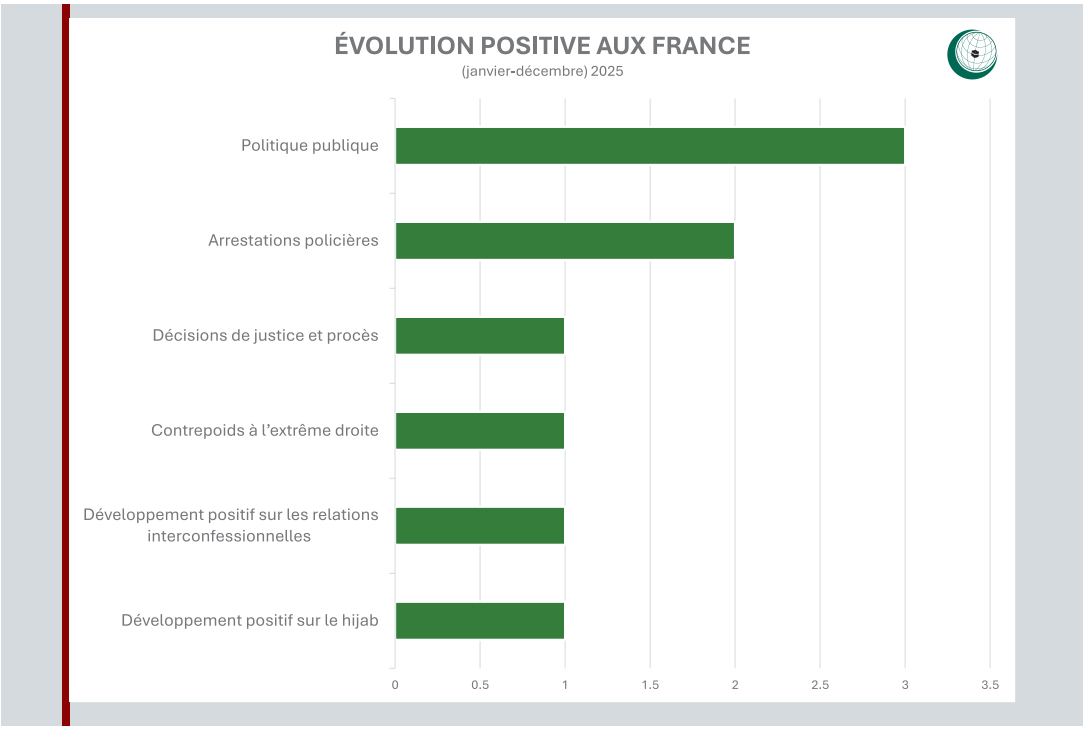
**Le fait** que le gouvernement français présente le militantisme anti-islamophobie comme une menace islamiste, que le ministre de l'Intérieur se réfère à la victime du meurtre simplement comme « l'individu » tout en blâmant la « société multiculturelle », que l'on propose d'interdire le hijab aux filles de moins de 15 ans dans tous les espaces publics et que la Fédération de football interdise le jeûne du ramadan démontre à quel point le sentiment antimusulman a imprégné les institutions françaises et le discours politique, du centre à l'extrême droite.

**Le fait** que les musulmans ne représentent que 7 % de la population française, mais 34 % des personnes victimes de discrimination fondée sur la religion, soit près de cinq fois plus que les chrétiens, et que les deux tiers de tous les actes antimusulmans commis au début de l'année 2025 aient impliqué des violences directes contre des individus, témoigne d'une crise croissante qui menace non seulement la sécurité et la dignité des musulmans français, mais aussi les valeurs républicaines fondamentales de liberté, d'égalité et de fraternité. Les meurtres de Cissé et Miraoui, survenus à quelques semaines d'intervalle dans un climat de stigmatisation encouragée par l'État, représentent l'aboutissement meurtrier d'une trajectoire qui exige un renversement urgent grâce à un leadership politique, une réforme institutionnelle et une prise de conscience sociétale des conséquences de la normalisation de la haine antimusulmane.

## ÉVOLUTIONS POSITIVES EN FRANCE

**Malgré** la hausse alarmante de 72 à 75 % des incidents antimusulmans tout au long de l'année 2025 et l'augmentation spectaculaire de 10 % des manifestations islamophobes mondiales en France, le pays a démontré d'importantes forces compensatoires grâce à des initiatives de politique publique, des interventions judiciaires, des mesures répressives et une opposition politique aux propositions discriminatoires. Selon les données de l'Observatoire, les développements positifs en France ont été menés par des mesures de politique publique, suivies

par des arrestations policières et des décisions judiciaires, avec des contributions supplémentaires provenant de contrepoids à l'extrémisme d'extrême droite, de développements positifs liés au hijab et d'initiatives interconfessionnelles. Ces développements, bien qu'insuffisants pour inverser la tendance générale à la hausse de l'islamophobie, ont démontré que les mécanismes de responsabilité, de protection et de résistance à la discrimination restaient opérationnels au sein des institutions et de la société françaises.




## Initiatives en matière de politique publique et leadership politique

**Le développement** le plus significatif en matière de politique publique s'est produit le 29 avril 2025, lorsque les législateurs français ont observé une minute de silence en hommage à Aboubakar Cissé, poignardé à mort dans une mosquée de la région sud du Gard. Cet hommage a été annoncé par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, qui a qualifié ce meurtre d'« assassinat lâche » qui « a choqué la nation ». Braun-Pivet a déclaré que la décision d'organiser cet hommage avait été prise après consultation de plusieurs chefs de groupes parlementaires, malgré l'absence de consensus initial. Cette reconnaissance officielle par le Parlement d'un meurtre islamophobe comme une tragédie nationale a représenté une reconnaissance symbolique importante de la violence antimusulmane et de la dignité des victimes musulmanes, contrastant fortement avec la réponse tardive et inadéquate du pouvoir exécutif.

**L'intervention** politique la plus significative est peut-être venue du Premier ministre François Bayrou, qui, le 27 mai 2025, a vivement critiqué la proposition de son prédécesseur et allié centriste Gabriel Attal d'interdire le port du voile islamique aux mineures de moins de 15 ans. Attal, le leader du parti politique Renaissance du président Emmanuel Macron, avait publiquement lancé cette proposition après la publication d'un rapport gouvernemental controversé sur les tentatives présumées de groupes supposément liés aux Frères musulmans d'« infiltrer » la société française. Tout en reconnaissant que le document contenait des éléments utiles, Bayrou a déclaré dans une interview que l'« ampleur » du problème devait encore être évaluée et que le gouvernement devait agir avec prudence par respect pour la communauté musulmane respectueuse des lois françaises.

**Plus important encore,** M. Bayrou a déclaré : « Je ne veux pas faire de l'islam un sujet d'obsession pour la société française. » Il a laissé entendre que la proposition de M. Attal pourrait aliéner de nombreux musulmans français et serait pratiquement impossible à appliquer, en posant la question suivante : « Cela signifie-t-il que, dans la rue, les policiers diront aux jeunes femmes : « Montrez-moi votre carte d'identité pour que je puisse vérifier si vous avez l'âge requis » ? » Cette opposition publique du Premier ministre en exercice à une proposition discriminatoire de l'ancien Premier ministre et chef du parti du président lui-même a représenté un rare moment de courage politique et de reconnaissance pragmatique du fait que l'attention croissante portée aux musulmans risquait d'aliéner fondamentalement une partie importante des citoyens français. L'intervention de Bayrou a démontré que, même au sein de l'establishment politique centriste, certains dirigeants reconnaissaient les dangers de faire de « l'islam un sujet de fixation » et étaient prêts à résister publiquement à la dérive vers la droite sur les questions musulmanes.

## Protection judiciaire et décisions de justice

**Le système** judiciaire français a fourni une protection cruciale contre les actions discriminatoires de l'État visant les établissements d'enseignement musulmans. À la mi-octobre 2025, une cour administrative d'appel française à Marseille a annulé la décision du gouvernement de fermer le collège islamique Ibn Sina à Nice, jugeant que les irrégularités financières alléguées étaient trop mineures pour justifier une telle mesure. L'affaire avait débuté en mars 2024, lorsque les autorités avaient ordonné la fermeture de l'école en vertu de la loi controversée sur la lutte contre le séparatisme.

**Fondée en 2016,** Ibn Sina accueille environ 130 élèves dans un quartier défavorisé de Nice et suit le programme national, auquel s'ajoutent des cours d'arabe et d'éthique islamique. La cour a jugé la fermeture disproportionnée et a suggéré que des mesures correctives plus légères auraient été plus appropriées. Rendue à la mi-octobre 2025, cette décision a marqué la troisième victoire juridique de l'école et a relancé le débat sur la liberté religieuse et le traitement des institutions islamiques en France.

**Cette** intervention judiciaire était particulièrement significative compte tenu du contexte plus large de pression exercée sur les établissements d'enseignement musulmans. La conclusion du tribunal selon laquelle la fermeture était « disproportionnée » pour des irrégularités financières mineures suggérait une reconnaissance judiciaire du fait que les institutions musulmanes étaient soumises à des normes différentes - et discriminatoires - par rapport aux autres établissements d'enseignement. Le fait qu'il s'agissait de la troisième victoire juridique de l'école démontrait à la fois la persistance des efforts du gouvernement pour fermer l'établissement et la résilience des protections judiciaires lorsqu'elles sont correctement invoquées. Cette décision a donné l'espoir que les tribunaux français pourraient servir de rempart contre l'application discriminatoire de la législation anti-séparatisme, alors même que les pouvoirs exécutif et législatif promouvaient des politiques de plus en plus restrictives.

## Responsabilité des forces de l'ordre

**Les forces** de l'ordre ont fait preuve d'une certaine réactivité face à la violence antimusulmane en procédant à des arrestations et à des enquêtes, même si l'adéquation de ces réponses reste sujette à débat. À la suite de l'incident du 8 septembre 2025, au cours duquel neuf têtes de porc coupées ont été dispersées sur le pas des portes de mosquées à Paris et dans sa banlieue, les autorités ont mené des enquêtes qui ont permis d'identifier les auteurs comme étant des ressortissants étrangers conduisant une voiture immatriculée en Serbie. Le parquet de Paris a qualifié cet incident d'acte d'ingérence étrangère avec « l'intention manifeste de provoquer des troubles dans le pays ».

**Bien que** les auteurs aient fui en Belgique avant de pouvoir être arrêtés, l'enquête a démontré la capacité des forces de l'ordre à identifier les coupables et à qualifier l'incident de manière appropriée comme une tentative de « créer des divisions entre les communautés ». La déclaration publique du procureur de Paris, Laure Beccuau, reconnaissant l'objectif de « déstabiliser nos concitoyens,

pour finalement remettre en question le pays dans lequel nous vivons et leur sécurité », a représenté la reconnaissance officielle de la manière dont de tels actes menacent la cohésion sociale et la sécurité de la communauté musulmane.

**À la suite** des meurtres d'Aboubakar Cissé et d'Hichem Miraoui, les forces de l'ordre ont arrêté des suspects dans les deux affaires. Dans le cas de Miraoui, des procureurs spécialisés ont ouvert une enquête sur un « complot terroriste » motivé par la race ou la religion des victimes, déterminant que le suspect, qui avait publié sur les réseaux sociaux des contenus racistes et haineux appelant les Français à rechercher et à abattre des personnes d'origine étrangère, voulait « perturber l'ordre public par la terreur ». Cette qualification appropriée de la violence antimusulmane comme terrorisme lorsqu'elle répond à la définition juridique a constitué une reconnaissance importante de la part du ministère public que cette violence menace l'ordre public et doit être traitée avec le sérieux qui s'impose.

## Amélioration des mécanismes de signalement et reconnaissance du sous-signalement

**La reconnaissance** par le ministère de l'Intérieur que les chiffres officiels étaient probablement sous-estimés, car les victimes ne portent pas nécessairement plainte, et sa déclaration selon laquelle un partenariat avec des organisations de défense des droits était « progressivement mis en place » afin de « permettre un meilleur signalement des actes islamophobes », ont constitué une reconnaissance institutionnelle importante des problèmes systémiques liés à la documentation des incidents antimusulmans. Cette transparence concernant les limites de la collecte de données actuelle et l'engagement à l'améliorer ont suggéré une certaine volonté officielle de prendre le problème au sérieux plutôt que d'en minimiser la portée.

**L'explication** du ministère selon laquelle l'augmentation de 72 % des incidents signalés au cours du premier trimestre 2025 était en partie « le résultat d'un travail progressivement mis en place » avec les organisations de défense des droits et « permettait une meilleure identification des actes antimusulmans et encourageait les victimes à porter plainte » démontrait la reconnaissance du fait que l'amélioration des mécanismes de signalement pouvait révéler des schémas de discrimination et de violence auparavant cachés. Cette reconnaissance, bien qu'elle ne s'attaque pas aux causes profondes de l'augmentation des incidents, suggère au moins un engagement institutionnel à mieux comprendre l'ampleur et la nature de l'islamophobie en France.

## Contre-discours et données remettant en cause les théories du complot d'extrême droite

**Dans** sa déclaration du 20 novembre 2025 critiquant les sondages sur les musulmans en France, le Conseil français du culte musulman a souligné que les données montrant que les musulmans ne représentent pas plus de 7 % de la population française « sapent particulièrement la théorie du « grand remplacement » promue par les groupes d'extrême droite ». Si le Conseil a critiqué la manière dont les résultats des sondages ont été exploités par les milieux islamophobes, la mise à disposition du public de données démographiques précises a fourni des contre-discours empiriques aux théories du complot alimentant le sentiment antimusulman.

**De même,** les données d'une enquête publiée par le Défenseur des droits le 4 décembre 2025, qui montrent que 34 % des musulmans ont déclaré avoir été victimes de discrimination fondée sur la religion, contre seulement 4 % des chrétiens, ont fourni des preuves statistiques d'une discrimination disproportionnée qui pourraient éclairer les réponses politiques et le discours public. La hausse de 53 % des appels à la ligne d'assistance téléphonique anti-discrimination lors des élections législatives de 2024 a démontré à la fois la réalité d'une discrimination accrue et l'existence de mécanismes de signalement permettant de documenter les tendances nécessitant une intervention.

## Limites et défis actuels

**Ces évolutions** positives doivent être replacées dans le contexte plus large de la crise croissante de l'islamophobie en France. La critique du Premier ministre Bayrou à l'égard de la proposition d'Attal d'interdire le hijab, bien que louable, n'a pas empêché Attal de faire cette proposition ni n'a remédié au rapport gouvernemental stigmatisant les organisations musulmanes qui l'avait précipitée. La minute de silence parlementaire en hommage à Cissé, bien que symboliquement importante, n'a pas pu compenser la réponse tardive et inadéquate de l'exécutif à son assassinat ni le refus du ministre de l'Intérieur Retailleau de même prononcer le nom de la victime.

**La victoire** judiciaire remportée par le collège islamique Ibn Sina, bien que significative, représentait la troisième bataille juridique de l'établissement, démontrant les efforts persistants du gouvernement pour le fermer malgré les décisions répétées des tribunaux en sa faveur. Les arrestations par les forces de l'ordre de suspects dans des meurtres antimusulmans, bien que nécessaires,

n'ont pas pu inverser le climat de stigmatisation qui a contribué à la violence ni répondre à la caractérisation par le ministre de l'Intérieur de cette violence comme une conséquence de la « société multiculturelle » plutôt que de la haine antimusulmane.

**La reconnaissance** du sous-signalement et l'amélioration des mécanismes de collecte de données, bien que constituant des mesures positives, ont révélé à quel point les incidents antimusulmans n'étaient auparavant ni documentés ni traités. La disponibilité de données démographiques remettant en cause les théories du complot du « grand remplacement » n'a pas empêché ces théories d'influencer le discours politique et les propositions politiques de l'ensemble du spectre politique, du centre à l'extrême droite.

## Constats de l'Observatoire de l'islamophobie

**Les développements** positifs en France, menés par des initiatives de politiques publiques, notamment le rejet par le Premier ministre Bayrou des propositions d'interdiction du hijab et la reconnaissance parlementaire des meurtres islamophobes, suivis par la protection judiciaire des institutions musulmanes, les enquêtes policières sur les violences antimusulmanes et l'amélioration des mécanismes de signalement, ont démontré qu'il existait au sein des institutions françaises des forces capables de résister à la normalisation de la discrimination et de la violence antimusulmanes.

**Cependant,** ces évolutions sont restées insuffisantes pour inverser la tendance générale mise en évidence par la hausse de 75 % des incidents antimusulmans, le triplement des violences visant des individus, les deux meurtres commis à quelques semaines d'intervalle, la stigmatisation encouragée par l'État à travers le rapport sur les Frères musulmans et les propositions systématiques de politiques de plus en plus restrictives visant les pratiques religieuses musulmanes. L'écart entre ces développements positifs limités et l'ampleur de la crise a mis en évidence le besoin urgent d'un leadership politique plus complet, d'une réforme institutionnelle, d'une intervention judiciaire solide et d'une prise de conscience sociétale des conséquences du traitement de l'islam comme un « sujet de fixation » pour la société française, précisément ce contre quoi le Premier ministre Bayrou avait mis en garde, mais que la trajectoire générale de la politique française a continué à promouvoir.



# RECOMMANDATIONS POLITIQUES

# RECOMMANDATIONS POLITIQUES

**L'islamophobie** est devenue un défi mondial urgent qui recoupe les questions de liberté religieuse, de droits de l'homme, de discrimination et de cohésion sociale. L'Organisation de la Coopération Islamique reconnaît que, pour lutter efficacement contre l'islamophobie, il faut adopter des approches coordonnées et multidimensionnelles impliquant les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les chefs religieux et les médias. Les recommandations politiques suivantes visent à fournir un cadre complet pour lutter contre l'islamophobie par le biais d'initiatives juridiques, éducatives, médiatiques et collaboratives.

## Cadres juridiques et politiques

- **Mettre** en œuvre les résolutions 16/18 et 53/1 des Nations Unies : exhorter les gouvernements nationaux à mettre pleinement en œuvre les recommandations et les mesures d'action énoncées dans les résolutions 16/18 et 53/1 des Nations Unies, qui traitent de l'intolérance religieuse et de la discrimination. Redynamiser le processus d'Istanbul en tant que mécanisme de suivi afin de garantir une mise en œuvre cohérente et la responsabilité. L'OCI devrait s'employer activement à redynamiser ce mécanisme essentiel, dont la visibilité a diminué depuis 2019, en explorant les possibilités de collaboration avec les organisations internationales, en particulier l'Union européenne, afin d'organiser des événements conjoints et de susciter des engagements stratégiques.
- **Élaborer** une législation contre l'islamophobie : créer un groupe ad hoc d'experts juridiques de l'OCI chargé d'élaborer une législation type qui définisse et interdise explicitement l'islamophobie, l'incitation à la haine religieuse et la profanation des symboles religieux. Cette loi type devrait être conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme tout en répondant aux défis spécifiques de la discrimination antimusulmane. Les États membres devraient approuver la stratégie globale de l'OCI pour lutter contre l'islamophobie, élaborée par l'Envoyé spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie en collaboration avec le Secrétariat général.
- **Criminaliser** les discours de haine et l'incitation à la haine : plaider en faveur de lois qui criminalisent les discours de haine et l'incitation à la violence

contre les musulmans, avec des sanctions claires en cas d'infraction. Ces lois devraient trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la protection contre la discrimination. Les États devraient être encouragés à criminaliser l'incitation à la violence fondée sur la religion ou les convictions, tout en maintenant un dialogue ouvert et constructif et une compréhension mutuelle.

- **Mettre** en place des mécanismes nationaux d'établissement des responsabilités : encourager les pays à mettre en place des mécanismes nationaux pour tenir responsables les médias qui perpétuent les discours haineux et l'intolérance religieuse, tout en respectant la liberté de la presse.
- **Prévenir** la diffamation religieuse et la profanation : plaider au sein de la communauté internationale en faveur de mesures juridiques et administratives globales visant à prévenir, interdire et sanctionner la diffamation de l'islam et la profanation des symboles religieux, en particulier le Coran. L'OCI devrait poursuivre ses actions diplomatiques et juridiques, notamment en adressant des communications officielles aux gouvernements des pays où de tels incidents se produisent, en exigeant des mesures préventives énergiques et en menant des consultations juridiques internationales afin de sensibiliser la communauté internationale à la sensibilité de ces actions provocatrices.

## Surveillance et collecte de données

- **Renforcer** l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI : renforcer les ressources, le personnel et les capacités de l'Observatoire de l'islamophobie de l'OCI afin de surveiller, d'analyser et de signaler de manière systématique les incidents islamophobes dans le monde entier. L'Observatoire devrait continuer son travail essentiel de surveillance des incidents de haine, de discrimination, d'hostilité, de violence et d'intolérance envers les musulmans et des actes de diffamation de l'islam ou de ses figures vénérées en publiant des rapports périodiques, dont des rapports de suivi mensuels sur le site Web de l'OCI.
- **Créer** un portail mondial de signalement des incidents : développer une plateforme en ligne multilingue et conviviale où les individus et les communautés peuvent signaler les incidents islamophobes. Cette base de données centralisée devrait recueillir des informations détaillées sur les incidents, les caractéristiques démographiques des victimes et les conséquences juridiques.
- **Conduire** des missions d'enquête : autoriser l'Envoyé spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie à mener des missions d'enquête en collaboration

avec la Commission permanente indépendante des droits de l'homme de l'OCI (CPIDH) afin d'enquêter sur les cas graves d'islamophobie et de discrimination.

- **Analyse** et évaluation des risques : analyser les données collectées afin d'identifier les schémas, les causes profondes et les nouvelles tendances en matière d'islamophobie. Développer des modèles d'évaluation des risques afin de prévoir les pics potentiels d'incidents islamophobes en fonction des tendances sociales, politiques et médiatiques. Continuer à produire des évaluations trimestrielles complètes qui fournissent des informations essentielles pour éclairer les processus d'élaboration des politiques, en intégrant stratégiquement ces résultats analytiques dans les déclarations et discours officiels de l'OCI.
- **Tenir** et mettre à jour la liste des « pays préoccupants » : continuer à mettre à jour et à affiner la liste des pays où les politiques et les actions islamophobes sont répandues, en particulier celles qui mettent en danger la sécurité des sites religieux. Cette liste doit être régulièrement revue et mise à jour dans les rapports annuels destinés aux États membres.

## Éducation et sensibilisation

- **Promouvoir** les réformes éducatives : plaider en faveur de réformes éducatives dans les écoles et les universités afin d'inclure des modules complets sur la tolérance religieuse, le respect des symboles religieux et la lutte contre l'islamophobie.
- **Développer** des programmes de formation : concevoir des boîtes à outils et des modules de formation destinés aux forces de l'ordre, aux éducateurs et aux dirigeants communautaires sur l'identification, la prévention et la réponse aux incidents islamophobes.
- **Lancer** des campagnes de sensibilisation du public : élaborer du matériel pour les campagnes de sensibilisation du public, notamment des infographies et des fiches d'information qui dissipent les mythes et les idées fausses sur l'islam. Poursuivre les efforts visant à sensibiliser le monde entier au danger de la haine et de l'intolérance fondées sur la religion ou les convictions, en exprimant sa préoccupation face aux menaces importantes que représentent les idéologies d'extrême droite et d'extrême droite.
- **Créer** des ressources numériques : développer un site web interactif proposant des ressources éducatives, des visualisations de données et des

récits personnels qui favorisent la compréhension de l'islam et combattent les stéréotypes. Produire des vidéos courtes et partageables qui mettent en avant la véritable nature de l'islam et promeuvent les principes de modération.

## Engagement des médias

- **Promouvoir** un journalisme responsable : travailler avec les médias pour promouvoir la compréhension d'une utilisation responsable de la libertéd'expression, en mettant l'accent sur les normes éthiques en matière de reportage sur la religion.
- **Organiser** des réunions d'information à l'intention des journalistes : organiser régulièrement des réunions d'information à l'intention des journalistes afin de partager des données et des informations sur l'islamophobie, en encourageant une couverture médiatique précise et responsable.
- **Coordonner** la stratégie médiatique : mettre en place une coordination transfrontalière afin de partager des tactiques et d'élaborer une stratégie médiatique cohérente pour lutter contre l'islamophobie.
- **Surveiller** la couverture médiatique : suivre la manière dont l'islamophobie est traitée dans les médias et analyser le rôle des médias dans la promotion ou la lutte contre les discours islamophobes.

## Dialogue interconfessionnel et interculturel

- **Promouvoir** les initiatives de dialogue : soutenir le dialogue interconfessionnel, interculturel et intercivilisationnel en tant qu'éléments essentiels de la lutte contre l'intolérance religieuse et la discrimination. Souligner l'importance cruciale de maintenir un dialogue ouvert et constructif, une compréhension mutuelle, le respect de la diversité religieuse et un engagement interconfessionnel significatif entre les différentes communautés et parties prenantes.
- **Impliquer** les chefs religieux : travailler en étroite collaboration avec les chefs religieux de différentes confessions afin de mener une action commune contre l'intolérance religieuse et la profanation des symboles sacrés.
- **Soutenir** les initiatives de paix locales : continuer à soutenir les initiatives de paix au niveau local dans les zones de conflit, en promouvant la tolérance, la coexistence pacifique et la compréhension mutuelle.
- **Organiser** des programmes d'échanges culturels : faciliter les programmes d'échanges culturels et les expositions virtuelles célébrant la culture, l'histoire

et les réalisations islamiques afin de lutter contre les stéréotypes négatifs.

- **Organiser** des conférences internationales sur l'islamophobie. Ces conférences devraient mettre l'accent sur la liberté d'expression et de croyance, promouvoir le dialogue et la compréhension interconfessionnels et sensibiliser à la menace que représente l'islamophobie.

## Collaboration internationale

- **Renforcer les partenariats :** établir des partenariats avec des organisations internationales telles que les Nations Unies, l'Union européenne, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et des groupes de défense des droits de l'homme afin de renforcer les efforts de sensibilisation. Poursuivre les efforts diplomatiques ciblés dans les forums internationaux afin de faire progresser la consultation et la coopération stratégiques pour relever les défis complexes liés à l'islamophobie, à la diffamation religieuse et à la discrimination.
- **Commémorer** la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie : encourager la commémoration mondiale du 15 mars comme Journée internationale de lutte contre l'islamophobie afin de renouveler l'engagement et de mobiliser le soutien à la lutte contre l'islamophobie. Les missions d'observation permanentes de l'OCI auprès des Nations Unies à New York et à Genève devraient continuer à organiser des événements à forte visibilité, en coorganisant des événements annuels avec les Nations Unies visant à sensibiliser et à lutter contre la haine antimusulmane à tous les niveaux. Encourager les États membres et les autres organisations internationales et régionales, la société civile et les autres parties prenantes à organiser divers événements le 15 mars dans le prolongement de la résolution 76/254 des Nations Unies.

- **Soutenir** l'Envoyé spécial des Nations unies sur l'islamophobie : accueillir favorablement et soutenir la nomination de l'envoyé spécial des Nations Unies pour lutter contre l'islamophobie, qui constitue une étape cruciale vers la promotion de la tolérance, de la coexistence pacifique et de la vie harmonieuse entre les différentes religions, ainsi que vers la protection des minorités religieuses et des lieux de culte. L'OCI devrait collaborer activement avec l'Envoyé spécial des Nations unies afin de coordonner les efforts et de partager les ressources.

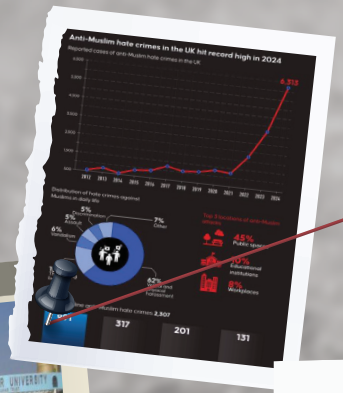
- **Soutenir** les communautés musulmanes dans les pays non membres de l'OCI : encourager les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux à élargir les programmes de développement afin d'aider les minorités musulmanes dans les pays non membres de l'OCI, en luttant contre la discrimination en matière d'emploi, d'opportunités et d'intégration sociale. Encourager la promulgation de lois et l'élaboration de politiques limitant toute mesure de profilage religieux conduisant à une discrimination à l'encontre de religions spécifiques.
- **Favoriser** la collaboration universitaire : collaborer avec les universités et les institutions universitaires pour mener des recherches conjointes sur l'islamophobie, la tolérance religieuse et le racisme, en mettant l'accent sur la recherche de solutions.
- **Collaborer** avec les entreprises technologiques : intensifier la collaboration avec les entreprises technologiques pour lutter contre les discours haineux en ligne, les biais algorithmiques et les contenus antimusulmans générés par l'IA. Travailler en collaboration pour développer des mécanismes permettant d'identifier et de supprimer rapidement les contenus islamophobes tout en respectant la liberté d'expression.
- **Renforcer** le rôle de l'Envoyé spécial : soutenir l'engagement actif de l'Envoyé spécial chargé de la lutte contre l'islamophobie auprès des parties prenantes internationales, notamment par la participation à des événements internationaux liés à la lutte contre l'islamophobie et à la promotion du dialogue entre les religions et les civilisations. Les États membres devraient envisager d'accueillir les futures sessions du Processus d'Istanbul afin de lui redonner son élan et son importance en tant que premier forum international pour lutter contre l'islamophobie.

## Mise en œuvre et suivi

- **Élaborer** des plans d'action spécifiques à chaque pays : travailler avec les États membres pour élaborer des plans d'action spécifiques à chaque pays afin de mettre en œuvre ces recommandations politiques, en tenant compte des contextes et des défis locaux.
- **Établir** des indicateurs de performance : créer des indicateurs de performance clairs pour mesurer les progrès réalisés dans la lutte contre l'islamophobie, avec des rapports et des évaluations réguliers.

- **Mobilisation** des ressources : mobiliser les ressources financières et humaines pour soutenir la mise en œuvre de ces recommandations politiques, en créant éventuellement un fonds dédié à la lutte contre l'islamophobie. Exprimer sa gratitude aux États membres qui apportent une contribution financière généreuse pour soutenir les conférences et initiatives internationales.
- **Réunions** d'examen régulières : organiser des réunions régulières pour examiner les progrès accomplis, partager les meilleures pratiques et ajuster les stratégies si nécessaire afin d'en garantir l'efficacité.
- **Engager** des communications diplomatiques directes : le secrétaire général devrait continuer à communiquer directement avec les dirigeants des pays où des incidents islamophobes se produisent, en soulignant systématiquement la position de l'OCI et en exhortant les gouvernements à mettre en œuvre des mesures préventives solides. Des lettres officielles devraient être adressées au Secrétaire général des Nations Unies et au président du Conseil de sécurité des Nations Unies afin de réitérer les préoccupations de l'Organisation sur les plateformes internationales.

**En mettant** en œuvre ces recommandations politiques, on espère que l'OCI, ses États membres et la communauté internationale pourront avancer dans la même direction pour s'attaquer aux causes profondes de l'islamophobie, promouvoir la liberté religieuse et la tolérance, et créer des sociétés où les personnes de toutes confessions peuvent vivre ensemble dans la paix et le respect mutuel.

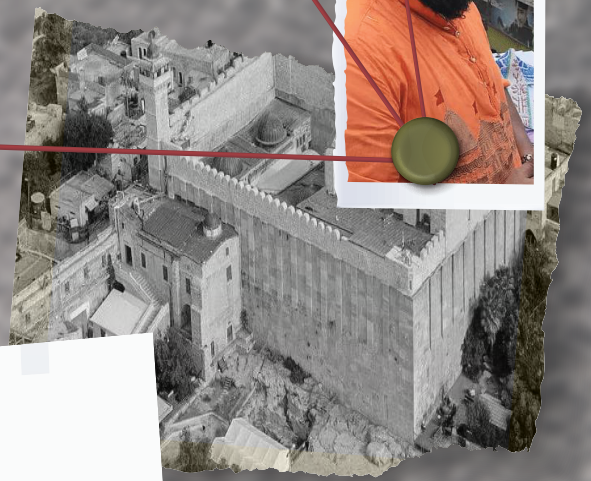







undocumented Bangladeshi nationals after they were arrested during raid
Dave/Reuters






Israel's far-right National Security Minister Itamar Ben-Gvir (3rd R) led a large group of worshippers into the Al Aqsa Mosque compound in Jerusalem on Sunday.

**MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE**
(Janvier - décembre 2025)

# MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE

## (Janvier - décembre 2025)

# MANIFESTATION DE L'ISLAMOPHOBIE

## (Janvier - décembre 2025)

**L'islamophobie** est un phénomène complexe caractérisé par la peur, l'hostilité et les préjugés à l'égard non seulement de l'islam en tant que système religieux, mais aussi des musulmans en tant que personnes, ainsi que des symboles, institutions et pratiques culturels islamiques. Elle se manifeste par des expressions multiples d'intolérance, allant d'attitudes discriminatoires subtiles dans les interactions quotidiennes à des formes institutionnalisées de marginalisation dans les représentations médiatiques, les environnements de travail et le discours politique. Ce sentiment omniprésent, ancré dans des idées fausses et des stéréotypes, se traduit souvent par des manifestations physiques inquiétantes de haine, notamment le vandalisme de mosquées, la profanation de textes religieux, le harcèlement de femmes portant des vêtements islamiques et le manque de respect délibéré envers des personnalités et des symboles islamiques vénérés.

**Ce chapitre** présente une codification systématique des incidents et des indicateurs islamophobes documentés dans plusieurs pays au cours de la période considérée. Il propose un catalogue de ces manifestations, classées en catégories distinctes : discrimination systémique, mise en œuvre de politiques islamophobes, activités d'extrême droite, agressions verbales et physiques, prolifération des discours de haine (en particulier dans les espaces en ligne) et ciblage spécifique des pratiques vestimentaires islamiques, notamment le hijab, le niqab et la burqa. Grâce à cette documentation structurée, le chapitre vise à fournir un compte rendu clair des diverses expressions de l'islamophobie, telles qu'elles sont vécues par les communautés musulmanes à travers le monde.

## DISCRIMINATION

**La discrimination** consiste à traiter de manière injuste ou préjudiciable des personnes en raison de leur appartenance ou de leur lien perçu avec des groupes sociaux ou des identités spécifiques. Dans les sociétés modernes, ce traitement injuste se manifeste lorsque des individus sont victimes d'inégalités en raison de caractéristiques, telles que la race, l'origine ethnique, le sexe, l'âge, le handicap ou l'appartenance religieuse. Ces pratiques injustes empêchent généralement les

personnes concernées d'accéder à des opportunités, des ressources, des services ou des droits fondamentaux qui sont facilement accessibles aux membres de groupes plus privilégiés ou majoritaires. Dans le contexte des préjugés antimusulmans, la discrimination revêt un caractère distinctement ciblé, car les musulmans sont victimes de désavantages systématiques et de pratiques d'exclusion spécifiquement liés à leur identité religieuse ou à leur lien perçu avec l'islam. Ces actions discriminatoires peuvent s'infiltrer dans de multiples domaines de la vie, de l'emploi et du logement à l'éducation et aux services publics, créant ainsi des obstacles importants à une pleine participation à la société. Les cas documentés dans cette section montrent comment la discrimination antimusulmane fonctionne à la fois par des rejets explicites et par des systèmes institutionnalisés plus subtils qui marginalisent collectivement les communautés et les individus musulmans, leur refusant l'égalité de traitement et d'opportunités uniquement en raison de leur identité religieuse ou de leurs pratiques culturelles liées à l'islam.

**Aux États-Unis,** Umaymah Mohammad, probablement la seule étudiante du pays à avoir été suspendue de sa faculté de médecine pour avoir tenu des propos sur Israël et Gaza, a intenté une action en justice contre l'université Emory d'Atlanta. Elle invoque une discrimination au titre du chapitre VI de la loi sur les droits civils, ainsi que des plaintes supplémentaires au titre de la législation de l'État. La plainte, déposée le matin du 4 août 2025 devant le tribunal fédéral de district, se concentre sur la prétendue « discrimination intentionnelle et représailles » d'Emory lors des procédures disciplinaires engagées l'année précédente à l'encontre de l'étudiante en double licence médecine-sociologie. Elle désigne comme défendeurs l'université, son conseil d'administration et John William Eley, doyen de la faculté de médecine. La plainte soutient que la réaction disciplinaire de l'école aux propos tenus par Mohammad dans l'émission d'information Democracy Now ! en avril 2024 témoigne d'un traitement inégal et discriminatoire. Dans cette émission, Mohammad a évoqué le climat sur les campus pour les manifestants, notamment à Emory, où la police a utilisé des tasers contre des étudiants la veille lors d'une manifestation contre l'offensive israélienne en cours sur Gaza. Elle a fait part de son inquiétude concernant un professeur de la faculté de médecine d'Emory, dont le nom n'a pas été divulgué, qui était revenu après avoir été médecin volontaire dans l'armée israélienne et qui était « maintenant de retour à Emory pour soi-disant « enseigner » aux étudiants en médecine et aux résidents comment s'occuper des patients ». Selon la plainte, Emory a estimé que Mohammad avait « enfreint »; les normes et les

attentes de la profession médicale’ » et l'a suspendue de la faculté de médecine pendant un an, reportant ainsi l'obtention de son diplôme à 2029. L'appel de Mohammad contre cette suspension a été rejeté. Mahmood et Grant ont tous deux déclaré ne connaître aucun autre étudiant en médecine suspendu pour avoir tenu des propos sur Israël et Gaza.

**Au Canada,** une compagnie aérienne canadienne a été critiquée après qu'une femme musulmane aurait été contrainte de retirer son hijab, ou foulard, en public à l'aéroport Pearson de Toronto le 20 juin 2025 avant d'embarquer sur un vol à destination de Winnipeg. Afsara Raidah, la fille de cette femme, a rendu l'incident public sur les réseaux sociaux, affirmant que sa mère avait été « humiliée » par « un employé de Flair Airlines » à la porte d'embarquement du vol F8641. « Flair Airlines, vous avez violé les droits de ma mère et l'avez humiliée aujourd'hui à l'aéroport Pearson de Toronto. Nous ne resterons pas silencieux », a-t-elle écrit. « Il s'agit d'islamophobie. Il s'agit d'une violation de la liberté religieuse et des droits fondamentaux de ma mère. Cela s'est produit au Canada, un pays qui prétend valoriser la diversité, l'inclusion et le respect », a-t-elle déclaré. Raidah a également indiqué que l'employé avait exigé que sa mère retire son hijab parce que sa photo de passeport avait été prise avant qu'elle ne commence à le porter, même si son visage était entièrement visible. Lorsque son père s'y est opposé, l'employé aurait répondu : « Eh bien, vous auriez dû mettre à jour votre photo de passeport. » La réglementation de Transports Canada stipule que les couvre-chefs religieux tels que le hijab n'ont pas besoin d'être retirés tant que le visage de la personne est visible.

**Aux Pays-Bas,** des élèves de tout le pays ont signalé des interdictions de prier pendant les heures de cours, certains ayant même été punis pour avoir tenté de prier à l'école. Plus de 180 écoles secondaires ont été identifiées par des élèves qui ont déclaré ne pas être autorisés à prier pendant les récréations ou entre les cours. De nombreux rapports soulignent que les élèves musulmans sont les plus touchés par cette interdiction, car leurs prières doivent être effectuées à des heures précises et impliquent un rituel. Les élèves chrétiens ont également signalé des difficultés, car ils n'étaient pas non plus autorisés à prier pendant les heures de cours. Le College voor de Rechten van de Mens (Conseil néerlandais des droits de l'homme) a déclaré que les écoles n'avaient généralement pas le droit d'interdire la prière. Le Landelijk Aktie Komitee Scholieren (Comité national des élèves, ou LAKS) a fait part de ses préoccupations, qualifiant la pratique consistant à interdire la prière de discriminatoire. « Interdire

aux élèves de prier est une discrimination absolue », a déclaré le président du LAKS, Puk Donken. « Dans la société dans laquelle nous vivons, avec des personnes d'origines diverses, nous pensons que cela n'a pas sa place. »

**Au Royaume-Uni,** deux professionnels du NHS ont fait l'objet d'une enquête et ont été interdits d'accès à leur lieu de travail pour avoir exprimé leur intérêt pour l'organisation d'une manifestation pacifique en faveur de la Palestine pendant leur pause déjeuner. Le thérapeute et l'infirmière ont été accusés de menacer la « sécurité personnelle » des employés du service de santé mentale pour enfants et adolescents de Kensington et Chelsea, et de « jeter le discrédit sur la confiance » pour avoir envisagé la manifestation. Les deux femmes, que le Guardian a appelées Layla et Maya, ont été informées qu'elles feraient l'objet d'une enquête et qu'elles ne pourraient plus entrer dans le bâtiment où elles travaillaient avant d'être réaffectées à de nouveaux lieux de travail du NHS à Londres. Une enquête de trois mois sur leur conduite a conclu qu'elles n'avaient rien à se reprocher et que l'établissement avait violé sa propre politique disciplinaire dans la manière dont il les avait traitées.

**En France,** en août 2025, une controverse a éclaté dans un restaurant fast-food Quick à Mérignac, près de Bordeaux, après que son nouveau propriétaire, Mahdi Smain, ait instauré une politique interdisant aux employés de porter le hijab, de garder la barbe, d'appliquer du henné ou de prendre des pauses petit-déjeuner pendant le ramadan. Ces règles, distribuées au personnel peu après le changement de propriétaire, ont été qualifiées de discriminatoires et humiliantes par les employés, dont beaucoup étaient de jeunes étudiants musulmans. Un employé a démissionné, tandis que d'autres ont accusé la direction de s'en prendre à leur identité culturelle et religieuse. Lorsque l'affaire a été révélée fin septembre 2025, elle a suscité un tollé national et poussé le siège social de Quick à intervenir, soulignant que les restrictions vestimentaires devaient être justifiées par des exigences de santé ou de sécurité plutôt que par la neutralité religieuse. Face à la pression publique et juridique, M. Smain est revenu sur sa décision, affirmant que les règles n'avaient jamais été appliquées et promettant un audit social indépendant. Les experts juridiques ont déclaré que cette affaire constituait clairement un cas de discrimination sur le lieu de travail, soulignant la tension persistante en France entre les politiques de laïcité et la liberté d'expression religieuse.



Israeli security forces stand guard as Israeli settlers tour the old market on the Palestinian side of Hebron in the occupied West Bank, Sept. 6, 2025. (AFP)






**En Inde,** plus précisément dans le district de Sitapur, dans l'Uttar Pradesh, l'administration a démoli une madrasa vieille de 40 ans dans le village de Bakhuwa le 26 décembre 2024. La madrasa, nommée Islamia Anwarul Uloom,

avait été construite il y a 40 ans par deux habitants, Wasim et Samiuddin. Selon les autorités, la madrasa avait été construite illégalement sur un terrain public destiné à servir de battage et n'était ni enregistrée ni officiellement reconnue. Wasim, l'un des fondateurs de la madrasa, a fait part de sa frustration face à cette démolition. « Cette madrasa est ici depuis plus de 40 ans, au service de la population. L'action soudaine du gouvernement est injuste et inéquitable, d'autant plus qu'aucune alternative ne nous a été proposée », a déclaré Waseem, cité par Clarion. « Pourquoi cela n'arrive-t-il qu'à notre madrasa ? Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas de mesures similaires contre les constructions illégales dans d'autres zones ? », s'est interrogé un habitant, s'exprimant sous couvert d'anonymat. L'utilisation de bulldozers par le gouvernement de l'Uttar Pradesh dans le cadre de campagnes anti-empiétement a suscité la controverse, malgré une décision de la Cour suprême de 2022 demandant l'arrêt de ces démolitions. Le gouvernement continue de défendre cette pratique, affirmant qu'elle est essentielle pour lutter contre les empiétements illégaux et maintenir l'ordre public.

**En Inde,** la Gujarat State Road Transport Corporation (GSRTC) a pris la décision controversée d'annuler les licences de 27 hôtels appartenant à des musulmans, mais enregistrés sous des noms hindous, ce qui a encore intensifié les inquiétudes concernant les préjugés religieux et la discrimination dans l'État. Les entrepreneurs musulmans de tout le Gujarat ont dû faire face aux répercussions de cette mesure, qu'ils ont considérée comme une attaque injuste contre leurs moyens de subsistance, leur identité religieuse et leurs activités commerciales. Cette décision fait suite à une enquête menée par la GSRTC, à la suite de plaintes alléguant que certains hôtels privés utilisaient des noms hindous pour attirer une clientèle hindoue plus importante, alors qu'ils étaient gérés par des musulmans. Dans une décision qui a suscité une condamnation généralisée, la GSRTC a révoqué l'autorisation accordée aux bus de s'arrêter à ces hôtels. Désormais, 27 hôtels situés dans différents districts (Vadodara, Rajkot, Palanpur, Godhra, Nadiad, Ahmedabad et Bharuch) ne seront plus desservis par les bus publics. Cette décision est considérée par de nombreux membres de la communauté musulmane comme une forme très préoccupante de profilage religieux, visant à marginaliser les entreprises musulmanes et à porter atteinte à leur droit de prospérer sur un marché concurrentiel. or




**En Inde,** le 22 février 2025, lors d'une opération spectaculaire menée au milieu de la nuit, la force spéciale de la police d'Assam, prétendument chargée des opérations antiterroristes, a fait une descente au domicile de Guwahati de l'éminent pédagogue Mahbubul Hoque, chancelier de la réputée Université des sciences et technologies (USTM) de Meghalaya, et l'a arrêté pour des allégations de fraude aux examens. Le même jour, la police du Rajasthan a arrêté Mohammad Atiq Gauri, président de l'université Maulana Azad de Jodhpur. Cette répression est survenue à un moment où la communauté musulmane reste au bas de l'échelle hiérarchique de l'éducation en Inde. Le rapport du comité Sachar a souligné que seuls 4 % des étudiants musulmans accèdent à l'enseignement supérieur. Au lieu d'encourager le progrès, les gouvernements dirigés par le BJP semblent prendre pour cible les établissements d'enseignement appartenant à des musulmans. En août 2024, le ministre en chef de l'Assam, Himanta Biswa Sarma, a intensifié ses attaques contre l'USTM et son fondateur, Mahbubul Hoque. Il a d'abord accusé Hoque de promouvoir le « jihad des inondations », puis il a affirmé de manière absurde que la porte en forme de dôme de l'université ressemblait à une « structure semblable à celle de La Mecque » et était un signe de « jihad ». Il a même déclaré que les diplômés de l'USTM seraient soumis à un examen minutieux et se verraient refuser des emplois dans l'Assam. Aujourd'hui, sans fournir de preuves, Sarma accuse cet établissement privé de fraude massive, de délivrance de faux diplômes et de malversations financières. Rejetant ces allégations sans fondement, l'USTM affirme que de telles déclarations non seulement ternissent la réputation d'un établissement d'enseignement crédible, mais démoralisent également des milliers d'étudiants, de membres du corps enseignant et de chercheurs qui se consacrent à l'excellence académique. Contrairement à la propagande, l'USTM est un établissement diversifié qui compte plus de 80 étudiants et membres du personnel issus des communautés hindoues et tribales. Elle est reconnue

comme la meilleure université privée de toute la région du Nord-Est et a été accréditée avec la note « A » par la NAAC en 2024, devenant ainsi la première université privée du Nord-Est à réaliser cet exploit. Dans l'Uttar Pradesh, le gouvernement du BJP fait tout son possible pour fermer l'université Mohammad Ali Jauhar. Son fondateur, Azam Khan, croupissait dans la prison de Sitapur depuis 2019. Plus de 90 plaintes ont été déposées contre lui en 2019 et 2020, avec des accusations absurdes allant du vol de buffles à celui de chèvres.

**En Inde,** dans l'Uttarakhand, le gouvernement dirigé par Pushkar Singh Dhami a été vivement critiqué pour ce que beaucoup considèrent comme une campagne délibérée et illégale contre les musulmans. Sous prétexte de mesures administratives, le gouvernement a pris pour cible les institutions musulmanes, les établissements d'enseignement étant désormais au premier plan de cette initiative controversée. Le dernier épisode en date s'est produit le 3 mars 2025, lorsque l'administration a déclaré illégales cinq madrasas musulmanes et les a fermées, déclenchant des protestations généralisées dans tout l'État. Le même jour, des membres de la communauté musulmane se sont rassemblés devant le bureau du magistrat du district de Dehradun pour manifester leur protestation et remettre un mémorandum s'opposant à cette mesure. La répression contre les madrasas dans l'Uttarakhand a suscité l'inquiétude quant au traitement réservé par l'État aux communautés musulmanes. L'administration, agissant sur ordre du ministre en chef Dhami, inspectait les madrasas dans le but supposé de s'assurer qu'elles fonctionnaient dans le respect de la loi. Cependant, lundi, le gouvernement de l'Uttarakhand a fermé cinq madrasas et publié des avis les déclarant illégaux. En réponse, des organisations musulmanes, notamment Muslim Seva Tanzeem et Jamiat Ulama-i-Hind, ont dénoncé ces fermetures comme étant discriminatoires et injustes, et ont déposé une protestation officielle auprès des autorités du district. « Cette mesure a été prise sans suivre la procédure régulière et sans aucun fondement juridique », a déclaré l'un des leaders de la protestation. « L'administration utilise la loi comme un outil pour cibler les institutions musulmanes, et nous ne tolérerons pas cela. »




**En Inde,** la ville de Samastipur, dans l'État du Bihar, a été le théâtre d'horribles incidents communautaires lors du Maha Shivratri. Ce qui aurait dû être une journée normale pour les commerçants musulmans s'est rapidement transformée en troubles communautaires lorsqu'un groupe de 20 à 25 voyous a fait irruption sur le marché local et s'en est pris aux magasins appartenant à des musulmans, les menaçant et les insultant. « Mon magasin de poulets était ouvert comme d'habitude lorsqu'ils ont fait irruption, proférant des insultes antimusulmanes et nous forçant à fermer », a raconté Mohammad Imtiaz, l'un des survivants de l'attaque. L'incident s'est produit pendant les heures de pointe de la fête foraine, et les commerçants musulmans ont rapidement compris qu'ils étaient pris pour cible de manière sélective. Bien qu'il y ait plus de 16 boucheries dans la région, pour la plupart appartenant à des hindous, des témoins oculaires ont affirmé que les agresseurs ne s'en sont pris qu'à celles appartenant à des musulmans. Cet acte « délibéré », ont-ils poursuivi, suivait un « schéma bien connu » d'agression extrémiste de droite. « Ils ne se sont pas contentés de menacer de détruire nos magasins, ils nous ont également maltraités », a ajouté Imtiaz. « Pourquoi ont-ils ignoré les étals de poulet et de mouton des commerçants hindous ? C'est évident : ils voulaient nuire à nos commerces et perturber nos vies simplement

parce que nous sommes musulmans. Ils ne peuvent tolérer notre succès et notre bonheur. » La foule, qui serait composée d'extrémistes hindouistes, a commencé à enregistrer des vidéos et à prendre des photos des magasins dans le but de les diffuser sur les réseaux sociaux. Les commerçants n'auraient eu aucune chance de résister ou de discuter avec eux.

**En Inde,** une plainte a été déposée le 24 avril 2025 auprès du commissariat de Maheshtala et du Conseil médical du Bengale occidental contre un gynécologue qui aurait refusé de soigner une femme enceinte de sept mois parce qu'elle était musulmane, après l'attaque de Pahalgam. Le médecin a déposé une plainte le 25 avril, invoquant la diffamation et niant avoir fait des commentaires sur la religion. Selon la plainte, le médecin, qui traitait la femme depuis sept mois, la connaissait par son prénom, Konkona. En voyant son nom de famille, Khatun, le médecin aurait déclaré qu'il ne traiterait pas une patiente musulmane, faisant référence aux attaques et proférant des allégations de fanatisme religieux.

**Dans** les territoires palestiniens occupés, les forces israéliennes ont fermé la mosquée d'Ibrahim à Hébron aux fidèles palestiniens jusqu'au jeudi 9 octobre 2025 au soir, en raison de la fête juive de Souccot, qui dure une semaine. Amjad Karajeh, directeur du département des waqfs d'Hébron, a fustigé cette mesure comme étant « une violation flagrante du caractère sacré de la mosquée et une atteinte provocatrice au droit des musulmans d'accéder à leurs lieux de culte », selon l'agence de presse Wafa. Karajeh a ajouté que les forces israéliennes avaient renforcé les mesures militaires, fermant tous les points de contrôle et les portes électroniques de la mosquée d'Ibrahim afin d'assurer la sécurité des colons pendant la célébration de Souccot.

**Dans** les territoires palestiniens occupés, les dirigeants israéliens, confrontés à l'isolement en raison de la guerre à Gaza, pointent de plus en plus du doigt les populations musulmanes occidentales pour expliquer la montée de l'antisémitisme et une série de défaites diplomatiques. Ils affirment que la population musulmane occidentale s'est engagée dans une campagne organisée visant à inciter à la haine contre Israël et les Juifs, utilisant ses votes pour influencer la politique et s'alliant avec des politiciens d'extrême gauche. Les détracteurs de cette tendance ont déclaré au journal The National qu'il s'agissait d'une tentative raciste visant à décharger les politiciens de leur responsabilité dans la situation actuelle d'Israël et à expliquer la chute massive du soutien international à ce pays, qui bombarde les Palestiniens et affame Gaza. Amichai Chikli, ministre israélien des Affaires de la diaspora, a répété cette affirmation tout au long de l'année 2025. Dans une interview,

il a qualifié certains dirigeants européens d'« idiots utiles » pour avoir tenté d'« apaiser » les électeurs musulmans en adoptant des politiques anti-israéliennes.

## POLITIQUE ISLAMOPHOBE

**La politique** représente un cadre délibéré de lignes directrices conçues pour orienter les décisions vers des résultats spécifiques souhaités. Contrairement aux lois, qui imposent ou interdisent directement certains comportements par le biais de mécanismes d'application, les politiques fonctionnent comme des déclarations d'intention formalisées qui guident les actions et établissent des protocoles opérationnels dans divers contextes institutionnels. Ces cadres directifs peuvent provenir de multiples sources d'autorité (organismes gouvernementaux, organisations du secteur public, institutions privées et même personnes influentes) et se manifester sous la forme de décrets, de protocoles organisationnels, de procédures parlementaires ou de réglementations institutionnelles. Lorsque le sentiment islamophobe s'infiltre dans l'élaboration des politiques, il transforme les préjugés diffus en une discrimination structurée et systématique ayant des conséquences profondes pour les communautés musulmanes. Ces politiques ne visent peut-être pas explicitement les musulmans, mais elles restreignent de manière disproportionnée les pratiques islamiques, limitent la représentation des musulmans ou créent des obstacles qui touchent spécifiquement ceux qui pratiquent l'islam. Ces mesures emploient souvent un langage apparemment neutre tout en produisant des résultats discriminatoires, institutionnalisant ainsi les préjugés antimusulmans dans les cadres juridiques et organisationnels. Les exemples documentés dans cette section illustrent comment l'islamophobie a été intégrée dans les politiques officielles de diverses juridictions au cours de la période considérée, démontrant comment les préjugés à l'égard de l'islam sont codifiés dans des directives opérationnelles qui désavantagent systématiquement les communautés musulmanes par le biais de canaux officiels et de mécanismes institutionnels.

**Au Canada,** les 50 recommandations d'un comité consultatif au Québec, notamment l'extension de l'interdiction des symboles religieux dans la province aux garderies subventionnées et l'obligation de se découvrir le visage pour bénéficier des services publics, ont suscité les critiques de certains dirigeants communautaires. « Nous devons vraiment nous poser des questions sérieuses sur la légitimité de ce rapport », a déclaré Stephen Brown, président du Conseil national des musulmans canadiens. Il a ajouté que le rapport de près

de 300 pages publié le 26 août 2025, qui propose des recommandations pour renforcer la laïcité au Québec, ne suggérait pas que le gouvernement « procède dans le spectre de la neutralité ». « La neutralité est l'absence d'opinion. Dans ce cas, ce que nous examinons réellement, ce sont des recommandations visant à ce que le gouvernement retire leurs droits aux personnes religieuses et leur impose l'uniformité », a-t-il déclaré. Le comité était coprésidé par les avocats Guillaume Rousseau et Christiane Pelchat. Ils avaient chacun défendu la loi sur la laïcité du Québec, le projet de loi 21, devant les tribunaux, tout en représentant des groupes qui promeuvent la laïcité au Québec.

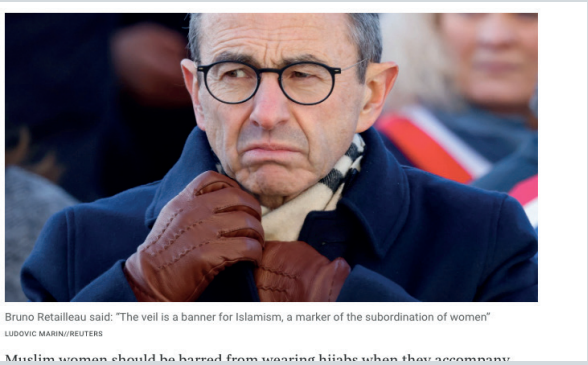


A soft launch of the legislation will begin in February as the new rules are explained to educators, parents and children. Photograph: Ray Tang/Rex Features

**En Autriche,** les législateurs ont voté à une écrasante majorité l'interdiction du port du voile à l'école pour les filles de moins de 14 ans, malgré les craintes que cette législation ne creuse les divisions sociales et ne marginalise les musulmans. La loi pourrait également être invalidée par la Cour constitutionnelle du pays. L'interdiction a été proposée en début d'année par le gouvernement conservateur autrichien, qui a pris ses fonctions en mars après qu'un parti d'extrême droite est arrivé en tête des élections, mais n'a pas réussi à former un gouvernement. Avant le vote, Yannick Shetty, chef du groupe parlementaire du parti libéral Neos, le plus jeune parti de la coalition au pouvoir, a défendu l'interdiction. Il a déclaré à la chambre basse : « Il ne s'agit pas de restreindre la liberté, mais de protéger la liberté des filles jusqu'à l'âge de 14 ans. Le voile n'est pas seulement un vêtement. Il sert, en particulier chez les mineures, à protéger les filles du regard des hommes. Il sexualise les filles », a-t-il déclaré. L'interdiction devrait entrer en vigueur à la rentrée scolaire en septembre, les familles s'exposant à des

amendes pouvant atteindre 800 € (700 £) en cas de non-respect répété. Une mise en place progressive de la législation débutera en février, lorsque les nouvelles règles seront expliquées aux éducateurs, aux parents et aux enfants.

**En France,** la Fédération française de football (FFF) a interdit aux joueuses musulmanes de jeûner pendant le ramadan lorsqu'elles s'entraînent avec l'équipe nationale. Cette décision a suscité des accusations de discrimination et de division au sein de l'équipe. La FFF aurait déclaré aux joueuses qui observent le ramadan qu'elles ne peuvent pas jeûner au centre d'entraînement de Clairefontaine. Elles ne peuvent rattraper les jours de jeûne manqués qu'après la fin des rencontres internationales.


Bruno Retailleau said: "The veil is a banner for Islamism, a marker of the subordination of women"
LUDOVIC MARIN//REUTERS
Muslim women should be barred from wearing hijabs when they accompany

**En France également,** les femmes musulmanes devraient être interdites de porter le hijab lorsqu'elles accompagnent des enfants lors de sorties scolaires afin d'endiguer la volonté islamiste d'imposer la charia en France, a déclaré le ministre de l'Intérieur. Bruno Retailleau, un conservateur, a appelé à cette mesure alors que la France commémorait le dixième anniversaire de l'attentat terroriste perpétré en 2015 contre le magazine Charlie Hebdo. Au cours de la dernière décennie, des voix se sont élevées pour demander l'interdiction du port du voile islamique par les mères qui accompagnent bénévolement les enfants lors des sorties scolaires organisées par les écoles publiques. Le port du voile religieux était déjà interdit dans les écoles publiques. En 2019, le Sénat a approuvé un projet de loi obligeant les femmes à retirer leur voile lors de ces sorties. Ce projet n'a pas été adopté.

**En Italie,** le parti au pouvoir, Frères d'Italie, a présenté le 8 octobre 2025 un projet de loi visant à interdire la burqa et le niqab dans les lieux publics, dans le cadre d'un projet de loi plus large visant à lutter contre ce qu'il appelle le « séparatisme culturel » lié à l'islam. Le projet de loi, présenté au Parlement par les députés du parti de la Première ministre Giorgia Meloni, interdirait le port de vêtements couvrant le visage dans tous les lieux publics, écoles, universités, magasins et bureaux du pays.



**En Suède,** la cour d'appel a partiellement acquitté, le 6 octobre 2025, un militant d'extrême droite condamné en 2022 pour crimes de haine contre les musulmans en raison de déclarations qu'il avait faites alors qu'il brûlait le Coran, et a suspendu sa peine de quatre mois d'emprisonnement. La Cour d'appel de Skane et Blekinge a acquitté Rasmus Paludan de l'une des deux accusations, estimant qu'il avait critiqué l'islam en tant qu'idée et non ses adeptes. Elle a suspendu sa peine et lui a infligé une amende de 50 jours-amendes de 50 couronnes (5,31 dollars).

**Au Portugal,** le Parlement a approuvé un projet de loi interdisant le port du voile intégral pour des raisons « sexuelles ou religieuses » dans les lieux publics, une mesure considérée comme visant les femmes musulmanes qui se couvrent le visage. Cette mesure a été proposée par le parti d'extrême droite Chega et interdirait le port de vêtements tels que la burqa (vêtement couvrant tout le corps, de la tête aux pieds) et le niqab (voile islamique couvrant tout le visage, à l'exception des yeux) dans la plupart des lieux publics. Le port du voile intégral resterait autorisé dans les avions, les locaux diplomatiques et les lieux de culte. Le projet de loi prévoit des amendes comprises entre 200 et 4 000 euros (175 et 3 475 livres sterling) pour les personnes portant le voile intégral en public. Le président Marcelo Rebelo de Sousa doit encore approuver le projet de loi. Il pourrait y opposer son veto ou le renvoyer devant la Cour constitutionnelle pour examen.



**Dans** les territoires palestiniens occupés, les autorités d'occupation israélienne ont informé l'administration de la mosquée d'Ibrahim à Hébron, au sud de la Cisjordanie occupée, que sa gestion avait été transférée du ministère des waqfs de l'Autorité palestinienne à l'Autorité israélienne de planification civile, a rapporté Qods Press le 26 février 2025. Il y a 20 ans, des colons ont installé une tente dans la cour, la désignant comme lieu de culte, et elle y est restée depuis. Ils réclamaient que la zone soit couverte de manière permanente afin de la transformer en un espace dédié à la prière. Les forces israéliennes ont commencé à construire un toit au-dessus de la cour le 9 juillet 2024, mais ont interrompu les travaux deux jours plus tard à la suite de protestations publiques à Hébron, notamment des sit-in et des manifestations. Le ministère palestinien des waqfs a rejeté la décision israélienne, affirmant son autorité sur la mosquée d'Ibrahim.

**Dans** les territoires palestiniens occupés, les autorités d'occupation israélienne ont refusé de céder l'administration de la mosquée d'Ibrahim à Hébron occupée au ministère palestinien des waqfs pendant le ramadan, comme le veut la coutume chaque année, a rapporté le Centre d'information palestinien. Le ministère des Affaires religieuses et des Fondations a annoncé que les autorités d'occupation israélienne avaient refusé de céder l'autorité sur la mosquée d'Ibrahim dans la vieille ville d'Hébron, y compris ses salles, ses places et ses installations, à l'administration des fondations, comme cela avait toujours été le cas les vendredis du mois sacré du ramadan chaque année. Le ministère a déclaré aujourd'hui dans un communiqué : « Il s'agit d'une mesure dangereuse et sans précédent, compte tenu du moment où elle intervient, à savoir pendant le mois béni du ramadan,

dans le cadre d'un plan systématique israélien visant à empêcher l'ouverture de l'ensemble de la mosquée aux musulmans. »

**Dans** les territoires palestiniens occupés, Israël a empêché à 44 reprises en février 2025 l'appel à la prière musulmane depuis la mosquée d'Ibrahim dans la ville occupée d'Hébron, selon les nouveaux chiffres publiés par le ministère palestinien des waqfs et des Affaires religieuses. Selon le Centre d'information palestinien, le ministère a expliqué, dans une déclaration du 2 mars 2025, que les forces d'occupation israélienne et les colons avaient intensifié leurs attaques contre les lieux saints islamiques sous prétexte de tourisme. Les forces d'occupation ont expulsé sans raison un certain nombre d'employés du ministère de la mosquée d'Ibrahim et leur ont interdit d'y entrer, soulignant que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des tentatives israéliennes de vider la mosquée de ses fidèles et de ses employés, après que son directeur en ait été expulsé la semaine précédente.

Dans les territoires palestiniens occupés, les autorités israéliennes ont retiré à la municipalité palestinienne d'Hébron ses pouvoirs administratifs sur la mosquée d'Ibrahim et les ont transférés à un conseil religieux de colons, selon un article publié le 15 juillet 2025 par le quotidien Israël Hayom. Qualifiant cette décision de « changement historique et sans précédent », le journal a déclaré que l'administration civile israélienne avait transféré l'autorité sur le site sacré au conseil religieux de la colonie de Kiryat Arba, adjacente à Hébron, en Cisjordanie occupée. Le rapport ne précisait pas l'étendue des pouvoirs transférés, mais indiquait que cette décision visait à faciliter des « changements structurels » sur le site. Il s'agit du premier changement majeur dans le statut de la mosquée depuis les recommandations de la commission Shamgar en 1994, qui avait divisé l'accès au site en attribuant 63 % de celui-ci aux fidèles juifs et 37 % aux musulmans. Cette division faisait suite au massacre perpétré en 1994 par le colon extrémiste Baruch Goldstein, qui avait tué 29 fidèles palestiniens pendant la prière de l'aube.




**En Inde,** un sous-inspecteur a été suspendu pour avoir prétendument organisé une fête de l'iftar dans un poste de police nouvellement inauguré dans le quartier de Kotwali, à Meerut, le 26 mars 2025, ont déclaré des responsables. L'affaire a été révélée après qu'un participant a partagé une vidéo sur les réseaux sociaux, montrant apparemment près de 20 hommes assis avec des policiers et prenant un rafraîchissement. Après avoir pris connaissance de la vidéo, le SSP Dr Vipin Tada, qui avait inauguré le poste de police le 17 mars 2025, a ordonné la suspension de Singh et ouvert une enquête interne. Le commandant Ashutosh Kumar a déclaré : « Shailendra Pratap Singh, 52 ans, responsable du poste de police de Zakir Colony, a été suspendu. Un tel acte est considéré comme une violation du protocole de service et des mesures appropriées ont été prises. » La suspension de Singh fait suite à une mesure similaire prise la semaine précédente à l'encontre d'une directrice d'école primaire publique à Bulandshahr. Elle a été suspendue pour « négligence grave et violation du règlement scolaire » après la diffusion d'une vidéo montrant près de 100 villageois assis en rangées et prenant un rafraîchissement dans une salle de classe pendant une fête de l'iftar.

**En Inde,** le gouvernement de l'Uttarakhand a intensifié sa répression contre les madrasas illégales, fermant 52 institutions religieuses de ce type dans tout l'État au cours des 15 derniers jours. Cette mesure a suscité une forte

opposition de la part de la communauté musulmane, qui a qualifié ces actions d'inconstitutionnelles. Le ministre en chef, Pushkar Singh Dhami, commentant cette mesure, a réitéré l'engagement de son gouvernement à identifier et à prendre des mesures contre les institutions religieuses illégales et les empiétements, déclarant que le processus se poursuivrait. La présidente du BSP, Mayawati, a critiqué le gouvernement de l'Uttarakhand pour la fermeture des madrasas à Dehradun, affirmant que le gouvernement devait s'abstenir de telles mesures « discriminatoires » et « non laïques » qui heurtent les sentiments religieux.



**En Inde,** les mesures de sécurité s'inscrivent dans un contexte de tensions latentes à Sambhal, où la campagne Hindutva contre la mosquée historique Shahi de la ville fait rage. L'année dernière, les violences policières contre les musulmans locaux qui protestaient contre l'enquête sur la mosquée ont entraîné la mort d'au moins cinq musulmans et l'arrestation de dizaines d'autres. Les mesures de sécurité prises avant Holi ont souvent été critiquées par l'opposition et les groupes musulmans, qui y voient le reflet des préjugés hindous et de l'islamophobie de l'administration. Les détracteurs soulignent les déclarations des policiers, des dirigeants du BJP et du ministre en chef de l'État, qui ont exhorté les musulmans à rester chez eux ou à ne pas se rendre à la prière du vendredi pendant Holi s'ils ne voulaient pas être aspergés de couleurs. En début de semaine, une polémique a éclaté après qu'Anuj Kumar Chaudhary, haut responsable de la police de Sambhal, a exhorté les musulmans à rester chez eux pendant Holi, car cette fête n'a lieu qu'une fois par an. Les propos du policier de Sambhal ont été soutenus par le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath. « La fête des couleurs n'a lieu qu'une fois par an, tandis que le vendredi (pour la namaz) revient 52 fois par an... Nous avons clairement fait savoir que, lorsque les gens

célèbrent Holi, et si les musulmans ne veulent pas être aspergés de couleurs, ils doivent rester chez eux », a déclaré M. Chaudhary. Holi coïncidant avec la prière du vendredi, plusieurs dirigeants hindous de droite ont suscité la controverse avec leurs remarques islamophobes. Mardi, le dirigeant du BJP, Raghuraj Singh, a suggéré que les hommes musulmans portent des hijabs en bâche pour éviter tout désagrément pendant les célébrations de Holi.

**En Inde,** le gouvernement a pris une mesure controversée en adoptant des amendements à la loi sur le waqf (fondation islamique), qui semblaient être une tentative flagrante de prendre le contrôle des propriétés du waqf, notamment des mosquées et autres sites religieux. Le nouveau projet de loi Waqf (amendement) 2025, adopté par les deux chambres du Parlement les 2 et 3 avril 2025, a introduit des changements importants dans la gestion et la réglementation des biens waqf, c'est-à-dire les dotations faites par les musulmans à des fins religieuses, caritatives ou pieuses en vertu de la loi islamique. Il attend l'accord présidentiel pour devenir loi. Cet amendement s'inscrit dans un contexte plus large de politiques et d'actions discriminatoires à l'encontre des musulmans, qui se sont intensifié ces dernières années. Cette initiative a suscité une vive inquiétude au sein de la communauté musulmane, qui y voit une atteinte flagrante à ses droits et libertés. Le projet de loi Waqf visait à réformer la loi Waqf de 1995, qui régit la gestion des biens donnés par les musulmans à des fins religieuses, caritatives ou communautaires en vertu de la loi islamique. Les biens waqf, qui couvrent une superficie estimée à plus de 940 000 acres et comprennent des mosquées, des madrasas, des cimetières et d'autres biens communautaires, constituent un élément essentiel de la vie religieuse et culturelle des musulmans en Inde. Selon le système indien de gestion des biens waqf, le pays compte 872 324 biens immobiliers waqf, ce qui en fait l'un des plus grands dépôts de terres religieuses et communautaires au monde. Le gouvernement a affirmé que les modifications visaient à améliorer la transparence et l'efficacité de l'administration de ces biens, en traitant des questions telles que la mauvaise gestion et l'empiétement. Lorsque le projet de loi controversé a été présenté à la Chambre en 2024, l'opposition a exigé la création d'une commission parlementaire mixte (JPC) pour enquêter sur la question. Bien que la commission ait été mise en place en août, l'ensemble du processus s'est déroulé de manière anticonstitutionnelle, car toutes les recommandations soumises par les membres de la JPC issus des partis d'opposition ont été rejetées. Les nouveaux amendements comportaient des dispositions étranges, telles que l'obligation d'inclure des non-musulmans dans

les conseils d'administration des waqfs, le transfert du pouvoir de résolution des litiges des tribunaux des waqfs aux fonctionnaires gouvernementaux et la restriction de la dédicace des biens aux musulmans pratiquant l'islam depuis au moins cinq ans. Les dirigeants de l'opposition, les organisations musulmanes et les groupes de la société civile ont vivement contesté ces changements, les considérant comme une atteinte à l'autonomie et à la liberté religieuse des musulmans. Ils ont fait valoir que l'inclusion de non-musulmans dans les conseils d'administration des waqfs portait atteinte au droit de la communauté de gérer ses propres affaires religieuses, un droit protégé par les articles 25 et 26 de la Constitution indienne, qui garantissent la liberté de religion et la capacité des groupes religieux à administrer leurs institutions. Les détracteurs soulignent également la suppression de la disposition relative au « waqf par l'utilisateur » - un mécanisme qui reconnaissait historiquement les propriétés comme waqf sur la base d'une utilisation de longue date - comme une mesure susceptible de compromettre le statut des mosquées et des sanctuaires centenaires. En outre, le transfert de responsabilités aux fonctionnaires du gouvernement est perçu comme une forme de prise de pouvoir, qui pourrait permettre à l'État de revendiquer ou de réaffecter les terres waqf en invoquant un contrôle administratif. L'amendement confère au gouvernement un pouvoir excessif pour réglementer la gestion des dotations et déterminer si un bien immobilier peut être qualifié de « waqf ».

**En Inde,** plusieurs jeunes musulmans ont été arrêtés à Saharanpur, dans l'Uttar Pradesh, pour avoir brandi le drapeau palestinien après les prières de l'Aïd. Une vidéo de l'incident, qui s'est produit à Ghanta Ghar, est devenue virale sur les réseaux sociaux. Les images montrent un groupe de jeunes musulmans brandissant des drapeaux indiens et palestiniens tout en scandant des slogans en faveur de la Palestine. Sur la base de cette vidéo, la police a enregistré une plainte et ouvert une enquête. Le commissaire de police de Saharanpur, Vyom Bindal, a déclaré que la vidéo, qui a fait surface sur les réseaux sociaux, montrait un groupe de jeunes brandissant un drapeau étranger et scandant des slogans. Il a ajouté que les autorités avaient pris note de l'incident et qu'elles poursuivaient leurs investigations. Maktoob s'est entretenu avec les familles des personnes arrêtées à Janak Nagar, qui ont affirmé que leurs fils n'avaient pas participé à la manifestation et avaient été emmenés par la police sans justification.




Police officers detain alleged undocumented Bangladeshi nationals after they were arrested during raids in Ahmedabad, India, April 26, 2025. © 2025 Amit Dave/Reuters

**En Inde,** les autorités ont expulsé vers le Bangladesh des centaines de musulmans d'origine bengalie au cours des dernières semaines sans procédure régulière, affirmant qu'il s'agissait d'« immigrants illégaux », a déclaré Human Rights Watch le 23 juillet 2025. Beaucoup d'entre eux étaient des citoyens indiens originaires d'États limitrophes du Bangladesh. Depuis mai 2025, le gouvernement dirigé par le Bharatiya Janata Party (BJP) a intensifié ses opérations d'expulsion des musulmans d'origine bengalie vers le Bangladesh, officiellement pour dissuader les personnes d'entrer en Inde sans autorisation légale. Le gouvernement devrait cesser d'expulser illégalement des personnes sans procédure régulière et garantir à chacun l'accès à des garanties procédurales afin de le protéger contre les détentions et expulsions arbitraires. Human Rights Watch a interrogé 18 personnes en juin, dont des personnes concernées et des membres de leur famille dans 9 cas. Parmi les personnes interrogées figuraient des citoyens indiens qui étaient retournés en Inde après avoir été expulsés vers le Bangladesh et des membres de la famille de personnes détenues et toujours portées disparues. Le 8 juillet, Human Rights Watch a écrit au ministère indien de l'Intérieur pour lui faire part de ses conclusions, mais n'a reçu aucune réponse. Le gouvernement indien n'a fourni aucune donnée officielle sur le nombre de personnes expulsées, mais les gardes-frontières bangladais ont signalé que l'Inde avait expulsé plus de 1500 hommes, femmes et enfants musulmans vers le Bangladesh entre le 7 mai et le 15 juin, dont une centaine de réfugiés rohingyas du Myanmar. Les autorités

des États dirigés par le BJP (Assam, Uttar Pradesh, Maharashtra, Gujarat, Odisha et Rajasthan) ont rassemblé des musulmans, pour la plupart des travailleurs migrants pauvres, et les ont remis aux gardes-frontières indiens. Dans certains cas, les gardes-frontières auraient menacé et battu les détenus pour les forcer à passer au Bangladesh sans vérifier de manière adéquate leurs déclarations de citoyenneté. Le gouvernement indien a dû réadmettre des dizaines de personnes qui ont finalement prouvé leur citoyenneté indienne.

**En Inde,** la controverse « I Love Muhammad » est survenue au cours de la première semaine de septembre 2025, pendant la célébration du Milad-un-Nabi, à Kanpur, dans l'Uttar Pradesh. Il s'agit d'une controverse artificielle, déclenchée lorsque de jeunes musulmans ont déployé une banderole « I Love Muhammad » le long du parcours traditionnel, provoquant immédiatement les objections des groupes hindous locaux qui ont affirmé que cette manifestation signalait l'introduction d'une « nouvelle tradition ». Plus d'une vingtaine de musulmans ont été accusés d'avoir perturbé l'harmonie communautaire à la suite de l'intervention rapide de la police. L'incident a déclenché des manifestations massives dans toute l'Inde, en particulier lorsque des leaders musulmans connus et des utilisateurs des réseaux sociaux ont affirmé que manifester son amour ou sa dévotion au prophète Mohamed n'était ni illégal ni inconstitutionnel. Alors que la « controverse » s'étendait, Bareilly est devenue un point chaud avec plus de 1000 manifestants affrontant la police, ce qui a donné lieu à des jets de pierres, des charges au lathi, des gaz lacrymogènes, des dizaines de blessés et des arrestations massives, y compris des religieux éminents comme Maulana Tauqeer Raza Khan. Comme d'habitude, cette situation s'est accompagnée de la fermeture des marchés, de multiples plaintes, d'arrestations préventives, de la suspension d'Internet et d'une forte présence policière dans les zones dites « sensibles ».

En Inde, l'administration du district de Sambhal a émis le 13 janvier 2025 des avis à 12 commerçants leur donnant un délai de 24 heures pour démolir leurs structures, faute de quoi leurs magasins seraient détruits. Les magasins auraient été construits sur des terrains publics envahis près d'une mosquée, connue sous le nom de Thanewali Masjid car elle est située en face du poste de police de Kotwali, dans la ville de Sambhal. Selon les responsables, les « magasins illégaux » doivent être démolis afin que le projet d'« élargissement de la route » puisse se poursuivre, a rapporté le Times of India. Le magistrat de la sous-division (SDM) de Sambhal, Vandana Mishra, a déclaré : « Le comité de la mosquée, qui perçoit depuis des années le loyer de ces magasins, affirme que les structures ont été

construites sur des terrains Waqf et a demandé un délai pour présenter les documents pertinents, car ceux-ci doivent être apportés de Lucknow.

## EXTRÊME DROITE

**La politique** d'extrême droite incarne une position idéologique multiforme qui dépasse les positions conservatrices conventionnelles du spectre politique et se distingue par des caractéristiques spécifiques, telles que le nationalisme extrême, le nativisme, les tendances autoritaires et les positions anti-immigration marquées. Alors que le discours politique traditionnel dans de nombreux pays s'est historiquement concentré sur les questions économiques concernant l'intervention de l'État par rapport aux libertés du marché, les dernières décennies ont vu un changement substantiel vers une politique centrée sur l'identité qui met l'accent sur les affiliations ethniques, religieuses et culturelles plutôt que sur des considérations politiques globales. Cette transformation marque un réalignement significatif des divisions politiques, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, où les mouvements populistes ont acquis une influence considérable en exploitant les préoccupations du public liées aux effets perturbateurs de la mondialisation, aux flux migratoires et aux dangers perçus pour les identités culturelles traditionnelles. Dans cet environnement politique en mutation, l'islam et les communautés musulmanes sont de plus en plus au centre du discours et de la mobilisation de l'extrême droite, les partis et personnalités extrémistes manipulant stratégiquement les inquiétudes liées à la préservation de la culture, à la sécurité nationale et à l'harmonie sociale pour faire avancer leurs objectifs politiques. La crise des réfugiés résultant des conflits dans les pays à majorité musulmane, associée à des attentats terroristes isolés attribués à des extrémistes islamiques, a malheureusement fourni un terrain fertile à la propagation de discours islamophobes dans la rhétorique d'extrême droite. Ces mouvements présentent activement les musulmans comme des dangers culturels et sécuritaires, positionnant l'islam comme fondamentalement incompatible avec les valeurs et les institutions occidentales. Comme le montre cette section, les organisations d'extrême droite, les partis politiques et les personnalités de premier plan ont systématiquement utilisé les sentiments anti-islamiques comme arme pour mobiliser le soutien, normaliser les perspectives extrémistes et promouvoir des politiques d'exclusion qui touchent de manière disproportionnée les communautés musulmanes. Les cas répertoriés ici révèlent comment les

acteurs d'extrême droite sont allés au-delà de la simple rhétorique pour organiser des manifestations, diffuser de la propagande et participer à des activités coordonnées visant spécifiquement les musulmans et les institutions islamiques pendant la période considérée.

Aux États-Unis, Elon Musk a appelé à la libération de Tommy Robinson, militant d'extrême droite britannique emprisonné et opposant à l'islam. Musk a également plaidé en faveur de nouvelles élections au Royaume-Uni, tout en intensifiant son soutien aux leaders d'extrême droite et anti-immigration européens. Ce soutien transatlantique aux causes d'extrême droite a marqué une tendance inquiétante chez des personnalités influentes à légitimer les mouvements extrémistes.

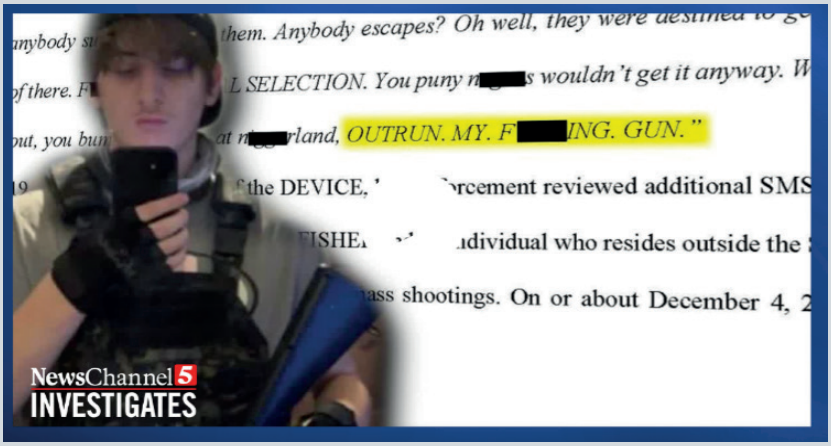


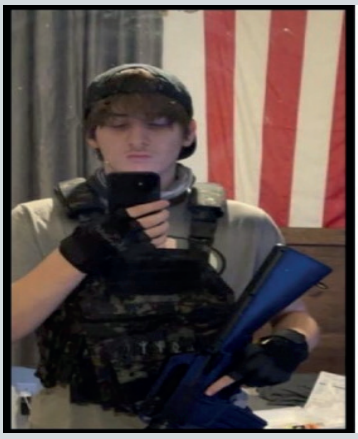

**Ajoutant** à ce climat d'hostilité, un conseiller municipal de Palm Bay, en Floride, a refusé de présenter ses excuses aux membres indignés de sa communauté pour avoir déclaré que ceux qui suivent l'islam « n'ont pas leur place » aux États-Unis. Chandler Langevin, un républicain, a offensé certaines personnes de la communauté en janvier 2025 après avoir écrit sur X que l'islam « existe dans le seul but de conquérir la chrétienté et d'anéantir le peuple juif » et que, par conséquent, « ils » n'ont pas leur place en Amérique. Langevin répondait à un message d'un sénateur de l'État de Floride qui soutient un projet de loi visant à protéger la vie privée des fonctionnaires en supprimant leur adresse des registres publics. Le sénateur de l'État a affirmé que deux « terroristes musulmans » avaient proféré des « menaces de mort » à son domicile.

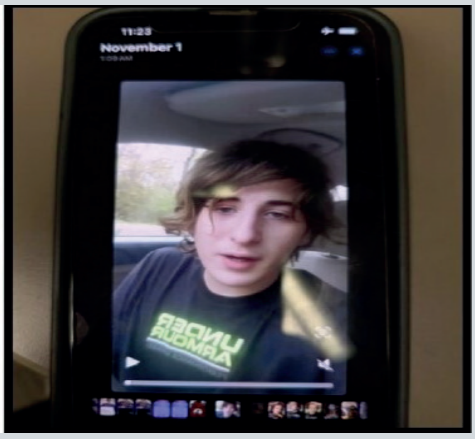
**Ces propos** incendiaires semblent avoir eu des conséquences dans le monde réel. Un homme accusé de tentative de meurtre pour avoir tiré sur deux visiteurs israéliens en Floride pensait que les victimes étaient palestiniennes, selon la police. Mordechai Brafman a été inculpé dimanche de deux chefs d'accusation de tentative de meurtre et placé en détention après la fusillade survenue la

nuit précédente à Miami Beach, selon le site web du Miami-Dade County Corrections. Dans un rapport d'arrestation, la police a affirmé que Brafman avait « spontanément déclaré que, alors qu'il conduisait son camion, il avait vu deux Palestiniens et les avait abattus tous les deux ». Les deux victimes, identifiées dans les médias locaux comme un père et son fils juifs en visite à Miami depuis Israël, ont survécu.

**La militarisation** du sentiment antimusulman s'est étendue aux plus hauts niveaux d'influence. Le milliardaire Elon Musk a accusé l'Agence américaine pour le développement international (USAID) de soutenir le terrorisme en finançant 18 organisations caritatives, fondations et institutions liées à l'islam, aux Arabes ou simplement celles dont le nom sonne arabe. Musk, qui dirige le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) sous l'administration du président américain Donald Trump, a republié un tweet affirmant que l'USAID avait alloué 165 millions de dollars à des organisations faussement accusées d'être des « organisations terroristes », ajoutant : « Comme beaucoup l'ont dit, pourquoi payons-nous des organisations terroristes et certains pays pour qu'ils nous haïssent ? » « L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a donné 164,7 millions de dollars à ces organisations liées au terrorisme », répétant « 165 millions... Merci à l'Administration de l'efficacité gouvernementale d'être intervenue et d'avoir mis au jour toute cette folie », pouvait-on lire dans le tweet original, publié par un partisan du Parti républicain. Le message comprenait une ventilation des dépenses financières de ces organisations, dont aucune n'a jamais été liée au terrorisme ni fait l'objet d'enquête à ce sujet. Cependant, Musk, propriétaire de X, a republié le tweet et l'a approuvé. Sa republication a été vue par environ 13 millions de personnes et retweetée environ 48 000 fois. Musk a qualifié ces organisations de « terroristes » simplement parce que leurs noms comprenaient les mots « islam », « islamique » ou « Palestine », ainsi que celles dont les noms étaient arabes.

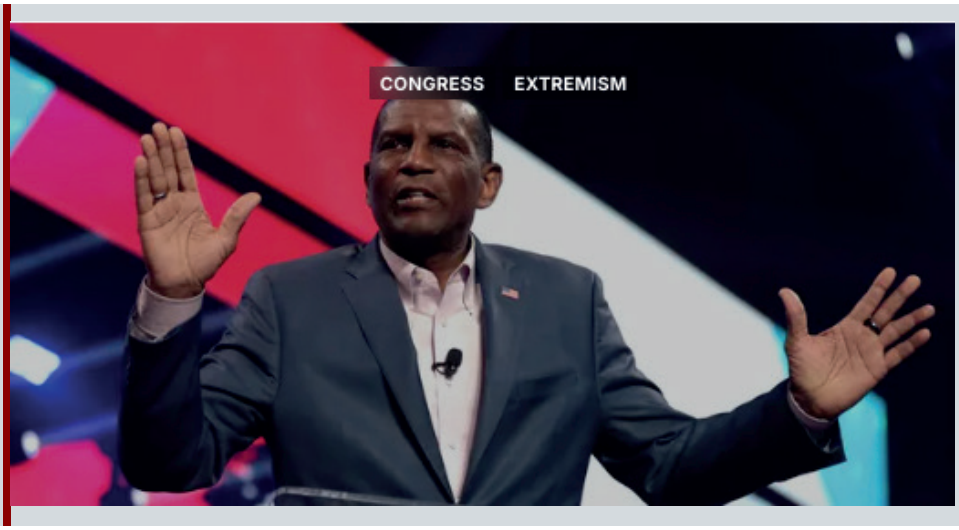





La prise des musulmans pour cible par l'extrême droite s'est également manifestée par des complots violents. Fin décembre 2024, des agents du FBI ont arrêté Joseph Fisher, un adolescent du comté de Stewart, pour avoir communiqué une menace de commettre des violences de masse. Selon cette déclaration sous serment, l'enquête a débuté lorsque Meta Platforms a informé le FBI d'un compte Instagram qui « envoyait des messages à un autre utilisateur indiquant qu'il prévoyait de commettre une fusillade de masse ». L'agent Potts a retracé un compte Instagram jusqu'à Gunner Fisher. « Fisher a également créé du contenu dans lequel il indiquait avoir acheté plusieurs armes, notamment un AR-15, des chargeurs prolongés pour l'AR-15, une lunette de visée et un fusil de chasse Saiga-12 », a écrit Potts. Le jeune homme « a publié des photos d'armes à feu et d'autres armes qu'il prétendait posséder, notamment une machette et un gilet tactique... Fisher a également publié qu'il était suicidaire et violent », a ajouté l'agent. Fisher était animé par une haine des Juifs, des Afro-Américains et des musulmans, et il croyait qu'il était « destiné à tuer ». Et comme d'autres tireurs de masse qu'il admirait, le jeune homme avait posé pour une photo avec une arme longue, préparé une vidéo témoignage et commencé à rédiger son manifeste. Début décembre 2024, Fisher a trouvé une nouvelle cible. « Je suis passé à une mosquée comme Brenton. » Fisher a choisi une mosquée située à Nashville.

Les élus ont continué à amplifier l'extrémisme antimusulman. Une organisation musulmane nationale a déclaré le 10 juin 2025 qu'elle avait désigné le membre du Congrès de Floride Randy Fine comme « extrémiste antimusulman » et l'avait inscrit sur sa « liste de haine islamophobe ». Selon Fine, qui représentait une partie du comté de Volusia et l'ensemble du comté de Flagler dans le cadre du district 6, cette organisation à but non lucratif avait utilisé « une rhétorique violente incessante à l'encontre des musulmans et des Palestiniens ». L'annonce du groupe se concentrait en partie sur les récents commentaires de Fine au News-Journal. Le News-Journal lui a posé des questions sur ses commentaires concernant Gaza sur Fox News, que certains ont interprétés comme signifiant qu'il soutenait l'utilisation d'armes nucléaires dans cette région. Fine a déclaré : « Cela montre la sophistication des médias terroristes musulmans, qui sont capables de convaincre des gens comme vous d'interpréter (les choses de cette manière). ... Je reconnais maintenant que la moitié des habitants de Gaza sont mariés à leurs cousins, ce qui explique qu'il y ait beaucoup de personnes souffrant de troubles mentaux. Mais il faut avoir un trouble mental pour interpréter ces commentaires de cette manière. » Le CAIR a qualifié les commentaires sur les Gazaouis de « racistes et déshumanisants ». « Depuis des années, [le représentant Fine] invoque des stéréotypes islamophobes et anti-palestiniens et incite à la violence contre les musulmans et les Palestiniens dans son pays et à l'étranger en toute impunité », a déclaré l'organisation.




**Ce type** de discours antimusulman ne se limite pas à certains politiciens. Le 25 juillet 2025, Burgess Owens, membre républicain du Congrès de l'Utah, a suscité la controverse après avoir partagé une vidéo antimusulmane provenant d'un compte X/Twitter qui publiait fréquemment des contenus haineux prônant

la suprématie blanche. Cette vidéo incendiaire, qui est restée sur le profil de M. Owens pendant plus de 14 heures avant d'être supprimée, montrait une femme tenant des propos mensongers et xénophobes sur l'islam et la société occidentale. La vidéo véhiculait de nombreuses fausses affirmations sur les musulmans et l'islam, notamment l'affirmation erronée selon laquelle cette religion « ne considère même pas le viol comme un crime », ce qui est contredit par la loi islamique. L'intervenante affirmait également que « le Royaume-Uni et maintenant les États-Unis sacrifient leurs femmes et leurs filles au nom de la diversité ». La vidéo se poursuivait par une série d'accusations incendiaires contre les immigrants musulmans, affirmant qu'ils « détestent les femmes, les enfants, les Blancs, l'Amérique et la civilisation occidentale ».

**Certains** candidats politiques ont porté l'extrémisme antimusulman à des niveaux choquants. Une campagne publicitaire anti-islamique publiée par une candidate d'extrême droite au Congrès, partisane de MAGA, dans laquelle elle incendie le Coran à l'aide d'un lance-flammes, a suscité une réaction furieuse. Valentina Gomez, qui se présentait aux élections de 2026 dans la 31e circonscription du Texas sous la bannière républicaine, a partagé cette vidéo extrême sur X dans le cadre de son engagement à « mettre fin à l'islam » dans l'État de Lone Star. Environ 1 % de la population du Texas est musulmane. Gomez avait déjà publié des vidéos violentes et tenu des propos haineux à l'encontre des musulmans, des Noirs et des immigrants, dans le but de se faire connaître et de relancer une carrière politique qui, jusqu'à présent, n'avait abouti à rien. « Vos filles seront violées et vos fils décapités, à moins que nous ne mettions fin à l'islam une fois pour toutes », a déclaré Gomez avant de mettre le feu à un exemplaire du livre saint.



Les responsables politiques au niveau de l'État ont également contribué à créer ce climat hostile. Sid Miller, commissaire républicain à l'agriculture du Texas, a doublé la mise en publiant un message islamophobe sur les réseaux sociaux. La semaine précédente, Miller avait publié sur son compte Facebook officiel un mème représentant l'islam sous la forme d'un serpent serrant la jambe d'un cow-

boy, avec un couteau portant l'inscription « solution » utilisé pour tuer le serpent. « Il est temps... », avait écrit Miller en légende du message, suscitant l'indignation des musulmans du Texas.



*Anthony Hudson, a truck driver from Grand Blanc Township and self-described "America First" candidate, has used social media platforms to portray Dearborn as a threat by falsely suggesting the Detroit suburb is facing "Muslim infiltration" and "Sharia law."*

Le ciblage des communautés à majorité musulmane est devenu un point central de la mobilisation d'extrême droite. Sous le slogan de ce qu'il appelle une « croisade américaine » visant à interdire la loi islamique et à « protéger les chrétiens », Anthony Hudson, candidat républicain peu connu au poste de gouverneur, a appelé à une marche de protestation à Dearborn le 18 novembre 2025. Hudson, un chauffeur routier qui se présente comme un candidat conservateur et pro-Trump, a profité de la montée de l'hostilité en ligne envers cette ville à majorité arabe et musulmane pour attirer l'attention sur sa campagne, autrement insignifiante. Hudson a pour la première fois fait de Dearborn une cible politique lors d'un débat télévisé républicain fin octobre avec cinq autres candidats du parti républicain. Il a faussement accusé la ville d'appliquer la charia et a promis de déployer la garde nationale du Michigan à Dearborn « pour protéger les habitants de la charia et de toutes les absurdités qui s'y déroulent ».




Jake Lang, a rightwing activist jailed for beating a police officer on January 6, leads an anti-Islam protest in Dearborn, Michigan, on 18 November 2025. Photograph: Rebecca Cook/Reuters

**Ce rassemblement** s'est traduit par des manifestations inquiétantes de haine. Des agitateurs nationalistes blancs et d'extrême droite ont envahi Dearborn, dans le Michigan, pour organiser un rassemblement anti-islam au cours duquel ils ont tenté de brûler un Coran et de susciter la controverse au sujet de l'importante population arabo-américaine de la ville. Cependant, la manifestation a été interdite par les dirigeants locaux sous prétexte qu'il s'agissait d'un coup de publicité bon marché visant à générer de l'argent et des clics pour les influenceurs d'extrême droite. Mais il ne fait guère de doute que la ville du Michigan est devenue une cible récurrente pour l'extrême droite avide de publicité, car elle compte le plus fort pourcentage de résidents arabes américains aux États-Unis. Des provocateurs similaires ont défilé avec une tête de cochon sur un poteau lors d'une foire arabo-américaine. Des influenceurs conservateurs populaires tels que Cam Higby, Jake Lang et des membres de l'organisation Turning Point USA de Charlie Kirk ont participé au rassemblement du 18 novembre, au cours duquel certains ont proféré des insultes racistes, déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire « Americans Against Islamification » (Les Américains contre l'islamisation) ou frappé un Coran avec une tranche de bacon. Lang s'est ensuite rendu à une réunion du conseil municipal de Dearborn, à majorité arabo-américaine, et, lors d'une diffusion en direct, a crié aux membres du conseil : « Foutez le camp de mon pays. Nous ne voulons pas de vous ici. »

**Les responsables** locaux ont également ouvertement adopté des positions antimusulmanes. Jessica Yaeger, conseillère municipale de Spokane Valley, a suscité une vive réaction après s'être déclarée « fière islamophobe » dans un message publié sur sa page Facebook personnelle et avoir affirmé que l'islam n'était pas une religion, mais une forme de gouvernement oppressif envers les femmes,

des commentaires qui ont été condamnés par les leaders des droits civiques, plusieurs de ses collègues conseillers municipaux et les responsables municipaux.



Randy Fine, then a member of the Florida Senate, answers a question on April 20, 2022, at the state capitol in Tallahassee, Florida [File: Phil Sears/AP]

**Les audiences** du Congrès ont fourni une tribune à des discours antimusulmans supplémentaires. Le député Randy Fine a suggéré que les « musulmans traditionnels » devraient être détruits, se vantant de ne pas avoir peur d'être qualifié d'islamophobe. Lors d'une audience du Congrès le 6 décembre 2025, Fine, qui avait depuis longtemps l'habitude de tenir des propos islamophobes et anti-palestiniens a cité le mythe selon lequel les Israéliens étaient interdits d'accès à certaines zones de la Cisjordanie occupée en raison de l'« apartheid » imposé aux colons israéliens. En réalité, l'armée israélienne, qui contrôle le territoire palestinien, avait installé des panneaux avertissant les colons de ne pas entrer dans les villes palestiniennes pour des raisons de sécurité. Mais les colons, souvent armés et protégés par les forces israéliennes, prennent régulièrement d'assaut et pillent les villages palestiniens. Au moins deux citoyens américains ont été tués lors d'attaques menées par des colons en 2025.

**L'extrémisme** dans les campagnes politiques a atteint de nouveaux sommets. Une ancienne candidate au poste de secrétaire d'État du Missouri s'est lancée dans la course à la Chambre des représentants des États-Unis dans la 31e circonscription du Texas avec un programme axé sur l'expulsion des musulmans de l'État. Valentina Gomez Noriega, qui s'était présentée au poste de secrétaire d'État du Missouri et avait terminé sixième des primaires avec 48 003 voix, selon Ballotpedia, se présentait sous la bannière républicaine contre le représentant sortant John Carter. Danny Hoskins, qui l'avait battue aux primaires du Missouri avec environ 100 000 voix d'avance, a remporté la course. Dans une vidéo annonçant sa campagne, Noriega a déclaré : « Votez pour moi afin que nous puissions expulser tous les sales musulmans du Texas. » Dans le message accompagnant la vidéo, elle a écrit : « Je ferai du Texas le pire endroit

pour les musulmans terroristes et les clandestins, que Dieu m'aide. Pour moi, ce n'est qu'une élection, mais pour vous, c'est VOTRE vie. Jésus est roi. » Elle a également déclaré dans la vidéo : « Sauvez vos filles du viol par Mohamed » Noriega a ajouté que New York était « tombée aux mains de l'islam », faisant peut-être référence à la victoire électorale de Zohran Mamdani, et a affirmé que le Michigan et le Minnesota étaient également « tombés ». Elle a déclaré que si le Texas « tombait aux mains de l'islam », ce serait parce que les gens n'auraient pas voté correctement.

**La normalisation** du discours antimusulman s'est étendue aux forums publics. À New York, une semaine seulement avant l'élection du premier maire musulman de l'histoire de la ville, la chroniqueuse britannique Melanie Phillips a déclaré que « l'Occident est confronté à un culte de la mort dans les forces de l'islam ». Cette remarque, reprise à plusieurs reprises par des voix britanniques, européennes, américaines et israéliennes, a été faite lors d'une conférence intitulée « Rage Against the Hate » (La rage contre la haine), ironiquement inspirée du groupe antiraciste des années 1990 Rage Against the Machine, connu pour ses membres politiquement actifs, anti-impérialistes et anticapitalistes qui protestaient ouvertement contre la violence d'État. Cette déclaration a été accueillie par des hochements de tête approbateurs, sans qu'il soit nécessaire d'apporter des preuves, bien qu'elle soit historiquement infondée. Une telle phrase n'est pas isolée ; elle condense une vision du monde construite depuis la Seconde Guerre mondiale à travers la guerre, la répression et la redéfinition de l'islam comme une menace civilisationnelle. La remarque n'était pas intéressante en soi ; ce qui importe, c'est l'architecture qui l'a rendue lisible, voire réconfortante pour un public qui ne voit aucun problème à qualifier une religion mondiale d'intrinsèquement meurtrière.

**Au Canada,** un homme de Toronto a été accusé de voies de fait causant des lésions corporelles et de menaces après qu'un employé d'hôtel à Markham a été battu le mois précédent dans ce que la police a qualifié d'attaque « violente et motivée par la haine ». La victime était un homme musulman, selon le Conseil national des musulmans canadiens (CNMC). Dans un message publié sur les réseaux sociaux le 6 octobre 2025, le CNMC a déclaré qu'un client de l'hôtel avait interrogé l'homme sur son identité ethnique et religieuse, et qu'il avait été agressé et battu lorsqu'il avait répondu qu'il était musulman. Ses blessures étaient « horribles et bouleversantes », a déclaré le CNMC. Dans un communiqué de presse publié le 8 octobre 2025, la police régionale de York a déclaré que l'agression présumée avait eu lieu dans un hôtel situé près de l'autoroute 7 E et

de Commerce Valley Drive W. le 28 septembre 2025. La police a déclaré avoir été appelée à l'hôtel peu après 3 heures du matin pour une agression en cours. Un employé avait signalé qu'un client en état d'ébriété était devenu agressif, a déclaré la police. À leur arrivée, les policiers ont trouvé l'employé blessé et ont arrêté le suspect à proximité. La police a déclaré que l'employé avait subi de graves blessures à la tête et que les ambulanciers l'avaient emmené dans un centre de traumatologie. La police a déclaré avoir appris au cours de son enquête que le suspect essayait de payer sa chambre lorsque sa carte de crédit a été refusée. « Une altercation verbale s'en est suivie et l'attitude du suspect a changé lorsqu'il a appris que la victime était musulmane », a déclaré la police dans son communiqué. « Le suspect s'est énervé, a dit à la victime qu'il allait le tuer et l'a poursuivi jusqu'à une chambre où il l'a violemment agressé. »



Garrett Pollock, 35, was among two men to appear before a special sitting of Portlaoise District Court on Friday



Karolis Peckauskas also appeared before a court in Portlaoise

**En Irlande,** un groupe d'extrême droite a menacé dans une vidéo d'attaquer une mosquée de Galway, des hôtels hébergeant des migrants et des centres du Service international d'hébergement et de protection, a déclaré un tribunal. Deux hommes, l'un originaire d'Irlande du Nord et l'autre de la République d'Irlande, ont comparu devant une session spéciale du tribunal de district de Portlaoise le 7 novembre 2025 après que la police a découvert des explosifs dans les comtés de

Down et de Laois. Garrett Pollock a été arrêté par la brigade des stupéfiants de Portlaoise le 4 novembre. Il a été inculpé pour possession présumée d'explosifs à O'Moore Place, à Portlaoise, et à une adresse à Kilhorne Green, dans le comté de Down. La police d'Irlande du Nord (PSNI) et la police irlandaise (An Garda Síochána) ont fait ces découvertes dans le cadre d'une opération antiterroriste transfrontalière. Selon les témoignages du détective Declan O'Connor, une vidéo aurait été réalisée par quatre hommes masqués qui auraient fait part de leur intention de mener des actions violentes contre certaines cibles, a rapporté la chaîne de télévision irlandaise RTÉ. La vidéo aurait été enregistrée dans une maison à Portlaoise et la police irlandaise ne pense pas qu'elle ait été diffusée. Un document, également trouvé lors des perquisitions, a été décrit comme un « manifeste » du groupe. Le juge Andrew Cody a déclaré que dans la vidéo, qui a été diffusée après l'audience, les hommes parlaient d'attaquer ce qu'ils appelaient « la première mosquée d'Irlande » à Galway, ainsi que d'autres projets d'attaques contre d'autres mosquées, des centres IPAS et des hôtels hébergeant des migrants. Il a déclaré que la vidéo était « un exercice de déclaration publiée après une attaque terroriste réussie ». Le juge Cody a déclaré qu'après avoir visionné la vidéo, les soupçons de la police selon lesquels l'un de ces hommes était M. Pollock étaient fondés et il a refusé la libération sous caution. Karolis Peckauskas, de Newfoundwell Road à Drogheda, dans le comté de Louth, a également comparu devant le tribunal. Il a été accusé d'avoir sciemment été en possession d'une substance explosive à O'Moore Place, à Portlaoise, dans le comté de Laois, mardi.

**Au Royaume-Uni,** l'ancienne ministre de l'Intérieur Suella Braverman a déclaré à une délégation à Washington que la Grande-Bretagne pourrait devenir la première nation islamiste à posséder des armes nucléaires. Selon Bill Curtis, du London Economic, elle a averti que la Grande-Bretagne pourrait « tomber entre les mains du fondamentalisme musulman » et devenir un ennemi de l'Amérique à l'image de l'Iran dans les 20 prochaines années. Braverman a déclaré : « Le vice-président JD Vance a déclaré lors de la conférence National Conservatism, à laquelle j'ai également pris la parole cet été que le Royaume-Uni allait devenir la première nation islamiste dotée d'armes nucléaires. Je ne pense pas qu'il plaisantait... Est-il impossible que, dans 20 ans, ce soit le Royaume-Uni, et non la Chine ou la Russie, qui émerge comme la plus grande menace stratégique pour les États-Unis ? ... Né d'une relation brisée et d'un leadership faible. Que se passera-t-il si le Royaume-Uni tombe entre les mains du fondamentalisme musulman, si

notre système juridique est remplacé par la charia et si nos capacités nucléaires sont confiées à un régime qui n'est pas très différent de celui de l'Iran actuel ? »

**Ces discours** tenus par des personnalités politiques de haut rang s'accompagnaient de dénégations explicites de tout préjugé antimusulman. Le député réformiste Lee Anderson a affirmé qu'il n'existait « rien de tel que l'islamophobie » et qu'il s'agissait d'un « mot inventé ». M. Anderson a fait ces commentaires dans un discours prononcé lors d'un rassemblement réformiste à Birmingham le 28 mars 2025, à l'occasion du lancement de la campagne électorale locale du parti.




Brogan Stewart, Christopher Ringrose and Marco Pitzettu were intent on carrying out a violent attack, counter-terror police said

**Au-delà** de la rhétorique, les extrémistes d'extrême droite planifiaient activement des actes de violence. Trois extrémistes d'extrême droite qui avaient accumulé des centaines d'armes et prévoyaient de mener des attaques contre des cibles, notamment une mosquée, ont été reconnus coupables d'infractions terroristes. Brogan Stewart, du West Yorkshire, Christopher Ringrose, du Staffordshire, et Marco Pitzettu, du Derbyshire, faisaient partie d'un groupe en ligne qui « idolâtrait le régime nazi ». La Cour royale de Sheffield a entendu Stewart décrire en détail comment il avait torturé un leader musulman à l'aide d'un « kit d'extraction d'informations ». Les trois hommes ont été reconnus coupables d'actes terroristes par la même cour le 14 mai 2025 et leur sentence sera prononcée le 17 juillet 2025.

**La propagation** de fausses informations sur les musulmans a continué d'alimenter la violence et les troubles. La ville anglaise de Liverpool s'est réveillée le 27 mai 2025 sous une avalanche de questions concernant un véhicule qui avait percuté une foule lors d'un défilé sportif la veille au soir, blessant des dizaines de personnes, dont deux gravement. Mais au milieu de toute cette horreur et de cette

confusion, un fait est apparu : le conducteur de la voiture était un Britannique blanc, et il avait été arrêté sur les lieux. La police locale du Merseyside a divulgué cette information moins de deux heures après l'incident, alors que les réseaux sociaux regorgeaient déjà de théories alternatives sur ce qui avait pu se passer et pourquoi. La décision de divulguer aussi rapidement l'origine ethnique et la nationalité du conducteur semblait calculée pour désamorcer les rumeurs et les fausses informations qui s'étaient répandues après d'autres incidents violents survenus récemment en Grande-Bretagne. Au cours de l'été 2024, après qu'un homme né en Grande-Bretagne et dont les parents étaient originaires du Rwanda a mortellement poignardé trois jeunes filles dans un studio de danse à Southport, une ville au nord de Liverpool, de fausses informations selon lesquelles l'agresseur était un migrant musulman sans papiers se sont rapidement répandues sur Internet. Le lendemain, une émeute a éclaté à Southport, la première d'une série d'émeutes dans plusieurs villes d'Angleterre. Au moment où la police a annoncé que l'agresseur, Axel Rudakubana, était né en Grande-Bretagne, les informations erronées avaient déjà atteint des millions de personnes. Un faux nom, « Ali Al-Shakati », a circulé en ligne pendant une journée avant que les autorités ne clarifient la situation. Dans cette affaire, la police était légalement tenue de ne pas divulguer l'identité du suspect et a reçu des « conseils contradictoires » de la part des procureurs quant à la possibilité de confirmer qu'il n'était pas musulman. Par la suite, un rapport de la commission parlementaire sur les émeutes, qui avaient été fomentées en ligne par des personnalités d'extrême droite, a conclu que les restrictions imposées à la police en matière de communication dans les affaires pénales n'étaient « pas adaptées à l'ère des réseaux sociaux ».

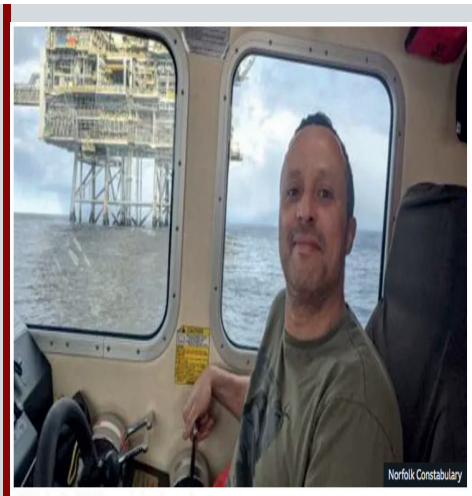


The incident took place at the Islamic Centre on University Road on Friday night

**Des attaques** directes contre des institutions musulmanes ont également eu lieu. Un homme accusé d'avoir utilisé des explosifs lors d'une attaque contre le

Centre islamique de Belfast pourrait devoir subir une évaluation psychiatrique, a déclaré un tribunal. Environ 30 personnes priaient à l'intérieur du bâtiment lorsqu'un engin explosif a été lancé à travers la fenêtre vendredi soir. L'incident s'est produit au Centre islamique d'University Road le 20 juin 2025. Jonathan Robert Bell, originaire de Chester Manor, à Belfast, a été accusé d'avoir tenté de provoquer une explosion et d'avoir tenté de commettre un incendie criminel pouvant mettre des vies en danger.

**L'infrastructure** d'extrême droite au Royaume-Uni a bénéficié d'un soutien international important. Tommy Robinson s'est soudainement retrouvé avec des fonds américains qui l'ont transformé d'agitateur de droite en « journaliste citoyen » autoproclamé, avec des vidéos soignées et un vaste public sur les réseaux sociaux qui ont contribué à attirer 110 000 manifestants dans les rues de Londres le 13 septembre 2025 lors de sa manifestation « Unir le Royaume ». L'argent d'un seul homme, le milliardaire américain Robert Shillman, lie Robinson à un « Who's Who » d'influenceurs d'extrême droite qui comptent des millions d'abonnés en ligne. Parmi eux figurait l'activiste conservateur américain Charlie Kirk, assassiné dans l'Utah la semaine précédente. La réinvention de Robinson à l'ère des réseaux sociaux, qui a renforcé son intérêt pour les musulmans prétendument impliqués dans des abus sexuels sur des enfants, est le résultat de sa « bourse Shillman » en 2017 au site web canadien de droite Rebel Media (aujourd'hui Rebel News), d'un montant d'environ 85 000 livres sterling sur un an. Shillman, qui se fait appeler « Dr Bob », serait une figure clé du mouvement transatlantique « contre-jihad ». Il a investi dans une vingtaine de bourses, en collaboration avec Rebel News et le groupe de réflexion de droite David Horowitz Freedom Center (DHFC), dont l'objectif est de « promouvoir la liberté et de dénoncer les mensonges de la gauche radicale, du mouvement islamiste et de leurs alliés dans les médias ». À peu près au moment où l'argent de Shillman était versé à Robinson, Hopkins et Loomer, il a versé plus de 200 000 dollars pour couvrir les frais juridiques du politicien d'extrême droite néerlandais Geert Wilders dans le cadre de sa défense réussie contre des accusations de discours haineux à l'encontre des musulmans et des Marocains. Wilders a pris la parole lors de deux rassemblements « Free Tommy » en 2018 et Robinson lui a rendu visite aux Pays-Bas.



Abdulkadar Chadli died from a single stab wound


Elvis Vickers, 48, claimed he had attacked Chadli in self-defence, but a jury convicted him of murder
Credit: Norfolk Police


A police car on Mousehold Street, Norwich, after a man was found dead in a property on the street in November last year
Credit: ITV News Anglia

**Le sentiment** antimusulman s'est également manifesté par des violences meurtrières. Un ancien soldat accusé d'avoir assassiné son voisin a déclaré que la société « s'inclinait devant les musulmans » et a décrit la victime comme un « mauvais élément » qui avait « tenté le diable », selon les déclarations faites lors de son procès. Abdulkadar Chadli a été retrouvé mort, poignardé d'un seul coup à la poitrine, dans une propriété de Mousehold Street, à Norwich, en novembre 2024. Le jury a visionné les images filmées par les caméras corporelles des policiers qui se sont rendus en premier lieu au domicile d'Elvis Vickers, 48 ans, et ont découvert M. Chadli gisant sur le sol de la salle de bain. M. Vickers, qui nie le meurtre, peut être entendu sur les images dire qu'il s'agissait de « légitime défense ». Les policiers arrivés sur les lieux ont déclaré au tribunal qu'il y avait un couteau d'environ 12 cm de long, taché de sang, à côté du téléviseur. Les images filmées par la caméra corporelle de l'agent Daniel Hughes montrent M. Vickers menotté et racontant les événements tandis qu'un autre agent tentait de sauver la vie de M. Chadli. « Je sais que je vais être condamné pour meurtre », a déclaré M. Vickers, comme on peut l'entendre sur l'enregistrement truffé de jurons qui a été diffusé au jury. Tout en parlant de ce qui venait de se passer, l'accusé a déclaré que la victime était « un voyou, comme tous les autres » et qu'il « avait tenté le diable, n'est-ce pas ? ». L'agent Hughes a déclaré que M. Vickers « sentait l'alcool » et, lorsque l'avocat général Matthew Sorel-Cameron lui a demandé si ses yeux étaient « quelque peu vitreux », il a répondu « oui ». Le jury avait précédemment entendu M. Vickers déclarer qu'il « ne laisserait pas ces terroristes diriger ma rue » avant l'attaque présumée. À la Cour royale de Norwich, Christopher Paxton KC a déclaré que M. Vickers « était un homme consumé par la colère et la haine ».[1]

**Les personnalités** des médias traditionnels ont également contribué à la normalisation des préjugés antimusulmans. GB News a été appelé à rompre ses liens avec une collaboratrice régulière qui avait été accusée de racisme après avoir déclaré que la vice-présidente de la Chambre des communes, Nusrat Ghani, ne devrait pas être autorisée à siéger à la Chambre parce qu'elle était née au Pakistan. Les commentaires de Lucy White, une militante de droite, ont suscité des critiques de la part de l'ensemble du spectre politique, qui a mis en garde contre la normalisation croissante d'un langage explicitement raciste dans la vie britannique. Mme White, présentée comme une experte en politiques publiques lors de ses apparitions sur GB News et TalkTV de Rupert Murdoch, a déclaré sur son compte X le 26 novembre : « Aujourd'hui, la vice-présidente qui préside la déclaration budgétaire à la Chambre des communes britannique est Nus Ghani. Nus Ghani est née au Cachemire, au Pakistan. Il ne devrait y avoir aucune personne née au Pakistan à la Chambre des communes britannique. »[2]

**Des personnalités** politiques locales ont également ouvertement adopté des positions antimusulmanes. Un conseiller conservateur écossais a affirmé que l'islamophobie était « inventée » et a qualifié les demandeurs d'asile d'« animaux », a révélé The National. Gordon Lang, représentant du gouvernement local dans l'Aberdeenshire pour le parti de Russell Findlay, a été poussé à démissionner par un membre du Parlement écossais après la divulgation de ses tweets « odieux ». Réagissant sur Twitter/X à l'annonce que le Parti travailliste allait abandonner la définition de l'islamophobie, Lang a écrit : « Je le dis depuis des années. Le terme « islamophobie » (mot inventé) protège un groupe au détriment des autres. » Dans un tweet concernant le projet d'accueillir des étudiants de Gaza en Grande-Bretagne, il a écrit : « Père = Hamas Oncle = Hamas Frère aîné = Hamas Frère cadet = Hamas Mère = nourrit le père, l'oncle et les deux frères ».[3]



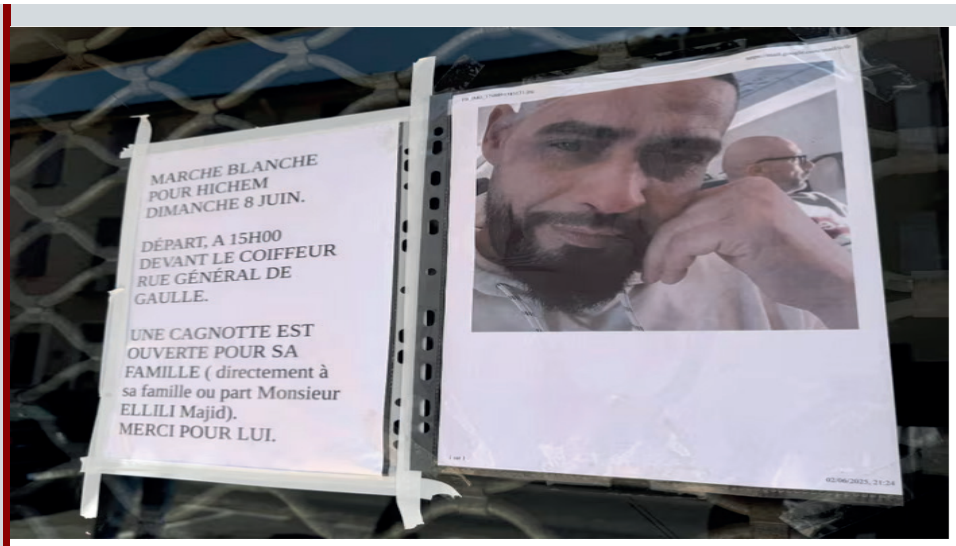
Sir Mufti Hamid Patel CBE sera président par intérim de l'Ofsted pendant cinq mois à compter du mois de mars. Photo de Jon Thompson

**En France,** lorsque Sir Hamid Patel a été nommé président par intérim de l'Ofsted, l'organisme britannique de régulation scolaire, la semaine précédente, rares étaient ceux qui pensaient que cela ferait la une de l'actualité internationale. Patel, éminent dirigeant scolaire britannique adoubé en 2021 pour ses services rendus à l'éducation, n'était pas un choix inhabituel pour la présidence de l'Ofsted. Il est directeur général de Star Academies, un trust multi-académique très prospère qui gère 36 écoles à travers le pays, principalement dans des zones défavorisées. Pourtant, presque immédiatement, une avalanche de messages racistes et antimusulmans a commencé à l'attaquer sur la plateforme de médias sociaux X, anciennement connue sous le nom de Twitter, mais toujours couramment appelée ainsi. La plupart des critiques concernant sa nomination proviennent de comptes anonymes d'extrême droite, qui se concentrent uniquement sur sa foi musulmane et ses vêtements religieux de style arabe. Au cours du week-end, une série d'articles a révélé que M. Patel avait encouragé les élèves musulmans de ses écoles confessionnelles à lire le Coran et à porter le hijab, et qu'il avait autorisé en 2010 la visite à l'école du grand imam de la Grande Mosquée de La Mecque, Cheikh Abdul-Rahman al-Sudais. Malgré les attaques en ligne, les politiciens britanniques ne font pas partie de ceux qui critiquent M. Patel. Cependant, des politiciens d'un pays voisin se sont joints de manière inattendue à ces critiques. Des politiciens et des commentateurs médiatiques français ont exprimé leur indignation face à la nomination de cet éducateur musulman britannique. François-Xavier Bellamy est membre du Parlement

européen et vice-président du parti de droite Les Républicains. Dans un message publié en français sur X le 15 mars 2025, M. Bellamy a relayé une fausse théorie du complot selon laquelle M. Patel ferait partie d'un « projet islamiste » visant à prendre le contrôle des institutions britanniques. « Le projet islamiste consiste à prendre le contrôle des institutions, à commencer par les écoles ». Il n'existe aucune preuve que Patel ait jamais défendu une idéologie religieuse ou politique. Jean Messiha, figure de proue de l'extrême droite française et ancien porte-parole du parti Reconquête du candidat à la présidentielle de 2022 Éric Zemmour, s'est joint au concert de critiques. Messiha, qui compte près de 300 000 followers sur X, a publié une photo de Patel accompagnée de la légende : « Je vous présente l'inspecteur général de l'éducation nationale de Grande-Bretagne ».[4]

**La réponse** du gouvernement français aux violences antimusulmanes a également suscité des critiques. Le gouvernement a été accusé d'avoir réagi trop lentement au meurtre d'Aboubakar Cissé le 25 avril 2025. À la suite de cette agression au couteau, Mediapart s'est entretenu avec Abdallah Zekri, recteur de la mosquée Sud-Nîmes dans le sud de la France et vice-président du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'organisme représentatif des musulmans. Il a critiqué la stigmatisation des musulmans en France et s'est dit lui aussi choqué par la lenteur de la réaction des autorités après le meurtre du jeune homme. Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur également chargé des affaires religieuses, a publié un bref message de solidarité avec la communauté musulmane le jour du meurtre. Mais il n'a annulé aucun de ses engagements publics (nombreux, puisqu'il fait campagne pour la présidence du parti conservateur Les Républicains) pour se rendre immédiatement dans la ville, comme il l'avait fait après d'autres incidents violents. Il a fallu encore 24 heures au Premier ministre, François Bayrou, pour condamner « l'islamophobie ignoble [...] montrée dans la vidéo », et un jour de plus au président, Emmanuel Macron, pour s'exprimer publiquement et condamner le « racisme » et la « haine religieuse » en France. Il a été plus rapide à exprimer sa solidarité après une attaque à Vancouver, où un conducteur a foncé dans la foule, même si cette tragédie, qui s'est produite lors d'un événement culturel philippin, a eu lieu un jour après l'attaque de la mosquée en France. Selon Mediapart, aucun membre du gouvernement ni aucun représentant de l'État n'a participé à la marche silencieuse organisée à La Grand-Combe. Lorsque Retailleau s'est finalement rendu dans la ville le 27 avril, une visite tardive critiquée même au sein de son propre parti, il a limité sa présence à des discussions à huis clos à la sous-préfecture et a annoncé la mise en place d'une protection sécuritaire pour

les mosquées. Il ne s'est pas rendu à la mosquée et n'a pas rencontré la famille de la victime. Interrogé lors d'une interview télévisée sur ce retard, Retailleau a justifié sa prudence par l'incertitude quant à la motivation du crime, malgré la vidéo et les propos antimusulmans que le suspect aurait publiés en ligne. Tout au long de l'interview, Retailleau a simplement fait référence à la victime en tant qu'« individu », sans jamais mentionner son nom, et a ensuite imputé le meurtre à notre « société multiculturelle ».[5]




A notice at the salon where Hichem Miraoui worked advertises an anti-racist march. His alleged killer reportedly posted racist videos on social media. Photograph: Viken Kantarci/AFP/Getty Images

**Les violences** mortelles motivées par la haine antimusulmane se sont poursuivies. Les procureurs ont ouvert une enquête pour terrorisme après qu'un homme du sud de la France, qui aurait publié des vidéos racistes en ligne, aurait abattu son voisin tunisien. Hichem Miraoui, un coiffeur tunisien qui vivait dans le village de Puget-sur-Argents, près de la ville méditerranéenne de Fréjus, a été abattu de cinq balles près de son domicile dans la soirée du 31 mai 2025 et est décédé sur place. Le meurtrier présumé, un Français qui serait le voisin de Miraoui, aurait pris la fuite en voiture et aurait été arrêté à proximité après que sa compagne a alerté la police. Il aurait également blessé un Turc à la main. Le procureur régional, Pierre Couttenier, a déclaré que le meurtrier présumé, un passionné de tir sportif, « avait publié deux vidéos sur son compte de réseau social contenant des propos racistes et haineux avant et après son attaque ». Les médias français ont rapporté que l'homme avait prêté allégeance au drapeau français et avait appelé les Français à rechercher et à abattre les personnes d'origine étrangère. Les procureurs spécialisés ont déclaré avoir ouvert une enquête sur un « complot terroriste » motivé par la race ou la religion des victimes. Le suspect voulait « perturber l'ordre public par la terreur », a déclaré une source proche de l'affaire

à l'Agence France-Presse. Mourad Battikh, avocat de la famille de Miraoui, a déclaré : « La mort d'Hichem est la conséquence directe d'un climat alimenté par la stigmatisation [...] et la banalisation de la violence raciste. »[6]

**En Espagne,** le parti Vox, troisième force parlementaire avec 33 sièges, a lancé une violente campagne anti-migrants visant les 2,5 millions de musulmans du pays. Profitant de la politique anti-migrants du gouvernement PSOE-Sumar. Vox a ravivé les traditions les plus réactionnaires de la classe dirigeante espagnole. En juillet 2025, la porte-parole nationale de Vox, Rocío De Meer, a exigé l'expulsion massive des migrants, y compris des citoyens naturalisés, déclarant : « Tous les millions de personnes arrivées récemment, qui ne se sont pas adaptées à nos coutumes et qui, dans bien des cas, ont contribué à l'insécurité dans nos quartiers… devront retourner dans leur pays. » Le leader de Vox, Santiago Abascal, a appelé à expulser « tous ceux qui sont venus commettre des crimes, qui tentent d'imposer une religion étrangère [l'islam], qui maltraitent ou rabaissent les femmes, qui veulent vivre aux dépens d'autrui, et tous les mineurs non accompagnés. »

**Cette** rhétorique s'est rapidement traduite par des violences et des politiques discriminatoires. En quelques semaines, la violence fasciste s'est intensifiée. En juillet, plusieurs centaines de militants d'extrême droite ont perpétré un pogrom à Torre Pacheco, dans la province de Murcie, s'en prenant à des ouvriers agricoles marocains à coups de battes et de gaz poivre, saccageant des voitures et vandalisant des commerces tenus par des immigrés. Abascal a réagi en dénonçant « l'immigration de masse », affirmant qu'elle avait « volé nos frontières, volé notre paix et volé notre prospérité ». En Catalogne, une mosquée sur le point d'ouvrir ses portes a été incendiée et entièrement détruite. La campagne s'est poursuivie en août. La semaine précédente, à Jumilla, dans la province de Murcie, une motion présentée par Vox avait été adoptée interdisant l'utilisation des installations sportives publiques « pour des activités religieuses, culturelles ou sociales qui ne reflètent pas l'identité de la ville, à moins qu'elles ne soient organisées par les autorités locales ». Cette mesure visait les musulmans, les empêchant de célébrer leurs deux principales fêtes annuelles : l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du Ramadan, et l'Aïd el-Adha. Vox a tweeté : « Grâce à Vox, le premier décret interdisant les célébrations islamiques dans les espaces publics en Espagne a été approuvé. L'Espagne a été et restera la terre du peuple chrétien. »

**Même** les autorités religieuses se sont jointes à la campagne antimusulmane. Face à l'indignation publique, l'Église catholique elle-même a été contrainte de réprimander Vox. Abascal a réagi en accusant la hiérarchie ecclésiastique d'être compromise par les « fonds publics qu'elle reçoit » de l'État, par son rôle dans la gestion de l'aide aux migrants et a même insinué que les scandales de pédophilie l'avaient « réduite au silence ». Le 20 août 2025, Jesús Sanz, archevêque d'Oviedo, s'est rangé du côté de Vox. Sur X, il a qualifié les musulmans espagnols de « petits Maures » (moritos) – une insulte raciste remontant à l'Inquisition – et s'est insurgé contre les célébrations musulmanes dans l'espace public. Il a exigé « réciprocité » pour les chrétiens assassinés sur « leurs territoires » et a dénoncé ceux qui « citent des textes ecclésiastiques pour se donner bonne conscience, afin de continuer à nous tuer ».

**Le ciblage** des pratiques musulmanes s'est étendu aux écoles. Vox menait une campagne pour interdire le hijab et la nourriture halal dans les écoles publiques. À Parla, banlieue populaire de Madrid, deux écoles ont déjà interdit le hijab, et au moins deux autres devraient suivre. Ces interdictions étaient rarement formulées explicitement. Elles étaient plutôt dissimulées dans des règlements interdisant les « voiles », tandis que les symboles chrétiens tels que les croix, les médailles ou les images de la Vierge Marie étaient autorisés.[7]

**En Allemagne,** de hauts responsables de la Deutsche Welle (DW), la chaîne de télévision internationale allemande, ont été accusés d'entretenir un climat de peur et de partialité parmi les journalistes couvrant la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza. Au moins treize employés et pigistes, ainsi qu'un ancien correspondant, ont déclaré que la chaîne penchait en faveur d'Israël. Certains ont même affirmé que des propos islamophobes et déshumanisants à l'égard des Palestiniens étaient tolérés dans la rédaction berlinoise, selon Al Jazeera, chaîne basée au Qatar. Parmi les documents internes obtenus par Al Jazeera figure un guide de style de la DW interdisant explicitement l'utilisation du terme « Palestine » dans ses reportages, précisant que ce terme « n'a pas encore acquis le statut d'État ». La DW a rejeté les accusations formulées dans l'article, affirmant notamment qu'elle n'interdit pas l'utilisation du mot « Palestine » dans ses reportages. Le terme « Palestine » est utilisé en lien avec les activités palestiniennes au sein des instances internationales et les actions de l'Autorité palestinienne : le drapeau palestinien, le Premier ministre palestinien, la représentation palestinienne. Cependant, nous n'utilisons pas le terme « Palestine » pour désigner le territoire en question, car il n'a pas encore acquis le statut d'État. « Par territoire, nous

entendons spécifiquement la Cisjordanie, Gaza/la bande de Gaza ou les Territoires palestiniens », a précisé le média allemand dans un courriel. Un ancien producteur de haut rang a décrit son expérience à la DW comme un climat de peur constant, sous la surveillance étroite de la direction. « Deutsche Welle se vante de grands principes comme la liberté de la presse, mais il est clair que ce n'est que de la poudre aux yeux », a-t-il déclaré à la chaîne basée à Doha.[8]



**Aux Pays-Bas,** quatorze organisations musulmanes ont déposé une plainte pénale conjointe contre le politicien d'extrême droite Geert Wilders, l'accusant d'incitation à la haine, à la discrimination et à la violence envers les musulmans. Cette action en justice, intentée le 11 août 2025, fait suite à une publication controversée partagée par Wilders sur la plateforme de médias sociaux X le 4 août 2025. L'image montrait la moitié gauche d'une jeune femme blonde, qualifiée de « bonne », et la moitié droite d'une femme âgée, en colère et portant un foulard, qualifiée de « mauvaise ». Muslim Rights Watch, l'une des organisations signataires, a déclaré que cette image dépeignait les musulmans comme « dangereux et indésirables » et ressemblait fortement à la propagande nazie qui présentait les Juifs comme « inhumains, menaçants et indésirables… Cette image est étrangement similaire à celles utilisées dans l'Allemagne nazie pour déshumaniser les Juifs », a déclaré Muslim Rights Watch dans un communiqué publié sur Facebook. Wilders, chef du parti d'extrême droite pour la liberté (PVV), est connu pour sa rhétorique anti-islam et a fait de la lutte contre l'islam un pilier central de son programme politique.[9]

**En Europe,** le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et la Française Marine Le Pen ont été les têtes d'affiche d'un rassemblement à Madrid le 8 février 2025, organisé par le plus important bloc d'extrême droite européen. Galvanisés par le retour au pouvoir de Donald Trump, ils appelaient à un « virage à 180 degrés ». Le

mouvement Patriots for Europe a repositionné les forces d'extrême droite au sein de l'Union européenne. Il est devenu la troisième force du Parlement européen après sa création en 2025, sous l'impulsion d'Orbán, dans le but de faire basculer l'UE vers l'extrême droite. « Hier, nous étions les hérétiques. Aujourd'hui, nous sommes le courant dominant… Nous sommes l'avenir », a proclamé Orbán, partageant la scène avec d'autres figures de proue de l'extrême droite nationaliste, dont le virulent militant anti-islam néerlandais Geert Wilders, le vice-Premier ministre italien Matteo Salvini et l'ancien Premier ministre tchèque Andrej Babiš.[10]




**En Inde,** le juge Shekhar Kumar Yadav de la Haute Cour d'Allahabad, convoqué par la Cour suprême suite à des propos visant les musulmans lors d'un événement organisé par le Vishwa Hindu Parishad (VHP), a écrit au président de la Haute Cour pour réaffirmer ses propos, qui, selon lui, ne violaient aucun principe de déontologie judiciaire. D'après le journal The Indian Express, le juge Yadav aurait écrit dans sa réponse au président de la Haute Cour d'Allahabad, Arun Bhansali, que son discours exprimait des réflexions sur des questions de société, conformément aux valeurs inscrites dans la Constitution, et n'avait pas pour but d'inciter à la haine envers une quelconque communauté. Lors d'un discours controversé sur le Code civil uniforme, prononcé le 8 décembre 2024 dans la salle de la bibliothèque de la Haute Cour d'Allahabad, le juge Yadav a utilisé le terme péjoratif « kathmulla » et a déclaré que l'on ne pouvait attendre des enfants musulmans qu'ils soient « tolérants » et « généreux », car ils sont exposés à la violence – « à l'abattage d'animaux » – dès leur plus jeune âge. En comparaison, ajouta Yadav, les hindous apprennent la bienveillance dès leur plus jeune âge et leurs enfants sont imprégnés de non-violence et de tolérance. Évoquant la communauté hindoue, il déclara que l'Inde ne fonctionnerait que selon les souhaits de la « majorité ».[11]



**Malgré** les restrictions légales, des figures extrémistes religieuses ont continué à propager la haine. En dépit de l'injonction de la Cour suprême interdisant tout discours haineux de la part de Yati Narsinghanand, responsable du temple Dasna, ce leader d'extrême droite a proféré des injures à l'encontre de la communauté musulmane lors du Parlement mondial des religions qui s'est tenu à Haridwar le 20 décembre 2024. Le prêtre, vêtu de safran et entouré de membres d'extrême droite, a lancé une menace de violence à peine voilée, faisant allusion à une déclaration controversée faite des années auparavant par Akbaruddin Owaisi, dirigeant de l'All India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen (AIMIM). Cette déclaration, faite par Owaisi en 2012, avait suscité l'indignation lorsqu'il aurait mis au défi la police de quitter les lieux pendant 15 minutes, permettant ainsi à la communauté musulmane de manifester sa force, selon siasat.com. Lors de cet événement, il avait appelé à la « destruction » des individus qui avaient entravé le bon déroulement du programme. S'adressant à une assemblée de fidèles, il déclara : « La principale cause de notre malheur, à nous autres hindous, est l'absence d'un pays qui nous soit propre », réitérant ainsi sa revendication d'un État hindou (Hindu Rashtra). Narsinghanand évoqua ensuite sa vision d'une « nation védique Sanatana », une nation où, selon lui, « il n'y aurait pas de place pour une seule mosquée, une seule madrasa, ni un seul djihadiste ». Établissant un parallèle avec la position « protectrice » d'Israël envers les Juifs, il affirma qu'une telle nation serait un protecteur mondial des hindous.[12]



**Au lieu d'être punis,** les dirigeants politiques qui se sont livrés à des discours haineux ont été récompensés. Nitesh Rane a traité les musulmans de proxénètes pakistanais, de porcs verts et de serpents verts ; il a menacé de les déshabiller et de les battre, et a exhorté les hindous à les boycotter et à démolir les mosquées. La police avait déposé – sur ordre du tribunal – 20 plaintes contre lui, dont 19 au cours des deux dernières années. Pourtant, elle n'a jamais interrogé ni pris de mesures contre Nitesh Rane, député du Maharashtra à trois reprises, violant ainsi les injonctions de la Cour suprême de lutter contre les discours haineux. Le 15 décembre 2024, il a prêté serment comme ministre, conformément à la pratique du BJP qui consiste à récompenser les discours de haine anti-musulmans.[13]

**De hauts** responsables gouvernementaux ont également contribué à la rhétorique anti-musulmane. Au milieu d'une série de différends entre temples et mosquées, avec plusieurs poursuites en cours devant divers tribunaux, le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, a déclaré le 10 janvier 2025 que toute structure litigieuse ne devrait pas être qualifiée de mosquée. « Aucun édifice controversé ne devrait être qualifié de mosquée. Le jour où nous cesserons de l'appeler ainsi, les gens cesseront également de s'y rendre. » Il est par ailleurs contraire aux préceptes de l'islam de porter atteinte à la foi de quiconque et d'y ériger un édifice ressemblant à une mosquée. Dieu n'approuve aucune forme de culte en un tel lieu. « L'Islam n'exige pas la construction d'un édifice pour le culte, contrairement au Sanatan Dharma », a-t-il déclaré. (« Il ne faut pas qualifier de mosquée un édifice controversé. Le jour où l'on cessera de l'appeler ainsi, les gens cesseront de s'y rendre. Porter atteinte à la foi de quiconque en construisant un édifice ressemblant à une mosquée est contraire aux principes islamiques, et le

culte en de tels lieux n'est pas acceptable aux yeux de Dieu. L'Islam n'impose pas la construction d'un édifice pour le culte, mais le Sanatan Dharma, si. »)[14]

**Des groupes** de femmes extrémistes se sont également livrés à des actions provocatrices. La branche exclusivement féminine des organisations d'extrême droite Vishwa Hindu Parishad (VHP) et Durga Vahini a organisé un rassemblement massif à Ujjain, dans le Madhya Pradesh, où des militantes ont repris en chœur des slogans communautaristes et islamophobes devant une mosquée. Dans une vidéo filmée et diffusée au sein de ces groupes hindutva, on voit des femmes défiler dans les rues en scandant des slogans agressifs, brandissant des armes telles que des épées et des bâtons. Arrivées à la mosquée, ces femmes vêtues de safran ont scandé des slogans racistes, notamment : « Mein Durga banungi, Kaali banungi per burkha wali nahi banungi » (Je deviendrai la déesse Durga, la déesse Kaali, mais pas une femme portant le niqab).[15]




**Les discours** haineux de personnalités religieuses se sont poursuivis sans relâche. Yeti Narsinghanand, fervent défenseur de l'Hindutva, a de nouveau pris pour cible la communauté musulmane avec des propos incendiaires, affirmant que « les musulmanes accouchent comme des truies ». Les commentaires virulents de ce prêtre hindou, tenus le 23 janvier 2025 lors d'une réunion à Mathura sur la question de la mosquée Shahi Eidgah Masjid-Krishna Janmabhoomi, ont suscité une vive condamnation pour incitation à la haine intercommunautaire. Narsinghanand a par ailleurs qualifié l'islam de « plus grande menace pour l'Inde et le monde », cherchant ainsi à attiser les craintes liées à la croissance supposée de la population musulmane du pays.[16]



**Des élus** ont proféré des menaces explicites contre les musulmans. T. Raja Singh, député BJP de la circonscription de Goshamahal à Hyderabad, a suscité l'indignation avec ses dernières déclarations incendiaires, menaçant la communauté musulmane et faisant référence à la fameuse déclaration de 15 minutes du leader de l'AIMIM, Akbaruddin Owaisi. Les propos de Singh, tenus lors d'un rassemblement à l'occasion du Maha Kumbh Mela à Prayagraj, ont ravivé les tensions intercommunautaires dans la région. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, il a ajouté : « Ceux qui parlent de 15 minutes iront au Pakistan ; il n'y aura pas d'affrontement avec les hindous, car lorsque les hindous se soulèveront, l'histoire s'écrira. »[17]

**Le gouvernement** a honoré des individus ayant un passé d'incitation à la violence contre les musulmans. Sadhvi Rithambara, figure de l'extrême droite hindoue connue pour ses discours haineux et ses slogans génocidaires contre les musulmans, figurait parmi les lauréats des Padma Awards, l'une des plus hautes distinctions civiles en Inde. Rithambara était la fondatrice et présidente de Durga Vahini, l'aile féminine du groupe militant hindou Vishva Hindu Parishad (VHP). Elle s'est fait connaître parmi les nationalistes hindous du VHP à la fin des années 1980 grâce au Jan Jagran Abhiyan et dans les années 1990, lors des préparatifs de la démolition de la mosquée Babri. Elle a ensuite été mise en cause dans le rapport de la commission Liberhan, mais acquittée par un tribunal du CBI en 2020. Entre 1989 et 1992, Rithambara a prononcé de nombreux discours publics appelant à la guerre contre les musulmans. Des cassettes contenant ses propos incitant au génocide ont été largement diffusées et passées dans des temples et lors de rassemblements publics à travers l'Inde. La commission Liberhan, chargée d'enquêter sur la destruction de la mosquée Babri, a reconnu Rithambara et 68 autres personnes individuellement coupables

d'avoir mené le pays au bord du conflit intercommunautaire en raison de leur rôle dans la destruction de la mosquée le 6 décembre 1992. Un tribunal du CBI a porté des accusations criminelles contre elle en mai 2017. Cependant, le 30 septembre 2020, elle et 32 autres personnes ont été acquittées dans l'affaire de la destruction de la mosquée Babri par un tribunal spécial du CBI. En septembre 2022, un événement de collecte de fonds aux États-Unis, auquel devait participer Sadhvi Rithambara, figure de proue de l'idéologie hindutva, a été annulé dans le New Jersey suite à un tollé général et aux appels de groupes indo-américains. Le Conseil musulman indo-américain, Hindous pour les droits de l'homme et d'autres organisations avaient exhorté à l'annulation et organisé une campagne d'envoi de lettres à l'église par le biais d'une alerte en ligne intitulée « Rejetez la haine, dites non au nationalisme hindou dans le New Jersey ».[18]



**Des figures** extrémistes ont appelé à armer la majorité hindoue. Yati Narsinghanand, tristement célèbre pour ses attaques incessantes contre les musulmans, a écrit au ministre en chef Yogi Adityanath pour demander que l'accès aux armes à feu légales soit facilité pour les hindous. La lettre a été rédigée par Udita Tyagi, dirigeante du BJP, au nom de Narsinghanand. Une vidéo montre Udita Tyagi écrivant la lettre avec le sang de Yati. Narsinghanand avait auparavant organisé une réunion d'urgence au temple Dasna Devi, au cours de laquelle il avait déclaré que les hindous devaient posséder des armes. Il avait également annoncé son intention d'écrire prochainement au ministre en chef Yogi Adityanath et à d'autres dirigeants hindous à l'étranger pour les alerter des dangers que représentent les musulmans. Il a exhorté 100 000 hindous à signer la lettre qu'il souhaite adresser au ministre en chef.[19]

**L'appel** à la violence s'est mué en apologie explicite du terrorisme. Yati Narsinghanand, prêtre controversé et prédicateur de haine notoire, déjà poursuivi à plusieurs reprises pour ses propos virulents contre l'islam et les musulmans, a de nouveau martelé son discours islamophobe de prédilection. Dans un

message vidéo diffusé depuis son temple de Dasna, dans la ville de Ghaziabad (Uttar Pradesh), ce fervent défenseur de l'Hindutva a exhorté la communauté majoritaire à prendre les armes et à former des groupes terroristes à l'instar de Daech au Moyen-Orient. La vidéo, devenue virale, montrait Narsinghanand se disant prêt à rencontrer le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, pour l'interroger sur les armes. Affirmant que les hindous sont attaqués d'abord par les musulmans, puis par la police, le prêtre a déclaré que les hindous devaient se lever pour sauver « leur religion, leur famille, leur existence. Prenez les armes. Si nécessaire, formez votre propre organisation, comme le font les musulmans, comme Daech. »[20]

**En Inde,** les aménagements religieux pour les parlementaires musulmans ont été supprimés. La tradition, vieille de plusieurs décennies, d'une interruption de deux heures à l'Assemblée législative de l'Assam pour permettre aux députés musulmans d'accomplir la prière du vendredi (namaz) a été abolie pour la première fois lors de la session budgétaire en cours. La décision de supprimer cette interruption avait été prise lors de la dernière session de l'Assemblée, en août 2024, mais n'a été appliquée qu'à partir de cette séance. Exprimant son mécontentement, Rafiqul Islam, député de l'AIUDF, a affirmé qu'il s'agissait d'une décision imposée par la majorité. « Il y a environ 30 députés musulmans à l'Assemblée. Nous avions fait part de notre opposition à cette mesure. Mais ils (le BJP) ont la majorité et l'imposent en conséquence », a déclaré M. Islam. Le président de l'Assemblée, Biswajit Daimary, compte tenu du caractère laïc de la Constitution, avait proposé que l'Assemblée législative de l'Assam tienne ses séances le vendredi comme n'importe quel autre jour. Cette proposition a été soumise au Comité du Règlement et adoptée à l'unanimité. Le ministre en chef Himanta Biswa Sarma avait salué cette décision, affirmant qu'il s'agissait d'une pratique introduite par Syed Saadulla de la Ligue musulmane en 1937, et que la décision de mettre fin à cette pause privilégiait la productivité et se débarrassait d'un autre vestige du passé colonial.[21]

**Des crimes** présumés impliquant des musulmans ont déclenché une répression collective. Les tensions communautaires se sont exacerbées au Rajasthan suite à l'arrestation de dix jeunes musulmans soupçonnés de chantage et d'agressions sexuelles sur cinq jeunes filles non musulmanes à Vijaynagar, dans le district de Bhiwaar. Des organisations hindutva ont organisé des manifestations, observant une grève générale à Bhiwaar, Bhilwara et Ajmer le 24 février 2025, pour exiger des sanctions sévères contre les accusés. Les manifestations ont pris une

tournure communautaire, faisant planer la menace de nouvelles grèves à l'échelle de l'État si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Après les manifestations, l'administration locale a lancé une opération de démolition du quartier où résident les accusés. Des avis de démolition ont été adressés aux familles des accusés, dont celle de Hakeem Qureshi, conseiller municipal arrêté le 23 février. Trois des dix personnes arrêtées sont mineures. Le tribunal a placé les accusés en détention provisoire pour cinq jours.[22]



**Les ministres** en chef ont continué de dénigrer l'éducation musulmane. Le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, a de nouveau abordé son sujet de prédilection, l'islamophobie et l'anti-musulmanisme, dénigrant l'ensemble de la communauté et accusant l'opposition de poursuivre sa politique d'apaisement. Lors de ses propos controversés au Conseil législatif de l'État, le 25 février 2025, il a vivement critiqué les partis d'opposition, en particulier le Samajwadi Party (SP), concernant l'orientation de l'éducation dans l'État. « Nous voulons former des scientifiques, pas des mollahs et des imams », a déclaré Yogi Adityanath, jetant le discrédit sur la qualité de l'enseignement dispensé dans les madrasas et les écoles communautaires. Connu pour ses discours anti-musulmans et islamophobes, Yogi Adityanath avait déjà suscité la polémique au début du mois (le 18 février) en critiquant le Samajwadi Party pour son plaidoyer en faveur de la préservation et de la promotion de la langue ourdou. Yogi les a accusés de vouloir faire des enfants des « maulvis » et de promouvoir le « kathmulla-pan » (orthodoxie).[23]

**Des groupes** extrémistes ont directement ciblé des mosquées lors de rassemblements provocateurs. L'organisation hindutva Hindu Raksha Dal a organisé un rassemblement et scandé des slogans incendiaires contre l'appel à la prière (adhan) diffusé depuis la Jama Masjid de Dehradun, dans l'Uttarakhand. Le 25 février 2025, des membres de l'Hindu Raksha Dal ont scandé des slogans

provocateurs et controversés tels que « Ayodhya n'était qu'un aperçu, Kashi et Mathura sont les prochaines » et « Il faut chanter «Jai Shri Ram» pour vivre en Inde ». Ils exigeaient la récitation du « Hanuman Chalisa » dans les mosquées. « Ce n'est pas seulement l'Uttarakhand, mais tout le pays : l'Hindu Raksha Dal récitera le «Hanuman Chalisa» devant toutes les mosquées d'où s'élève l'appel à la prière à un volume élevé. Nous avons déposé un mémorandum. » « Si les haut-parleurs ne sont pas coupés, nous prendrons d'autres mesures à leur encontre », a déclaré un leader hindutva à un journaliste local. Il a affirmé que la police les avait empêchés de réciter l'« Hanuman Chalisa » à l'intérieur de la mosquée. La prochaine fois, ils ne se laisseront pas faire et le feront coûte que coûte. Un responsable de la mosquée a félicité la police d'avoir empêché le rassemblement hindutva à proximité de l'édifice, car cela aurait pu déclencher des émeutes dans le quartier.[24]

**Des personnalités** politiques ont tenu des propos offensants à l'égard de militaires musulmans. Un député indien a été vivement critiqué pour ses déclarations injurieuses envers une porte-parole de l'armée, suite au conflit avec le Pakistan. Les dirigeants de l'opposition ont exigé ses excuses et sa démission. Lors d'un discours public le 13 mai 2025, Vijay Shah, membre du parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi, a insinué que la colonelle Sofiya Qureshi appartenait à la communauté ayant attaqué l'Inde. Or, la colonelle Qureshi, chargée d'informer les médias aux côtés du secrétaire aux Affaires étrangères, Vikram Misri, après le début du conflit, est issue de la minorité musulmane. L'Inde et le Pakistan ont frôlé la guerre ouverte la semaine précédente, après que l'armée indienne a mené des frappes de missiles contre ce qu'elle présentait comme des camps d'entraînement terroristes situés de l'autre côté de la frontière. Le Pakistan a riposté et, pendant quatre jours consécutifs, les deux camps ont échangé des tirs nourris, ainsi que des attaques de drones et de missiles contre des installations militaires. Lors d'un événement public à Indore, M. Shah a déclaré que M. Modi avait envoyé une « sœur de leur communauté » pour donner une leçon aux assaillants du Cachemire. « Ils ont tué nos frères hindous en les forçant à se déshabiller », a déclaré le ministre, faisant référence aux hommes armés. « Ils ont fait de nos sœurs des veuves, alors M. Modi a envoyé une sœur de leur communauté pour les déshabiller et leur donner une leçon. » Les propos de M. Shah ont immédiatement suscité la condamnation des dirigeants de l'opposition, qui les ont qualifiés de « désobligeants et honteux ». « Un ministre du gouvernement BJP du Madhya Pradesh a tenu des propos

très désobligeants, honteux et méprisables à l'égard de notre courageuse fille, la colonelle Sofia Qureshi. Les terroristes de Pahalgam voulaient diviser le pays, mais le pays est resté uni tout au long de l'opération Sindoor pour leur infliger une riposte appropriée », a déclaré Mallikarjun Kharge, chef du principal parti d'opposition, le Congrès.[25]

**Une propagande** générée par intelligence artificielle présentait les musulmans comme une menace. Le parti au pouvoir a été accusé d'« incitation à la haine » après la diffusion d'une vidéo générée par IA ciblant les musulmans dans l'État d'Assam, au nord-est du pays, en pleine période électorale. La vidéo, partagée par les médias officiels, montrait des musulmans, principalement des hommes, portant une calotte islamique, une tunique traditionnelle et un loani ou un sarong traditionnel d'Asie du Sud, dans des bâtiments gouvernementaux tels que des aéroports, des plantations de thé, des sites historiques et le stade de la capitale, Guwahati. Les femmes musulmanes y étaient représentées portant le hijab ou la burqa. Les légendes accompagnant la vidéo affirmaient qu'elle dépeignait « l'Assam sans le BJP » et la qualifiaient de « rêve » du chef adjoint de l'opposition, Gaurav Gogoi, originaire d'Assam. La vidéo prétendait également établir un « lien » non spécifié entre le parti du Congrès, auquel appartient M. Gogoi, et le Pakistan, montrant le chef de l'opposition, Rahul Gandhi, s'adressant à une foule à côté du drapeau pakistanais. La vidéo affirmait à tort que la population musulmane de l'État atteindrait 90 % dans un délai indéterminé, faisant ainsi référence à la théorie du « remplacement », alimentée par des groupes d'extrême droite, selon laquelle les musulmans remplaceraient un jour les hindous comme religion majoritaire en Inde. Les musulmans représentent actuellement 34,22 % de la population totale de l'Assam, qui compte 10,7 millions d'habitants, selon le dernier recensement effectué en 2011.[26]

**Des élus** se sont livrés à des rituels de « purification » contre les prières musulmanes. Medha Kulkarni, membre du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi, a marché avec des militants hindous jusqu'au fort historique de Shaiwarwada à Pune, dans le Maharashtra, après la diffusion massive sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant des femmes musulmanes en train de prier sur le site. On y voit la députée « nettoyer » l'endroit avec de l'urine et des excréments de vache – un animal sacré pour de nombreux hindous – dans le cadre d'un rituel de « purification » contre les prières musulmanes. Elle a également récité une prière à une divinité hindoue en signe de protestation. « Ce site n'est pas seulement un monument historique,

mais un symbole de la fierté marathe. Personne ne devrait se livrer à des actes qui blessent les sentiments de la communauté hindoue », a-t-elle déclaré lors de cette action, le 19 octobre 2025.[27]

**Dans** les territoires palestiniens occupés, des milliers d'Israéliens ont participé à une marche financée par l'État à travers le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. De grands groupes y ont scandé des slogans racistes tels que « Gaza est à nous », « Mort aux Arabes » et « Que leurs villages brûlent ». Cette marche annuelle, financée et promue par la municipalité de Jérusalem, célèbre la prise de contrôle et l'occupation par Israël de Jérusalem-Est et de ses lieux saints lors de la guerre de 1967. Cette annexion n'a pas été reconnue internationalement. La municipalité de Jérusalem présente cet événement, connu sous le nom de « marche du drapeau », comme une « procession festive », s'inscrivant dans un programme plus vaste de manifestations célébrant la « libération » de la ville.[28]




Jerusalem Islamic Waqf/Handout/Anadolu/Getty Images

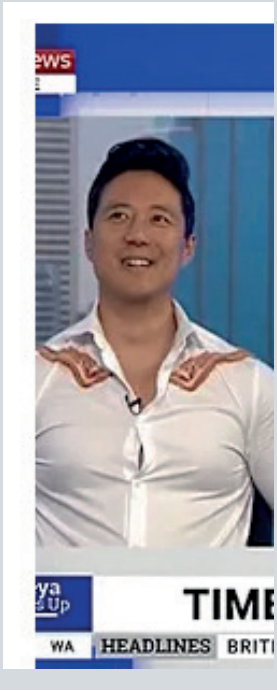
Israel's far-right National Security Minister Itamar Ben-Gvir (3rd R) led a large group of worshippers into the Al Aqsa Mosque compound in Jerusalem on Sunday.

**Des ministres** d'extrême droite ont violé des accords sacrés. Le 3 août 2025, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, membre de l'extrême droite israélienne, a suscité l'indignation en dirigeant un groupe de fidèles en prière sur le lieu saint le plus sensible de Jérusalem, en violation d'un accord vieux de plusieurs décennies interdisant aux Juifs d'y prier. Ben Gvir, déjà condamné pour soutien au terrorisme et incitation à la haine anti-arabe en Israël, a commémoré Tisha BeAv, jour de deuil juif, sur l'esplanade des Mosquées, connue des Juifs sous le nom de Mont du Temple. Sur place, il a appelé son pays à « conquérir » Gaza et à « encourager » les Palestiniens à quitter l'enclave. N'importe qui peut visiter le site, mais seuls les musulmans étaient autorisés à y prier, conformément à un accord connu sous le nom d'« accord de statu quo », qui existait depuis

la prise de la vieille ville de Jérusalem par Israël à la Jordanie en 1967. Ben Gvir avait visité le complexe à plusieurs reprises auparavant, notamment lors de précédentes commémorations de Tisha B'Av, mais n'y avait jamais dirigé de prière en groupe.[29]



**Des responsables** israéliens ont également apporté un soutien international à des extrémistes de droite. Amichai Chikli, ministre israélien de la Diaspora et de la Lutte contre l'antisémitisme, s'est dit « fier d'accueillir le patriote britannique » Robinson à la mi-octobre, après l'attentat terroriste perpétré dans une synagogue de Manchester. Il a salué le militant d'extrême droite comme un « leader courageux en première ligne contre l'islam radical ». L'ancienne ministre conservatrice, la baronne Sayeeda Warsi, a critiqué le comportement « irresponsable et profondément dangereux » d'Israël qui a invité « un homme ayant de multiples condamnations pour violence et fraude ».[30]




**En Australie,** Sky News a revu sa nouvelle émission du dimanche soir, « Freya Fires Up », présentée par Freya Leach, après avoir retiré une interview d'un invité

qui s'était affiché avec du bacon sur la chemise et avait déclaré à l'animatrice que c'était pour le « protéger » des terroristes, tout en tenant d'autres propos islamophobes avant d'être interrompu. Bien que l'interview du 21 septembre 2025 ait été retirée de l'épisode complet mis en ligne sur la plateforme de Sky, l'invité, Ryan Williams, l'a republiée sur Instagram. La publication a depuis été aimée 90 000 fois. Les comptes de réseaux sociaux de Williams contiennent plusieurs vidéos de lui portant du bacon sur la poitrine. Il demande à ses abonnés en ligne de faire des dons pour sa cause visant à « infliger un maximum de dégâts à l'islam » et à maintenir « l'Europe chrétienne à tout prix ». Leach a présenté Williams comme une « sensation des réseaux sociaux » et un stratège politique conservateur. Elle a ensuite présenté de brèves excuses à l'antenne pour cette interview. « Si j'ai des épaules en lambeaux, c'est parce que les terroristes sont plutôt charmants et qu'ils menacent de me décapiter tous les jours. Alors, un peu de protection, ça fait du bien », a déclaré Williams en riant. Lors de son passage sur Sky News, il a affirmé que le Royaume-Uni était confronté quotidiennement à la menace d'une invasion islamique et a déclaré, à tort, que Birmingham, la deuxième plus grande ville du pays, était à majorité musulmane. Selon le recensement de 2021, 34 % des habitants de Birmingham se déclarent chrétiens, tandis que 29,9 % se déclarent musulmans. Un porte-parole de Sky News a déclaré à notre rédaction que la chaîne présentait ses excuses sans réserve pour les propos offensants tenus par Williams dimanche. « Ces remarques étaient totalement inappropriées et inacceptables et n'ont pas leur place sur notre chaîne. L'invité responsable n'aurait jamais dû être invité », a déclaré le porte-parole. « Nous sommes conscients des conséquences néfastes que de tels propos peuvent avoir et nous assumons l'entière responsabilité de ce manquement à notre processus éditorial. »[31]

**En Nouvelle-Zélande,** un tribunal militaire a condamné le 18 août 2025 un soldat pour espionnage et possession d'une vidéo classifiée des attentats de Christchurch de 2019, ont rapporté les médias d'État. Il s'agit de la toute première poursuite militaire pour espionnage ou tentative d'espionnage dans l'histoire du pays. Le soldat, lié à des groupes d'extrême droite, a reconnu avoir remis et tenté de remettre des informations militaires sensibles à une personne qu'il croyait être un agent étranger, ainsi que s'être introduit frauduleusement dans un système informatique et avoir été en possession d'une publication illicite, selon Radio New Zealand. Outre la vidéo classifiée des attentats de Christchurch, diffusés en direct et ayant fait 51 morts, le soldat était également en possession du manifeste des auteurs des attentats, intitulé « Le Grand Remplacement ». La

tentative d'espionnage a eu lieu en décembre 2019, lorsque le soldat a tenté de transmettre des documents classifiés à un agent infiltré, croyant qu'il représentait un gouvernement étranger. Les informations sensibles comprenaient des cartes, des codes d'accès et des annuaires téléphoniques internes de plusieurs camps militaires, qui, selon l'acte d'accusation, étaient susceptibles de porter atteinte à la sécurité et à la défense de la Nouvelle-Zélande. Le nom du pays étranger et celui du soldat, arrêté lors d'une opération d'infiltration, n'ont pas été divulgués. Ce soldat serait affilié à des groupes d'extrême droite, notamment le Mouvement Dominion et Action Zealandia.[32]

## AGRESSION VERBALE ET PHYSIQUE.

**Les agressions** verbales et physiques constituent des manifestations directes et conflictuelles de l'islamophobie, ciblant les musulmans et les institutions islamiques avec une intention immédiate de nuire. L'agression verbale englobe un large éventail de communications menaçantes – paroles, messages écrits et communications numériques – qui suscitent une crainte légitime de préjudice imminent ou d'agression profondément offensante, fondée spécifiquement sur l'identité religieuse. Ces agressions verbales vont des menaces et insultes intimidantes aux actes de harcèlement, d'intimidation et d'humiliation publique répétés, dirigés contre des individus en raison de leur identité musulmane, réelle ou supposée. L'agression physique, quant à elle, représente l'escalade concrète de l'hostilité anti-musulmane en violence physique, où les auteurs causent ou tentent intentionnellement de causer des dommages physiques par la force directe à des individus ou des groupes musulmans. Ces deux formes d'agression reflètent les expressions les plus manifestes et immédiates du sentiment islamophobe, se produisant souvent dans les espaces publics, les établissements d'enseignement, les transports en commun ou d'autres lieux communautaires où les musulmans sont visiblement identifiables par des marqueurs culturels tels que les vêtements traditionnels ou les pratiques religieuses. Contrairement aux formes de discrimination plus institutionnelles, ces agressions interpersonnelles sont généralement des actes spontanés ou prémédités, perpétrés par des individus ou de petits groupes motivés par des préjugés religieux. Les incidents documentés dans cette section illustrent la fréquence et la gravité alarmantes des intimidations verbales et des violences physiques dont sont victimes les musulmans, uniquement en raison de leur appartenance religieuse ou de leurs

pratiques culturelles liées à l'islam. Ces agressions causent non seulement un préjudice immédiat aux victimes, mais engendrent également une peur généralisée au sein des communautés musulmanes, restreignant leur liberté de circulation et leur pleine participation à la vie publique par la menace implicite de violences répétées.

**Aux États-Unis,** trois femmes musulmanes ont déclaré avoir été violemment agressées verbalement par un homme alors qu'elles priaient sur le parking d'un centre commercial à Alpharetta. Selon elles, l'homme s'est acharné sur elles en les insultant et en proférant des remarques racistes dimanche dernier sur le parking du centre commercial Avalon Shopping Pavilion. Elles exigent que des mesures soient prises. « Nous étions venues simplement déguster des desserts », a déclaré l'une des victimes, Nesrine. « L'une des prières allait se terminer, et nous voulions être sûres de ne pas la manquer. Nous avons installé notre tapis de prière juste à côté de notre voiture, sur une place de parking vide, un peu à l'écart. » Les femmes expliquent avoir tenté de s'éloigner, mais l'homme a continué à les suivre. « Vous adorez un faux dieu », entend-on l'homme dire sur l'enregistrement. « Retournez dans votre pays. »[33]

**Aux États-Unis,** une association de défense des droits des musulmans a demandé l'ouverture d'une enquête et le dépôt de plaintes par la police de Columbus après la diffusion d'une vidéo montrant l'agression d'une femme musulmane somalienne par ses voisins. L'association qualifie l'agression de possible crime haineux. La section de l'Ohio du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a publié mardi sur sa chaîne YouTube une vidéo montrant l'agression d'une femme musulmane par quatre personnes le 20 mars 2025 vers 8 heures du matin aux appartements Southpark de Franklinton. La femme revenait de déposer ses enfants à l'arrêt de bus. Au début de la vidéo, on voit la femme musulmane entourée de deux femmes et d'un homme, avec lequel elle se dispute, l'homme se tenant sur le palier d'un escalier. L'une des femmes se jette alors sur la victime et la frappe, et elles échangent brièvement des coups avant qu'une deuxième femme ne l'attaque par derrière. L'homme se joint également à l'agression, et la vidéo montre les trois agresseurs rouant de coups la femme musulmane, allongée au sol.[34]

**Aux États-Unis,** suite à une série d'actes de vandalisme, notamment des graffitis, sur des mosquées au Texas et en Californie, les responsables musulmans ont intensifié leurs efforts pour assurer la sécurité de leurs lieux de culte et de leurs fidèles. Ces incidents et l'hyper-vigilance qui s'en est suivie viennent s'ajouter à un

climat déjà tendu, selon de nombreux musulmans américains, dans le contexte des répercussions de la guerre israélo-palestinienne (Hamas), qui a fait des dizaines de milliers de morts parmi les Palestiniens et dévasté la bande de Gaza. « Depuis octobre 2023, nous constatons clairement une montée de l'islamophobie », a déclaré Rawand Abdelghani, membre du conseil d'administration de la mosquée Nueces, l'une des mosquées touchées à Austin, au Texas. « Les discours anti-palestiniens, anti-immigrés… tout ce discours… a contribué à ce genre d'incidents. » Les images de vidéosurveillance de la mosquée Nueces montrent une personne, le visage partiellement dissimulé, en train de taguer ce qui semble être des étoiles de David sur le bâtiment. Ensuite, des graffitis ont été tagués au Centre islamique de Californie du Sud à Los Angeles, notamment une étoile de David sur un mur extérieur, a déclaré le porte-parole du centre, Omar Ricci. « Compte tenu de la situation en Palestine et du génocide à Gaza, cela a été perçu comme une attaque », a déclaré M. Ricci, qui est également réserviste au sein du département de police de Los Angeles.[35]




**Au Royaume-Uni,** le 12 avril 2025, des sépultures musulmanes ont été profanées ou détruites au cimetière Carpenders Park Lawn de Watford, provoquant la douleur et l'indignation des familles et de la population locale. Toutes les tombes vandalisées se trouvaient dans une section réservée aux sépultures musulmanes, a indiqué la police, qui poursuit son enquête. Aucune arrestation n'a été effectuée.[36]



Dr Balvinder Mehat is senior partner at Bakersfield Medical Centre in Nottingham

**Au Royaume-Uni,** un médecin qui s'est enregistré par inadvertance en tenant des propos désobligeants à l'égard de deux patients musulmans sur un message vocal a reçu un avertissement du conseil médical. Le Dr Balvinder Mehat a laissé ces commentaires par inadvertance après avoir téléphoné à un autre patient et avoir oublié de raccrocher. Ce médecin généraliste, associé principal du Bakersfield Medical Center à Nottingham, a également fait l'objet d'une enquête du Conseil général de l'ordre des médecins pour avoir circoncis un garçon sans le consentement de son père. Le Dr Mehat a déclaré à la BBC regretter ses propos et que l'avertissement était « une sanction nécessaire, appropriée et proportionnée ». Les propos étaient tenus dans un langage extrêmement virulent et incluaient l'affirmation que « ces musulmans sont très mauvais » et faisaient référence à l'inceste.[37]

**Au Royaume-Uni,** Better Communities Bradford (BCB) a lancé le Projet Unity, une initiative audacieuse visant à lutter contre l'islamophobie, à déconstruire les idées reçues néfastes et à bâtir des communautés plus inclusives. Le Projet Unity ambitionne de combattre la haine, de contrer la désinformation et de promouvoir une véritable inclusion dans le Yorkshire et le nord de l'Angleterre, alors que la haine antimusulmane atteint des niveaux records au Royaume-Uni. Ce projet arrive à point nommé. Les musulmans ne représentent que 6,5 % de la population britannique, mais 42 % des victimes de crimes de haine à caractère religieux. En 2024, les agressions islamophobes ont connu une hausse vertigineuse de 74 %. Une analyse récente a révélé que la couverture médiatique négative concernant les musulmans était 400 % supérieure à celle concernant les autres groupes. Sur le lieu de travail, 40 % des musulmans déclarent être victimes de discrimination lors des évaluations de performance et des promotions, tandis que 60 % des membres du Parti conservateur estiment que l'islam « menace la vie britannique ». Au

cours des 12 prochains mois, le Projet Unity proposera des ateliers interactifs gratuits et des dialogues interreligieux dans toute l'Angleterre, en s'adressant aux écoles, aux universités, aux centres communautaires, aux organismes du secteur public et aux entreprises. Chaque session est conçue pour déconstruire les mythes nuisibles, remettre en question les récits médiatiques et donner aux gens les outils nécessaires pour s'engager de manière réfléchie et honnête.[38]

**Au Royaume-Uni,** Rabina Khan a rapporté qu'un après-midi d'été, lors d'une promenade habituelle sur Chatham High Street, elle a été victime d'insultes islamophobes. Un groupe d'enfants lui a lancé une remarque raciste. Bien que choquée, elle n'a pas réagi, expliquant que les femmes musulmanes visibles évitent souvent les confrontations par crainte pour leur sécurité. Elle a poursuivi sa journée, les passants semblant indifférents ou insensibles, ce qui l'a inquiétée, car de tels incidents se seraient normalisés dans l'espace public.[39]

**Dans** les Territoires palestiniens occupés, des milliers d'Israéliens ont participé à une marche financée par l'État à travers le quartier musulman de la Vieille Ville de Jérusalem. De grands groupes y ont scandé des slogans racistes tels que « Gaza est à nous », « Mort aux Arabes » et « Que leurs villages brûlent ». Cette marche annuelle, financée et promue par la municipalité de Jérusalem, célèbre la prise de contrôle et l'occupation par Israël de Jérusalem-Est et de ses lieux saints lors de la guerre de 1967. Cette annexion n'a pas été reconnue internationalement. La municipalité de Jérusalem présente cet événement, connu sous le nom de « marche du drapeau », comme une « procession festive », s'inscrivant dans un programme plus vaste de manifestations célébrant la « libération » de la ville.[40]

**Dans** les territoires palestiniens occupés, la police a déclaré n'avoir procédé à aucune arrestation en lien avec les émeutes anti-arabes survenues le 19 juillet 2025. Des dizaines de jeunes Juifs ont été filmés en train de saccager un cinéma de Jérusalem en scandant « Mort aux Arabes » et en jetant des objets sur les employés du comptoir de la confiserie. Les images montrent un groupe de jeunes hommes lançant des panneaux au sol, des gobelets jetables et ce qui semble être un casque de moto sur les employés arabes du cinéma Cinema City de Jérusalem.[41]



**En Inde,** un musulman affirme avoir été converti de force à l'hindouisme alors qu'il était en garde à vue le 14 décembre 2024. Fateh Uddin, habitant de Sitapur, dans l'Uttar Pradesh, explique avoir été contraint à la conversion par le commissaire de police de Sitapur et un important dirigeant hindouiste. Ces derniers l'auraient menacé de l'inculper à tort pour possession d'armes. Il affirme également avoir été menacé de voir toute sa famille anéantie s'il refusait d'obéir. Dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, Fateh Uddin raconte avoir résisté fermement à leurs avances, mais avoir finalement cédé à leurs pressions et à leurs manipulations. Il soutient que cette conversion viole ses convictions personnelles et sa liberté de religion.[42]



**En Inde,** à Nuh, dans l›Haryana, des membres d›extrême droite affiliés à un groupe d›autodéfense se réclamant de la protection des vaches ont brutalement

agressé un chauffeur routier musulman transportant des taureaux. L›incident s›est produit le 18 décembre 2024, mais n›a été révélé que le lendemain, le 21 décembre 2024, lorsque la vidéo de l›agression est devenue virale. Diffusée sur différentes plateformes de médias sociaux, la vidéo montrait le groupe extrémiste forçant le chauffeur, Arman Khan, à s›agenouiller pendant qu›il était interrogé. Les agresseurs l›ont roué de coups et traîné par les cheveux, l›obligeant à scander à plusieurs reprises « gau hamari mata hai » (la vache est notre mère) et « bail hamara baap hai » (le taureau est notre père).[43]

**En Inde,** un garçon musulman de 13 ans a été agressé par trois autres mineurs à Kanpur, dans l'Uttar Pradesh, le 17 avril 2025, pour avoir refusé de chanter « Jai Shri Ram », rapporte le New Indian Express. L'agression a eu lieu alors que le garçon, habitant de Sarsaul, se dirigeait vers un arrêt de bus. Les agresseurs lui auraient ordonné de se prosterner et de toucher leurs pieds. Face à son refus, ils l'ont contraint à chanter « Jai Shri Ram ». Ils ont alors brisé une bouteille et l'auraient poignardé à la jambe avec les morceaux de verre.[44]

## DISCOURS DE HAINE ET HAINE EN LIGNE

**Les discours** de haine envers les musulmans constituent une forme d'expression délibérée visant à diffamer, dénigrer ou inciter à la haine contre des individus et des communautés en raison de leur foi islamique ou de leur identité musulmane perçue. Cette rhétorique nuisible englobe un large éventail de communications qui déshumanisent intentionnellement les musulmans, promeuvent des stéréotypes négatifs, diffusent de fausses informations sur les croyances islamiques ou appellent à des actes discriminatoires contre les pratiquants de l'islam. L'ère numérique a profondément transformé la propagation des discours de haine anti-islam, les plateformes en ligne offrant des possibilités sans précédent de diffusion rapide de contenus islamophobes par-delà les frontières géographiques, avec une quasi-impunité. Les réseaux sociaux, les applications de messagerie, les forums et les sections de commentaires sont devenus des espaces particulièrement problématiques où le sentiment anti-islam prospère, permettant à des utilisateurs anonymes de diffuser des contenus nuisibles qui, dans le monde réel, pourraient être sanctionnés. Les discours de haine en ligne ciblant l'islam et les musulmans utilisent fréquemment un langage déshumanisant, des récits fabriqués de toutes pièces, des statistiques manipulées et des théories du complot qui présentent l'islam et ses adeptes comme intrinsèquement violents,

culturellement incompatibles ou comme une menace existentielle pour les sociétés occidentales. Les incidents documentés dans cette section illustrent la nature omniprésente de la haine numérique anti-islamique durant la période étudiée. Ils mettent en lumière l'évolution et l'amplification des discours de haine traditionnels via les plateformes technologiques, créant ainsi un climat d'hostilité persistant qui affecte profondément le sentiment de sécurité et d'appartenance des communautés musulmanes, même lorsqu'elles sont physiquement éloignées de la source de ces propos. Cette dimension numérique de l'islamophobie pose des défis inédits en matière de surveillance, de réglementation et d'intervention, du fait de son caractère transfrontalier et anonyme, ainsi que de la tension entre la lutte contre les contenus préjudiciables et la préservation des principes de la liberté d'expression.

**Aux États-Unis,** Elon Musk et sa plateforme, le Center for the Study of Organized Hate (CSOH), ont déclaré que le rapport du CSOH intitulé « Réseaux de pédocriminels racialisés : Elon Musk » (en janvier 2015) indique que Musk a publié ou republié à plusieurs reprises des messages concernant la pédocriminalité au Royaume-Uni, accusant le gouvernement travailliste de ne pas en faire assez pour lutter contre ce fléau et demandant l'emprisonnement de la ministre de la Protection de l'enfance, Jess Phillips). S'appuyant sur l'analyse de 1 365 publications ayant généré plus de 1,5 milliard d'interactions, le rapport conclut que les interventions personnelles de Musk, de concert avec les chaînes d'extrême droite, ont joué un rôle déterminant dans l'instrumentalisation du discours sur les réseaux de pédocriminels pour faire des musulmans du pays, et plus particulièrement des hommes britanniques d'origine pakistanaise, des boucs émissaires. Et ce, malgré les déclarations des chefs de police selon lesquelles la plupart des infractions commises par des réseaux de pédocriminels au Royaume-Uni étaient le fait d'hommes blancs. « Le discours entourant les "réseaux de pédocriminels" a été amplifié à une échelle sans précédent par les interventions d'Elon Musk… »[45]

**Aux États-Unis,** la plateforme de médias sociaux X, anciennement Twitter, a joué un rôle central dans la diffusion de fausses informations et de contenus nuisibles qui ont contribué aux violences racistes contre les communautés musulmanes et migrantes au Royaume-Uni, après le meurtre tragique de trois jeunes filles dans la ville de Southport. Amnesty International a établi, dans une explication technique publiée le 6 août 2025, que les algorithmes de classement de contenu (qui gèrent la page « Pour vous ») privilégient systématiquement les contenus

qui ont suscité l'indignation, provoqué des échanges passionnés, des réactions et un fort engagement, sans garanties suffisantes pour prévenir ou atténuer les dommages. « Notre analyse montre qu'un compte sur [nom du compte] a publié un message qui a généré plus de quatre millions de vues. En 24 heures, tout ce que Tommy Robinson a dit à ses 840 000 abonnés… » L'analyse d'Amnesty International a également montré que, dans les deux semaines suivant l'attaque de Southport, les publications de Tommy Robinson sur [nom du compte] ont suscité l'indignation. Le 5 août 2024, alors que les émeutes se propageaient, il a commenté une vidéo publiée par Ashley St Clair, déclarant : « La guerre civile est inévitable. »[46]

**Aux États-Unis,** l'un des jeux vidéo les plus populaires au monde a annoncé enquêter sur des contenus antimusulmans et haineux signalés sur sa plateforme, après avoir reçu un courrier du bureau du Maryland du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR). Ce courrier allègue que Roblox, qui revendique plus de 100 millions d'utilisateurs actifs quotidiens en moyenne, expose des enfants à des propos racistes et blasphématoires via les discussions en ligne et les contenus générés par les utilisateurs. « Des discours haineux et discriminatoires sont diffusés dans ces espaces que les enfants fréquentent », a déclaré Zainab Chaudry, directrice du CAIR Maryland, à Religion News Service le 16 octobre. « On banalise ces comportements en les présentant comme amusants, tendance et branchés, mais cela finit par nuire aux communautés marginalisées et créer un environnement dangereux pour elles. » Mme Chaudry a expliqué que les contenus de la plateforme de jeux vidéo qui se moquent de Dieu et glorifient la violence contre les Palestiniens proviennent de ce que l'on appelle la « dérive cérébrale italienne », une série de mèmes viraux qui ont connu une forte augmentation de leur popularité cette année, présentant des images et des vidéos absurdes générées par IA avec une narration pseudo-italienne. Parmi les personnages irréalistes figurent Tralalero Tralala, un requin chaussé de Nike bleues, et Bombardiro Crocodilo, un bombardier militaire à tête de crocodile, qui a suscité l'indignation en se moquant des massacres d'enfants à Gaza. Roblox fait actuellement face à plus d'une douzaine de poursuites judiciaires à travers le pays pour contenu inapproprié. Une plainte déposée le 7 octobre par le procureur général du Kentucky, Russell Coleman, allègue que « des expériences gravement inappropriées, à caractère sexuel explicite et dangereuses pullulent sur Roblox » et que les protections de la plateforme sont insuffisantes. Dans une déclaration à RNS, un porte-parole de Roblox a affirmé que les règles strictes de la communauté

interdisent toute discrimination, incitation à la haine ou moquerie envers des individus ou des groupes en raison de leur religion. L'entreprise précise qu'elle utilise une combinaison de détection par intelligence artificielle, de surveillance proactive et une équipe de milliers de modérateurs disponibles 24h/24 et 7j/7 pour identifier et supprimer les contenus non conformes.[47]




Au Royaume-Uni, le 16 juin 2025, le Times a publié une caricature de Peter Brookes. Cette caricature ne repose sur aucune preuve que le régime iranien tire des missiles depuis des mosquées, ni que ces dernières aient servi de couverture à de tels tirs lors du conflit irano-israélien. Elle rappelle la campagne victorieuse du Parti populaire suisse (UPF) en 2009 contre les minarets, qui avait conduit des groupes d'extrême droite à exploiter leurs inquiétudes liées à l'évolution démographique du pays en distribuant des tracts associant les minarets des mosquées à des tirs de missiles. Nous sommes convaincus que ces tracts illustraient des préjugés et des stéréotypes antimusulmans, tout à fait comparables à la caricature de Brookes. Bien que nous reconnaissions que Brookes ait cherché à associer les tirs de missiles au régime iranien, les associer aux mosquées reprenait des stéréotypes et des préjugés antimusulmans déjà observés, documentés et dénoncés par d'autres, y compris par nous-mêmes au sein de Tell MAMA. Les mosquées et les minarets ne sont ni des lanceurs de missiles, ni des lieux dangereux. Ce sont des lieux de culte légitimes où les fidèles méritent de prier en paix. Par

ailleurs, il convient de préciser qu'aucune preuve n'a été apportée que l'Iran, pays majoritairement musulman, ait lancé des roquettes depuis des mosquées.[48]



The mosque in Essex was vandalised amid a nationwide flag-raising campaign that followed a wave of protests against asylum seekers [Courtesy: South Essex Islamic Trust]

**Au Royaume-Uni,** des agitateurs ont pris pour cible une mosquée et agressé des musulmans alors que le drapeau de Saint-Georges flottait largement après les manifestations contre les demandeurs d'asile. Le Centre islamique du sud de l'Essex, à Basildon, a été vandalisé peu avant minuit le 28 août 2025. Des croix rouges ont été taguées sur ses murs, accompagnées des inscriptions « Christ est roi » et « Ceci est l'Angleterre ». Le moment choisi, la veille de la prière du vendredi, a semblé à beaucoup calculé : une tentative d'intimider les nombreux fidèles de ce comté du sud-est de l'Angleterre. Gavin Callaghan, le maire de Basildon, a qualifié cet acte de « lâcheté criminelle et pitoyable ». « Ne le dissimulez pas. Ne l'excusez pas. C'est un comportement abject, et il fait honte à notre ville… Les lâches qui ont fait cela seront arrêtés », a-t-il déclaré. « Faire cela juste avant la prière du vendredi n'est pas une coïncidence. C'est ciblé. C'est de l'intimidation. » Et c'est criminel. Le personnel municipal et des bénévoles ont travaillé dès l'aube pour effacer les graffitis avant l'arrivée des fidèles, mais un sentiment de peur persistait. Les évêques locaux ont dénoncé l'instrumentalisation de l'imagerie chrétienne lors de cette attaque. Dans une déclaration commune, ils ont qualifié le vandalisme de « scandaleux et profondément erroné », affirmant qu'invoquer le christianisme pour justifier le racisme est « théologiquement faux et moralement dangereux ». Ces actes de vandalisme sont survenus dans

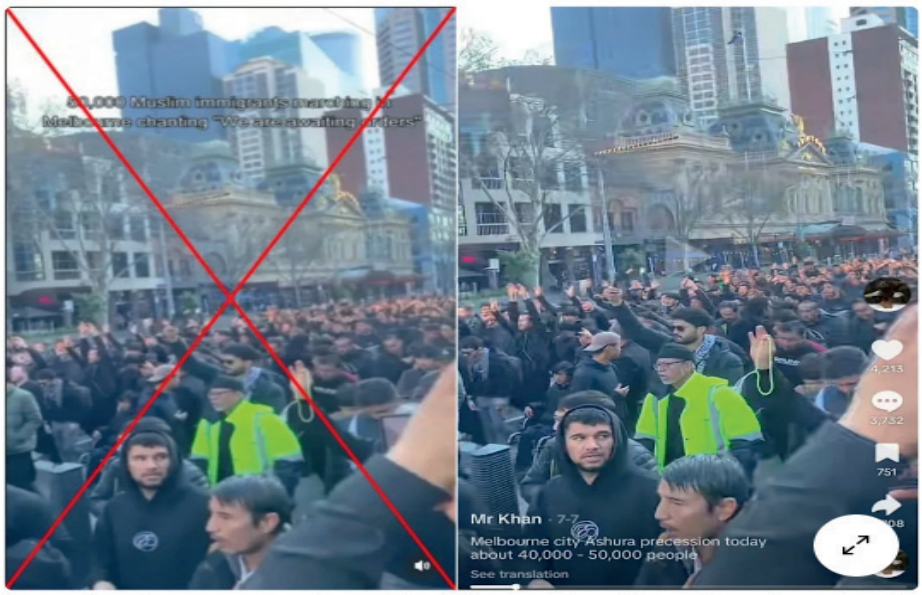
un climat tendu au Royaume-Uni, en pleine vague de manifestations contre les demandeurs d'asile et au sein d'une campagne sur les réseaux sociaux baptisée #OperationRaisetheColours.[49]

**Au Royaume-Uni,** une étude universitaire a mis en garde contre la banalisation croissante des stéréotypes antimusulmans et des théories du complot racistes, via des contenus générés par l'IA sur les réseaux sociaux. Cette banalisation a poussé certains à cibler des hôtels lors de manifestations ces dernières semaines, comme le rapporte un article du Times. L'étude de la London School of Economics a analysé 622 publications provenant de sources d'extrême droite notables, démontrant que les visualisations de théories du complot racistes ont bénéficié d'une amplification bien supérieure (environ 30 %) à celle des autres contenus. Ce rapport universitaire a été publié en ligne en réponse à une enquête de la commission des affaires intérieures de la Chambre des communes sur les nouvelles formes d'extrémisme. Il a également attiré l'attention sur des formes de déshumanisation stigmatisante et de biais algorithmiques. Ce rapport a notamment mis en évidence la manière dont les images générées par GenAI représentaient les hommes musulmans comme sales et armés, par opposition aux hommes blancs « héroïques » et aux femmes blanches « vulnérables » menacées par des migrants racialisés – une imagerie influencée par les biais algorithmiques. Ils ont attribué la mobilisation de la violence d'extrême droite après les meurtres et les attaques au couteau à Southport à un mélange de contenus extrémistes, de fausses informations et de théories du complot circulant en ligne. Une recommandation préconisait la création, par l'Ofcom, d'une unité spécialisée chargée de surveiller l'extrémisme lié à l'IA et de lutter contre la désinformation qu'elle propage. D'autres contributions, notamment de l'Institut Alan Turing, ont toutefois souligné comment l'IA pourrait également contribuer à la lutte contre l'extrémisme. Des recherches récentes ont également mis en évidence l'incohérence des outils de détection automatisée sur les réseaux sociaux dans la classification des discours haineux.[50]

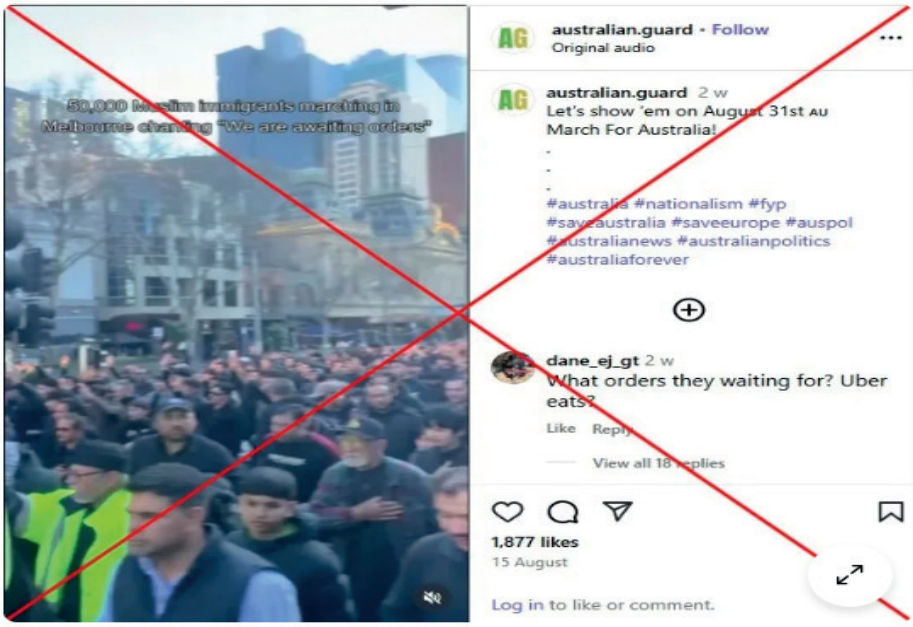
**En Inde,** l'ancienne Miss Inde, Ishika Taneja, a déclenché une vive polémique après avoir prononcé un discours incendiaire et provocateur visant explicitement la communauté musulmane indienne. Taneja a propagé ce discours haineux lors d'un rassemblement religieux auquel assistaient plusieurs dignitaires hindous pendant le Maha Kumbh Mela qui se déroulait à Prayagraj, dans l'Uttar Pradesh. Elle a tenu des propos dénigrants, perpétuant des stéréotypes erronés sur les musulmans indiens. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on entend

l'ancienne Miss Inde qualifier les musulmans de « Babur ki aulad » (enfants de Babur, fondateur de l'empire moghol) et affirmer qu'une « pincée de vermillon » pouvait les protéger des problèmes sociaux qu'elle associait aux musulmans, tels que le « halala », le triple talaq et le « djihad de l'amour ».[51]

**En Inde,** une vague de chansons incendiaires attisait la haine islamophobe, servant de toile de fond aux violences contre les musulmans. Moins de 24 heures après l'annonce de l'attaque du 22 avril 2025, au cours de laquelle des hommes armés ont tué 25 touristes et un cavalier local dans la région du Cachemire sous administration indienne, une nouvelle chanson est apparue sur YouTube en Inde. Intitulée « Pehle Dharam Pocha » (Ils ont d'abord posé des questions sur la religion), cette chanson ciblait les musulmans indiens, les accusant de comploter contre les hindous et leur demandant de quitter l'Inde. En moins d'une semaine, elle a cumulé plus de 140 000 vues sur YouTube. Et ce n'est pas la seule. Les massacres perpétrés dans la pittoresque ville touristique de Pahalgam constituent la pire attaque contre des touristes au Cachemire depuis un quart de siècle. Alors même que New Delhi riposte contre le Pakistan, qu'elle accuse d'être lié à l'attentat – une accusation qu'Islamabad réfute –, une vague de chansons incendiaires, composées et diffusées en quelques heures, a déclenché une vague de haine antimusulmane en Inde. Rythmées par des percussions entraînantes et des rimes accrocheuses, ces chansons, appartenant à un genre désormais connu sous le nom de « pop hindoue », appelaient à des représailles violentes. Des chansons qualifiant les musulmans indiens de « traîtres » à celles prônant leur boycott, les smartphones du pays vibrent au rythme de ces messages. L'hindouisme est l'idéologie politique majoritaire hindoue du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi, et de ses alliés. Al Jazeera a recensé au moins 20 chansons véhiculant et amplifiant ces thèmes islamophobes, au moment même où les Indiens consultaient anxieusement leurs fils d'actualité pour obtenir des informations sur les suites de l'attentat.[52]




Comparison between screenshots of the false post shared by an Australian user and a TikTok video, both taken on September 2 with the red X added by AFP




Screenshot of the false Instagram post captured on September 2, 2025, with the red X added by AFP

**En Australie,** une vidéo visionnée des dizaines de milliers de fois sur les réseaux sociaux montre la commémoration pacifique d'une fête musulmane à Melbourne, contrairement aux affirmations de groupes d'extrême droite selon lesquelles on y verrait des immigrants scandant « Nous attendons des ordres ». Ces images, apparues avant les marches anti-immigration prévues à travers le pays, avaient déjà circulé un mois auparavant dans une publication concernant la procession annuelle d'Achoura, que la police locale et les chefs religieux avaient

qualifiée de pacifique. « 50 000 immigrants musulmans défilent à Melbourne en scandant "Nous attendons des ordres" », pouvait-on lire sur une vidéo Instagram partagée le 15 août 2025. La vidéo, visionnée plus de 88 100 fois, montrait une foule de personnes vêtues majoritairement de noir défilant devant le Parlement de Melbourne en scandant en arabe. La légende disait : « Montrons-leur le 31 août… Marchons pour l'Australie ! » La vidéo a également été partagée dans des publications similaires sur Facebook et Instagram, l'une d'elles affirmant que les migrants musulmans « vivaient à côté de chez nous » et étaient « prêts à nous attaquer ». « Quand les gens vont-ils enfin se réveiller et comprendre qu'il s'agit d'une invasion ? », pouvait-on lire dans un commentaire sous l'une des publications, tandis qu'un autre affirmait : « Ils vont déclencher une guerre dans un pays chrétien. » Pourtant, la vidéo ne montre aucune marche organisée par des immigrants, et les personnes présentes ne scandent pas de slogans comme « J'attends des ordres ». Aucun rapport officiel n'a par ailleurs fait état d'une telle marche à Melbourne. Une recherche d'image inversée sur Google, à partir d'images clés de la vidéo diffusée de manière mensongère, a permis de retrouver la même vidéo, publiée le 7 juillet 2025 sur TikTok, avec la légende « Procession d'Achoura à Melbourne aujourd'hui ». Lors de la fête musulmane d'Achoura, les chiites commémorent le meurtre, au VIIe siècle, de l'imam Hussein, petit-fils du prophète Mahomet. Des images de processions d'Achoura antérieures, publiées par le même utilisateur et la chaîne de télévision australienne SBS, montrent des participants défilant devant le même hôtel que celui visible dans la vidéo qui circulait de manière mensongère.[53]

## DIFFAMATION DU VOILE, DU HIJAB ET DE LA BURQA

**La diffamation** visant les vêtements islamiques couvrant la tête et le corps constitue une manifestation particulière de l'islamophobie, ciblant spécifiquement les symboles visibles de la pratique religieuse des femmes musulmanes. Cette forme de préjugé implique la déformation délibérée, la caractérisation dégradante ou l'attribution erronée de qualités négatives aux vêtements religieux tels que le hijab (voile), le niqab (voile intégral) ou la burqa (vêtement couvrant tout le corps), ainsi qu'aux femmes qui les portent. Contrairement au sentiment anti-islam général, cette forme spécifique d'islamophobie affecte de manière disproportionnée les femmes musulmanes dont la pratique religieuse inclut une tenue vestimentaire pudique, les rendant particulièrement vulnérables

à la discrimination institutionnelle et au harcèlement interpersonnel dans les espaces publics. La représentation négative des vêtements islamiques s'appuie fréquemment sur des stéréotypes néfastes qui présentent ces vêtements comme des symboles d'oppression, de régression culturelle, de menaces à la sécurité ou de résistance à l'intégration, plutôt que de les reconnaître comme des expressions de dévotion religieuse, de choix personnel, d'identité culturelle ou d'engagement spirituel. Ces caractérisations diffamatoires vont au-delà de la simple critique et stigmatisent activement ces pratiques religieuses, créant des environnements hostiles pour les femmes musulmanes dans les établissements d'enseignement, les lieux de travail et les espaces publics. Les incidents recensés dans cette section démontrent comment la tenue vestimentaire islamique continue d'être instrumentalisée dans le discours politique, les représentations médiatiques et les politiques institutionnelles durant la période étudiée, révélant la dimension sexiste de l'islamophobie qui impose un fardeau supplémentaire aux femmes musulmanes visibles. Ces cas documentés illustrent comment le droit fondamental à l'expression religieuse par le vêtement a été systématiquement remis en cause, restreint et dénigré par des politiques officielles et des attitudes sociales ciblant spécifiquement le port du voile islamique.

**Au Canada,** le 20 mars 2025, le gouvernement du Québec a déposé un projet de loi visant à interdire le port du voile pour le personnel de soutien scolaire et les élèves. Le projet de loi 94, qui vise non seulement les enseignants, comme c'est le cas actuellement en vertu de la loi sur la laïcité, mais aussi le personnel de soutien, les bénévoles et les élèves, ne concerne pas seulement les enseignants. L'interdiction s'applique également au port du voile, et plus généralement au fait de se couvrir le visage. Les notes explicatives précisent que les jeunes filles musulmanes « auront le visage découvert lorsqu'elles se trouvent dans les locaux mis à la disposition de l'école ». La même règle s'applique aux parents musulmans venant chercher leurs enfants à l'école. « Au Québec, nous avons décidé que l'État et la religion sont séparés », a déclaré le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, selon CBC News. « Et aujourd'hui, nous affirmons que les écoles publiques sont séparées de toute religion. » Cependant, le Conseil national des musulmans canadiens (CNMC), qui conteste devant la Cour suprême le projet de loi initial interdisant le port de symboles religieux par les enseignants, estime que le nouveau projet de loi constitue une nouvelle atteinte à leurs droits et cible injustement les musulmanes portant le hijab.[54]

**Au Royaume-Uni,** la nouvelle maire d'une ville du nord de l'Angleterre a été la cible d'une campagne de désinformation raciste sur les réseaux sociaux, orchestrée par des membres de l'extrême droite. Ces derniers l'ont attaquée en raison de ses convictions religieuses et ont remis en question sa capacité à assumer ses fonctions. Rukhsana Ismail, conseillère municipale d'origine pakistanaise, et portant le hijab, a été nommée maire de Rotherham, dans le South Yorkshire, le 16 mai et devait exercer ses fonctions durant l'année municipale 2025-2026. Forte d'une longue expérience dans la fonction publique et le secteur caritatif, notamment dans les écoles, les services de police et les organisations à but non lucratif, sa nomination l'a exposée à un déferlement de haine raciste sur la plateforme X, de la part de nombreux comptes d'extrême droite et de trolls. Ces derniers l'ont accusée d'être « fanatique de l'islam », « incapable » de parler anglais et ont même affirmé qu'une « nouvelle législation était nécessaire pour garantir que seuls les Anglais puissent occuper de telles fonctions ».[55]

**En France,** le parti centriste d'Emmanuel Macron a proposé d'interdire le port du voile islamique aux filles de moins de 15 ans dans tous les lieux publics, alors que le président présidait une réunion gouvernementale de haut niveau consacrée à ce qu'il a qualifié d'« islamisme politique » en France. L'Élysée a indiqué que le président avait demandé aux ministres de formuler des propositions avant juin afin de répondre aux conclusions « graves » d'un rapport commandé par Macron en 2024 sur la présence des Frères musulmans en France. Ce rapport concluait que les Frères musulmans constituaient une « menace pour la cohésion nationale » et risquaient de fragiliser « le tissu social et les institutions républicaines ». Avant la réunion, Gabriel Attal, ancien Premier ministre et actuel chef de Renaissance, le parti de Macron, a proposé d'interdire le port du voile aux « mineures de moins de 15 ans dans les espaces publics ». Il a déclaré que le port du voile islamique par les jeunes filles « porte gravement atteinte à l'égalité des sexes et à la protection de l'enfance ». Attal a déclaré au Parisien vouloir également ériger en délit de contrainte les parents qui obligent leurs filles mineures à porter le voile. Ses propositions ont suscité des critiques à gauche. Le député socialiste Jérôme Guedj a accusé Attal de « se laisser séduire par l'extrême droite » et de retourner la laïcité française contre les musulmans.[56]

**En Italie,** le partenaire populiste de droite de la coalition gouvernementale a proposé d'interdire le voile islamique dans les lieux publics, ont rapporté les médias locaux le 20 janvier 2025. Commentant cette proposition de loi soumise au Parlement par la Ligue, parti qu'il dirige, Matteo Salvini, également vice-

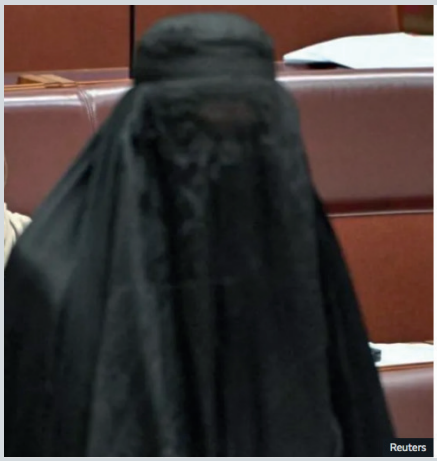
Premier ministre, a déclaré qu'elle relevait du « bon sens ». « Une proposition de bon sens de la Ligue contre ceux qui ne respectent pas notre culture et les principes de la liberté occidentale », a-t-il affirmé, selon l'agence de presse étatique ANSA. Le projet de loi propose d'interdire le port dans les lieux publics de vêtements « destinés à dissimuler le visage, comme la burqa ou le niqab ». Il prévoit des peines de deux ans de prison et la perte du droit de demander la nationalité pour les hommes qui contraignent des femmes à porter le voile.[57]



**En Inde,** le ministre du Maharashtra, Nitesh Rane, a exhorté le gouvernement de l'État à interdire le port du niqab dans les centres d'examen des classes de 10ème et 12ème, invoquant des risques de tricherie. Dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, Dada Bhuse, le 29 janvier 2025, il a exigé l'application de règles uniformes pour les élèves hindous et musulmans. « Notre gouvernement, fidèle à l'idéologie hindutva, ne tolérera aucune politique d'apaisement », a déclaré M. Rane à l'agence ANI. « Les règles applicables aux élèves hindous doivent également s'appliquer aux élèves musulmans. Celles qui souhaitent porter le niqab ou le hijab peuvent le faire chez elles, mais dans les centres d'examen, elles doivent passer leurs épreuves comme les autres élèves. »[58]

**En Autriche,** la Communauté religieuse islamique d'Autriche (IGGO) a critiqué, le 21 juillet 2025, la ministre autrichienne de l'Intérieur, Claudia Plakolm, pour ses propos controversés sur le voile, qu'elle a qualifié de « signe d'oppression ». Dans un communiqué de presse, l'IGGO a déclaré : « Nous sommes profondément troublés par les récentes déclarations de la ministre de la Culture, Claudia Plakolm, concernant le voile islamique. » Plus tôt dans la journée du 20 juillet, Mme Plakolm, membre du Parti populaire autrichien (ÖVP), parti de la coalition au pouvoir, avait déclaré dans une vidéo Instagram

: « Le voile est un symbole d'oppression. Les filles sont dissimulées derrière des voiles à un stade crucial de leur développement personnel et physique, et les tendances extrémistes, en particulier chez les enfants, n'ont pas leur place dans nos écoles. » Les propos de Mme Plakolm étaient apparemment liés à un projet de loi proposé par le gouvernement autrichien visant à interdire le port du voile dans les crèches et les écoles pour filles de moins de 14 ans. Selon Mme Plakolm, la loi devrait être adoptée à l'automne 2025.[59]




**En Australie,** une sénatrice a été suspendue une semaine pour avoir porté une burqa au Parlement afin de promouvoir l'interdiction de ce vêtement musulman. Pauline Hanson a été condamnée par ses collègues sénateurs – et par la suite formellement censurée – pour ce geste du 24 novembre 2025, l'un d'eux l'accusant de « racisme flagrant ». La sénatrice du Queensland, membre du parti anti-immigration One Nation, cherchait à présenter un projet de loi visant à interdire le port du voile intégral en public. C'était la deuxième fois qu'elle portait ce vêtement – qui couvre le visage et le corps – au Parlement, et elle a déclaré que son geste était une protestation contre le rejet de son projet de loi par le Sénat. Peu après que d'autres parlementaires l'eurent empêchée de présenter le projet de loi, elle est revenue vêtue d'une burqa noire. « C'est une sénatrice raciste, qui fait preuve d'un racisme flagrant », a déclaré Mehreen Faruqi, une sénatrice musulmane écologiste que la Cour fédérale a reconnue en 2024 comme victime de discrimination raciale de la part de Mme Hanson.[60]


SONDAGE ET RAPPORT
HATE HURTS
Gender Identity
Ethnic & Racial Background

# SONDAGE ET RAPPORT

# SONDAGE ET RAPPORT

**L'Observatoire** de l'islamophobie de l'OCI a constaté une forte augmentation des initiatives de recherche, des sondages d'opinion et des rapports institutionnels documentant l'évolution préoccupante du sentiment anti-islam à travers le monde. Ces études exhaustives, menées par des organismes de recherche, des institutions universitaires, des instances gouvernementales et des groupes de la société civile reconnus, apportent des preuves empiriques de la nature persistante et évolutive de l'islamophobie dans divers contextes géographiques et culturels. Grâce à des approches méthodologiques rigoureuses, incluant des sondages quantitatifs, des entretiens qualitatifs, la documentation des incidents et l'analyse des politiques publiques, ces rapports mettent en lumière les multiples dimensions des préjugés anti-islam, tels qu'ils se manifestent dans les attitudes du public, les pratiques institutionnelles, les représentations médiatiques et le discours politique.

**Les conclusions** de ces études variées révèlent des tendances inquiétantes qui transcendent les frontières nationales et les spécificités régionales, suggérant un caractère transnational à l'islamophobie contemporaine, malgré ses expressions locales. Ces rapports soulignent systématiquement plusieurs tendances préoccupantes : la méfiance croissante du public envers les communautés musulmanes, la normalisation des discours anti-islam dans l'espace politique, la fréquence accrue des actes de haine visant des personnes visiblement musulmanes et la mise en œuvre de politiques qui restreignent de manière disproportionnée les pratiques religieuses islamiques. Il convient de souligner en particulier la documentation montrant comment l'islamophobie s'entremêle à d'autres formes de discrimination, créant ainsi une vulnérabilité accrue pour les musulmans appartenant également à d'autres communautés marginalisées.

**Ce chapitre** présente une sélection des données de sondage et des rapports institutionnels les plus significatifs publiés durant la période étudiée. Plutôt que de fournir des résumés exhaustifs, il met en lumière les principaux résultats qui, collectivement, démontrent la persistance et l'intensification des attitudes et des pratiques islamophobes à l'échelle mondiale. En rassemblant ces diverses sources de données, cette section vise à dresser un tableau complet du sentiment anti-islam contemporain, dépassant le cadre des témoignages anecdotiques pour documenter des schémas systémiques dans de nombreuses sociétés. Ces études

empiriques constituent des ressources essentielles pour comprendre l'ampleur, la gravité et les dimensions structurelles de l'islamophobie en tant que phénomène mondial exigeant des réponses coordonnées aux niveaux national et international.

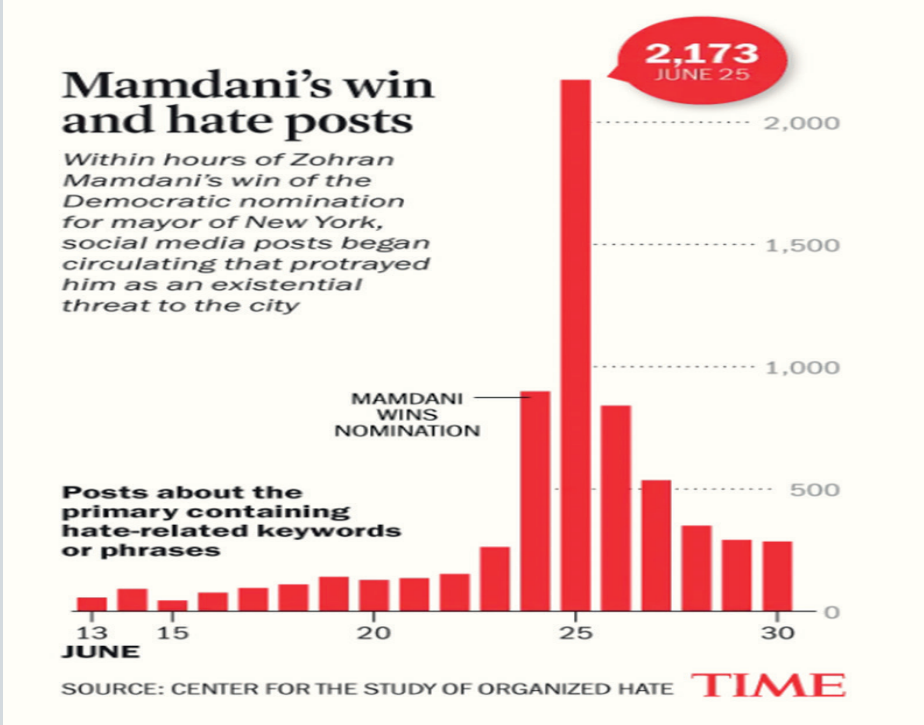
## ÉTATS-UNIS.

**L'université** Harvard a publié deux rapports le 29 avril 2025, documentant les préjugés dont sont victimes les communautés musulmane et juive sur le campus. Ces conclusions émanent de groupes de travail mis en place lors des manifestations étudiantes contre le conflit de Gaza et dans un contexte de désaccord sur le financement fédéral avec l'administration Trump. Le président Alan Garber a souligné que les membres des communautés musulmane, arabe, palestinienne et pro-palestinienne se sentaient marginalisés et réduits au silence. Les résultats d'une enquête ont révélé que près de la moitié des répondants musulmans se sentaient en danger physique sur le campus, et 92 % d'entre eux estimaient qu'ils subiraient des conséquences professionnelles ou académiques pour avoir exprimé des opinions politiques. Des étudiantes musulmanes portant le hijab et des étudiantes portant le keffieh ont signalé avoir été victimes de harcèlement verbal, traitées de terroristes et agressées physiquement. Une étudiante a décrit la peur constante que lui inspiraient les camions affichant les visages d'étudiants musulmans sur le campus et a indiqué que des camarades avaient perdu des offres d'emploi pour des postes à responsabilité au sein d'organisations religieuses musulmanes.[61]

**La Floride** a connu une forte augmentation des discriminations anti-musulmanes, selon le rapport 2025 du CAIR sur les droits civiques. L'organisation a recensé 8 658 plaintes à l'échelle nationale en 2024, un chiffre record depuis le début du suivi en 1996, soit une hausse de 7,4 % par rapport à 2023. En Floride, le nombre de plaintes a augmenté de 22 %, soit près du triple du taux national. Pour la première fois en 24 ans d'existence, la discrimination fondée sur les opinions est devenue la principale catégorie de plaintes. De nombreux incidents ont suivi les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et les bombardements de Gaza qui ont suivi ; des personnes exprimant leur solidarité avec les Palestiniens ou critiquant la politique israélienne ont été accusées d'antisémitisme ou de terrorisme.[62]

**Le rapport** du Southern Poverty Law Center du 22 mai 2025 recensait 1 371 groupes haineux et extrémistes à travers les États-Unis en 2024, contre 1 430 en 2023. Toutefois, ce recul de 5 % reflétait une normalisation plutôt

qu'une diminution de leur influence, nombre d'extrémistes estimant que leurs convictions étaient désormais acceptées par le gouvernement et la société. Ces groupes emploient des tactiques politiques, de communication et en ligne pour saper les institutions démocratiques et polariser les communautés.[63]




**Le Centre** d'étude de la haine organisée a constaté une recrudescence de l'islamophobie en ligne suite à la victoire de Zohran Mamdani à la primaire démocrate pour la mairie de New York. Ce socialiste démocrate musulman a battu Andrew Cuomo avec 56 % des voix contre 44 %, mais a immédiatement fait l'objet d'attaques coordonnées présentant sa foi et son idéologie comme des menaces. Entre le 13 et le 30 juin, les chercheurs ont recensé 6 669 publications ayant généré 419,2 millions d'interactions. Le nombre de publications antimusulmanes a explosé, passant de 56 à 264 par jour à 2 173 le 25 juin. Parmi les publications analysées en détail, 39,4 % contenaient un langage explicitement antimusulman, présentant l'islam comme incompatible avec la fonction publique et employant des termes tels que « djihadiste », « musulman radical » et « sympathisant terroriste ». La campagne des primaires a également été marquée par une islamophobie hors ligne, notamment par la diffusion de tracts où la barbe de Mamdani était noircie et allongée.[64]

**Une étude** publiée dans le Forum for Health Economics and Policy a examiné l'impact du décret antimusulman de 2017 sur les soins de santé préventifs des

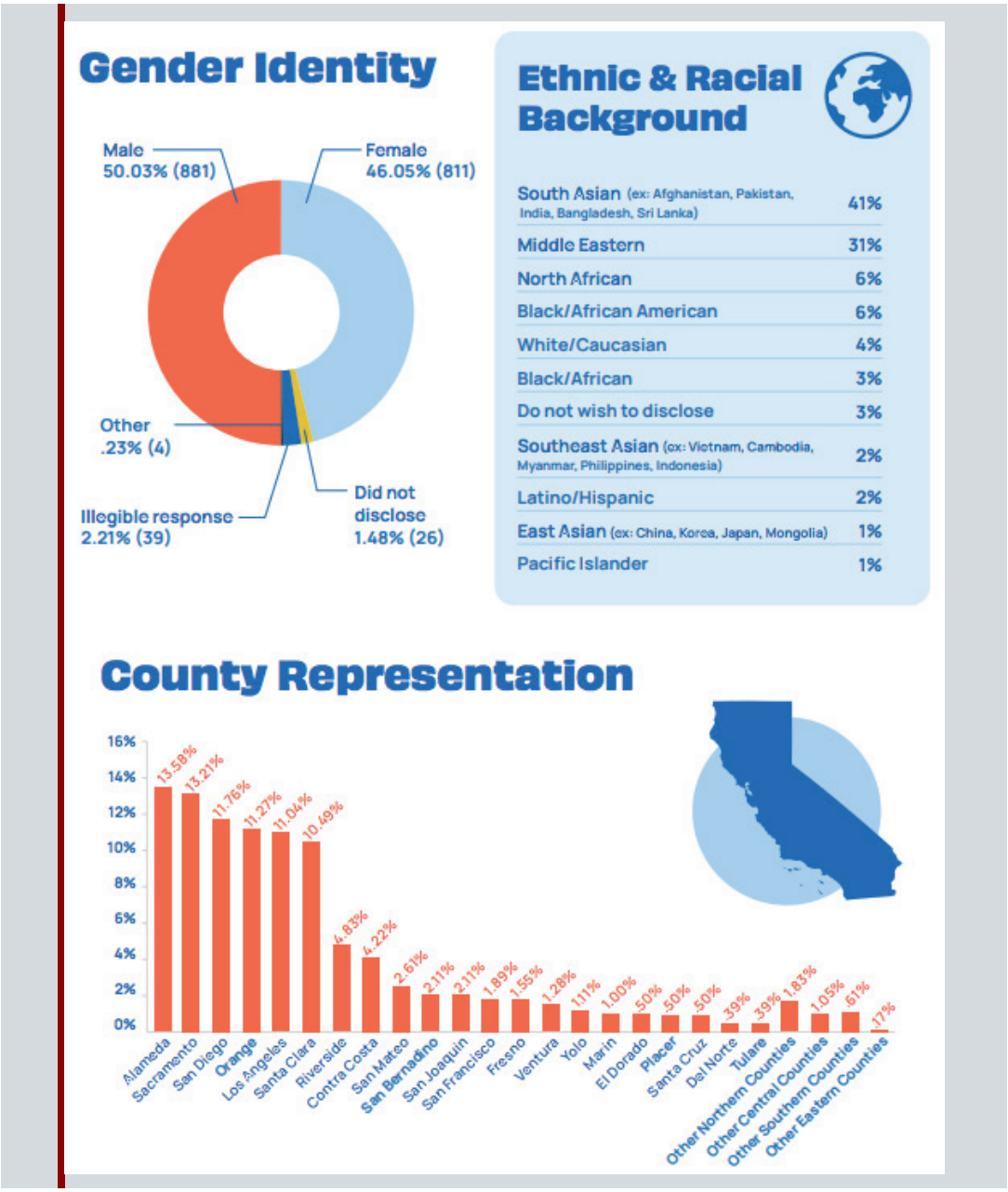
enfants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. L'étude a révélé que si les enfants de la région MENA bénéficiaient de taux de consultations médicales plus élevés avant la mise en place de cette politique, le nombre de consultations mensuelles a diminué de 20 % après janvier 2017, entraînant une baisse cumulative de 6 %. La vaccination a chuté de 12,5 % par rapport aux enfants blancs non hispaniques. Les chercheurs ont constaté que les familles continuaient d'emmener leurs enfants à leurs rendez-vous médicaux, mais étaient de plus en plus nombreuses à refuser la vaccination, ce qui suggère des manifestations plus subtiles d'une méfiance accrue envers les autorités gouvernementales suite à cette politique.[65]

**Le rapport** du Conseil consultatif musulman américain, daté du 3 septembre 2025 et basé sur une enquête menée auprès de 201 familles du Tennessee, révèle que plus d'un tiers des élèves musulmans ont été victimes de harcèlement scolaire, notamment de la part d'adultes tenant des propos déplacés. Si 100 % des élèves du primaire se sentent intégrés à l'école, 47 % d'entre eux et 13 % des collégiens/lycéens modifient leur apparence pour dissimuler leur identité musulmane. Seuls 26 % des parents ou tuteurs sont au courant des situations de harcèlement vécues par leurs enfants. Lorsque les élèves du primaire signalent ces incidents à des adultes, 28 % ne constatent aucune amélioration et 16 % voient même la situation s'aggraver.[66]



*Illustration: ThePrint team*

**Le Centre** d'étude de la haine organisée a constaté une forte augmentation des contenus haineux générés par l'IA depuis mi-2024. L'analyse de 1 326 images et vidéos provenant de 297 comptes sur trois plateformes, entre mai 2023 et mai 2025, a révélé une activité minimale jusqu'au début de l'année 2024, suivie de pics en septembre 2024 et mars 2025. Malgré le signalement de 187 publications enfreignant les règles communautaires, aucune n'a été supprimée. Ces contenus étaient principalement axés sur la sexualisation des femmes musulmanes (générant 6,7 millions d'interactions), la déshumanisation, les théories du complot et l'esthétisation de la violence.[67]




**Le rapport** du CAIR-Californie et du Centre pour la prévention de la haine et du harcèlement, daté du 31 octobre 2025, a interrogé 1 802 élèves dans 48 comtés de Californie. Les résultats ont montré que 50 % des élèves musulmans subissaient du harcèlement à caractère religieux de la part de leurs pairs, et que 67 % d'entre eux ne signalaient pas les incidents, se sentant dévalorisés, ayant peur ou confrontés à des procédures peu claires. De plus, 43 % des élèves ont manqué l'école à cause du harcèlement, un taux nettement supérieur au taux d'absentéisme national. Ces résultats confirment une tendance observée depuis 12 ans, selon laquelle 40 à 55 % des élèves musulmans âgés de 11 à 18 ans déclarent régulièrement être victimes de harcèlement.[68]

# CANADA

**Le rapport** annuel du Conseil consultatif musulman du Canada a recensé au moins 180 cas de discrimination visant des patients et des professionnels de la santé musulmans, notamment des traitements biaisés et du harcèlement au travail. L'organisation a interpellé le ministre de la Santé, Mark Holland, afin de plaider en faveur de réformes systémiques. Dans le domaine de l'éducation, le rapport a mis en lumière la répression dont sont victimes les élèves et les familles qui expriment leurs préoccupations concernant l'islamophobie, le racisme anti-arabe et le racisme anti-palestinien au sein du Conseil scolaire du district de Halton, en Ontario.[69]

**L'analyse** des données sur l'usage de la force en Ontario, menée par Kojo Damptey, doctorant à l'Université McMaster, a révélé que la police de London avait recours à la force de manière disproportionnée contre les hommes noirs, moyen-orientaux et autochtones, comparativement aux hommes blancs. Parmi les hommes âgés de 18 à 24 ans ayant subi des violences policières, la moitié étaient noirs ou moyen-orientaux. Au total, 13,8 % des personnes ayant subi des violences policières étaient moyen-orientales et 6,5 % étaient autochtones. Ce constat est similaire à celui d'autres villes ontariennes, la collecte de données ayant été rendue possible par la Loi antiracisme de 2017.[70]

**Le Centre** de recherche sur l'islamophobie de l'Université York a publié le 6 août 2025 un rapport intitulé « Documenter l'« exception palestinienne » », révélant une augmentation spectaculaire des incidents haineux depuis le 7 octobre 2023. Le Service de police de Toronto a enregistré une hausse de 1 600 % des crimes haineux anti-palestiniens et islamophobes entre le 7 octobre et le 20 novembre 2023. Statistique Canada a constaté une augmentation de 94 % des crimes haineux antimusulmans et de 52 % des crimes contre les Arabes et les Asiatiques de l'Ouest en 2023. Le Conseil national des musulmans canadiens a signalé une augmentation de 1 300 % des cas d'islamophobie après le 7 octobre, et de 1 800 % sur l'ensemble de l'année. Le Centre de soutien juridique musulman a recensé 474 plaintes pour violation des droits de la personne entre octobre 2023 et mars 2024, dont 345 liées à l'emploi.[71]

# SUISSE

**Le Centre** suisse pour l'islam et la société a publié le 27 février 2025 la première étude qualitative de référence du pays, concluant que le racisme antimusulman

imprègne tous les aspects de la vie suisse. Hansjörg Schmid, co-auteur de l'étude, a souligné qu'il ne s'agissait pas d'un simple problème individuel, mais d'un problème structurel profondément ancré dans la société, se manifestant dans l'éducation, l'emploi, les autorités gouvernementales, les forces de l'ordre et les médias. L'étude a révélé une importante sous-déclaration : sur 2 471 musulmans victimes de discrimination, une seule plainte a été déposée. Plus de 35 % des musulmans ont déclaré avoir subi des discriminations raciales en 2019, tandis que plus des deux tiers de la population suisse nourrissaient de fortes réserves à l'égard des musulmans. La recherche a combiné des entretiens avec des experts d'organismes spécialisés, des autorités, des organisations musulmanes et des universitaires, ainsi que des entretiens qualitatifs avec onze victimes de racisme antimusulman. Les auteurs recommandent de renforcer les services de conseil et les systèmes de surveillance, tout en favorisant une meilleure compréhension de la société.[72]

## ROYAUME-UNI

**Une enquête** menée par la British Islamic Medical Association (BIMA) auprès de plus de 100 médecins musulmans a révélé une discrimination généralisée au sein du NHS (service national de santé britannique). 44 % d'entre eux ont déclaré subir une discrimination régulière depuis leurs études de médecine, tandis que 38 % en ont été victimes sur leur lieu de travail actuel. La religion était l'aspect de l'identité le plus fréquemment ciblé pour 40 % des répondants. Bien que le NHS ait atteint une représentation de 42 % de minorités ethniques parmi les médecins, les dentistes et les consultants en février 2023, le service de santé ne collecte pas de données sur l'appartenance religieuse. La BIMA estime qu'environ 10 % des médecins se déclarent musulmans. La Dre Hina Shahid, présidente de l'Association des médecins musulmans, a qualifié ces expériences de prévisibles et de symptomatiques du NHS, insistant sur la nécessité de faire de la lutte contre l'islamophobie et le racisme une priorité.[73]




The Stratford mosque was vandalised with anti-Islam graffiti




Leyton Jamia Masjid was also targeted

**Des graffitis** antimusulmans sont apparus sur sept bâtiments londoniens en janvier 2025, visant des mosquées, des centres communautaires et une école primaire. La police métropolitaine a enquêté sur ces actes de haine « choquants » commis entre le 6 et le 25 janvier. Selon les médias, un groupe haineux actif sur Telegram, offrant 100 £ en échange de vandalisme, a alimenté ces incidents, qui ont ciblé : la mosquée de West Norwood (6 janvier), le centre communautaire islamique de South Norwood (6 janvier), le centre islamique de Thornton Heath (16 janvier), la mosquée de Stratford (23 janvier), la mosquée Jamia de Leyton (23 janvier), la mosquée de la Fondation Albirr (23 janvier) et l'école primaire Noor Ul Islam (25 janvier).[74]




A hate crime billboard in Glasgow. Charities said they were not surprised by the police figures. Photograph: Jeff J Mitchell/Getty Images

**Les principaux** services de police britanniques ont signalé une augmentation des crimes de haine à caractère religieux suite au conflit israélo-hamiltonien d'octobre 2023 et aux attentats de Southport de juillet 2024. La police du Grand Manchester a enregistré en moyenne 39 infractions islamophobes par mois de janvier à juillet 2024, un chiffre qui a grimpé à 85 en août avant de diminuer en septembre. La police du West Yorkshire a observé des tendances similaires, avec une moyenne de 39 incidents mensuels, avant une hausse à 94 en août et à 73 en septembre. Iman Atta, directrice de Tell Mama, ne s'est pas surprise de ces résultats, soulignant les pics de haine antimusulmane lors des crises internationales et des manifestations d'extrême droite, et déplorant l'insuffisance des mesures prises pour endiguer le problème.[75]

**La baronne Shaista Gohir,** présidente du Réseau des femmes musulmanes du Royaume-Uni et membre de la Chambre des lords, a indiqué le 15 janvier 2025 qu'une femme musulmane sur cinq avait été victime de crimes haineux en 2024. Elle a plaidé pour un traitement égal des crimes haineux à caractère raciste et religieux, tous deux visant à nuire et à susciter l'hostilité. Mme Gohir a attribué la montée de l'« islamophobie sexiste » à la rhétorique politique négative de précédents gouvernements, aux espaces en ligne et aux commentateurs publics, notant que les auteurs de ces crimes étaient majoritairement des hommes blancs. Elle a insisté sur la nécessité de les qualifier de violences sexistes.[76]

**La directrice de Tell MAMA,** Iman Atta, a averti que c'était la période la plus dangereuse pour être musulman au Royaume-Uni, révélant une augmentation de 73 % des agressions islamophobes en 2024. Elle a cité la banalisation des discours politiques islamophobes et la théorie du complot d'extrême droite du « Grand Remplacement » sur les réseaux sociaux comme étant à l'origine d'une haine antimusulmane sans précédent. Des extrémistes de droite partageaient

des tactiques pour cibler les communautés musulmanes, attaquer les mosquées, échapper à la police et empêcher l'analyse des preuves médico-légales, allant même jusqu'à offrir des incitations financières pour commettre des agressions. Tell MAMA a enregistré un nombre record de signalements annuels avec 6 313 (soit une augmentation de 43 % par rapport à 2023), dont 5 837 cas ont été vérifiés. L'organisation a constaté une haine disproportionnée envers les personnalités politiques musulmanes, notamment le maire de Londres, Sadiq Khan, l'ancien Premier ministre écossais, Humza Yousaf, et la députée Zarah Sultana. Parmi les principaux constats : 10 719 cas au total entre 2023 et 2024, dont 9 604 vérifiés ; On observe une augmentation de 165 % des cas avérés depuis 2022 ; une hausse de 120 % des incidents de rue depuis 2022 ; une augmentation de 103 % des actes de haine ciblés contre les personnes musulmanes visibles ; et une augmentation de 715 % des comportements menaçants. La haine en ligne a connu une augmentation de 1 619 % après le 7 octobre, avec 2 307 cas avérés en 2024 (soit une augmentation de 34 % par rapport à 2023). La plateforme X est restée la plus toxique. Les images antimusulmanes générées par l'IA sont devenues particulièrement répandues en 2024. Les discours antimusulmans mettaient l'accent sur les récits de « prise de contrôle » européenne, les craintes démographiques et les appels à exclure les musulmans de la vie politique britannique.[77]

**Pour** la première fois depuis sa création en 2012, Tell MAMA a constaté que les hommes étaient davantage ciblés que les femmes, avec un total de 6 313 signalements en 2024 (contre 4 406 en 2023 et 2 651 en 2022). Après vérification, les chiffres ont révélé 5 837 incidents pour 2024, contre 3 767 en 2023 et 2 201 en 2022. Cette évolution reflète l'aggravation des stéréotypes néfastes qui alimentent les divisions sociales. Les incidents hors ligne ont atteint 3 680, soit une augmentation de 72 % depuis 2022.[78]

**L'organisation** Tell MAMA a recensé près de 6 000 incidents antimusulmans en 2024, soit le double du chiffre de 2022. Pour la première fois, les hommes ont été davantage ciblés que les femmes. L'organisation a constaté une recrudescence des discours présentant faussement les musulmans comme des terroristes ou des sympathisants du terrorisme suite au conflit israélo-palestinien et aux meurtres de Southport. Le gouvernement a qualifié ces conclusions d'« extrêmement préoccupantes ». Sur 6 313 cas enregistrés (soit une augmentation annuelle de 43 %), 5 837 ont été vérifiés. Les incidents hors ligne représentaient 3 680 cas (soit une augmentation de 72 % par rapport à deux ans auparavant), impliquant

principalement des comportements abusifs, mais aussi des agressions physiques, des actes de discrimination et de vandalisme. La plupart des attaques ont eu lieu dans des lieux publics comme les rues et les parcs, les incidents sur le lieu de travail étant minoritaires.[79]



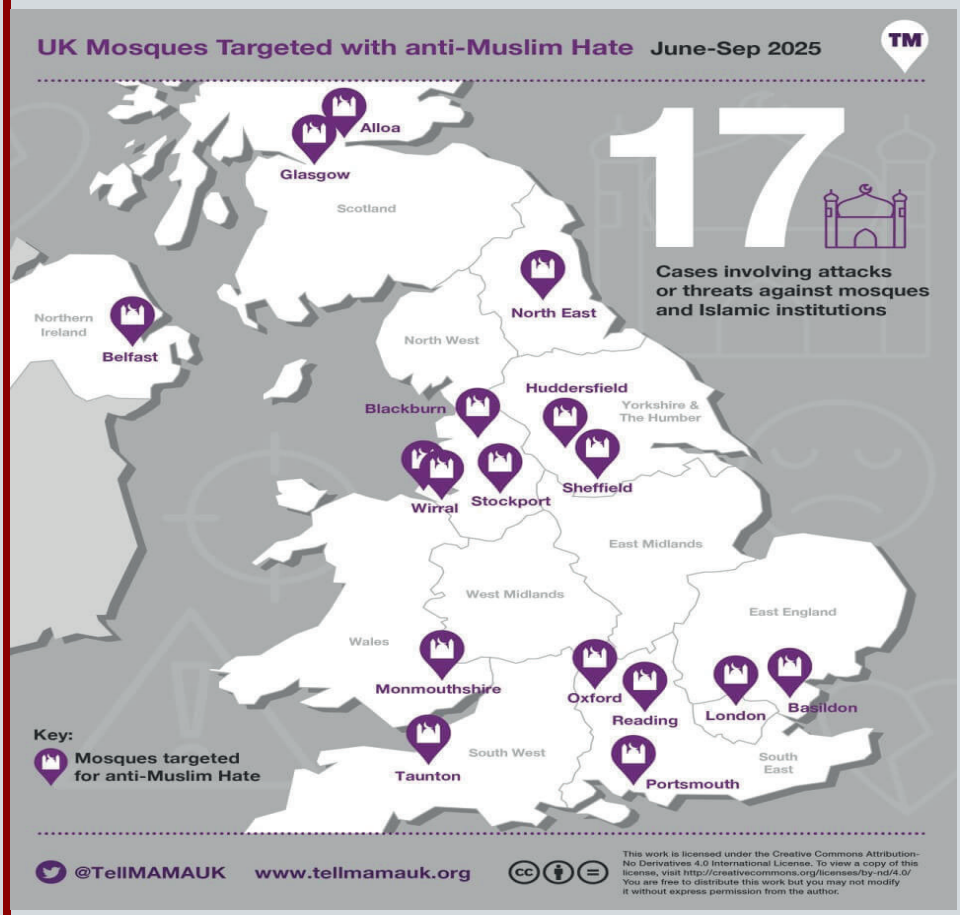
**Le centre** médical de Queens Road à Walthamstow a été victime de crimes haineux, notamment de graffitis islamophobes et d'actes de vandalisme, fin janvier 2025. Le cabinet a découvert des graffitis obscènes ainsi que des serrures, une boîte aux lettres, un interphone et un éclairage extérieur endommagés. La police métropolitaine a confirmé avoir enquêté sur deux incidents survenus en janvier, sans procéder à aucune arrestation. Le Dr Abdul Sheikh, médecin généraliste responsable du centre, a fait part de la crainte du personnel que ces actes ne se reproduisent, une crainte d'autant plus préoccupante que le centre ferme à 22h certains jours, ce qui engendre un sentiment d'insécurité chez les employés à leur sortie. Il a souligné que le fait de cibler un cabinet médical était inhabituel et alarmant.[80]

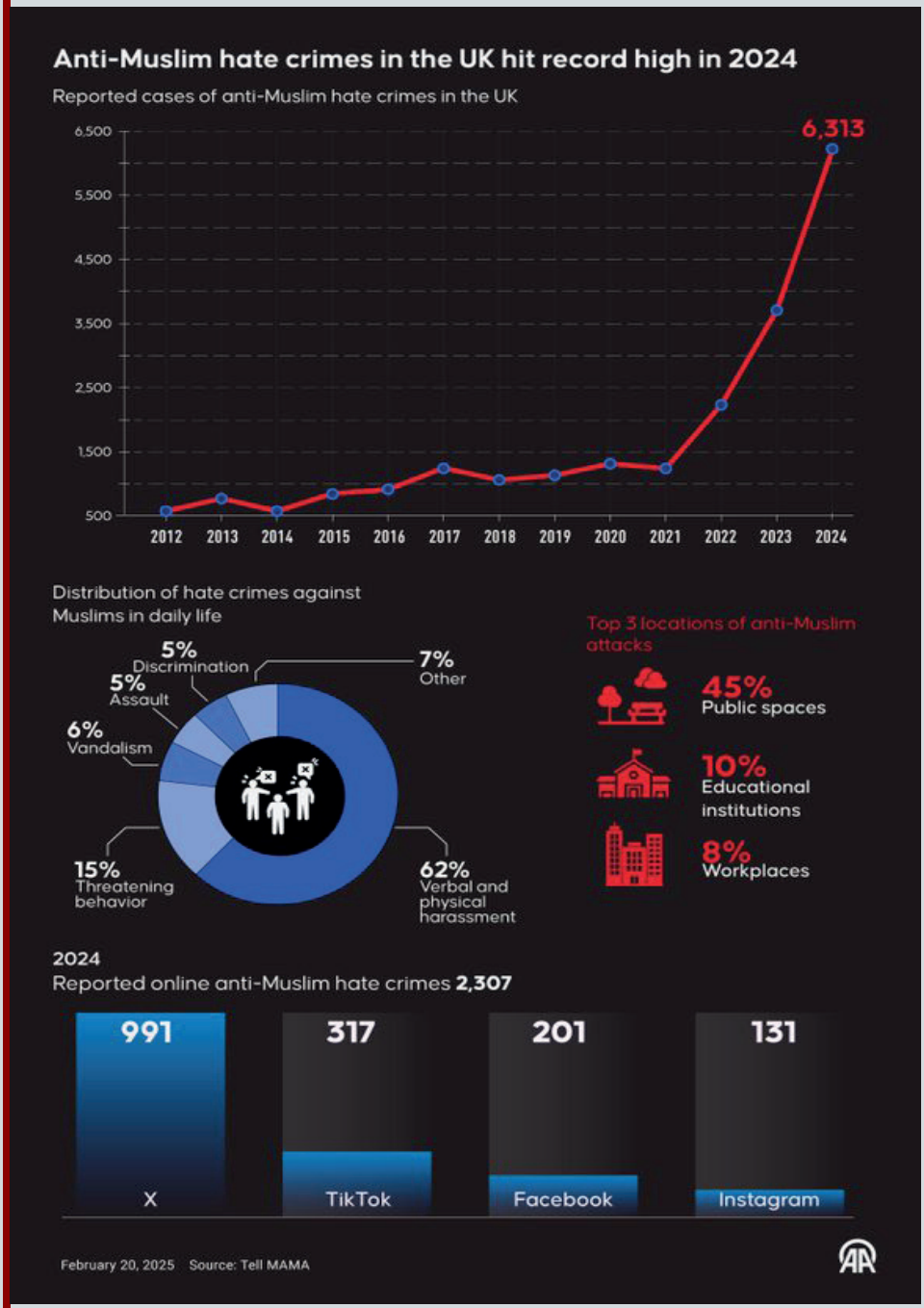
**Des demandes** d'accès à l'information ont révélé que dans huit des neuf prisons à forte population musulmane, les hommes musulmans étaient victimes d'un usage disproportionné de la force, notamment de matraques, de menottes rigides et de techniques infligeant de la douleur. Les données de 2023 de Maslaha, une organisation caritative de justice sociale, ont montré : à Belmarsh, les musulmans représentaient 32 % des détenus, mais 43 % des incidents impliquant l'utilisation de menottes rigides et 61 % des incidents impliquant des techniques infligeant de

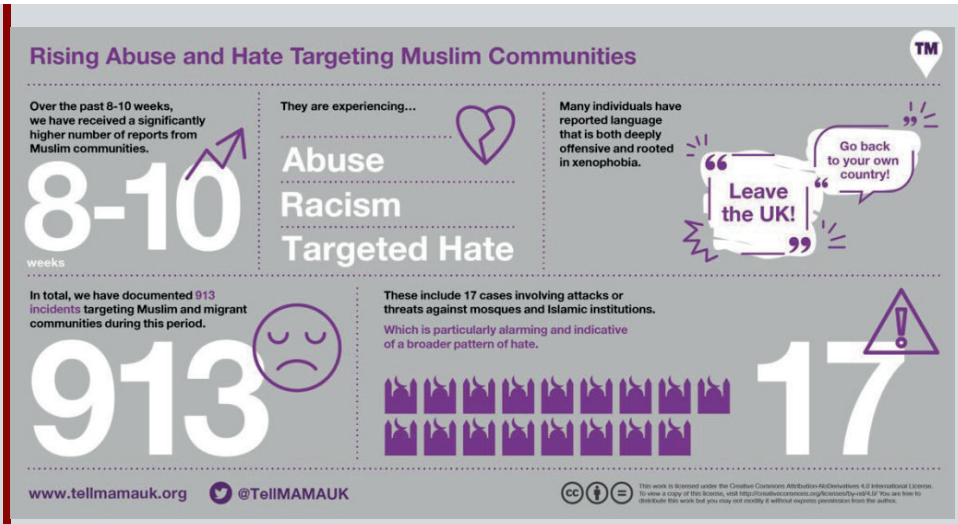
la douleur. À Whitemoor, les musulmans représentaient 43 % de la population carcérale, mais 55 % des cas d'usage de la force. À Isis, les musulmans représentaient 45 % des détenus, mais 57 % des incidents impliquant l'utilisation de matraques et 56 % des techniques infligeant de la douleur. À Feltham B, les musulmans représentaient 42 % des détenus, mais 53 % des cas d'utilisation de menottes rigides, 57 % des incidents impliquant l'utilisation de matraques et 64 % des techniques infligeant de la douleur. À Woodhill, les musulmans représentaient 37 % de la population carcérale, mais ont subi 49 % des arrestations pour port de menottes rigides, 63 % des coups de matraque et 64 % des techniques infligeant de la douleur. Seule la prison de Mount a enregistré un recours à la force moins important pour les musulmans que pour l'ensemble de la population carcérale.[81]

**Un sondage** a révélé que près de la moitié des femmes musulmanes britanniques se sentent moins en sécurité qu'il y a un an, un sentiment qu'elles attribuent à la montée de l'islamophobie. Trente pour cent des femmes musulmanes interrogées ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles sortent le soir, tandis que plus de la moitié affirment que les politiciens les font se sentir moins les bienvenues. Hina Khan, une Londonienne, a décrit être régulièrement confrontée à l'islamophobie en ligne, notamment à des accusations d'extrémisme, ce qui lui donne le sentiment d'être indésirable au Royaume-Uni.[82]

**Le rapport** du Centre de surveillance des médias, intitulé « Femmes musulmanes dans les médias : briser les barrières, porter le fardeau », a mis en lumière une discrimination profondément ancrée à l'encontre des femmes musulmanes dans le secteur des médias britanniques. Il révèle des cultures d'entreprise toxiques, des perspectives de carrière limitées et les conséquences émotionnelles de la couverture de conflits comme celui de Gaza. L'étude s'appuie sur les réponses anonymes de 102 femmes musulmanes travaillant dans la presse écrite, audiovisuelle et en ligne. Elle constate une islamophobie généralisée, des stéréotypes et une exclusion structurelle. Une participante a déclaré avoir honte de se qualifier de journaliste pour avoir couvert la guerre à Gaza. 92 % des femmes interrogées ont indiqué que les attitudes négatives envers l'islam et les musulmans étaient ancrées dans leur organisation, tandis que 72 % ont subi une discrimination directe liée à leur identité. La couverture de la guerre à Gaza a eu un impact psychologique négatif sur 85 % d'entre elles, et environ 60 % envisagent de quitter définitivement le journalisme.[83]


UK Mosques Targeted with anti-Muslim Hate June-Sep 2025
TM
17
Cases involving attacks or threats against mosques and Islamic institutions
Alloa
Glasgow
Scotland
Northern Ireland
Belfast
North East
North West
Huddersfield
Yorkshire & The Humber
Blackburn
Sheffield
Wirral
Stockport
East Midlands
West Midlands
East England
Wales
Monmouthshire
Oxford
Reading
London
Basildon
South West
Taunton
Portsmouth
South East
Key:
Mosques targeted for anti-Muslim Hate
@TellMAMAUK
www.tellmamauk.org
This work is licensed under the Creative Commons Attribution-No Derivatives 4.0 International License. To view a copy of this license, visit http://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/ You are free to distribute this work but you may not modify it without express permission from the author.


Anti-Muslim hate crimes in the UK hit record high in 2024
Reported cases of anti-Muslim hate crimes in the UK
6,313
6,500
5,500
4,500
3,500
2,500
1,500
500
2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024
Distribution of hate crimes against Muslims in daily life
5% Discrimination
7% Other
5% Assault
6% Vandalism
15% Threatening behavior
62% Verbal and physical harassment
Top 3 locations of anti-Muslim attacks
45% Public spaces
10% Educational institutions
8% Workplaces
2024
Reported online anti-Muslim hate crimes 2,307
991 X
317 TikTok
201 Facebook
131 Instagram
February 20, 2025 Source: Tell MAMA




**Tell MAMA** a constaté une forte augmentation des actes de haine antimusulmane entre juillet et septembre 2025. Les victimes ont signalé des abus, du racisme et des attaques ciblées, se voyant fréquemment intimer l'ordre de « quitter le Royaume-Uni » ou de « retourner dans leur pays », des propos empreints de xénophobie. Entre juin et septembre, 17 attaques contre des mosquées ou des institutions islamiques ont été recensées, soit une moyenne de quatre par mois sur cette période. L'organisation a reçu 913 signalements visant des musulmans britanniques, dont beaucoup impliquaient des personnes nées à l'étranger et présentant des différences physiques notables avec la population majoritaire.[84]

**Plus** de 150 signalements de propos haineux antimusulmans sont parvenus à Tell Mama suite au rassemblement « Unite the Kingdom » de Tommy Robinson en septembre 2025. Les victimes ont témoigné s'être entendu dire « quittez le Royaume-Uni » et « retournez dans votre pays » dans un contexte de forte agressivité et d'anxiété au sein de la communauté. Entre juin et septembre, 913 cas ont été recensés, dont 17 attaques contre des mosquées et des institutions islamiques. Dans les sept jours suivant le rassemblement – qui a réuni plus de 100 000 participants et 5 000 manifestants antiracistes le 13 septembre – Tell Mama a reçu 157 signalements de propos haineux antimusulmans. L'organisation a établi un lien entre les propos incitant à « quitter le Royaume-Uni » et le discours politique sur les migrations.[85]

**Le British** Muslim Trust a constaté une forte augmentation des attaques contre des mosquées sur une période de trois mois, avec une utilisation croissante des symboles religieux et nationaux à des fins d'intimidation. Au moins 27 attaques avérées ont ciblé des mosquées entre le 26 juillet et fin octobre, dont trois sites pris pour cible à plusieurs reprises. Parmi ces incidents, on compte des tentatives

d'incendie criminel mettant des vies en danger, des attaques à projectiles, ainsi que de nombreux graffitis, des messages haineux et des affichages de drapeaux et de croix. Le BMT n'a trouvé aucune preuve de plus de quatre attaques contre des mosquées au cours des six mois précédents. Le rapport décrit une « vague nationale » de haine antimusulmane entre août et octobre, avec 25 mosquées attaquées lors de 27 incidents répartis sur 23 sites. Plus de 40 % des attaques impliquaient des drapeaux britanniques ou anglais, ou des symboles/slogans chrétiens, tandis que 11 % présentaient d'autres graffitis ou messages haineux. Plus d'un quart des attaques étaient violentes ou destructrices. Après un incident en juillet, le nombre d'attaques a explosé : sept en août, neuf en septembre et neuf en octobre, passant du vandalisme à des « intimidations symboliques coordonnées et à des attaques violentes », culminant avec des incendies criminels et des attaques répétées. Le BMT a replacé cette montée en puissance dans le contexte des campagnes « Raise the Colors » et « Unite the Kingdom », présentées par les organisateurs comme des appels à l'unité nationale, mais le BMT a constaté qu'elle coïncidait avec la transformation du drapeau en un outil d'intimidation ethno-nationaliste, remettant en question l'appartenance des musulmans à la société britannique.[86]

**Les chiffres** du ministère de l'Intérieur montrent que les crimes de haine enregistrés par la police anglaise et galloise ont augmenté pour la première fois en trois ans, notamment les infractions à caractère raciste et religieux. On a dénombré 115 990 infractions de haine au cours de l'année se terminant en mars 2025, soit une hausse de 2 % par rapport aux 113 166 infractions de l'année précédente. Toutefois, les infractions de la police métropolitaine n'ont pas été prises en compte en raison de modifications apportées au système d'enregistrement des crimes. Les crimes de haine à caractère religieux visant les musulmans ont augmenté de 19 %, avec une forte augmentation suite aux meurtres de Southport et aux émeutes de l'été 2024.[87]

**Le premier** rapport du British Muslim Trust a documenté la montée des menaces et des incidents islamophobes durant l'été, aboutissant à 27 attaques avérées contre des mosquées. Intitulé « L'été de la division : la montée en flèche de la haine antimusulmane à l'échelle nationale », ce rapport a offert un aperçu précoce de la menace croissante qui pèse sur les communautés musulmanes. Entre juillet et octobre, au moins 27 attaques contre des mosquées ont été recensées, dont un incendie criminel ayant mis des vies en danger, une attaque à l'arme blanche, de nombreuses appositions de croix et de drapeaux, ainsi qu'une

multiplication des graffitis et des messages haineux. Ces attaques ont coïncidé avec les campagnes « Raise the Colours » et « Unite the Kingdom », affichant un patriotisme teinté de sentiments anti-immigrés et antimusulmans. L'utilisation de drapeaux a été particulièrement marquante, touchant 25 mosquées dans 23 villes. Parmi les incidents avérés, 41 % impliquaient des croix, des Union Jacks, des drapeaux de Saint-Georges ou des slogans/symboles chrétiens à des fins d'intimidation, avec des slogans tels que « Christ est roi », « Jésus est roi » et des croix inversées accompagnées de messages tels que « Démons ». Au moins 26% des incidents ont impliqué des violences ou des destructions, notamment des vitres brisées et des agressions. Un incendie criminel à Peacehaven, dans l'East Sussex, n'a fait aucun blessé, mais le Conseil musulman de Grande-Bretagne a mis en garde contre un «schéma inquiétant de violence et d'intimidation ».[88]

**Une étude** menée par Muslim Census et Muslims in Rail a révélé que les femmes et les filles musulmanes sont cinq fois plus susceptibles de se sentir en insécurité dans les transports en commun que le reste de la population britannique. Parmi les femmes musulmanes interrogées, 45,3% se sont senties en insécurité lors de leurs déplacements, contre seulement 8% des femmes au niveau national. Cette enquête, réalisée auprès de 1 155 femmes musulmanes, a également montré que plus d'un tiers d'entre elles (34,3%) ont subi des actes islamophobes ou racistes. Une pétition demandant au maire de Londres, Sadiq Khan, de créer des wagons réservés aux femmes a recueilli plus de 13 000 signatures depuis son lancement le 30 septembre par Camile Brown, une étudiante de 21 ans à l'UCL, suite à un rapport de la police des transports britannique indiquant que plus d'un tiers des femmes au Royaume-Uni subissaient du harcèlement dans les transports en commun. Transport for London s'est opposé à cette proposition. Les femmes interrogées ont décrit des incidents graves. Marwa, une vendeuse de 19 ans, se souvient notamment qu'un homme s'est masturbé en la fixant du regard dans son uniforme scolaire, sous le regard indifférent des autres personnes. Elle n'a pas signalé cet incident, ni plusieurs autres, préférant oublier. Selon un reportage de la BBC, plus de 2 400 agressions sexuelles ont été recensées sur le réseau entre février 2023 et janvier 2024, soit une hausse de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, des incidents non signalés, comme celui de Marwa, laissent supposer que le nombre réel est plus élevé. L'enquête du Muslim Census estime que 12,5 % des incidents ont été signalés, et que 69 % des personnes ayant déposé plainte doutent que leur cas soit pris au sérieux.[89]

# FRANCE

**Le ministère** de l'Intérieur français a informé Le Parisien, le 29 avril 2025, que la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT) avait recensé 79 actes antimusulmans entre janvier et mars 2025 : 26 en janvier, 17 en février et 36 en mars. Cela représente une augmentation de près de 72 % par rapport au premier trimestre 2024 (46 au total) et dépasse les 54 incidents enregistrés sur la même période en 2023. Le ministère a attribué cette hausse au développement de partenariats avec l'Association de défense contre les discriminations et les actes antimusulmans (ADDAM) et à l'amélioration du travail de police, permettant une meilleure identification des incidents et encourageant les victimes à porter plainte. Pour l'ensemble de l'année 2024, 173 incidents antimusulmans ont été recensés (soit une baisse de 29 % par rapport aux 242 de 2023), représentant 7 % de l'ensemble des incidents antireligieux. Le ministère a reconnu une probable sous-estimation, les victimes ne portant pas plainte, et a souligné que le partenariat DNRT-ADDAM permettrait d'améliorer progressivement le signalement des actes islamophobes.[90]

**La mosquée El Hidaya,** à Roussillon, dans le sud de la France, a été attaquée et vandalisée le 27 juin 2025 : vitres brisées, mobilier renversé et affiches racistes placardées sur les murs. Plus tôt dans le mois, un Coran brûlé avait été déposé à l'entrée d'une mosquée à Villeurbanne, près de Lyon. Le 31 mai, Hichem Miraoui, un Tunisien, a été abattu par son voisin français près de la Côte d'Azur ; un autre musulman a survécu à la fusillade. En avril, Aboubakar Cissé, un Malien, a été mortellement poignardé dans une mosquée de La Grand-Combe par un Français. Une forte recrudescence des actes islamophobes a été constatée en France, un problème que les autorités ont longtemps hésité à aborder publiquement. Un rapport a fait état d'une augmentation de 72 % de ces incidents entre janvier et mars 2025 par rapport à la même période en 2024. Parmi les facteurs contribuant à cette situation, on note la rhétorique islamophobe et les politiques antimusulmanes de l'État français, récemment mises en lumière dans le rapport gouvernemental « Les Frères musulmans et l'islamisme politique en France ». Le document affirmait que les Frères musulmans et « l'islamisme politique » infiltraient les institutions françaises et menaçaient la cohésion sociale, citant des organisations et des mosquées soupçonnées d'être liées à ces groupes. Ce rapport a été publié quelques jours avant l'assassinat de Miraoui et deux semaines après la perquisition menée par les autorités françaises aux domiciles en France des membres fondateurs du Collectif contre l'islamophobie

en Europe, basé à Bruxelles. Face à la montée des attaques et des discriminations antimusulmanes, il devenait de plus en plus difficile de croire que l'obsession de l'État et du gouvernement français pour le « séparatisme islamiste » n'incitait pas à la violence contre les musulmans de France. Ce rapport de mai 2025, à l'instar de nombreuses déclarations et initiatives officielles, visait non pas à clarifier la politique ou à garantir la précision juridique, mais à politiser l'identité musulmane, à délégitimer la dissidence politique et à faciliter de nouvelles attaques de l'État contre la société civile musulmane. Le rapport nommait diverses organisations musulmanes soupçonnées d'être liées aux Frères musulmans, arguant que la lutte contre l'islamophobie était un outil d'organisation. Le rapport affirmait que les Frères musulmans instrumentalisaient l'activisme anti-islamophobie pour discréditer les politiques laïques et présenter l'État comme raciste – une stratégie visant à invalider les critiques légitimes des lois et pratiques discriminatoires, tout en présentant la reconnaissance publique du racisme antimusulman comme un agenda islamiste dissimulé. L'implication était claire : la visibilité et la dissidence musulmanes n'étaient pas seulement suspectes, elles étaient dangereuses. Ce rapport avait été commandé par l'ancien ministre de l'Intérieur et actuel ministre de la Justice, Gérald Darmanin, connu pour sa ligne dure, qui avait accusé en 2021 la dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen d'être « trop indulgente » envers l'islam.[91]

**Le Conseil** français du culte musulman (CFCM) a alerté le 21 mai 2025 sur le sentiment croissant de suspicion dont sont victimes les citoyens musulmans, suite à la publication d'extraits d'un rapport commandé par le gouvernement sur l'islam politique et les Frères musulmans. « Nombre de citoyens musulmans ont aujourd'hui le sentiment de ne plus être à l'abri de cette suspicion constante », a déclaré le CFCM, exprimant son inquiétude quant aux conséquences potentielles. Le Figaro a publié le 21 mai des extraits de ce rapport, intitulé « Islamisme politique et Frères musulmans », présenté par le Conseil de défense et rédigé par deux hauts fonctionnaires. Le CFCM a critiqué ce rapport, l'accusant d'alimenter une suspicion généralisée, et a plaidé pour des méthodes d'évaluation de la menace extrémiste plus nuancées et fondées sur des données probantes.[92]

**Le ministère** français de l'Intérieur a signalé une forte augmentation des incidents antimusulmans au cours des cinq premiers mois de 2025, soit une hausse de 75 % par rapport à la même période en 2024. Les violences visant les individus ont plus que triplé, ravivant les inquiétudes quant à l'hostilité envers les minorités religieuses. Entre janvier et mai, les autorités ont recensé

145 actes antimusulmans, contre 83 en 2024. La majorité de ces actes étaient des agressions physiques directes – 99 cas au total, contre seulement 32 en 2024 – représentant désormais plus des deux tiers de tous les actes islamophobes. Ces données confirment une forte escalade des attaques, qui ne se limitent plus aux atteintes aux biens ou aux insultes, mais dégénèrent souvent en violences.[93]

**Une enquête** menée par une association française de défense des droits humains et publiée le 4 décembre 2025 révèle une augmentation des discriminations fondées sur la religion, notamment à l'encontre des musulmans. L'enquête « Accès aux droits 2024 » du Défenseur des droits indique que 7 % des plus de 5 000 personnes interrogées ont déclaré avoir subi des discriminations religieuses au cours des cinq dernières années, contre 5 % en 2016. Pendant les élections législatives de 2024, le Défenseur des droits a constaté une hausse de 53 % des appels à la ligne d'assistance téléphonique anti-discrimination (3928) entre mai et juin. L'enquête révèle que 31 % des personnes interrogées ont été témoins de discriminations religieuses en 2024, contre 21 % en 2016. Parmi les musulmans, 34 % ont déclaré avoir subi des discriminations religieuses, contre 27 % en 2016. En 2024, 19 % des personnes se déclarant d'une autre religion et 4 % des chrétiens ont déclaré avoir subi des discriminations liées à leurs convictions religieuses.[94]

**Le Conseil** français du culte musulman (CFCM) a critiqué un sondage Ifop du 20 novembre 2025 sur les musulmans de France, l'accusant de renforcer la stigmatisation et de contribuer à la montée de l'islamophobie. Le Conseil a déclaré que ce sondage commandé par Écran de veille, présenté comme « un instantané des relations entre les musulmans en France, l'islam et l'islamisme », constituait en réalité « une nouvelle tentative de stigmatiser les citoyens français de confession musulmane et leurs pratiques religieuses ». Le CFCM a averti que certains résultats et interprétations du sondage étaient « discutables », notant que des « milieux islamophobes » les avaient largement repris et exploités pour dépeindre les musulmans comme une « menace intérieure et existentielle » pour la société française. Le Conseil a noté que le sondage contredisait les discours de l'extrême droite, notamment les données montrant que les musulmans ne représentent pas plus de 7 % de la population française, remettant en cause la théorie du « grand remplacement ».[95]

## ALLEMAGNE

**L'association** EkŌ a publié une étude révélant que X et Meta ont autorisé la diffusion de publicités incitant à la haine envers les Juifs et les musulmans,

ciblant les utilisateurs allemands avant les élections fédérales du 23 février 2025. L'association a soumis dix publicités en allemand destinées aux électeurs allemands. Meta en a approuvé la moitié, tandis que X les a toutes autorisées. Ekō a annulé toutes les publicités approuvées avant leur publication. Cinq publicités approuvées par Meta qualifiaient les immigrés musulmans de « virus », de « vermine », de « rongeurs » ou de « violeurs », et préconisaient leur stérilisation, leur incinération ou leur gazage. Une autre publicité approuvée par Meta appelait à incendier des synagogues pour « stopper le programme des rats juifs mondialistes ». Un porte-parole d'Ekō a déclaré à TechCrunch que « les systèmes de modération publicitaire de Meta, basés sur l'IA, restent fondamentalement défaillants, malgré l'entrée en vigueur de la loi sur les services numériques (DSA) », ajoutant que « plutôt que de renforcer son processus d'examen des publicités ou ses politiques en matière de discours haineux, Meta semble faire marche arrière sur tous les plans ». La porte-parole de Meta, Lara Hesse, a déclaré : « Ces publicités enfreignent nos règles. Aucune n'a été publiée et nos systèmes ont détecté et désactivé la page de l'annonceur avant que nous ne prenions connaissance de cette étude. » Le rapport d'Ekō indique que toutes les publicités « violaient les règles de Meta et de X, et plusieurs pourraient également enfreindre la législation allemande. Meta a refusé cinq publicités au motif qu'elles pouvaient être qualifiées de publicités à caractère social, électoral ou politique, mais pas pour incitation à la haine ou à la violence. » Outre ces cinq publicités refusées par Meta, X en a approuvé et programmé cinq autres qualifiant les immigrés de rongeurs et affirmant que les musulmans « inondaient » l'Allemagne pour « voler notre démocratie ».[96]

**L'Allemagne** a enregistré plus de 1 550 crimes de haine antimusulmans en 2024, selon les chiffres officiels du 21 février 2025. Au moins 54 mosquées ont été attaquées entre janvier et décembre, et 53 personnes ont été blessées lors de violences islamophobes. Le ministère de l'Intérieur a publié ces chiffres en réponse à une question parlementaire posée par la députée d'opposition Die Linke, Petra Pau. Parmi ces incidents figurent le harcèlement sur les réseaux sociaux, les lettres de menaces, les perturbations des pratiques religieuses, les agressions physiques et les dégradations de biens.[97]

**Le 8 mai 2025,** un rapport du service de renseignement intérieur allemand (BFV) a mis en lumière la position xénophobe et islamophobe marquée du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Ce rapport du BFV faisait état d'une « agitation persistante » menée par des responsables du parti contre les

migrants, les réfugiés et les musulmans. L'AfD présente les migrants comme un « collectif menaçant ». Selon Der Spiegel, ce rapport d'environ 400 pages attribuait une « propension accrue à la violence » à des groupes entiers en fonction de leurs origines, et contenait des déclarations nationalistes, racistes, xénophobes et islamophobes de responsables du parti. Le rapport citait notamment une déclaration d'Alice Weidel, dirigeante de l'AfD, lors d'un meeting du Werder mi-septembre 2024, où elle affirmait qu'une « guerre religieuse contre la population allemande » était menée dans les rues d'Allemagne.[98]

**Près** de la moitié des Allemands sont favorables à l'interdiction du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) suite à sa désignation comme « extrémiste » par les services de renseignement intérieurs, selon un récent sondage. L'enquête de l'institut de sondage Insa, réalisée pour le quotidien Bild am Sonntag, révèle que 48 % des personnes interrogées sont favorables à l'interdiction de l'AfD. Ce sondage, mené auprès de 1 001 personnes entre le 2 et le 3 mai 2025, indique également que 37 % des personnes interrogées s'y opposent et que 15 % sont indécises. Il montre par ailleurs que 61 % des Allemands considèrent l'AfD comme un parti d'extrême droite. Pour 79 % des personnes interrogées, l'évaluation des services de renseignement n'a pas modifié leur perception du parti. Environ 10 % ont déclaré avoir changé d'avis après l'avertissement des services de renseignement.[99]

**Les attaques** et discriminations antimusulmanes ont atteint des niveaux records en 2024. L'organisation de Hanano a recensé 3 080 incidents haineux antimusulmans, soit une augmentation spectaculaire de 60 % par rapport aux 1 926 recensés en 2023. Selon Hanano, la montée en puissance du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) et d'autres mouvements de droite, conjuguée à une rhétorique politique de plus en plus incendiaire, a encouragé des individus à devenir plus agressifs et à se sentir justifiés d'attaquer les musulmans. Le rapport annuel de CLAIM a révélé une escalade alarmante des agressions physiques : deux homicides, trois tentatives de meurtre et 198 agressions. L'organisation a recensé 122 cas de dommages matériels et plus de 70 attaques contre des mosquées. Les commerces et restaurants appartenant à des musulmans étaient fréquemment la cible de menaces et de violences. Les autorités allemandes doivent prendre le racisme antimusulman plus au sérieux et mettre en œuvre des mesures plus strictes pour lutter contre la recrudescence des attaques et des pratiques discriminatoires, selon cette principale organisation de défense des droits humains. « On observe actuellement une montée extrême

des sentiments antimusulmans au sein de la société. Une personne sur deux approuve des propos islamophobes », a déclaré Rima Hanano, codirectrice de CLAIM, à l'agence Anadolu. Des enquêtes récentes ont montré que les musulmans étaient la minorité la moins bien acceptée en Allemagne – la première économie de l'UE, un pays de 84 millions d'habitants comptant plus de 5 millions de musulmans. Nombre d'Allemands nourrissent des stéréotypes et des préjugés négatifs à l'égard des musulmans, tandis que la couverture médiatique des conflits internationaux et du terrorisme alimente encore davantage la méfiance au sein de la communauté musulmane. Rima Hanano, qui étudie les crimes de haine antimusulmans depuis plus de dix ans, estime que le nombre réel d'incidents dépasse largement celui des signalements, car de nombreuses victimes ne portent pas plainte. « Les personnes concernées ne signalent souvent tout simplement pas le racisme antimusulman, ni leurs propres expériences de racisme. Nous savons que seulement 4 % des musulmans victimes de discrimination le signalent », a-t-elle expliqué. Les statistiques officielles de la police ne reflètent pas non plus l'ampleur réelle de la criminalité, car les autorités la catégorisent souvent comme de simples délits ou insultes.[100]

**Le nombre** de jeunes Allemands soupçonnés de crimes d'extrême droite a doublé le 8 octobre 2025, selon les médias. Depuis 2020, ce nombre est en constante augmentation. En 2024, il a doublé par rapport à 2023, a indiqué le gouvernement de centre-droit du chancelier Friedrich Merz en réponse à une enquête parlementaire du groupe des Verts. Cette hausse est particulièrement marquée chez les 14-17 ans : 3 854 suspects ont été recensés l'année précédente, contre 1 785 en 2023. Dans les deux années, près de 90 % des suspects étaient des garçons. On observe également une augmentation significative chez les moins de 13 ans : un quart des 204 suspects étaient des filles. D'après les chiffres, la criminalité d'extrême droite a également progressé chez les moins de 24 ans. Le gouvernement a par ailleurs souligné l'existence d'un grand nombre de groupes de jeunes d'extrême droite et d'autres organisations ayant des liens avec des mineurs et des jeunes, actifs dans toute l'Allemagne, certains au sein de réseaux, d'autres de manière indépendante. Ils coexistent avec des partis d'extrême droite comme Alternative pour l'Allemagne, Heimat (anciennement NPD) et Troisième Voie, au sein de l'extrémisme de droite influencé par le nationalisme, et dans de « nouveaux groupes de jeunes orientés vers la violence ». L'Allemagne a connu ces dernières années une montée du racisme et de l'islamophobie, alimentée par des partis et des mouvements d'extrême droite, notamment le parti populiste de droite AfD qui exploite les craintes liées à la crise des réfugiés.[101]

# UNION EUROPÉENNE

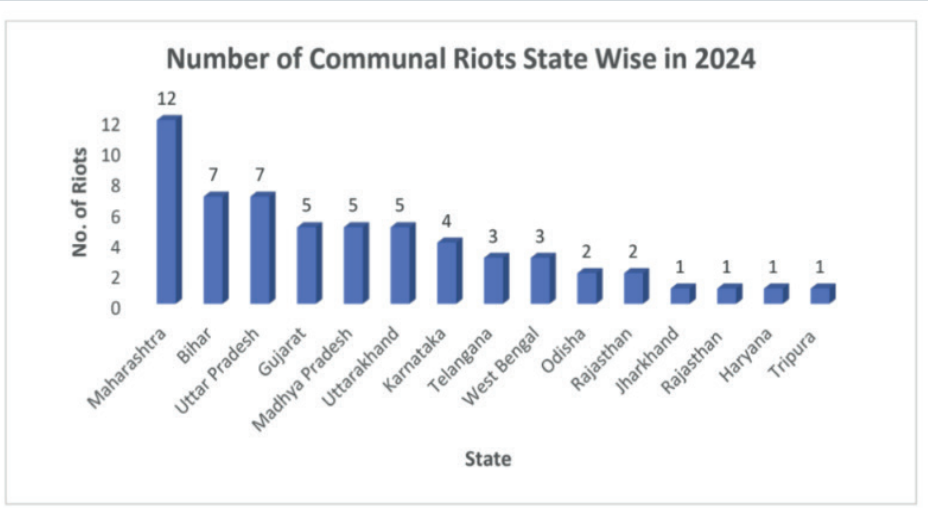
**Le Rapport** européen sur l'islamophobie 2023 a mis en lumière un racisme antimusulman profondément enraciné et systémique en Europe, révélant son impact à travers des lois discriminatoires, des crimes de haine et l'érosion des droits fondamentaux, tout en appelant à une action urgente pour démanteler ces injustices profondément ancrées. Le rapport a abordé de nombreuses problématiques et a exhorté les gouvernements européens à adopter des mesures de lutte contre l'islamophobie. Le Rapport européen sur l'islamophobie 2023 se distingue comme un outil essentiel pour les décideurs politiques, les chercheurs et la société civile, offrant des analyses approfondies et des stratégies concrètes pour combattre l'islamophobie. Le rapport a constaté que malgré la proclamation par l'ONU d'une Journée internationale de lutte contre l'islamophobie, seule l'Espagne a instauré une telle journée, aucun autre gouvernement européen ne l'ayant reconnue en 2023. Les attaques israéliennes en cours à Gaza ont exacerbé la rhétorique antimusulmane en Europe, présentant à tort la solidarité avec la Palestine comme de l'extrémisme, interdisant les manifestations et imposant d'autres mesures restrictives en Allemagne, en France et au Danemark. De hauts responsables de Deutsche Welle, la chaîne de télévision internationale allemande, ont été accusés d'entretenir un climat de peur et de partialité parmi les journalistes couvrant la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza. Le rapport met en lumière une discrimination institutionnelle, où les systèmes juridique et éducatif favorisent les préjugés islamophobes.[102]

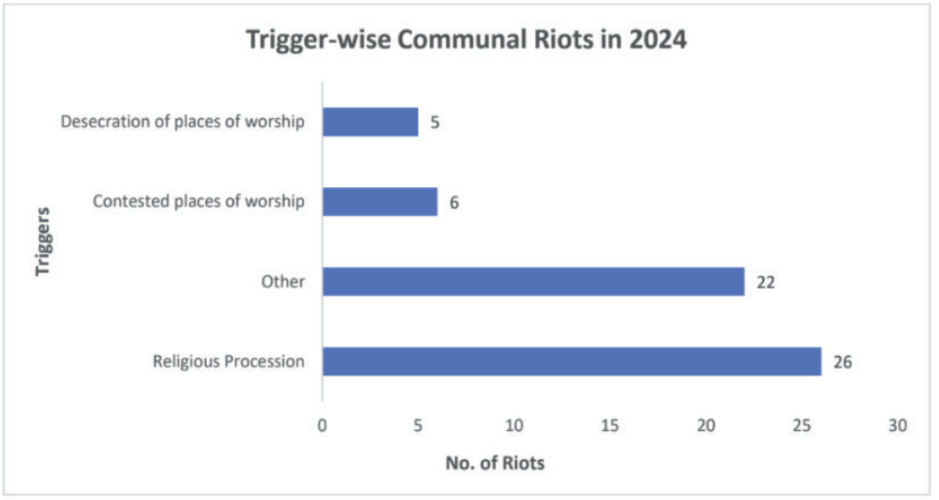
**Alors** que les politiques clivantes, xénophobes et islamophobes gagnaient du terrain à l'échelle mondiale, les pays européens ont connu une recrudescence des actes racistes ces dernières années. L'agence Anadolu a compilé des données sur les agressions et les discours racistes en Europe à l'approche du 21 mars 2025, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Si les agressions racistes ont augmenté en France et au Royaume-Uni, les discours politiques aux Pays-Bas et en Bosnie-Herzégovine risquent d'attiser la discrimination islamophobe. Selon le Service statistique du ministère de l'Intérieur français, 16 000 crimes racistes, xénophobes et antireligieux ont été recensés en 2024, soit une hausse de 11 % par rapport à 2023. Parmi ceux-ci, 9 400 ont été classés comme infractions graves ou moyennes. La plupart des victimes étaient des hommes âgés de 25 à 54 ans, souvent d'origine africaine. Le rapport souligne que le taux de criminalité raciste à Paris était trois à quatre fois supérieur à celui du reste du pays.[103]

# ESPAGNE

**Les migrants** et résidents musulmans en Espagne ont été confrontés à une vague importante d'attaques islamophobes, de sentiments anti-migrants et de diffamation. La rhétorique d'extrême droite a gagné du terrain, des partis comme Vox instrumentalisant une récente agression en Espagne pour diaboliser tous les migrants et les présenter comme des criminels potentiels. À Torre Pacheco, dans le sud-est du pays, les tensions se sont exacerbées et des incidents violents ont éclaté. Des membres de Vox ont appelé les Espagnols à traquer les migrants nord-africains, notamment marocains. Cette situation a fait suite à une agression isolée contre un Espagnol le 11 juillet 2025, au cours de laquelle, selon plusieurs sources, trois jeunes d'origine nord-africaine l'auraient passé à tabac. La police a procédé à des dizaines d'arrestations, dont trois pour leur implication présumée dans l'agression. Sept personnes ont été interpellées pour agression, troubles à l'ordre public et incitation à la haine. Parmi les suspects figuraient six Espagnols et une personne d'origine nord-africaine. Malgré l'enquête menée pour identifier les principaux agresseurs du retraité, l'extrême droite et les médias ont accusé les immigrés nord-africains résidant dans la ville. Selon le média, l'attaque régionale a été perpétrée par des individus non originaires de la région, mais radicalisés et extérieurs à celle-ci, « apparemment influencés par des figures de l'extrême droite issues de partis comme Vox et par des influenceurs des réseaux sociaux prônant le nationalisme blanc ». Les réseaux sociaux ont été inondés de messages visant les musulmans espagnols, accusant le gouvernement de « laisser entrer des migrants ». Ce discours et cette rhétorique d'extrême droite ont exacerbé les tensions, de nombreux messages ciblant les musulmans et les mosquées de la région.[104]

# INDE

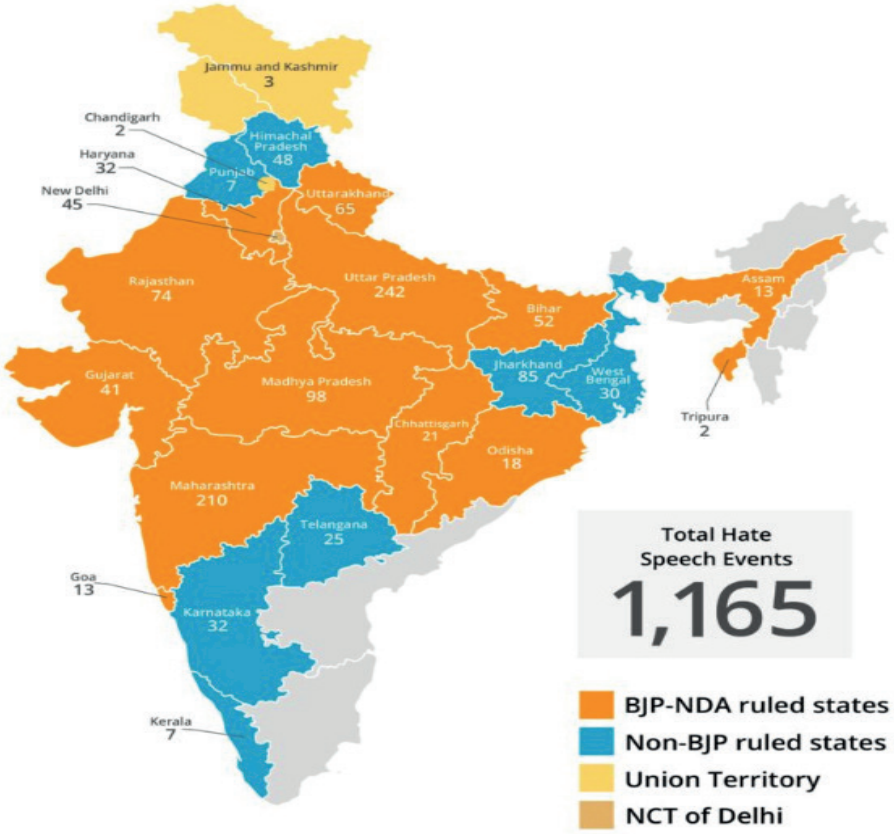



**Les émeutes** communautaires en Inde ont connu une hausse de 84 % en 2024, les musulmans étant les principales victimes. Dans son rapport intitulé « Hégémonie et démolitions : le récit des émeutes communautaires en Inde en 2024 », le Centre d'étude de la société et de la laïcité (CSSS) a recensé 59 cas d'émeutes communautaires en 2024, contre 32 en 2023. On dénombre 13 décès, dont 10 musulmans et 3 hindous. Le Maharashtra s'est révélé être l'épicentre du conflit avec 12 des 59 émeutes, suivi de l'Uttar Pradesh et du Bihar, qui en ont signalé sept chacun. Le suivi du CSSS s'est appuyé sur les articles parus dans l'édition de Mumbai de cinq grands quotidiens : The Hindu, Times of India, Indian Express, Shahafat et Inquilab. Ce rapport est signé par les militants des droits humains Irfan Engineer, Neha Dabhade et Mithila Raut. Citant la préférence des journaux pour les données gouvernementales, l'équipe du CSSS a déclaré : « Le ministère de l'Intérieur et le Bureau national des statistiques

criminelles tiennent des registres exhaustifs des émeutes communautaires, mais ont cessé de publier ces données régulièrement. » Selon le rapport, les incidents ont majoritairement éclaté lors de fêtes et processions religieuses, représentant 26 des 59 cas, ce qui souligne comment les célébrations religieuses sont de plus en plus instrumentalisées pour alimenter les tensions communautaires et la mobilisation politique. Parmi ces émeutes, on compte quatre survenues lors de la cérémonie de Pran Pratishthan au temple Ram Mandir d'Ayodhya en janvier, sept lors des immersions d'idoles de Saraswati Puja en février, quatre lors des fêtes de Ganesh et deux lors de l'Aïd al-Adha. Par ailleurs, six émeutes communautaires ont éclaté au sujet de lieux de culte contestés, principalement déclenchées par l'État et des groupes d'extrême droite qui affirmaient que les mosquées et les dargahs étaient illégaux ou construits sur des lieux de culte hindous. Cinq émeutes communautaires ont eu lieu suite à la profanation de lieux de culte. Il est à noter que 49 des 59 cas d'émeutes communautaires se sont produits dans des États dirigés par le BJP, que ce soit de manière indépendante ou au sein d'une coalition. Parallèlement, sept cas ont eu lieu dans des États dirigés par le Congrès et trois au Bengale-Occidental, gouverné par le Congrès Trinamool. De plus, 13 lynchages ont été recensés en 2024, faisant 11 victimes : un hindou, un chrétien et neuf musulmans. Sept de ces lynchages étaient liés à des actes de violence perpétrés par des groupes d'autodéfense se réclamant de la protection des vaches ou à des accusations d'abattage de vaches, tandis que les autres impliquaient des allégations de « djihad amoureux » et des agressions visant des musulmans en raison de leur appartenance religieuse.[105]

**Les discours** de haine contre les minorités religieuses en Inde ont augmenté de 74 % en 2024, dont 98 % visaient les musulmans, selon de nouvelles données. Le BJP, parti au pouvoir, est impliqué dans 30 % des cas, les discours de haine de ses dirigeants ayant connu une hausse de 350 %, principalement en période électorale. Le rapport met en garde contre l'intolérance religieuse croissante et l'influence politique qui alimentent les tensions.[106]



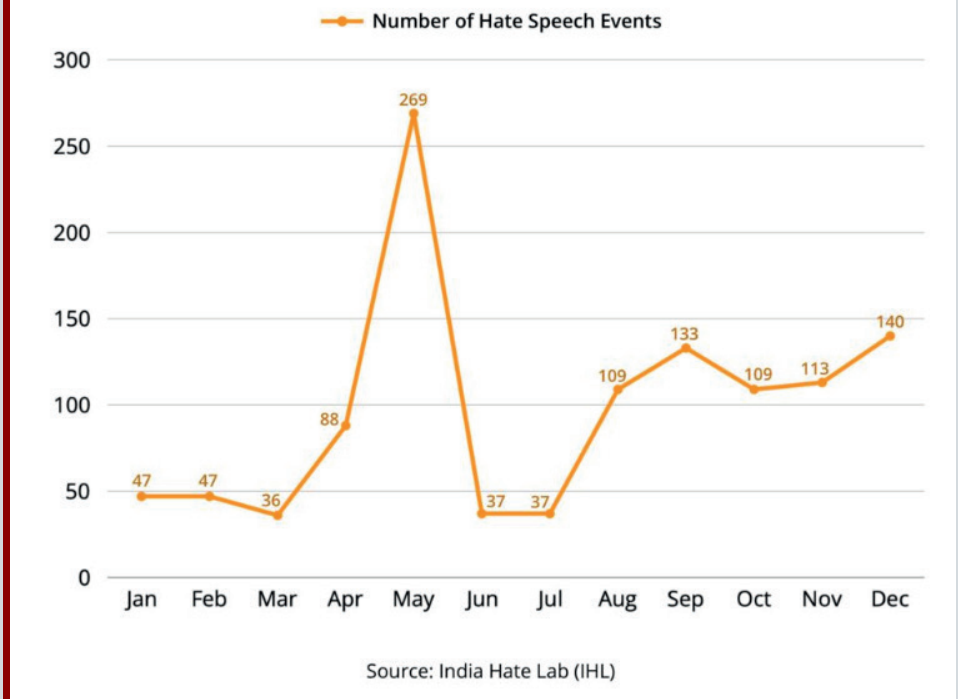

Source: India Hate Lab (IHL)

| | Name | Position/Affiliation | Hate Speech |
|---|---|---|---|
| 1 | **Yogi Adityanath** | Chief Minister of Uttar Pradesh | 86 |
| 2 | **Narendra Modi** | Prime Minister | 67 |
| 3 | **Amit Shah** | Home Minister | 58 |
| 4 | **Himanta Biswa Sarma** | Chief Minister of Assam | 36 |
| 5 | **Suresh Chavhanke** | Sudharshan News Owner | 36 |
| 6 | **T Raja Singh** | BJP Legislator, Telangana | 32 |
| 7 | **Pravin Togadia** | Chief of Antarrashtriya Hindu Parishad | 31 |
| 8 | **Nitesh Rane** | Minister of Fisheries and Ports, Maharashtra | 29 |
| 9 | **Kajal Hindustani** | Far-right Influencer | 23 |
| 10 | **Dhananjay Desai** | Chief of Hindu Rashtra Sena | 18 |

Source: India Hate Lab (IHL)

| | Name | Position/Affiliation | Hate Speech |
|---|---|---|---|
| 1 | Mahant Raju Das | Priest at Hanuman Garhi Temple | 14 |
| 2 | Yati Narsinghanand Saraswati | Religious preacher | 12 |
| 3 | Sadhvi Saraswati | Religious preacher | 8 |
| 4 | Swami Sachidanand | Arya Samaj preacher | 8 |
| 5 | Madhuram Sharan Shiva | Chief of Shiv Shakti Akhada | 4 |
| 6 | Swami Darshan Bharti | Devbhoomi Raksha Abhiyan Sangathan | 4 |
| 7 | Acharya Ramswaroopbhramchari | Religious preacher | 3 |
| 8 | Dhirendra Shastri | Religious preacher | 3 |
| 9 | Kalicharan Maharaj | Religious preacher | 3 |
| 10 | Swami Dipankar | Spiritual Guru | 2 |

Source: India Hate Lab (IHL)




Source: India Hate Lab (IHL)

**Selon** un rapport daté du 10 février 2025, les minorités religieuses indiennes ont été confrontées à une augmentation « stupéfiante » des discours de haine au cours de l'année écoulée, y compris de la part de hauts responsables du parti nationaliste hindou au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi. Ce rapport, mené par l'India Hate Lab, un projet du groupe de réflexion Center for the Study of Organized Hate basé à Washington, D.C., révèle que les incidents de discours de haine visant les minorités musulmanes et chrétiennes ont atteint 1 165 en 2024, contre 668 l'année précédente, soit une hausse de 74 %. La grande majorité

de ces incidents, soit environ 98 %, ciblaient explicitement les musulmans ou, simultanément, les chrétiens. « En 2024, les discours de haine en Inde ont suivi une trajectoire alarmante, profondément liée aux ambitions idéologiques du Bharatiya Janata Party (BJP) au pouvoir et du mouvement nationaliste hindou dans son ensemble », indique le rapport. D'après le rapport, les discours haineux de l'année dernière ont renforcé les stéréotypes nationalistes hindous profondément ancrés, présentant les musulmans et les chrétiens comme des « étrangers », des « envahisseurs » dépourvus de toute légitimité à appartenir à l'Inde. Le rapport constate que le BJP a organisé environ 30 % des manifestations haineuses de l'année dernière, soit près de six fois plus que l'année précédente, et que ses dirigeants ont prononcé 452 discours haineux, une augmentation de 350 %. La majorité de ces discours ont été enregistrés pendant les campagnes des élections générales.[107]

**Le film Chhaava,** un film d'action historique retraçant la vie de Chhatrapati Sambhaji Maharaj (également connu sous le nom de Shambhuraje), deuxième roi de l'Empire marathe de 1681 à 1689, a involontairement déclenché une vague de haine et d'hostilité envers les musulmans indiens à travers l'Inde. Alors que le film était censé rendre hommage à l'héritage guerrier marathe, sa représentation du souverain moghol Aurangzeb a provoqué une dangereuse campagne de haine anti-musulmane sur les réseaux sociaux. Des politiciens d'extrême droite, des membres de groupes hindutva et leurs sympathisants ont lancé une intense campagne de propagande sur les réseaux sociaux, diffusant des mèmes et des messages qualifiant les musulmans indiens d'« enfants d'Aurangzeb ». Cette nouvelle vague a alimenté l'hostilité et la haine déjà présentes au sein de la communauté musulmane en Inde. Des factions extrémistes et leurs partisans ont exploité la représentation violente de Sambhaji Maharaj dans le film, et ont juré de « venger » les atrocités passées. Cette exagération a finalement engendré de la haine et des propos haineux, amplifiés par les messages transférés sur WhatsApp, les forums X, les publications Facebook et les vidéos Instagram. Le film Chhaava est sorti en salles le 14 février et a rapporté 342,74 crores de roupies, devenant ainsi le film indien et hindi le plus rentable de 2025.[108]

**Le 27 janvier 2025,** la Fondation SPECT a publié un rapport intitulé « Citoyens négligés : Manque d'infrastructures publiques dans les quartiers à majorité musulmane de Delhi ». Ce rapport se concentre sur des zones comme Jamia Nagar, Zakir Nagar et Abul Fazal Enclave, où les services publics de base font cruellement défaut et où les pouvoirs publics sont négligés. Selon le rapport,

ces zones ont été systématiquement transformées en « ghettos musulmans », entraînant une croissance démographique rapide sans développement des infrastructures essentielles. On y constate un manque criant d'écoles, de dispensaires et d'hôpitaux publics, et les structures existantes sont sous-financées. Le rapport met en lumière une mauvaise gestion des déchets, des conditions insalubres et des problèmes persistants d'infrastructures routières, d'égouts à ciel ouvert, d'eau et d'électricité. Le journaliste chevronné Prashant Tandon a déclaré : « Ce rapport peut servir de base à de futurs projets. Le manque d'infrastructures y est plus flagrant que dans d'autres quartiers. Il s'agit d'un problème à la fois civique et politique. » Syeda Hameed, militante sociale et habitante du quartier depuis 1969, a déclaré : « Ce quartier était plus diversifié auparavant, mais après la démolition de la mosquée Babri, les émeutes du Gujarat et les violences de Delhi, il est devenu un ghetto. Le rapport montre clairement que les habitants ont été isolés, et que la surveillance et la pression policières se sont accrues. »[109]

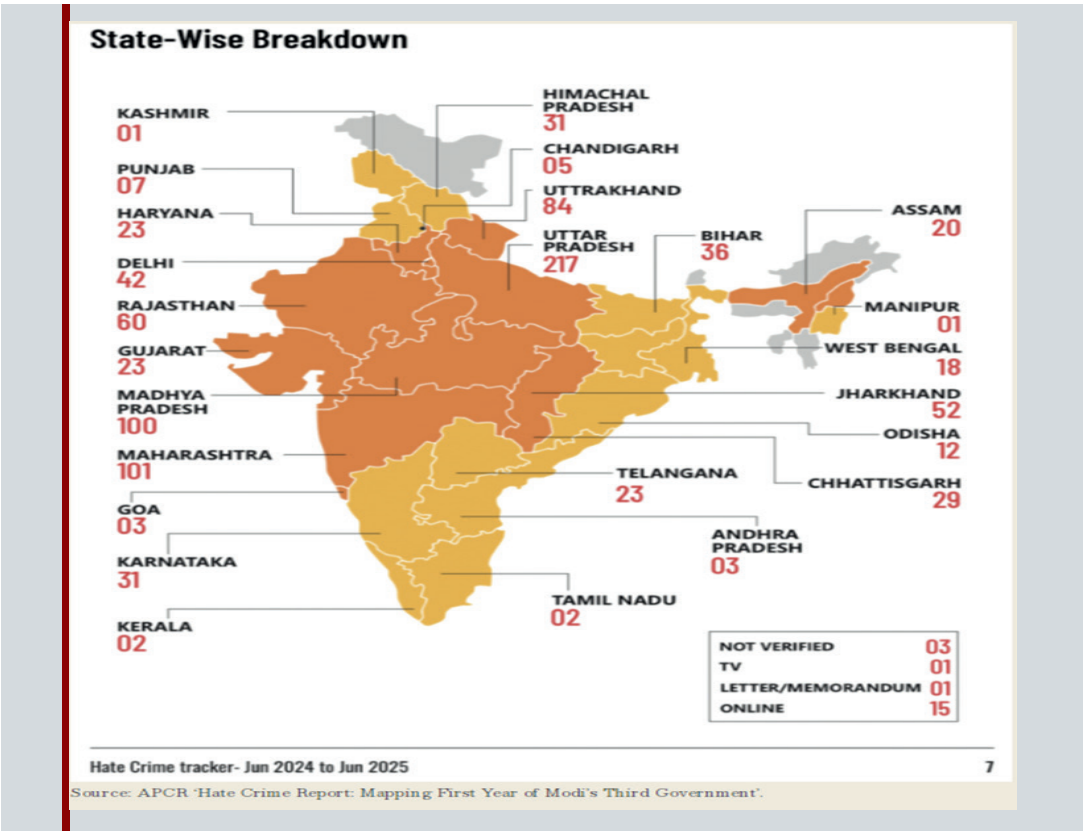
**Un rapport** confidentiel du ministère de l'Intérieur britannique, ayant fuité, affirmait que « l'extrémisme nationaliste hindou » avait joué un rôle dans les émeutes de Leicester de 2022, l'identifiant pour la première fois comme une cible potentielle de la lutte britannique contre l'extrémisme. Les détails de cette étude interne du gouvernement britannique sur la stratégie de lutte contre l'extrémisme ont été publiés le 27 janvier 2025 par Policy Exchange, un think tank de droite. L'étude du ministère de l'Intérieur préconisait d'élargir le champ d'action de la lutte contre l'extrémisme afin d'y inclure diverses causes et activités, notamment l'Hindutva (nationalisme hindou), la misogynie extrême et la fascination pour la violence. Elle recommandait de se concentrer sur les « comportements et activités préoccupants » plutôt que sur les idéologies. Cependant, des informations du 28 janvier 2025 indiquaient que la ministre de l'Intérieur, Yvette Cooper, était en désaccord avec les recommandations de son ministère et qu'elle ordonnerait de maintenir les efforts politiques axés sur l'extrémisme islamiste et d'extrême droite.[110]

**Au lendemain** de l'attentat terroriste meurtrier de Pahalgam, au Jammu-et-Cachemire – qui a fait 26 victimes –, des groupes d'extrême droite hindous ont lancé une campagne coordonnée de haine et d'intimidation à l'échelle nationale contre les musulmans. Ces groupes ont exploité la tragédie pour attiser les tensions communautaires et inciter à la violence, à l'exclusion sociale et au boycott économique. Entre le 22 avril et le 2 mai, India Hate Lab a recensé 64 incidents de discours haineux en présentiel dans 9 États et le territoire de l'Union du Jammu-et-Cachemire. Parmi les États, le Maharashtra a enregistré

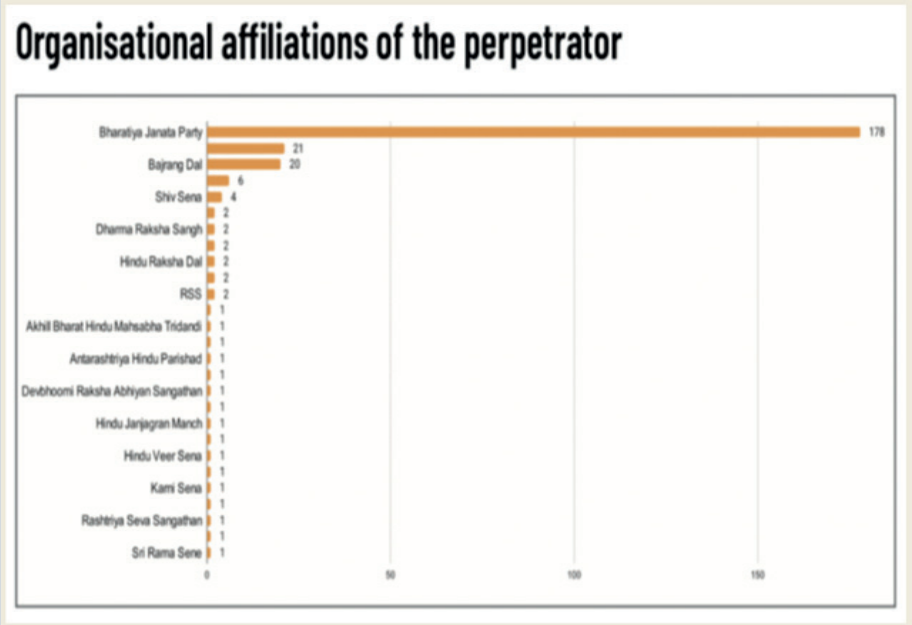
17 incidents de ce type, l'Uttar Pradesh (13), l'Uttarakhand (6), l'Haryana (6), le Rajasthan (5), le Madhya Pradesh (5), l'Himachal Pradesh (5), le Bihar (4) et le Chhattisgarh (2). La plupart des rassemblements étaient organisés par des groupes nationalistes hindous tels que le Vishwa Hindu Parishad, le Bajrang Dal, l'Antarrashtriya Hindu Parishad, le Rashtriya Bajrang Dal, le Hindu Janajagruti Samiti, le Sakal Hindu Samaj, le Hindu Rashtra Sena et le Hindu Raksha Dal. Les orateurs utilisaient systématiquement un langage déshumanisant, qualifiant les musulmans de « serpents verts », de « porcelets », d'« insectes » et de « chiens enragés ». Dans de nombreux cas, ils appelaient à la violence et menaçaient d'expulser les musulmans des quartiers. Lors d'un rassemblement à Kondagaon, dans le Chhattisgarh, le 22 avril 2025, l'influenceur d'extrême droite Pushpendra Kulshrestha a prononcé un discours incendiaire déclarant : « Ne parlez pas aux djihadistes fous de votre ville ; on ne peut pas leur parler, il faut leur tirer une balle dans la tête. »[111]

**Au moins** 184 crimes haineux visant les musulmans et les Cachemiris ont été recensés en Inde suite à l'attaque de Pahalgam, selon un rapport de l'Association pour la protection des droits civils (APDR) établi entre le 22 avril et le 8 mai. Ce rapport fait état de 84 discours haineux, 39 agressions, 19 actes de vandalisme et 3 meurtres. À Agra (Uttar Pradesh), des membres du Kshatriya Gau Raksha Dal auraient tué un musulman et blessé son cousin en représailles aux violences de Pahalgam. À Mangaluru (Karnataka), un musulman a été lynché pour avoir prétendument scandé un slogan anti-pakistanais. Un troisième lynchage, celui d'un musulman par une foule hindoue, a été signalé à Bokaro (Jharkhand). Ces incidents impliquent des individus et des groupes, notamment des organisations hindutva et des affiliés de partis politiques, et touchent des cibles diverses : particuliers, étudiants, commerçants, entreprises, lieux de culte et quartiers entiers. Les agressions sont fréquentes et visent des personnes de tous horizons. Des femmes et des étudiants cachemiris ont été agressés à Chandigarh et dans l'Himachal Pradesh, parfois par des forces de sécurité jugées inactives. Des vendeurs musulmans ont également subi de brutales attaques, notamment des vendeurs de châles à Mussoorie (Uttarakhand), perpétrées par des membres du Bajrang Dal. La police leur aurait ensuite ordonné de quitter les lieux. « L'Uttar Pradesh a enregistré le plus grand nombre d'incidents, suivi du Bihar, du Maharashtra, de Delhi et du Telangana. D'autres États comme le Karnataka, le Punjab, Chandigarh et le Bengale-Occidental ont connu des cas graves », indique le document de l'APCR.[112]

**Le 25 mars 2025,** le rapport intitulé « État des lieux du maintien de l'ordre en Inde 2025 : Torture policière et (non-)responsabilité » dressait un tableau alarmant de la prévalence de la torture policière et des problèmes systémiques entravant la responsabilité de la police indienne. Ce rapport, fruit d'une collaboration entre Common Cause et le Centre Lokniti pour l'étude des sociétés en développement, s'appuyait sur une enquête menée auprès de 8 276 policiers dans 17 États et un territoire de l'Union, ainsi que sur des entretiens approfondis avec des juges, des avocats et des médecins. Il mettait en lumière un mépris important de l'État de droit au sein d'une partie significative des forces de police. Près d'un tiers (28 %) des policiers estimaient que le système de justice pénale était trop faible et trop lent, privilégiant les mesures extrajudiciaires au respect des procédures légales. Le rapport révélait également des indicateurs inquiétants d'islamophobie au sein de la police. Il soulignait qu'une proportion importante de policiers nourrissait des préjugés envers les musulmans, un nombre considérable d'entre eux croyant que ces derniers étaient « naturellement enclins à commettre des crimes ». Selon une enquête policière, les policiers hindous étaient les plus enclins à croire que les musulmans étaient « naturellement enclins à commettre des crimes », tandis que les policiers sikhs étaient les moins susceptibles de partager cet avis. Cette croyance était particulièrement répandue parmi les policiers d'États comme Delhi, le Rajasthan, le Maharashtra, le Bengale-Occidental, le Gujarat et le Jharkhand. À Delhi, les policiers étaient les plus nombreux à croire que les musulmans étaient naturellement enclins à commettre des crimes, et ce, dans une « large mesure ». Le rapport notait également que les musulmans étaient identifiés comme l'une des communautés marginalisées fréquemment victimes de torture. Des études universitaires citées dans le rapport suggéraient que les tactiques de torture employées par la police contre les hommes musulmans soupçonnés de terrorisme visaient délibérément leur identité religieuse et leur masculinité afin d'humilier toute la communauté. Les policiers interrogés dans les États appliquant une législation sévère sur l'abattage des vaches, comme le Gujarat, l'Odisha, le Rajasthan et le Maharashtra, ont manifesté un fort soutien aux châtiments collectifs dans de tels cas. Par ailleurs, malgré une proportion importante de policiers croyant que les musulmans étaient prédisposés au crime, un pourcentage considérable d'entre eux estimaient également que les musulmans étaient susceptibles d'obtenir justice, dans une « large mesure ». Le rapport souligne toutefois qu'il s'agit de perceptions policières, susceptibles d'être influencées par des préjugés et de contredire la réalité vécue par les musulmans. Une analyse indépendante des statistiques carcérales révèle une surreprésentation des musulmans en prison, suggérant des biais potentiels au sein du système de justice pénale.[113]




**Le Maharashtra** a connu 823 incidents de troubles communautaires depuis janvier 2025, dont les violences de Nagpur. Les revendications concernant la destruction du tombeau d'Aurangzeb et la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux ont alimenté de nouveaux troubles, ont indiqué des responsables. Les districts de Nandurbar, Pune (rural), Ratnagiri, Sangli, Beed et Satara, ainsi que d'autres régions, ont été touchés par ces troubles, suite aux demandes d'organisations d'extrême droite pour la démolition du tombeau de l'empereur moghol, situé dans le district de Chhatrapati Sambhajinagar. Au total, 156 affaires criminelles ont été enregistrées dans différents commissariats de police de l'État en janvier 2025, liées à ces troubles communautaires, 99 en février et 78 jusqu'à la mi-mars, a déclaré un responsable le 24 mars 2025. Il a ajouté que 102 de ces affaires étaient considérées comme des crimes relevant de la compétence pénale pour des raisons religieuses. En 2024, le Maharashtra a enregistré 4 836 crimes communautaires à caractère hindou-musulman, dont 170 incidents constituaient des infractions pénales et 3 106 des infractions mineures, a déclaré un responsable à l'agence PTI. Parmi ces dernières, 371 incidents étaient liés à des insultes religieuses. Le 17 mars, des émeutes ont éclaté dans plusieurs quartiers du centre de Nagpur après une manifestation du Bajrang Dal et du Vishva Hindu Parishad. Les manifestants réclamaient le retrait du tombeau d'Aurangzeb, qu'ils considéraient comme un symbole de « douleur et d'esclavage ».[114]




**Un rapport** recensant les crimes de haine durant le troisième mandat du Premier ministre Modi a dénombré 602 incidents en une seule année, la plupart visant des musulmans et des chrétiens. Réalisé conjointement par l'Association pour la protection des droits civils (APCR) et la Fondation Quill, ce rapport attribue cette recrudescence à la rhétorique politique menée par le BJP et à la complicité institutionnelle, mettant en garde contre une impunité croissante et une banalisation de la haine. Le rapport de l'APCR a constaté que cinq discours haineux ont été prononcés par Modi lui-même, 63 par des ministres en chef de gouvernements issus du BJP et 71 par d'autres élus. Ce rapport s'intitule « Rapport sur les crimes de haine : Bilan de la première année du troisième gouvernement de Modi ». L'Association pour la protection des droits civils est une organisation de défense des droits civiques à but non lucratif, fondée en 2006. L'association souligne que malgré l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des attaques visant les minorités religieuses, il n'existe toujours « aucun effort systématique ou institutionnel pour recenser ou documenter les crimes de haine ».[115]

**La campagne** d'expulsion visant la minorité musulmane indienne a été marquée par des démolitions massives de maisons, des détentions arbitraires, des allégations de violences et un non-respect des procédures légales, selon des entretiens avec des responsables bangladais, le témoignage de plus de 50 personnes arrêtées lors de cette vaste opération, ainsi que des données gouvernementales, des documents judiciaires et l'examen d'images vidéo par le Phnom Penh Post.

La répression, menée par la police, approuvée par les dirigeants locaux et validée par les tribunaux, a été particulièrement sévère dans l'État d'Assam, au nord-est, et dans l'État du Gujarat, à l'ouest. Ces deux États sont gouvernés par des membres du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti nationaliste hindou de droite dirigé par le Premier ministre indien Narendra Modi. Entre le 7 mai et le 3 juillet, 1 880 personnes ont été expulsées d'Inde vers le Bangladesh, selon des données privées du gouvernement bangladais obtenues par le Phnom Penh Post. Entre le 7 mai et le 17 juin, 110 personnes ont été enregistrées par les autorités frontalières bangladaises comme étant des Indiens expulsés à tort et renvoyés dans leur pays d'origine, selon un autre document. On ignore combien de ces personnes ont revendiqué la citoyenneté ou la résidence indienne sans pouvoir le prouver. Onze personnes interrogées par le Post ont déclaré avoir été détenues par la police indienne sans avoir eu la possibilité de fournir une preuve de leur statut légal. Plusieurs ont indiqué que leurs documents d'identité originaux avaient été confisqués lors de rafles et que les copies fournies par la suite avaient été considérées comme des faux par les autorités.[116]

## LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ



**Les autorités** palestiniennes ont annoncé le 1er janvier 2025 que des colons israéliens illégaux avaient perpétré 22 intrusions dans l'esplanade des Mosquées, lieu de tensions majeures à Jérusalem-Est occupée, en décembre 2024. « Les forces d'occupation israéliennes et les colons ont intensifié leurs attaques contre la mosquée Al-Aqsa en décembre », a déclaré le ministère des Affaires religieuses (Awqaf). « Ces intrusions visent à instaurer une nouvelle réalité au sein de la mosquée en permettant aux colons d'y accomplir des rituels religieux juifs », a-t-il ajouté. Le ministère a également indiqué que la police israélienne assurait la protection des colons lors de ces raids, entravait le travail des gardiens de la mosquée et réprimait les fidèles musulmans par des arrestations et des fouilles.[117]

**L'Observatoire** Al-Azhar pour la lutte contre l'extrémisme a mis en lumière la persistance des incursions dans la mosquée Al-Aqsa, révélant un nombre record d'intrusions de colons en 2024. Selon son rapport, 58 000 colons ont pénétré dans la mosquée Al-Aqsa en 2024, soit une augmentation de 13 % par rapport au précédent record de 2023, qui s'élevait à 51 483 incursions similaires. Tout au long de l'année 2024, les cours de la mosquée Al-Aqsa ont été le théâtre de nombreuses violations perpétrées par des responsables israéliens extrémistes et des groupes de colons, répondant promptement aux appels de l'organisation « Mont du Temple » incitant à des intrusions massives, notamment lors des fêtes juives et sionistes. Ces incursions se sont déroulées dans le contexte de la guerre menée par Israël à Gaza et des opérations militaires menées en Cisjordanie occupée depuis le 7 octobre 2023.[118]



**Vue d'une** mosquée partiellement effondrée alors que des Palestiniens de la région migrent vers des zones plus sûres avec leurs biens après que l'armée israélienne a émis un avertissement d'évacuation aux Palestiniens de la zone Hamad de Khan Younès, à Gaza, le 12 août 2024 [Ashraf Amra – Agence Anadolu]

**Entre le 7 octobre 2023 et le 19 janvier 2024,** l'armée israélienne a détruit 1 109 mosquées et trois églises à Gaza, selon le ministère des Waqfs religieux et des Affaires religieuses de Gaza. Le ministère a également fait état d'au moins 315 morts parmi les responsables et employés des mosquées, et de 27 arrestations. Sur les mosquées ciblées, 834 ont été entièrement détruites et 275 ont subi des dommages partiels ou importants. Les trois églises, toutes situées dans la ville

de Gaza, ont également été démolies. Le ministère a par ailleurs affirmé que les forces israéliennes avaient ciblé 40 des 60 cimetières de Gaza, dont 21 ont été entièrement détruits. Il a accusé les soldats d'exhumer et de mutiler des corps, des actes « barbares ». De plus, 643 biens religieux auraient été détruits, ainsi que 30 institutions juridiques et 30 bâtiments administratifs, dont le siège du ministère et la radio du Saint Coran. Le ministère a également déclaré que les forces israéliennes avaient endommagé ou détruit 20 véhicules lui appartenant. En réponse, le ministère a lancé la Coalition des Minarets, une initiative visant à reconstruire les mosquées et les institutions religieuses de Gaza. Cette coalition regroupe des responsables religieux et caritatifs de plus de 30 pays qui œuvrent pour soutenir les efforts de reconstruction et les projets de fondation dans la région.[119]

## AUSTRALIE



**L'islamophobie** s'est normalisée et est sous-déclarée en Australie, selon Aftab Malik, les musulmans subissant régulièrement humiliations, violences, haine et discriminations. M. Malik, qui a pris ses fonctions d'envoyé spécial pour la lutte contre l'islamophobie en octobre 2024, a déclaré que ces incidents étaient « endémiques » en Australie. « Mes consultations ont révélé un paysage jonché d'actes islamophobes d'humiliation, de violence, de haine et de discrimination – et leur banalité m'a beaucoup surpris », a-t-il déclaré. « L'islamophobie se manifeste dans des circonstances tout à fait normales, dans des lieux ordinaires comme les centres commerciaux, les plages, les transports en commun, même les écoles, même au sein des quartiers. Son ampleur m'a donc profondément surpris. » Selon le Registre australien de l'islamophobie, les incidents islamophobes ont augmenté de plus de 600 % depuis la guerre de Gaza du 7 octobre 2023. M. Malik a indiqué que le registre avait recensé 932 incidents depuis cette date – soit plus que durant les huit années précédentes réunies.[120]

**Les incidents** islamophobes – agressions physiques, harcèlement verbal, crachats et menaces de viol – ont plus que doublé ces deux dernières années en Australie, les filles et les femmes étant les principales victimes de la haine dirigée contre les musulmans, selon une nouvelle étude. Le cinquième rapport sur l'islamophobie en Australie recense 309 incidents en personne entre janvier 2023 et décembre 2024, soit une augmentation de plus de 2,5 fois par rapport à la période précédente. Les incidents en ligne vérifiés ont plus que triplé, atteignant 366. Les filles et les femmes représentent les trois quarts de ces incidents et ont un tiers de risques supplémentaires d'être agressées physiquement par rapport aux garçons et aux hommes. Cette étude, menée conjointement par le Registre de l'islamophobie et les universités Deakin et Monash et publiée le 6 mars 2025, fait état de la plus forte augmentation des incidents islamophobes depuis la création du rapport, initialement publié sur Facebook en 2014. Ce rapport est publié tous les deux ans. Dans de nombreux cas, des enfants étaient présents et ont vu leurs mères se faire étrangler, frapper, recevoir des coups de poing ou être insultées. Une mère aurait été agressée alors qu'elle était assise avec ses cinq enfants dans l'aire de restauration d'un centre commercial. « Une inconnue a crié «À bas les musulmans !» et m'a donné un coup de poing à la tête, me laissant inconsciente devant mes enfants. J'ai été hospitalisée et un scanner a révélé que mon nez était cassé », a-t-elle déclaré aux chercheurs. « Mes enfants et moi consultons un psychologue pour surmonter ce traumatisme. Nous ne sortons de chez nous qu'en cas d'absolue nécessité, car nous craignons que cela ne se reproduise. » Une autre femme a raconté : « Alors que je marchais pour entrer dans la gare, un homme m'a dit : "Je vais t'arracher ce foulard, te fracasser le crâne et te violer." » Près de la moitié des incidents en personne ont eu lieu en Nouvelle-Galles du Sud, qui abrite la plus grande population musulmane d'Australie. Plus d'un quart se sont produits dans la rue, en se garant ou en conduisant, tandis que le deuxième lieu le plus fréquent était le lieu de travail, suivi des écoles, des centres commerciaux, des universités et des transports en commun. Les femmes ont signalé plus de trois fois plus d'incidents islamophobes au travail que les hommes – une constatation que les auteurs jugent « d'autant plus significative » que les femmes musulmanes sont sous-employées par rapport aux hommes musulmans en Australie. L'école était le seul lieu où davantage de cas ont été signalés contre des garçons musulmans que contre des filles, les garçons représentant 63 % des incidents scolaires. On a constaté une forte augmentation des incidents dans les trois semaines suivant les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 et pendant la guerre de Gaza qui a suivi. Le nombre de signalements a augmenté de 1 300 % pendant cette période par rapport à la même période de l'année précédente.[121]

**Une étude** a révélé que trois professionnels de santé musulmans sur quatre interrogés ont été victimes de discrimination en raison de leurs convictions religieuses. Les chercheurs ont déclaré que cette étude mettait en lumière une « crise cachée » au sein du système de santé australien. Menée en 2024 par des universitaires de la Federation University Australia, de l'Université de Sydney, de l'Université Notre Dame Australia et de la Western Sydney University, en partenariat avec l'Association médicale islamique australienne, cette étude transversale anonyme a porté sur 358 professionnels de santé à travers le pays. Parmi eux, 85 % étaient musulmans et 83 % se déclaraient membres de communautés issues de la diversité culturelle et linguistique. Le professeur Muhammad Aziz Rahman, de la Federation University Australia, l'un des principaux auteurs de l'étude, a indiqué qu'il s'agissait de l'une des premières études australiennes à explorer systématiquement l'impact de l'islamophobie, de la discrimination religieuse et des préjugés culturels sur les professionnels de santé. « Cette recherche démontre clairement que l'islamophobie et la discrimination touchent les professionnels de santé, indépendamment de leur religion ou de leur origine », a déclaré le professeur Rahman. L'étude a également montré que les femmes musulmanes figuraient parmi les plus touchées par l'islamophobie. L'étude a montré que les professionnelles musulmanes étaient confrontées à « des formes supplémentaires de discrimination liées au sexe, à l'identité religieuse et à l'apparence physique ».[122]

**Le Conseil** islamique de Victoria a signalé une augmentation de l'islamophobie, prévenant que le nombre de victimes était probablement bien supérieur aux chiffres officiels. Le 16 août 2025, le Conseil a tenu sa première conférence sur l'islamophobie à Melbourne, réunissant des personnalités politiques, des représentants de la police, des chefs religieux et des universitaires. Dans un rapport publié simultanément à la conférence, il estimait que plus de 85 % des incidents islamophobes n'étaient pas signalés. Le Conseil a reçu 96 signalements de personnes victimes d'islamophobie depuis 2021, dont 26 en seulement six mois, de janvier à juillet de cette année. La plupart des signalements concernaient des injures ou des moqueries, suivies par la discrimination au travail. Les incidents islamophobes non directement signalés par les victimes – mais pouvant inclure des actes de racisme antimusulman tels que des commentaires haineux en ligne, des courriels envoyés à des organisations musulmanes, des appels téléphoniques hostiles et d'autres contenus, notamment des commentaires déshumanisants dans les médias – ont également augmenté. Le Conseil a recensé 3 254 incidents de ce

type entre janvier et juillet. Le conseil a indiqué que de nombreux musulmans ne signalaient pas l'islamophobie car ils craignaient de ne pas être pris au sérieux et se méfiaient de la police et des instances gouvernementales.[123]

# ÉVOLUTION POSITIVE

## (Janvier - Décembre 2025)












# ÉVOLUTION POSITIVE

## (Janvier - Décembre 2025)

# ÉVOLUTION POSITIVE

## (Janvier - Décembre 2025)

**La période** considérée a révélé des progrès encourageants dans la lutte contre l'islamophobie grâce à des efforts coordonnés impliquant de multiples secteurs de la société. Les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les communautés religieuses, les établissements d'enseignement et les entités privées ont de plus en plus reconnu l'urgence de combattre les préjugés anti-islam par des interventions systématiques et des initiatives collaboratives. Ces différents acteurs ont mis en œuvre un éventail d'approches – allant des réformes politiques et des protections législatives à l'engagement communautaire de proximité et aux campagnes de sensibilisation du public – qui, collectivement, constituent des avancées significatives vers la création d'environnements où les communautés musulmanes peuvent participer pleinement sans discrimination ni marginalisation.

**Il convient** de souligner, au cours de cette période, l'expansion des programmes éducatifs visant à améliorer la connaissance religieuse, à lutter contre les stéréotypes et à promouvoir une compréhension juste de la foi et de la culture islamiques. Ces initiatives ont été complétées par un dialogue interreligieux croissant qui crée des espaces d'échange constructif entre les communautés musulmanes et les autres groupes religieux, et permet de bâtir des relations qui transcendent les rhétoriques clivantes. Par ailleurs, plusieurs juridictions ont renforcé leurs cadres juridiques protégeant la liberté d'expression religieuse et interdisant la discrimination, tandis que les médias et les entreprises technologiques ont commencé à mettre en œuvre des politiques plus rigoureuses contre les discours de haine ciblant les minorités religieuses.

**Les évolutions** positives documentées dans ce chapitre ne doivent pas occulter les défis considérables qui persistent dans la lutte contre l'islamophobie profondément enracinée. Elles démontrent néanmoins que des interventions ciblées peuvent efficacement contrer le sentiment anti-islam lorsqu'elles sont mises en œuvre avec des ressources suffisantes, un engagement institutionnel fort et une implication communautaire. En mettant en lumière ces approches constructives, ce chapitre vise à identifier des modèles reproductibles et des

pratiques prometteuses susceptibles d'éclairer les efforts futurs de lutte contre l'islamophobie et de construction de sociétés plus inclusives, fondées sur les principes de liberté religieuse, de respect mutuel et d'égale dignité pour toutes les communautés de foi. Les exemples suivants illustrent les évolutions positives significatives observées au cours de cette période :

## Contre-pouvoir à l'extrême droite

**Aux États-Unis,** en Pennsylvanie, une enseignante d'une école publique a été suspendue à titre conservatoire après avoir qualifié d'extrémiste un élève palestino-américain de collège. Le district scolaire de Central Dauphin a confirmé le 25 janvier 2025 avoir été informé des allégations selon lesquelles l'enseignante aurait tenu ces propos désobligeants à l'encontre de l'élève lors d'une activité périscolaire la semaine précédente. Dans un communiqué, le district a réaffirmé sa politique de tolérance zéro face aux propos racistes et a confirmé la suspension de l'enseignante dans l'attente des résultats d'une enquête officielle.[124]

**Dans un autre cas,** mais lié au précédent, de responsabilité institutionnelle, Meta a reconnu une erreur technique. Une personne ayant signalé une menace présumée contre une mosquée de Sydney sur Instagram a reçu une notification automatique indiquant à tort que la publication ne violait pas les règles de la plateforme concernant la violence. La police d'Australie-Occidentale avait arrêté un jeune de 16 ans à Bunbury suite à cette menace, qui comprenait un commentaire faisant référence au massacre de Christchurch de 2019 – une attaque qui a coûté la vie à 51 fidèles. Dans un communiqué publié le 7 mars 2025, Meta a précisé que les contenus menaçants avaient été supprimés immédiatement après leur détection et a présenté ses excuses pour la réponse automatique erronée reçue par la personne ayant signalé la publication, l'attribuant à un problème technique.[125]

**Par ailleurs,** un homme filmé en train de proférer des insultes à l'encontre d'un groupe de femmes musulmanes portant le hijab dans un centre commercial d'Alpharetta, en Géorgie, a présenté des excuses publiques le 4 avril 2025. Perry Greene, ex-mari de la représentante américaine Marjorie Taylor Greene, a participé à une conférence de presse organisée par la section géorgienne du Conseil des relations américano-islamiques (CAIR-Géorgie) pour s'excuser de l'agression verbale survenue le 30 mars 2025 au centre commercial Avalon. Les femmes s'étaient garées dans une partie calme du parking pour prier lorsque l'incident a eu lieu. La vidéo montrant Greene se penchant hors d'un Tesla

Cybertruck et proférant des propos haineux à l'encontre des femmes s'est rapidement propagée en ligne, suscitant une vague d'indignation de la part de la communauté et des organisations de défense des droits civiques. Greene a ensuite rencontré les femmes en privé dans leur lieu de culte et leur a exprimé ses regrets. « Personne ne devrait être traité de la sorte », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il espérait leur pardon et appelant à une plus grande tolérance dans la société.[126]

**Au Canada,** le Premier ministre Mark Carney a publiquement condamné une agression islamophobe perpétrée contre un homme musulman dans le nord de Toronto le 8 octobre 2025. Dans un message publié sur la plateforme de médias sociaux X, M. Carney a qualifié l'attaque – au cours de laquelle un réceptionniste de nuit d'un hôtel de Markham a été agressé après avoir révélé sa foi musulmane à deux clients – d'« épouvantable », et a souligné que « les actes de violence et l'islamophobie n'ont pas leur place au Canada ». La victime, à qui l'on avait posé des questions sur ses origines ethniques et religieuses, a subi des blessures graves et permanentes après que l'un des clients soit retourné à l'hôtel et ait commis l'agression. M. Carney a exprimé son plein soutien aux autorités qui s'efforcent de traduire l'auteur de cette agression en justice.[127]

**En Irlande,** le Sinn Féin, principal parti d'opposition, a exclu l'une de ses membres le 13 novembre 2025, soupçonnée d'être impliquée dans un complot visant à commettre un attentat contre une mosquée. Cette exclusion réaffirme la fermeté du parti face à l'extrémisme de droite en son sein. Bien que le parti ait refusé de divulguer l'identité de la personne concernée ou de son compagnon – arrêté pour suspicion d'implication dans ce projet d'attaque contre des immigrés –, le Sinn Féin a confirmé que tous deux avaient été reçus par le parti à Leinster House, le bâtiment du Parlement irlandais. Le parti a déclaré sans équivoque qu'il ne tolérerait aucun raciste d'extrême droite parmi ses membres.[128]

**Au Royaume-Uni,** le Conseil musulman de Grande-Bretagne (MCB) a appelé, le 28 janvier 2025, le Parti conservateur à démettre Robert Jenrick de ses fonctions de ministre fantôme de la Justice, suite à la fuite de messages dans lesquels il se décrivait comme un « grand admirateur » d'un compte de médias sociaux d'extrême droite largement connu pour publier du contenu islamophobe sur X. La secrétaire générale du MCB, Zara Mohammed, a déclaré qu'il était « impossible » de croire que Jenrick n'avait pas été exposé au flux régulier de contenu haineux et extrémiste de ce compte, et a exhorté la dirigeante conservatrice Kemi Badenoch à lancer une enquête immédiate sur sa conduite.[129]

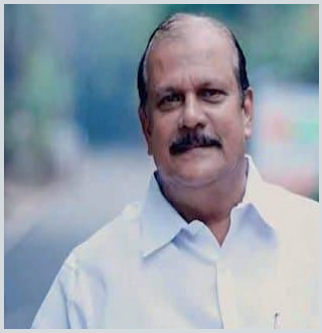
**Dans** un registre plus optimiste et porteur d'espoir au sein de la vie publique britannique, Safiya Saeed, du Parti travailliste, est entrée dans l'histoire le 19 mai 2025 en devenant la première femme noire portant le hijab à être investie maire de Sheffield – la 128ème personne à occuper ce poste dans la ville. Figure de proue de sa communauté, installée à Sheffield depuis 1985 et élue conseillère municipale pour la première fois en 2021, Mme Saeed a également fondé Reach Up Youth, un projet de soutien aux jeunes issus des minorités ethniques et raciales. « Je suis honorée d'être la première femme noire portant le hijab à occuper cette fonction », a-t-elle déclaré lors de son investiture. « Cette ville est véritablement devenue ma maison. »[130]

**Illustrant** davantage les tensions internes au sein des cercles politiques d'extrême droite concernant le sentiment antimusulman, Zia Yusuf, président musulman du parti d'extrême droite Reform UK, a démissionné le 5 juin 2025, quelques heures après avoir publiquement qualifié de « stupide » la proposition d'une députée du parti d'interdire le niqab. Sa démission faisait suite à la première intervention de Sarah Pochin, députée de Reform UK, lors de la séance de questions au Premier ministre, au cours de laquelle elle a exhorté Keir Starmer à envisager l'interdiction du niqab « dans l'intérêt de la sécurité publique ». Le départ de Yusuf a mis en lumière les contradictions croissantes au sein de l'extrême droite quant à la manière dont les positions explicitement antimusulmanes devraient être intégrées à la politique du parti.[131]

**Signe** supplémentaire de la répression policière contre l'extrême droite, Tommy Robinson, militant antimusulman et xénophobe – de son vrai nom Stephen Yaxley-Lennon – a été arrêté le 4 août 2025 à l'aéroport de Luton, à son retour du Portugal, pour suspicion d'agression. Cette arrestation intervient une semaine après une agression présumée à la gare de St Pancras à Londres, le 29 juillet, à la suite de laquelle Robinson a quitté le pays. La police des transports britannique a confirmé que Robinson était recherché pour être interrogé dans le cadre de cette affaire. Les images de la gare montrent Robinson marchant près d'un homme gisant au sol, contre lequel Robinson affirme avoir agi en état de légitime défense. La victime a été hospitalisée pour des blessures graves, mais son pronostic vital n'est pas engagé.[132]

**Dans** la continuité des mesures de protection prises par les forces de l'ordre, une manifestation prévue par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) a été interdite dans le quartier londonien de Tower Hamlets le 21 octobre 2025. La police a en effet estimé qu'il existait un risque réel de troubles graves si la marche

avait lieu. Cet événement, présenté comme faisant partie d'une « tournée pour les expulsions massives », appelait les participants à « reprendre Whitechapel aux islamistes » – un arrondissement qui compte la plus forte proportion d'habitants musulmans du pays. Le commandant de la police métropolitaine, Nick John, a indiqué que la perspective d'une telle manifestation au cœur du quartier avait suscité une vive inquiétude au niveau local et a invoqué la législation sur l'ordre public pour justifier l'interdiction.[133]



**Au Kerala,** en Inde, une plainte a été déposée contre PC George, un responsable local du BJP, pour propos haineux envers les musulmans tenus lors d'un débat télévisé. La police du district de Kottayam a ouvert une enquête suite à une plainte déposée par le Comité municipal de la Ligue de la jeunesse musulmane. Ce dernier accuse George d'avoir tenu des propos incendiaires à caractère communautaire, notamment en enjoignant les musulmans à « retourner au Pakistan » et en qualifiant la communauté musulmane de sans conscience. Cette affaire met en lumière la répression judiciaire croissante contre les personnalités publiques qui incitent à la haine religieuse.[134]




**Dans un autre registre,** témoignant de l'action des plateformes technologiques,

Meta a supprimé plusieurs comptes de réseaux sociaux liés au député du Bharatiya Janata Party (BJP), T. Raja Singh, le 20 février 2025, suite à un rapport de l'India Hate Lab (IHL) documentant la diffusion continue par Singh de discours haineux contre les musulmans malgré une exclusion de son compte. Un porte-parole de Facebook a confirmé cette suppression, précisant que la plateforme avait banni Singh pour violation de ses règles interdisant l'incitation à la violence et à la haine. Les comptes supprimés – deux pages Facebook et trois profils Instagram – totalisaient plus de 1,1 million d'abonnés.[135]

## Politiques publiques

**Aux États-Unis,** le Nevada a lancé une ligne téléphonique d'assistance pour signaler les crimes haineux à l'échelle de l'État le 23 janvier 2025, après neuf mois de planification et grâce à un financement fédéral de plus de 1,1 million de dollars obtenu par le procureur général Aaron Ford. Cette ligne, joignable au 775-687-4283, offre aux victimes un moyen direct de signaler les crimes haineux et d'accéder à des services de soutien, faisant du Nevada le seul État, durant son cycle de financement, à mettre en œuvre un tel programme.[136]

**Dans** le cadre d'un effort parallèle visant à institutionnaliser l'inclusion religieuse au niveau local, le conseil scolaire du comté de Prince William a voté à l'unanimité, le 22 janvier 2025, l'ajout de l'Aïd al-Adha comme jour férié scolaire officiel et l'ajustement du calendrier scolaire 2025-2026 en conséquence, afin de refléter la diversité croissante de sa communauté étudiante. [137]L'Université de Toronto a également annoncé la création d'un Groupe de travail présidentiel sur la discrimination envers les musulmans, les Arabes et les Palestiniens (GTPAP), chargé d'examiner les programmes et les pratiques universitaires et de formuler des recommandations pour renforcer les réponses institutionnelles à la discrimination anti-musulmane, anti-arabe et anti-palestinienne.[138]

**S'appuyant** sur ces efforts institutionnels, le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR) a salué la résolution adoptée par le Sénat de l'État de New York le 29 janvier 2025, reconnaissant officiellement le 1er février 2025 comme Journée mondiale du hijab. Proposée par la sénatrice Roxanne Persaud, cette résolution visait à « encourager la tolérance religieuse, la compréhension culturelle et la solidarité internationale ». Le CAIR a décrit la Journée mondiale du hijab – qui en est à sa douzième édition – comme une plateforme permettant de « promouvoir la compréhension, de déconstruire les stéréotypes et de célébrer l'émancipation des femmes qui choisissent de porter le hijab ».[139]

**Pour** renforcer ces efforts législatifs au niveau fédéral, la représentante américaine Ilhan Omar a annoncé le 1er février 2025 la réintroduction de la loi de lutte contre l'islamophobie internationale, co-parrainée par le sénateur Cory Booker et la représentante Jan Schakowsky. Ce texte vise à créer un envoyé spécial dédié à la surveillance et à la lutte contre l'islamophobie au sein du département d'État américain. Le projet de loi, initialement présenté en octobre 2021 et adopté par la Chambre des représentants en décembre de la même année par 219 voix contre 212, mais bloqué au Sénat, est réintroduit pour la troisième fois face à la recrudescence des violences et des discriminations antimusulmanes. Le sénateur Booker a souligné que « garantir à chacun la possibilité de pratiquer sa religion sans crainte de discrimination ni de violence est une valeur fondamentale de notre nation ».[140]

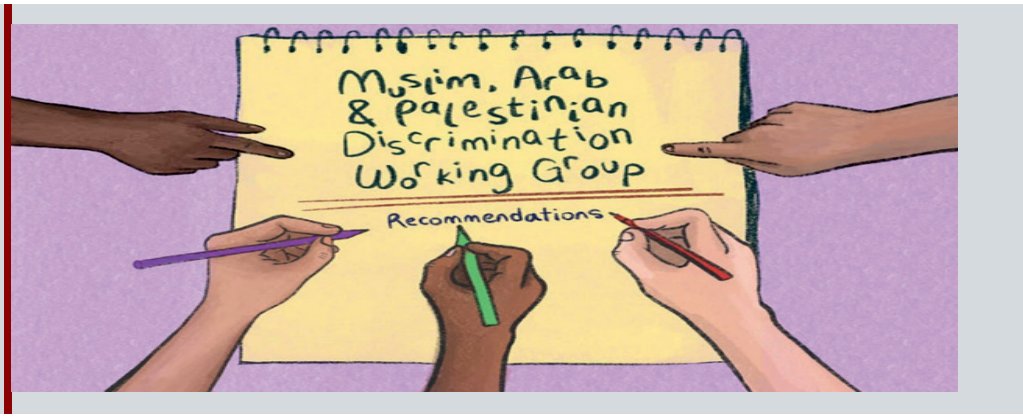
**En complément de cet effort,** les représentantes Judy Chu et le sénateur Chris Coons ont réintroduit la loi NO BAN (National Origin-Based Antidiscrimination for Nonimmigrants Act), qui interdirait la discrimination fondée sur la religion en vertu de la loi sur l'immigration et la nationalité et exigerait que toute suspension d'entrée aux États-Unis soit strictement encadrée, fondée sur des preuves et soumise au contrôle du Congrès, offrant ainsi une garantie contre les interdictions de voyager discriminatoires sur le plan religieux visant les musulmans et d'autres communautés religieuses.[141]

**Au niveau communautaire,** le bureau du CAIR du Grand Los Angeles a salué une initiative du district scolaire d'Anaheim Union High School (AUHSD) visant à fournir des kits repas gratuits aux élèves musulmans observant le jeûne du Ramadan, disponibles chaque jour d'école du 3 au 21 mars 2025. Ces kits sans viande, comprenant à la fois le petit-déjeuner et le déjeuner, ont été décrits par le district comme « un acte de respect et de soutien », garantissant aux élèves la possibilité de maintenir leur niveau d'énergie et de rester des participants actifs à leur vie scolaire et sociale pendant le mois sacré.[142]

**Le Texas** a également enregistré des progrès à cet égard, CAIR-Texas saluant le dépôt de la résolution 85 de la Chambre par le représentant de l'État, Salman Bhojani, reconnaissant le 15 mars — l'anniversaire des attentats de Christchurch de 2019 — comme la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie au Texas.[143]

**Par ailleurs,** un enseignant d'une école primaire du Maryland a été suspendu de ses fonctions et interdit de contact avec une élève musulmane de 8 ans à l'école primaire Cabin Branch. Il est accusé de harcèlement envers la fillette en raison de

son hijab, de sanctions disciplinaires plus sévères que pour ses camarades et de propos déplacés l'incitant à retirer son voile . L'intervention des écoles publiques du comté de Montgomery fait suite à l'action de la section du Maryland du CAIR, qui a signalé que ces mauvais traitements avaient provoqué chez l'enfant une anxiété sévère, notamment de multiples crises de panique nécessitant des soins médicaux.[144]




**Au Canada,** l'Université de Toronto a renforcé son engagement institutionnel dans la lutte contre la discrimination à l'égard des étudiants musulmans, arabes et palestiniens par la création du Groupe de travail MAP DWG, annoncé par le recteur de l'université, Meric Gertler, chargé de revoir les politiques à l'échelle de l'université et de formuler des recommandations concrètes.[145]

**Cette** initiative s'accompagne de la publication du tout premier guide gouvernemental canadien sur l'islamophobie : le Guide canadien pour comprendre et combattre l'islamophobie : Pour un Canada plus inclusif. Cette publication a été annoncée par Amira Elghawaby, représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie. Élaboré en consultation avec des membres de la communauté musulmane, des organisations de la société civile et des experts en islamophobie, ce guide propose des stratégies concrètes pour contrer l'islamophobie au quotidien et appuie les objectifs de la Stratégie antiraciste du Canada 2024-2028.[146]

**S'appuyant sur cet engagement,** le ministre de la Justice, Sean Fraser, a déposé un nouveau projet de loi le 19 septembre 2025 – la Loi contre la haine – qui introduit quatre nouvelles infractions au Code criminel, dont une qui criminaliserait la promotion intentionnelle de la haine par l'utilisation de symboles haineux ou liés au terrorisme en public, tels que les croix gammées et les insignes SS. Ce projet de loi créerait également une infraction spécifique pour les crimes motivés par la haine et instaurerait des mesures plus sévères contre

l'intimidation et l'obstruction délibérées de personnes aux abords des lieux de culte et autres institutions sensibles.[147]



**Aux Nations Unies ,** un développement multilatéral majeur s'est produit avec la nomination, le 7 mai 2025, du diplomate espagnol Miguel Ángel Moratinos au poste d'Envoyé spécial du Secrétaire général António Guterres pour lutter contre l'islamophobie. Diplomate chevronné, M. Moratinos a été ministre des Affaires étrangères de l'Espagne de 2004 à 2010 et dirige l'Alliance des civilisations des Nations Unies (UNAOC) depuis 2019. Il apporte à ce poste une vaste expérience multilatérale. L'ONU a souligné qu'il avait « renforcé le rôle de l'UNAOC en tant que plateforme mondiale de dialogue et de rapprochement », insistant ainsi sur l'importance de cette nomination dans le cadre de l'effort international plus large de lutte contre la discrimination anti-musulmane.[148]



**Au Royaume-Uni,** face à la montée de l'islamophobie, diverses initiatives gouvernementales et de la société civile ont émergé simultanément. Le ministre de la Santé, Wes Streeting, a mis en garde contre le risque, lié à l'utilisation d'un langage incendiaire dans les débats publics sur les réseaux pédophiles, de stigmatiser des communautés musulmanes entières et de contribuer à des atrocités similaires à celles du massacre de Christchurch en 2019, qui a coûté la vie à plus de 50 fidèles . Tout en condamnant les crimes de ces réseaux, M. Streeting a souligné que, dans le contexte actuel, les membres de sa propre circonscription d'origine pakistanaise ou issus de milieux visiblement différents se sentaient « plus craintifs ».[149]




**Dans un esprit plus festif,** les illuminations du Ramadan ont été allumées à Piccadilly Circus pour la troisième année consécutive le 26 février 2025, sous l'égide de la Fondation Aziz et inaugurées par le maire de Londres, Sadiq Khan. Le roi Charles III et la reine Camilla ont également marqué l'événement en

participant à la préparation de colis alimentaires dans un restaurant de Soho, témoignant ainsi du soutien continu de la famille royale aux communautés musulmanes durant le mois sacré.[150]

**Pour** compléter ces gestes culturels par un investissement institutionnel concret, le maire de Londres, Sadiq Khan, a annoncé le 25 avril 2025 un nouvel engagement de financement de 875 000 £ pour soutenir des projets communautaires luttant contre l'extrémisme, la haine, l'intolérance et la radicalisation à travers Londres – dans le cadre d'un investissement record de 15,9 millions de livres sterling du maire pour combattre la haine sous toutes ses formes et renforcer les organisations de base qui œuvrent pour la contrer.[151] [152]

**Le gouvernement** a également annoncé de nouveaux pouvoirs pour les forces de police afin de gérer les manifestations aux abords des lieux de culte, suite à une série de manifestations intimidantes près des mosquées et des synagogues. Ces mesures, annoncées par le ministère de l'Intérieur, permettraient à la police d'imposer plus facilement des conditions – notamment concernant l'itinéraire et l'horaire des marches – susceptibles de perturber les fidèles dans les lieux de culte.[153]

**En complément** de cette réponse institutionnelle, Better Communities Bradford (BCB) a lancé le Projet Unity, une initiative de grande envergure visant à lutter contre l'islamophobie, à déconstruire la désinformation et à promouvoir une véritable inclusion dans le Yorkshire et le nord de l'Angleterre. Ce projet arrive à un moment où les agressions islamophobes ont augmenté de 74 % en 2024 et où les musulmans – qui ne représentent que 6,5 % de la population britannique – constituent 42 % des victimes de crimes de haine à caractère religieux. Pendant douze mois, le projet proposera des ateliers interactifs gratuits et des dialogues interreligieux dans les écoles, les universités, les entreprises et les organismes du secteur public à travers l'Angleterre, afin de fournir aux participants les outils nécessaires pour aborder de manière honnête et réfléchie les questions de discrimination religieuse.[154]

**Le Premier** ministre Keir Starmer a également publiquement dénoncé la montée de l'extrême droite le 16 septembre 2025, déclarant à son cabinet que les images de la marche menée par Tommy Robinson à Londres – qui a rassemblé environ 110 000 participants et a été décrite comme la plus grande manifestation d'extrême droite de l'histoire du Royaume-Uni – ont semé la terreur dans tout le pays, et en particulier parmi les Britanniques issus des minorités ethniques. Downing Street a également critiqué Elon Musk, qui s'est adressé à la foule par visioconférence et

a déclaré : « La violence arrive », une déclaration que de nombreux Britanniques issus des minorités ont trouvée profondément intimidante.[155]



Aboubakar Cissé, who was stabbed in a mosque in the French town of La Grande-Combe on 25 April 2025.

**En réponse à ce climat d'hostilité,** le conseil municipal de Newham a lancé « Flip the Script », un programme à l'échelle de l'arrondissement marquant le Mois de sensibilisation à l'islamophobie. Ce programme rassemble artistes, performeurs, responsables communautaires et habitants autour d'ateliers, d'expositions, de spectacles et de rencontres communautaires afin de réfléchir à l'impact de l'islamophobie, de célébrer le patrimoine musulman et de créer des espaces de dialogue et de solidarité. La conseillère Charlene McLean a souligné que « les événements de l'année écoulée ont tragiquement mis en lumière les conséquences terribles de la haine » et a présenté cette initiative comme une occasion de témoigner de sa solidarité avec les communautés musulmanes de Newham.[156]

**française** a observé une minute de silence en hommage à Aboubakar Cissé, le 29 avril 2025. Ce jeune Malien a été poignardé à de multiples reprises alors qu'il assistait à la prière dans une mosquée du Gard, dans le sud de la France. Cet hommage a été annoncé par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, qui a qualifié le meurtre d'« assassinat lâche » ayant « choqué la nation ». Il a été rendu après consultation des chefs de groupes parlementaires.[157] [158]

**Démontrant** une nouvelle fois sa volonté de s'opposer aux propositions politiques anti-musulmanes au sein de la vie politique française, le Premier ministre François Bayrou a adressé, le 27 mai 2025, une sévère réprimande à son allié centriste et prédécesseur, Gabriel Attal, au sujet de sa proposition d'interdire le port du voile islamique aux filles de moins de 15 ans. M. Bayrou a reconnu l'utilité de certains éléments du rapport initial, mais a averti que la mesure proposée risquait d'aliéner la communauté musulmane respectueuse des lois en France et serait pratiquement impossible à appliquer. « Je ne veux pas

faire de l'islam un sujet d'obsession pour la société française », a-t-il déclaré, laissant entendre qu'une telle proposition pourrait se révéler à la fois socialement clivante et juridiquement irréalisable.[159]

**Nouvelle** victoire juridique pour la liberté religieuse : mi-octobre 2025, la cour d'appel administrative de Marseille a cassé la décision du gouvernement de fermer le collège islamique Ibn Sina à Nice. Il s'agit du troisième succès judiciaire de l'établissement dans ce litige. La cour a jugé que les irrégularités financières reprochées, au regard de la loi anti-séparatisme, étaient trop mineures pour justifier une fermeture et a suggéré que des mesures correctives plus légères auraient été plus proportionnées. Fondé en 2016, le collège accueille environ 130 élèves dans un quartier défavorisé et suit le programme scolaire national, complété par des cours d'arabe et d'éthique islamique. Cette décision a relancé le débat sur la liberté religieuse et le traitement des institutions islamiques en France.[160]

**allemande à la lutte contre le racisme,** Reem Alabali-Radovan, a tiré la sonnette d›alarme le 27 janvier 2025 face à une recrudescence des attaques antimusulmanes suite à l›attentat à la voiture-bélier perpétré sur un marché de Noël à Magdebourg, qui a fait cinq morts et plus de 200 blessés. Les centres de soutien psychologique de Magdebourg et de ses environs ont signalé une « atmosphère de plus en plus hostile et des agressions violentes contre les migrants et les musulmans » après la tragédie. Le vice-chancelier allemand, Robert Habeck, a également exhorté publiquement les citoyens à ne pas alimenter la haine contre les musulmans et les étrangers suite à ce drame.[161]

**En réponse à cette tendance,** le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a pris des mesures institutionnelles en annonçant la création, au printemps 2025, du premier centre allemand de signalement du racisme anti-musulman – MEDAR –. Ce Land, qui compte plus de 1,7 million de musulmans, a conçu ce centre pour recenser et signaler les crimes de haine et autres actes racistes visant les musulmans, ainsi que les incidents à caractère raciste touchant plus largement les étrangers non musulmans, fournissant ainsi une infrastructure formelle pour le suivi et la lutte contre l'islamophobie au niveau régional.[162]

**la Commission** européenne a fermement défendu les recherches financées par l'UE et portant sur l'islam, l'islamophobie et les communautés musulmanes, rejetant les appels de parlementaires d'extrême droite à justifier ou à limiter ces projets. La polémique a été déclenchée par les eurodéputées italienne Silvia Sardone et française Jean-Paul Garraud , tous deux membres du groupe Patriots

for Europe, qui ont remis en question la valeur d'études qu'ils ont qualifiées de promotion de l'islam ou d'exagération de l'islamophobie en Europe. Dans une réponse publique, la commissaire européenne à la recherche, Ekaterina Zaharieva, a apporté son soutien indéfectible au Conseil européen de la recherche, décrivant les projets financés comme des « initiatives scientifiques de niveau international qui repoussent les frontières de la connaissance », récompensées par une évaluation rigoureuse et indépendante par les pairs. Parmi ces projets figuraient un programme de 2,5 millions d'euros cartographiant l'évolution de la charia, une étude de 2,3 millions d'euros sur les discours populistes et islamophobes, et un projet de l'Université d'Oxford de 2,7 millions d'euros examinant le vécu des jeunes musulmans en Europe et au Royaume-Uni.[163]

**L'Italie** a extradé vers la France le suspect accusé d'avoir poignardé à mort Aboubakar Cissé dans une mosquée de La Grand-Combe, dans le sud de la France, le 25 avril 2025. Le suspect, de nationalité française, Olivier Hadzovic, s'était rendu aux autorités italiennes après trois jours de cavale. La procureure française Cécile Gensac a confirmé le 9 mai 2025 que l'affaire était instruite pour « meurtre avec préméditation et à caractère raciste ou religieux », marquant une étape importante dans la recherche de la justice pour l'une des attaques antimusulmanes les plus choquantes de la période.[164]

**En Espagne,** le gouvernement central a ordonné aux autorités locales de Jumilla de lever l'interdiction des rassemblements religieux dans les centres sportifs publics à compter du 11 août 2025, dénonçant cette mesure comme « discriminatoire » et une violation du droit à la liberté de culte. Cette interdiction, initialement proposée par le parti d'extrême droite Vox, puis modifiée et soutenue par le Parti populaire (PV), était largement perçue comme visant les quelque 1 500 habitants musulmans de la ville, qui utilisaient depuis des années les infrastructures municipales pour célébrer l'Aïd el-Fitr et l'Aïd el-Adha. Le ministre de la Politique territoriale, Ángel Víctor Torres, a déclaré qu' « il ne saurait y avoir de demi-mesures face à l'intolérance », ajoutant que les partis de droite « ne peuvent pas décider qui a le droit à la liberté de culte et qui n'en a pas ». En complément de cette réponse gouvernementale, le gouvernement espagnol a également publié un dossier visant à contrer les clichés anti-immigrés et islamophobes circulant sur les réseaux sociaux et dans le discours politique. Le document soulignait la contribution économique significative des immigrés à l'Espagne – notamment leur part de 10 % des recettes de la sécurité sociale – et rejetait explicitement le discours d'une « invasion islamique », précisant que

seulement 2 % des résidents espagnols étaient nés au Maroc. Présenté comme un « discours positif » sur l'immigration, ce dossier a été publié dans un contexte de pressions croissantes de la part des partis conservateurs et d'extrême droite, qui réclamaient des politiques migratoires plus strictes, visant particulièrement les musulmans.[165] [166]

**En Inde,** le gouvernement de l'État du Karnataka a avancé dans son projet de loi visant à interdire les discours et les crimes de haine. Cette mesure législative rigoureuse prévoit des sanctions pénales – de trois à cinq ans de prison – pour les personnes incitant à la haine envers des communautés en raison de leur caste, de leur religion ou de leur sexe. Le projet de loi renforcerait également le contrôle des contenus haineux sur les réseaux sociaux et interdirait les propos incendiaires lors de rassemblements publics.[167]

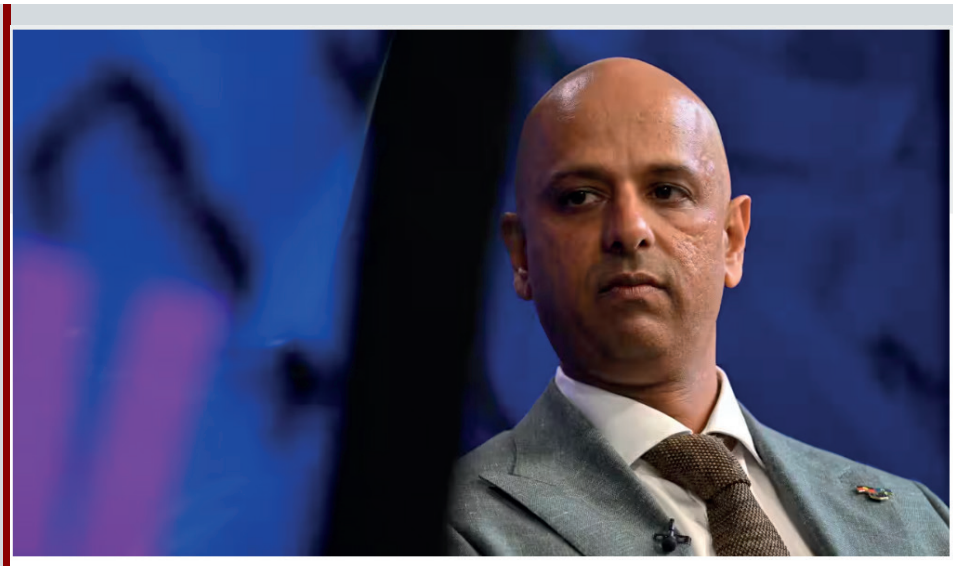
**Renforçant cette dynamique législative,** des experts indépendants des Nations Unies en matière de droits humains ont publié une déclaration officielle le 23 juin 2025 appelant l'Inde à cesser immédiatement les démolitions arbitraires, qu'ils ont identifiées comme affectant de manière disproportionnée les communautés minoritaires, notamment les musulmans. Ces experts – parmi lesquels le Rapporteur spécial sur le droit au logement convenable et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction – ont qualifié ces démolitions de « graves violations des droits humains » et ont constaté qu'elles se poursuivaient malgré un arrêt de la Cour suprême dans l'affaire Jamiat Ulema-e-Hind, qui impose des garanties procédurales contre de telles actions.[168]

**La Cour** suprême indienne a renforcé la protection de la communauté musulmane en suspendant des dispositions clés de la loi de 2025 portant modification de la loi sur les waqfs (Waqf (Amendment) Act 2025), une loi controversée modifiant la propriété et la gestion des biens donnés par les musulmans à des fins religieuses, caritatives et éducatives. En réponse aux recours déposés par des groupes musulmans et des partis d'opposition qui estimaient que cette législation portait atteinte aux droits des 200 millions de musulmans d'Inde, l'intervention de la Cour a été saluée comme une garantie essentielle pour les institutions centrales de la vie communautaire musulmane, notamment les mosquées, les madrasas, les cimetières et les orphelinats.[169]

**australien,** Anthony Albanese, a pris une position publique ferme contre l'islamophobie le 3 mars 2025, déclarant que « le racisme et l'islamophobie ne seront pas tolérés » suite à des menaces de violence contre une mosquée du sud-

ouest de Sydney. Qualifiant ces menaces d'« abjectes », M. Albanese a exprimé son plein soutien aux forces de l'ordre chargées de l'enquête et a souligné que les responsables « doivent être punis avec toute la rigueur de la loi ».[170]

S'appuyant sur cet engagement politique et le déblocage de ressources concrètes, le gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud et de Minns a annoncé un programme d'un million de dollars pour lutter contre la haine antimusulmane. Ce programme comprend notamment une ligne d'assistance téléphonique dédiée aux victimes d'islamophobie et un système de gestion des cas afin d'aider les autorités et la communauté à mieux suivre et traiter les incidents d'abus. L'initiative financera également des programmes de formation pour les policiers intervenant lors d'attaques islamophobes, ainsi que des campagnes de sensibilisation du public.[171]



Race Discrimination Commissioner Giridharan Sivaraman is urging a new approach to tackle racism. Source: AAP / Mick Tsikas

**Ces développements** ont été contextualisés par Giridharan Sivaraman, commissaire à la discrimination raciale de la Commission australienne des droits de l'homme, qui, dans un discours prononcé devant le National Press Club le 6 août 2025, a exhorté le gouvernement à donner suite aux 63 recommandations contenues dans le Cadre national de lutte contre le racisme, notant que jamais auparavant autant d'Australiens n'étaient victimes d'antisémitisme, de racisme anti-arabe et de haine islamophobe.[172]

## Décision du tribunal et procès

**Aux États-Unis,** un adolescent californien qui avait menacé de commettre une tuerie de masse dans une mosquée de Floride en mai 2023 a été condamné à quatre ans de prison fédérale le 11 février 2025. Alan Winston Filion, originaire de Lancaster, avait reconnu avoir contacté les autorités et affirmé son intention

de perpétrer une tuerie de masse à la mosquée Masjid Al Hayy au nom de Satan, fournissant des détails sur son armement, notamment un fusil AR-15 et des bombes artisanales. Cette condamnation a marqué une application significative du droit fédéral dans la lutte contre les menaces de violence de masse à motivation islamophobe.[173]

**Dans un autre registre,** illustrant la persistance de la haine anti-musulmane en milieu scolaire, une jeune fille de 12 ans a été inculpée de crime de haine devant le tribunal pour enfants le 21 mars 2025. Elle est accusée d'avoir participé à une agression contre deux sœurs jumelles musulmanes de 13 ans dans un collège de Waterbury, dans le Connecticut. Les jeunes filles ont été contraintes de porter leur hijab et ont reçu des coups de pied et de poing dans les vestiaires de l'établissement. Les enquêteurs du bureau du procureur de Waterbury et de la police municipale ont confirmé que l'agression était « motivée par la religion et/ou l'origine ethnique, correspondant à la définition légale d'un crime de haine ».[174]

**Par ailleurs,** le procureur du comté de Santa Clara a inculpé un homme de Morgan Hill pour crime haineux après qu'il a agressé verbalement et physiquement des fidèles musulmans pendant le Ramadan, dans une affaire que Bismah Jaffer, avocate spécialisée dans les droits civiques au CAIR-SFBA, a décrite comme symptomatique d'un climat de peur plus général dans lequel les musulmans se demandent s'il est « sûr de dire qu'on est musulman ».[175]



**Au Royaume-Uni,** un néonazi, figure de proue de l'organisation des violentes émeutes qui ont suivi les attaques au couteau de Southport, a été condamné à plus de sept ans de prison. Andrew McIntyre, chauffeur de taxi, avait créé la chaîne Telegram « Southport Wake Up » par laquelle il incitait à commettre des actes de violence et de vandalisme à Southport le 30 juillet 2024, notamment en ciblant la mosquée locale. Il a plaidé coupable d'incitation à la violence, de dégradation de biens et de port d'arme blanche. Le juge Flewitt a estimé que le racisme était le principal mobile des actes de McIntyre.[176]




The boy was arrested outside Inverclyde Islamic Centre on Laird Street, Greenock

**Démontrant** que les forces de l'ordre étaient tout aussi vigilantes pour intercepter les menaces avant qu'elles ne puissent être mises à exécution , un garçon de 16 ans a été inculpé d'infractions terroristes après avoir été arrêté devant le centre islamique d'Inverclyde à Greenock le 23 janvier 2025. [177]

**L'affaire** a connu un nouveau dénouement le 21 août 2025, lorsqu'un néonazi de 17 ans, inspiré par Adolf Hitler et qui s'était lié d'amitié avec l'imam de la mosquée pour en cartographier l'intérieur, a été condamné à 10 ans de prison après avoir plaidé coupable de deux chefs d'accusation de terrorisme. L'adolescent avait été appréhendé en janvier 2025, en possession d'un sac à dos contenant un pistolet à air comprimé, des munitions, des billes d'acier, des cartouches de gaz et des aérosols, après avoir tenté de pénétrer dans ce même centre musulman. [178] [179]




**Dans** une affaire de profanation de textes religieux en public, Hamit Coskun

a été reconnu coupable le 2 juin 2025 d'atteinte à l'ordre public à caractère religieux, après avoir brûlé un exemplaire du Coran dans une rue de Londres tout en proférant des injures islamophobes. Le juge de district John McGarva a conclu que Coskun avait manifesté « une haine profonde de l'islam et de ses fidèles », estimant que ses actes – notamment le fait d'avoir brûlé le Coran de manière « provocatrice et moqueuse » – étaient motivés par une hostilité envers les musulmans. Parallèlement, en mars 2025, un jeune de 17 ans a été inculpé après que de la peinture a été jetée sur la mosquée d'Aberdeen et qu'une pierre a brisé une de ses vitres alors que des fidèles se trouvaient à l'intérieur. La police a traité ces incidents comme des crimes de haine.[180]




White paint was thrown at the door and pavement area outside

**Trois extrémistes de droite,** convaincus de l'imminence d'une guerre raciale et projetant des attentats terroristes contre des mosquées et des synagogues, ont comparu devant le tribunal de Sheffield en mars 2025. Christopher Ringrose, Marco Pitzettu et Brogan Stewart étaient accusés de préparer l'utilisation d'armes à feu, d'explosifs, d'épées, de haches et d'arbalètes lors de leurs attaques. L'accusation soutenait qu'au moment de leur arrestation par des agents infiltrés des services de sécurité, ils se procuraient des armes et recueillaient des renseignements sur des engins explosifs. Un prêtre catholique, le père Mark Rowles, a également été condamné le 30 octobre 2025 à une peine de travaux d'intérêt général de 12 mois après avoir reconnu avoir publié, sous pseudonyme, des messages menaçants et injurieux à l'encontre des musulmans – notamment des appels à « bombarder les mosquées » – sur des forums néonazis en ligne. Il a été condamné à effectuer 150

heures de travaux d'intérêt général et soumis à une mesure de contrôle judiciaire pendant trois ans.[181]



Father Mark Rowles admitted three counts of sending menacing or offensive messages using the Telegram app in May and June last year.

**Un prêtre** catholique qui a reconnu avoir évoqué des attentats à la bombe contre des mosquées et des menaces de mort contre des personnes noires dans des forums néonazis en ligne a été condamné à 12 mois de travaux d'intérêt général. Le père Mark Rowles, qui utilisait le pseudonyme « skinheadlad1488 » dans un forum appelé « Aryan Reich Killers » pour publier des messages injurieux envers les musulmans, a plaidé coupable le 30 octobre 2025. Rowles, domicilié au presbytère de l'église catholique St John Lloyd de Cardiff, a reconnu les faits qui lui étaient reprochés d'avoir envoyé des messages menaçants ou injurieux via l'application Telegram en mai et juin 2024. Il devra effectuer 150 heures de travaux d'intérêt général, payer 199 £ de frais de justice et sera soumis à une injonction de comportement antisocial pendant trois ans. Rowles a publié des messages injurieux envers les musulmans, notamment un message où il appelait à « bombarder les mosquées ». Dans un message truffé d'insultes et contenant une injure raciste extrême, il a écrit : « Ils devraient tous être pendus ou fusillés ». Le tribunal a appris qu'il se décrivait sur son profil en ligne comme un skinhead néo-nazi de 16 ans, solitaire. Sa photo de profil montrait un jeune homme blanc portant un masque, un drapeau allemand et la phrase « Toujours la voie de la main droite ».[182]

**En France,** le parquet antiterroriste a pris la décision inédite de qualifier d'acte terroriste une attaque raciste d'extrême droite, une première depuis la création

du Parquet national antiterroriste en 2019. Christophe B., ressortissant français accusé d'avoir abattu son voisin tunisien Hichem Miraoui à Puget-sur-Argens le 31 mai 2025 et blessé un autre voisin de nationalité turque, a été déféré devant un juge d'instruction antiterroriste le 5 juin 2025. Ayant publié des vidéos racistes sur les réseaux sociaux avant et après l'attaque, le suspect a été qualifié par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, d'auteur d'un « crime raciste » et « peut-être aussi terroriste », le parquet examinant le dossier au cas par cas, en l'absence de liens avec une organisation terroriste désignée.[183]

**En Inde,** Un tribunal spécial composé de députés et de membres de l'Assemblée législative de Muzaffarnagar, dans l'Uttar Pradesh, a engagé une procédure judiciaire importante le 3 janvier 2025, inculpant 19 personnalités politiques – dont des hauts responsables du BJP et des figures religieuses – en lien avec les émeutes de Muzaffarnagar de 2013, qui ont coûté la vie à environ 42 musulmans . Parmi les personnes inculpées figuraient des ministres et des députés, en exercice ou anciens, ainsi que des chefs religieux d'extrême droite, notamment Sadhvi Prachi et le prêtre controversé Yati Narsinghanand. Les chefs d'accusation comprenaient l'incitation à la violence communautaire et la violation des mesures d'interdiction de rassemblement par des propos haineux tenus lors d'un rassemblement.[184]

**Dans** une nouvelle démonstration de la responsabilité judiciaire, un tribunal de Delhi a ordonné l'ouverture d'une enquête contre un ancien chef de commissariat pour son rôle présumé lors des émeutes de Delhi en 2020. Durant ces émeutes, des policiers avaient été filmés en train d'agresser des hommes musulmans et de les contraindre à chanter l'hymne national tout en scandant des slogans nationalistes hindous. L'officier était poursuivi pour séquestration, intimidation, coups et blessures et outrage religieux, soulignant ainsi le rôle des tribunaux pour garantir la responsabilité des agents de l'État ayant participé ou facilité des violences anti-musulmanes.[185]



Galagodaatte Gnanasara leads a Sinhalese Buddhist nationalist group and is a close ally of ousted former president Rajapaksa

Au Sri Lanka, le moine bouddhiste Gnanasara Thera a été condamné le 9 janvier 2025 à neuf mois de prison pour ne pas s'être présenté devant le tribunal qui avait émis un mandat d'arrêt à son encontre. Ce moine, représentant de l'organisation d'extrême droite Bodu Bala Sena, avait déjà été condamné en 2024 à quatre ans de prison pour des propos islamophobes tenus en 2016 et libéré sous caution dans l'attente de son appel. Sa nouvelle incarcération pour non-respect de la décision de justice constitue un signal fort en matière de responsabilité face aux discours de haine à caractère religieux au Sri Lanka.[186]

**Australiennes** ont fait preuve de fermeté face aux comportements islamophobes durant la période considérée. En Nouvelle-Galles du Sud, en décembre 2024, une femme a été inculpée de menaces publiques de violence à caractère religieux et d'infractions connexes après avoir insulté et intimidé une femme musulmane portant un t-shirt pro-palestinien dans un centre commercial de Bankstown, en proférant des injures et des propos anti-islamiques.[187]

**Dans** un incident distinct survenu à Victoria, la police a inculpé le 19 février 2025 une femme de Pascoe Vale pour coups et blessures volontaires et agression aggravée après qu'elle aurait attaqué une femme musulmane enceinte et une deuxième victime dans un centre commercial d'Epping. La police a déclaré qu'il serait allégué que les victimes ont été ciblées en raison de leurs couvre-chefs, reflétant un modèle de responsabilité pour les violences physiques à motivation islamophobe.[188]

## Enquête et arrestation

**Aux États-Unis,** un ancien combattant a été arrêté le 24 mars 2025 pour avoir prétendument menacé de mort des musulmans au Centre islamique de West Valley, dans l'Utah. Selon les documents de police, le suspect, Michael Hanson, a

déclaré avoir vu le film « American Sniper » et avoir décidé de se rendre au centre musulman le plus proche « pour faire une démonstration de force ». Trouvé en état d'ivresse et invectivant les fidèles, Hanson a été interpellé plus tard, après être retourné au centre et avoir tenté de se dissimuler près d'une benne à ordures. Cette arrestation illustre à la fois les dangers bien réels auxquels sont confrontées les communautés musulmanes et la réactivité des forces de l'ordre locales.[189]

**Au Canada,** une femme de Toronto a été accusée d'agression et de violation de probation le 10 juillet 2025 après avoir prétendument tenu des propos islamophobes et agressé physiquement une femme musulmane portant le hijab près de l'avenue Finch Ouest et du chemin Weston à North York, dans ce que la police a décrit comme un incident suspecté d'être motivé par la haine.[190]

**Quelques semaines plus tard,** le 11 août 2025, une femme musulmane a été agressée et a fait l'objet d'insultes islamophobes et de menaces de mort dans un autobus d'OC Transpo à Kanata, Ottawa. Aisha Sherazi, une dirigeante de la communauté musulmane locale, a décrit les membres de la communauté comme « effrayés et en colère » à la suite de cet incident.[191]

**La police d'Ottawa a réagi rapidement,** annonçant le 20 août 2025 l'arrestation et l'inculpation d'un homme de 30 ans d'Ottawa pour trois chefs d'accusation : harcèlement criminel, voies de fait, menaces de mort ou de lésions corporelles et incitation à la haine dans un lieu public – un ensemble complet d'accusations qui reflétaient le sérieux avec lequel les autorités ont traité l'incident .[192]

**Au Royaume-Uni,** la police métropolitaine a arrêté six personnes le 1er février 2025 lors d'une importante marche de soutien à Tommy Robinson dans le centre de Londres, où des milliers de personnes s'étaient rassemblées sous la bannière « Stop the Isolation » ou « Unite the Kingdom ». Des centaines de policiers ont été déployés en réponse à la manifestation principale et à une contre-manifestation parallèle organisée par Stand Up to Racism, qui protestait contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme. [193]




**Un arrêt** de la Haute Cour du 28 janvier 2025 a également confirmé la légalité de l'arrestation, par la police métropolitaine, de M. Sleeper, prédicateur de rue évangélique, interpellé alors qu'il portait des pancartes où l'on pouvait lire « Aimez les musulmans, bannissez l'islam, religion de la terreur ». Le juge Sweeting a estimé que ses droits fondamentaux n'avaient pas été violés et que l'arrestation était « nécessaire compte tenu des circonstances » – une décision que la police métropolitaine a saluée comme la confirmation que les agents avaient « appliqué la loi sans crainte ni favoritisme ».[194]




Four people previously arrested have been released without further action, police said

**La police** du Sussex a arrêté trois personnes en lien avec un incendie criminel perpétré contre une mosquée à Peacehaven, dans l'East Sussex, le 4 octobre 2025. La police a confirmé que deux hommes de Seaford ont été placés en garde à vue, soupçonnés d'incendie criminel avec intention de mettre des vies en danger, tandis que l'enquête se poursuit.[195]

**En France,** un homme a été arrêté le 4 juin 2025, soupçonné d'être entré dans la mosquée Errahma de Villeurbanne, près de Lyon, aux premières heures du 2 juin et d'y avoir mis le feu à un exemplaire du Coran pendant la prière du matin. Le suspect, un homme majeur, a été placé en garde à vue après son interpellation. Le parquet de Lyon a confirmé l'arrestation. L'incident a été qualifié d'acte de profanation délibéré d'un lieu de culte.[196]

**En Inde,** cinq membres du groupe extrémiste Kali Sena ont été inculpés le 9 février 2025 pour avoir tenu des discours incendiaires incitant les habitants de Dehradun à agresser et expulser des locataires musulmans. Ces inculpations faisaient suite à un rassemblement de 50 à 60 personnes organisé le 4 février en réaction à une affaire d'agression sexuelle. Selon la plainte déposée, le groupe a défilé dans le quartier, vandalisant des commerces appartenant à des membres de minorités et expulsant de force des vendeurs musulmans d'un marché hebdomadaire, menaçant de mort ceux qui reviendraient.[197]

**Dans** une affaire illustrant les manquements à la responsabilité au sein des forces de l'ordre, un inspecteur de police de l'État d'Haryana, dans le nord de l'Inde, a été arrêté le 19 avril 2025 après qu'une enquête interne a confirmé qu'il avait torturé un homme musulman en garde à vue en décembre 2024. Radheshyam Sharma, chef du commissariat de Palwal, a été suspendu et placé en détention à la suite d'une enquête corroborée par des images de vidéosurveillance et des expertises médicales. La victime a dénoncé de graves sévices physiques, notamment des coups, l'ingestion forcée d'une solution pimentée et d'autres mauvais traitements subis pendant sa garde à vue.[198]




**Dans** une révélation frappante de provocation délibérée, la police de l'Uttar

Pradesh a arrêté quatre militants hindous pour avoir inscrit « J'aime Mahomet » sur les murs de temples hindous à Aligarh. Leur but était d'incriminer des membres de la communauté musulmane et d'attiser les tensions intercommunautaires dans un contexte de conflit foncier. De hauts responsables de la police ont confirmé qu'il s'agissait d'une tentative calculée pour impliquer faussement les musulmans et exacerber les hostilités dans la région. Cette arrestation souligne à la fois les risques liés à l'incitation à la haine anti-musulmane et la capacité des forces de l'ordre à la déceler et à la combattre.[199]

**de Singapour** a annoncé le 2 avril 2025 l'arrestation, en mars 2025, d'un jeune homme de 17 ans qui projetait de commettre des massacres aux abords de plusieurs mosquées après la prière du vendredi. Cet adolescent, qui vénérait l'auteur de l'attentat de Christchurch et se définissait comme un suprémaciste est-asiatique, avait identifié cinq mosquées cibles à Singapour et avait tenté à plusieurs reprises de se procurer une arme à feu. Le ministre de l'Intérieur, K. Shanmugam, a révélé que le jeune homme avait déclaré aux enquêteurs qu'il aurait perpétré les attaques s'il avait réussi à se procurer une arme et qu'il avait l'intention de les diffuser en direct. Son arrestation est liée à celle, antérieure, d'un jeune homme de 18 ans aux intentions similaires.[200]




**Des graffitis islamophobes sur un trottoir à Sydney**

**Dans l'État de Victoria,** en Australie, deux femmes auraient été agressées par le même individu dans un centre commercial d'Epping le 13 février 2025. Les enquêteurs ont identifié la suspecte comme étant une femme qui a pris la fuite à pied accompagnée d'un homme. L'ouverture rapide des investigations

témoigne de la détermination des forces de l'ordre à traiter ce type d'incidents avec sérieux.[201]

**Plus au nord,** un jeune de 16 ans a été arrêté en Australie-Occidentale le 4 mars 2025 après avoir publié en ligne une menace contre une mosquée récemment ouverte à Sydney, faisant référence à « Christchurch 2.0 » – une allusion manifeste à l'attentat terroriste de 2019 qui avait coûté la vie à 51 fidèles. La réaction rapide des forces de police étatiques et fédérales témoigne d'une vigilance institutionnelle accrue face à l'incitation à la haine en ligne visant les communautés musulmanes.[202]

**Confirmant** cette tendance à la mobilisation proactive des forces de l'ordre, la police de Victoria a interpellé un homme de 43 ans armé d'un couteau. Ce dernier s'était présenté au Centre islamique de jeunesse Hume à Coolaroo le 21 juillet 2025, proférant des insultes islamophobes en présence d'une vingtaine de fidèles. Les policiers lui ont ordonné à plusieurs reprises de lâcher son arme avant d'utiliser un pistolet à impulsion électrique pour le maîtriser. La Première ministre de Victoria, Jacinta Allan, a réagi sans équivoque : « Ce comportement haineux n'a sa place nulle part dans notre société, et plus particulièrement aux abords des lieux de culte. »[203]

## Sur le dialogue interreligieux

**Aux États-Unis,** plus d'une douzaine de responsables religieux chrétiens et juifs ont adressé, le 22 août 2025, des lettres de mise en demeure aux élus locaux du comté de Tarrant, au Texas, les exhortant à dénoncer publiquement les propos haineux tenus par Bo French, président du Parti républicain du comté, à l'encontre du représentant musulman de l'État, Salman Bhojani. Ce dernier avait été pris pour cible sur les réseaux sociaux, French appelant à sa « dénaturalisation et à son expulsion » en raison de ses origines pakistanaises et de sa religion musulmane. Ces responsables religieux ont réaffirmé leur opposition collective à l'islamophobie et à toutes les formes de sectarisme.[204]

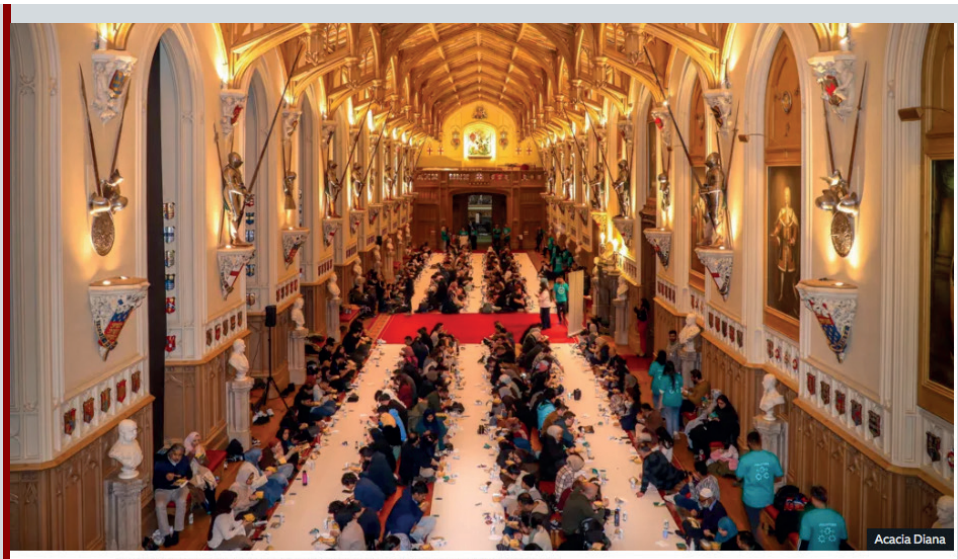


**Michael Woolf**
Michael Woolf is the senior minister of Lake Street Church of Evanston in Illinois.

**Dans** un élan de solidarité interreligieuse, le pasteur chrétien Michael Woolf, de l'église Lake Street d'Evanston, a publiquement condamné l'acte d'un candidat républicain au Congrès du Texas qui avait brûlé un Coran au lance-flammes dans une publicité électorale, qualifiant cet acte de déformation du message de Jésus et d'instrumentalisation dangereuse de la haine anti-musulmane. Fort de son expérience de cofondateur d'une initiative interreligieuse, Woolf a exhorté les chrétiens à bâtir une solidarité avec les musulmans par le dialogue et à démontrer que « la véritable foi chrétienne ne réside pas dans la destruction, mais dans l'amour, le respect et le soutien aux victimes de la haine ».[205]



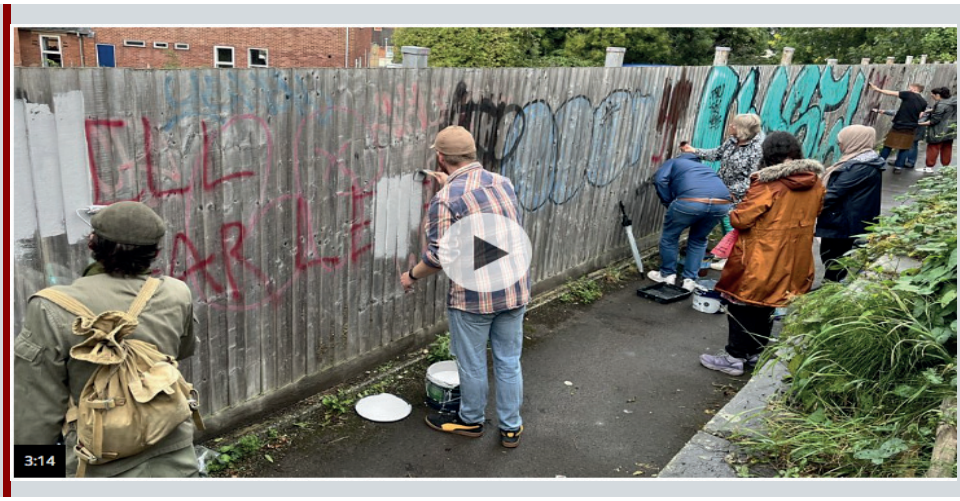
**Une coalition** d'organisations juives progressistes a également condamné les attaques de la Ligue anti-diffamation contre le maire élu de New York, Zohran Mamdani – un musulman –, les qualifiant d'« islamophobes et racistes ». Des groupes comme Bend the Arc, Jews for Racial & Economic Justice et IfNotNow se sont engagés à collaborer avec M. Mamdani pour lutter contre l'antisémitisme et l'islamophobie. « Ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir une ville fondée sur la justice, la dignité et la bienveillance envers chaque New-Yorkais », peut-on lire dans leur déclaration commune.[206]



Visitors broke their fast with dates before sharing a meal in St George's Hall

**Au Royaume-Uni,** dans un geste historique et profondément symbolique d'hospitalité interreligieuse, les appartements d'État du château de Windsor ont accueilli pour la première fois de leur histoire millénaire un iftar ouvert à tous, le 2 mars 2025. Plus de 350 invités se sont réunis dans la salle Saint-Georges, habituellement réservée aux chefs d'État, pour rompre le jeûne du Ramadan tandis que l'appel à la prière résonnait dans l'édifice ancestral. Simon Maples, directeur des opérations des visiteurs, a souligné que le roi Charles III avait toujours « défendu la diversité religieuse et encouragé le dialogue interreligieux ». L'événement a suscité une profonde émotion parmi les participants. « Nous n'aurions jamais imaginé être ici pour rompre l'iftar », a confié l'un d'eux à la BBC. « Le chemin parcouru est immense. »[207]

**Incarnant** un modèle plus local de collaboration interreligieuse durable, la Salaam Shalom Kitchen de Nottingham a fêté son dixième anniversaire en juin 2025. Cette banque alimentaire communautaire, cofondée par un rabbin et une militante musulmane pour la justice sociale, nourrit aujourd'hui environ 150 personnes chaque semaine, des familles avec enfants aux personnes âgées, en passant par les personnes isolées et celles confrontées à des difficultés financières. Zainab Asghar, bénévole du Réseau des femmes musulmanes de Nottingham, a souligné que dans un comté où la montée du Parti réformiste a rendu la vie plus angoissante pour les musulmans, l'esprit d'entraide et de solidarité, tant matérielle que communautaire, prôné par la Salaam Shalom Kitchen, n'a jamais été aussi essentiel. « Nous devons développer une meilleure compréhension mutuelle », a-t-elle déclaré.[208]




**À Swindon,** des membres de la communauté, réunis par l›association Swindon Stand Up to Racism, se sont mobilisés pour effacer des graffitis islamophobes, antisémites et d›extrême droite – dont une croix gammée – apparus dans une ruelle de la ville. Parmi les douze volontaires, l›avocate Repi Begum a exprimé son choc et sa détermination : « Je suis consternée que notre société soit encore gangrenée par une telle haine », a-t-elle déclaré, qualifiant les graffitis d›« abominables ». Cet acte collectif d›effacement et de réappropriation est devenu un symbole fort de la résistance citoyenne face à la haine au niveau local.[209]



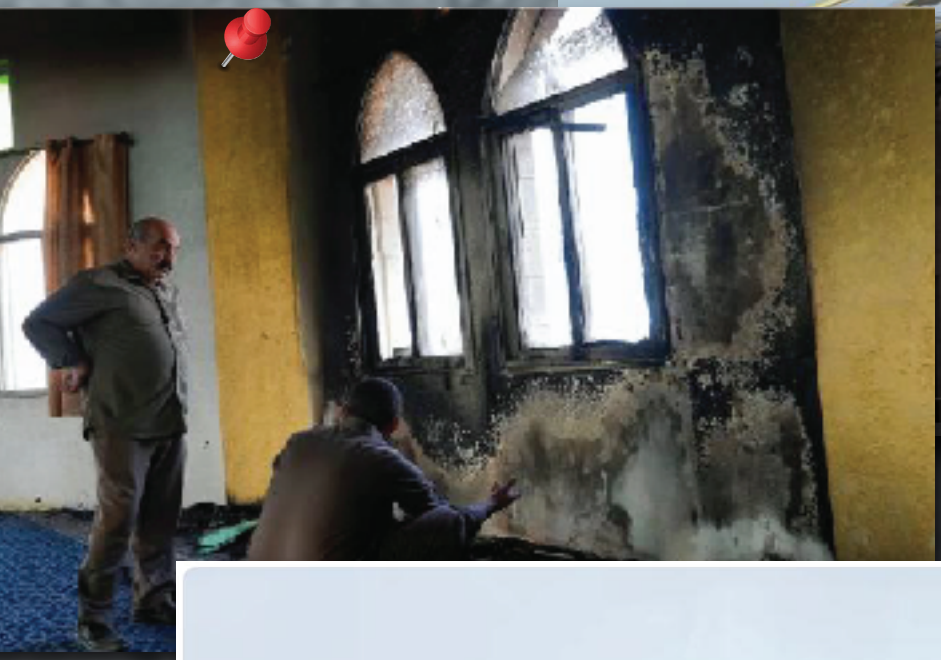
**indienne** a mis en lumière la dimension structurelle des discours de haine dans le pays. Il a notamment souligné que la grande majorité des affaires de discours de haine portées devant la Cour suprême visaient les minorités religieuses et les communautés marginalisées, y compris les castes répertoriées. Qualifiant la persistance des discours de haine, 75 ans après l'adoption de la Constitution

indienne, de « sujet de vive préoccupation », les propos du juge Oka ont réaffirmé le rôle du pouvoir judiciaire en tant que garant de la dignité et de l'égalité au sein des communautés.[210]

**néo-zélandais** aux droits de l'homme, Stephen Rainbow, a présenté des excuses officielles pour ses propos « islamophobes » du 2 avril 2025, suite à la condamnation des organisations communautaires juives et musulmanes. Il avait en effet suggéré que les musulmans, et non les suprémacistes blancs, représentaient la plus grande menace pour la communauté juive. Ses excuses à la Fédération des associations islamiques de Nouvelle-Zélande (FIANZ) et sa reconnaissance du fait que la Nouvelle-Zélande « ne tolère pas l'islamophobie » ont été saluées comme un acte significatif de responsabilité institutionnelle et une réaffirmation de l'engagement commun à lutter contre toutes les formes de haine.[211]



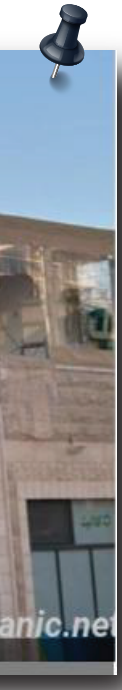






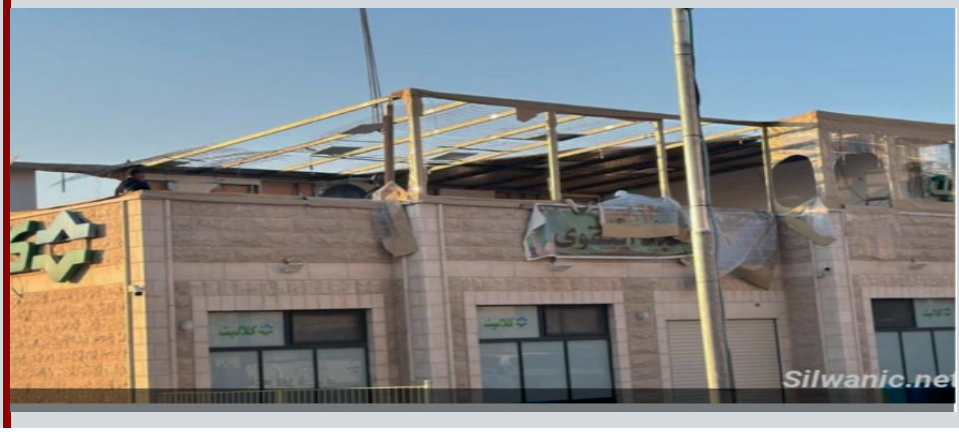
A person stands at a damaged mosque, which according to Palestinians, was burned by Israeli settlers, near Salfit in the Israeli-occupied West Bank [Reuters]

# LISTE DES INCIDENTS



# LISTE DES NCIDENTS

## Incident lié à une mosquée et à un centre islamique




**Territoire palestinien occupé :** Le 30 janvier 2025, les forces d'occupation israéliennes ont démoli la salle de prière Al-Taqwa dans le village de Sur Baher, au sud de la ville de Jérusalem. Des sources locales ont rapporté que les équipes municipales d'occupation, accompagnées de policiers, ont pris d'assaut le village de Sur Baher, encerclé un bâtiment, puis ont fait irruption à l'étage supérieur où se trouvait la salle de prière Al-Taqwa, et l'ont démolie. lxxvii



A person stands at a damaged mosque, which according to Palestinians, was burned by Israeli settlers, near Salfit in the Israeli-occupied West Bank [Reuters]



A person checks the damaged Bar al-Walidain mosque in the village of Marda following an attack by Israeli settlers near Salfit in the Israeli-occupied West Bank [Stringer/Reuters]

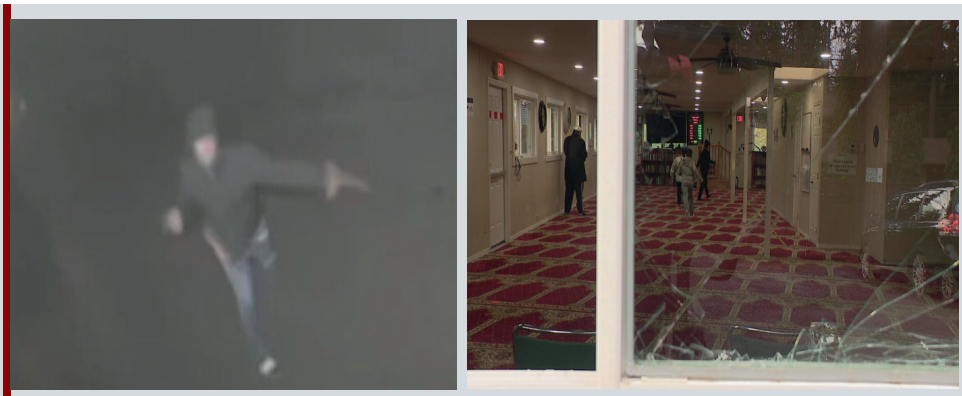
**Territoires palestiniens occupés :** des colons israéliens ont incendié une mosquée en Cisjordanie occupée, tout en taguant la façade du bâtiment avec des slogans haineux et racistes tels que « Vengeance » et « Mort aux Arabes » écrits en hébreu. Abdallah Kamil, gouverneur de Salfit, a déclaré le 20 décembre 2024 que l'attaque visait la mosquée Bar al-Walidain dans le village de Marda, dans le cadre du dernier incident de violence commis par des colons. Un habitant du village a déclaré à l'agence de presse AFP que les colons « avaient incendié l'entrée de la mosquée et écrit des slogans en hébreu sur ses murs ». Un autre habitant a déclaré que le feu avait été éteint avant qu'il ne puisse embraser l'ensemble du bâtiment.lxxviii



The Turkish Cultural Association in Limoges, southwest France, Dec. 30, 2020

**France :** Une mosquée du nord-ouest de la France a été vandalisée avec des graffitis représentant une tête de cochon, a déclaré le 30 décembre 2024 un groupe turco-musulman, signalant la deuxième attaque de ce type contre la communauté musulmane de la région au cours de la semaine précédente. Un graffiti représentant une tête de cochon a été découvert le 29 décembre 2024 sur la porte d'une mosquée de Cherbourg, gérée par l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DITIB), a déclaré le groupe dans un communiqué.lxxix

**France :** une attaque islamophobe visant une mosquée dans le nord de la France a bouleversé la communauté musulmane locale. Des inconnus ont déposé une grenade en plâtre utilisée lors d'exercices à l'extérieur d'une mosquée gérée par l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DITIB) dans la ville de Saint-Omer, a déclaré la DITIB dans un communiqué publié sur Instagram tard dans la soirée du 21 janvier 2025.lxxx



**États-Unis :** une vidéo partagée par l'Islamic Center of Federal Way (ICFW), situé au 3300 de la 272e rue à Kent, montre un homme jetant deux pierres sur le bâtiment le 28 décembre 2024, brisant une fenêtre. Un porte-parole du département de police de Kent a déclaré à KOMO News que les enquêteurs « examinaient les circonstances ». Le président de l'ICFW, Atif Nazir, a déclaré avoir découvert cet acte de vandalisme lorsqu'il est arrivé à la mosquée avant la prière du matin et a trouvé la fenêtre avant brisée. M. Nazir a déclaré à KOMO News avoir trouvé des éclats de verre à l'intérieur du centre et sur le sol sous la fenêtre.lxxxi



**Inde :** Le gouvernement de l'Uttar Pradesh a lancé une opération de démolition au bulldozer le 9 février 2025 contre une mosquée située dans la région de Kata, dans le district de Kushinagar. La démolition faisait suite à des allégations de militants hindouistes selon lesquelles la mosquée avait été construite sur des terres appartenant au gouvernement. Cette opération a eu lieu après l'expiration d'une ordonnance de suspension rendue par la Haute Cour le 8 février 2025. La controverse a débuté le 18 décembre 2024, lorsque des militants hindouistes locaux ont déposé une plainte sur le portail du ministre en chef de l'Uttar

Pradesh, alléguant que la mosquée avait été construite sur des terres envahies. En réponse, les représentants du comité de la mosquée ont affirmé que la communauté musulmane avait acheté 0,32 acre de terrain il y a près de 15 ans pour la construction. lxxxii

**Inde :** une opération de démolition à Pune, dans le quartier de Khed, a entraîné la destruction d'une mosquée et d'une madrasa, à la suite de plaintes déposées par des organisations hindoues qui affirmaient que ces constructions étaient illégales. L'Autorité de développement de la région métropolitaine de Pune (PMRDA) a lancé cette opération le 23 janvier 2025, sur la base d'allégations selon lesquelles ces structures avaient été construites sans autorisation en bonne et due forme. Les organisations hindoues ont affirmé que Shakir Ismail, l'individu à l'origine de la construction, avait érigé la mosquée et la madrasa sans autorisation. Selon les groupes hindous, ces lieux de culte attiraient chaque vendredi un grand nombre de musulmans venus prier. Les organisations ont fait part de leurs préoccupations au gouvernement de l'État, exigeant que des mesures soient prises. En réponse, des bulldozers ont été déployés pour démolir les bâtiments. Les bulldozers sont entrés en action à Pune malgré les directives de la Cour suprême contre la démolition arbitraire de bâtiments. En novembre, la plus haute juridiction du pays a donné des instructions claires contre la « justice des bulldozers » appliquée dans plusieurs États gouvernés par le BJP et a déclaré que les procédures appropriées, notamment la notification préalable des propriétaires, devaient être respectées. lxxxiii



**Territoire palestinien occupé :** selon des sources palestiniennes locales, des colons israéliens ont incendié une mosquée dans la communauté arabe d'al-Mleihat, au nord-ouest de Jéricho, dans l'est de la Cisjordanie, à l'aube du 2 février 2025. Hassan Mleihat, directeur général de l'Organisation Al-Baydar pour la défense des droits des Bédouins, a déclaré que les colons « ont incendié toute la mosquée et ont également tenté de brûler le tracteur d'un agriculteur ». Il a condamné cette attaque, la qualifiant d'acte de terrorisme et d'agression criminelle de la part des colons. lxxxiv

**Territoire palestinien occupé :** les autorités municipales israéliennes ont démoli la salle de prière Al-Taqwa dans le village de Sur Baher, au sud de Jérusalem, le 29 janvier 2025, invoquant l'absence de permis de construire. Selon des sources locales, des équipes municipales, accompagnées de forces de police, ont fait une descente dans le village, ont encerclé tout un bâtiment, puis ont pris d'assaut l'étage supérieur, qui abritait la salle de prière. lxxxv



Military vehicles are seen on a street as the Israeli raids and attacks on Jenin city and its refugee camp continue in Jenin, West Bank on January 28, 2025. [Issam Rimawi – Anadolu Agency]

**Territoires palestiniens occupés :** Le 28 janvier 2025, les forces d'occupation israéliennes ont démoli une mosquée dans le camp de réfugiés de Jénine, au nord de la Cisjordanie, a rapporté le Centre d'information palestinien. Des sources locales ont déclaré que les forces d'occupation avaient démoli la mosquée Hamza dans le camp de Jénine dans le cadre de leur campagne de démolition à grande échelle et de leur opération militaire à Jénine, qui en était à son huitième jour. lxxxvi

**France :** Une mosquée du nord-ouest de la France a été profanée par un graffiti représentant une tête de cochon, a déclaré le 27 janvier 2025 l'organisation faîtière turco-musulmane DITIB. Un graffiti représentant une tête de cochon a été découvert le 26 janvier sur la porte d'une mosquée à Cherbourg. Condamnant

cet « acte inacceptable » visant la mosquée, l'organisation a exprimé sa ferme volonté de défendre les valeurs de respect et d'humanité.lxxxvii

**Allemagne :** Deux mosquées en Allemagne ont reçu des lettres menaçantes et provocatrices, selon un communiqué de l'Union turco-islamique pour les affaires religieuses (DITIB) publié le 31 janvier 2025. L'une des lettres était adressée à la mosquée de Dortmund, tandis que l'autre avait été envoyée à une mosquée islamique marocaine près de Düsseldorf, précise le communiqué. Les deux incidents, qui ont eu lieu le 30 janvier 2025, ont été signalés à la police, ajoute-t-il. lxxxviii



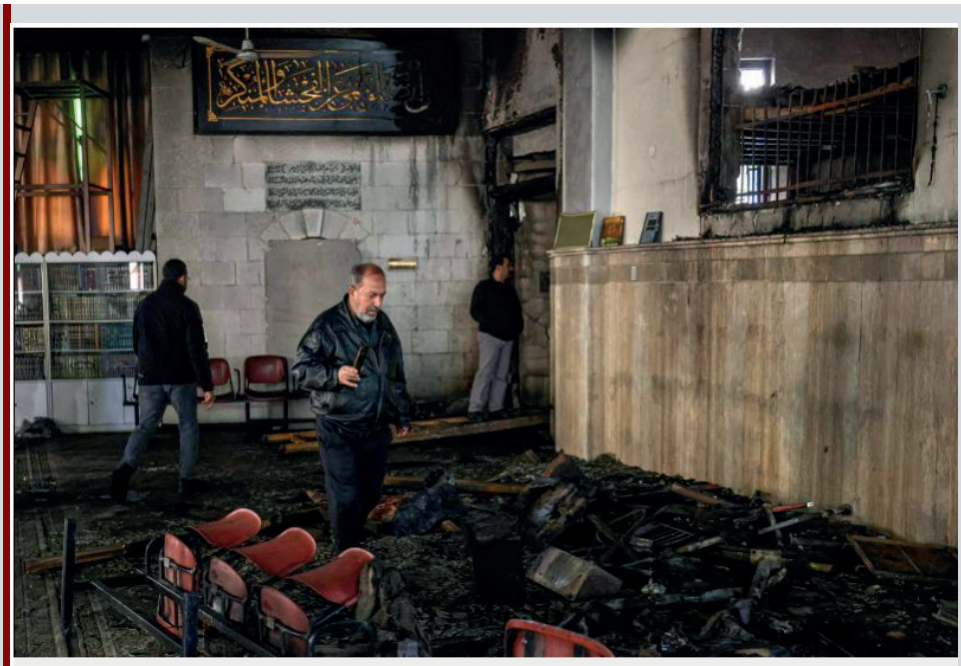
**Inde :** Une atmosphère tendue régnait à Nacharam Mallapur, Hyderabad, dans la nuit du 19 février 2025, lorsqu'un groupe de personnes participant à une procession ont brandi des épées et scandé des slogans devant une mosquée. L'incident s'est produit devant la mosquée Masjid-e-Aashraf, située dans la colonie de Chankyapuri, dans le secteur couvert par le poste de police de Nacharam. Dans une vidéo, on peut voir 10 à 12 personnes, dont deux armées d'épées, brandissant des drapeaux safran et se tenant devant la mosquée, criant des slogans JSR. lxxxix

**Inde :** Le 15 février 2025, l'Autorité de développement de Gorakhpur (GDA) a signifié une mise en demeure à Shoaib Ahmed, le fils du défunt gardien de la mosquée. L'ordonnance indiquait que la mosquée avait été construite sans plan approuvé et qu'aucun plan de construction n'avait été soumis aux autorités. La GDA a allégué que la construction violait les normes de construction établies. Malgré les multiples notifications émises depuis mai 2024, Shoaib Ahmed a nié ces allégations, insistant sur le fait que toutes les exigences légales avaient

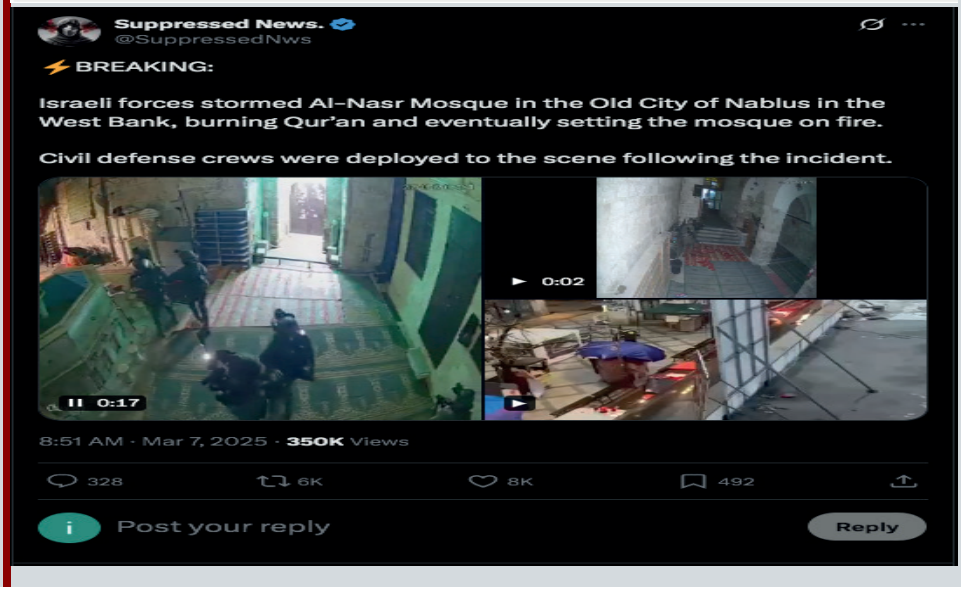
été respectées. Selon la GDA, une inspection menée en mai 2024 a révélé que la construction de la mosquée était en cours sans autorisation officielle. Les autorités affirment qu'aucun plan de construction n'a été présenté lors de l'inspection et que Shoaib Ahmed ne s'est pas présenté à l'audience prévue le 30 mai 2024. Les avis émis en février 2025 sont également restés sans réponse, ce qui a incité la GDA à demander des mesures immédiates. Shoaib Ahmed a toutefois contesté ces allégations. Il a déclaré avoir assisté à l'audience de la GDA le 15 février et avoir présenté son dossier, en soumettant une réponse écrite aux autorités le 14 février. « Nous sommes injustement pris pour cible », a déclaré M. Ahmed. « La mosquée a été construite pour remplacer une ancienne mosquée, et nous avons suivi toutes les procédures requises. » Le litige concernant le terrain remonte à janvier 2024, lorsque le Nagar Nigam a lancé une campagne visant à dégager les terrains envahis près du carrefour Ghosh Company. Au cours de cette opération, plusieurs structures illégales, dont une mosquée délabrée qui existait depuis plus de cinquante ans, ont été démolies. À la suite des protestations de la communauté musulmane locale, le Nagar Nigam a accepté d'allouer environ 60 mètres carrés de terrain pour la construction d'une nouvelle mosquée. L'accord stipulait que la nouvelle mosquée serait de taille et de forme similaires à la structure d'origine. Cependant, c'est cette nouvelle construction qui était désormais menacée de démolition. La décision de la GDA avait suscité l'indignation des musulmans locaux, les dirigeants communautaires et les fidèles exprimant leur vive opposition. Muhammad Naseem Khan, un fidèle régulier de la mosquée, a décrit l'ordre de démolition comme s'inscrivant dans une stratégie plus large visant à harceler et à intimider les musulmans. « Tout cela n'est que mensonge et tromperie », a déclaré M. Khan. « Il est clair que l'intention réelle est de créer des divisions et de la haine à l'égard des musulmans. La mosquée ne peut pas être construite illégalement, et nous avons respecté toutes les règles. » xc



**Inde :** après que des publications sur les réseaux sociaux montrant un groupe en train de défoncer les portes d'une mosquée à Ratnagiri, dans l'État du Maharashtra, lors de la procession annuelle de Shimga le 12 mars 2025, ont été largement diffusées et ont suscité des condamnations, la police a déclaré qu'il n'y avait pas eu « d'entrée par effraction ». L'incident s'est produit dans le village de Rajapur, où la police a affirmé que des slogans agressifs avaient été scandés, ce qui était selon elle une tradition dans les processions précédant Holi. La police a interpellé plusieurs jeunes hommes dans un premier rapport d'information invoquant des accusations de slogans et de rassemblement illégal, mais a déclaré que les informations faisant état d'une foule hindoue tentant de pénétrer de force dans une mosquée étaient trompeuses. « Les traditions du Konkan sont différentes. Il existait un rituel appelé « Madachi miravnuk » dans lequel la procession de Holi était amenée jusqu'à l'entrée de la mosquée et le bois [le tronc d'un arbre] était touché aux marches de la mosquée. Chaque année, les musulmans participent à cette procession. « L'honneur d'offrir une noix de coco pour accueillir cette procession revient traditionnellement aux musulmans », a déclaré Ratnagiri SP Dhananajay Kulkarni au journal The Hindu. Certains ont affirmé qu'il était vrai que, selon la tradition, le tronc était placé pendant quelques minutes sur les marches de la mosquée, mais ont ajouté que les fêtards avaient ensuite décidé de « foncer le tronc dans la porte ». « Lors de leur première tentative, ils ont cassé la porte et sont entrés. Nous les avons repoussés à l'extérieur et avons fermé la porte, mais ils ont de nouveau enfoncé le tronc avec agressivité dans la porte. Au moins deux personnes ont été blessées par la foule », a déclaré à The Hindu un témoin oculaire qui se trouvait à l'intérieur de la porte de la mosquée. Un membre du panchayat de Rajapur Nagar a également déclaré que cette fois-ci, la situation avait dégénéré. xci



Palestinians check the partially burned al-Nasr Mosque following an Israeli military raid in the old city of Nablus, in the occupied Wes Bank, on March 7, 2025, during Islam's holy month of Ramadan. AFP




**Territoire palestinien occupé :** À l'aube du 7 mars 2025, des soldats de l'armée d'occupation israélienne ont enlevé trois Palestiniens, envahi et saccagé plusieurs mosquées, et incendié l'une d'entre elles dans la vieille ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée. Selon les médias, plusieurs véhicules blindés de l'armée israélienne ont envahi plusieurs quartiers de Naplouse et de sa vieille ville, tirant des salves de balles réelles, des bombes à gaz et des grenades assourdissantes. Les soldats ont pris d'assaut et profané plusieurs mosquées de la vieille ville, notamment la mosquée du quartier d'Al-Yasmina, la mosquée Aj'aj dans la rue Al-Basha, la mosquée Salahi Al-Kabeer dans le quartier du marché

oriental, la mosquée At-Teena dans le quartier d'Al-Qaryoun, la mosquée An-Nasr dans le quartier de Bab as-Saha et la mosquée Al-Beik dans la rue An-Nasr. Au cours de ces invasions, les soldats ont incendié plusieurs parties de la mosquée An-Nasr à Naplouse après avoir profané le lieu saint à l'aube. xcii

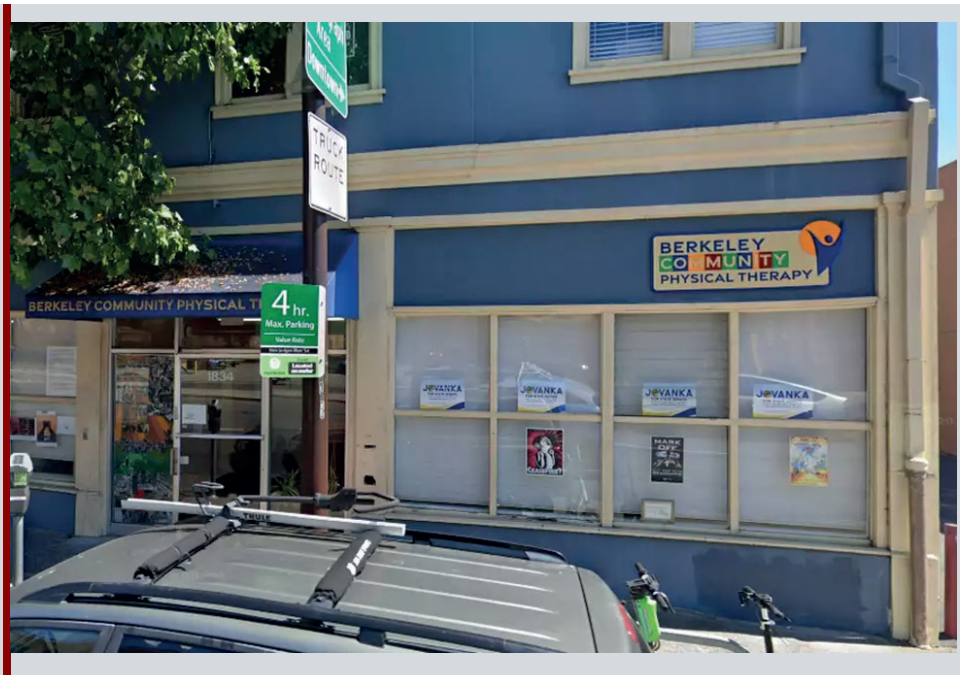


**Territoires palestiniens occupés :** des colons israéliens illégaux ont pris d'assaut une mosquée dans le nord de la Cisjordanie pendant les prières du ramadan, dans la soirée du 9 mars 2025, agressant les fidèles et vandalisant les lieux. Thaer Haneni, un militant local présent à la mosquée lors de l'attaque, a déclaré à Anadolu que l'assaut visait la mosquée Beit Sheikh dans le village de Khirbet Tana, à l'est de la ville de Beit Furik. Il a décrit comment un véhicule militaire banalisé transportant quatre colons illégaux en uniforme militaire israélien, accompagné d'un petit véhicule de transport de marchandises appartenant à la sécurité de leur colonie, est arrivé à la mosquée. Les colons ont alors pris d'assaut la mosquée. « Ils ont confisqué nos pièces d'identité et nos téléphones portables, nous ont soumis à des fouilles minutieuses et nous ont forcés à nous asseoir par terre dans la cour de la mosquée pendant près d'une heure », a déclaré M. Haneni. Les colons illégaux ont ensuite endommagé les biens de la mosquée, cassant la chaire et renversant de l'huile, du jus et de l'eau sur les tapis. Ils ont également détruit les appareils électriques et l'éclairage à l'intérieur de la mosquée. xcii

**Territoire palestinien occupé :** Selon des sources locales, le 19 février 2025, des dizaines de colons israéliens ont fait irruption dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa, gardée par les forces d'occupation israéliennes. Les colons israéliens se sont introduits par groupes dans la partie est de la mosquée Al-Aqsa, par le côté de la porte marocaine (Bab al-Magharib), ont effectué des visites provocatrices

et accompli des rituels talmudiques dans les environs de la mosquée, sous la protection des forces d'occupation israéliennes.xciv

**États-Unis :** La brigade anti-crimes haineux de la police de New York enquêtait sur un incident anti-islamique survenu devant une mosquée de Kensington la semaine précédente, après qu›un homme portant une casquette « Make America Great Again » ait été filmé en train de proférer des propos désobligeants devant le lieu de culte. Une vidéo largement diffusée en ligne depuis le 18 février montre le suspect debout devant la mosquée Masjid Nur-Al Islam sur Church Avenue, muni d›un mégaphone, criant des propos anti-islamiques et affirmant que la mosquée finance l›organisation terroriste Hezbollah. Les élus de New York ont condamné cet incident, la gouverneure Kathy Hochul s›engageant à « éradiquer la haine islamophobe dans tous les coins de notre État ». xcv




**États-Unis :** La clinique de physiothérapie Berkeley Physical Therapy Clinic, située sur University Avenue, a été vandalisée le 2 mars 2025, qui était également le premier jour complet du ramadan, le mois sacré de l›islam. Negeene Mosaed, propriétaire de la clinique, est musulmane et irano-américaine. Elle a déclaré que son établissement avait déjà été vandalisé auparavant avec des affiches appelant à un cessez-le-feu à Gaza. Une veillée a été organisée à Berkeley le 3 mars 2025 pour dénoncer la haine après qu›un commerce ait été la cible de graffitis antimusulmans. xcvi



**États-Unis :** La brigade anti-crimes haineux de la police de New York enquêtait sur un acte de vandalisme commis dans un lieu de prière islamique de l'université de New York. Un étudiant qui est entré dans ce lieu situé à l'intérieur de la bibliothèque Elmer Holmes Bobst dans l'après-midi du 3 avril 2025 a déclaré avoir trouvé « de l'urine et des images obscènes et indécentes recouvrant les murs », selon une déclaration de Faiyaz Jaffer, aumônier adjoint de Global Spiritual Life à l'université. « Il ne s'agissait pas simplement d'un acte de vandalisme, mais d'une attaque malveillante et profondément irrespectueuse motivée par la haine anti-musulmane », a déclaré M. Jaffer dans le communiqué. Dans un communiqué, le porte-parole de l'université de New York, John Beckman, a qualifié cet acte de vandalisme de « vil, répréhensible et tout à fait inacceptable... Il contrevient à tous les principes de notre communauté, et nous condamnons cet acte d'islamophobie et de haine anti-musulmane », a déclaré M. Beckman. xcvii



**Jacob Beacher, 24, faces federal hate crime charges** From Center for Islamic Life at Rutgers University

**États-Unis :** un suspect a été inculpé pour crime haineux fédéral après avoir

prétendument pénétré par effraction et détruit des biens au Centre pour la vie islamique de l'université Rutgers. L'incident s'est produit pendant l'Aïd al-Fitr, la fête religieuse islamique de trois jours qui marque la fin du mois sacré du ramadan. Jacob Beacher a été arrêté lundi matin et inculpé d'un chef d'accusation pour obstruction intentionnelle ou tentative d'obstruction à la pratique religieuse et d'un autre chef d'accusation pour fausse déclaration aux autorités fédérales, selon un communiqué de presse du bureau du procureur fédéral du district du New Jersey. Beacher s'est introduit par effraction dans le centre islamique vers 2 h 41 du matin le 10 avril 2025, où il a causé des dégâts matériels. Il aurait également volé un drapeau palestinien et une boîte de dons caritatifs dans le centre, selon le communiqué. Les documents judiciaires indiquent que les dégâts sont actuellement estimés à environ 40 000 dollars.xcviii





**Territoires palestiniens occupés :** Le 20 avril 2025, la Palestine a mis en garde contre l'incitation croissante des groupes de colons d'extrême droite israéliens appelant à la destruction de la mosquée Al-Aqsa dans Jérusalem-Est occupée, a rapporté Anadolu. Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné une vidéo générée par intelligence artificielle intitulée « L'année prochaine à Jérusalem », diffusée sur des plateformes extrémistes hébraïques. La vidéo montre la mosquée Al-Aqsa bombardée et remplacée par un soi-disant troisième temple. Dans un communiqué, le ministère a qualifié cette vidéo de « provocation systématique visant à intensifier les attaques contre les lieux saints islamiques et chrétiens à Jérusalem occupée ». xcix

**France :** Un ancien lieu de culte musulman dans le nord-est de la France a été saccagé, des exemplaires du Coran ont été profanés, des croix gammées ont été taguées sur les murs et des traces d'une tentative d'incendie criminel ont été constatées, ont rapporté les médias locaux. L'attaque visait un bâtiment situé à L'Hopital, près de Saint-Avold, dans la région de la Moselle, anciennement géré par l'association musulmane Les Amis du peuple méditerranéen, ont rapporté les journaux Le Républicain Lorrain et Le Républicain Lorrain le 28 mai 2025.

Bien qu'il ne soit plus utilisé comme mosquée depuis 2021 pour des raisons de sécurité, le site restait la propriété de l'association. Des tapis de prière ont été déchirés, des meubles renversés et des bouteilles de gaz, des pneus et des jerrycans remplis d'essence ont été trouvés sur les lieux, ce qui suggère une intention de mettre le feu au bâtiment, ont déclaré les dirigeants de l'association. c




**États-Unis :** La communauté musulmane d'Austin, au Texas, était sur les nerfs après que trois mosquées aient été vandalisées en une nuit. Elle demande désormais à la police d'intervenir. Une vidéo de surveillance montre un individu au visage couvert en train de peindre à la bombe des symboles bleus ressemblant à des étoiles de David sur la mosquée Nueces, dans le nord d'Austin, le 22 mai 2025. À peu près au même moment où la mosquée Nueces a été prise pour cible, les responsables de la mosquée ont découvert des traces similaires de vandalisme à l'Association islamique, près de l'université du Texas à Austin, et au Centre turc Diyanet. ci



A still from a security camera inside the lobby of the Canadian Institute of Islamic Civilization in Montreal. Police say no arrests have been made. (Submitted by the Muslim Association of Canada)

**Canada :** L'unité chargée des crimes haineux de la police de Montréal a ouvert une enquête après qu'une mosquée du centre-ville a été vandalisée avec des

graffitis anti-palestiniens. Les mots « F--k Gaza » ont été peints à plusieurs reprises sur les murs extérieurs de l'Institut canadien de civilisation islamique, situé à l'intersection de la rue Belmont et de l'avenue Union, dans la soirée du 10 juin 2025. L'organisation qui gère la mosquée, l'Association musulmane du Canada, a déclaré que personne n'avait été blessé et que cet incident n'était pas un cas isolé. Elle appelle les autorités à sensibiliser l'opinion publique à la convergence croissante entre l'islamophobie et le racisme anti-palestinien, compte tenu des tensions accrues dues à la situation à Gaza. cii

**Territoire palestinien occupé :** un enregistrement divulgué et diffusé par la chaîne israélienne Channel 12 le 25 mai 2025 a révélé les propos incendiaires tenus par le général de division David Zini, nouvellement nommé à la tête de l'agence israélienne de sécurité intérieure, le Shin Bet, dans lesquels il incite ouvertement à la haine contre les musulmans. L'enregistrement audio, réalisé lors d'une récente réunion avec des colons israéliens près de la frontière avec Gaza, montre Zini affirmant que les services de renseignement israéliens détectent régulièrement des menaces présumées de musulmans qui planifieraient des attaques contre des Juifs. Il a présenté cela comme un schéma continu datant « de la naissance d'Ismaël jusqu'à nouvel ordre », invoquant le personnage biblique traditionnellement considéré comme l'ancêtre des Arabes - une affirmation qui n'est étayée par aucune preuve historique ou archéologique. ciii



**Inde :** Une mosquée en construction a été démolie par l'administration du Zila Panchayat le 29 mai à Saharanpur, dans l'Uttar Pradesh. La mosquée était située dans le village de Bhojpur, dans le bloc de Nakur. La construction était suspendue depuis un mois. Après la démolition, les musulmans locaux ont exprimé leur

colère, affirmant que les autorités avaient démoli la mosquée sans préavis. Imran Masood, député du Congrès à Saharanpur, a déclaré que le SDM n'avait émis aucun avis avant de démolir la mosquée. Il a ajouté que la loi de 1863 sur les fondations religieuses ne contenait aucune clause exigeant une autorisation pour la construction d'un édifice religieux. civ




**Royaume-Uni :** un homme a relâché des rats devant une mosquée de Sheffield dans le cadre d'une série de crimes racistes. Les images de vidéosurveillance montrent Edmund Fowler sortant des cages contenant des rats du coffre de sa voiture et les jetant devant la grande mosquée de Sheffield, sur Grimesthorpe Road, les animaux semblant se précipiter à l'intérieur à travers la clôture. L'homme de 66 ans a répété cette action à trois autres reprises entre mai et juin. cv

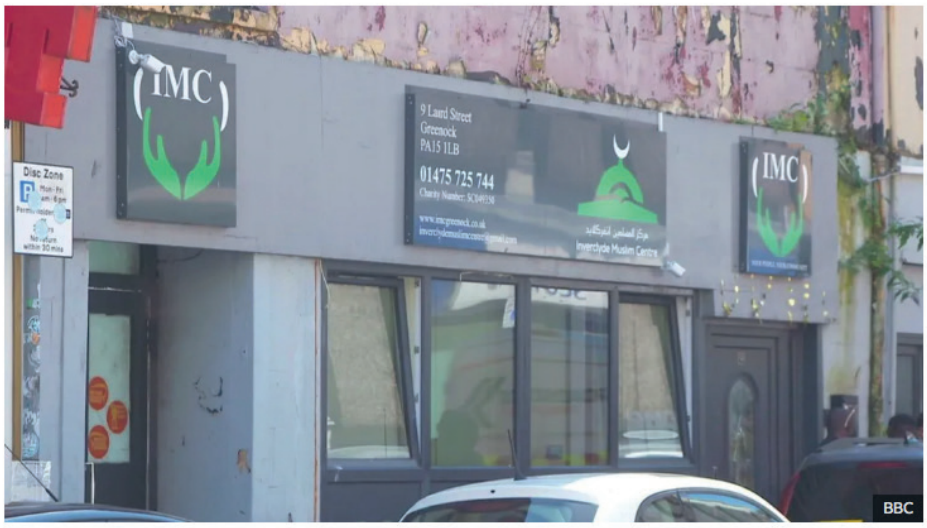


The incident took place at the Islamic Centre on University Road on Friday night


A broken window at the centre in Belfast

**Royaume-Uni :** Le 20 juin 2025, un engin explosif a été lancé à travers la fenêtre du Centre islamique de Belfast lors d'une attaque perpétrée vendredi soir, a déclaré la police. Les personnes présentes dans le centre étaient en train de prier à l'intérieur du bâtiment situé sur University Road lorsque l'attaque a

été signalée. L'incident a déclenché une alerte de sécurité et le bâtiment a été évacué. La police a déclaré qu'un homme avait été arrêté en vertu de la loi sur le terrorisme. cvi



The boy was arrested outside Inverclyde Muslim Centre in Greenock

**Royaume-Uni :** un adolescent qui avait planifié un massacre en incendiant une mosquée a plaidé coupable de terrorisme. Âgé de 17 ans, il a été arrêté en janvier 2025 après avoir été surpris par la police en possession d'un pistolet à air comprimé et de bombes aérosols à l'extérieur du centre musulman Inverclyde à Greenock. La Haute Cour de Glasgow a appris que le garçon, qui était autiste, croyait que les Blancs étaient engagés dans une guerre raciale et avait « développé des sympathies » pour le parti nazi. Le garçon avait dit à l'imam de la mosquée qu'il voulait devenir musulman afin d'avoir accès au bâtiment et de planifier son attaque. Le tribunal a appris qu'il avait initialement voulu poser des bombes dans son école en décembre 2024, avant de décider de cibler la mosquée. Grâce à des renseignements fournis par la police, les agents ont arrêté le garçon, alors âgé de 16 ans, devant le centre musulman d'Inverclyde. Il portait un sac à dos contenant un pistolet à air comprimé qu'il comptait utiliser pour retenir les fidèles à l'intérieur du bâtiment après y avoir mis le feu. cvii

**France :** Une salle de prière musulmane a été la cible d'une tentative d'incendie criminel en France dans la nuit du 14 au 15 août à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), a confirmé la préfecture le 15 août 2025. Selon les premières conclusions, « des tracts ont été incendiés et coincés dans la porte d'entrée » du lieu de culte avant que des passants n'éteignent rapidement les flammes. Le responsable religieux du site a porté plainte. À ce jour, aucune information n'a été divulguée concernant les auteurs de cet acte. C'est le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, qui

a annoncé l'incident sur le réseau social X. Dans un message, il a exprimé sa solidarité : « Mes pensées vont aux fidèles touchés par cet acte antimusulman profondément lâche. » cviii




**Inde :** Le 5 août 2025, l'administration du district de Jorhat a démoli une madrasa et le mur d'enceinte d'une mosquée voisine après que des membres de l'organisation nationaliste assamaise Bir Lachit Sena aient affirmé que ces structures avaient été construites illégalement. Les autorités ont déclaré que la démolition avait été effectuée sous haute sécurité policière afin d'éviter tout trouble à l'ordre public. Le Sena, un groupe régional connu pour sa position anti-immigration agressive, a affirmé que ces structures religieuses empiétaient sur des terrains publics. Bien que l'administration n'ait pas encore produit de documents officiels confirmant cet « empiétement », un haut fonctionnaire a déclaré que cette mesure s'inscrivait dans le cadre d'une « campagne de routine » visant à démolir les constructions non autorisées. Le Bir Lachit Sena a salué la démolition comme une « victoire pour les droits des autochtones » et a fait part de son intention de mener des actions similaires dans d'autres régions de l'Assam. Les détracteurs ont toutefois averti que de telles mesures pourraient renforcer les préjugés anti-musulmans. cix



**Inde :** La mosquée, située sous le poste de police d'Irani, avait plus de cent ans et était régulièrement fréquentée par la communauté musulmane pour la prière. Près de 90 % des habitants de Tilabazar et de ses environs appartiennent à la communauté musulmane. Selon certaines informations, l'imam de la mosquée aurait découvert un sac en plastique posé sur le sol à l'intérieur de la mosquée. Lorsque les habitants l'ont ouvert, ils ont trouvé à l'intérieur de la viande de porc accompagnée d'une lettre manuscrite. La lettre affirmait que « Tripura était autrefois un État hindou, que les musulmans ne vivaient pas à Tilabazar et que le site appartenait à l'origine au temple de Gaur Govinda. Par conséquent, la mosquée devait être démolie immédiatement ». cx

**Inde :** À Balapur, près d'Hyderabad, un groupe d'activistes de droite a organisé un sit-in devant la Madarsa Noomania pour exiger sa fermeture. Ce séminaire, qui existe depuis sept ans, est installé dans la Masjid-e-Hussaini, une mosquée vieille de près de 400 ans datant de l'époque Qutb Shahi, où sont célébrées cinq prières quotidiennes. Selon Amjedullah Khan, porte-parole du Majlis Bachao Tehreek (MBT), la manifestation a été organisée délibérément pour attiser les tensions. « Des éléments communautaires ont organisé une manifestation pour réclamer la fermeture de la Madarsa Noomania. Il s'agit d'une mosquée Qutb Shahi vieille de 400 ans, et la madrasa y fonctionne pacifiquement depuis des années. De telles actions ne visent qu'à créer des troubles communautaires », a-t-il déclaré. M. Khan a en outre accusé la police de Balapur d'être restée passive pendant la manifestation, permettant aux manifestants de scander des slogans antimusulmans pendant près de deux heures. La direction de la madrasa a

précisé que tous ses étudiants étaient des habitants de Telangana, rejetant les allégations selon lesquelles des étrangers y seraient inscrits.cxi

**Inde :** Une madrasa établie de longue date à Kushinagar, dans l'Uttar Pradesh, s'est retrouvée une nouvelle fois au cœur d'une polémique après avoir été qualifiée d'« illégale » par un membre de la commission d'État, malgré les enquêtes officielles et l'approbation du magistrat de la sous-division (SDM) confirmant son statut légal. Cette controverse a suscité une profonde inquiétude au sein de la communauté musulmane locale, qui y voit une nouvelle tentative de discréditer les établissements d'enseignement gérés par des minorités. L'établissement en question, la madrasa Anjuman Islamia Faizul Uloom, située dans le quartier n° 15, Dhanauji Khurd, sous la juridiction du Fazilnagar Nagar Panchayat, fonctionnait depuis plus de deux décennies. En 1996, elle a reçu une subvention du gouvernement pour soutenir son travail. Mais le 27 septembre 2021, une enquête menée au niveau du tehsil a révélé que la madrasa était située sur un terrain de 0,02480 hectare appartenant au Gram Sabha. Si cela a initialement soulevé des questions, la même enquête a noté que le Gram Sabha n'avait soulevé aucune objection à la présence de la madrasa. L'affaire semblait réglée lorsque, le 20 décembre 2021, le SDM a officiellement approuvé le transfert du terrain au nom de la madrasa. « Nous gérons cette madrasa avec l'autorisation totale de l'administration. Tout est consigné dans les registres », a déclaré Serajul, le directeur de la madrasa. « Pourquoi cette question est-elle à nouveau soulevée alors que les autorités elles-mêmes l'ont régularisée ? » Cependant, le calme a été rompu lorsque Phoolbadan Kushwaha, membre de la Commission des classes défavorisées de l'État de l'Uttar Pradesh, a écrit au ministre en chef Yogi Adityanath pour dénoncer l'illégalité de la madrasa. Dans sa lettre, il affirmait que l'établissement avait illégalement occupé des terres appartenant au Gram Sabha, construit ses locaux sans en détenir la propriété légale et même commis des actes de corruption lors de récentes nominations. « Les nominations ont été faites en échange de pots-de-vin, et le fils du propriétaire foncier d'origine touche un salaire sans avoir les qualifications requises », a déclaré Kushwaha. Ces accusations ont non seulement déstabilisé l'administration de la madrasa, mais ont également alarmé les élèves et leurs parents. « Nous venons ici pour apprendre. Maintenant, nous sommes inquiets pour notre avenir. Si la madrasa ferme, où irons-nous ? », a déclaré Mohammad Danish, un élève du secondaire.[212]




Two people wearing masks were caught on CCTV throwing paving slabs at the mosque



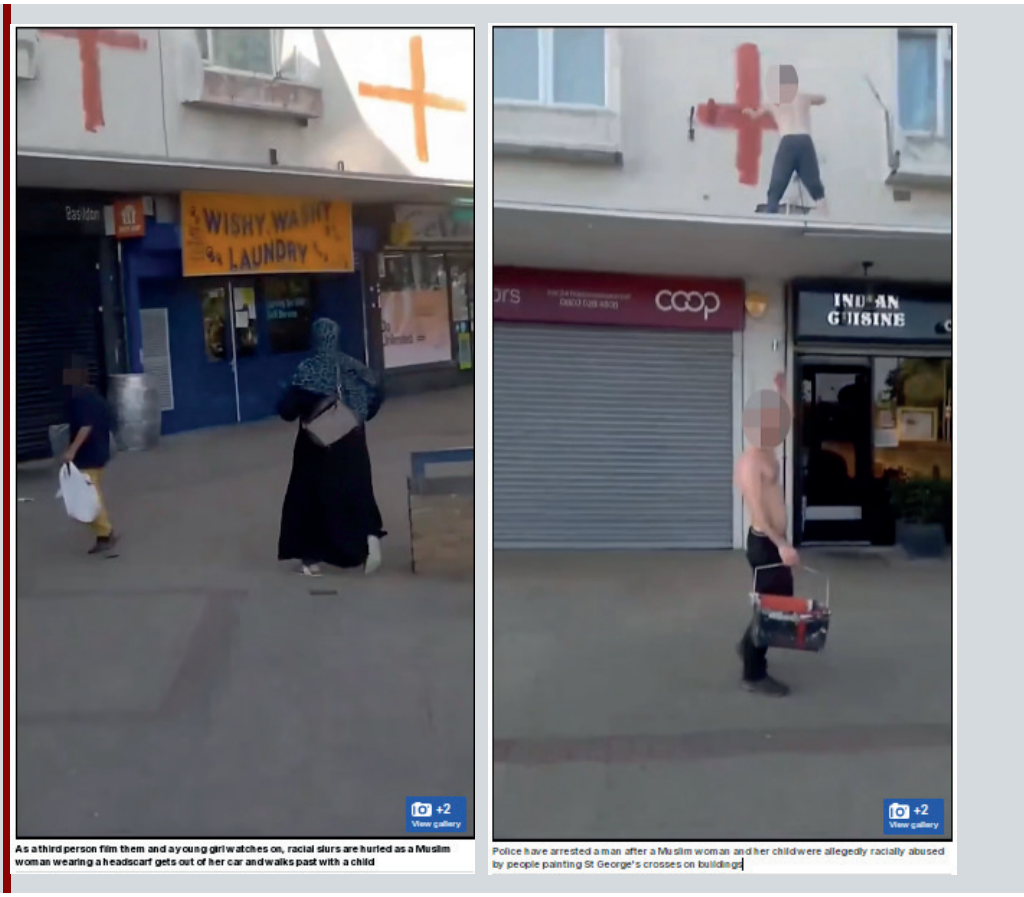

**UK:** Two attacks on a mosque in Greater Manchester in past months had left the Muslim community there feeling unsafe, an imam has said. Dr Ibrahim, from Elaf Mosque in Cheadle Heath, Stockport, said two people wearing masks were captured on CCTV throwing large chunks of paving slabs through the mosque's windows just before 03:00 BST on 4 September 2025 morning. In April 2025, some attackers threw rubbish and pork meat through the door on to the carpet inside, he said. Greater Manchester Police said the force had been investigating both incidents.[213]



Police are seeking to speak to two people (one pictured, left) in connection with the incident, which they said they were treating as a hate crime. Right, close up of the damage to the mosque. (Screenshot/Avon and Somerset Police/ITV News)

**UK:** A mosque in Taunton, in southwest England, had its windows smashed in an act of vandalism, prompting police to appeal for information, it was reported on 11 September 2025. The incident occurred in the early hours of the morning on 6 September at the Taunton Central Mosque and Islamic Centre. Sajjad Jabarkhel, who worked at the mosque, said the attack had left the community feeling "hurt." He told ITV News: "There's a sense of hurt and disappointed that this has happened and it comes at a cost, most people have lived here for years and when something like this happens it is painful. In terms of the spirit of the community, they see Taunton as their home."[214]

**UK:** A deceased pig and an Israeli flag had been found at the entrance of a mosque. The Muslim community at Central Oxford Mosque was left "heartbroken" after the incident. Police had pledged to "do everything" in their power to locate the perpetrator. They report that a solitary man, dressed in a grey tracksuit and balaclava, scaled the Masid fence of the place of worship around 12.35am on 19 August 2025. He is alleged to have affixed pork to the Masjid door handles and hung an Israeli flag on the central door.[215]




**UK:** Police have arrested a man after a Muslim woman and her child were allegedly racially abused by people painting St George's crosses on buildings.

Footage widely circulated on social media shows two topless men painting red crosses on the white walls of flats above a row of shops and restaurants on a high street in Basildon, Essex. As a third person filmed them and a young girl watches on, racial slurs were claimed to have been hurled as a Muslim woman wearing a headscarf gets out of her car and walks past with a child. The row of shops, off Whitmore Way, features venues such as an Indian restaurant, a Chinese takeaway and a burger bar. Essex Police has confirmed that a man, from Basildon, had been arrested on suspicion of a racially aggravated public order offence and conspiracy to commit criminal damage.[216]

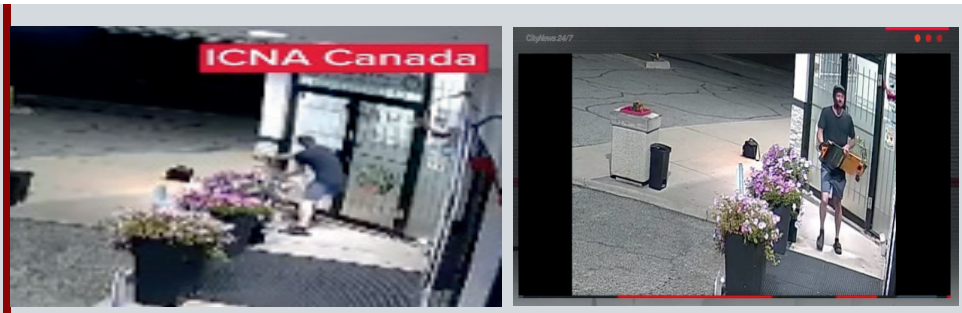



The Islah mosque, in Montreuil, Seine-Saint-Denis, on the outskirts of Paris, was one of the mosques where pigs' heads were discovered. Photograph: Bertrand Guay/AFP/Getty Images

**France:** At least nine pigs' heads were found outside several mosques in the Paris region on 9 September 2025, the city's police chief said, prompting alarm over rising anti-Muslim hatred. "Pigs' heads have been left in front of certain mosques ... Four in Paris and five in the inner suburbs," Laurent Nuñez told a press conference, adding that officers were not "ruling out the possibility of finding more". Police have opened an investigation into incitement to hatred aggravated by racial or religious discrimination, Nuñez said, calling the acts "despicable".[217]

**Netherlands:** Nine mosques in the Netherlands had received hate-filled letters smeared with what appeared to be blood, sparking shock and concern among Muslim communities, local media reported on 12 September 2025. The mosques targeted were located in Rotterdam, Eindhoven, Arnhem, Tilburg,

and The Hague, according to Dutch daily AD. The letters contained defamatory language, insults, and cartoons of the Prophet Muhammad – seeking to insult by flouting Islam's ban on such representations. "This is a form of intimidation and threat," Joram van Klaveren of the national mosque association K9 told public broadcaster NOS. "The letters are full of hate rhetoric. In Rotterdam, one letter even referred to the 'last days of Islam in Europe.'"[218]




Canada: Police in Peel Region were investigating an alleged hate-motivated incident after a Mississauga Islamic centre was vandalized. Surveillance video shows a man using his skateboard in the early hours of 15 August 2025 to break the glass doors of the Mississauga chapter of the Islamic Circle of North America. The president of the centre told OMNI News the man in the video had been seen passing by the location several times and waving at them in a friendly manner prior to the incident. "They told us that they saw this person a number of times here on his skates, and even some people said he said hello to them," said Minhaj Quershi, who adds the Muslim community remains concerned for their safety in the wake of the attack. "This is a hate crime and Islamophobia, because we had nothing before this. After this, the community feels very harassed …even the number of children not coming here for evening schools, for the morning Quran classes, they are afraid."[219]



**Canada:** It was an emotional rollercoaster at the Stittsville Muslim Association (SMA) on 1 September 2025, with tears, frustration and glimmers of hope. Dozens of community members gathered at their headquarters for a public meeting to address the recent racial slur spray-painted on one of SMA's buildings. The shed-like structure behind their headquarters was targeted on the night of 26 August 2025. Security camera footage shared by the SMA showed a person scrawling something on a wall, then hurrying away. In photos taken the next day, the N-word could be seen on the side of the building, near where kids line their bikes and play basketball. Amir Siddiqi, the SMA's president, said Monday that it's just the latest in a slew of Islamophobic incidents members in the community had faced. The week before vandalism was also one of several recent hateful acts being investigated by Ottawa police. Others have included the assault of a young Muslim woman on an OC Transpo bus and the stabbing of an elderly Jewish woman at a grocery store.[220]

**Canada:** Police were looking for information after more anti-Muslim graffiti was found on a bench along the waterfront trail in Ajax on 2 September 2025. Durham Regional Police said they were called to the area of Lakeview Boulevard and Poplar Avenue, where officers later discovered the graffiti. A similar hate-motivated graffiti was reported at the same location on August 2025, police said. "We recognize the impact these incidents can have on our community, particularly the Muslim community. Acts that target or instill fear in any group are unacceptable and are taken very seriously," police said in a news release on 3 September 2025.[221]

**UK:** Police were treating a fire that caused significant damage to a mosque in East Sussex as suspected arson attack and a hate crime - as detectives released images of two people they wish to identify. The blaze, which broke out shortly before 10pm on 4 October 2025 at a mosque in Peacehaven, damaged the building's front entrance and a vehicle parked outside. No one was injured in the incident, Sussex Police confirmed. The force said footage showed two people wearing masks and dark clothing appearing to approach the front door before spraying accelerant on the entrance of the mosque and igniting a fire.[222]



Muslims in France are shaken after heads of pigs, considered impure in Islam, were found on September 9, 2025 at several mosques in Paris [File: Bertrand Guay/AFP]

**France:** On September 8, 2025, nine severed pig heads were scattered on mosque doorsteps across Paris and nearby suburbs in what French authorities investigated as foreign interference. The Paris prosecutor's office reported two individuals in a Serbian-plated car approached a Normandy farmer the evening of September 8 to buy "about 10" pig heads. CCTV footage showed them arriving in Paris's Oberkampf neighborhood. After depositing pig heads at nine mosques, the vehicle crossed into Belgium on September 9. "The pig heads left in front of mosques in the Paris region were placed there by foreign nationals who immediately left the country, with the clear intention of causing unrest within the nation," the Paris Public Prosecutor's Office stated. "The aim is to unsettle our fellow citizens, ultimately raising questions about the country we live in, about their safety, and then, of course, creating divisions between communities," Paris prosecutor Laure Beccuau said.[223]



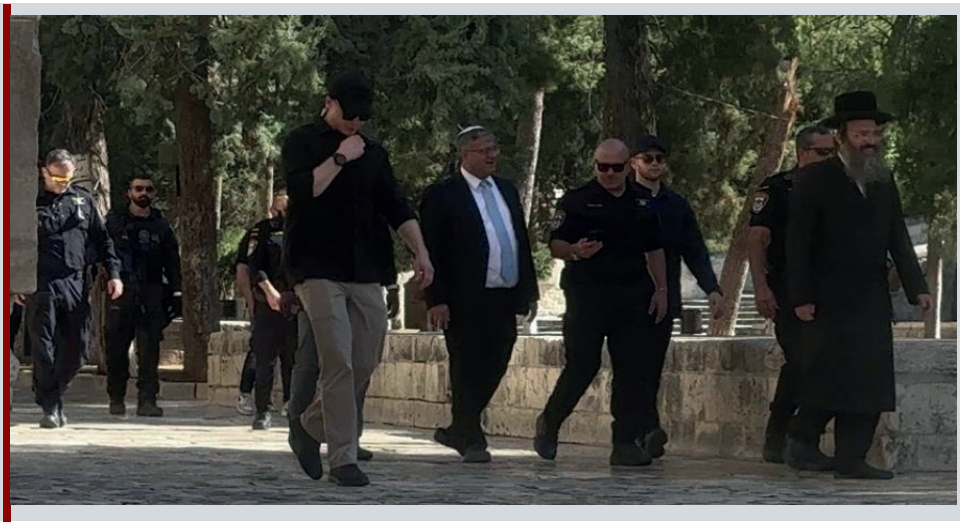
**Australia:** A Gold Coast mosque was allegedly targeted in a September 7, 2025, bomb hoax, while the week before a bomb threat forced the Islamic College of Brisbane to evacuate 1,700 students. Muslim community leaders across southern Queensland said they're alarmed by recent weeks' Islamophobia rise, including bomb threats and child-directed abuse.[224]

**Sweden:** A mosque in the town of Hultsfred in southern Sweden was destroyed in a fire overnight Tuesday 23 September 2025, with police treating the incident as suspected arson, local authorities said. The blaze broke out late on 22 September and quickly engulfed the building, which had previously been a church before being converted into a mosque, the Swedish Herald reported. "We do not know how the fire started, but it has burned heavily in the building," Michael Hesselgard of the rescue service said. No injuries were reported, but the structure was reduced to ruins. "The building will be completely destroyed. It will not be possible to use it for anything," Hesselgard said.[225]

**Sweden:** Swedish police announced on 17 October 2025 that they suspect a hate crime behind a fire at a newly built mosque that occurred on 16 October in the northern city of Lulea. "The building is not completely burned down, but it has fire damage. We suspect it was deliberately set and are investigating it as arson, but there is no suspect at this time," police officer Casey Causevic told broadcaster SVT. There are no reports of injuries in connection with the fire, and the area is cordoned off while police conduct a technical investigation. "We woke up today to a tragic event and a shameful attack that shows hate and evil directed at our mosque in Lulea. We are grateful that no one was hurt, but the damage to the building is evident," the Norrbottens Islamiska Center (NIC) wrote on the US social media company, Facebook.[226]



**India:** Two Mosques in One Week Demolished in Uttar Pradesh India-Sparking Muslim Anger. Indian authorities demolished a mosque and a sprawling wedding hall in Uttar Pradesh's Sambhal district on 2 October 2025, sparking fresh outrage among the Muslim community and marking the second such mosque demolition in the state within four months. The structures, located in Raya Barah village, were torn down using bulldozers under heavy police security, including Provincial Armed Constabulary (PAC) forces.[227]



**The Occupied Palestinian Territory:** On 14 October 2025, Far-right Israeli National Security Minister Itamar Ben-Gvir stormed the Al-Aqsa Mosque compound in occupied East Jerusalem for the second time in a week, a Palestinian agency said. Jerusalem's Islamic Endowments Directorate and witnesses said the extremist minister entered the flashpoint site under heavy Israeli police protection. The week before, Ben-Gvir made a similar incursion at the start of the Jewish Sukkot holiday.[228]



**The Occupied Palestinian Territory:** In a video showing him praying at the compound, in a fresh challenge to a decades-old understanding which allowed only Muslim worship at the site he said "Every house in Gaza has a picture of the Temple Mount, and today, two years later, we are winning on the Temple Mount. We are the owners of the Temple Mount". The video released by his Jewish Power party.[229]




Glasgow Central Mosque said it was "deeply upset" to discover the vandalism

**UK:** A Glasgow mosque has been vandalised with racist graffiti in a hate crime. Glasgow Central Mosque said it was "deeply upset" to discover "Scots First" had been daubed on a wall outside the building on Adelphi Street. An investigation by Police Scotland had been launched, with the force saying the graffiti was "vile". The incident happened between 17:00 on Sunday and 09:00 on 27 October 2025.[230]




**Netherlands:** A mosque in Flevoland had been targeted by racists who left a bag of shredded Korans on the doorstep. The bag was found on 9 November 2025 morning outside the Yunus Esme Mosque, one of two in Emmeloord. Flyers were attached to some of the books with slogans such as "stop Islamisation", "No Jihad in the Netherlands" and "No mosque in our street." Omroep Flevoland said the incident was one of several in the past weeks at the mosque, which was next door to a police station on Harmen Visserplein. On 14 November 2025 a dead bird was placed on the doormat shortly before weekly prayers began. The imam had received threatening phone calls from people vowing to destroy the building while people were worshipping inside. "We're going to crush you," the anonymous callers reportedly said. The chair of the mosque, named only as Aslan, said social activities such as children's groups and youth clubs, had been suspended while police investigate the incidents.[231]



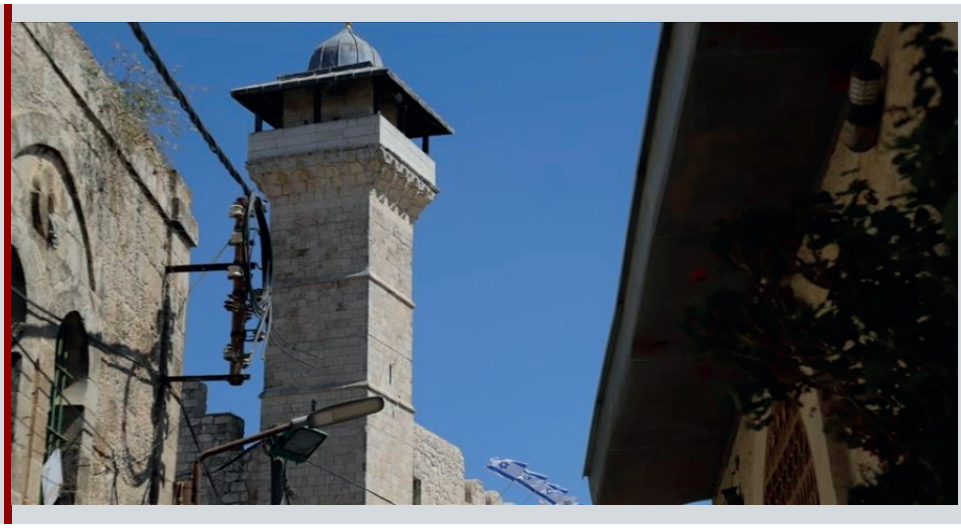
Israeli forces surround the al-Hajj Hamid Mosque in the occupied West Bank. *(Issam Rimawi/Anadolu/Getty Images)*



Palestinian men inspect burned property in the mosque. *(Ali Sawafta/Reuters)*

**Territoire palestinien occupé :** selon les autorités palestiniennes, des colons israéliens ont incendié une mosquée et l'ont recouverte de graffitis en Cisjordanie occupée le 13 novembre 2025, dernier épisode en date d'une vague d'attaques de plus en plus effrontées menées par des colons contre des Palestiniens. Le ministère des Awqaf et des Affaires religieuses a déclaré que les colons avaient attaqué la mosquée Hajjah Hamidah à Salfit, dans le nord de la Cisjordanie, qualifiant cet acte de « crime odieux et d'atteinte flagrante aux sentiments des musulmans ». L'attaque a entraîné l'incendie d'une partie de la mosquée et sa dégradation par des graffitis racistes par des bandes de colons, qui commettent quotidiennement des agressions contre des lieux saints islamiques et des propriétés de citoyens, dans un contexte d'escalade systématique tant de la fréquence que de la nature de ces violations », a déclaré le ministère dans un communiqué. Selon le maire

de Deir Istiya, les colons ont attaqué la mosquée tôt jeudi matin, avant la prière. « De nombreuses maisons et voitures n'ont pas été attaquées, mais l'attaque visait plutôt un symbole religieux afin de provoquer les musulmans avec des phrases offensantes contre le prophète [Mahomet] et les musulmans », a déclaré Abdul Rahim Zidan dans une interview accordée à la Télévision publique palestinienne.[232]



**Territoires palestiniens occupés :** Israël ferme la mosquée d'Ibrahim à Hébron et impose un couvre-feu aux Palestiniens pour une fête juive Les forces israéliennes ont maintenu un couvre-feu pour les Palestiniens dans la vieille ville d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, et ont fermé la mosquée d'Ibrahim aux fidèles musulmans afin de permettre aux colons illégaux de célébrer une fête juive, ont déclaré des militants locaux le 15 novembre 2025. L'armée a imposé le couvre-feu depuis le matin du 14 novembre dans plusieurs quartiers de la vieille ville, a déclaré à Anadolu Aref Jaber, membre du Comité de défense de Hébron, une organisation non gouvernementale, et résident de la région. M. Jaber a déclaré que les forces israéliennes avaient fermé les postes de contrôle militaires menant à la vieille ville et interdit toute entrée et sortie.[233]

**Territoire palestinien occupé :** Le 24 octobre 2025, des colons israéliens ont vandalisé le contenu d'une mosquée à Khirbet Tana, un hameau situé près de la ville de Beit Furik, à l'est de Naplouse. Thaer Hanani, responsable du Comité pour la défense des terres de Tana, a déclaré que les colons avaient pris d'assaut la mosquée Bayt Al-Sheikh et saccagé l'ensemble du bâtiment, y compris ce qui restait des panneaux solaires, et endommagé les tapis à l'intérieur. Il a ajouté que les colons avaient également détruit ce qui restait de l'école Al-Sumoud 3, qui avait déjà été en grande partie démolie après que quelque 40 familles aient été contraintes de quitter la région au début de l'année 2025.[234]

## Incident visant un individu musulman




**Inde :** un jeune musulman a été battu à mort par des membres du Bajrang Dal à Majhola, dans le district de Moradabad, en Uttar Pradesh, le 30 décembre 2024, après avoir été accusé par la foule d'avoir abattu une vache. Le meurtre de Shahideen Qureshi, un habitant d'Asalatpura, a déclenché des tensions dans la région. La police a enregistré une plainte contre les agresseurs après que Shahjad, le frère de Shahideen, ait porté plainte. Aucune arrestation n'a été effectuée. Après avoir accusé le jeune musulman d'avoir abattu une vache, la foule hindouiste l'a battu à coups de bâtons, de poings et de pieds, le laissant inconscient. Une vidéo présumée de cette horrible agression a circulé en ligne le 31 décembre. Shahideen a finalement été sauvé de la foule par la police, qui l'a transporté d'urgence à l'hôpital le plus proche. Cependant, malgré les soins prodigués, il est décédé le 30 décembre. Son corps a ensuite été remis à sa famille.[235]



**Inde :** L'organisation de défense des droits humains MASUM a écrit à la Commission nationale des droits humains (NHRC) pour lui demander de prendre des mesures immédiates suite à un incident de crime haineux commis par un agent des forces de sécurité frontalières. Selon une plainte officielle déposée par MASUM, Hasanur Gazi, un homme d'affaires connu de Hakimpur, dans le district de North 24 Parganas, au Bengale occidental, a été victime d'insultes, d'agressions physiques et de haine religieuse de la part du personnel des BSF à Tarali Mini BOP le 9 octobre 2024. Gazi, résident du village de Tarali et propriétaire d'un magasin de réparation de vélos et d'automobiles, a affirmé avoir été arrêté et agressé par un agent de la BSF, identifié comme Kuldeep, alors qu'il rentrait chez lui à moto. L'agent aurait pris pour cible l'identité musulmane de Gazi, lui tirant la barbe et tenant des propos désobligeants sur sa foi. L'incident aurait dégénéré lorsque l'agent a démonté la moto de Gazi et l'a menacé de fausses accusations en vertu de la loi sur les stupéfiants et les substances psychotropes (NDPS). L'agent aurait refusé de céder malgré la présentation par Gazi de pièces d'identité et de documents officiels valides. Gazi a ensuite déposé plainte auprès des autorités locales, notamment auprès du responsable du développement local (BDO) de Swarupnagar et du commissaire de police (SP) du district de Basirhat, mais n'a reçu aucune réponse.[236]



**Inde :** Sheikh Tajuddin, un commerçant local du district de Saraikela Kharsawan, dans l'État du Jharkhand, n'aurait jamais imaginé que son apparence musulmane et sa « dadhi (barbe) – topi (calotte) » feraient de lui la cible de violences collectives. Le matin du 8 décembre 2024, ce résident de Kapali, Ghousnagar, aurait été agressé par un groupe d'assaillants armés de barres et de matraques dans le village de Sapara. « Mon abbu (père) se rendait souvent à Sapara, qui se trouve à seulement six ou sept kilomètres de chez nous. Il faisait le commerce de légumes et de bétail et se déplaçait d'un village à l'autre », a déclaré Tabrez, le fils du défunt, à TwoCircles.net. Vers 10 heures du matin, le 8 décembre, la famille a reçu un appel l'informant d'un accident. Cependant, lorsqu'elle est arrivée à l'hôpital, elle a découvert la tragique vérité. Tajuddin n'avait pas repris conscience. Ses trois filles mariées sont restées à ses côtés, s'occupant de lui pendant ses derniers jours. Dans cette situation intense, ils n'ont pas pensé à aborder les aspects juridiques de l'affaire. Les villageois ont affirmé que les agresseurs accusaient Tajuddin d'avoir volé des animaux. Il aurait été roué de coups jusqu'à en être couvert de bleus. Une fois que son sang a commencé à couler de ses blessures, la foule se serait dispersée. L'homme de 50 ans a d'abord été transporté à l'hôpital Tata Memorial avant d'être transféré au RIMS de Ranchi, où il a succombé à ses blessures le 13 décembre 2024. « Mon père était un musulman pratiquant, qui priait cinq fois par jour et appelait souvent à l'azan (appel à la prière islamique) car la mosquée était toute proche. Il a été accusé de vol, mais ce n'était pas le genre de personne qu'il était », a déclaré Tabrez, la voix étranglée par les larmes qui coulaient sur son visage après la « Namaz-e-Janaza » (prière funéraire) de son père, le 14 décembre. Le jeune homme de 24

ans était trop accablé par le chagrin pour donner plus de détails sur la situation. Le neveu de Tajuddin, Arshad Ansari, a décrit son oncle comme un « homme noble » qui était facilement reconnaissable comme musulman. « Il n'y avait aucune raison de l'attaquer. Il avait des liens de longue date avec la région, et les agresseurs l'ont pris pour cible dans un endroit peu fréquenté », a-t-il déclaré. Après l'incident, la police d'Adityapur a arrêté Mannu Yadav, Chela Yadav, Sanjay Yadav et Gautam Mandal du village de Sapra et les a inculpés en vertu des articles 126 (2) – séquestration illégale ; 115 (2) – blessures volontaires infligées à une autre personne ; 117 (2) – blessures graves infligées intentionnellement ; 109 – tentative de meurtre ; et 3 (5) – intention commune de commettre un crime ; du Bharatiya Nyaya Sanhita (BNS). Cependant, la famille estime que d'autres personnes étaient impliquées.[237]



**Inde :** À Kauakol, dans le district de Nawada, dans l'État du Bihar, le 24 décembre 2024, Mohammad Sajjad Ali, 70 ans, muezzin et secrétaire d'une mosquée, a été brutalement tué à coups de lourde barre de fer alors qu'il rentrait chez lui après la namaz (prière). Au cours de cette attaque, trois hommes et une femme musulmans ont également été gravement blessés. La barre l'a frappé à la tête, entraînant sa mort immédiate ; il a ensuite été emmené et jeté sur la route. S'adressant aux médias, le gendre de Sajjad a déclaré : « C'était un homme bon qui rentrait chez lui sans déranger personne, ils l'ont traîné et l'ont frappé si fort qu'il a fini par mourir."[238]

**Inde :** un musulman est décédé alors qu'il était en garde à vue le 20 janvier 2025 dans la ville de Sambhal, dans l'Uttar Pradesh. Le corps d'Irfan a été retrouvé au poste de police de Ratti, dans le secteur du commissariat de Nakasa. La famille et des centaines d'habitants ont protesté contre la mort d'Irfan, alléguant un acte criminel et des tortures policières. La femme de la victime, visiblement

bouleversée, submergée par le choc et le chagrin, a déclaré aux médias : « Ils ont emmené mon mari au poste de police où il a été battu à mort sans pitié. Nous les avons suppliés et leur avons dit qu'il était malade et qu'il fallait lui laisser le temps de prendre ses médicaments, mais ils ne nous ont pas écoutés. » Selon la famille, Irfan, qui avait subi une opération la veille, n'a pas été autorisé à prendre ses médicaments lorsque quatre policiers l'ont emmené de force.[239]



**Inde :** lors d'un incident troublant, un groupe de jeunes femmes musulmanes a été pris pour cible par des hommes hindouistes d'extrême droite lors d'une foire dans le village de Milikhan Jahanpur, situé dans la ville de Firozabad, dans l'Uttar Pradesh. L'incident a été révélé au grand jour le samedi 9 février 2025, lorsqu'une vidéo de l'intimidation a fait surface sur les réseaux sociaux, suscitant une vague de condamnations et d'indignation. La vidéo largement diffusée montre un homme debout derrière les femmes musulmanes vêtues de burqas noires, scandant agressivement « Jai Shri Ram » dans un acte d'intimidation manifeste. Il fait des gestes inappropriés à leur égard en chantant « Palat, tera dyan kidar hai, yai tera hero idar hai » (Où est ton attention, ton héros est ici).[240]



**Inde :** un adolescent musulman de 15 ans aurait été agressé le 20 janvier 2025 dans l'État d'Assam par des individus se présentant comme membres d'une

organisation d'extrême droite, après avoir été accusé d'avoir effacé un graffiti « Jai Sri Ram » à l'extérieur de son école. Selon le quotidien The Siasat Daily, l'incident, qui s'est produit dans la région de Sadarghat, dans le district de Silchar, aurait vu les agresseurs forcer le garçon à scander le slogan communautaire tout en filmant l'agression, qui a ensuite été partagée sur les réseaux sociaux avec des commentaires incendiaires contre Allah. Les agresseurs, parmi lesquels se trouvaient des élèves de l'école de la victime, ont accusé le garçon d'avoir effacé le graffiti pour écrire le nom « Allah », bien qu'il ait toujours nié toute implication. Malgré ses protestations d'innocence, il aurait été contraint d'accepter la responsabilité de cet acte. La diffusion de la vidéo a exacerbé les tensions communautaires, suscitant des appels à la responsabilité.[241]

**Inde :** Le 2 mars 2025, lors d'une descente de police dans un village du district d'Alwar, Alisba, un nourrisson âgé d'un mois, serait mort après avoir été écrasé sous le pied d'un policier alors qu'il dormait sur un lit de camp à côté de sa mère. Imran, un ouvrier journalier, a déclaré que tandis qu'il dormait à côté de deux de ses trois enfants, sa femme dormait avec leur fille d'un mois, Alisba, qui était enveloppée dans une couverture lorsque la police a fait irruption dans leur maison vers 6 heures du matin sans préavis. Selon certaines informations, dans le village de Raghunathgarh, situé dans la zone couverte par le poste de police de Naugaon, l'équipe de police qui a mené le raid chez Imran Khan était dirigée par les agents Girdhari et Jagveer, accompagnés des agents Sunil, Rishi et Shahid. Lorsque la police n'a pas donné suite à la plainte de la famille, les villageois en colère se sont rassemblés devant la résidence du SP (Rural) d'Alwar, exigeant justice et organisant une manifestation pour protester contre la brutalité présumée. « Alors que je dormais sur un lit de camp avec ma petite fille, les policiers sont arrivés soudainement, m'ont tirée hors du lit et m'ont expulsée de la pièce. Ils ont également tiré mon mari hors du lit. Ils ont marché sur la tête de ma petite fille et l'ont tuée. C'est un meurtre, et je veux que justice soit faite », a déclaré Razida Khan, mère du nourrisson décédé, au Times of India.[242]



**Inde :** Le 3 mars 2025, un groupe d'hommes musulmans sortant d'une mosquée après la prière du Taraweeh à Vatva, Ahmedabad, ont été attaqués à coups de pierres et contraints, sous la menace d'un couteau, de scander « Jai Shri Ram », ont déclaré des témoins oculaires. Les agresseurs ont pris pour cible ceux qui portaient une calotte, un signe distinctif courant chez les hommes musulmans. Alors que les fidèles sortaient de la mosquée, des pierres ont été lancées depuis les toits, semant la panique. Certains assaillants auraient brandi des couteaux et menacé des enfants, les forçant à scander des slogans hindouistes. Au moins trois personnes ont été blessées, dont un garçon de 17 ans qui a été touché dans le dos par une pierre alors qu'il rentrait chez lui après le travail. Les agresseurs auraient crié des slogans appelant à la violence contre ceux qui portaient des vêtements traditionnels musulmans tels que des kurta-pyjamas et des calottes.Cette attaque soudaine a bouleversé la communauté, dont de nombreux membres craignent désormais pour leur sécurité lors des prières du Tarawih tard dans la soirée. Lorsque les victimes ont tenté de porter plainte, elles ont affirmé que la police avait refusé de nommer les suspects, les qualifiant plutôt d'« inconnus ». Un habitant de la région a demandé une surveillance policière accrue jusqu'à l'Aïd afin d'assurer la sécurité des fidèles. « Il y a une tendance qui se dessine ici. Lorsque les coupables sont arrêtés, ils sont enregistrés en vertu de l'article 189 du BNS et libérés dans la demi-heure qui suit. Personne n'est jamais vraiment tenu responsable », a déclaré un témoin au journal The Observer Post.[243]

**Inde :** Un Maulana âgé a été brutalement agressé dans un train sous des accusations de harcèlement alors qu'il tentait de collecter des dons pour une madrasa dans la ville de Gangapur, Rajasthan. Les agresseurs l'ont accusé de harcèlement ; cependant, les autorités ferroviaires n'ont pas encore confirmé ces allégations. Selon la famille de la victime, il était assis à sa place, récitant le saint Coran. La famille a allégué : « Certains hommes sont montés dans le train alors que le Maulana montait. Ils ont tenu des propos désobligeants sur les musulmans en s'asseyant autour de lui, s'assurant qu'il entendait ces remarques. Puis une femme a pointé du doigt le Maulana et l'a traité de Pakistanais. Lorsque la situation a dégénéré, le contrôleur lui a demandé de s'approcher de la porte, moment où les deux hommes et la femme ont commencé à le battre sans pitié. » Le Maulana est directeur d'une madrasa dans la ville de Gangapur et s'était rendu à Ankaleshwar pour collecter des fonds pour la madrasa. Dans la vidéo de l'agression brutale, on peut voir deux hommes et une femme maltraiter l'homme âgéLa vidéo de l'agression était publiée par Jitendra Pratap Singh, un

partisan de Narendra Modi En réaction à la vidéo, Wasim Akram Tyagi a écrit sur X, « Tout extrémiste haineux voyageant dans un train considère comme son droit d'attaquer un musulman après l'avoir vu. Une femme a porté de fausses accusations contre un vieil homme, puis une foule l'a attaqué ».”[244]

**Inde :** Deux frères musulmans ont été agressés avec des armes blanches et des bâtons et forcés de scander le slogan hindou « Jai Shri Ram » par un groupe d'une dizaine de personnes collectant des dons pour le festival de Holi dans le district de Varanasi, dans l'Uttar Pradesh. Les victimes ont été identifiées comme Niyaz Ahmed et Khurshid Ahmed du village de Dindayalpur dans le district. Selon Niyaz Ahmed, un groupe de personnes locales était venu chez lui pour collecter des dons pour le festival de Holi. Il n'était pas chez lui car il était allé offrir la prière de Taraweeh (prières nocturnes spéciales pendant le Ramadan) dans une mosquée voisine. Lorsqu'il est rentré chez lui après les prières, il a été attaqué par le groupe par derrière après une dispute. Les membres du groupe lui auraient lancé des insultes et des propos religieux diffamatoires. L'attaque lui a causé de graves blessures à la tête. En tombant presque inconscient au sol, son épaule et son dos ont également été blessés. Dans la vidéo virale où Niyaz raconte son calvaire, on le voit avec un bandage sur la tête tandis que son épaule et sa chemise sont tachées de sang« Je connais très bien ceux qui m'ont attaqué. Je n'ai aucune animosité envers eux. Je ne parle même à personne dans le quartier. Je suis toujours absorbé par mon travail. Même mes voisins savent que je ne parle inutilement à personne dans le quartier », a ajouté Niyaz. Il a déclaré qu'il y avait 12 à 15 personnes qui l'ont attaqué et insulté. Alors que l'attaque se poursuivait, ses deux frères sont intervenus et ont essayé d'arrêter les agresseurs et, dans la mêlée qui a suivi, l'un d'eux, Khurshid Ahmed, a également été battu. Khurshid a également subi plusieurs blessures à la tête et à l'épaule. Khurshid a dit qu'on l'avait aussi forcé à chanter « Jai Shri Ram » et que lorsqu'il a résisté, il a été battu sans pitié avec des bâtons. « On nous a demandé de chanter 'Jai Shri Ram'. Quand nous avons refusé, ils nous ont frappés avec des bâtons. Ils demandaient aussi des dons pour Holi. »[245]



**Inde:** Le 5 mars 2025, un homme musulman âgé, Mafikul Islam, du village de Tofapur à Farakka, district de Murshidabad, a été brutalement agressé par une femme hindoue dans le train Balurghat Express. L'incident, survenu pendant le trajet du train, a suscité une vive indignation après qu'une vidéo de l'attaque soit devenue virale sur les réseaux sociaux. Dans la vidéo, la femme est vue en train de gifler à plusieurs reprises Mafikul Islam, qui se rendait au travail de la gare de Dhulian à Malda, où il vend des médicaments ayurvédiques.L'altercation a commencé à la gare de Farakka et a rapidement dégénéré en une confrontation physique. La femme aurait accusé Mafikul Islam de la filmer, bien qu'aucune preuve n'ait émergé pour confirmer qu'il l'enregistrait. Selon Mafikul, il avait peu d'expérience avec les téléphones mobiles, et la femme a saisi son téléphone et l'a brisé avant de le soumettre à des insultes verbales et à une agression physique. La controverse s'est approfondie lorsque le leader du BJP, Suvendu Adhikari, a partagé la vidéo sur sa page Facebook et a loué le comportement de la femme, une démarche qui n'a fait qu'intensifier la réaction négative en ligne. L'incident met en lumière des problèmes de tensions communautaires et le traitement des individus dans les espaces publics.[246]

**Inde:** Le 10 mars 2025, à Laxmi Nagar, Delhi, Mohammad Ubaidullah, un tuteur d'arabe, a été attaqué par un groupe d'hommes alors qu'il rentrait chez lui après une séance de tutorat. Les assaillants, supposés être dans la vingtaine ou la trentaine, ont arrêté sa moto et l'ont attaqué. « Ils m'ont entouré, m'ont traité de 'Kathmulla' et de 'Pakistanais'. L'un d'eux a pointé un pistolet sur moi. Ils m'ont traîné au sol, m'ont donné des coups de pied, m'ont insulté et m'ont frappé à l'œil, le laissant contusionné. D'une manière ou d'une autre, j'ai réussi à m'échapper, laissant mon vélo derrière moi », a déclaré Ubaidullah à The Observer Post. Malgré le dépôt d'une plainte peu après l'attaque, Ubaidullah affirme qu'aucun rapport d'information initiale (FIR) n'a encore été enregistré. Il a en outre allégué que sa demande de séquences de vidéosurveillance de la zone a été refusée.[247]

**Inde :** Des centaines de maisons appartenant aux membres de la communauté musulmane seraient démolies par les autorités après des allégations d'abattage de vaches dans le district de Damoh, dans le Madhya Pradesh. Selon Zee Salaam, les autorités prévoyaient de raser plus de 300 maisons appartenant aux membres de la communauté Qasai (bouchers) avant la fête de Holi, le 14 mars 2025. Les résidents avaient déjà reçu un avis leur demandant de quitter leurs maisons dans un délai de trois jours. L'affaire concernait le Qasai Mandi à Damoh, où les autorités avaient identifié des maisons prétendument construites sans obtenir l'autorisation de l'administration locale. Le problème a commencé dans la zone de Sitabaoli où plusieurs structures ont été démolies par l'administration locale suite aux allégations d'abattage de vaches du 7 mars 2025. L'action a été prise après que des groupes hindutva ont créé un tumulte à propos des allégations d'abattage de vaches, exigeant des mesures strictes et le retrait des prétendues constructions illégales dans la zone. Les autorités ont assuré aux groupes qu'une action serait prise à cet égard. Bientôt, l'administration a déployé les engins et démoli six grandes structures.[248]

**États-Unis :** Un jury de l'État de l'Illinois aux États-Unis a reconnu un homme coupable de meurtre et de crime haineux pour la mort par poignardement en octobre 2023 d'un garçon américano-palestinien de six ans. Joseph Czuba, 73 ans, déclaré coupable le 28 février 2025, encourait la prison à vie lorsqu'il a été condamné en mai pour un meurtre que les procureurs ont qualifié de motivé par la haine anti-musulmane, et qui a également laissé la mère du garçon grièvement blessée, selon les dossiers judiciaires. Le meurtre du garçon, Wadee Alfayoumi, et l'attaque contre sa mère, Hanan Shaheen, ont été l'un des premiers et des pires incidents de crimes haineux aux États-Unis depuis le début de la guerre d'Israël contre Gaza. Czuba, qui était le propriétaire de Shaheen et de son fils, a poignardé le garçon 26 fois avec un couteau de style militaire doté d'une lame dentelée de 7 pouces (18 cm), ont indiqué les autorités. Shaheen a subi de multiples blessures par arme blanche lors de l'attaque survenue dans le canton de Plainfield, à environ 40 miles (64 km) au sud-ouest de Chicago. Lors du procès cette semaine, Shaheen a témoigné que Czuba lui avait dit : « Toi, en tant que musulmane, tu dois mourir. ».”[249]




Mohammed Shilleh owns Royal Choice Global Transportation and is co-president of the board for the Bethel Chamber of Commerce. Shilleh says his family endured a hate incident at the Caraluzzi's Bethel Food Market, on Friday, Feb. 14. A man said hateful words towards his mother, wife and 10-year-old daughter, telling them to go "back to where they came from" and then made a rude gesture. Thursday, February 20, 2025, Bethel, Conn.
H John Voorhees III/Hearst Connecticut Media

**États-Unis :** Mohammed Shilleh a déclaré que sa mère était vêtue comme à son habitude lorsqu'elle faisait des courses alimentaires, lorsque sa famille a été harcelée par un autre client au Caraluzzi's sur Greenwood Avenue. Elle portait un foulard en signe de respect de la foi musulmane de sa famille lorsqu'un homme qu'ils ne connaissent pas, vêtu de noir, les a abordés dans le parking le 14 février 2025. Il a fait un doigt d'honneur à la mère de Shilleh et lui a dit de « retourner d'où elle venait » parce qu'elle portait un foulard, a déclaré Shilleh. L'homme a continué à faire des gestes obscènes et des remarques haineuses alors qu'ils entraient dans le magasin, a ajouté Shilleh, ciblant également sa femme ainsi que sa fille de 10 ans et leur faisant un doigt d'honneur en pleine figure. Résidant de longue date à Bethel, Shilleh est le propriétaire de Royal Choice Global Transportation et coprésident du conseil d'administration de la Chambre de commerce de Bethel. Il a dit être bouleversé par la haine et le manque de respect que l'homme a manifestés envers sa famille, mais a été particulièrement affecté par l'attaque contre sa fille« C'est la victime ici, la fillette de 10 ans née ici, de deuxième génération, qui a été ciblée à cause d'un individu dont le cœur est rempli de haine, qui est mal informé », a déclaré Shilleh. Caraluzzi's Family & Associates, propriétaire de l'épicerie, a qualifié les échanges entre l'homme et la famille Shilleh de dispute, qui « a brièvement continué... avec des cris et l'utilisation d'un langage fort à l'intérieur du magasin ». Ils ont finalement été

« invités à arrêter ou à quitter le magasin pour la sécurité de tous », selon une déclaration de Caraluzzi's.[250]

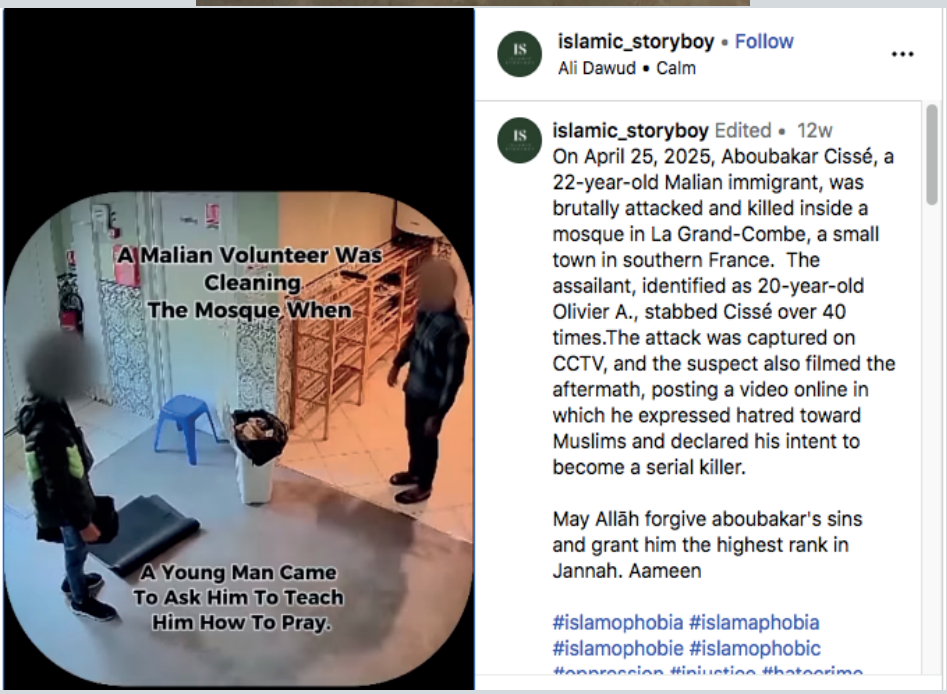


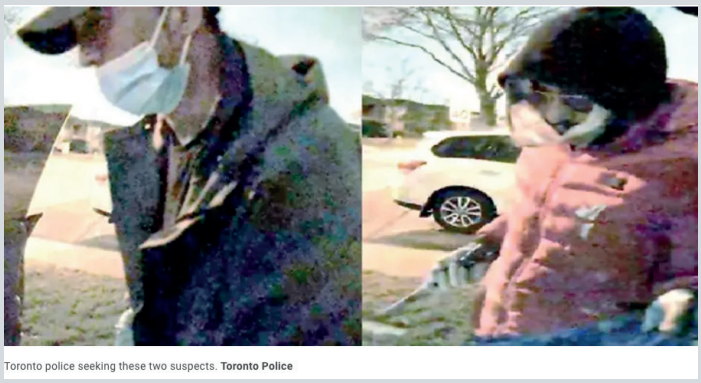
**Inde :** Le 25 mars 2025, un garçon musulman a été brutalement agressé par des policiers alors qu'il rentrait chez lui après des achats pour l'Aïd. La victime de 14 ans, Aarish, a déclaré que les policiers étaient ivres et en civil, qu'ils l'ont attaqué, menotté et agressé au poste de police de Rampura alors qu'il jeûnait. Lorsque la famille d'Aarish est arrivée, il aurait été menacé par les policiers qu'il serait emmené en prison. Le père d'Aarish, Atiq, a déposé une plainte auprès du commissariat de police de Kotwali, accusant la police de torturer son fils sans raison. S'exprimant devant les médias, Aarish a allégué : « Lorsque je rentrais après des achats pour l'Aïd à moto, des policiers m'ont arrêté, m'ont battu, ont pris les clés de ma moto et m'ont emmené au poste de police. » Les accusés ont été identifiés comme Vijay et Mahesh. Aarish a détaillé l'agression et a affirmé que lorsqu'ils ont vu sa calotte, ils l'ont frappé davantage avec une ceinture. Il a ajouté : « Quand je leur ai dit d'arrêter et que je leur ai mentionné que je jeûnais, ils m'ont agressé encore plus. ».”[251]

**États-Unis :** Une étudiante de l'Université de Cincinnati appelait les dirigeants de l'école et les forces de l'ordre locales à agir après qu'une lettre islamophobe contenant des propos menaçants ait été envoyée à son adresse personnelle. « Aucune mesure n'est prise », a déclaré Laila Shaikh, fondatrice et présidente de Students for Justice in Palestine (SJP) à l'UC. « Ils se contentent de penser que ce n'est pas assez haineux pour qu'ils le considèrent comme une menace tangible.

» C'est en fait la deuxième lettre qu'elle reçoit de cet auteur anonyme depuis octobre. La première, envoyée à son lieu de travail, comprenait un court message : « Retourne à Gaza, espèce de pute musulmane. Personne ne te veut ici. ».”[252]





Toronto police seeking these two suspects. **Toronto Police**

**Canada :** La police de Toronto a déclaré qu'elle recherchait deux suspects après que des insultes antimusulmanes aient été gravées sur un véhicule dans la ville le mois précédent. La police a indiqué que des agents ont été appelés dans le

secteur de Steeles Avenue West et Martin Grove Road à 3h35 le 26 avril 2025. Ils ont précisé qu'un véhicule garé dans une allée avait été largement vandalisé. Les dommages consistaient en de la peinture et des insultes antimusulmanes gravées sur le véhicule. Deux suspects masculins ont été capturés par la caméra vidéo du véhicule, l'un d'eux portant une casquette de baseball, un masque chirurgical et des vêtements sombres, tandis que l'autre avait une moustache, des lunettes de soleil et une veste rouge ou orange.[253]



London police are asking the public for help identifying the suspect in an incident they are calling hate-motivated. The man is described as white, approximately 5'8" with a slim build and was last seen walking southbound on Marconi Boulevard May 29, 2025. (London Police Service)

**Canada:** Le 29 mai 2025, un homme s'est approché d'une femme âgée devant sa résidence près de l'intersection du boulevard Marconi et de la rue Trafalgar, dans l'est de la ville. Il a commencé à crier après elle, a menacé de brûler sa maison et a tenté de lui cracher dessus, ont déclaré les policiers, avant de s'éloigner en direction sud sur le boulevard Marconi. « La nature exacte des menaces proférées a été jugée motivée par la haine », a déclaré le sergent Sandasha Bough, ajoutant que la police ne communiquera pas de détails spécifiques tant que des accusations n'auront pas été déposées.[254]

**États-Unis :** Une femme musulmane a confié en exclusivité à Eyewitness News qu'elle avait été brutalement battue après qu'un homme lui ait demandé quelle était sa religion avant de l'attaquer. L'agression a eu lieu le 18 juin 2025 dans le métro à Queens, un arrondissement connu pour sa diversité. La victime est montée dans le train E à Forest Hills pour se rendre au travail lorsqu'un homme grand et massif, la dominant de toute sa hauteur, s'est mis face à elle, nez à nez. « Il m'a dit : dis-moi d'où tu viens ? Es-tu musulmane ? J'ai répondu oui. Et puis il m'a frappée, il a commencé à me donner des coups de pied, il m'a frappée partout », a déclaré la victime. Dès que les portes se sont refermées, le suspect l'aurait frappée sans relâche jusqu'à l'arrêt suivant, 75th Avenue. Le suspect a pris la fuite et deux femmes ainsi que le conducteur ont aidé à le signaler à la police.

La police a arrêté Naved Durni et l'a inculpé d'agression motivée par la haine. La femme terrifiée de 55 ans a confié en exclusivité à Eyewitness News qu'elle se demande si elle pourra un jour oublier le visage de son agresseur. « Je lui ai juste dit arrête, arrête, mais il ne s'arrêtait pas », a déclaré la victime. Ses yeux étaient gonflés et meurtris à cause de l'agression violente. « Je ne comprenais pas ce qui se passait », a-t-elle ajouté.[255]




**États-Unis :** Un homme qui a été agressé dans une station-service à Pitt Meadows a déclaré avoir été victime d'un crime haineux. Abdullah Khan faisait le plein à la station-service Centex, à l'angle de Lougheed Highway et Harris Road, aux alentours du 17 juin 2025, lorsqu'un autre client de l'établissement a remarqué l'autocollant à l'arrière du véhicule de Khan indiquant « Free Palestine ». « Retourne chez toi », a dit l'inconnu à Khan. Khan a accusé l'homme de discours haineux et a déclaré qu'il allait le signaler à la police. Il a été choqué par ce qui s'est passé ensuite, car Khan a dit que l'homme l'a frappé, puis l'a jeté au sol. Khan avait son téléphone en main, et l'homme l'a saisi et l'a brisé. « Ce fut une attaque violente. Ce fut une attaque choquante », a-t-il déclaré. Khan a pris soin de s'écarter du chemin du pick-up de son agresseur lorsque l'homme a quitté les lieux, mais il a pu relever le numéro de plaque d'immatriculation de l'Alberta, puis il a appelé la police. Originaire du Pakistan, il souhaite que l'agression soit prise au sérieux, car elle semble motivée par la haine. Il a dit que l'autre conducteur était un homme caucasien d'âge moyen, de corpulence moyenne.[256]

**Allemagne :** Le meurtre de Rahma Ayad, une infirmière stagiaire algérienne, a suscité une vague d'indignation et de protestations parmi les Algériens d'Allemagne et d'ailleurs. Sa famille et des membres de sa communauté réclament que ce meurtre soit reconnu comme un crime de haine à caractère raciste, suite à des témoignages faisant état de harcèlements répétés liés au port du hijab et à ses origines arabes. Rahma a été poignardée à mort le matin du 4 juillet 2025 dans la cage d'escalier de son immeuble à Arnum, au sud de Hanovre. Selon la police et des témoins, des voisins ont entendu ses appels au secours et ont alerté les autorités. Elle a été retrouvée avec de multiples coups de couteau à la poitrine et à l'épaule, et est décédée peu après l'arrivée des secours. Un Allemand, habitant le même immeuble, a été arrêté le jour même et est toujours en garde à vue. Aucune inculpation n'a été prononcée et le mobile du crime reste officiellement inconnu. Cependant, sa famille a déclaré que Rahma les avait avertis deux mois auparavant du harcèlement dont elle était victime de la part de son voisin. Selon un reportage de la chaîne Al-Araby TV, la mère de Rahma a confirmé qu'elle se sentait en danger en raison du comportement de son père, notamment des insultes liées au fait qu'elle porte le hijab et qu'elle est d'origine arabe.[257]

**États-Unis :** Le 9 août 2025, un homme a été filmé en train de crier sur des familles devant le Centre Culturel Islamique de New York, selon CAIR-CT. Le groupe a déclaré que l'homme, qui avait arrêté sa voiture, a lancé des «injures attaquant l'islam et le Prophète Muhammad».»[258]

**Australie :** Les membres de l'une des plus grandes mosquées d'Australie ont déclaré avoir reçu des menaces de mort depuis que les projets d'installation de nouveaux haut-parleurs pour diffuser l'appel à la prière musulman ont suscité une réaction publique concernant le « bruit intrusif » et les préoccupations liées aux prix de l'immobilier. Les mesures de sécurité ont été renforcées à la mosquée de Lakemba, dans l'ouest de Sydney, au milieu d'un différend en cours sur un projet de 22 000 dollars proposé par l'Association musulmane libanaise visant à ajouter quatre nouveaux haut-parleurs au minaret emblématique de la mosquée. Le projet prévoyait d'utiliser les haut-parleurs pour diffuser l'Adhan, l'appel à la prière, une fois par semaine, le vendredi, pendant un maximum de 15 minutes à la fois. Mais les plans ont rencontré un obstacle majeur : le conseil de Canterbury-Bankstown devrait refuser la demande de développement (DA) lors d'une réunion la semaine suivante en raison de préoccupations concernant un « bruit important » et des « impacts inacceptables sur l'agrément » soulevés dans les contributions publiques. Gamel Kheir, secrétaire de l'Association musulmane

libanaise, a déclaré que ce qui devait être une demande de développement simple s'était transformé en un bourbier de planification, la mosquée recevant des abus en ligne de la part de ceux qui s'opposent à la proposition. Kheir a indiqué que les abus comprenaient des menaces de mort, ce qui a conduit la mosquée à investir dans de nouvelles mesures de sécurité, notamment des caméras de vidéosurveillance supplémentaires..[259]

**Royaume-Uni :** Police Scotland enquêtait sur une prétendue « infraction de haine » contre une écolière musulmane à Newton Mearns. Selon un message publié sur les réseaux sociaux par le Centre islamique de Newton Mearns et d'autres groupes locaux, une jeune fille rentrait chez elle de l'Eastwood High School le 8 septembre 2025 dans l'après-midi lorsqu'elle a été confrontée à un homme sur Harvie Avenue. L'homme aurait agressé la fille et aurait proféré des « propos menaçants » à l'encontre des musulmans. Les groupes ont déclaré avoir contacté Police Scotland et les politiciens locaux au sujet de l'incident. Ils ont ajouté : « En collaboration avec le Forum musulman d'East Renfrewshire (ERMF), nous avons contacté la famille de la fille pour leur offrir notre soutien ».[260]



A 29-year-old man from Southsea has been arrested. Image: screengrab/Facebook/Abz Kay

**Royaume-Uni :** Un homme a été arrêté sous suspicion d'agression et de possession d'un couteau en lieu public après avoir prétendument proféré des insultes racistes à l'encontre de familles priant devant une mosquée à Portsmouth, avoir frappé un homme à la poitrine et sorti un couteau lorsqu'on lui a demandé de partir. Le 31 août 2025, un homme s'est approché de la mosquée et du centre islamique Jami de Portsmouth, situés en face d'une école primaire locale. Il

aurait crié des insultes raciales à un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants – y compris un tout-petit – qui priaient devant la mosquée. Un membre du groupe a demandé à l'homme de les laisser tranquilles et aurait été frappé à la poitrine. L'homme a alors sorti un grand couteau et a menacé deux hommes du groupe avec celui-ci. La police de Portsmouth a confirmé qu'une enquête avait été ouverte, et un couteau retrouvé dans la zone a été saisi par la police. Personne n'a été gravement blessé lors de l'incident.[261]

**Royaume-Uni :** Le 4 octobre 2025, trois écolières auraient été menacées après avoir quitté une mosquée. Les trois filles musulmanes, âgées apparemment de 14, 12 et 11 ans, auraient quitté un cours à la mosquée Abdullah Qualiam à Liverpool et ont été menacées avec une paire de ciseaux sur le chemin du retour. La police du Merseyside a été appelée à Boaler Street à Kensington vers 13h50 après qu'elles ont été menacées par une femme armée d'une paire de ciseaux dans la zone. La victime n'a pas été frappée et s'est «enfuie à pied en toute sécurité».».[262]



Al Furqan Education Trust is a charity in Hounslow *(Image: Google)*

**Royaume-Uni :** Un imam d'une mosquée de l'ouest de Londres a été hospitalisé après avoir été apparemment poignardé lors d'une attaque non provoquée. La police a été appelée dans un hôpital où un homme dans la trentaine est arrivé avec une blessure par arme blanche le 22 septembre 2025. Al Furqan Education Trust, une association caritative et centre communautaire à Hounslow, a identifié la victime comme étant l'imam Sheikh Mohamed Yusuf. La fondation a déclaré que le leader religieux était « la victime d'un coup de couteau non provoqué » dans un « incident profondément bouleversant ». Elle n'a ajouté que le motif de l'attaque « reste inconnu ». Un porte-parole de l'Al Furqan Education Trust, Hounslow, a publié sur X : « Notre communauté a vécu un incident profondément

bouleversant impliquant notre imam, l'imam Yusuf, qui a été la victime d'un coup de couteau non provoqué … Alhamdulillah, il est actuellement dans un état stable à l'hôpital et reçoit les soins appropriés ».”[263]



**Royaume-Uni :** Une famille musulmane à Loughton, dans l'Essex, vivait dans un état de peur et de traumatisme après qu'une tête de porc ait été déposée sur leur seuil, un incident qu'ils qualifiaient d'attaque islamophobe délibérée. La mère, qui a demandé à rester anonyme pour des raisons de sécurité, et ses filles, ont déclaré que la découverte du 14 septembre 2025 avait brisé leur sentiment de sécurité dans leur propre maison. « Nous étions littéralement en train de nous réveiller. J'enseigne la madrasa le dimanche, donc je me lève plus tôt que mes filles, et il se trouve que des enfants faisaient beaucoup de bruit dehors, et j'étais simplement inquiète », a déclaré la mère à The Muslim News. « Il y avait un tel vacarme devant ma porte. »Je regarde par la fenêtre, j'ai vu quelque chose, mais je ne savais pas ce qu'ils regardaient.” Elle a poursuivi, décrivant la découverte lugubre : « Je suis descendue, j'ai regardé et dès que je l'ai vu, il y avait du sang étalé sur mon pied et le seuil de la porte. J'ai dû marcher dessus pour voir ce qu'il y avait d'autre. Et puis, il y avait une tête de cochon posée là. » La police a été appelée et est arrivée « en moins de 20 minutes », classant l'incident comme un « crime de haine ou un crime racial. Un crime de haine raciale, mais ils ne l'ont pas qualifié d'islamophobe en tant que tel. » Cependant, la mère est certaine, affirmant « à 100 % » qu'il s'agissait d'une attaque islamophobe, notant : « nous sommes la seule famille musulmane de ma rue. ».”[264]

**Royaume-Uni :** Une fenêtre de mosquée a été brisée le soir du 24 septembre 2025 alors que des enfants suivaient des cours à l'intérieur d'un centre communautaire

d'East Renfrewshire. Selon une déclaration de la mosquée Masjid Yusuf au centre communautaire de Clarkston, l'incident « troublant » s'est produit vers 17h30. La déclaration indiquait : « Pendant les cours des enfants, un individu inconnu a brisé une fenêtre de la mosquée de l'extérieur avec un poteau métallique. ».[265]

**Inde :** Trois bénévoles de la Muhiyidheen Juma Masjid, Vizhinjam, ont été poignardés alors qu'ils tentaient d'éliminer des déchets de bœuf. L'attaque a eu lieu vers 23 heures le 2 octobre 2025, lorsque des assaillants non identifiés ont confronté les bénévoles, exigeant d'inspecter les déchets éliminés. Malgré les explications des bénévoles indiquant qu'il s'agissait de déchets alimentaires provenant d'un festival de la mosquée, les tensions ont escaladé, entraînant une altercation violente. Abdul Razak, Abdul Vahid et Sulaiman ont subi des blessures graves. Les assaillants ont pris la fuite. La police a enregistré une plainte et intensifié ses recherches pour appréhender les suspects impliqués dans l'attaque.[266]




The Ottawa-Carleton District School Board says it's alerted police after a 'hateful act of anti-Palestinian, Islamophobic, and antisemitic graffiti' occurred last week at Brookfield High School. (Gabrielle Huston/CBC)

**Canada :** Des parents et des défenseurs demandaient au Conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton de s'attaquer au racisme anti-palestinien après la découverte, la semaine précédente, de graffitis haineux dans un lycée local. « C'est une chose d'en entendre parler, mais c'en est une autre de voir les images », a déclaré un parent d'un élève palestinien à l'école secondaire Brookfield. Les images représentées dans l'une des toilettes de l'école comprenaient un dessin d'un cochon avec le mot « Allah » écrit au-dessus, un langage désobligeant et offensant ciblant les Palestiniens, ainsi qu'une croix gammée. CBC News a décidé de ne pas publier les photos des graffitis ni l'identité du parent, qui a parlé

sous couvert d'anonymat par crainte pour la sécurité de son fils. « Cela a été extrêmement exaspérant et dégoûtant de voir autant de haine dans notre système scolaire », a-t-elle déclaré, ajoutant que son fils avait désormais peur d'entrer dans les toilettes de l'école. Elle a ajouté qu'elle avait appris l'existence des graffitis via les réseaux sociaux avant d'être informée par l'école.[267]



-Credit:Walsall

**Royaume-Uni :** Une femme aurait été victime d'abus raciaux alors qu'elle faisait ses courses avec son bébé de dix mois. Cette épreuve effrayante a vu la victime, qui était musulmane, approchée par un homme alors qu'elle se dirigeait vers un magasin dans un parc commercial près de Bescot Crescent à Walsall. Elle affirme que l'homme a émis un bruit avant de lui cracher dessus, sa salive atterrissant sur son manteau. Cet acte dégoûtant a été suivi par l'utilisation d'une insulte raciale par l'homme. La mère a déclaré que cette épreuve l'a laissée se sentir en insécurité à Walsall, où elle avait vécu toute sa vie. En parlant de l'incident, qui s'est produit le 27 octobre 2025, elle a déclaré : « Je suis allée au parc commercial de Bescot avec mon bébé de 10 mois ce matin ». Comme c'est un parc commercial assez fréquenté, et c'était le cas ce matin-là pendant les vacances scolaires, j'ai estimé qu'il était sûr pour moi et ma fille d'y aller seules, comme nous le faisons souvent. En sortant d'un magasin pour me diriger vers un autre, j'ai vu un homme blanc grand, seul, marcher vers nous. Je n'y ai pas prêté attention. Lorsqu'il s'est un peu rapproché, j'ai remarqué qu'il nous regardait droit dans les yeux. En s'approchant, je l'ai entendu faire un bruit comme pour se racler la gorge, puis il m'a craché dessus, sur mon manteau. J'étais sous le choc car c'était complètement gratuit, surtout que j'avais mon bébé avec moi dans la poussette. J'ai presque cru que c'était un accident au début. Il m'a ensuite traitée de sale... ****. Je suis restée figée

de choc alors qu'il continuait à marcher comme si de rien n'était.» La femme a poursuivi : «Comme j'avais ma fille avec moi et que je craignais qu'il ne revienne vers nous pour faire ou dire quelque chose de plus, je suis retournée à ma voiture. C'était effrayant et cela m'a rendue très nerveuse à l'idée de sortir seule avec ma fille. Je suis née et j'ai grandi à Walsall, et mes parents sont également britanniques, donc je trouve assez choquant d'entendre des remarques racistes, mais j'ai remarqué que cela devient de plus en plus courant avec le temps, surtout dans la région des West Midlands. C'est triste à dire, mais en tant que femme asiatique, je ne me sens plus en sécurité dans la région.»[268]




**Royaume-Uni :** La police métropolitaine enquêtait sur des signalements selon lesquels un homme aurait proféré des insultes raciales à l'encontre du vice-président du Parti vert, Mothin Ali, et lui aurait dit qu'il devrait être « expulsé ». Le conseiller municipal de Leeds, Ali, a déclaré sur les réseaux sociaux qu'il portait des vêtements islamiques en traversant la station Earl's Court à l'ouest de Londres, mercredi, lorsqu'un « voyou raciste » a menacé de « lui fracasser la tête ». L'homme de 43 ans a indiqué s'être rendu à la police après qu'un ami l'ait encouragé à s'exprimer, ajoutant que c'était « une expérience trop fréquente pour les musulmans en Grande-Bretagne ». La police métropolitaine a déclaré avoir lancé une enquête sur des « allégations d'abus raciaux » et examinait les images fournies par Ali ainsi que celles des caméras de surveillance de la station. Aucune arrestation n'avait été effectuée.[269]

**États-Unis :** Le 14 novembre 2025, la présidente par intérim de l'université, Claire Shipman, a condamné le harcèlement et la discrimination islamophobes et anti-arabes dans un courriel à la suite d'un crime haineux signalé le 7 novembre 2025. Shipman a écrit dans le courriel adressé à la communauté de Columbia que

le suspect, qui n'était pas affilié à l'université, « a tenu des propos désobligeants concernant le niqab de notre étudiante et a ensuite harcelé et suivi cette dernière dans la rue ». La sécurité publique a émis une alerte Clery à la communauté universitaire le 7 novembre au sujet d'un « incident d'intimidation » signalé sur la 116e rue et Broadway, qui faisait l'objet d'une enquête en tant que crime haineux. L'alerte indique que le suspect s'est approché de l'étudiante et a continué à proférer des « commentaires discriminatoires » lorsqu'elle a tenté de partir. Shipman a indiqué que l'incident avait été transmis au département de police de New York. « Soyons clairs : nous n'avons aucune place pour ce type de haine à Columbia », a écrit Shipman dans le courriel. « La haine anti-musulmane, la haine anti-arabe, sur le campus ou en dehors, est catégoriquement inacceptable. Plus largement, des incidents comme celui-ci témoignent d'un moment de notre histoire où la tolérance et l'acceptation sont dangereusement faibles. ».»[270]

## Incident ciblant des copies du Saint Coran

**France :** Un homme a fait irruption dans une mosquée de la ville centrale française de Clermont-Ferrand, a déchiré des exemplaires du Coran, vandalisé les lieux et proféré des menaces devant les fidèles, ont déclaré les autorités et la Grande Mosquée de Paris. Dans un communiqué publié lundi sur le réseau social X, la Grande Mosquée de Paris a exprimé sa « plus profonde consternation » face à cette attaque, la qualifiant d'acte de haine « inacceptable » visant les musulmans.[271]

**États-Unis :** La police de l'Université de Houston enquêtait sur une plainte contre un homme qui avait interrompu une réunion de l'Association des étudiants musulmans pendant la prière la semaine précédente et avait jeté un exemplaire du livre sacré islamique, le Coran, dans un feu de joie. Le Coran a été sauvé du feu par un membre de l'association avant qu'il ne soit complètement brûlé, a déclaré le groupe. L'incident a été filmé et publié sur des comptes de réseaux sociaux sous le nom de Christopher Svochak, qui publie des vidéos de lui-même prêchant le christianisme sur les campus universitaires et discutant avec des étudiants. Ses trois publications épinglées sur Instagram montrent toutes ses confrontations avec des musulmans. Sa biographie sur la plateforme indique : « Suiveur du Christ ». « Ce qui s'est passé n'était pas une interruption », a écrit l'Association des étudiants musulmans sur les réseaux sociaux après l'incident. « C'était une attaque directe contre notre communauté, notre foi et notre sentiment de sécurité à l'Université de Houston ».»[272]

## Incident lié au hijab

**France :** Le 31 janvier 2025, un juge français a expulsé de la salle d'audience de Nice l'activiste franco-tunisienne Hager Barkous parce qu'elle portait un hijab. Barkous avait assisté à l'audience d'un autre activiste jugé pour incitation à la haine après avoir appelé au boycott d'un restaurant dont les propriétaires étaient sionistes. S'exprimant auprès d'Anadolu, Barkous, qui dirige l'association Amis de la Palestine, a qualifié l'incident de choquant et discriminatoire. « Je suis allée au tribunal pour montrer mon soutien et ma solidarité à mon amie. Je me suis assise tranquillement au fond de la salle », a-t-elle déclaré. « Le juge, Christian Legay, est entré, a à peine regardé les personnes présentes, puis s'est tourné vers moi en disant : 'Toi qui portes un voile, quitte la salle maintenant car tu n'es pas reconnaissable et pas identifiable.' ».” Elle ne s'était pas d'abord rendu compte qu'on s'adressait à elle, mais lorsque les gens se sont tournés vers elle, elle a compris qu'elle était la cible. « J'étais stupéfaite. Le juge a alors crié : 'Vous sortez maintenant ! Vous devez partir quand je dis que vous sortez' », se souvient-elle. Malgré ses protestations, quatre policiers l'ont escortée à l'extérieur, lui disant qu'elle devait se conformer aux ordres du juge. « J'ai réalisé qu'en 2025, en France, j'étais victime de discrimination de la part d'un juge, quelqu'un censé défendre la justice, la liberté, la fraternité et la laïcité », a-t-elle déclaré. À l'extérieur de la salle d'audience, Barkous a vu trois étudiants, probablement d'une école locale, qui étaient également partis. L'un d'eux, une fille voilée, était en larmes. « Elle m'a dit qu'elle me suivait parce qu'elle avait peur que le juge ne l'expulse aussi devant toute sa classe », a expliqué Barkous.[273]

**Inde :** Le premier jour des examens du Secondary School Certificate (SSC) à la Jaffrey English High School, plusieurs élèves auraient été contraintes d'enlever leur hijab avant d'entrer dans la salle d'examen, le 21 février 2025 à Jafry Nagar, Mumbai. L'incident a suscité l'indignation parmi les élèves et leurs familles, qui ont affirmé que ces mesures causaient un stress mental inutile et un inconfort.[274]

**Inde :** Une femme musulmane aurait été agressée et dépouillée de son hijab, tandis que l'homme hindou qui l'accompagnait a été battu par un groupe d'hommes à Muzaffarnagar, dans l'Uttar Pradesh, samedi. Une vidéo de l'incident est devenue virale sur les réseaux sociaux, déclenchant une vive indignation. Dans la vidéo, un homme est vu en train d'arracher de force le hijab de la femme tandis que d'autres profèrent des insultes, harcèlent et agressent Selon la plainte déposée auprès de la police, la femme a déclaré qu'elle accompagnait l'un des collègues de sa mère pour récupérer un EMI au nom de la banque Utkarsh

Small Finance Bank lorsqu'ils ont été arrêtés et attaqués. « Un groupe de 8 à 10 hommes a commencé à m'insulter verbalement et m'a également agressée physiquement ainsi que l'homme qui m'accompagnait. Les accusés ont également tiré sur ma burqa et mes vêtements alors que je luttais pour me protéger. Ils ont aussi enregistré une vidéo de l'attaque et ont menacé de rendre l'incident viral », a-t-elle déclaré. Sur la base de la plainte, la police a enregistré un FIR au poste de police de Khalaapar. Six individus ont été arrêtés jusqu'à présent.[275]

**Canada :** Une femme musulmane canadienne a été prise pour cible dans une bibliothèque publique le 22 mars 2025 dans ce que la police a qualifié d'attaque non provoquée par une femme qui a tenté d'enlever et d'incendier le hijab de la victime. Les agents de la police régionale de Durham sont intervenus suite à un appel pour agression à la bibliothèque publique d'Ajax en Ontario, à environ 80 kilomètres à l'est de Toronto, vers midi samedi. « Les agents ont parlé avec la victime qui a indiqué qu'elle étudiait dans la bibliothèque lorsqu'une femme inconnue l'a approchée », a déclaré la police dans un communiqué publié le 23 mars. « La femme a commencé à crier des injures à la victime et à lui lancer des objets à la tête. » La police a précisé que l'agresseur a également tenté d'enlever le hijab de la victime et y a versé « un liquide inconnu » avant de saisir un briquet et d'essayer d'incendier le hijab. La victime a crié à l'aide, et la sécurité de la bibliothèque est intervenue, selon la police. « La suspecte a fui la bibliothèque mais a été localisée par les agents quelques heures plus tard et arrêtée sans incident », a indiqué la police. Kaley-Ann Freier a été arrêtée et inculpée de deux chefs d'agression avec une arme et de trois chefs de non-respect d'une ordonnance de probation, a précisé la police, ajoutant qu'« elle a été détenue en vue d'une audience de caution ».»[276]

# Endnotes

# Endnotes

1 Voir l'article de BBC news, **Murder trial hears ex-soldier's rant about Muslims**, via : **https://www.bbc.com/news/articles/cy84n4xezjlo**, consulté le 05/12/2025

2 Voir l'article de The Guardian news, **GB News urged to cut ties with contributor accused of racism**, in: **https://www.theguardian.com/media/2025/nov/29/gb-news-urged-to-cut-ties-with-contributor-lucy-white-accused-of-racism**, consulté le 01/12/2025

3 Voir l'article de metro news' entry **Scottish Tory claims Islamophobia 'made up' in 'abhorrent' rants**, via : **https://www.thenational.scot/news/25656250.scottish-tory-claims-islamophobia-made-up-abhorrent-rants/**, consulté le 01/12/2025

4 Voir l'article de middleeasteye news, **French politicians attack UK Ofsted chair with unfounded 'Islamist takeover' claims** via: **http://middleeasteye.net/news/french-politicians-launch-attacks-against-uk-ofsted-chair-hamid-patel?utm_source=pocket_shared**, consulté le 15/03/2025

5 Voir l'article de mediapart news, **Murder at mosque in southern France : 'The political climate only encourages such acts'** via : **https://www.mediapart.fr/en/journal/france/280425/murder-mosque-southern-france-political-climate-only-encourages-such-acts**, Also: **https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/may/13/worshipper-murdered-french-mosque-politicians-crime-islamophobia**, consulté le 01/05/2025

6 Voir l'article de theguardian news, **France opens terror case after Tunisian hairdresser shot dead in 'racist act'** via: **https://www.theguardian.com/world/2025/jun/03/france-terrorism-investigation-tunisian-hairdresser-shot-dead-alleged-racist-act-hichem-miraoui,** consulté le 01/06/2025

7 Voir: wsws news' entry, **Spain's neo-fascist Vox party launches anti-Muslim campaign** in: **https://www.wsws.org/en/articles/2025/08/21/uthu-a21.html,** récupéré le 01.09.2025

8 Voir: dailysabah news' entry, **DW faces bias, Islamophobia allegations covering Israel's Gaza War** in: **http://dailysabah.com/world/mid-east/dw-faces-bias-islamophobia-allegations-covering-israels-gaza-war?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.01.2025

9 Voir: TRT news' entry, **How Dutch far-right politician Geert Wilders continues to demonise Muslims** in: **https://trt.global/world/article/54650cd1e759**, récupéré le 15.08.2025

10 Voir: theaustralian news' entry, **'We are the future': European far right makes show of force** in: **https://www.theaustralian.com.au/news/latest-news/we-are-the-future-european-far-right-makes-show-of-force/news-story/a143837c32f8c32120edfd9a9f48ff15?utm_source=pocket_saves**, récupéré le 15.02.2025

11 Voir: thewire news' entry, **Allahabad HC Judge Who Made Anti-Muslim Statement at VHP Event Stands by His Remarks** in: **https://thewire.in/law/allahabad-hc-judge-who-made-anti-muslim-statement-at-vhp-event-stands-by-his-remarks-report/?utm_source=pocket_saves**, récupéré le 20.01.2025

12 Voir: madhyamamonline news' entry, **Despite SC order, Narsinghanand spews hate and threats against Muslim community** in: **http://madhyamamonline.com/india/despite-sc-order-narsinghanand-spews-hate-against-muslim-community-1362888?utm_source=pocket_shared**, Also: **https://maktoobmedia.com/india/narsinghanands-fresh-hate-speech-police-say-they-are-scanning-video-footage-of-dec-20-event/?utm_source=pocket_saves,** récupéré le 01.01.2025

13 Voir: article-14 news' entry, **Threats To Beat & Boycott, Inciting Violence Against Muslims:**

**BJP's Nitesh Rane, With 20 FIRs, Is Now A Maharashtra Minister** in: https://article-14.com/post/threats-to-beat-boycott-inciting-violence-against-muslims-bjp-s-nitesh-rane-with-20-firs-is-now-a-maharashtra-minister-677e09ece932d?utm_source=pocket_saves, récupéré le 20.01.2025

14 Voir: indianexpress news' entry, **Should not call any disputed structure a mosque, says UP CM Adityanath** in: http://indianexpress.com/article/cities/lucknow/should-not-call-any-disputed-structure-a-mosque-says-up-cm-adityanath-9772372?ref=hometop_hp&utm_source=pocket_shared, récupéré le 20.01.2025

15 Voir: siasat news' entry, **All-women Hindutva outfits chant communal slogans in front of mosque** in: http://siasat.com/mp-all-women-hindutva-outfits-chant-communal-slogans-in-front-of-mosque-3157777?utm_source=pocket_shared, récupéré le 20.01.2025

16 Voir: clarionindia news' entry, **Outrage as Narsinghanand Again Spews Venom Against Muslims** in: https://clarionindia.net/outrage-as-narsinghanand-again-spews-venom-against-muslims/?utm_source=pocket_saves/, récupéré le 01.02.2025

17 Voir: clarionindia news' entry, **BJP Leader T Raja Singh Again Rants Against Muslims, Creates Tension** in: https://clarionindia.net/bjp-leader-t-raja-singh-again-rants-against-muslims-creates-tension/?utm_source=pocket_saves/, récupéré le 01.02.2025

18 Voir: maktoobmedia news' entry, **Sadhvi Rithambara, who called for war against Muslims in India, among 19 Padma Bhushan awardees** in: https://maktoobmedia.com/india/sadhvi-rithambara-who-called-for-war-against-muslims-in-india-among-19-padma-bhushan-awardees/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.02.2025

19 Voir: muslimmirror news' entry, **"Make gun license process for Hindus easier": Yati Narsinghanand writes to CM Yogi** in: https://muslimmirror.com/make-gun-license-process-for-hindus-easier-yati-narsinghanand-writes-to-cm-yogi/, récupéré le 01.03.2025

20 Voir: clarionindia news' entry, **Narsinghanand Incites Hindus to Pick up Arms and Form ISIS-Like Groups** in: https://clarionindia.net/narsinghanand-incites-hindus-to-pick-up-arms-and-form-isis-like-groups/?amp=1, récupéré le 10.03.2025

21 Voir: msn news' entry, **No 'Prayer Break' in Assam Assembly after nearly 90 years** in: https://www.msn.com/en-in/news/India/no-namaz-break-in-assam-assembly-after-nearly-90-years/ar-AA1zwtbQ?ocid=ob-fb-enph-376, récupéré le 01.03.2025

22 Voir: clarionindia news' entry, **Bulldozer Threat Looming Over Entire Township, Including Jama Masjid** in: https://clarionindia.net/rajasthan-bulldozer-threat-looming-over-entire-township-including-jama-masjid/, récupéré le 01.03.2025

23 Voir: clarionindia news' entry, **Yogi Adityanath Again Uses Kathmulla Slur to Denigrate Muslim Community** in: https://clarionindia.net/yogi-adityanath-again-uses-kathmulla-slur-to-denigrate-muslim-community/?noamp=mobile, récupéré le 01.03.2025

24 Voir: clarionindia news' entry, **Uttarakhand: Hindutva Outfit Takes out Rally against Azan, Shouts Provocative Slogans** in: https://clarionindia.net/uttarakhand-hindutva-outfit-takes-out-rally-against-azan-shouts-provocative-slogans/?amp=1/, récupéré le 05.03.2025

25 Voir: independent news' entry, **Modi party politician's Islamophobic attack on Indian Army spokesperson backfires** in: https://www.independent.co.uk/asia/india/operation-sindoor-sofiya-qureshi-vijay-shah-bjp-b2750719.html, récupéré le 20.05.2025

26 Voir: independent news' entry, **Backlash against 'hate-mongering' BJP video targeting Muslims in Assam: 'This cannot be India'**in: https://www.independent.co.uk/asia/india/assam-bjp-muslims-ai-video-elections-modi-b2828835.htm l, récupéré le 20.09.2025

27 Voir: independent news' entry, **Indian MP 'purifies' Muslim prayer spot with cow dung and urine** in: https://www.independent.co.uk/asia/india/shaniwarwada-pune-medha-kulkarni-muslim-prayer-b2849897.html, récupéré le 01.11.2025

28 Voir: theguardian news' entry, **The Occupied Palestinian Territory: Thousands of Israelis join violent, racist march through Jerusalem's Muslim quarter** in: **https://www.theguardian.com/world/2025/may/26/thousands-join-israeli-flag-march-through-muslim-quarter-of-old-city-in-jerusalem**, récupéré le 01.06.2025

29 Voir: CNN news' entry, **The Occupied Palestinian Territory: Far-right Israeli minister prays at Jerusalem's most sensitive holy site, breaching decades-old agreement** in: **https://amp.cnn.com/cnn/2025/08/03/middleeast/itamar-ben-gvir-israel-jerusalem-intl**, récupéré le 10.08.2025

30 Voir: independent news' entry, **The Occupied Palestinian Territory: Israel accused of 'sowing division' in UK with Tommy Robinson invite** in: **https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/tommy-robinson-israel-manchester-jewish-baroness-sayeeda-warsi-b2839268.html,** récupéré le 15.10.2025

31 Voir: smh news' entry, **Australia: Sky News orders review after guest unleashes anti-Islam rant, wears bacon on-air** in: **https://www.smh.com.au/business/companies/sky-news-orders-review-after-guest-unleashes-anti-islam-rant-wears-bacon-on-air-20250922-p5mwwb.html,** récupéré le 01.10.2025

32 Voir: Anadolu Agency news' entry, **military court finds soldier guilty of espionage** in: **https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/new-zealand-military-court-finds-soldier-guilty-of-espionage/3662563**, récupéré le 20.08.2025

33 Voir: fox5atlanta news' entry, **Caught on camera: Man hurls insults at Muslim women praying in Alpharetta** in: **http://fox5atlanta.com/news/alpharetta-muslim-women-praying-avalon?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 05.04.2025

34 See: dispatch news' entry, **CAIR-Ohio calls for investigation after Muslim woman attacked in 'possible hate crime'**in: **http://dispatch.com/story/news/local/2025/03/25/council-on-american-islamic-relations-video-ohio-muslim-woman-being-assaulted/82660096007?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.04.2025

35 Voir: latimes news' entry, **Muslim leaders increase security after vandalism reports at L.A. and Texas mosques** in: **https://www.latimes.com/world-nation/story/2025-07-26/muslim-leaders-increase-security-after-vandalism-reports-at-texas-and-california-mosques**, récupéré le 01.08.2025

36 Voir: independent news' entry, **Children and babies' graves among up to 85 damaged in 'Islamophobic hate crime' at Watford cemetery** in: **http://independent.co.uk/news/uk/crime/muslim-graves-vandalism-police-brent-carpenders-park-lawn-b2732948.html?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 01.05.2025

37 Voir: BBC news' entry, **GP made derogatory comments about Muslim patients** in: **http://bbc.com/news/articles/cx2p92q5992o?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.01.2025

38 Voir: yorkshirepost news' entry, **Yorkshire initiative launches to fight Islamophobia through education and dialogue** in: **https://www.yorkshirepost.co.uk/community/yorkshire-initiative-launches-to-fight-islamophobia-through-education-and-dialogue-5149279**, récupéré le 01.06.2025

39 Voir: metro news' entry **A child called me a terrorist – the silence was deafening**, in: **https://metro.co.uk/2025/11/29/a-shop-assistant-slipped-pork-basket-islamophobia-everywhere-24794129/**, Also: **https://en.wikipedia.org/wiki/Rabina_Khan**, récupéré le 01.12.2025

40 Voir: theguardian news' entry, **Thousands of Israelis join violent, racist march through Jerusalem's Muslim quarter** in: **https://www.theguardian.com/world/2025/may/26/thousands-join-israeli-flag-march-through-muslim-quarter-of-old-city-in-jerusalem**, récupéré le 01.06.2025

41 Voir: timesofisrael news' entry, **Dozens of youths riot at Jerusalem movie theater, chanting 'Death to Arabs'; no arrests** in: https://www.timesofisrael.com/liveblog_entry/dozens-of-youths-riot-at-jerusalem-movie-theater-chanting-death-to-arabs-no-arrests/, récupéré le 25.07.2025

42 Voir: hindutvawatch news' entry, **Muslim Man Claims Police, Hindutva Leader Forced Him to Convert to Hinduism (Clarion India)**in: https://www.hindutvawatch.org/up-muslim-man-claims-police-hindutva-leader-forced-him-to-convert-to-hinduism-clarion-india/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.01.2025

43 Voir: clarionindia news' entry, **Cow Vigilantes Assault Muslim Driver for Transporting Bulls in Haryana's Nuh** in: https://clarionindia.net/cow-vigilantes-assault-muslim-driver-for-transporting-bulls-in-haryanas-nuh/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.01.2025

44 Voir: scroll news' entry, **13-year-old Muslim boy assaulted for refusing to chant 'Jai Shri Ram' in Kanpur** in: https://scroll.in/latest/1081492/13-year-old-muslim-boy-assaulted-for-refusing-to-chant-jai-shri-ram-in-uttar-pradeshs-kanpur, récupéré le 15.04.2025

45 Voir: independent news' entry, **Musk's X 'amplified Islamophobia, hate speech and disinformation' in grooming gangs debate, damning report says** in: https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/elon-musk-islamophobia-grooming-gangs-report-b2747829.html/, récupéré le 20.05.2025

46 Voir: amnesty news' entry, **X's design and policy choices created fertile ground for inflammatory, racist narratives targeting Muslims and migrants following Southport attack** in: https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/08/xs-design-and-policies/, récupéré le 15.08.2025

47 Voir: religion news' entry, **Roblox says it is investigating anti-Muslim 'brain rot' content on gaming platform** in: https://religionnews.com/2025/10/17/roblox-says-it-is-investigating-anti-muslim-brain-rot-content-on-gaming-platform/, récupéré le 01.11.2025

48 Voir: tellmamauk news' entry, **Times Cartoon by Peter Brookes Smells of Anti-Muslim Prejudice** in: https://tellmamauk.org/times-cartoon-by-peter-brookes-smells-of-anti-muslim-prejudice/, récupéré le 20.06.2025

49 Voir: aljazeera news' entry, **UK Muslims report vandalism, attacks amid controversial flag campaign** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/9/1/uk-muslims-report-vandalism-attacks-amid-controversial-flag-campaign/, récupéré le 01.09.2025

50 Voir: tellmamauk news' entry, **How AI-generated images fuel anti-Muslim, anti-migrant sentiment online** in: https://tellmamauk.org/how-ai-generated-images-fuel-anti-muslim-anti-migrant-sentiment-online/, récupéré le 20.09.2025

51 Voir: siasat news' entry, **Former Miss India delivers hate speech at Maha Kumbh in Prayagraj** in: http://siasat.com/former-miss-india-delivers-hate-speech-at-maha-kumbh-in-prayagraj-3175036?utm_source=pocket_shared/, récupéré le 10.02.2025

52 Voir: aljazeera news' entry, **'Traitors': Hate-filled songs target Indian Muslims after Kashmir attack** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/4/29/traitors-hate-filled-songs-target-indian-muslims-after-kashmir-attack, récupéré le 01.05.2025

53Voir: Yahoo news' entry, **Posts misrepresent video of Muslim procession in Australia as 'immigrant invasion'**in: https://uk.news.yahoo.com/posts-misrepresent-video-muslim-procession-063855364.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9icmlkZ2UuZ2Vvcmdldg93bi5lZHUv&guce_referrer_sig=AQAAAMivaXbirDS-A6GXdy0d33KQPbAvqcnu0JOmENS0JcgOPUlObe-rB0tcuzyBOLMrkh9SbpZiUPLGqJRH9_yDQbCsYOKOzjNpIUdfGDtSC_D3HJL9K6G6IXAYNr3CIJheRKzgOPgxPwacfXFWtYjwe9KN3Zyy1npG21jSuONitO1k, récupéré le 10.09.2025

54 Voir: TRT news' entry, **Canadian Muslims outraged as Quebec moves to ban religious symbols at schools, including hijab** in: http://trt.global/world/article/d70f757ae45b?utm_

source=pocket_shared, récupéré le 25.03.2025

55 Voir: newarab news' entry, **'Not British Enough': Far-right launches racist campaign against Hijab-wearing UK mayor** in: https://www.newarab.com/news/uk-rotherhams-new-mayor-faces-islamophobic-smear-storm, récupéré le 01.06.2025

56 Voir: theguardian news' entry, **Macron's party moots banning headscarves in public for under-15s** in: https://www.theguardian.com/world/2025/may/21/emmanuel-macron-france-party-moots-banning-headscarves-in-public-for-under-15s, récupéré le 01.06.2025

57 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Italian government's populist partner party proposes to ban Islamic veil in public places** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/italian-government-s-populist-partner-party-proposes-to-ban-islamic-veil-in-public-places/3457154, récupéré le 30.01.2025

58 Voir: theobserverpost news' entry, **Maharashtra Minister Nitesh Rane Demands Burqa Ban at Exam Centres, Tells Critics to 'Go to Pakistan' Over Hijabs** in: https://theobserverpost.com/nitesh-rane-demands-burqa-ban-at-exam-centres-tells-critics-to-go-to-pakistan-over-hijabs/?utm_source=pocket_saves/, récupéré le 01.02.2025

59 Voir: newarab news' entry, **Austrian Muslim body criticizes interior minister's statement on headscarf as 'disturbing'**in: https://www.aa.com.tr/en/europe/austrian-muslim-body-criticizes-interior-ministers-statement-on-headscarf-as-disturbing/3637632, récupéré le 25.07.2025

60 Voir: BBC news' entry, **Senator suspended after burka stunt in parliament** in: https://www.bbc.com/news/articles/cz94pdkzqvwo/, récupéré le 30.11.2025

61 Voir: aljazeera news' entry, **Harvard reports find students face anti-Muslim and anti-Jewish bias** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/4/30/harvard-taskforces-find-both-anti-semitism-islamophobia-on-campus, récupéré le 01.05.2025

62 Voir: miamiherald news' entry, **Islamophobia is surging in Florida — and it must be addressed** in: https://www.miamiherald.com/opinion/op-ed/article306489816.html, récupéré le 01.06.2025

63 Voir: theguardian news' entry, **Number of US white nationalist groups falls as extremist views go mainstream** in: https://www.theguardian.com/us-news/2025/may/22/white-nationalist-hate-extremist-groups, récupéré le 01.06.2025

64 Voir: times news' entry, **Islamophobia Surges Online After Zohran Mamdani's Win** in: https://time.com/7301271/zohran-mamdani-muslim-islamophobia-trump/, récupéré le 15.07.2025

65 Voir: news.ku.edu entry, **'Muslim Ban' decreased preventative care for children of Middle Eastern ancestry, study finds** in: https://news.ku.edu/news/article/muslim-ban-decreased-preventative-care-for-children-of-middle-eastern-ancestry-study-finds, récupéré le 01.07.2025

66 Voir: tennessean news' entry, **Muslim students face bullying and try to hide their religious identity, AMAC survey finds** in: https://www.tennessean.com/story/news/education/2025/09/08/muslim-students-face-bullying-in-tennessee-schools-amac-survey-finds/85958876007/ récupéré le 15.09.2025

67 Voir: theprint news' entry, **Big tech looks away as AI Islamophobia explodes, Muslim women's sexualised images dominate hate content** in: https://theprint.in/india/big-tech-looks-away-as-ai-islamophobia-explodes-muslim-womens-sexualised-images-dominate-hate-content/2756132/, récupéré le 10.10.2025

68 Voir: CAIR news' entry **New CAIR-CA, CPHB Report Shows Muslim Students Are Bullied at Twice the National Average**, in: https://www.cair.com/press_releases/new-cair-ca-cphb-report-shows-muslim-students-are-bullied-at-twice-the-national-average/, Also: https://ca.cair.com/wp-content/uploads/2025/10/2025-Bullying-Report-10.29.pdf, récupéré le 01.11.2025

69 Voir: dailysabah news' entry, **Report finds systemic Islamophobia in Canada's health care system** in: **http://dailysabah.com/world/americas/report-finds-systemic-islamophobia-in-canadas-health-care-system?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 10.03.2025

70 Voir: CBC news' entry, **London police use force against Black, Arab, Indigenous men disproportionately, data shows** in: **https://www.cbc.ca/news/canada/london/black-middle-eastern-indigenous-men-disproportionately-targeted-by-london-police-data-1.7570300**, récupéré le 01.07.2025

71 Voir: trt news' entry, **Islamophobic, anti-Palestine hate crimes surged by 1,800% in Canada since October 7 — report** in: **https://trt.global/world/article/37a768976eed**, récupéré le 10.08.2025

72 Voir: bluewin news' entry, **Anti-Muslim racism is everywhere, according to study** in: **http://bluewin.ch/en/news/anti-muslim-racism-is-everywhere-according-to-study-2581322.html?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.03.2025

73 Voir: hyphenonline news' entry, **44% of Muslim doctors 'have faced regular discrimination since medical school'**in: **http://hyphenonline.com/2024/12/23/44-of-muslim-doctors-have-faced-regular-discrimination-since-medical-school?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.01.2025

74 Voir: news.sky news' entry, **School and mosques vandalised with anti-Muslim graffiti in London** in: **https://news.sky.com/story/school-and-mosques-vandalised-with-anti-muslim-graffiti-in-london-13295911**, récupéré le 26.01.2025

75 Voir: theguardian news' entry, **Police forces report sharp rise in religious hate crimes across UK** in: **http://theguardian.com/society/2024/dec/30/police-forces-report-sharp-rise-in-religious-hate-crimes-across-uk?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 01.01.2025

76 Voir: dailysabah news' entry, **'1 in 5 Muslim women in UK faced hate crimes in the past year'**in: **http://dailysabah.com/world/islamophobia/1-in-5-muslim-women-in-uk-faced-hate-crimes-in-the-past-year?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 20.01.2025

77 Voir: independent news' entry, **Islamophobic assaults surged by 73% in 2024, anti-hate crime charity reports** in: **http://theguardian.com/news/2025/feb/19/uk-islamophobic-assaults-surged-by-73-in-2024-anti-hate-charity-reports?utm_source=pocket_shared**, Also: **https://tellmamauk.org/tell-mama-records-the-highest-number-of-anti-muslim-hate-cases-in-2024-since-its-founding/,** Image Source: **https://pbs.twimg.com/media/GkPip5DXkAAaP8R?format=jpg&name=900x900**, récupéré le 20.02.2025

78 See: independent news' entry, **Men targeted offline more than women for first time amid record anti-Muslim hate** in: **http://independent.co.uk/news/uk/home-news/men-muslims-british-southport-hamas-b2700535.html?utm_source=pocket_shared**, récupéré le 20.02.2025

79 Voir: bbc news' entry, **Anti-Muslim hate at record level in UK, charity says** in: **http://bbc.com/news/articles/clyjlx2e4l8o?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 01.04.2025

80 Voir: pulsetoday news' entry, **Police investigating 'hate crime' and 'obscene' racist graffiti at London GP practice** in: **http://pulsetoday.co.uk/news/special-investigations/gp-abuse/police-investigating-hate-crime-and-obscene-racist-graffiti-at-london-gp-practice?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 01.03.2025

81 Voir: theguardian news' entry, **Muslim prisoners in England more likely to be subjected to force, charity finds** in: **http://theguardian.com/society/2025/apr/16/muslim-prisoners-in-england-more-likely-to-be-subjected-to-force-charity-finds?utm_source=pocket_shared,** récupéré le 01.05.2025

82 Voir: ITV news' entry, **Poll suggests growing fear among Muslim women in the UK** in: **https://www.itv.com/news/2025-04-30/british-muslim-women-feel-less-safe-than-a-year-ago-poll-suggests**, récupéré le 01.05.2025

83 Voir: newarab news' entry, **'We're pushed out': Muslim women in UK media face systemic discrimination, new report finds** in: https://www.newarab.com/news/muslim-women-uk-media-face-systemic-bias-new-report-finds/, récupéré le 20.07.2025

84 Voir: tellmamauk news' entry, **July to September 2025 and Anti-Muslim Hate Cases in the U.K.** in: https://tellmamauk.org/july-to-september-2025-and-anti-muslim-hate-cases-in-the-u-k/, retrieved on 10.09.2025

85 Voir: wandsworthguardian news' entry, **Dozens of anti-Muslim hate reports after Unite the Kingdom rally, charity says** in: https://www.wandsworthguardian.co.uk/news/national/25511407.dozens-anti-muslim-hate-reports-unite-kingdom-rally-charity-says/, récupéré le 10.10.2025

86 Voir: Anadolu Agency news' entry **'Nationwide surge' in UK anti-Muslim hate as mosque attacks on rise: Watchdog**, in: https://www.aa.com.tr/en/europe/nationwide-surge-in-uk-anti-muslim-hate-as-mosque-attacks-on-rise-watchdog/3738133 /, récupéré le 10.11.2025

87 Voir: BBC news' entry **Hate crime in England and Wales rises for first time in three years**, in: https://www.bbc.com/news/articles/cp3vg33nje4o, récupéré le 01.11.2025

88 Voir: religionmediacentre news' entry **'Something has changed for the worse': Record levels of mosque attacks as anti-Muslim hatred rises**, in: https://religionmediacentre.org.uk/news/something-has-changed-for-the-worse-record-levels-of-mosque-attacks-as-anti-muslim-hatred-rises/, retrieved on 05.12.2025

89 Voir: hyphenonline news' entry **Women tell of harassment on the tube as calls grow for segregated carriages**, in: https://hyphenonline.com/2025/11/28/women-only-tube-carriages-london-underground-muslim-harassment/, récupéré le 05.12.2025

90 [Traduction Google en anglais] Voir: le parisien news' entry, **79 anti-Muslim acts recorded between January and March 2025, 72% more than over the same period in 2024**in: https://www.leparisien.fr/societe/religions/79-actes-antimusulmans-recenses-entre-janvier-et-mars-2025-72-de-plus-que-sur-la-meme-periode-en-2024-29-04-2025-UEAEWNR5NZHHBI7ENM2X6TDYYI.php, récupéré le 01.05.2025

91Voir: aljazeera news' entry, **State-sponsored Islamophobia in France encourages violence** in: https://www.aljazeera.com/opinions/2025/7/5/state-sponsored-islamophobia-in-france-encourages-violence, récupéré le 10.06.2025

92 Voir: Anadolu Agency news' entry, ⁦**French Muslims feel unsafe from 'constant suspicion': Muslim group** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/french-muslims-feel-unsafe-from-constant-suspicion-muslim-group/3575911, récupéré le 01.06.2025

93 Voir: moroccoworldnews news' entry, **Anti-Muslim Acts in France Increase by 75%, Attacks on Individuals Triple** in: https://www.moroccoworldnews.com/2025/07/224624/anti-muslim-acts-in-france-increase-by-75-attacks-on-individuals-triple/#google_vignette, récupéré le 15.07.2025

94 Voir: Anadolu Agency news' entry **Religion-based discrimination on rise in France, primarily targeting Muslims: Report**, in: https://www.aa.com.tr/en/europe/religion-based-discrimination-on-rise-in-france-primarily-targeting-muslims-report/3763347, récupéré le 25.12.2025

95 Voir: Anadolu Agency news' entry **French organization denounces 'instrumentalization' of Muslims in controversial survey**, in: https://www.aa.com.tr/en/europe/french-organization-denounces-instrumentalization-of-muslims-in-controversial-survey/3749653, récupéré le 05.12.2025

96 Voir: algemeiner news' entry, **X, Meta Approved Antisemitic and Anti-Muslim Ads Targeting German Voters Before Election, Study Finds** in: http://algemeiner.com/2025/02/24/x-meta-approved-antisemitic-anti-muslim-ads-targeting-german-voters-before-election-study-finds?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.03.2025

97 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Germany sees rise in Islamophobic crimes** in: http://aa.com.tr/en/europe/germany-sees-rise-in-islamophobic-crimes/3475366?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.03.2025

98 Voir: Anadolu Agency news' entry, **German secret service document highlights far-right party's xenophobic, anti-Islamic stance** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/german-secret-service-document-highlights-far-right-party-s-xenophobic-anti-islamic-stance/3561442, récupéré le 20.05.2025

99 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Nearly half of Germans favor banning far-right AfD party: Poll** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/nearly-half-of-germans-favor-banning-far-right-afd-party-poll-/3556734, récupéré le 20.05.2025

100 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Alarming Islamophobia in Germany: 'Every second person agrees with anti-Muslim statements'**in: https://www.aa.com.tr/en/europe/alarming-islamophobia-in-germany-every-second-person-agrees-with-anti-muslim-statements-/3609924, récupéré le 01.07.2025

101 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Number of young far-right crime suspects in Germany doubled in 2024**in: https://www.aa.com.tr/en/europe/number-of-young-far-right-crime-suspects-in-germany-doubled-in-2024/3711339, récupéré le 20.10.2025

102 Voir: dailysabah news' entry, **Report unveils systemic anti-Muslim racism rooted across Europe** in: http://dailysabah.com/world/islamophobia/report-unveils-systemic-anti-muslim-racism-rooted-across-europe?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.01.2025

103 Voir: TRT news' entry, **The rise and rise of hatred: Racism, Anti-Muslim sentiment surges in Europe** in: https://trt.global/world/article/67b44301c639, récupéré le 01.04.2025

104 Voir: moroccoworldnews news' entry, **Far-Right Party Leads Looming Islamophobia, Anti-Migrant Hatred Large in Spain** in: https://www.moroccoworldnews.com/2025/07/229627/far-right-party-leads-looming-islamophobia-anti-migrant-hatred-large-in-spain/, récupéré le 20.07.2025

105 Voir: thewire news' entry, **2024 Saw 84% Rise in Communal Riots, Religious Festivals Were Main Trigger: CSSS Report** in: https://thewire.in/communalism/2024-saw-84-rise-in-communal-riots-religious-festivals-were-main-trigger-csss/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 30.01.2025

106 Voir: CNN news' entry, **World's most populous nation saw a 'staggering' rise in hate speech in 2024, report said** in: https://edition.cnn.com/2025/02/10/india/india-hate-speech-report-hnk-intl/index.html?Date=20250211&Profile=CNN%20International&sfnsn=scwspwa&utm_source=pocket_saves, Also: https://indiahatelab.com/2025/02/10/hate-speech-events-in-india-2024/, récupéré le 20.02.2025

107 Voir: CNN news' entry, **World's most populous nation saw a 'staggering' rise in hate speech in 2024, report says** in: https://edition.cnn.com/2025/02/10/india/india-hate-speech-report-hnk-intl/index.html?Date=20250211&Profile=CNN%20International&sfnsn=scwspwa&utm_source=pocket_saves, Also: https://indiahatelab.com/2025/02/10/hate-speech-events-in-india-2024/, récupéré le 20.02.2025

108 Voir: siasat news' entry, **'Chhaava' triggers online religious hate wave targetting minorities** in: https://www.siasat.com/chhaava-triggers-online-religious-hate-wave-targetting-minorities-3184102/, récupéré le 25.02.2025

109 Voir: theobserverpost news' entry, **"Muslim-dominated areas in Delhi lack basic amenities, creating 'ghettos,'" says SPECT Foundation report** in: https://theobserverpost.com/muslim-dominated-areas-in-delhi-lack-basic-amenities-creating-ghettos-says-spect-foundation-report/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 01.02.2025

110 Voir: hindutvawatch news' entry, **UK government report identifies role of 'Hindu nationalist extremism' in Leicester riots** in: http://hindutvawatch.org/uk-government-report-identifies-role-of-hindu-nationalist-extremism-in-leicester-riots-middle-east-eye?utm_source=pocket_

shared/, récupéré le 01.02.2025

111 Voir: indiahatelab news' entry, **64 Anti-Muslim Hate Speech Events Recorded in 10 Days Post Pahalgam Attack** in: https://www.indiahatelab.com/2025/05/02/hate-speech-post-pahalgam-attack/, récupéré le 20.05.2025

112 Voir: maktoobmedia news' entry, **Civil rights group documents 184 anti-Muslim hate crimes in wake of Pahalgam attack** in: https://maktoobmedia.com/india/civil-rights-group-documents-184-anti-muslim-hate-crimes-in-wake-of-pahalgam-attack/, récupéré le 01.06.2025

113 Voir: maktoobmedia news' entry, **Study finds alarming trend of Islamophobia, disregard for due process, rise in extrajudicial measures among police** in: https://maktoobmedia.com/india/study-finds-alarming-trend-of-islamophobia-disregard-for-due-process-rise-in-extrajudicial-measures-among-police//, récupéré le 01.04.2025

114 Voir: hindustantimes news' entry, **Over 800 communal incidents in less than 3 months in Maharashtra: Cops** in: https://www.hindustantimes.com/india-news/800-communal-incidents-in-less-than-3-months-what-sparked-maharashtras-fury-101742827113311.html, récupéré le 01.04.2025

115 Voir: timesofindia news' entry, **Nearly 602 Hate Crimes Documented in Modi's Third Term** in: https://thewire.in/communalism/apcr-report-communalism-anti-minority-hate-crimes-modi-third-government-first-year, Also: https://apcrindia.in/wp-content/uploads/2025/06/HCT-Jun-2024-Jun-2025.pdf récupéré le 01.07.2025

116 Voir: washingtonpost news' entry, **In India's deportation drive, Muslim men recount being tossed into the sea** in: https://www.washingtonpost.com/world/2025/07/11/india-muslims-deportations-bangladesh-pahalgam/?utm_source=chatgpt.com /, récupéré le 01.07.2025

117 Voir: Anadolu Agency news' entry, **The Occupied Palestinian Territory: Palestinians report 22 Israeli settler raids on Jerusalem's Al-Aqsa complex last month** in: https://www.aa.com.tr/en/middle-east/palestinians-report-22-israeli-settler-raids-on-jerusalem-s-al-aqsa-complex-last-month/3439638, récupéré le 10.01.2025

118 Voir: youm7 news' entry, **Al-Azhar Observatory: 58,000 Jewish Settlers Storm Al-Aqsa Mosque in 2024**in: https://www.youm7.com/story/2025/1/6/%D9%85%D8%B1%D8%B5%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B2%D9%87%D8%B1-58-%D8%A3%D9%84%D9%81-%D9%8A%D9%87%D9%88%D8%AF%D9%8A-%D9%8A%D9%82%D8%AA%D8%AD%D9%85%D9%88%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%82%D8%B5%D9%89-%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%84-%D8%B9%D8%A7%D9%85-2024%D9%85/6836793, récupéré le 01.02.2025

119 Voir: middle east monitor news' entry, **Israel destroyed 1,109 mosques and 3 churches during Gaza genocide, says ministry** in: https://www.middleeastmonitor.com/20250219-israel-destroyed-1109-mosques-and-3-churches-during-gaza-genocide-says-ministry/, récupéré le 01.03.2025

120 Voir: SBS news' entry, **'Endemic and unreported': Special envoy says Islamophobia 'normalised' in Australia** in: http://sbs.com.au/news/article/endemic-and-unreported-aftab-malik-says-islamophobia-normalised-in-australia/a0n6s1zm7?utm_source=pocket_shared, récupéré le 01.02.2025

121 Voir: theguardian news' entry, **Islamophobic incidents in Australia have doubled over the past two years, research suggests** in: http://theguardian.com/news/2025/mar/13/islamophobic-incidents-in-australia-have-doubled-over-the-past-two-years-research-suggests-ntwnfb?utm_source=pocket_shared, récupéré le 15.03.2025

122 Voir: ABC news' entry, **Doctors face Islamophobia in Australian healthcare 'crisis', research shows** in: https://www.abc.net.au/news/2025-07-11/hiddencrisis-muslim-healthcare-workers-face-discrimination-/105263328/, récupéré le 15.07.2025

123 Voir: theguardian news' entry, **Islamophobia on the rise in Australia and majority of incidents are not reported, report says** in: https://www.theguardian.com/australia-news/2025/

aug/17/islamophobia-on-the-rise-in-australia-and-majority-of-incidents-are-not-reported-report-says-ntwnfb, récupéré le 20.08.2025

124 Voir: reuters news' entry, **Teacher put on leave after allegedly calling Palestinian child an extremist** in: https://www.reuters.com/world/us-teacher-put-leave-after-allegedly-calling-palestinian-child-an-extremist-2025-01-26/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 15.02.2025

125 Voir: ABC news' entry, **Meta apologises after 'Christchurch 2.0' report claimed it didn't breach Instagram rules** in: http://abc.net.au/news/2025-03-07/calls-for-action-after-christchurch-comment-deemed-not-a-breach/105016434?utm_source=pocket_shared, récupéré le 10.03.2025

126 Voir: fox5atlanta news' entry, in **Ex-husband of Rep. Marjorie Taylor Greene apologizes to Muslim women**: http://fox5atlanta.com/news/watch-man-accused-verbally-attacking-local-muslim-women-wants-apologize?utm_source=pocket_shared, récupéré le 10.04.2025

127 Voir: Anadolu Agency news' entry, **Canadian prime minister condemns 'appalling' attack on Muslim man** in: https://www.aa.com.tr/en/americas/canadian-prime-minister-condemns-appalling-attack-on-muslim-man/3711935, récupéré le 20.10.2025

128 Voir: politico news' entry **Sinn Féin expels member over anti-immigrant terror plot**, in: https://www.politico.eu/article/ireland-sinn-fein-anti-immigration-terror-mosque//, récupéré le 20.11.2025

129 Voir: Anadolu Agency news' entry, **UK Muslim group asks Tories to remove shadow justice secretary for 'admiring' far-right** in: http://aa.com.tr/en/europe/uk-muslim-group-asks-tories-to-remove-shadow-justice-secretary-for-admiring-far-right/3433330?utm_source=pocket_shared, récupéré le 30.01.2025

130 Voir: BBC news' entry, **City names first black, hijab-wearing Lord Mayor** in: https://www.bbc.com/news/articles/cx2q5v2x30ro, récupéré le 20.05.2025

131 Voir: aljazeera news' entry, **Chairman of far-right Reform UK party quits after burqa row** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/6/5/chairman-of-uks-radical-right-reform-party-quits-after-burqa-row, récupéré le 10.06.2025

132 Voir: aljazeera news' entry, **Far-right figure Tommy Robinson arrested for train station assault in UK** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/8/4/far-right-figure-tommy-robinson-arrested-for-train-station-assault-in-uk, récupéré le 15.08.2025

133 Voir: independent news' entry **Ukip protest banned from London borough with large Muslim population**, in: https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/ukip-mass-deportations-tour-whitechapel-b2849301.html, récupéré le 01.11.2025

134 Voir: clarionindia news' entry, **Case against Kerala BJP leader for 'hate speech' against Muslim community** in: https://clarionindia.net/vacate-or-face-bulldozer-action-sambhal-admin-gives-24-hour-notice-to-12-shops-near-mosque/?utm_source=pocket_saves, récupéré le 20.01.2025

135 Voir: maktoobmedia news' entry, **Meta removes accounts linked to BJP MLA Raja Singh following Hate Speech Report** in: https://maktoobmedia.com/india/meta-removes-accounts-linked-to-bjp-mla-raja-singh-following-hate-speech-report/, récupéré le 01.03.2025

136 Voir : l'article de ktnv news, **la ligne d'assistance téléphonique du Nevada pour signaler les crimes haineux est désormais opérationnelle** : http://ktnv.com/news/nevada-hate-crime-reporting-hotline-is-now-up-and-running?utm_source=pocket_shared , consulté le 30.01.2025

137 Voir : article d'Insidenova News intitulé « **Les écoles du comté de Prince William ajoutent un deuxième jour férié pour l'Aïd au calendrier scolaire 2025-2026 et avancent la date de rentrée** ». http://insidenova.com/headlines/prince-william-schools-add-second-eid-holiday-to-the-2025-26-school-calendar-bump-up/article_c9a3f15a-d9a8-11ef-b791-6fcd4b97a04e.html?utm_source=pocket_shared , consulté le 01.01.2025

138 Voir : l'article de Newsweek intitulé « **Un allié de Trump réprimande un républicain pour publication anti-musulmane après l'attentat de La Nouvelle-Orléans »** . **http://newsweek.com/trump-ally-rebukes-republicans-anti-muslim-post-after-new-orleans-attack-2008725?utm_source=pocket_shared** , consulté le 05.01.2025

139 Voir : article de l'agence Anadolu : « **Un groupe de défense des droits civiques musulmans salue la reconnaissance de la Journée mondiale du hijab à New York »** . **http://aa.com.tr/en/americas/us-muslim-civil-rights-group-welcomes-recognition-of-world-hijab-day-in-new-york/3466034?utm_source=pocket_shared** , consulté le 05.02.2025

140 Voir : l'article de muslimgirl news intitulé « **Le Congrès réintroduit enfin un projet de loi pour lutter contre l'islamophobie en 2025** ». **http://muslimgirl.com/exclusive-congress-is-finally-reintroducing-a-bill-to-fight-islamophobia-in-2025?utm_source=pocket_shared** , consulté le 05.02.2025

141 Voir : l'article de chu.house.gov news intitulé « **Le représentant Chu et le sénateur Coons présentent à nouveau un projet de loi visant à empêcher les présidents d'instaurer des interdictions de voyager fondées sur des motifs religieux »** . **http://chu.house.gov/media-center/press-releases/trump-administration-prepares-revamped-muslim-ban-rep-chu-sen-coons?utm_source=pocket_shared ,** consulté le 10.02.2025

142Voir l'article de CAIR News intitulé « **CAIR-LA Welcomes Anaheim Union High School District's Free Ramadan Meal Kit Initiative for Fasting Muslim Students »** : **https://www.cair.com/press_releases/cair-la-welcomes-anaheim-union-high-school-districts-free-ramadan-meal-kit-initiative-for-fasting-muslim-students/?utm_source=pocket_saves** (consulté le 1er mars 2025).

143Voir l'article de CAIR News intitulé « **CAIR-Texas Applauds House Resolution 85 Recognizing March 15 as the International Day to Combat Islamophobia »** : **https://www.cair.com/press_releases/cair-texas-applauds-house-resolution-85-recognizing-march-15-as-the-international-day-to-combat-islamophobia/?utm_source=pocket_saves** (consulté le 1er mars 2025).

144Voir l'article de wjla news intitulé « **Une enseignante du Maryland sanctionnée pour avoir prétendument harcelé une élève musulmane à cause de son hijab** » : **http://wjla.com/news/local/cabin-branch-elementary-school-montgomery-county-public-schools-maryland-teacher-disciplined-muslim-islam-student-remove-hijab-council-on-american-islamic-relations-cair-clarksburg?utm_source=pocket_shared** (consulté le 01/04/2025)

145 Voir : l'article de thevarsity news intitulé « **L'Université de Toronto lance un groupe de travail sur la discrimination envers les musulmans, les Arabes et les Palestiniens »** : **https://thevarsity.ca/2025/01/13/u-of-t-launches-muslim-arab-and-palestinian-discrimination-working-group/?utm_source=pocket_saves** , consulté le 15.01.2022

146 Voir l'article de dailysabah news intitulé « **Un nouveau guide pour lutter contre l'islamophobie au Canada** » : **http://ca.finance.yahoo.com/news/guide-combat-islamophobia-canada-172100270.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9icmlkZ2UuZ2Vvcmdldg93bi5lZHUv&guce_referrer_sig=AQAAAI9Anto3tZb79__uD46QrpJyvUOiRCg0vbvONx264iZjZTxzc3aRIzfGc9x4U76HeXvgYHUBsYAN60zPeaBYsBNJsdNj8133MdO58eai3z4GIYseQkux5SKUZMf2p2eHo0Gyfk0wuaHCfqKB6V3-M2EnwLKD0hMWBeY4z4AkwHD3Zj&utm_source=pocket_shared ,** récupéré le 10.03.2025

147 Voir : l'article de CBC News intitulé « **Le gouvernement dépose un projet de loi visant les symboles de haine et protégeant les lieux de culte »** . **https://www.cbc.ca/news/politics/ottawa-hate-symbols-1.7638237,** consulté le 01.10.2025

148 Voir : l'article de l'agence Anadolu intitulé « **L'ONU nomme Miguel Angel Moratinos envoyé spécial pour lutter contre l'islamophobie »** : **https://www.aa.com.tr/en/world/un-appoints-miguel-angel-moratinos-special-envoy-to-combat-islamophobia/3560366** , Source de l'image : **https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/smg-portrait/moratinos_official_web.jpg** , consulté le 20/05/2025

149 Voir : l'article du Guardian intitulé « **Wes Streeting évoque le massacre d'une mosquée en Nouvelle-Zélande dans un contexte de rhétorique sur les réseaux pédophiles »** . **http://theguardian.com/politics/2025/jan/10/wes-streeting-new-zealand-mosque-massacre-warning-grooming-gang-rhetoric?utm_source=pocket_shared** , consulté le 15.01.2025

150Voir : article de BBC News intitulé « **Le West End londonien illuminé avant le Ramadan »** : **http://bbc.com/news/articles/ckgz0r8rgd8o?utm_source=pocket_shared** (consulté le 1er mars 2025)

151 Voir : l'article de thewire news intitulé « **La Haute Cour du Rajasthan interdit une action brutale contre des hommes musulmans accusés d'agression sexuelle »** . **https://thewire.in/law/rajasthan-hc-bars-bulldozer-action-against-muslim-men-accused-of-sexual-assault ,** consulté le 14.03.2025

152 Voir : l'article de London GOV News intitulé « **Le maire annonce une augmentation de 875 000 £ de son fonds record destiné à lutter contre les crimes haineux et l'extrémisme à Londres »** . **https://www.london.gov.uk/Mayor-announces-%C2%A3875%2C000-boost-to-his-record-fund-tackling-hate-crime/** , consulté le 01.05.2025

153Voir : article de BBC News intitulé « **La police obtient de nouveaux pouvoirs pour protéger les lieux de culte** » : **http://bbc.com/news/articles/cwyg0jyjnxwo?utm_source=pocket_shared** (consulté le 1er avril 2025)

154 Voir : l'article du Yorkshire Post News intitulé « **Lancement d'une initiative dans le Yorkshire pour lutter contre l'islamophobie par l'éducation et le dialogue »** . **https://www.yorkshirepost.co.uk/community/yorkshire-initiative-launches-to-fight-islamophobia-through-education-and-dialogue-5149279** , consulté le 01.06.2025

155 Voir : l'article du Guardian intitulé « Le **Royaume-Uni fait face au "combat de notre époque" contre une division toxique illustrée par un rassemblement d'extrême droite, déclare Starmer** ». **https://www.theguardian.com/world/2025/sep/16/uk-faces-fight-of-our-times-after-far-right-march-says-keir-starmer,** consulté le 20/09/2025

156 Voir : l'article de Newham News intitulé **« Newham présente "Flip the Script" – Programme du mois de sensibilisation à l'islamophobie »** , dans : **https://www.newham.gov.uk/news/article/1502/newham-presents-flip-the-script-islamophobia-awareness-month-programme** , consulté le 01.11.2025

157 Voir : l'article du Guardian intitulé « **Des musulmans français dénoncent la haine religieuse après l'arrestation d'un suspect dans une attaque au couteau contre une mosquée »** . **https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/may/13/worshipper-murdered-french-mosque-politicians-crime-islamophobia** , Aussi : **https://www.theguardian.com/world/2025/apr/28/french-muslims-religious-hatred-islamophobia-mosque-stabbing-suspect-arrested-italy?utm_source=chatgpt.com** Source de l'image : **https://www.instagram.com/reel/DJMbJ-WN_Wb/?hl=en,** consulté le 01.05.2025

158 Voir : Article de l'agence Anadolu, « **Le Parlement français rend hommage à un fidèle musulman tué dans l'attaque d'une mosquée** » : **https://www.aa.com.tr/en/europe/french-parliament-honors-muslim-worshipper-killed-in-mosque-attack/3552094** , consulté le 01.05.2025

159 Voir : l'article de Politico News intitulé « **Le Premier ministre français critique vivement la proposition de son prédécesseur d'interdire le port du voile à la plupart des enfants »** . **https://www.politico.eu/article/france-francois-bayrou-blast-predecessor-proposal-ban-headscarf-children-under-15/** , consulté le 01.06.2025

160 Voir : l'article de shiawaves news intitulé « **Un tribunal français rouvre une école islamique à Nice après l'annulation de sa fermeture »** . **https://shiawaves.com/arabic/news/world/europe/182411-%d9%85%d8%ad%d9%83%d9%85%d8%a9-%d9%81%d8%b1%d9%86%d8%b3%d9%8a%d8%a9-%d8%aa%d8%b9%d9%8a%d8%af-%d9%81%d8%aa%d8%ad-%d9%85%d8%af%d8%b1%d8%b3%d8%a9-%d8%a5%d8%b3%d9%84%d8%a7%d9%85%d9%8a%d8%a9-%d9%81%d9%8a/,** consulté le 19.10.2025

161 Voir : dépêche de l'agence Anadolu, « **L'Allemagne s'inquiète des attaques anti-musulmanes après l'incident du camion-bélier** sur un marché de Noël » : **http://aa.com.tr/en/middle-east/germany-concerned-over-anti-muslim-attacks-after-christmas-market-ramming/3432628?utm_source=pocket_shared** , consulté le 30.01.2025

162 Voir : dépêche de l'agence Anadolu, « **L'Allemagne ouvrira son premier centre de signalement du racisme anti-musulman** au printemps prochain » : **http://aa.com.tr/en/europe/germany-to-open-its-first-anti-muslim-racism-reporting-center-next-spring/3436777?utm_source=pocket_shared** , consulté le 30.01.2025

163 Voir : l'article d'Euronews intitulé « **La Commission européenne défend le financement des projets de recherche sur l'islam et l'islamophobie »** . **https://www.euronews.com/my-europe/2025/08/18/eu-commission-defends-funding-for-islam-and-islamophobia-research-projects** , consulté le 20.08.2025

164 Voir : l'article de Lemonde News intitulé « **L'Italie extrade vers la France le suspect du meurtre dans une mosquée »** . **https://www.lemonde.fr/en/france/article/2025/05/09/italy-extradites-mosque-murder-suspect-to-france_6741100_7.html?utm_source=chatgpt.com,** consulté le 20/05/2025

165 Voir : l'article d'Infomigrants News intitulé « **Le gouvernement de Madrid lutte contre l'islamophobie avec un dossier sur l'immigration »** , dans : **https://www.infomigrants.net/en/post/67660/madrid-government-challenges-islamophobia-with-dossier-on-immigration** , consulté le 01.11.2025

166 Voir : l'article du Guardian, « **Une ville espagnole sommée de lever l'interdiction des fêtes religieuses qui touche principalement les musulmans »** . **https://www.theguardian.com/world/2025/aug/12/spanish-town-jumilla-ordered-to-scrap-ban-on-muslim-religious-festivals-in-public-spaces** , consulté le 15.08.2025

167 Voir : article de clarionindia news : « **Le Karnataka prévoit une loi stricte contre les discours haineux assortie de sanctions sévères pour les contrevenants »** . **https://www.indiatoday.in/india/karnataka/story/karnataka-set-to-introduce-strict-hate-speech-and-crime-legislation-this-budget-session-2688813-2025-03-04 ,** consulté le 10.03.2025

168 Voir : article du Times of India : « **Des experts de l'ONU appellent à la fin des démolitions arbitraires visant les minorités et les communautés marginalisées** en : » **https://muslimmirror.com/un-experts-call-for-an-end-against-arbitrary-demolitions-targeting-minorities-and-marginalised-communities/,** consulté le 01.07.2025

169 Voir : article de la BBC : **La Cour suprême indienne suspend des dispositions controversées du droit foncier musulman** . **https://www.bbc.com/news/articles/cgq4vx2l45no,** consulté le 20/09/2025

170Voir : article de l'agence Anadolu , « **Le Premier ministre australien condamne l'islamophobie après les menaces contre une mosquée de Sydney** » : **https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/australian-premier-condemns-islamophobia-after-threat-to-sydney-mosque/3499729?utm_source=pocket_saves (** consulté le 10/03/2025)

171 Voir : l'article du Guardian intitulé « **Le Minnesota dévoile un plan de lutte contre la haine anti-musulmane : "Le racisme flagrant et l'islamophobie n'ont pas leur place dans notre État" »** . **https://www.theguardian.com/australia-news/2025/aug/15/minns-unveils-plan-to-fight-anti-muslim-hate-naked-racism-and-islamophobia-have-no-place-in-our-state-ntwnfb** , consulté le 20.08.2025

172 Voir : l'article de SBS News intitulé « **L'Australie à un moment critique pour éradiquer la "terreur grandissante" du racisme, déclare un commissaire** ». **https://www.sbs.com.au/news/article/australia-at-a-critical-time-to-stamp-out-terrifying-surge-of-racism-commissioner-says/677hzg1zq** , consulté le 15.08.2025

173 Voir : l'article de MSN News intitulé « **Un adolescent écope de 4 ans de prison pour avoir menacé une mosquée à Sanford et commis une série de canulars téléphoniques à travers le pays»**, dans : **https://www.msn.com/en-us/news/other/teen-gets-4-years-in-prison-for-sanford-**

mosque-threat-and-nationwide-swatting-spree/ar-AA1yQhmU?utm_source=pocket_saves , consulté le 15.02.2025

174Voir l'article de CNN intitulé « **Un garçon de 12 ans accusé de crime haineux après l'agression de deux élèves musulmans dans leur collège du Connecticut** » : https://edition.cnn.com/2025/03/22/us/waterbury-school-hate-crime-muslim-twins/index.html?utm_source=pocket_saves (consulté le 1er avril 2025).

175 Voir : l'article d'ABC News, « **Un homme de Morgan Hill inculpé pour agression contre des fidèles musulmans** ». https://abc7news.com/post/morgan-hill-man-charged-assaulting-muslim-worshippers-15th-santa-clara-county-hate-crime-2025/16224796/ , consulté le 01.05.2025

176 Voir : article de tellmamauk news, **Southport : Un néonazi qui a attisé les émeutes en ligne condamné à plus de 7 ans** de prison. http://tellmamauk.org/southport-neo-nazi-who-stoked-riots-online-jailed-for-over-7-years?utm_source=pocket_shared , consulté le 15.01.2025

177 Voir : l'article de BBC News intitulé « **Un adolescent inculpé pour des infractions terroristes** ». http://bbc.com/news/articles/c0rqvxe5p09o?utm_source=pocket_shared , consulté le 25/01/2025

178Voir l'article de tellmamauk news intitulé « **Un adolescent inculpé après qu'une pierre a brisé la vitre d'une mosquée alors que des fidèles se trouvaient à l'intérieur** » : http://tellmamauk.org/teenager-charged-after-rock-smashes-mosque-window-while-worshippers-inside?utm_source=pocket_shared (consulté le 01/04/2025)

179 Voir : article d'Independent News intitulé « **Un adolescent néo-nazi qui a planifié un attentat terroriste dans une mosquée est détenu pendant 10 ans** » . https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/neo-nazi-terror-attack-mosque-detained-scotland-b2811777.html, consulté le 01/09/2025

180 Voir : l'article de tellmamauk news intitulé « **L'homme qui a brûlé le Coran reconnu coupable d'atteinte à l'ordre public à caractère religieux** » : https://tellmamauk.org/man-who-burned-koran-guilty-of-religiously-aggravated-public-order-offence/ , consulté le 05.06.2025

181 Voir l'article de tellmamauk news intitulé « **Trois «nazis» ont planifié des attaques terroristes contre des mosquées et des synagogues** » : http://tellmamauk.org/three-nazis-planned-terror-attacks-against-mosques-and-synagogues?utm_source=pocket_shared (consulté le 10/03/2025)

182 Voir : Article de la BBC : **Un prêtre catholique admet avoir envoyé des messages racistes dans une conversation néonazie** . https://www.bbc.co.uk/news/articles/c4gj927l64qo.amp , consulté le 01.11.2025

183 Voir : l'article de france24news : **Un suspect français dans le meurtre de son voisin tunisien comparaîtra devant un juge antiterroriste** à : https://www.france24.com/en/france/20250605-french-suspect-in-racist-killing-of-tunisian-neighbour-to-appear-before-anti-terrorism-judge , consulté le 10.06.2025

184 Voir : l'article de siasat news, **19 personnes, dont Prachi et Narsinghan, inculpées pour les émeutes de Muzaffarnagar** : http://siasat.com/19-including-prachi-narsinghanand-charged-for-muzaffarnagar-riots-3160054?utm_source=pocket_shared , consulté le 20.01.2025

185 Voir : l'article de thewire news, « **Un tribunal ordonne le dépôt d'une plainte contre un policier pour agression d'hommes musulmans et les avoir forcés à chanter l'hymne national** » . https://thewire.in/law/delhi-riots-court-orders-fir-against-cop-for-assaulting-muslim-men-making-them-sing-national-anthem/?utm_source=pocket_saves/ , consulté le 10/02/2025

186 Voir : Article de l'agence Anadolu : **Un moine sri-lankais emprisonné pour des propos anti-islamiques** . https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/sri-lankan-monk-jailed-over-case-related-to-anti-islamic-comments/3446035?utm_source=pocket_saves , Source de l'image : https://ichef.bbci.co.uk/news/1024/cpsprodpb/4c83/live/c9f80800-cf0b-11ef-95f7-1d5704c54641.jpg.webp , consulté le 20/01/2025

187 Voir : l'article de SBS News intitulé « **La police inculpe une personne accusée d'avoir insulté verbalement une femme portant un t-shirt pro-palestinien dans un magasin Kmart** » . **http://sbs.com.au/news/article/police-charge-person-accused-of-verbally-abusing-woman-wearing-pro-palestinian-shirt-in-kmart/818cjfxzb?utm_source=pocket_shared** , consulté le 01.01.2025

188 Voir : l'article du Guardian, « **Une femme de Melbourne inculpée pour deux agressions islamophobes présumées dans un centre commercial** ». **http://theguardian.com/australia-news/2025/feb/19/melbourne-woman-charged-over-two-alleged-islamophobic-attacks-at-shopping-centre-ntwnfb?utm_source=pocket_shared** , consulté le 20.02.2025

189Voir l'article d' ABC News intitulé « **Un ancien combattant arrêté, accusé de menaces de mort au centre islamique de West Valley** » : **http://abc15.com/news/region-west-valley/avondale/war-veteran-arrested-accused-of-threatening-to-kill-people-at-west-valley-islamic-center?utm_source=pocket_shared** (consulté le 1er mai 2025).

190 Voir : l'article de cp24news, « **Une femme de Toronto accusée d'avoir tenu des propos islamophobes et agressé une victime portant le hijab à North York** » . **https://www.cp24.com/local/toronto/2025/07/14/toronto-woman-charged-after-allegedly-making-islamophobic-comments-assaulting-victim-wearing-a-hijab-in-north-york/** , consulté le 15.07.2025

191 Voir : CBC Article de presse : **La police enquête sur une agression « motivée par la haine » contre une femme musulmane à Kanata** . **https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/police-investigating-hate-motivated-assault-on-muslim-woman-in-kanata-1.5141805** , consulté le 15.08.2025

192 Voir : l'article de CBC News intitulé « **La police procède à une arrestation dans une agression à caractère haineux contre une femme musulmane à Kanata** » . **https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/police-make-arrest-in-hate-motivated-assault-on-muslim-woman-in-kanata-1.7613827,** consulté le 01.09.2025

193 Voir : article d'Independent News intitulé « **La police arrête six personnes alors que des partisans de Tommy Robinson pénètrent dans la zone de contre-manifestation lors d'une manifestation à Londres** » . **http://independent.co.uk/news/uk/home-news/tommy-robinson-march-protest-london-arrests-b2690455.html?utm_source=pocket_shared** , consulté le 05.02.2025

194 Voir : article de Standard News intitulé « **Un prédicateur chrétien arrêté avec une pancarte anti-islam lors d'une manifestation à la cathédrale de Londres perd son procès contre la police métropolitaine** devant la Haute Cour ». **http://standard.co.uk/news/uk/christian-preacher-met-police-islam-ban-muslims-southwark-cathedral-terror-b1207554.html?utm_source=pocket_shared** , consulté le 01.02.2025

195 Voir : l'article de la BBC intitulé « **Trois nouvelles arrestations suite à l'attaque incendiaire contre une mosquée** ». **https://www.bbc.com/news/articles/cy0k57jqwyqo** , consulté le 01.11.2025

196 Voir : l'article de l'agence Anadolu, « **Un homme arrêté après un incendie présumé du Coran dans une mosquée française** ». **https://www.aa.com.tr/en/europe/man-arrested-after-suspected-quran-burning-in-french-mosque/3588559** , consulté le 20.06.2025

197 Voir : article d'Indian Express News : « **Pour avoir tenté d'expulser des vendeurs musulmans et les avoir agressés à Dehradun, la police inculpe des membres d'un groupe d'extrême droite** » . **https://indianexpress.com/article/india/for-trying-to-force-out-muslim-vendors-and-assaulting-them-in-dehradun-police-book-members-of-right-wing-outfit-9827112/?utm_source=pocket_shared** , consulté le 20.02.2025

198 Voir : article d'Independent News intitulé « **Un policier indien arrêté pour avoir torturé un musulman en détention** » . **https://www.independent.co.uk/asia/india/haryana-muslim-custodial-torture-radhey-shyam-b2737157.html** , consulté le 01.05.2025

199 Voir : l'article de Muslim Mirror News intitulé « **Quatre hommes hindous arrêtés à Aligarh pour avoir écrit "J'aime Mahomet" sur les murs d'un temple afin d'inciter aux tensions communautaires »** . https://muslimmirror.com/four-hindutva-men-arrested-in-aligarh-for-writing-i-love-muhammad-on-temple-walls-to-incite-communal-tensions/ , consulté le 05.11.2025

200 Voir l'article de france24 , « **Singapour arrête un adolescent soupçonné de vouloir tuer des musulmans** » : http://france24.com/en/live-news/20250402-singapore-detains-teenage-boy-allegedly-planning-to-kill-muslims?utm_source=pocket_shared ( consulté le 1er mai 2025).

201 Voir : l'article du Guardian intitulé « **La police enquête sur des agressions islamophobes potentielles dans un centre commercial de Melbourne »** . http://theguardian.com/news/2025/feb/17/melbourne-alleged-islamophobic-assaults-women-epping-high-street-shops-ntwnfb?utm_source=pocket_shared , consulté le 20.02.2025

202 Voir l'article de SBS News intitulé « **Un adolescent arrêté pour menaces en ligne assimilables à un attentat de Christchurch 2.0 contre une mosquée de Sydney »** : http://sbs.com.au/news/article/police-investigate-online-threats-against-sydney-mosque/a8izy4pi1?utm_source=pocket_shared ( consulté le 10/03/2025)

203 Voir : l'article de sydneycriminallawyers news intitulé « **Aucune panique morale n'a été déclenchée par l'attaque d'un lieu de culte islamique »** : https://www.sydneycriminallawyers.com.au/blog/no-moral-panic-sparked-over-attack-on-islamic-place-of-worship/ , consulté le 01.08.2025

204 Voir : l'article de Keranews intitulé « **Les chefs religieux de Tarrant exhortent les responsables à condamner les publications anti-musulmanes du président du Parti républicain sur les réseaux sociaux »** . https://www.keranews.org/government/2025-08-25/tarrant-faith-leaders-urge-officials-to-condemn-gop-chairs-anti-muslim-social-media-posts, consulté le 01.09.2025

205 Voir l'article de Sojo News intitulé « **Les chrétiens ne devraient pas brûler le Coran. Ils devraient le lire** . » https://sojo.net/articles/opinion/christians-shouldnt-burn-quran-they-should-read-it/, consulté le 01.10.2025

206 Voir : l'article de CNN News intitulé « **Des groupes juifs progressistes affirment que le "Mamdani Monitor" de l'ADL est "islamophobe et raciste" »** , dans : https://www.jta.org/2025/11/11/politics/progressive-jewish-groups-say-adls-mamdani-monitor-is-isla

207 Voir : article de BBC News intitulé **« Ambiance incroyable » lors de l'Iftar au château de Windsor** : http://bbc.com/news/articles/c9849q3jd2po?utm_source=pocket_shared , consulté le 10/03/2025

208 Voir : l'article de hyphenonline news intitulé « **Soutenue par Harry et Meghan, une banque alimentaire unique gérée par des musulmans et des juifs fête ses 10** ans » : https://hyphenonline.com/2025/06/16/salaam-shalom-muslim-jewish-charity-food-bank-nottingham-10-years/ , consulté le 20/06/2025

209 Voir : article de la BBC : **Des graffitis d'extrême droite effacés par des habitants « horrifiés »** à : https://www.bbc.com/news/articles/cgq408px1n7o , consulté le 15/09/2025

210 Voir : article d'Indian Express News intitulé « **La plupart des discours haineux que nous voyons visent les minorités et les classes opprimées : le juge de la Cour suprême AS Oka »** . https://indianexpress.com/article/india/most-hate-speeches-we-see-are-against-minorities-oppressed-classes-supreme-court-judge-justice-as-oka-9927332// , consulté le 10.04.2025

211 Voir l'article de l'agence Anadolu , **« Le chef des droits de l›homme de Nouvelle-Zélande présente ses excuses pour ses propos islamophobes »** : http://aa.com.tr/en/asia-pacific/new-zealand-s-human-rights-chief-apologizes-for-islamophobic-remarks-/3526560?utm_source=pocket_shared (consulté le 10 avril 2025)

212 Voir : maktoobmedia news' entry, **Madrasa in UP's Kushinagar Faces 'Illegal' Tag Despite SDM's Approval** in: https://clarionindia.net/madrasa-in-ups-kushinagar-faces-illegal-tag-

despite-sdms-approval/, retrieved on 20.08.2025

213 Voir : tennessean news' entry, **'We feel unsafe after attacks on our mosque'**in: https://www.bbc.com/news/articles/cdxqlpze88ro, retrieved on 15.09.2025

214 Voir : arabnews news' entry, **Mosque in southwest England vandalized in suspected hate crime** in: https://www.arabnews.com/node/2614972/amp, retrieved on 15.09.2025

215 Voir : birminghammail news' entry, **Pig left on mosque door as community left heartbroken by hate crime** in: https://www.birminghammail.co.uk/news/midlands-news/pig-left-mosque-door-community-32335495, retrieved on 01.09.2025

216 Voir : dailymail news' entry, **Man arrested after Muslim woman and her child were 'racially abused' by people painting flags on buildings** in: https://www.dailymail.co.uk/news/article-15029661/man-arrested-Muslim-woman-child-racially-abused-painting-flags-buildings.html, retrieved on 01.09.2025

217 Voir : theguardian news' entry, **At least nine pigs' heads found outside mosques in Paris region** in: https://www.theguardian.com/world/2025/sep/09/pigs-heads-found-mosques-paris-region retrieved on 15.09.2025

218 Voir : Anadolu Agency news' entry, **9 mosques in Netherlands get hate letters smeared with suspected blood** in: https://www.aa.com.tr/en/world/9-mosques-in-netherlands-get-hate-letters-smeared-with-suspected-blood/3686091, retrieved on 20.09.2025

219 Voir : toronto.citynews news' entry, **Muslim community concerned for safety after alleged hate-motivated incident at Mississauga Islamic centre** in: https://toronto.citynews.ca/2025/08/31/muslim-community-concerned-for-safety-after-alleged-hate-motivated-incident-at-mississauga-islamic-centre/, retrieved on 01.09.2025

220 Voir : CBC news' entry, **Muslim group heartened by support after being targeted with racist graffiti** in: https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/muslim-group-heartened-by-support-after-being-targeted-with-racist-graffiti-1.7622711 , retrieved on 10.09.2025

221 Voir : cp24news' entry, **Police appeal for info after more anti-Muslim graffiti found along Ajax waterfront trail** in: https://www.cp24.com/local/durham/2025/09/03/police-appeal-for-info-after-more-anti-muslim-graffiti-found-along-ajax-waterfront-trail/, retrieved on 10.09.2025

222 Voir : independent news' entry, **Masked pair 'spray accelerant' on mosque in suspected arson attack being treated as hate crime** in: https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/peacehaven-mosque-fire-east-sussex-arson-hate-crime-b2839553.html, retrieved on 10.10.2025

223 Voir : aljazeera news' entry, **French Muslims on alert after severed pig heads found at nine mosques** in: https://www.aljazeera.com/news/2025/9/22/french-muslims-on-alert-after-severed-pig-heads-found-at-nine-mosques, retrieved on 01.10.2025

224 Voir : abc news' entry, **Muslim community leaders alarmed by a rise in Islamophobia amid recent incidents in south-east Queensland—**in: https://www.abc.net.au/news/2025-09-11/muslim-community-leaders-alarmed-islamophobia/105755158, Also: https://www.youtube.com/watch?v=WByPklJOqgI retrieved on 15.09.2025

225 Voir : Anadolu Agency news' entry, **Mosque in southern Sweden destroyed in suspected arson attack** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/mosque-in-southern-sweden-destroyed-in-suspected-arson-attack/3696143, retrieved on 01.10.2025

226 Voir : Anadolu Agency news' entry, **Swedish police suspect hate crime in Thursday night's mosque fire** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/swedish-police-suspect-hate-crime-in-thursday-nights-mosque-fire/3720194, retrieved on 20.10.2025

227 Voir : abna24news' entry, **Two Mosques in One Week Demolished in Uttar Pradesh India-Sparking Muslim Anger** in: https://en.abna24.com/news/1735050/Two-Mosques-in-One-Week-Demolished-in-Uttar-Pradesh-India-Sparking, retrieved on 20.10.2025

228 Voir : Anadolu Agency news' entry, **Far-right Israeli minister storms Jerusalem's Al-**

**Aqsa Mosque** in: **https://www.aa.com.tr/en/middle-east/far-right-israeli-minister-storms-jerusalem-s-al-aqsa-mosque-for-2nd-time-in-week/3716815,** retrieved on 20.10.2025

229 Voir : alarabiya news' entry, **Israel's Ben-Gvir storms Al-Aqsa Mosque compound, calls for 'Gaza victory'**in: **https://english.alarabiya.net/News/middle-east/2025/10/08/israel-s-farright-minister-bengvir-storms-alaqsa-mosque-compound,** retrieved on 10.10.2025

230 Voir : BBC news' entry **Police investigate hate crime after Glasgow mosque vandalised**, in: **https://www.bbc.com/news/articles/cdx4y2xkl7ro**, retrieved on 01.11.2025

231 Voir : dutchnews news' entry **Bag of destroyed Korans and dead bird left at door of mosque**, in: **https://www.dutchnews.nl/2025/11/bag-of-destroyed-korans-and-dead-bird-left-at-door-of-mosque/**, retrieved on 20.11.2025

232 Voir : CNN news' entry **Israeli settlers torch mosque and spray graffiti in latest West Bank attack**, in: **https://edition.cnn.com/2025/11/13/middleeast/west-bank-mosque-graffiti-settlers-intl**, retrieved on 20.11.2025

233 Voir: Anadolu Agency news' entry, in: **https://www.aa.com.tr/en/middle-east/israel-closes-ibrahimi-mosque-in-hebron-imposes-curfew-on-palestinians-for-jewish-holiday/3744868 /**, retrieved on 20.11.2025

234 Voir : wafa news' entry **Colonists vandalize mosque and school content in Khirbet Tana near Nablus**, in: **https://english.wafa.ps/Pages/Details/163683?utm_source=chatgpt.com**, retrieved on 25.10.2025

235 Voir : maktoobmedia news' entry, **Muslim youth beaten to death by Bajrang Dal men in UP's Moradabad** in: **https://maktoobmedia.com/india/muslim-youth-beaten-to-death-by-bajrang-dal-men-in-ups-moradabad/?utm_source=pocket_saves**, retrieved on 05.01.2025

236 Voir : maktoobmedia news' entry, **West Bengal: Rights group seeks action after BSF constable allegedly assaults Muslim businessman** in: **https://maktoobmedia.com/india/west-bengal-rights-group-seeks-action-after-bsf-constable-allegedly-assaults-muslim-businessman/?utm_source=pocket_saves** , retrieved on 05.01.2025

237 Voir : twocircles news' entry, **'Targeted Because of Dadhi and Topi': Muslim Trader Dies Following 'Mob Lynching' in Jharkhand** in: **http://twocircles.net/2024dec27/450987.html?utm_source=pocket_shared**, retrieved on 05.01.2025

238 Voir : theobserverpost news' entry, **70-Year-Old Muezzin Killed in Bihar; Four Others Injured in Iron Rod Attack** in: **https://theobserverpost.com/70-year-old-muezzin-brutally-killed-in-bihar-four-others-injured-in-iron-rod-attack/?utm_source=pocket_saves**, retrieved on 05.01.2025

239 Voir : theobserverpost news' entry, **Muslim Man Dies In Police Custody, Family Allege "Foul Play And Torture"**in: **https://theobserverpost.com/35-year-old-muslim-man-dies-in-police-custody-family-allege-foul-play-and-torture/?utm_source=pocket_saves**, retrieved on 01.02.2025

240 Voir : muslimmirror news' entry, **Hijab-wearing women targeted and heckled by Hindutva mob in UP's Firozabad** in: **https://muslimmirror.com/hijab-wearing-women-targeted-and-heckled-by-hindutva-mob-at-fair-in-ups-firozabad/?utm_source=pocket_saves**, retrieved on 20.02.2025

241 Voir : madhyamamonline news' entry, **Bajrang Dal goons attack minor Muslim boy, force him to chant 'Jai Sri Ram' in Assam** in: **http://madhyamamonline.com/india/bajrang-dal-goons-attack-minor-muslim-boy-in-assam-1373165?utm_source=pocket_shared**, retrieved on 01.02.2025

242 Voir : maktoobmedia news' entry, **Muslim infant crushed to death under policeman's feet during raid in Rajasthan's Alwar** in: **https://maktoobmedia.com/india/muslim-infant-crushed-to-death-under-policemans-feet-during-raid-in-rajasthans-alwar/,** retrieved on 10.03.2025

243 Voir : theobserverpost news' entry, **Muslim youths speak out after the attack in Ahmedabad** in: **https://theobserverpost.com/chant-jai-shri-ram-or-else-muslims-leaving-mosque-in-ahmedabad-after-tarawih-prayers-attacked-threatened-with-knives/,** retrieved on 10.03.2025

244 Voir : muslimmirror news' entry, **Maulana called 'Pakistani' and brutally assaulted on train** in: **https://muslimmirror.com/gujarat-maulana-called-pakistani-and-brutally-assaulted-on-train/,** retrieved on 14.03.2025

245 Voir : clarionindia news' entry, **UP: 2 Muslim Brothers Assaulted in Varanasi During Holi Donation Drive** in: **https://clarionindia.net/up-2-muslim-brothers-assaulted-in-varanasi-during-holi-donation-drive/?amp=1,** retrieved on 14.03.2025

246 Voir : muslimmirror news' entry, **A Muslim man brutally attacked and tortured by a Hindu woman on train** in: **https://muslimmirror.com/west-bengal-a-muslim-man-brutally-attacked-and-tortured-by-a-hindu-woman-on-train//,** retrieved on 10.03.2025

247 Voir : theobserverpost news' entry, **They Called Me Kathmulla': Arabic Tutor Dragged, Kicked, And Abused In Delhi Attack** in: **https://theobserverpost.com/they-called-me-kathmulla-arabic-tutor-dragged-kicked-and-abused-in-delhi-attack/,** retrieved on 15.03.2025

248 Voir : clarionindia news' entry, **Cow Slaughter Case: Over 300 Muslim Homes Face Demolition in MP's Damoh** in: **https://clarionindia.net/cow-slaughter-case-over-300-muslim-homes-face-demolition-in-mps-damoh/?amp=1,** retrieved on 14.03.2025

249 Voir : aljazeera news' entry, **Man convicted in hate crime murder of Palestinian American boy** in: **http://aljazeera.com/news/2025/3/1/us-man-convicted-in-hate-crime-murder-of-palestinian-american-boy?utm_source=pocket_shared,** retrieved on 10.03.2025

250 Voir : newstimes news' entry, **Bethel man says family faced hate-based anti-Muslim harassment at supermarket** in: **https://www.newstimes.com/news/article/bethel-man-family-hate-based-harassment-caraluzzis-20173514.php?utm_source=pocket_saves**, retrieved on 01.03.2025

251 Voir : muslimmirror news' entry, **Muslim boy returning from Eid shopping brutally assaulted by policemen in Uttarakhand** in: **https://muslimmirror.com/muslim-boy-returning-from-eid-shopping-brutally-assaulted-by-policemen-in-uttarakhand/,** retrieved on 01.04.2025

252 Voir : nltimes news' entry, **UC Student Sent Islamophobic Letter to Home Address** in: **https://www.citybeat.com/news/uc-student-sent-islamophobic-letter-to-home-address-19374926?utm_source=pocket_saves**,retrieved on 20.04.2025

253 Voir : globalnews news' entry, **Toronto police seeking 2 suspects after vehicle vandalized with anti-Muslim slurs** in: **https://globalnews.ca/news/11175420/toronto-vehicle-vandalized-anti-muslims-slurs/**, retrieved on 20.05.2025

254 Voir : CBC news' entry, **Muslim groups calls for 'action' after London woman spit on in alleged hate crime** in: **https://www.cbc.ca/news/canada/london/muslim-groups-calls-for-action-after-london-woman-spit-on-in-alleged-hate-crime-1.7549485**, retrieved on 10.06.2025

255 Voir : ABC news' entry, **Muslim woman says man asked 'Are you Muslim?' then beat her on subway** in: **https://abc7ny.com/post/nyc-subway-attack-nypd-charges-man-hate-crime-assault-queens-beating-muslim-woman/16793670/**, retrieved on 01.07.2025

256 Voir : mapleridgenews news' entry, **A 'Free Palestine' sticker led to confrontation and violence** in: **https://www.mapleridgenews.com/local-news/assaulted-man-says-he-was-victim-of-hate-crime-in-pitt-meadows-8077632**, retrieved on 25.07.2025

257 Voir : newarab news' entry, **Murder of Algerian woman in Germany prompts protests, calls for justice** in: **https://www.newarab.com/news/murder-algerian-woman-germany-prompts-protests?amp**, retrieved on 15.07.2025

258 Voir : stamfordadvocate news' entry, **Video captured man shouting 'insults attacking Islam' outside Stamford mosque, advocacy group says** in: **https://www.stamfordadvocate.com/news/article/ct-advocacy-group-stamford-hate-crime-mosque-20811637.php**,retrievedon15.08.2025

259 Voir : theage news' entry, **Sydney mosque members receive 'death threats'**in: https://www.theage.com.au/national/nsw/sydney-mosque-members-receive-death-threats-in-call-to-prayer-furore-20250806-p5mkw6.html, retrieved on 15.08.2025

260 Voir : heraldscotland news' entry, **Police probe 'hate crime' against Muslim schoolgirl** in: https://www.heraldscotland.com/news/25459089.police-probe-hate-crime-muslim-schoolgirl/, retrieved on 15.09.2025

261 Voir : novaramedia news' entry, **Knife Pulled in Racist Attack on Families Outside Portsmouth Mosque** in: https://novaramedia.com/2025/09/01/knife-pulled-in-racist-attack-on-families-outside-portsmouth-mosque/, retrieved on 10.09.2025

262 Voir : liverpoolecho news' entry, **Muslim schoolgirls threatened with scissors after leaving mosque** in: https://www.liverpoolecho.co.uk/news/liverpool-news/muslim-schoolgirls-threatened-scissors-after-32622500, retrieved on 10.10.2025

263 Voir : newhamrecorder news' entry, **Hounslow Al Furqan imam stabbed in 'unprovoked' attack** in: https://www.newhamrecorder.co.uk/news/25519998.hounslow-al-furqan-imam-stabbed-unprovoked-attack/, retrieved on 10.10.2025

264 Voir : muslimnews news' entry, **Essex Muslim family "traumatised," living in fear after pig's head left on doorstep** in: https://muslimnews.co.uk/news/exclusive-essex-muslim-family-traumatised-living-in-fear-after-pigs-head-left-on-doorstep/, retrieved on 20.10.2025

265 Voir: heraldscotland news' entry, **Mosque window smashed with 'metal pole' in East Renfrewshire** in: https://www.heraldscotland.com/news/25494270.mosque-window-smashed-metal-pole-east-renfrewshire//, retrieved on 01.10.2025

266 Voir : timesofindia news' entry, **Three Stabbed over waste disposal** in: https://timesofindia.indiatimes.com/city/thiruvananthapuram/3-stabbed-over-waste-disposal/articleshow/124296813.cms?utm_source=chatgpt.com, retrieved on 10.10.2025

267 Voir : CBC news' entry **Parents, advocacy groups appalled by 'hateful' graffiti found at Ottawa high school**, in: https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/parents-advocacy-groups-appalled-by-hateful-graffiti-found-at-ottawa-high-school-9.6971902, retrieved on 20.11.2025

268 Voir : Yahoo news' entry **Muslim woman 'racially abused and spat at' as she shopped with young baby**, in: https://uk.news.yahoo.com/muslim-woman-racially-abused-spat-134318856.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAGYVqx51-WARkTKd3vb8b3Lcji3hBiL-ZzZtrqVEi5Nnb6mcypeaxX2Iu67wCZTIYccBLMfYZEOF79sEywVAl9cfs6U1KC5xfCehFiDJD_XueW0xicOVCHi5aCZaIqv_JlOvNt3mM3BXiQCXRoOcumMEo_vAYlUGKkUgDuVsmkLL, retrieved on 01.11.2025

269 Voir : BBC news' entry **Police investigate alleged racial abuse of Green deputy leader**, in: https://www.bbc.co.uk/news/articles/cz6n9g2xn2eo.amp, retrieved on 01.11.2025

270 Voir: columbiaspectator news' entry **Shipman condemns Islamophobic harassment following reported hate crime**, in: https://www.columbiaspectator.com/news/2025/11/14/shipman-condemns-islamophobic-harassment-following-reported-hate-crime/, retrieved on 20.11.2025

271 Voir : Anadolu Agency news' entry, **Man tears up copies of Quran inside mosque in France** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/man-tears-up-copies-of-quran-inside-mosque-in-france/3703426, retrieved on 05.10.2025

272 Voir : houstonchronicle news' entry **UH police investigate harassment claim after Quran burned at Muslims students' event**, in: https://www.houstonchronicle.com/news/houston-texas/religion/article/university-houston-muslim-students-21138619.php?utm_source=chatgpt.com, retrieved on 10.11.2025

273 Voir : Anadolu Agency news' entry, **French judge expels activist from courtroom over hijab** in: https://www.aa.com.tr/en/europe/french-judge-expels-activist-from-courtroom-over-hijab/3474861, retrieved on 10.02.2025

274 Voir : clarionindia news' entry, **Students Forced to Remove Hijab at Mumbai Exam Centre** in: **https://clarionindia.net/students-forced-to-remove-hijab-at-mumbai-exam-centre/?amp=1,** retrieved on 01.03.2025

275 Voir : thenews news' entry, **Muslim woman stripped off hijab, Hindu boy accompanying her thrashed by mob in Uttar Pradesh** in: **http://thenews.com.pk/print/1301501-muslim-woman-stripped-off-hijab-hindu-boy-accompanying-her-thrashed-by-mob-in-uttar-pradesh?utm_source=pocket_shared,** retrieved on 25.04.2025

276 Voir: nbcnews news' entry, **Muslim woman attacked in library by woman who tried to set hijab on fire, Canadian police say** in: **http://nbcnews.com/news/world/muslim-woman-attacked-library-suspect-tried-set-hijab-fire-canadian-po-rcna197965?utm_source=pocket_shared,** retrieved on 01.04.2025